

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

### La Présidente du Lok Sabha à la Chambre



Une délégation indienne conduite par Mme Meira Kumar (au milieu) a rencontré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés.

Les liens commerciaux et les relations économiques entre l'Inde et le Luxembourg, le changement climatique et les principaux dossiers internationaux ont été abordés au cours d'un échange de vues entre Mme Meira Kumar, Présidente du Lok Sabha (la Chambre basse du Parlement indien) et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. Peu avant, accompagnée par un certain nombre de parlementaires indiens issus des bords politiques les plus divers, Mme Kumar avait eu l'occasion de rencontrer le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar.

«Nos pays partagent les mêmes valeurs», souligna Meira Kumar à

l'occasion d'une conférence de presse tenue dans les locaux du bâtiment Printz & Richard de la Chambre. «Nous croyons dans la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse», a-t-elle précisé.

Elle a profité de l'occasion pour rappeler que la crise économique actuelle affecte également l'économie indienne. La Présidente du Lok Sabha a aussi évoqué la création d'une chambre de commerce indo-luxembourgeoise et la signature d'un accord en matière de sécurité sociale, ceci dans le but d'une collaboration plus étroite entre le Luxembourg et la plus grande démocratie du monde.

D'après Mme Kumar, l'Inde est très sensible au changement climatique. Le pays dispose d'un secteur agricole important, vulnérable aux effets des pluies diluviennes et des inondations de plus en plus fréquentes. La délégation indienne s'est également enquis de la situation à Gaza et en Afghanistan, demandant à cet effet des précisions sur les positions luxembourgeoises.

Par ailleurs, Mme Kumar a profité de son déplacement à Luxembourg pour voir la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, Mme Françoise Hetto-Gaasch et s'entretenir avec le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker avant d'être reçue en audience par S.A. le Grand-Duc.

### Le Turkménistan s'ouvre aux pays occidentaux

Jusqu'en 1992, le Turkménistan faisait partie de l'Union soviétique. Le pays, situé en Asie centrale entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et l'Iran s'efforce actuellement d'établir des relations bilatérales avec d'autres pays. Début juin, une délégation turkmène a rencontré les présidents et des membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Institutions de la Chambre. Il s'agissait de la première rencontre entre parlementaires turkmènes et luxembourgeois.

Vivant assez isolée depuis l'effondrement de l'URSS, la république turcophone des bords de

la mer Caspienne, riche en gaz, vient seulement de s'ouvrir aux pays occidentaux. Le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn s'y était rendu en mars 2010.

Lors de sa visite à la Chambre, la délégation parlementaire turkmène a souligné l'importance de développer des échanges politiques et commerciaux avec le Luxembourg. Le Turkménistan dispose d'importantes ressources en hydrocarbures (gaz, pétrole, etc.) et entend développer son industrie textile et la fabrication de tapis.

L'entretien entre députés turkmènes et luxembourgeois a éga-

lement porté sur des questions institutionnelles, comme

- la pluralité politique,
- les fondements et l'organisation d'un État de droit,
- la Constitution luxembourgeoise et sa réforme
- ainsi que la participation du peuple à la prise de décisions politiques.

Au cours de leur déplacement à Luxembourg, les députés turkmènes ont également pu rencontrer le Médiateur ainsi que des représentants du Conseil d'État, de la Cour des Comptes, du Ministère de la Justice et de la Cour constitutionnelle.



Une délégation parlementaire turkmène accueillie par les présidents de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Institutions, M. Ben Fayot (à gauche) et M. Paul-Henri Meyers (au milieu).

31 <sup>e</sup> séance	mardi	1 <sup>er</sup> juin 2010
32 <sup>e</sup> séance	mercredi	2 juin 2010
33 <sup>e</sup> séance	jeudi	3 juin 2010

### Itinéraires culturels européens

Les Itinéraires culturels européens du Conseil de l'Europe ont pour but de favoriser une meilleure connaissance de l'histoire et de la mémoire européennes. Les membres de la Commission de la Culture de la Chambre ont souhaité s'informer sur les activités de l'Institut euro-

- des époques comme le Moyen Âge ou le temps des fortifications militaires,
- des civilisations comme les Vikings, les Phéniciens ou le réseau marchand de la Hanse,
- le patrimoine naturel à travers des paysages, parcs et jardins



Des membres de la Commission de la Culture reçus par la Présidente de l'IEIC, Mme Erna Hennicot-Schoepges (au milieu).

péen des Itinéraires culturels (IEIC) qui siège à l'Abbaye de Neumünster.

L'IEIC est chargé de mettre en œuvre le programme des itinéraires et de coordonner le travail des partenaires publics et privés dans 50 pays européens. Sa vocation est double: être un lieu d'archives et de mémoire pour tous les itinéraires existants ainsi qu'un centre de documentation et d'étude pour les personnes ou associations voulant préparer un itinéraire.

29 itinéraires culturels passent par l'Europe. Les députés ont pu se rendre compte de la richesse des thèmes qu'ils touchent:

- des chemins de pèlerinage comme celui vers Saint-Jacques-de-Compostelle, vers Rome (la Via Francigena) ou vers le Mont-Saint-Michel,
- des personnages comme Mozart, l'architecte Schickhardt, Don Quichotte ou Saint-Martin,
- le patrimoine industriel (à travers la route du fer),
- le patrimoine construit (architecture romane, des sites clunisiens, des stations thermales),
- le patrimoine agricole et culinaire (le vignoble, les oliviers),
- les cultes (itinéraire du patrimoine juif; itinéraire des cimetières).

- le patrimoine industriel (à travers la route du fer),
- le patrimoine construit (architecture romane, des sites clunisiens, des stations thermales),
- le patrimoine agricole et culinaire (le vignoble, les oliviers),
- les cultes (itinéraire du patrimoine juif; itinéraire des cimetières).

L'Institut européen des Itinéraires culturels a été mis en place en 1997 dans le cadre d'un accord entre le Conseil de l'Europe et le Grand-Duché de Luxembourg. Dans un premier temps, il était logé à la Tour Jacob près du Plateau du Rham avant d'élire domicile à l'Abbaye de Neumünster (bâtiment Bruch) au Grund. L'institut emploie deux personnes à plein temps et accueille à titre régulier des étudiants et stagiaires. Dans le cadre de sa coopération avec la Roumanie, l'institut a récemment implanté un Centre de ressources régional à Sibiu.

#### DANS CE NUMÉRO

Avenir de la place financière	p. 414
Réforme du système de pension	p. 430
Attaque contre la «flottille Gaza»	p. 443
	p. 445
Sommaire des séances publiques N°s 31-33	p. 456
Sommaire des questions parlementaires	p. Q176

## Mottaki prié de s'expliquer



Le Président de la Chambre (à gauche) et le Ministre des Affaires étrangères iranien signant le Livre d'or de la Chambre.

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Manouchehr Mottaki a eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Très préoccupé par les droits de l'homme et la situation des femmes en Iran, le Président de la Chambre des Députés a longuement interrogé le ministre à ce sujet. Il a mentionné les nom-

breuses injonctions de la communauté internationale appelant l'Iran à adapter sa législation nationale aux conventions internationales en matière des droits de l'homme. Le ministre a expliqué que le Gouvernement iranien entreprend des efforts dans cette direction et qu'il «faut travailler sur la question des droits de l'homme dans le dialogue».

Interrogé par M. Mosar sur le fait qu'en 2009, 390 personnes aient été exécutées en Iran, le mi-

nistre iranien a justifié les exécutions comme une mesure apte à lutter contre le trafic de stupéfiants. M. Mottaki a conclu que dans son pays «un groupe de travail était en train d'analyser la situation».

Fortement interpellé par le fait que la tutelle de l'homme sur les femmes continue d'être un pilier fondamental de la législation iranienne, le Président de la Chambre des Députés a évoqué cette question des droits de la femme en présence de l'épouse de Manouchehr Mottaki, par ailleurs conseillère du Ministre des Affaires des femmes et des Droits de la femme.

Le blocus de Gaza et la situation politique en Afghanistan et en Iraq ont aussi été abordés. Le ministre iranien et le Président de la Chambre ont été d'accord pour dire qu'une solution devrait être trouvée pour toute cette zone du Proche- et Moyen-Orient.

Conscients de leurs divergences de vues sur les droits de l'homme et la situation des femmes en Iran, le Président de la Chambre et le Ministre des Affaires étrangères iranien sont néanmoins convenus de continuer le dialogue, notamment à un niveau parlementaire.

## La Chambre se veut exemplaire

La Chambre des Députés contribue aux efforts d'économie pour le redressement des finances publiques.

Ainsi le Bureau de la Chambre vient de décider une réduction des frais de fonctionnement (hors frais de personnel) de plus d'un million d'euros (1,072 mio €).

Par rapport à 2010, l'administration parlementaire économisera 887.140 € en 2011 alors que les quatre groupes et deux sensibilités politiques réduiront leurs frais de fonc-

tionnement pour un total de 184.847 €.

Pour garantir une plus grande flexibilité, il a été retenu que tous les crédits revenant aux groupes et sensibilités politiques seront regroupés dès 2011 en un seul article budgétaire.

Par ailleurs, les groupes et sensibilités ont également marqué leur accord pour soumettre leurs comptes respectifs au contrôle d'un réviseur externe (pour autant que ce ne soit pas déjà le cas).

## Le rôle futur de la COSAC



La délégation luxembourgeoise se composait de MM. Gast Gibéryen, Ben Fayot, Fernand Boden, Eugène Berger et Félix Braz (de gauche à droite).

### Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

## Visite de la Société Électrique de l'Our

Les membres de trois commissions parlementaires du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, à savoir celle de l'Aménagement du Territoire, de la Coopération transfrontalière et des Affaires économiques, ont été invités le 4 juin à Vianden pour s'informer de la progression du chantier de la 11<sup>e</sup> machine de la SEO (Société Électrique de l'Our).

Actuellement, les dix turbines de Vianden ont une capacité de 1,1Gw/h. Les travaux d'installation de la 11<sup>e</sup> turbine qui va de pair avec l'augmentation de la capacité de retenue d'eau de 500.000 m<sup>3</sup> ont débuté en janvier 2010 et devront se terminer

au cours de l'année 2013. En effet, l'installation de la 11<sup>e</sup> machine qui constitue l'un des investissements les plus importants au Luxembourg devient nécessaire car la demande pour l'énergie de pointe a augmenté au cours des dernières années. Par ailleurs, elle permet d'augmenter la capacité de réserve, et, grâce à la disponibilité rapide de sa puissance, elle permet de contribuer à la régulation de la puissance et de la fréquence ainsi qu'au maintien de la tension dans le réseau électrique européen.

La machine 11 offrira également la possibilité d'une utilisation plus durable de l'énergie né-

cessaire au pompage de l'eau vers le bassin supérieur. L'énergie gagnée par les parcs éoliens en mer du Nord qui seront construites dans le cadre de la „North Seas Countries' Offshore Grid Initiative" pourra être utilisée par la nouvelle machine. Les trois pays du Benelux participent à cette initiative des parcs éoliens qui constitue un élément important dans la stratégie pour les énergies renouvelables, le Luxembourg étant le seul de ces pays qui participe à cette initiative mais qui ne dispose pas d'un accès à la mer. L'initiative constitue l'un des projets phares et sera suivi de près par le Benelux.



Les membres de trois commissions visitent la SEO.

M. Fernand Boden, Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la XLIII<sup>e</sup> COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes) qui s'est déroulée du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2010 à Madrid.

Les travaux de la conférence étaient concentrés entre autres sur les priorités politiques de la nouvelle Commission européenne, sur les rapports entre les parlements nationaux et le Parlement européen après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et le rôle futur de la COSAC.

Les parlementaires ont procédé dans ce contexte à des échanges de vues avec M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne, et M. Diego López Garrido, Secrétaire d'État pour l'Union européenne, et ont suivi une allocution de M. José Luis Rodríguez Zapatero, Président du Gouvernement espagnol.

La COSAC «accueille les possibilités élargies de contrôle parlementaire des affaires de l'UE, résultant du renforcement de la dimension parlementaire des acti-

vités de l'UE découlant du Traité de Lisbonne, (et) constate dans ce contexte la capacité accrue des parlements nationaux et du Parlement européen d'influencer la politique européenne et la possibilité d'une plus grande coopération afin de garantir le contrôle démocratique de la politique européenne.»

Les parlementaires ont par ailleurs retenu que «l'agenda de la COSAC pourra inclure des débats sur des projets d'actes législatifs spécifiques de l'Union européenne pourvu que ces projets aient trait à des sujets particulièrement polémiques susceptibles de donner lieu à un débat politique sur des sujets spécifiquement européens.»

La délégation luxembourgeoise a interrogé les invités sur les négociations menées dans le contexte du changement climatique, les possibilités d'intervention de la Commission européenne sur les budgets nationaux, le contrôle parlementaire de la politique de la défense après la dissolution de l'Assemblée parlementaire de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) ainsi que sur le Programme de Stockholm.

Conseil Parlementaire Interrégional

## Séance plénière à l'Académie européenne d'Otzenhausen

Quatre recommandations ont été adoptées le 28 mai par les parlementaires de la Grande Région lors de la 44<sup>e</sup> séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), qui réunit les assemblées parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre et de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique et social de la Grande Région.

Une première recommandation adoptée lors de cette séance plénière interrégionale appelle les gouvernements de la Grande Région à accélérer l'aménagement des sas d'écluses de la Moselle. La situation actuelle du transport de marchandises sur la Moselle est marquée par des goulets d'étranglement majeurs aux dix sas d'écluses entre Trèves et Coblenze, alors que dans les années à venir le transport fluvial sur la Moselle augmentera d'environ 13%.

D'après les projets d'aménagement actuels les seconds sas d'écluses ne pourront être achevés avant 2032 en raison du manque de personnel qualifié.

C'est pour cette raison que le CPI a appelé tous les acteurs concernés d'œuvrer afin que les travaux puissent être réalisés plus rapidement et a proposé de faire participer des entreprises de la Grande Région à la planification et à la construction pour favoriser ce moyen de transport qui est plus avantageux tant d'un point de vue économique qu'environnemental.

Une deuxième recommandation vise à soutenir le projet „Université de la Grande Région“ en tant que facteur de positionnement géographique et d'intégration important. A ce propos, les parlementaires interrégionaux ont rappelé l'importance d'installer ce projet comme élément permanent de la coopération des universités de la Grande Région et de favoriser à l'avenir un développement aboutissant à un site universitaire de la Grande Région.

Dans sa recommandation concernant la formation policière transfrontalière, le CPI a salué les succès obtenus jusqu'à présent par la coopération policière transfrontalière et rappelé que la seule

manière de relever les futurs défis policiers transfrontaliers passe par une formation des policiers qui prend davantage en compte la dimension interrégionale. En plus de stages d'observation, de rencontres régulières et de formations communes, le CPI a appelé au renforcement des échanges entre les écoles de police, à l'amélioration de l'apprentissage des langues étrangères et à la mise en place d'une charte éthique qui énonce les valeurs et standards attendus d'une police dans une société démocratique.

Enfin, le CPI a pour la première fois débattu d'une problématique qui dépasse les frontières de la Grande Région dans sa recommandation sur l'accord «SWIFT» entre les États-Unis et l'Union européenne, qui autoriserait les autorités américaines à avoir un accès direct aux données bancaires européennes pour la lutte contre le terrorisme. Se sentant responsable pour les 11 millions d'habitants de la Grande Région, le CPI a ainsi appelé les gouvernements de la Grande Région à s'engager pour une solution européenne qui veille au respect des droits fondamentaux.



MM. Roger Negri, Emile Eicher et Mill Majerus à la suite d'une entrevue avec l'ambassadrice du Luxembourg en Allemagne, S.E. Mme Martine Schommer.

## Parlementarisme en Allemagne

À l'occasion de la visite du CPI à Berlin le 20 mai, des parlementaires belges, luxembourgeois et français de la Grande Région ont eu l'occasion d'étudier de près le fonctionnement du parlementarisme au sein d'un État fédéral comme l'Allemagne.

Cette initiative de la présidence sarroise du CPI a donné lieu à des échanges ouverts et cordiaux entre les délégations invitées, les députés de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat ainsi que des députés allemands fédéraux et a permis de débattre des problé-

matiques qui concernent directement la Grande Région, au Bundestag, au Bundesrat et à la représentation de la Sarre à Berlin.

Avant de retrouver leurs homologues allemands, français et belges, les députés luxembourgeois qui ont participé à la visite ont eu l'occasion d'aborder les dossiers prioritaires pour le Luxembourg dans le contexte de la Grande Région avec l'ambassadrice du Luxembourg en Allemagne, Son Excellence Madame Martine Schommer.



Les députés luxembourgeois lors de la séance plénière du CPI: MM. Alex Bodry, Fernand Etgen, Roger Negri, Mill Majerus et Emile Eicher (de gauche à droite).

## Visite à l'Office social d'Esch

L'année 2010 a été déclarée «Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale».

Dans ce cadre et dans un contexte de crise économique récurrente, les membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances de la Chambre se sont rendus à Esch-sur-Alzette pour y rencontrer les responsables de l'Office social de la ville.

Accompagnés par des membres de la Commission Famille, Solidarité et Intégration du Parlement des Jeunes, les députés ont pu constater sur place que parmi les 30.000 habitants de la métropole du fer, un certain nombre vivent dans la précarité et sont contraints de faire appel à l'Office social pour boucler leur fin de mois, payer des factures, avoir à manger ou dormir dans un lit propre.

Mme Vera Spautz (LSAP), députée et échevine sociale de la ville d'Esch, a cité quelques chiffres éloquentes à cet égard:

- de 2007 à 2009, en trois ans donc, le nombre de personnes ayant eu recours à l'Office social de la ville a augmenté de 1.158 à 1.382, soit une progression de 18,7%;

- du 1<sup>er</sup> janvier 2007 jusqu'à maintenant, la Commission de l'Office social de la ville, organe

qui décide des différentes attributions et aides en matière sociale, s'est réunie à 57 reprises (une cinquantaine de dossiers sont traités à chaque réunion);

- 30% des bénéficiaires du RMG au Luxembourg sont domiciliés à Esch;

- 19,9% des personnes recourant à l'Office social ont moins de 25 ans;

- 50 jeunes familles dont les parents ont moins de 30 ans et ont à charge un jusqu'à quatre enfants se retrouvent sur une liste d'attente afin de bénéficier d'un logement social de la part de la commune eschoise.

Alors qu'il y a sept ans déjà, la ville d'Esch avait organisé les premières assises sociales au Luxembourg, les autorités eschoises font tout leur possible pour combattre l'exclusion sociale et la pauvreté dans une ville qui compte 53% d'étrangers et plus de 100 nationalités différentes. Au point, dit Vera Spautz, d'attirer aujourd'hui un certain nombre de personnes dans le besoin qui, dans leurs communes respectives, ne bénéficient pas des prestations sociales offertes à Esch.

En guise de conclusion, Mme Spautz a lancé un appel pressant aux députés présents et autres décideurs politiques de tout mettre en œuvre afin d'éviter des coupes sombres dans les budgets sociaux. «La lutte contre la pauvreté et l'exclusion doivent demeurer une priorité, sinon on risque de précariser des franges entières de notre population, aussi bien à Esch que dans l'ensemble du pays», a-t-elle ainsi lancé.



Rencontre parlementaire avec les responsables de l'Office social d'Esch-sur-Alzette.

## Entrevue avec Percy Schmeiser, lauréat du Prix Nobel alternatif 2007

En date du 26 mai 2010, les députés Henri Kox et Jean Colombera ont participé à une entrevue avec M. Percy Schmeiser, agriculteur canadien et lauréat du Prix Nobel alternatif 2007. M. Schmeiser était en visite officielle au Luxembourg sur invitation des 29 organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM».

L'histoire de Percy Schmeiser illustre très clairement les menaces que l'agriculture et les agriculteurs courent face aux OGM. Les champs de Percy Schmeiser furent contaminés par des OGM de Monsanto, multinationale qui domine plus de 90% du marché des OGM dans le monde. Alors qu'il était en réalité victime d'une contamination OGM, M. Schmeiser a été traîné par Monsanto devant les tribunaux pour avoir «volé leurs plantes OGM».

«Il y a une dizaine d'années, au Canada, on ne savait pas qu'est-ce que les OGM nous réserveraient. Aujourd'hui on sait que c'était une faute de laisser entrer cette "chose" dans notre pays. En Europe vous avez encore la possibilité de dire non aux OGM», a expliqué Percy Schmeiser aux députés, membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Les députés Henri Kox et Jean Colombera ont exprimé leur soutien à Percy Schmeiser et ont rappelé que le 16 mars dernier la Chambre des Députés a voté à l'unanimité, et comme premier parlement national dans l'Union européenne, une motion appelant à un moratoire sur les autori-



(de gauche à droite) MM. Jean Colombera (ADR), Raymond Aendekerk (Initiativ Lëtzebuerg ouni Gentechnik), Percy Schmeiser, Henri Kox (déli gréng) et Maurice Losch (Initiativ Lëtzebuerg ouni Gentechnik)

sations d'OGM dans l'Union européenne. Actuellement la procédure d'évaluation et d'autorisation des OGM dans l'Union euro-

péenne ne prend pas en compte les effets socio-économiques et les effets à long terme des OGM sur la santé et l'environnement.

### Les 29 organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM»:

Aide à l'Enfance de l'Inde a.s.b.l., Association Solidarité Luxembourg Nicaragua, ASTM, Attac Luxembourg, Bauerenallianz, bio-LABEL Lëtzebuerg, BIONA, Caritas Luxembourg, Demeter Bond Lëtzebuerg, Église Catholique à Luxembourg, Émweltberodung Lëtzebuerg a.s.b.l. (EBL), FCPT - SYPROLUX, FNCTTFEL - Landesverband, Fondatioun Hëllef fir d'Natur, Frères des Hommes, Greenpeace Luxembourg, Haus vun der Natur, Initiativ Liewensufank, LCGB, Lëtzebuerg Natur- a Vulleschützliga, Lëtzebuerg Landesverband fir Beienzüucht, Life a.s.b.l., Mouvement Écologique, OGB-L, Slow Food Lëtzebuerg, SOS Faim Luxembourg, Stroossekanner São Paulo a.s.b.l., TransFair - Minka a.s.b.l., Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC)

Réunion interparlementaire à Bruxelles

## Mise en place du service diplomatique européen

Le 2 juin 2010, la Commission des affaires étrangères du Parlement européen (PE) a invité les représentants des Commissions des affaires étrangères des parlements nationaux pour débattre avec leurs homologues du PE de la forme que devra prendre le futur service diplomatique européen. Les parlementaires nationaux ont été nombreux à apporter leur soutien à la création d'un service d'action extérieure ambitieux tel que proposé par les députés européens. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel.

Introduit par le Traité de Lisbonne, le Service européen d'ac-

tion extérieure (SEAE) sera un nouvel organe de l'Union européenne devant permettre à cette dernière de conduire une politique étrangère et de sécurité plus efficace et plus visible dans le monde. Une partie de l'action extérieure de l'Union européenne, à savoir la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est intergouvernementale. Le reste, y compris la politique de voisinage et l'aide au développement, fait partie des politiques communautaires décidées par la Commission. La difficulté actuelle consiste à agréger ces deux volets en un seul service.

Le Conseil s'est dernièrement mis d'accord avec la Commission sur le projet de décision établissant le SEAE. L'accord prévoit que le service devra être un organe autonome des institutions européennes. Les eurodéputés exigent, quant à eux, que le SEAE soit intégré à la Commission, en termes administratifs et budgétaires, afin de «développer le modèle communautaire dans le domaine des relations extérieures» et de garantir au Parlement européen un contrôle, notamment budgétaire, sur le service. Les rapporteurs du Parlement craignent en effet une «intergouvernementalisation» des compétences communautaires qui seront dorénavant intégrées au service.

Pour le conseiller spécial auprès de la Haute représentante, M. Christofferson, les décisions resteront de la compétence du Collège pour les tâches communautaires, et du Conseil pour les questions liées à la PESC. «Les parlements nationaux ont un rôle de contrôle politique important à jouer en matière de PESC, qui reste aux mains du Conseil et des parlements nationaux», a déclaré le conseiller spécial en réponse à la crainte exprimée par certains parlementaires nationaux de se voir dépossédés, au profit du Parlement européen, de leur pouvoir de contrôle sur certains aspects, notamment militaires et de la politique étrangère.

D'autres désaccords subsistent entre le Conseil et le Parlement quant aux compétences et la composition du futur service. Uniquement consulté sur le projet de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du SEAE, le Parlement tente actuellement de faire pression sur le Conseil en conditionnant l'adoption de la refonte du règlement financier et du statut du personnel, nécessaires à la mise en place du service et où le Parlement dispose d'un pouvoir de codécision, à la satisfaction de ses exigences en matière d'organisation et de fonctionnement du service.



M. Marc Angel

## NOUVELLES LOIS

### Fondation Pescatore

**5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore**

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore en portant la participation de l'État de 9.486.424,31 euros, valeur 618,55 de l'indice des prix de la construction en vi-

gueur au 1<sup>er</sup> octobre 2005 à 11.634.870,78 euros, valeur 666,12 de l'indice des prix de la construction en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2008. Les travaux initialement projetés n'ont pas pu être réalisés suivant le programme prévu.

Conformément à l'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, le Conseil de Gouvernement s'est mis d'accord pour accorder aux travaux de transformation et de modernisation de la Fondation J.-P. Pescatore une participation financière de 80%.

Il s'ensuit qu'une augmentation du coût de la construction doit entraîner une augmentation correspondante de la participation financière de l'État.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2008

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Mill Majerus):

22.09.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

13.04.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

27.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

### Maison de soins Erpeldange/Ettelbruck

**6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck**

La participation de l'État à la construction visée par le projet de loi a pour la première fois été autorisée par la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck.

Depuis lors le concept de la construction à réaliser a évolué. Le projet de loi actuel reprend et précise le concept élaboré auparavant. Il poursuit l'objectif d'autoriser la participation de l'État à la construction, à Erpeldange/Ettelbruck, d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques. La construction projetée comprend en outre un atelier protégé sous forme d'une cuisine de production, une maison relais pour

45 enfants non scolarisés ainsi qu'une structure d'accueil pour jeunes gérée par la „Fondation Lëtzebuerg Kannerduerf“ et qui pourra accueillir 12 jeunes présentant des besoins spécifiques et fréquentant les lycées de la Nordstad.

La loi du 13 décembre 2004 avait prévu que les dépenses engagées au titre de la construction de la maison de soins ne pouvaient excéder 18.811.989,34 euros correspondant à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> avril 2004. Ce montant représente 70% du total des frais de réalisation de la maison de soins. Le présent projet de loi ne change rien quant au plafond de participation financière de l'État à la construction de la maison de soins.

La participation financière de l'État au coût du 1<sup>er</sup> équipement de la maison relais est fixée à un maximum de 120.000 euros. Elle s'élève à un maximum de 600.000 euros du coût de travaux de construction et d'aménagement de la cuisine de production, et à un maximum de 3.325.000 euros du coût des travaux de construction et d'équipement de la structure d'accueil pour jeunes.



Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 30.04.2009

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Mill Majerus):

22.09.2009 Désignation d'un rapporteur

13.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

## Droits de l'enfant

### 6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la reconnaissance, la loi applicable, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants

La Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (ci-après «la Convention» ou «la Convention de 1996») vise à remplacer la Convention de la Haye du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (ci-après «la Convention de 1961») (approuvée par la loi du 17 mai 1967, Mém. p. 532). Tenant compte des difficultés d'application auxquelles la Convention de 1961 a donné lieu, la Convention de 1996 apporte une précieuse contribution à la protection des enfants au niveau international, et ce en complément à la Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant (adoptée par le Luxembourg par une loi du 20 décembre 1993).

Ouverte à la signature des États le 19 octobre 1996, la Convention de 1996 est entrée en vigueur, à l'égard des États qui l'ont ratifiée, le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Pour les États membres de l'Union européenne la signature et la ratification de la Convention 1996 se font dans un cadre juridique différent de celui de la Convention de 1961.

À l'époque de la Convention de 1961 la coopération judiciaire civile relevait de la seule compétence des États membres. Or, le Traité d'Amsterdam, signé en 1997 et entré en vigueur en 1999, a «communautarisé» la coopération judiciaire en matière civile. La Communauté s'est vu reconnaître une compétence pour légiférer dans ces domaines et une compétence pour conclure des accords internationaux s'ils affectent le droit communautaire dérivé (voir arrêt AETER du 31 mars 1971, CJCE affaire 22/70).

Dans la mesure où la Convention de 1996 contient des dispositions qui affectent le règlement (CE) n°1347/2000 du Conseil

du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs (appelé «Bruxelles IIbis») (JO L 338 du 23.12.2003), les États membres de l'Union européenne et la Communauté ont une compétence partagée pour participer à la Convention de 1996. Vu que la Convention dispose que seuls les États souverains peuvent être parties, les États membres ont été autorisés à signer la Convention dans l'intérêt de la Communauté (décision 2003/93/CE du Conseil du 19 décembre 2002, JO L 48 du 21.2.2003, p.3). Cette décision a été fondée sur l'article 300 du traité instituant la Communauté européenne. À l'exception des Pays-Bas qui avaient déjà signé la Convention en 1997 et du Danemark non tenu par le règlement n°2201/2003, les États membres de l'Union européenne à l'époque ont donc signé simultanément la Convention de La Haye le 1<sup>er</sup> avril 2003, en souscrivant la même déclaration.

Dans une deuxième décision, les États ont été autorisés à ratifier la Convention (décision 2008/431/CE du Conseil du 5 juin 2008, JO L 151 du 11.06.2006, p. 36). À l'article 1<sup>er</sup>, cette décision autorisait l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, la Grèce, la France, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède et le Royaume-Uni à ratifier la Convention de 1996 ou à y adhérer, dans l'intérêt de la Communauté européenne. L'article 2 de cette décision autorisait par ailleurs la Bulgarie, Chypre, la Lettonie, Malte, les Pays-Bas et la Pologne à procéder à une déclaration relative à l'application des règles internes pertinentes du droit communautaire, identique en substance, à la déclaration que le Luxembourg et d'autres États membres de l'Union européenne avaient déjà faite lors de la signature de la Convention.

Par cette décision du Conseil, les États membres se sont engagés à prendre «les mesures nécessaires pour déposer simultanément leurs instruments de ratification ou d'adhésion auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, si possible avant le 5 juin 2010» (article 3 de la décision).

différentes classes de l'enseignement secondaire. Jusqu'à présent, après avoir passé la classe de 4<sup>e</sup> au LTNB, les élèves sont obligés de poursuivre leurs études secondaires dans un lycée offrant la division supérieure, à Esch-sur-Alzette ou à Luxembourg. Or, compte tenu de l'accroissement des effectifs susmentionné, ce passage sera

de plus en plus difficile, la capacité d'accueil maximale des lycées à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette étant désormais atteinte.

Voilà pourquoi il importe dès lors d'offrir dans le lycée de proximité à Dudelange des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

25.03.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

## Biocides

### 6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides afin de transposer en droit luxembourgeois la directive 2009/107/CE du 16 septembre 2009. Il a encore comme finalité d'apporter des précisions à la législation actuelle afin de simplifier la compréhension de certaines dispositions de la loi précitée.

Plus concrètement, le projet de loi a pour objet de modifier l'article 19 de la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. Cet article prévoit que les substances actives d'un produit biocide ainsi que les produits biocides les contenant qui se trouvaient sur le marché luxembourgeois à la date du 14 mai 2000, dans le respect des dispositions de la loi du 20 février 1968 ayant pour objet le contrôle des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, peuvent y être maintenus jusqu'à ce qu'une décision d'inscription ou de non-inscription sur les annexes I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides soit prise les concernant. Ce régime transitoire a été prévu pour une période maximale de dix ans, commençant à la date du 14 mai 2000 et se terminant donc au 14 mai 2010. En effet, un programme de travail de dix ans a été prévu pour l'examen de toutes les substances actives existantes. Ce programme de travail a eu pour but d'identifier les substances actives existantes et de déterminer celles qui devaient être examinées en vue de leur éventuelle inscription aux annexes précitées.

Conformément à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE précitée, la Commission a présenté un rapport sur l'état d'avancement du programme de travail de dix ans, deux ans avant son achèvement, au Parlement européen et au Conseil. Sur la base des conclusions de ce rapport, il s'est avéré que l'examen d'un grand nombre de substances actives ne serait pas terminé au 14 mai 2010. En ce qui concerne les substances actives pour lesquelles une décision d'inscription sur la liste positive figurant dans la directive 98/8/CE a été adoptée avant le 14 mai 2010, les États membres devront disposer d'un délai suffisant pour transposer les actes correspondants et pour délivrer, annuler ou modifier les autorisations pour les

produits concernés, afin de satisfaire aux dispositions harmonisées de la directive 98/8/CE. Afin de prévenir le risque réel que, à la fin de la période transitoire, le 14 mai 2010, les règles nationales ne s'appliquent plus alors que les règles harmonisées correspondantes n'auront pas encore été adoptées, une prolongation du programme de travail a été jugée nécessaire pour permettre la finalisation de l'examen de toutes les substances actives notifiées pour l'évaluation.

La directive 2009/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant la directive 98/8/CE concernant la mise sur le marché des produits biocides, en ce qui concerne la prolongation de certains délais, que le projet de loi est censé transposer, a donc prolongé la période transitoire de quatre années et prévoit désormais comme date butoir le 14 mai 2014, tout en prévoyant déjà la possibilité de rallonger cette période de deux années supplémentaires s'il ressort du rapport sur l'état d'avancement du programme, que la Commission transmet au Parlement européen et au Conseil au plus tard deux ans avant l'achèvement du programme de travail, qu'une telle prolongation est nécessaire.

Conformément à la proposition du Conseil d'État, la version définitive du présent projet de loi de transposition de la directive 2009/107/CE ne prévoit plus de date butoir. En revanche, le texte fixe comme date de prise d'effet de la mesure législative sous revue le 14 mai 2010, afin d'assurer la continuité du régime transitoire prévu par l'article 19 de la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. Il appartiendra ensuite au législateur de prendre soin de modifier formellement la loi en question en abrogeant la disposition transitoire, lorsqu'il prendra connaissance que la date butoir fixée dans les textes législatifs communautaires ne sera définitivement pas repoussée.

Ainsi le projet prolonge la période transitoire pendant laquelle des produits biocides contenant des substances actives inscrites à l'annexe II du règlement (CE) n°1451/2007 du 4 décembre 2007 précité telle qu'elle a été ou sera modifiée, peuvent être provisoirement mis sur le marché et introduit l'obligation d'une notification au ministre par le responsable de la mise sur le marché.

Au-delà de la transposition de la directive, le projet de loi apporte des modifications supplémentaires à l'article 19, qui préciseront les dispositions transitoires.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.03.2010

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

06.05.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.05.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

## Enseignement secondaire au LTNB

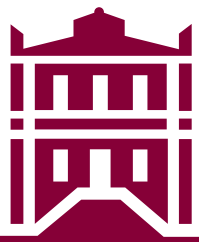
### 6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal d'étendre l'offre scolaire du Lycée technique Nic. Biever à la division supérieure de l'enseignement secondaire. Étant donné que suite à cette disposition, le lycée à Dudelange offrira l'enseignement secondaire pour les divisions inférieure et su-

périeure, il est en outre proposé qu'il porte dorénavant la dénomination de «Lycée Nic-Biever» au lieu de «Lycée technique Nic. Biever».

Actuellement, le Lycée technique Nic. Biever (LTNB) offre, à côté des cycles inférieur, moyen et supérieur de l'enseignement technique et du régime préparatoire, les trois classes de la division inférieure, ainsi que, sous forme de projet pédagogique, la classe de 4<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire.

Au cours des dernières années scolaires, le LTNB a enregistré une croissance considérable du nombre d'élèves inscrits dans les



## Sommaire

- Dépôt d'un projet de loi
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
- Communications
  - M. le Président
- Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
  - M. le Président
- Ordre du jour
  - M. le Président, M. Lucien Lux, M. André Hoffmann
- Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss
  - M. Jean Huss
- Ordre du jour (suite)
  - M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Louis Schiltz
  - Vote sur l'ordre du jour modifié (adopté)
- Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière
 

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen

  - Exposés: M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. Lucien Thiel
  - Débat: M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Claude Meisch, M. Jean-Louis Schiltz (à qui M. Claude Meisch pose une question)
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
  - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Här Finanzminister.

### 1. Dépôt d'un projet de loi

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, duerch groussherzoglechen Arrêté vum leschte Freideg sinn ech autoriséiert ginn, an der Chamber de Projet de loi ze déposieren, deen d'Regierung soll autoriséieren, d'Statsgarantie ze ginn enger Gesellschaft, déi enner Lëtzebuurger Recht soll gegrennt ginn, déi kéint Suen op d'Marchée léine goen, fir domadder anere Länner vun der Eurozon Kreditter ze maachen. Et ass also dat Instrument, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon ze garantéieren.

- *Projet de loi N°6142 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro*

Et ass de Wonsch vun der Regierung, datt dese Projet de loi kéint am Laf vum Mount Juni diskutéiert an ofgestëmmt ginn, well mer dat hei jo net eleng maachen, mä zuesumme mat deenen anere Länner aus der Eurozon, an dee Mechanismus soll an Europa esou schnell wéi méiglech a Kraaft trieden. Duerfir wäre mer frou, wann dee Projet hei kéint schnell analyséiert an diskutéiert ginn.

Merci.

### 2. Communications

► **M. le Président.** - Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi an ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Folgend Projekte goufen déposiert: de 7. Mee vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6134 iwwert d'Schafe vun engem

Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services an de Projet de loi 6135 iwwert d'Écoconception; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6136, e Stabilisatiounsaccord mat Bosnien-Herzegowina; den 10. Mee vum Nohaltegeektsminister de Projet de loi 6137 iwwert den Aménagement vum Boulevard Raiffeisen a vum Boulevard Kockelscheier am Kader vum Ban de Gasperich; den 12. Mee vum Justizminister de Projet de loi 6138 iwwert d'Entraves à l'exercice de la justice; den 20. Mee vum Innenminister de Projet de loi 6139 iwwert d'Fusion vum de Gemengen Esch-Sauer, Heischent an Nénksen; de 25. Mee vum der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6140 iwwert d'Formation professionnelle a schliesslech deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6141, eng Konventioun iwwert d'Rechter vun handicapéierte Leit.

3) Den 11. Mee ass d'Petitioun N°298 fir d'Schützen an d'Erhale vum Parc Gerlache zu Déifferdeng iwwerrecht ginn.

4) Vum 28. Mee bis den 1. Juni huet zu Riga d'Session de printemps vun der Assemblée parlementaire vun der NATO stattfonnt. D'Chamber war vertraueden duerch déi Häre Marc Angel a Claude Adam.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - 5) Den Här Boden, den Här Fayot, den Här Berger, den Här Braz an den Här Gibéryen hunn d'Chamber vertrauede bei der COSAC, déi gëschter an haut de Moien zu Madrid stattfonnt huet.

### Communications du Président - séance publique du 1<sup>er</sup> juin 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

**6134** - *Projet de loi modifiant la loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.05.2010

**6135** - *Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.05.2010

**6136** - *Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 16 juin 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.05.2010

**6137** - *Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du ban de Gasperich*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.05.2010

**6138** - *Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du code pénal et du code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.05.2010

**6139** - *Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 20.05.2010

**6140** - *Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.05.2010

**6141** - *Projet de loi portant approbation*

- de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006

- du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.05.2010

3. La pétition N°298 pour la protection et la sauvegarde du Parc Gerlache à Differdange, lancée par les riverains du parc, a été déposée en date du 11 mai 2010.

4. Du 28 mai au 1<sup>er</sup> juin 2010 s'est tenue la Session de Printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Riga. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Angel et M. Claude Adam.

5. Du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin se tient à Madrid la XLIII COSAC. La Chambre des Députés est représentée par MM. Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Présidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, aacht Projet-de-règlement-grand-ducalë vum Rôle ze strächen. Dëst sinn d'Projeten Nummer 3062, 3067, 3078, 3085, 3094, 3101, 3103, 3110, déi

all en neie Code de procédure civil sollte schafen.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Domadder wär dat esou decidéiert.

### 4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 19. Mee huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer enger Diskussioun nom Modell 2 d'Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Reguléierung vun de Finanzmäert an d'Afféiere vun enger Tax op de Finanztransaktiounen; eng Aktualitéitsstonn vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Kontroll vun den nationale Budgetspolitiken duerch hir Kontroll an duerch eng Ex-ante-Konzertatioun um europäeschen Niveau.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Pensionssystem nom Modell 2.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischtens, de Projet de loi 5956 iwwert den Émbau vun de Gebailechkeete vum Centre intégré pour personnes âgées vun der Fondation Pescatore nom Basismodell; zweetens, de Projet de loi 6038 iwwert de Bau vun enger Maison de soins fir Leit mat psychogeriatresche Problemer nom Basismodell; drëttens, de Projet de loi 6120 iwwert d'Émbenenne vum Lycée technique Nic Biever nom Basismodell; véiertens de Projet de loi 6055, eng Konventioun iwwert d'Responsabilité parentale, nom Basismodell; fënneftens, de Projet de loi 6122 iwwert d'Produits biocides nom Modell 1 an net nom Basismodell. All d'Fraktiounen sinn d'accord gewiescht, fir hei op de Modell 1 ze goen. A schliesslech de Vote iwwert d'Poursuite vun der legislativer Prozedur vun der Proposition de loi 6086 vum Här André Hoffmann géint ongerecht Entloossungen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen? Den Här Lux fret d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, mam Accord vu mengen dräi Kollegee Fraktiounsprésidenten an och mam Auteur vun der Proposition de loi géif ech proposéieren, dass mer fir den Donneschdeg d'Proposition de loi N°6086 vun eben dem Här Hoffmann géife vum Ordre du jour erofhuelen.

Dat géif eis d'Geleeënheet ginn, fir am Laf vun deenen nächsten Deeg oder den nächsten zwou, dräi Wochen eng Konzertatioun ze maache mam Ministère d'État, mam Conseil d'État - fir och eng Äntwert ze ginn op de Brëif vum Conseil d'État, dee mer virun enger Zäit kritt hunn -, wat déi nei Prozedur vun de Proposition-de-loien ubelaangt. Ech mengen, dat wär utile, sech nach e bëssen Zäit ze ginn, ier mer da géifen op déi Proposition de loi hei an der Plénière zrëckkommen.

Merci.

► **M. le Président.** - Ass d'Chamber mat där Proposition averstanen? Den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech sinn domat d'accord, dass mer de Vote, net iwwert d'Proposition de loi - fir dat och nach eng Keier kloerzestellen fir jiddwereen heibannen -, sondern iwwert d'Poursuite vun der Démarche, vun der demokratescher Démarche, dass mer dee Punkt vum Ordre du jour erofhuelen, wann dat eis erlaabt an och esou gemengt ass, dass mer net nëmme iwwert déi allgemeng Prozedur, och iwwert den Awand vum Statsrot, iwwert d'Incompatibilité mat der Constitutioun vun där Prozedur, sondern och den Débat iwwert den Inhalt vun där Proposition de loi weidergoe soll.

Ech muss lech éierlech soen, ech hätt et - onofhängeg vun deem Bréif vum Statsrot - schlecht vereinbar fonnt mat de Prinzipie vun der délibérativer Demokratie, wa mer hei eng Proposition de loi, wou ech awer mengen, déi se eenegermoosse seriöse Charakter huet, wa mer déi einfach par guillotine parlementaire gestoppt hätten an domadder d'Diskussioun doriwwer on-méiglech gemaach hätten.

Ech hätt et och onvereinbar fonnt mat deene soss alt emol ze héierenden Erklärungen zur noutwendeger Protektion vun de Salariéen, well dorëm geet et jo. De President huet ganz richtig gesot: „ongerecht Entloossungen“. Esou steet et zwar net am Text, mä esou huet en et ganz richtig gesot: d'Protektion vun de Salariéen par rapport zu där besseener Ausrichtung op haaptsächlech Aktiégewënner.

Merci.

► **M. le Président.**- Ass d'Chamber mat där Proposition vum Här Lux averstanen? Ech gesi keng géigendeleg Meenung.

#### (Assentiment)

Da kann ech also dovunner ausgoen. Dann huet nach den Här Huss d'Wuert zum Ordre du jour gefrot.

#### (Interruption et hilarité)

### 5. Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Jo, Här President. Här President, zousätzlech zum Ordre du jour géif ech wëllen hei den Dépôt vun enger Resolutioun maachen, an zwar eng Resolutioun iwwert déi Ereegneser, déi gëschter stattfonnt hunn am Mëttelmier viru Gaza, wéi mer alleguerte wësen.

Ech wëll net an den Detail goen, well jiddwereen dat gëschter Owend am Fernseh an den Noriichte matkritt huet, wat do geschitt ass: datt do d'israelesch Arméi op eng zimlech brutal Aart a Weis intervenéiert huet op engem vun deene Schëffer, mat enger ganzer Partie vu Blessierten an och enger ganzer Partie vun Doudegen.

Dorobberhi ass et international Reaktiounen ginn, an eisen Ausseminister huet eng Stellung dozou ofginn am Numm vun der Regierung. Ech mengen awer och, datt - dofir hunn ech och eng Resolutioun gemaach, net eng Motioun - eis Chamber an hirer Gesamtheit misst eng Stellung zu deem huelen, wat do am Mëttelmier geschitt ass, wat e Verstouss ass géint d'international Recht, wat do geschitt ass.

Onofhängeg elo vun den Zuele vun de Blessierten a vun den Doudegen ass et sécherlech eppes, wat net zum Fridden an där doter Region wäert bäidroen, an dofir mengen ech, datt mir och als Lëtzebuerger Chamber hei eis Responsabilitéit sollen iwwerhuelen, fir kloer Stellung ze huelen do derzou.

Dofir wëllt ech hei en Dépôt vun enger Motioun maachen, fir deen Akt vu gëschter ze veruerteelen...

► **Une voix.**- Resolutioun!

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- ...vun enger Resolutioun maachen, fir deen Akt natierlech ganz kloer ze veruerteelen, fir eng international Commission d'enquête, déi onofhängeg ass, an d'Liewen ze ruffen, fir déi Saachen ze ënnersichen a fir och deee Blocus, dee bis elo do besteet, opzehiewen. Déi Resolutioun dréit d'Ënnerschrëft vun der grénger Fraktioun. Ech géif den Dépôt hei wëlle maachen domadder an ech hoffen, datt se nach kéint des Woch op den Ordre du jour kommen.

► **Une voix.**- Très bien!

#### Résolution

*Attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»*

*La Chambre des Députés,*

- déplorant les nombreux blessés et morts provoqués par l'assaut de la marine israélienne de la «Gaza Freedom Flotilla» sur les six bateaux de la flottille internationale d'hu-

manitaires et de militants pro-palestiniens du monde entier - y compris des députés - qui transportaient du matériel humanitaire vers la bande de Gaza;

- choquée par cette attaque meurtrière dans les eaux internationales de la Méditerranée qui constitue une violation grave du droit international et une réaction de violence absolument disproportionnée par rapport à une initiative de solidarité et d'aide humanitaire civile;

- rappelant la motion sur la promotion au sein de l'Union européenne d'une politique visant à faire avancer le processus de paix au Proche-Orient, adoptée par la Chambre des Députés en date du 18 novembre 2009;

- rappelant à l'État d'Israël l'échec manifeste et sanglant de sa politique d'isolement de la bande de Gaza visant à y affaiblir le Hamas;

- convaincue qu'il ne suffira pas d'alléger simplement le blocus de Gaza pour y laisser entrer de l'aide humanitaire et des matériaux nécessaires à la reconstruction des infrastructures et de l'économie de cette zone isolée depuis trois ans;

- insistant sur le fait que les intimidations et violences de tous bords ne résoudront en rien la situation dans la région et que la politique actuelle envers Gaza et le conflit israélo-palestinien en général nécessitent un changement urgent de stratégie - y compris dans le chef des États-Unis, de l'UE et de la communauté internationale, décide

- de condamner fermement l'assaut meurtrier de l'armée israélienne contre la «Gaza Freedom Flotilla» dans les eaux internationales de la Méditerranée;

- de soutenir la mise en place rapide d'une commission d'enquête internationale afin de déterminer les responsabilités dans l'assaut des navires;

- d'exiger du Gouvernement israélien la levée immédiate du blocus imposé depuis 2007 en tant que punition collective aux 1,5 million d'habitants palestiniens de la bande de Gaza;

- de plaider pour une réouverture des points de passage et la normalisation des échanges économiques sous monitoring international.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Huss. Elo hunn ech nach zum Ordre du jour zwou Wuertmeldungen. Fir d'éischt den Här Henckes an dann den Här...

#### (Interruptions)

Jo, neen, mir maache jo elo keng Diskussioun hei iwwert d'Resolutioun. Den Här Huss huet déi déposéiert, a mir kucken, wéini datt déi elo diskutéiert gëtt, da kënt Dir, bien entendu, dozou d'Wuert ergräifen, Här Kartheiser.

### 6. Ordre du jour (suite)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass fir d'Prozedur, Här President. Et ass just fir d'Prozedur, net zum Fong.

► **M. le Président.**- Jo, zu der Prozedur vun der Resolutioun?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. le Président.**- Jo, da sot, wat Der dozou ze soen hutt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Da soen ech lech Merci, Här President. Et ass wierklech just eng Saach iwwert d'Prozedur. Ech wollt lech matdeelen, an och de Kollegen hei an der Chamber, datt ech eng Question urgente och an där do Matière un den Här Ausseminister gericht hunn. An et wär sécher interessant, fir vläicht den Här Ausseminister esou séier wéi méiglech och zu deem Sujet ze héieren, datt ech déi Fro ka stellen an datt mer dann duerno iwwer eng Resolutioun eventuell géifen hei diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech mengen zwar, Här Kartheiser, Är Fro an déi Resolutioun, déi hunn e llicht aneren Objektiv.

#### (Hilarité)

Duerfir weess ech elo net, ob mer an darselwechter Diskussioun doriwwer kënnen schwätzen. Den Här Henckes huet d'Wuert gefrot.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, mir hunn haut eng Interpellatioun vun der Demokratescher Partei iwwert d'Zukunft vun onser Finanzplaz um Ordre du jour; wat ech am Prinzip begreissen.

Mä op där anerer Säit, wéi ech dunn déi 31 Propositionen vun der DP gelies hunn, déi an deem Zesammenhang op hirem Internetsite komm sinn, hunn ech dann du verstanen, datt ee misst déi Debatt e bës-selchen oppäppelen. An dofir verstinn ech och, datt dann d'LSAP an d'CSV higaange sinn a si hunn nach zwee weider Sujeten, déi iergendwéi de près oder de loin mat der Finanzplaz ze dinn hunn, op den Ordre du jour gesat.

Ech fanne just - a Spaass elo awer bei Säit -, datt et net gutt ass, datt een déi dräi Sujete matenauer vermëscht, datt mer eng global Debatt hunn iwwert déi dräi Sujeten. Ech géif éischer proposéieren, datt mer déi dräi Sujete separat behandelen, datt mer do d'Äntwerte vun der Regierung kréien zu deenen eenzelne Sujeten, anstatt datt mer hei e Micmac maachen, wat herno en totalen Duerjenauer wäert an den Debatte ginn an och vis-à-vis vum Public net kann zu méi Kloerheet féieren.

► **M. le Président.**- Här Henckes, ech hunn zwar elo net richtig verstanen. Dir frot, datt also vun deenen dräi Punkten der zwee vum Ordre du jour kommen, wann ech dat richtig...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Neen, also meng Proposition geet dorobber eraus, dat ass, datt mer déi dräi Debatte separéieren, datt mer fir d'Interpellatioun vum Här Meisch déi 40 Minutte virgesinn, déi normalerweis virgesi sinn, an datt mer bei den Heures d'actualité déi eenzel Prozedure separat behandelen.

Dat heescht, eng Heure d'actualité, wou d'LSAP hire Punkt exposéiert, déi eenzel Parteien äntwerten, an dann de Minister. An d'selwecht och bei der CSV: Heure d'actualité, wou mer dann och den Exposé hätten, d'Debatt an dann d'Äntwerte vun der Regierung, anstatt datt mer déi dräi beienauer zuesammeknätschen, wat net vill bréngt.

► **M. le Président.**- Gutt. Den Här Schiltz dozou.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, ech si vum Här Henckes als profilierte Finanzpolitiker net gewinnt, datt en a Këschten denkt, déi näischt mateneen ze dinn hätten, well wann een hei vun der Finanzplaz schwätzt a wann een do zum Beispill déi international Aspekter haut ausklamert, da féiert een nëmme d'Hal-schent oder en Drëttel vun der Debatt.

A wann een iwwer all déi Aspekter vun der internationaler Regulatioun schwätzt am Zesammenhang mat der Finanzplaz, a wann een dann net iwwert d'Manier schwätzt, wéi et an Zukunft mat de Budgete par rapport zu Europa ze dinn huet, dann ass et awer och en Trugschluss ze mengen, datt dat eent näischt mat deem aneren ze dinn hätt.

An duerfir huet d'Presidentekonferenz an hirer Weisheet - mat „ei“ - a Wäitsicht decidéiert, déi dräi Debatten zesummen ze féieren, well dat eent eppes mat deem aneren ze dinn huet. Selbstverständlech introduzéiert jiddwereen een Deel vum Sujet.

Ech hätt elo verstanen, wann d'ADR gesot hätt, si hätten eng Question parlementaire gestallt zur Budgetsprozedur a si wëilten déi hei mëndlech stellen, fir déi och nach mat an d'Debatt ze bréngen. Dat hätt ech verstanen, mä dat do net.

► **M. le Président.**- Okay, gutt. Hei gëtt also vum Här Henckes eng llicht aner Prozedur fir de Mëtteg virgeschloen. Duerfir géif ech dann elo den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz festgeluecht ginn ass, nach eng Kéier zum Vote stellen.

#### Vote

Wien ass mat deem Ordre du jour d'accord?

Wien ass dergéint?

Voilà! Domat wär deen Ordre du jour mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz, zur Aktualitéitsstoun vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Reguléierung vun de Finanzmäert an d'Afféiere vun enger Tax op de Finanztransaktiounen, an zur Aktualitéitsstoun vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Kontroll vun den nationale Budgetspolitiken duerch hir Kontroll an duerch eng Ex-ante-Konzertatioun um europäeschen Niveau.

Dës dräi Debatte ginn zesummen an enger Diskussioun gefouert, an d'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo fir dës Debatte ageschriwwen: déi Häre Bodry, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

### 7. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière

**Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières**

**Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen**

#### Exposés

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv kann ech et novollzéien, datt mer déi eenzel Punkte vum Ordre du jour de Mëtteg verknäppen an enger grousser Diskussioun, well dat eent ass net komplett lassgeléist vun deem aneren ze gesinn.

Wa mer wëlle wëssen, wat mer heiheim maachen, fir eis eege Finanzplaz ze stärken, da mussen mer wëssen, wat dobausse geschitt, wëssend awer och, datt mer op dat, wat dobausse geschitt, vläicht manner Afloss hu wéi op dat, wat mer selwer heiheim kënnen maachen, a wëssend och, datt d'Zilsetzung do vläicht eng aner ass. Mä wann déi Leit, déi hei untrieden, op d'Pult hei kommen, datt wëssen, mengen ech, kréie mer déiselwecht Diskussioun mat deeneselwechte Konklusiounen herno, wéi wa mer et an dräi Deeler opgedeelt hätten.

Firwat eng Interpellatioun zur Zukunft vun der Finanzplaz? Ech mengen, och dat brauch een net weider laang ze erklären. D'Bedeutung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ass jiddwerengem heibannen an dobausse bewusst. D'Bedeutung fir den Emploi: 77.000 Beschäftegter hei am Land. D'Bedeutung fir d'Steierrecetten: ongeféier en Drëttel vun deem, wat mir hei iwwert de Statsbudget kënnen weider verdeelen, ausginn, wou d'öffentlech Hand dann d'Geld an de Grapp kann huelen, fir konkret Politik domadder ze maachen.

En Drëttel vun deem Geld kënt direkt oder indirekt vun der Finanzplaz respektiv vun deene Leit, déi do hiert Brout verdéngen. Ouni Finanzplaz wär kloer, géif Lëtzebuerg ganz aneschtens ausgesinn, wär dës Land hei net méi erëmzeerkennen.

Oft gëtt dann och op déi monolithesch Wirtschaftsstruktur higewisen, op där enger Säit, well mer frau sinn, eng aktiv, eng international bedeitend Finanzplaz ze hunn, an op där anerer Säit awer och, datt se eis heiansdo hei zu Lëtzebuerg erdréckt, datt d'Ofhängegkeet dovunner ze grouss wär, an datt aner Wirtschaftszweiger vläicht géife riskéieren do ze kuerz ze kommen, an datt et natierlech och e gewëssene Risiko ass, wann ee vun engem Wirtschaftszweig zentral ofhänkt, wéi dat hei de Fall ass. Well wann deen da riskéiert zrëckzegoen, dann ass et ganz, ganz schwéier, dat mat aneren Aktivitéiten ze ersetzen.

Mir müssen also och aner Secteuren dévelloppéieren, Efforte maachen, fir an nei Secteuren eranzegoen, vläicht Secteuren, déi mer e bëssen négligéiert hunn, déi emol erëm eng Kéier an d'Vitrine stellen a



kucken, wat mer do kënnen maachen. Mä mer mengen awer - op jidde Fall d'Demokratesch Partei gesäit dat esou -, datt mer d'Bankplaz net däerfe faleloossen, datt mer alles musse maachen, fir d'Finanzgeschäfte zu Lëtzebuerg ze halen, ausbauen, Vertrauen an d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze vermëttelen, an all d'Acteuren, déi domadder ze dinn hunn, un déi, déi Décisiounen an de Banken huelen, an awer och un déi, déi d'Finanzplaz hei lieue loossen, andeems se ebe Geld heihinner bréngen an hei investéieren, well se an d'Servicer hei en héicht Vertrauen hunn.

D'Demokratesch Partei, effektiv - den Här Henckes huet et gesot -, mir hunn e Reflexionspabeier virgeluecht. An deem huet eigentlech emol een zentrale Mérite. Dat ass deen, datt et e gétt, well et deen éischte Pabeier ass, dee probéiert e Gesamtkonzept ze zeechnen no der Finanzkris, wou jo munches aneschters wäert sinn an Zukunft wéi et an der Vergaangeneheet war, a probéiert eng kohärent Äntwert op nei Eerausforderungen ze ginn.

Mir hu festgestallt, datt aner Länner dat dote gemaach hunn, ënner anerem Länner wéi d'Schwäiz, Länner wéi Groussbritannien. An duerfir menge mer, datt et der Finanzplaz Lëtzebuerg och gutt géif zu Gesiicht stoen, sech eng nei Visioun ze gi fir d'Zukunft, wéi se op déi Reaktiounen, op déi nei Eerausforderunge wëllt reagéieren, datt mer manner passiv sollten agéieren, net nëmme reaktiv sollten agéieren, mä och eben aktiv kënnen soen, wou mir mengen, datt d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz géif leien.

Mir hunn nach eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent, déi sécherlech net déi lescht Wourecht wäerten duerstellen, déi awer virun allem emol sollen Diskussiounen lancéieren. Diskussiounen am politesche Milieu, Diskussiounen tëschent der Politik an dem Secteur. Diskussiounen vläicht och an der Finanzindustrie selwer, well do sécherlech och dat eent an dat anert nach ënnerschiddlech gesi gétt, esou wéi mer et och an eise Viraarbechten zu deem Pabeier do konnten erfueren.

Mir mengen also, datt dat heiten de Grondsteen vun engem Dialog soll sinn, dee mer mat der Finanzindustrie sollte féieren, fir déi Pisten do weiderzuentwickelen an dann och eng konkret Politik kënnen draus ze maachen.

Èm wie geet et der Demokratescher Partei, wa mer iwwert d'Finanzplaz hei wëllen diskutéieren? Geet et ëm d'Banken, geet et ëm hir Clienten oder geet et ëm d'Land a seng Awunner? Wann ee munch Commentairen héiert, munch Commentairen och, déi hei op deser Tribün gemaach goufen, virun allem och aus dem lénke politesche Spektrum, dann huet een d'Impressioun, et géif hei ëm Clienté goen, déi international géifen ugereest kommen, a mir missten hei eng Politik, oder déi, déi eng Politik fir d'Finanzplaz wëlle maachen, wëllten eigentlech eng Politik maachen, fir datt auslännesch grous fortunéiert Leit nach manner Steiere brächten ze bezuelen, datt se vläicht nach e bësse méi Zënse op hirer Fortune géife kréien.

Nun, mir gesinn dat liicht aneschtens.

Et geet eis op jidde Fall hei net ëm de räichen Ausländer, dee mam Geld op Lëtzebuerg kënnt. Et geet eis éischer ëm de Familljepapp, deem op der Bankplaz schafft, dee säin Haus nach net ofbezelt huet, dee vläicht elo riskéiert, wou et op der Finanzplaz net méi esou rullt a munches a Fro gestallt ass, seng Plaz ze verléieren.

Et geet eis ëm dee 50-Jähregen, dee seng ganz Berufscarrière am Finanzsecteur gemaach huet. Déi Froen, déi dee sech stellt, wann e riskéiert seng Plaz ze verléieren, wou en da weider géif ënnerdaach kommen, wann an deem Secteur, deem hien eben emol kennt, a mat deene Kompetenzen, déi hie sech am Laf vun de Joréngten ugéegent huet, vläicht dee Secteur manner gutt wäert droen.

Et geet eis ëm déi Jonk, déi aus de Schoule kommen, déi eng Ausbildung gemaach hunn, déi studéiert hu mam Zil, fir och op där Finanzplaz do kënnen eng Plaz ze fannen, eng Aarbecht ze fannen, en Akommes ze fannen.

Nun, ëm déi, mengen ech, sollt et eis hei goen. Duerfir geet et och net duer, hei grous Theorien ze schwéngen, mä mer

solle kucken, déi aldeeglech Suerge mat an d'Diskussioun afléissen ze loosse vun deene 77.000 Leit, déi direkt, an awer och vun deene Familljen, déi indirekt dovunner hiert deeglecht Brout kënnen assuréieren.

Mir sollen eis och keng Illusiounen maachen, datt mer d'Diskussioun, déi mer vläicht hei zu Lëtzebuerg wëllt féieren, géife gesteiert kréien, well dat mierke ganz gutt op déi Aart a Weis, wéi déi international Diskussioun déi leschte Méint, a bal annerhaleft Joer virun allem, gefouert ginn ass: Do gesäit een, datt jiddwereen no sech kuckt. A wann et Opportunitéit gétt, fir Finanzgeschäfte ze dévelloppéieren anzusch, wa mir se net huelen, da wäerten déi aner se huelen. Déi wäerten op jidde Fall do keng Skrupel hunn. Also firwat sollte mir et net maachen?

Et gétt eng ganz Rei vun Eerausforderungen, wat d'Finanzgeschäft ubelaant, et gétt eng ganz Rei vu Risiko fir eis Finanzplaz an et ass e gewësse Verännerungsdrock och scho virun der Finanzkris ginn. De Geschäftsmodell, datt mer probéiert hu virun allem Leit aus der Groussregion unzelackelen, déi hiert Geld hei déposéiert hunn, ass scho laang net méi den droende Geschäftsmodell vun deser Finanzplaz gewiescht.

Et sinn haut aner Clienten, eng méi international orientéiert Klientel. Et si virun allem och méi grous Fortunen, déi op Lëtzebuerg kommen. Et ass virun allem, datt dat Geld net nëmme als Geld hei investéiert gétt, mä oft a Strukturen eran investéiert gétt. Dat sinn natierlech awer och da Geschäftsmodeller, déi en anerem Emploi herno verlaangen, oft manner Leit wäerte beschäftege fir e gewësse Geschäftsvolumen, a virun allem och besser forméiert Leit wäerte beschäftegen.

Da wësse mer, datt eng vun deene grousse zentralen Eerausforderungen a Froen, déi sech ronderëm eis Finanzplaz stellt, d'Bankgeheimnis ass. An de Luc Frieden huet selwer am November 2009 an engem Interview mam „Tageblatt“ gesot, datt mer an deem dote Punkt als Lëtzebuerger Land mam Réck zur Wand stinn, vläicht och, well mer eis no deenen Accorde vu Feira dach ganz staark a Sécherheet gewöhnt hunn, datt mer eis selwer eppes virgemaach hunn, datt déi Diskussioun elo fir laang Zäit vum Dësch wär.

Nun, datt dat doten net stëmmt an datt mer eigentlech do um falsche Fous erwëscht gi sinn, dat weisen d'Diskussionen, wéi se an deene leschten annerhallwe Joer gelaf sinn. Virun allem, wann ee gesäit, datt jo eigentlech iwwert d'Hannerdier duerch den Accord vu Feira riskéiert den automateschen Informatiouns-austausch agefouert ze ginn, well deemools jo gesot war, wann aner Länner, wéi d'Schwäiz a weiderer, op den Informatiouns-austausch à la demande iwwerginn, wat se op Drock hi vun der OECD jo elo Schrëtt fir Schrëtt wëlle maachen, datt dann och den automateschen Informatiouns-austausch fir d'europäesch Länner géif um Ordre du jour stoen.

Mir haten och an der Budgetsdebatt hei - ech mengen, et war den Här Thiel, deem drop higewisen hat - iwwert d'Wichtigkeet vun deem Bankgeheimnis do diskutéiert, wou et Etüde gétt, déi soen, datt wann d'Bankgeheimnis géif falen, 6.000 Aarbechtsplaze riskéiere matzefalen. Wou een natierlech muss kucken: Sinn dat der vill oder sinn et der net vill?

Et seet natierlech munches iwwert d'Ofhängegkeet vun eiser Finanzplaz vum Bankgeheimnis aus, haut no Joren a Joréngten Ustregungen, fir vun där Ofhängegkeet awer Schrëtt fir Schrëtt lasszekommen, fir op aner Piliere ze setzen; wat och sécherlech zum groussem Deel gelongen ass. Mä trotzdem mierke mer, datt mer do also nach ëmmer un där gesetzlecher Regulierung vum Bankgeheimnis hängen an dovunner profitéieren.

Op där anerer Säit, wa mer awer kucken, wéi sech den Emploi an deene leschte fënnef Joer op der Bankplaz dévelloppéiert huet mat engem Plus vun 12.000 Aarbechtsplazen, also deem Duebele vun deem, wat kéint duerch d'Bankgeheimnis a Gefor geroden, da weist dat, datt dat doten och net alles ass, an och wa mer déi doten Diskussioun wäerte féieren, sachlech féieren an zu Konklusiounen wäerte

kommen, datt mer Chancen hunn, weiderhin d'Finanzaktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze halen an och kënnen ze dévelloppéieren.

Den internationalen Drock, dee Lëtzebuerg da bis ewell zum Deel och bougiere gelooss huet an där doter Fro, deem eis quasi zu enger Rei vu Konklusiounen forcéiert huet, wäert och weidergoen, sief et iwwer Mechanisme wéi mer se kenne vun der OECD, sief et iwwer Mechanisme vum G20, sief et innerhalb vun der Europäische Union.

An eng Impressioun gétt een do net lass, datt virun allem och innerhalb vun de Länner vun der Europäische Union eng Rei vu Grondregelen, déi awer d'Europäesch Union groussegemaach hunn, déi zum Succès vun der Europäische Union bäigedroen hunn, och zum wirtschaftleche Succès vun der Europäische Union bäigedroen hunn, datt déi op eemol net méi sollte gellen.

Well hei gétt och probéiert, datt eigentlech déi eenzel national Finanzzentre sollen op Käschte vun deenen anere gestärkt ginn, datt d'Geld soll rapatriéiert ginn, datt Geld, wat zu Lëtzebuerg investéiert ass, éischer dann zu London, zu Paräis, zu Frankfurt oder op aner Plaze soll zrëckfléissen. An dat ass jo eigentlech eng Grondhaltung, déi contraire ass zu den Iwwerleung vum Libre marché a vum fräie Kapitalverkeer.

Den internationalen Drock, wéi en ausgeübt ginn ass a wéi e weiderhi wäert ausgeübt ginn, huet da jo awer och schonn zu Reaktiounen gefouert. An och wann d'Lëtzebuerger Politik seet: „Nee, mir loossen eis do net drécken. Nee, mir bougiere net.“, wann et souguer esou wär, da mierke mer, datt d'Clienté sech awer d'Fro stellen: „Wou geet déi Finanzplaz do hin? Wéi sécher sinn eis Investitiounen op där Finanzplaz?“, an datt muncher reagiere wäerte respektiv reagéiert hunn a vläicht hir Investitiounen nei iwwerducht hunn. Bedéngt duerch eng schlecht Press am Ausland, bedéngt duerch e sécherlech net idealem Image am Ausland.

Eng weider Eerausforderung ass déi, fir international Restrukturierungen an der Finanzbranche, fir d'Auswierkungen do och zu Lëtzebuerg kënnen ofzufierderer, ze managen. Mir mierken, wat momentan am Dossier Sal. Oppenheim lass ass. Eng Bank, déi iwwerholl ginn ass. An all Kéiers dann, wann zwee Bankhaiser zesammeginn, da kënnt et zu Synergieeffekter, et kënnt zu Rationalisierungen. Eleng do duerjer riskéiert natierlech d'Finanzplaz Lëtzebuerg, e gewëssenem Deel vu sengem Emploi iwwert déi nächst Joren anzubéissen.

Mir wëssen och, datt virun allem um Niveau vun den däitsche Landesbanken nach net alles decidéiert ass. Wéi geet et iwwerhaupt weider? Bleiw se an deenen Entitéiten bestoen, wou se haut existéieren? Gëtt Aktivitéit zesummegeluecht? Däerfen däitsch Landesbanken weiderhin nach déiselwecht Geschäfte zu Lëtzebuerg maache mat deeneselwechten Zilsetzungen, wéi dat de Fall war a wéi et haut nach zum Deel de Fall ass? Déi Froen do sinn nach net tranchéiert. A jee nodeem wéi se tranchéiert ginn, wäert dat natierlech och Répercussiounen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg hunn.

Et besteet also Handlungsbedarf an et soll och kee sech blende loosse vun de Resultater, déi fir 2009 viru Kuerzem publizéiert goufen, déi sécherlech net schlecht waren. Wa mer am September, Oktober, November 2008 zesummeginn an net richtig wossten, wéi et am Finanzgeschäft géif weidergoen, vläicht mat béiden Hänn ënnerschriwwen hätten, fir 2009 esou eng Situatioun - virun allem, wat d'Resultater op der Finanzplaz ubelaant - virzefannen, wéi mer se finalement virfonnt hunn.

Mir wëssen awer och, datt dat doten Ursaachen huet an datt et vläicht éischer nach punktuell Ursaachen huet, datt d'Finanzgeschäft 2009 grosso modo dach positiv, virun allem par rapport zum Ëmfeld, konnt ofschléissen. An duerfir sollte mer eis do elo net ze wäit a Sécherheet wähen.

Eng éischt Aufgab schéngt et eis duerfir och ze sinn, déi Aktivitéiten, déi zu Lëtzebuerg doheem sinn, déi Acteuren, déi zu

Lëtzebuerg doheem sinn, ze konsolidéieren, also näischt ze maachen, wat d'Finanzplaz nach weider géif schwächen, an alles ze maachen, fir Vertrauen, och um internationale Plang, an d'Zukunft vun deser Finanzplaz ze kréien.

Ech fäerten allerdéngs do, datt de Steierpak vun der Regierung an déi falsch Richtung weist, datt doduerch éischer d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz vun der Economie am groussem Ganzen hei am Land wäert massiv betraff ginn, massiv wäert no enne gezu ginn, datt dee Steierpak do keen Argument wäert si fir déi, déi an hire Bankgruppen, och um internationale Plang, probéieren, d'Interesse vun der lëtzebuerger Finanzplaz ze verteidegen.

Nee, et riskéiert éischer de Contraire ze sinn, datt déi Steuerhéijungen do, och deelweis souguer Steieren op eenzelne Finanzaktivitéiten, datt déi derzou bäidroen, datt mer an engem schonn onsécherem Ëmfeld nach riskéieren, u Vertrauen international ze verléieren.

Dat doten, déi Politik do, déi stäipt d'Finanzplaz Lëtzebuerg op jidde Fall net. Mä si riskéiert eigentlech, hir nach e weidere Coup kënnen ze ginn. A mir musse wirklech oppassen, hei net an eng Ofwärtsspiral eranzegoen, well eng manner attraktiv Finanzplaz heescht manner Aktivitéit op där Finanzplaz, dat heescht manner Steieren a manner Emploi. A mir hu finalement op jidde Fall net dat erreecht - op jidde Fall d'Auteure vun deene Steuerhéijungen hätten och net dat erreecht -, wat ee sech domadder erwaart huet. Well ouni eng attraktiv Finanzplaz wäert et deenen, déi gare Steuerreccetten - an zu deene gehéieren ech a meng Partei -, déi gare Steuerreccett fir dese lëtzebuerger Stat hätten..., wäerte mer dozou net kommen. Déi dote Politik ass déi falsch Politik, an dofir sollte mer déi stoppen an ofwennen.

Déi nei international Finanzarchitektur, déi amgang ass, gezechent ze ginn - wou eng Rei vu Länner virginn, notament d'USA -, wou d'Europäesch Union momentan amgang ass, ze kucken, wéi si sech positionéiert do an och um internationale Plang da kann Arrangementen fannen, déi nei international Finanzarchitektur wäert natierlech hir Répercussiounen op Lëtzebuerg hunn. A wa mer nach net alles dovunner kennen, wësse mer dach, a wat fir eng Richtung datt et wäert goen.

Et wäert sécherlech - no den Erfahrung vum der Finanzkris - a Richtung vu méi Transparenz goen, Transparenz um Niveau vu Rating-Agenten, Transparenz um Niveau vum Risiko vun enzelnen Operatiounen, vun enzelne Bankgeschäfte, vun enzelne Bankprodukten. Et wäert och a Richtung vu méi Verantwortung vun den Acteuren, vun de Banken, de Finanzhaiser selwer goen. D'Diskussioun, awéiwäit Eekapital muss zur Stabilität vun enger Bank bäidroen, ass nach net ofgeschloss. Mä datt se gefouert wäert ginn, dat wësse mer.

Mir wëssen och, datt d'Participatioun vum Secteur selwer zu de Käschte vun der leschter Rettungsaktioun - mä awer ganz besonnesch och fir eventuell zukünfteg Bankerettungsaktiounen -, datt och déi muss gefouert ginn an datt mer, virun allem an enger Zäit, wou d'Bankgeschäft sech herno ëm berouegt huet, wou mer mat zolitte Finanzhaiser ze dinn hunn, datt déi muss och ofschléissend debattéiert ginn.

Virun allem wäert derfir gesuergt ginn, datt d'Sécherheet vun de Clienté muss groussegeschriwwen ginn, datt et eng verbessert, eng optiméiert Opsicht duerch e méi staarke Risikomanagement an awer och duerch e Kläre vun der Fro vun der Garantie vun de Spuerenlagen gétt, datt mer wirklech deene Leit - an dat kënnen der sinn, déi e puer Euro gespuert hunn, dat kënnen der sinn, déi vill méi Geld gespuert hunn -, datt mer deenen esou wäit wéi méiglech d'Garantie kënnen ginn, datt hiert Geld sécher ass an datt et a gudden Hänn ass an datt, wa se et eng Kéier wäerte brauchen, datt se dann och kënnen drukommen.





Fir dat doten ze errechen, wäerten eng ganz Rei vu Finanzaktivitéiten an eng Finanzproduitë méi staark reglementéiert ginn. An Däitschland leeft d'Diskussioun ëm déi sougenannte Leerverkeef oder -keef - wou een also eppes keeft oder verkeeft, wat ee guer net huet -, wou ee vläicht versteet, firwat esou Transaktiounen kënnen engem Finanzgeschäft déngen, wou op där anerer Säit awer natierlech do onheemlech Levieren dra sinn, fir da Benefiss ze maachen, mä vläicht awer och op där anerer Säit onheemlech Risike mussen a Kaf geholl ginn. Déi Diskussioun muss gefouert ginn an et wär interessant, ze héieren, wéi zu esou enger Positioun vun der däitscher Regierung déi Lëtzebuergesch Regierung sech bis ewell um europäesche Plang positionéiert hätt.

De Moien hu mer nach d'Fongenindustrie zu Lëtzebuerg héieren, déi gesot huet, datt och um internationale Plang eng nei Reglementatioun géif komme fir d'Hedge-Fongen, wat och an hiren Aen eng Chance kéint si fir Lëtzebuerg, wa mer se méi staark reglementéieren a wa mer eis elo eens sinn um internationale Plang a wa mer eis awer gläichzäiteg zu Lëtzebuerg richtig ueleën, fir dann och hei d'alone richtig ze setzen, fir nei Finanzaktivitéiten zu Lëtzebuerg kënnen unzezeien.

Op déi doten Diskussiounen huet Lëtzebuerg en Afloss. Mir mussen awer och wëssen: e klengen Afloss. Dofir sollt mer eis virun allem awer och doropper konzentrieren, wat d'Risiken an awer och d'Chancë vun deenen Diskussiounen an Décisiounen um internationale Plang fir eis eege Lëtzebuergesch Finanzplaz sinn.

Wat muss mer als Finanzplaz Lëtzebuerg aus där Kris léieren? Nun, mir mengen, well ganz vill Leit an institutionell Uleeër Geld verluer hunn am Laf vun deene leschten zwee Joer, datt et an Zukunft virun allem wäert drop ukommen, de Clientë Sécherheet an Transparenz ze garantéieren.

Dofir muss mer och hei zu Lëtzebuerg kucken, datt mer mat der Surveillance vun de Produiten a vun de Bankgeschäfte kenne Schratt halen. Ech hunn et virdu gesot, wa mer wëllen Hedge-Fongen unzeien, da muss och d'Bankenopsicht eens gi mat deene Produiten, da brauch een och do op där Säit vun deenen, déi solle kontrolléieren - an net nëmme op der Säit vun deenen, déi dat sollen an de Bankhaiser géréieren -, déi néideg Capacitéiten a Verständnis fir, esou sécherlech net einfach, mä op där anerer Säit ganz komplex finanziell Zesammenhäng.

Mir mussen also eis Bankenopsicht CSSF stäerken. Mir muss sécherlech och hei zu Lëtzebuerg nach eng Kéier driwwer diskutéieren: Wat ass déi genee Rollenopdeedlung tëscht CSSF a Banque centrale? Wéi wäit ass d'Kompetenz richtig ofgegrenzt? Awéiwäit soll se iwwerducht ginn? Awéiwäit kann et zu enger méi staarker Zesammenaarbecht kommen?

A fir den Investisseure Vertrauen ze ginn an d'Bankplaz Lëtzebuerg, menge mer, datt et wichteg wär, eng Form vun onofhängegem Ombudsmann ze schafen, also eng Plaz, wou - wann ech Zweifel hunn, datt alles richtig gelaf ass mat mengem Geld - ech mech ka mellen a wou dann och vun onofhängeger Säit gekuckt gëtt, ob dat da wierklech esou war. Virun allem als Instrument fir d'Vertrauen an d'Lëtzebuergesch Finanzplaz schéngt dat mer ganz wichteg ze sinn.

Well mer wëssen, datt d'Finanzgeschäfte ëmmer méi komplex ginn an datt sécherlech net jiddwereen dat doten an déi Produiten am Parcours vu senger eegener Ausbildung begéint huet, ass et wichteg, och iwwert d'Education financière nozedenken an ze kucken, wéi mer méi e breet Versteedemach a Verständnis vu Bankproduiten a Bankgeschäfte kréien, fir deen eigentlech ofzesécheren, deen dann op där anerer Säit spéiderhi säin eegent Geld wëllt placéieren. Well et ass een ëmmer nëmme do esou staark als Gesprächspartner par rapport zu engem, deen engem e Produit wëllt verkafen, wéi säin eegent Wëssen, dat ee sech ugëeegent huet, iwwert déi Matière do reecht.

En zweete Constat, dee mer gemaach hunn, notamment direkt an de Suitë vun der Finanzkris, dat ass, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg eigentlech kee gudden Image dobaussen huet, datt der vill eis beneiden a vill natierlech déi onméiglechste Saachen iwwer eis verbreedde ginn, mä datt mer keng Strategie haten a keng Strategie hunn, fir dorobber ze reagéieren.

Lëtzebuerg gëtt als Steieroas duergestallt, heiansdo an d'Géigend vun iergendwelleche kriminelle Machenschaften gestallt. Et gëtt geschriwwen, eist Bankgeheimnis, dat wär esou wäit fort oder géif souwisou elo gläich falen. Alles dat stäipt sécherlech net e positivt Bild vun der Finanzplaz Lëtzebuerg dobaussen. Mä mir mussen eis aneschtters preparéieren op déi Attacken do. Mir mussen virun allem och kucken, datt mer, wat den Image vun der Finanzplaz dobaussen ubelaangt, eis aner Moyene ginn, fir op déi Attacken ze reagéieren, a virun allem awer och net nëmme ze reagéieren, mä och do preventiv en eegene Image, deen der Wourecht vill méi wäit entsprécht, kënnen opzebauen.

Wat soll dat Bild sinn, dat d'Finanzplaz Lëtzebuerg soll hunn dobaussen? Nun, sécherlech eent vun enger Finanzplaz, déi sech duerch Qualitéit auszeechent. Et kann nëmme dat sinn, et kann eigentlech näischt aneschtters sinn.

Wa mer kucken, Kommunikatiounsefforten ze maachen, da muss mer fir d'alleréisch emol déi Klientell, déi do ass, fidéliséieren, an op där anerer Säit - mengen ech - och nach méi cibléiert u potenziell Clienten erugeen, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn, a virun allem bei Instrumenter, déi gutt geschaf sinn, wéi „Luxembourg for Finance“, sécherlech och do nach eng Kéier iwwert de Rôle - an awer gläichzäiteg och iwwert d'Moyenen - nodenken: iwwert de Rôle, fir ze kucken, ob et net méi staark a Richtung nach misst goen vun enger internationaler, enger weltwäiter Agence fir d'Promotioun vun der Lëtzebuergesch Finanzplaz, an iwwert d'Moyenen, fir och ze kucken, ob ee mat deene Moyenen, déi „Luxembourg for Finance“ huet, do alles kann errechen, wat ee sech virstellt: aner Finanzplaze sécherlech, an den Opbau vun hirem Bild dobaussen, an d'Kommunikatiounsefforten um internationale Plang dättelech méi investéieren.

Et kann een net ëmmer nëmme dauernd aus der Lëtzebuergesch Finanzplaz Geld erauszéien. Et muss een och heiansdo réinvestéieren, an et wär op jidde Fall do gutt ugeluechtent Geld.

Wann ech soen, eng Finanzplaz vun der Qualitéit, d'Bild vun der Finanzplaz muss dat zentral markéieren, da geet dat jo och nëmme, wa mer déi beschte Leit hunn, wa mer déi beschten Ausbildung vun de Leit hunn, déi op der Finanzplaz schaffen. Et geet nëmme, wa mer déi beschte Weiterbildung kenne garantéieren.

Well virun allem an enger Zäit, wou mer mat anere Produkte schaffen, virun allem an enger Zäit, wou mer mat strukturéierte Produkte schaffen, virun allem wa mer an enger Zäit liewen, wou et net méi esou einfach ass, datt ee säi Geld bréngt an dat gëtt op de Kont gesat an iergendwa kënt een et vläicht eng Kéier sichen oder ee kuckt, wéi sech dat Geld lues a lues do um Kont vermehrt, mä an enger Zäit, wou mer mussen op international Gegebenheete reagéieren; an enger Zäit, wou een d'Steiergesetzgebungen an deenen eenzelen Länner muss suivéieren; an enger Zäit, wou ee komplex Struktur muss opbauen, fir och eng Steieroptiméierung fir deen eenzelen Client vläicht kënnen ze maachen, do brauch een aner forméiert Leit an et brauch een déi bescht forméiert Leit.

An duerfir menge mer, muss Lëtzebuerg och derzou bäidroen, datt mer déi éischt Adress an déi bescht Adress eigentlech ginn, fir Topleit aus der Finanzindustrie, fir méi Talenter nach kënnen unzezeien. An et war jo eigentlech dat, wat a ville wirtschaftlechen Domänen den Erfolleg vu Lëtzebuerg oft ausgemaach huet, datt mer mat enger intelligenter Gesetzgebung vu Lëtzebuerg mat Kapitalgeber, déi ganz oft net vu Lëtzebuerg waren, an awer och mat Leit, déi hiert Talent, hir Kompetenzen an hir Erfahrung mat op Lëtzebuerg bruecht hunn, ganz flott Saachen hei konnten opbauen.

Deen Erfolgsmodell solle mer op jidde Fall probéieren op der Lëtzebuergesch Finanzplaz weiderzeschreien a weiderzeentwéckelen. Wa mer gär Qualitéit vun de Servicer hätten, geet dat nëmme iwwert d'Kompetenz vun de Mataarbechter. Aner Finanzzentre sinn eis och do e Schrëtt viraus, zum Beispill iwwer Internetplattformen, wou dann och probéiert gëtt, déi beschte Leit kënnen unzezeien.

Déi doten dräi Punkten eleng maachen en Ëmfeld aus fir d'Finanzaktivitéite vu muer, oder bilden d'Surveillance vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, an awer och d'Qualitéit vun de Servicer. Do ass d'Politik gefuerdert. D'Politik ass awer do net eleng gefuerdert; de Finanzsektor ass sécherlech gläichermoossen do an der Responsabilitéit.

Domadder geet et awer net duer. E weidere Punkt an eng Opportunitéit fir Lëtzebuerg schéngt mer ze sinn, Servicer unzebidden, déi een als Services „all inclusive“ ka bezeichnen, well et eng breet Palett vu Finanzaktivitéiten a vu Servicer ass, och eng breet Palett vu Berodung ass, an déi adaptéiert ass op eng international Klientell. Mir mussen nach sécherlech vervielfältegen, wat an enger Rei vun Haiser haut scho geschitt, nämlech dat ass, Gestion du patrimoine ze maachen, och a Relatioun eng adaptéiert Gestion du patrimoine ze maachen, adaptéiert op déi Steiergesetzgebung aus dem eegene Land, wou dann de Client hierkennt. Och do nach eng Kéier: Da brauche mer och déi Leit, déi Fachkräften, déi déi Steiergesetzgebungen do kennen an déi déi optiméiert Berodung do kënnen maachen.

A mer mengen och, datt mer eng Gesamtstrategie brauchen, wa mer wëlle Clienten op Lëtzebuerg unzeien, datt mer dann net nëmme um Niveau vun der Finanzwelt dierfen doriwwer schwätzen, net nëmme um Niveau vun der Politik fir d'Finanzplaz doriwwer schwätzen, mä et gëtt eng ganz Rei vun anere Politikberäicher, déi do mat eragräifen, sief et den Aarbechtsmaart, sief et de Logement - an ech wäert herno nach méi konkret dozou kommen -, déi mussen an eng Gesamtstrategie mat agebonne ginn.

Wann et dann drëms geet nei Clienten unzelackelen, do schéngt et och ganz besonnesch awer nach wie vor déi sougenannten „high net worth individuals“ ze sinn, also Leit, déi eng gewësse Fortune hunn, fir attraktiv fir déi ze sinn. Ganz besonnesch an engem internationale Kontext, wou d'Bankgeheimnis a Fro gestallt gëtt, ass et jo esou, datt mer riskéieren herno e Phänomeen ze erliewen, datt d'Geld zréck bei d'Leit geet, also dohinner, wou d'Leit wunnen. Et kéint een et och ëmdréien an d'Strategie aneschtters fueren, nämlech datt d'Leit bei hiert Geld op Lëtzebuerg kommen, wou jo d'Bankgeheimnis, op jidde Fall fir d'Résidenten, net a Fro gestallt ass.

Et gëtt och eng ganz Rei vun aneren Avantagen zu Lëtzebuerg, déi wierklech Lëtzebuerg attraktiv maachen als Finanzstanduert an attraktiv awer och maachen als Wunnuert fir Leit, déi fortunéiert sinn, an domadder nei Clienten fir d'Finanzplaz kéinten duerstellen. D'Absence vun enger lerschaftssteuer en Ligne directe, d'Absence och vun der Verméigenssteuer fir Privatpersounen sinn nëmme zwee vun deenen Avantagen.

Virun e puer Joer hu mer hei dann och mat enger dach recht grousser Majoritéit d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer fir Privatpersounen decidéiert, fir der Finanzplaz eigentlech nei Perspektiven opzemaachen.

An do wollt ech de Finanzminister froen, wat eigentlech d'Resultater vun deenen Démarchen do waren, ob dat erziilt ginn ass, wat sech erwaart gouf, nämlech datt doduerjer nei Clientë komm sinn, hire Wunnsätz och op Lëtzebuerg verlagert hunn, a wann dat net esou ass, wat se dovunner ofgehalen huet, der Meinung vun Finanzminister no, fir net heihinner ze kommen, wat also och déi aner Kritäre sinn, un deene mer muss schaffen, fir datt esou eng Strategie wéi déi doten opgeet, an d'Fro och stellen, ob mer eng Gesamtstrategie hunn.

Hu mer déi Gesamtstrategie, fir Leit ze empfänken, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, hire Wunnsätz heihinner wëlle

verlagere? Hu mer déi um Niveau vum Logement? Hu mer se um Niveau vun de kommunale Biergerämter? Hu mer se um Niveau vun deene „soft“ Facteuren, déi sécherlech ronderëm och nach musse gi sinn, well do, wou Leit wëlle liewen, do wou se wëllen hire Wunnsätz hunn, do kucke se net nëmme, wou d'Steiersätz sinn, mä do kucke se och, wat d'Liewensqualitéit ubelaangt a wéi se hiren Dag kënnen ëmkréien.

Et gëtt sécherlech och nei Zilgruppen, déi d'Lëtzebuergesch Finanzplaz ka kontaktéieren, ka konkret uschwätze mat enger ganzer Rei vun Offerten. Mir denken do virun allem och un eng jonk Klientell, déi Geld huet, déi jo och oft Geld geierft huet, déi awer vläicht aner Präferenzen, fir hiert Geld unzeleeën, huet, wéi et bei der Generatioun virdu war, wou virun allem och nohaltig Investissementer gefrot schéngen ze sinn, an och da kucken, datt mer déi hei zu Lëtzebuerg kënnen dévelloppéieren a favoriséieren.

An och wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, dann héiert een eigentlech ëmmer erëm eppes, wat gefrot gëtt, wat Lëtzebuerg net vill géif kaschten, well mer net vill ze verléieren hunn, wat op där anerer Säit awer e ganz groussen Deel vun Aktivitéiten nei kéint op Lëtzebuerg zéien. Et ass dat nämlech d'Retenue à la source libératoire vun 10% op Dividende fir Valeurmobiliären, wou mer dann dättelech méi kompetitiv wäer wéi Nopeschlänner an doduerjer kéinten, wéi gesot, nei Clienten - op ee Schlag vill nei Clienten - op Lëtzebuerg zéien, an op där anerer Säit doduerjer, well mer hei manner besteieren, awer e grouse Volume géife besteieren, och der Statskeess eppes Guddes kéinten dinn an Aktivitéite fir d'Finanzplaz op Lëtzebuerg kéinte lackelen.

An nach eng Kéier: Mir brauchen eis dofir net ze schummen. Kuckt lech eng Kéier ronderëm un, wat an anere Länner geschitt, wat fir eng Regimer datt do definiert goufen a wéi vill Clienten datt och doduerjer ugelackelt goufen. Mir maachen do näischt, wat déi aner net och scho laang erfondt hätten.

Da muss mer kucken, wéi eis Finanzplaz nach méi innovativ ka ginn. An eng ganz Rei vun Instrumenter gëtt et do. D'Fro sécherlech fir déi nächste Joren, dat ass, wat d'Plus-value vun der Universitéit ka si fir d'Finanzplaz, wéi mer et op der Universitéit fäerdeg bréngt Spezialisten auszubilden. D'Fro ass awer sécherlech och, wéi mer Recherche kenne mat dem Héichschoulwiese verknäppen, wéi mer eng Koordinatioun kenne kréien tëscht de Finanzaktivitéiten, der Recherche an der Formation, an do Luxembourg School of Finance sécherlech och en zentraalt Element dra weiderhi soll sinn.

Mir denken awer och, datt mer nach méi staark mussen no bause kucken, kucken, wat op deenen anere Finanzplaze geschitt, fir schnell kënnen ze reagéieren, fir ze probéieren och ëmmer nees eng Nues vir ze hunn, fir op nei Tendenze kënnen ze reagéieren, fir op nei Produkte kënnen ze reagéieren, fir op nei auslännesch Legislatiounen kënnen ze reagéieren, fir also ze wëssen, wat déi aner maachen, respektiv awer och: Wat kenne mir eigentlech nach méi maachen?

A fir dat och systematesch ze maachen, wëlle mer en Observatoire de la compétitivité vun der Finanzplaz schafen, déi also genau déi dote Missiounen hätt, wou d'Politik an d'Finanzindustrie zesumme kéinte kucken, wat ronderëm geschitt a wou mer schnell misste reagéieren, fir eis op gegebene Situatiounen anzustellen.

Eis Finanzplaz haut, wéi se do steet, kennt virun allem dräi Piliere: Dat ass d'Banque privée, et sinn d'Fongen an et sinn d'Assurancen, wou eigentlech och ëmmer deeselwechten Exercice ze maachen ass. An deen ass net nei, deen hu mer déi lescht Joren a Jorzéngte gemaach.

Mir muss kucken, datt mer um europäesche Plang op Direktive reagéieren, wou mer zum Deel kenne beaflossen, wa se ausgeschafft ginn, wou mer virun allem awer herno muss kucken, datt mer duerch eng intelligent Transpositioun déi Marge de manœuvre ausnotzen zugonschte vun der Lëtzebuergesch Finanzplaz, wou mer virun allem och ëmmer



nees de „first mover advantage“ musse spillen, fir d'Geschäfte heihinner ze kréien a fir ze weisen, dat mir déi sinn, déi et als éischt verstanen hunn, an enger neier Reglementatioun kënnen ze reagéieren, ze agéieren an eppes Konkretes unzebidden.

An och do solle mer et an Zukunft maachen, wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn, nämlech no deem gudden ale lëtzebuerger Modell, d'Politik an de Secteur selwer zesummen, kucken, wat d'Opportunitéite sinn a wat jiddwereen op senger Säit kéint zum Erfolleg bäidroen.

D'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz entscheet sech also net nëmmen am Dossier vum Bankgeheimnis. Mir hu sécherlech eng ganz Rei vu Geforen - d'Bankgeheimnis kann eng dovunner sinn, et gëtt anerer -, mä mir hu sécherlech awer och eng ganz Rei vu Chancen, déi virun eis leien, an duerfir mengen ech, d'äerfe mer eis net nëmmen dorobber konzentréieren, d'Bankplaz vu gëschter ze verdeeden, mä mer müssen op d'mannst gradesou vill Wäert dorobber leeën an Energie drastiechen, fir d'Bankplaz vu muer Schrëtt fir Schrëtt kënnen opzebauen.

Wat awer elo net soll heeschen, dass en d'Bankgeheimnis do liichtferteg géif opginn, dass een an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun géif op den automatischen Informationsaustausch iwwergoen. Neen, dat, mengen ech, kann et net sinn. Mir sinn hei an engem Domän - de Finanzminister weess et besser wéi mir heibannen, mä mir wëssen et awer och, well mer e regen Austausch um Niveau vun der Chamber a vun der Finanzkommissioun hunn -, wou europäesch Diskussiounen nach lafen an Diskussiounen och nach wäerte kommen, déi iwwert de Kader vun Europa eraus wäerte goen a wou et sécherlech herno dréms wäert goen, dee richtege Komproméss ze fannen.

Datt mer eis net an eng stur Haltung däerfen eramanövriieren, dat hunn d'Ereignisser vun deene leschten zwee Joer, annerhallwem Joer gewisen. Datt déi eis net rett, wann op eemol all déi aner soen, esou geet et net méi - ech denken u schwaarze Léschten, u gro Léschten, OECD, G20 an esou weider -, mä datt et och net ka sinn, datt mer ganz einfach eis Positionen opginn, ouni sennvoll Kompromésser kënnen fir Lëtzebuerg auszehandelen, dat schéngt mer gradesou evident ze sinn.

Esou sennvoll Kompromésser, déi, mengen ech, müssen awer nach nach wie vor der Lëtzebuerger Tradition Rechnung droen, datt een eng gewisse Protektioun vun der Privatsphär huet, an dat eben och, wat d'Bankgeschäft ubelaangt. D'Bankgeheimnis huet net nëmme seng Begrennung doranner, oder hat se initialemant eigentlechguer net doranner, fir Geschäfte op Lëtzebuerg ze délocaliséieren. Neen, d'Bankgeheimnis hat haaptsächlech de Sënn an Zweck doranner, fir d'Privatsphär vun deem Einzelne kënnen ze protégéieren, datt de Stat net alles muss wëssen an iwwer all finanziell Gegebenheete vu senger Bierger muss Bescheid wëssen.

Gläichzäiteg muss ee Komproméss awer och de legitimen Interesse Rechnung droen, datt hir Résidenten hiert Geld richteg a korrekt versteieren - géint déi legitim Interessien een natierlech och näischt anzuwenden huet -, a wichteg ass bei esou Komproméssléisungen, déi, wa se da sollte fonnt ginn, datt mer lwwergankszäiten hunn, datt de Secteur hei zu Lëtzebuerg sech kann dorobber astellen, datt se hir Geschäftsmodeller kënnen iwwerdenken, datt een d'Clientèle ka rassuréieren, an datt een och duerch nei Produkte kann d'Clients iwwerzeegen, eventuell hei ze bleiwen.

Dat doten, dat sinn eng ganz Rei vu Chancen fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, wou mer musse kucken de Wirtschaftsstanduert en tant que tel hei zu Lëtzebuerg weider attraktiv ze halen, wou mer Suergen hunn, wat de Steierpak vun der Regierung ubelaangt, wou mer Suergen hunn, wat d'Lounkäschten ubelaangt: d'Thema Index ass net tranchéiert, mä ass vertagt ginn.

Mir mieren, datt nei Aktivitéit, nei Geschäftsfelder, nei Clientèle fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz keng Utopie sinn, mä eng ganz kloer Realitéit - et ka sinn, wann d'Jalone

richteg gesat sinn -, a mir mierke gläichzäiteg, datt, wa mer et fäerdeg bréngen, deser Finanzplaz weiderhin d'Markenzeechen opzedrécke vun der Sécherheet, vun der Qualitéit a vun der Kompetenz, datt mer dann eng Finanzplaz halen, déi net nëmmen e positivt Bild no bausse wäert ofginn, mä déi virun allem ganz vill Clientèle kann iwwerzeegen. An da wäerte mer et och fäerdeg bréngen, datt dee staarke Piliere vun der Lëtzebuerger Économie, deen d'Finanzplaz haut duerstellt, datt deen och an Zukunft nach seng Stärkt wäert behalen.

Dat wëllt, wéi ech virdu scho gesot hunn, net heeschen, dass een op aner Geschäftsfelder net emol luusse geet, datt een aner Piliere net probéiert lues a lues weider opzepäppelen, mä mer hu momentan keng Alternativ zu deem, wat de Finanzsektor duerstellt um Niveau vum Emploi, um Niveau vum der wirtschaftlecher Aktivitéit, um Niveau vum PIB, um Niveau vun de Steierrechten. An duerfir verstinn ech eigentlech och net richteg, datt de Premier sech hei an der Deklaratioun iwwert den État de la nation esou geüssert huet, datt een eigentlech d'Importenz vun der Finanzplaz Lëtzebuerg an der Gesamtkonomie zu Lëtzebuerg muss zréckdrängen.

Wann een dat wëllt maachen, da kann een et maachen, andeems een aner Aktivitéiten opbaut, mä et däerf een et net maachen, andeems een d'Finanzplaz lues a lues ëm Tranché méi kleng mécht. Dat kann et net sinn. An datt dat automatesch - esou op jiddwer Fall hunn ech de Premierminister verstane gehat - géif goen, datt dat eng Fatalitéit wier, déi Meinung deele mir op jiddwer Fall och net als Demokratesch Partei.

Mir mengen, datt Chancé bestinn. Mir mengen duerfir awer och, datt mer aus där Lethargie müssen erauskommen, datt mer eis eege Visioun vun der Finanzplaz Lëtzebuerg vun der Zukunft müssen definéieren, datt mer no bausse ganz kloer awer och müssen eis Interesse verdeedegen, datt mer eng aktiv Finanzplazbaupolitik maachen, déi dann der Visioun vun der Finanzplaz vun der Zukunft Rechnung dréit, fir datt mer an Zukunft eng prosperéierend Finanzplaz zu Lëtzebuerg kënnen halen, déi de Garant ass fir Beschäftigung, de Garant ass fir zilidd Steierrechten, an domadder och de Garant ass fir de soziale Wuulstand hei am Land.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Meisch Merci, an d'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Lux als Vertrieeder vun der LSAP-Fraktioun. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

**M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt u sech haut, fir den Här Meisch, fir déi drëtste Kéier noeneen ufanken mat engem Zitat vun Här Horst Köhler.

**Une voix.** - Macht et net!

**M. Lucien Lux (LSAP).** - Mä zënter gëschter si se net méi esou vill wäert, duerfir hunn ech mer een anert Zitat erausgeholl a sinn op Lëtzebuerg kucke gaangen. An ech wollt lech duerfir dat Zitat zum Beschte ginn, wat ech de Samschdeg héieren hunn: „Mussen dann den Här Obama an d'Madame Merkel sech nees an d'Broscht geheien: «Dach, elo maache mer eppes.» an zum Deel sti mer och hei zu Lëtzebuerg mat op der Brems? Da soen ech mir, dat kann nach net wouer sinn, mir müssen de Courage hunn a soen, mir, als engem vun den Détenteure vun esou enger grousser, wichtiger Bankeplaz wëllen och mat derzou bäidroen, datt et an der Welt erëm e Stéck besser geet, an do hu mer Moyenen, déi eis emol net géife wéidoen, mä déi géife weisen, datt et ons net egal ass, wéi mir d'Problemer léisen.“

Dat huet den Här Erny Gillen, de President vun der Caritas de Samschdeg...

**Une voix.** - Do gesäit ee schwaarz.

**(Interruptions)**

**M. Lucien Lux (LSAP).** - ...de Samschdeg an der Emission „Riicht eraus“ um 100,7 gesot an en dréck domadder... Ech weess net, firwat dat lech zum Laache bréngt. Bei anere Geleeënheete lauschert

Der méi andächtig no, wann dee schwätzt.

Ech mengen, hien dréckt domadder e Gefill aus, wat dobaussen an der Populatioun ëmmer méi ëm sech gräift, nämlech feststellen, dass no dem G20-Sommet vum November 2008 zu Washington - wou déi éischt grouss Resolutione geholl gi sinn iwwert d'Noutwendegkeet vu méi grousser Regeln, iwwert d'Noutwendegkeet vun enger besserer Déontologie an der Finanzwelt -, 2009 London a Pittsburgh, an dann an deem Mount 2010 zu Toronto erëm eng Kéier de Versuch endlech zu engem Konsens ze kommen, deen och des Kéier - an dat ginn ech gären zou - am Ufank ganz schwéier wäert ginn.

Et gesäit een elo schonns d'Positione vu Kanada, d'Positione vun Australien, d'Positione vu Brasilien, déi natierlech versichen, hei net zu engem Konsens ze kommen, a vläicht souguer heemlech hoffen, dass anerer no vir preschen, fir dovunner ze profitéieren, déi eng oder déi aner Aktivitéiten bäi sech erbäizeeien. A mat där Attitud do driewe mer lues a lues ëmmer weider, an ech denken, dass dat och d'Crédibilitéit vun der Politik generell amgang ass ze beschiedegen, well et dach awer d'Gefill erëmgëtt, dass mer am Krees dréinen, dass jiddwereen mat d'accord ass, mä dass mer vun Absichtserklärungen zu Schluscommunicéier ëmmer weiderfuere an net zu Décisiounen kommen.

Wien huet eigentlech an eisen demokratesch legitiméierte Staten mat hirer sozialer Maartwirtschaft dat lescht Wuert - muss ee sech schlussendlech froen -: Ass dat d'Politik oder sinn dat d'Bourssen? An den Här Frieden, deen dat jo materlieft huet, muss sech dach mat senger 27 oder heiansdo mat senger 17 Kolleegen dach awer e bëssen - komesch ass wierklech e feint Wuert duerfir - virkommen, wann ee sonnds an der Nuecht sech muss tommele, fir en Accord ze fannen iwwert de Rettungspak, deen en catastrophe diskutéiert ginn ass fir Griichenland, mä sech muss tommele, fir fäerdeg ze sinn, wann zu Tokio an zu Sydney d'Bourssen opginn, an dann ze hoffen a Käerzen unzefänken an der Hoffnung, wat fir en Uerteel dann do geschwat gëtt.

Ech mengen an ech hoffen, dass dat jiddwerengem heibannen dach awer eng Rei vu Suerge mécht iwwert d'Noutwendegkeet, wéi mer de Primat vun der Politik, vun deem mer esou gären heiansdo philosophéieren, dee Primat vun der Politik erëm hierstellen, fir déi Kontroll iwwert déi international Finanzmäert och erëm kënnen hierstellen.

An et muss ee sech dann och froen, heiansdo wéinstens e bëssen den Otem unhalen a sech froen: Wat ass eigentlech d'Aufgab vu Banken? Sinn et Kasinoer oder hu se d'Aufgab, Kapital anzusammelen an et dann den Entrepreneuren de Privatpersone fir Investitiounen bereezeestellen? Dénge se der Realeconomie oder dénge se der renger Geldspekulatioun?

Ech mengen, et wär och do un der Zäit, dass d'Banke selwer - an eenzel Stëmme héiert ee jo, Gott sei Dank - e gewëssene Retour aus sources géife maachen, fir zu hirer duerchaus nobler Missioun zréckzekommen a soumadder ze errechen, dass esou Schied, weltwäit gesamtwirtschaftlech Schied, wéi mer se an deene leschte Méint erlieft hunn, kéinte verhënnert ginn.

Déi kleng Fortschrëtter, déi sech elo ukënnegen, sinn zwar duerchaus positiv, mä si däerfen net driwwer ewechtäuschen, dass déi generell Mentalitéit, besonnesch déi Mentalitéit vun där Gier, déi derhannert ass, an eng Rei vun Aussoen - och den Här Rommes, dee gesot huet: „Et ass u sech net eleng d'Gier vun de Banken, et ass e bëssen d'Gier vun enger Gesellschaft insgesamt.“ Do huet e sécherlech Recht, wann en dat behaupt, mä et ännert awer näischt dorun, dass een, sief et eng kollektiv Gier oder sief et eng Gier vun de Banken, un där Problematik muss schaffen, well esou eng Kris, wéi mer se elo erlieft hunn, mat deene Grënn, déi se hat, kënnen mer eis net all zéng Joer erlaben. Mir wëssen, wat fir eng Schied dass dat mat sech bréngt.

Wann een dann op eenzel Propositionen ze schwätze kënnt, déi an deene leschte Wochen op den Dësch komm sinn, da wéilt ech fir d'Éischt emol eraushuelen déi Direktiv, vun där och den Här Meisch geschwat huet, an, ech mengen, deen och selwer zu enger Konklusioun komm ass, déi awer wichteg ass an deem Moment. Déi Direktiv iwwer eng besser Kontroll vun den Hedge-Fongen oder den „private equity“-Fongen, déi enger EU-wäiter Kontroll ze ënnerwerfen an derfir ze suergen, dass och déi Acteuren, déi ausserhalb vun Europa kommen, sech hei registréieren müssen, dass se hei kontrolléiert ginn.

Et ass jo awer interessant feststellen, dass gëschter respektiv haut d'ALFI an enger Kommunikatioun gesot huet, dass des Direktiv amgang ass, sech fir Lëtzebuerg ausbezuelt ze maachen, well domadder verbonnen ass, dass een e Label, e Gütesiegel kann ausschaffen, an dass vill, souguer vun de Cayman-Inselen, an der Tëschenzäit schonn e gewëssene Rush feststellen ass, ënner anerem och op Lëtzebuerg, och an Nidderland, mä och op Lëtzebuerg, well gesot gëtt: Do kënne mer profitéieren vun enger gewëssener Sécherheet, déi do ass, wéi gesot e gewëssene Vertrauenslabel, deen et op där Finanzplaz Lëtzebuerg gëtt.

Duerfir ass et also, mengen ech, och erwisen, dass Regeln, nei Déontologie maachen an esou virun, dass dat näischt ass, wat eiser Finanzplaz ka schueden. Ganz am Géigendeel kann eis Finanzplaz och dorauser - an de Bewäis, mengen ech, bei där do Direktiv ass erwisen -, dass mer do och kënnen e Feld opsetzen, wou mer dovunner kënnen profitéieren.

Dann ass zweetens natierlech déi Fro: Wat geschitt elo um Niveau vun deenen zwou grousse Iddien, déi do waren, fir déi zwee Ziler ze errechen - d'Spekulatioun anzedämmen engersäits, mä och nei Geldquellen ze erschleissen, mat dem Zweck, domadder Reserven, entweder Reserven unzeleee fir Bankerettungsfongen, wann erëm eng Kéier Situatiounen opkommen, wou de Stat muss intervenéieren, oder einfach als Recetten an de Budget? Ech mengen, do gëtt et jo ënnerschiddlech Attituden an de Memberlänner, wat mat deene Suen aus deenen zwou Steiere kéint gemaach ginn um Niveau vun den nationale Staten.

An d'Fro ass: Wou sti mer, engersäits, bei der Bankenabgab? Wou sti mer, anerersäits, bei der Transaktionssteuer? An och muss ech soen: Wou sti mer an der Position vun der Lëtzebuerger Regierung? Well et ass awer, mengen ech, feststellen, dass ee gesäit an der Fro vun der Transaktionssteuer, dass et hei ënnerschiddlech Appréciatiounen gëtt.

Ech zitieren nëmmen. De Jean-Claude Juncker als Statsminister oder als President vum Eurogroup, a wat fir enger Qualitéit och ëmmer, seet, gëtt zitíert an der europäescher Press: „Auch diejenigen müssen bezahlen, die nicht unschuldig sind an dem Schlamassel, in dem wir alle stecken. Wir können uns nicht immer nur hinter den Amerikanern verstecken.“ An e plädéiert do, wa mer och um G20 zu Toronto an och am Hierscht net eens ginn op engem Niveau G20, fir en Alleingang vun den Europäer ze woen.

Op där anerer Säit eise Finanzminister, den Här Frieden, deen zitíert gëtt: „Die Einführung einer Transaktionssteuer macht nur Sinn, wenn alle wichtigen Finanzplätze, darunter auch New York und Zürich, mitziehen.“

Ech mengen, dass et also noutwendeg wär, och vläicht de Mëtteg ze héieren, mat wat fir enger Strategie Europa wéllt, ënner anerem och zu Toronto, agéieren. Well et wäert ganz wiesentlech dorop ukommen, mat wat fir enger Attitud dass mer dat versichen ze maachen.

Ech denken, dass eng Rei vun Argumentatiounen, déi geholl ginn an der Tëschenzäit, zum Beispill déi, dass esou en europäeschen Alleingang net méiglech wär... Ech mengen, dass et ganz vill Spezialiste gëtt, déi an der Tëschenzäit zur Konklusioun

komm sinn, dass Europa hei scho genuch - wéi soll ech soen? - Ressourcen huet, genuch Bedeitung huet als Finanzwelt an och seng Bourssen, dass et méiglech ass, en Alleingang ze maachen.

Wann een d'Attitud gesäit, déi ageholl ginn ass an der Fro vun der OECD, déi praktesch an engem Diktat, an enger Erpressung gesot huet, am Zesammenhang mat där Problematik, déi eis méi nosteet: „Wann Der net paréiert an deem Sënn, da sinn déi an déi Konsequenzen, déi leien dann op der Hand.“ Och hei ass eng Attitud, wou Europa sech muss eens ginn, ob et dee Wee do wëllt goen an domadder verhéjeren, dass esou Problemer an esou Konsequenzen, wéi mer se an deene leschte Méint an nach an dese Méint erliewen, nach wäerte kommen.

Dann d'Argumentatioun: Da verlager sech all d'Geschäfte op New York, op Singapur oder op Dubai. Och do kéint ee sech d'Fro stellen, ob mer un eenzelne Produiten, un héich spekulative Produiten iwwerhaapt sollten interesséiert sinn. Kann een net emol sech d'Fro stellen, dass een heiansdo géif soen: Mä da solle se roueg dee Wee do goen! Well ech mengen, et stellt sech jo och d'Fro, dass een emol eng Kéier muss ausrechne kënnen: Wat war dann elo en fin de compte de Coût vun där Kris, déi mer hei erliewen, a wat war dat, wat mer u Recetten un esou héich spekulative Geschäfte haten? Och dat wär eng Fro, déi ee sech emol eng Kéier misst iwwerleeën, fir ze kucken, zu wat fir enge Konklusiounen dass een da géif kommen.

Mir mengen also - an domadder ass meng Interventioun leider schonn um Enn, wat d'Zäit ubelaangt -, dass et noutwendeg ass, kloerheet ze hunn, dass ee Voluntarismus no bausse soll weisen, dass ee wirklech de politesche Wëlle soll bekunden, och hei an deem Parlament an och vun eiser Regierung, fir derfir ze suergen um europäesche Plang an herno um Niveau vum G20, zu bessere Regularien ze kommen. Dat, mengen ech, hëlleft all eisen Ekonomien, dat hëlleft de Banken, hëlleft virun allem och deene Leit, déi an de Banke schaffen, well se do eng méi grouss Sécherheet kréien.

Well ech mengen, an där Spekulatiounsfrénésie, an där mer och elo schonn erëm dra sinn, wann ee gesäit, dass munches awer schonn erëm elo weidergeet wéi gehabt, wéi virun erëm weidergeet, dass sech nei Bullen amgang sinn, zum Beispill um Niveau vun de Marché vum Rohstoffe, erëm opzebauen, déi herno erëm grad esou wäerte plätzen, mat all deene Konsequenzen.

Ech wëll ophalen awer, Här Meisch, mat engem Zitat nach, wat ech fonnt hunn, wat lech bestëmmt wäert interesséieren. An der „Süddeutschen“ vum 6. Mee 2010 stoung: „Ein Mann geht ins Restaurant und bestellt Austern. Er hat kein Geld, aber er hofft, dass er mit einer darin gefundenen Perle die Rechnung bezahlen kann. Der Mann ist ein Spekulant.“

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Elo huet d'Wuert den honorablen Här Lucien Thiel, als Verrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, Dir kënnt lech jo virstellen, datt, no deem, wat mer elo vun deenen zwoe Virrieder héieren hunn, et mer op der Zong brennt, fir zu gewëssene Punkten och Stellung ze bezéien. Mä vu datt meng Emotiounen heiansdo mat mer derduerchginn, iwwerloosen ech gär d'Stellungsbezéie mengem Fraktiounschef, an ech beschränke mech op meng Roll als Budgetsrapporteur vun deem Budget, an ech ginn dofir op dat an, wat méi spezifesch d'Budgetspolitik wäert ubelaangen.

Dir wësst, datt d'Krise bekanntlech do sinn, fir draus ze léieren. Dat gëtt jo dann och elo souzoe vun all Mënsch versicht. Jiddweree probéiert elo, allerdéngs mat méi oder manner grousser Erfolleg, mat

de Konsequenzen aus der grousser Finanzwirtschaftskris sech erëmgeschloen an doraus erauszekommen.

Dat probéiert dann och elo d'Europäesch Kommissioun, déi sech am Moment de Kapp driwwer zerbrécht, wéi si e Kollateralschued vun där Kris, nämlech deen, deen elo hirer Gemeinschaftswährung passéiert ass, évitéiere kann an der Zukunft.

Net nëmmen d'Bréisseler Zentral ass geschockt iwwer dat, wat mam Euroland Griichenland passéiert ass a wat eisen Euro nawell ganz gehéireg gebedelt huet. All EU-Länner hunn dorënner gelidden a géife wuel nach méi dorënner leiden, wann de Pétrolspräis, dee bekanntlech nach ëmmer an Dollar verrecht gëtt, sech net esou brav bis elo gehalen hätt.

An enger Reaktioun ass natierlech op déi aarm Griiche geklappt ginn, déi, esou housch et, soss näischt maache wéi d'Steiere stréppen, d'Beamte bestiechen an déi sech sengerzäit mat getierkte Statistiken an d'Europäesch Unioun an och an den Euro eragefuddelt hunn. D'Griiche mussen elo als Sënebock fir d'Schwächt vun der Gemeinschaftswährung hierhalen, grad wéi wann hire butzegen Undeel um europäesche PIB - et sinn emol keng 3%! - eleng géif duergoen, fir déi zweetgréisst Wirtschaftsmuecht vun der Welt an d'Schlidderer ze bréngen.

Mä, net Griichenland eleng, ganz Europa ass krank. Déi Kränkt ass mat der globaler Kris eréischt daitlech ginn a si weist sech doran, datt d'EU-Länner ganz einfach d'Kontroll iwwer hir Statsfinanze verluer hunn. Scho laang ass dee feierlechen Eed vu Maastricht gebrach, mat deem d'europäesch Länner sech geschwuer haten, éischstens ni iwwer 3% vum PIB bei hirem Budgetsdefizit ze goen an zweetens ëmmer schéi brav ënner enger Verschëldung vu 60% ze bleiwen.

A wou sinn déi 27 haut? Den Defizit läit mat 7% an der Moyenne méi wéi duebel esou héich wéi Maastricht erlaabt, an d'Duerchschnittsverschëldung dépasséiert mat 80% nawell gehéiereg déi Maastrichter Toleranzgrenz.

Um Euro-Misär sinn deemno net eleng an emol net un éischer Linn déi béis Spekulative schëlleg - déi, niewebäi gesot, den Här Lux ass elo fort, soss näischt maachen, wéi d'Sue vun hire Clienté mat deem gréisstméigleche Benefiss unzeleeën -, mä et sinn d'EU-Länner selwer, déi nach net matkritt hunn, datt d'Musek ëmmer mander bei hinne spillt an datt et héich Zäit ginn ass, datt si sech emol ëm hir verkaltekte Strukture këmmeren.

An enger Kommunikatioun vum 12. Mee dëst Joer huet d'EU-Kommissioun probéiert, de 27 Memberen de Spigel virun Aen ze halen an hinne bäizebréngen, wéi een, op d'mannst kurzfristeg, aus deem Schlamassel erauskomme kéint - nämlech mat enger besserer Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitik, mat enger méi strammer Budgetsdisziplin a mat enger schrittweiser Reduzéierung vun hirer Verschëldung.

Fir d'Leit aus dem Berlaymont kann d'Léiung nëmmen doranner bestoen, datt d'Fiedem ëmmer méi bei hinnen zesumelafen an datt déi 27 EU-Länner sech deem füge mussen, wat am Titel vun der Kommunikatioun éischer verharmlösend heescht: „policy coordination“.

Wat heescht dat dann an der Praxis? Och wann elo gesot gëtt, déi Bréisseler Virstellung wieren nach onprezis an net ganz ausformuléiert, liest sech dach aus deenen eelef Säite vun där Kommunikatioun, mat där sech den ECOFIN ufanks der nächster Woch auserneeetze soll, schonn esou munches eraus.

Am grousser Ganzen geet et dorënner, no deene virgeschriwwene Stabilitéitsprogrammen, déi d'EU-Länner haut schonn op Bréissel schécke mussen, elo e Schrëtt weider ze goen, offiziell a Richtung vu méi Koordinatioun, mä - dat fäerten esou munch - a Wierklechkeet a Richtung vun enger regelrechter Tutelle duerch déi Bréisseler Kommissioun. Déi wëllt nämlech elo net méi nodréiglech dee vun den eenzelnen Länner agerechte Stabilitéitsprogramm beuerteelen, mä si wëllt dee Programm virop, dat heescht ex ante präiwen. Wat natierlech net méi an net manner heesche géif, wéi datt d'EU-Kommissioun vun elo

un deenen eenzelne Memberstate virschreiw wéilt, wéi hire Budget auszege-sinn hätt.

An der Praxis soll dat esou fonctionnéieren, datt d'Regierungen am Ufank vum Joer - d'éischt Halschent vum Joer heescht dann den Euro-Semester - hire Stabilitéitsprogramm op Bréissel schécken, wou en dann ënnert d'Lupp geholl an ënner anem op säin Iwwereneestëmme mat de Richtlinien vun der Agenda „Europe 2020“ gepréift gëtt. Déi Richtlinien, déi jo déi net grad ganz erfollegräich Lissabon-Strategie elo ofléise soll.

Doropshin schléit d'Bréisseler Kommissioun da Korrektur vir, un déi sech dann d'Nationalregierungen selbstverständlech gefällest ze halen hätten.

Am Kloertext heescht dat net méi an net manner, wéi datt d'Budgetsouveränitéit e gutt Stéck aus der nationaler an déi europäesch Kompetenz rutscht.

Dat wäert an éischer Linn eng wäitgehend Harmoniséierung vun de Budgetspolitiken - natierlech am EU-Mainstream - mat sech bréngen. Wat fir e budgetären Handlungsspillraum do nach fir d'Nationalregierungen bleift, kann ee sech liicht ausmolen. A mir hei am Parlament, déi jo d'national Souveränitéit verkörperen, wäerten eis wuel nach a méi oder weiniger déifgrënnege politeschen Iwwerleungen op deser Tribun ergoen dären, awer fir de Rescht dat ofseene missen, wat d'Bréisseler Bürokratie eiser Regierung an de Budgetsgriffel diktéiert huet.

Natierlech muss ee Versteesdemech fir der Kommissioun hir Virgehensweis opbréngen, där Kommissioun, där et sécherlech an éischer Linn ëm eng besser Ofstëmmung vun den nationale Politike geet, fir datt esou eppes net méi passéiert wéi dat, wat mir am Ablack mam Euro erliewe mussen. Emol éierlech: Wier esou e forcéierte gemeinsame Budgetsnerner wierklech als Präis ze héich, fir d'Stabilitéit vun der gemeinsamer Währung an d'gutt Fonctionnéiere vum europäesche Wirtschaftsraum ze garantéieren?

Allerdéngs sinn domat nach laang net all déi Problemer geléist, déi déi verrutschte Budgetscompetenz - fir déi sech iwwerges haut am „Monde“ och den Zentralbankchef Trichet ausgeschwat huet - mat sech bréngen wäert.

Froen: Loosse sech dann all déi Länner iwwerhaapt iwwer eenenze Budgetsleescht zéien? Kann ee wierklech engem méi op zum Beispill Agrarproduktioun fokusséierten EU-Land déiselwecht Budgetsregelen octroyéiere wéi engem héich-industrialiséierte Memberstat oder enger op Déngschtleeschungen ausgeriichter Natioun wéi zum Beispill eiser?

A wéi geet dat da mat deem schonn existierende Zwoe-Vitessen-Europa weider, an deem eppes méi wéi d'Halschent vun de Länner eng gemeinsam Währung, de Rescht awer nach seng eegen national Devisen huet? Kënnen hei déiselwecht Regele fir déi eng a fir déi aner applizéiert ginn? A wie garantéiert, datt déi Regeln och agehale ginn, op d'mannst soulaang mir eis net eens iwwer déi néideg Sanktioune sinn? A wie seet eis schliesslech dann, ob se zu Bréissel esou vill besser wéi eis eege Leit wëssen, wat gutt fir d'Land ass, wat ee sengen Awunner zoomudde kann, zum Beispill am Index - fir nëmmen ee Beispill ze nennen -, a wat am beschten deene jeeweilige Länner entsprécht?

Dat si Froen iwwer Froen, déi net esou liicht an esou einfach ze beäntwerte sinn, wéi sech dat vläicht zu Bréissel virgestallt gëtt.

Ouni dem ECOFIN virgräifen ze wëllen, kann ee wuel dervun ausgoen, datt nach vill Detailarbecht - haut heescht dat „fine-tuning“ - ze maache bleift, bis datt an deem Dossier den Équillibër tëscht nationalen Interessen an iwwergeuedneten EU-Contrainté fonnt ass. An deen Équillibër muss onbedéngt fonnt ginn, fir datt de System vun allen akzeptéiert gëtt an domat iwwerhaapt fonctionnéiere kann.

Fir eis hei zu Lëtzebuerg kënnt nach derbäi, datt mir bis elo eisen eegene Budgetspad getrëppelt sinn. Dat geet domat un, datt mir eebéiert mat eiser aler Statskontabilitéit weiderfueren, obscho mir wëssen, datt si net up to date a Maastricht-kon-

form ass. Dat geet weider mat eiser net ganz effikasser Kontroll vun der Budgets-ausféierung - en Zoustand, dee bekanntlech Är zoustänneg Chamberskommissioun elo zu hirem Uleies gemaach huet, no deem de Kolleg Roger Negri sech fir eng Lëtzeburger LOLF staark gemaach hat. An dat geet bis bei den Opbau an d'Presentatioun vun eisem Budget, déi nach laang net mat deem iwwerteneestëmme, wat sengerzäit zu Maastricht als Regel agefouert ginn ass. Wat eis dann zu enger carément zweegleiseger Budgets-presentatioun zwéngt, déi net grad zur Iwwersicht-lechkeit an domat zur Budgetstransparenz bäidréit, op déi de Bierger nun eemol e Recht huet.

Egal wou mir elo mat där neier Budgets-prozedur lande wäerten, déi der Bréisseler Kommissioun virschwieft, däreft et elo scho kloer sinn, datt mir heiheem nach e sëllege Krämpes wäerten hunn, fir eng Kéier eise Budget an déi europäesch Norm eragequëtscht ze kréien.

A well mir ees wéi ees net derlaanschtomme wäerten, sollte mir eis vläicht elo gläich schonn derhannersetzen an eis eeshtlech Gedanke maachen, wéi mir dat do an de Grëff kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Thiel Merci an als éichte Riedner ass elo deen honorablen Här Alex Bodry age-droen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, Här President, an allen nationale Parlamenter, am Europaparlament gëtt an deene leschte Woche vill diskutéiert ronderëm d'Reguléierung vum Finanzsektor, e besseren Encadrement vu gewësse Finanzaktivitéiten, Besteuerung vun de Banken an eenzelne vun hiren Transaktiounen. Zu Lëtzebuerg dréint sech - dat ass vläicht symptomatesch fir dëst Land - d'Diskussioun iwwer d'Interpellatioun vun der Demokratescher Partei net esou séier ëm déi dote Froen, mä ëm d'Fro vun der Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg. Dat beweist, dass d'Aueren zu Lëtzebuerg e bëssen ansécht ticke wéi an deenen anere Länner. Dat ass natierlech och de Beleg dofir, dass sécherlech déi Bankplaz, d'Finanzaktivitéiten an der Schafung vun eisem Rächtrum an als Garant och fir d'Dynamik an der wirtschaftlecher Entwécklung iwwer déi lescht Jorzéngten eng ervirragend Roll gespilt hunn.

Et ass also d'Fro, déi mer hei ze behandeln hunn - d'Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg -, mä ech fannen et méi wéi richtege, dass mer dat awer verbanne mat enger Diskussioun ronderëm all déi Froen, déi sech momentan op internationalem Plang an op europäeschem Plang stellen. Well d'Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg isoléiert wëllen ze diskutieren par rapport zu all deem Regelwierk, wat et scho gëtt a wat nach wäert ausgebaut ginn op Weltplang respektiv um Niveau vun der Europäischer Unioun, dat wär en Trugschluss, well dat e wichtegt Element ass vun dem Fonctionnement vun eiser Bankplaz a virun allem awer och e wichtegt Element ass, wéi mer d'Zukunft vun eiser Bankplaz wëllen an deenen nächste Joren opbauen.

Mir dären awer bei deem Ganzen net vergiessen, dass, wa mer iwwer d'Zukunft vun der Bankplaz schwätzen, eis dat net erspuert, fir iwwer de Fonctionnement vun deem ganze Finanzsystem weltwäit eis Gedanken ze maachen, an net erëm, elo, wou d'Zäit e bësse virgeréckt ass, ze maachen, wéi wann dat esou Gott gegeben wär, all dat, wat sech do an deene leschte Méint ofgespilt huet, an ze mengen also, dat kéint da plus ou moins esou weiderlafen, wéi dat bis elo gelaf ass.

Wa mer wëlle verhéjeren, dass mer nach eng Kéier an déi Krisensituatioun erakommen, déi mer elo hei zu Lëtzebuerg wéi an deene meeschten anere Länner och kennen, da mussen mer och bereet sinn, un deene Regeln, un eenzelne vun deene Regele vun Fonctionnement vun der internationaler Finanzplaz, déi ze änneren an déi ze ajustéieren.



Dat sinn also Froen, déi mer och mussen an Erwägung zéien, am Hannerkapp hunn zumindest, wa mer iwwert d'Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg schwätzen.

Mir sinn also der Meenung, dass een hei also net därerf eng eesäiteg politesch Approche hunn, nëmmen op Lëtzebuerg fixéiert, mä dass een dat muss an engem gesamteuropäeschen, souguer weltwäite Kontext kucken. An, et gesäit een also och ganz kloer, dass et eis net kann egal sinn, wat elo vun Décisioune fällt op europäeschem Plang, d'Diskussiounen, déi momentan gelafe sinn am Europaparlament ronderëm eng Rei vun neie Regele besonnesch och, wat d'Hedge-Fongen ugeet, wou elo jo schwierig Diskussioune wäerte mam Ministerrot ze féiere sinn.

An och do ass et interessant ze gesinn, wéi awer déi eenzel politesch Fraktiounen sech positionéieren an deenen Diskussiounen do am Wirtschaftsausschuss zum Beispill am Europaparlament, wou iwwer eng méi streng Regelung vun den Hedge-Fongen diskutéiert ginn ass a wou sech eng Koalition gemaach huet vun de Sozialisten, deene Gréngen, de Lénken an de Chrëschtendemokrate géint notamment d'liberal Fraktioun am Europaparlament, déi géint méi eng streng Regelung vun den Hedge-Fonge war.

Och dat, mengen ech, muss een hei därerf diskutéieren, wann ee kuckt, wéi mer eis wëlle politesch ausrichten an deenen nächste Joren. Déi europäesch Dimensioun ass also immens wichteg, wa mer déi Diskussioun féieren.

Mir därerfen - mengen ech - op kengem A blann sinn. Net blann sinn, op där enger Säit, wat d'Noutwendegkeet ugeet, fir de Finanzmäert international nei Regeln ze setzen, se an hir Schranken zréckzestoussen, an, op där anerer Säit, awer och bewusst sinn, dass mer eigentlech all Intérêt hunn, eng Ofsécherung an eng Weiderentwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, dem Motor vun eiser Economie vun deenen 30 leschte Joren, ze garantéieren.

Loosse mer also net vergiessen och, wa mer déi Diskussioun féieren, dass, och wa mer elo an enger Weltwirtschaftskris dra stiechen, duerch wat dass dat geschitt ass. Loosse mer awer och net aus den Ae verléieren, dass e gudden Deel vum Liewensstandard, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn an deen iwwert déi lescht Jore konstant gewuess ass, dat zu engem gudden Deel geleescht ginn ass duerch dat, wat erwirtschaft ginn ass am Finanzsecteur, erwirtschaft ginn ass vun de Banken, erwirtschaft ginn ass vun deene Leit, déi an de Banke geschafft hunn. Dat därerf mer och net vergiessen, och, wa se elo natierlech alleguerten natierlech méi staark an der Kritik sinn.

An och wann - do sinn ech mat allem mat d'accord - sécherlech net Lëtzebuerg an d'Feelverhale vu Lëtzebuerg Banken den Ausgangspunkt si vun där Kris, an der mer drastiechen, ass et awer och esou, dass natierlech och de Lëtzebuerg Bankesystem een Element vum weltwäite Bankesystem ass, dee mat Recht jo awer och kritiséiert ginn ass.

Ech géif do ganz gäre verweisen - obwuel virdrun hei de Kolléeg Lucien Thiel e bëssen d'Veerteidigung vun de Spekulatione gemaach huet par rapport zu enger Ausso, déi de Lucien Lux am Numm vun eiser Fraktioun hei getätegt huet -, wëll ech awer aus sengem eegene Budgetsrapport zitieren - dat därerf een net vergiessen, well déi Aussoen, denken ech, haut nach ëmmer richtig sinn, och wann e bëssen Zäit an d'Land eragaangen ass -, do schreift en ënnert dem Kapitel «Les péchés du capitalisme-casino», de Kasino-Kapitalismus ass gebrandmarkt hei gi vum Lucien Thiel, engem, deen de Milieu besser kennt wéi vill anerer vun eis heibannen, an notamment, wat d'Spekulation ugeet, huet en eng interessant Ausso gemaach, dofir huet mech déi vu virdrun e bëssen erstaunt, do seet en, do schreift vun: «...l'avidité des opérateurs financiers, qui se sont laissés entraîner par leur soif de l'argent vite gagné à démultiplier les valeurs artificielles de plus en plus déconnectées de la réalité économique; en fait ces golden boys vendaient tout simplement de l'air chaud à prix d'or à leurs clients en se remplissant les poches de commissions et de bonus;...»

### (Interruptions)

Dat war dat haart Uerteel, wat de Lucien Thiel dann iwwert Deelaspekter vum Fonctionnement...

### (Interruptions diverses et hilarité)

...vum internationale Finanzsystem getraff huet.

► **Une voix.** - Den Änder wier frou, wann Der nach een hätt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Fir eis Partei zumindest géllt déi Aschätzung och nach haut ëmmer. Mir trieden do net vun deem of, wat déi éischt Analys hei, gemeinsam Analys eigentlech war an Zesammenhang mat der Opstellung vum leschte Statsbudget.

Wat een natierlech och feststellt bei den internationalen Diskussiounen, dat ass, dass och do natierlech ee mierkt, dass am Hannerfeld och national Interesse matspillen. Dat gesäit ee bei de Positioune vun eenzelne grouss Länner. Ech mengen, sécherlech spillt dat och bei der Lëtzebuerg Haltung zu eenzelne Froen noutwendegerweis och mat.

Et bleift, dass mer awer d'Stoussrichtung solle bäibehalen an dass effektiv d'Politik sech net soll erëm zréckdränge loosser, nodeem jiddweree gemengt huet, an och dat ass Budgetsrapport nozulesen, elo wär d'Zäit vun der Politik komm. Abee, da loosse mer dee Moment do notzen, da loosse mer elo effektiv och de Kader nei definéieren, an deem also déi Finanzaktivitéiten international sollen oflafen.

De Lucien Lux huet eis Positioun duergeluecht zu deenen aktuelle Froe vun der Bankbesteuerung a vun der Fro vun den Taxen. Eng aner Fro, déi sech natierlech stellt a wou mer eis ëmmer schwéierdinn, fir kloer Aussoen ze maachen, dat ass d'Lëtzebuerg Positioun ronderëm d'Bankgeheimnis.

Et ass ganz kloer, an ech mengen, dass et wichteg ass, do dat nach ze artikuléieren net nëmmen an Zäiten, wou Lëtzebuerg vu baussem attackéiert gëtt, mä dass een dat - an do ginn ech och dem Claude Meisch vollkomme Recht -, dass déi Promotiounsaktioun fir Lëtzebuerg, déi Lobbyarbeit fir Lëtzebuerg, déi muss gemaach ginn, dat muss eng permanent Aktioun sinn. An d'Regierung huet jo och an deene leschte Jore respektiv och d'Bankvereenegung eng ganz Rëtsch vun Instrumenter ginn, fir kënnen déi Promotiounsarbeit do ze maachen. Ob dat elo am Beräich vum Private Banking ass, wou eng eegen Ennerassociatioun vun der ABBL dat mécht, ob dat d'Alfi ass, déi dat fir d'Fongenindustrie mécht, ob dat Comitée sinn, déi méi strategesch Diskussioune féieren - ech menge ganz einfach, dass net méi vill Neies muss erfondt ginn, mä dass grosso modo schon eigentlech déi Strukturendo sinn, déi natierlech nach kënnen méi performant ginn, mä awer dass eigentlech Lëtzebuerg sech déi Strukture ginn huet, déi noutwendeg sinn, fir eigentlech déi Promotiounsarbeit do permanent ze féieren.

Mir mussen et fäerdeg bréngen, dat verzerrt Bild no baussem, wat een ëmmer kann och a perséinleche Gespréicher feststelle mat Auslänner, dass Lëtzebuerg praktesch e Produkt eleng vum Bankgeheimnis wär, dass eigentlech d'Lëtzebuerg Finanzplaz ausschliesslech op dem Bankgeheimnis opgebaut ass... Dat ass falsch. Dat ass e verzerrt Bild, an deem muss mer, mengen ech, entgéintstoen, offensiv entgéintstoen. Net nëmmen eis verteidegen, mä effektiv och soen, wat alles hei zu Lëtzebuerg leeft, dass awer dierft dee ganz Fongebäicherung, dee praktesch de wichtegste Pilier entre-temps ginn ass, jo nach ëmmer an Expansion ass an dass dee guer näischt eigentlech mam Bankgeheimnis ze dinn huet. Dass sécherlech d'Bankgeheimnis an den Ufankszäite matgespillt huet an eng Dynamik erabruucht huet, notamment wat den Private Banking ugeet, dat ass natierlech net ze verkennen, mä d'Importanz vun deem Bankgeheimnis hëlt of, och wat déi doten Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Hei ass en Know-how opgebaut ginn iwwert déi lescht Joren. Esou dass een, mengen ech, awer duerchaass kann déi Situatioun géiere, déi elo amgang ass ze entstoen, wou een effektiv no an no vun

dem Bankgeheimnis an e System erakënt vu Confidentialitéit oder vu Protektioun vun der finanzieller Privatsphär vun de Clienten. Dat ass, mengen ech, déi Haltung, déi mer muss probéieren dobaussen och fortwährend no vir ze bréngen.

Zu wat et féiert, wann eenzel Länner Alleingäng maachen an der Budgets- an an der Finanzpolitik, dat huet een och gesinn. Dat huet ee gesinn am Ufank vun der Finanzkris, wou et léns a riets lassgaangen ass, zum Beispill op der Fro vun der Garantie fir d'Bankdepöten, wou fir d'Éischt eenzel Länner virgeprescht sinn, ier an enger zweeter Phas probéiert ginn ass, erëm eng Kéier dee ganze Prozess opzerullen an harmoniséiert Regele feststellen. Dat gesäit een och elo erëm a rezenter Vergaangeneheet op anere Felder, wat gewësse Finanzaktivitéiten ugeet, wou aner Länner amgang si virzpreschen.

Alles dat, mengen ech, beweist schon, dass eng méi staark Concertatioun, Koordinatioun op europäeschem Plang néideg ass an dass een déi eigentlech och net brauch ze fäerten. Well ech mengen, wa grouss Länner ufänken, Alleingäng ze maachen, et sinn haaptsächlech déi, déi sech kënnen dee Luxus leeschten, dat deet och besonnesch deene Klengen ganz wéi.

An ech wëll duerfir och e puer Wuert soen zu der Fro vun enger méi staarker Koordinéierung vun de Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitik innerhalb vun der Europäescher Unioun a besonnesch innerhalb vun de Länner vun der Eurozon. Énnert deem Motto do, d'Stäerkerung vun der Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitik, wou een da muss kucken, ob den Inhalt dann nach mat der Iwwerschrëft eigentlech iwwereneestëmmt, huet d'Kommissioun jo eng ganz Rëtsch vu Virschléi gemaach a schrëftlecher Form, déi se da wëllt legislativ emsetzen an enger zweeter Phas, wann déi éischt Reaktiounen do sinn. A gläichzäiteg huet jo och de Sommet decidéiert, fir eng „task force“ iwwert d'Gouvernance économique an der Europäescher Unioun anzesetzen ënnert der Presidentschaft vum Här Van Rompuy.

An dat sinn also ganz nei Iwwerleeungen, déi aus der Situatioun eraus gewuess sinn. Jiddwereen huet d'Schwachstelle vum Eurosystem eigentlech kennt. Si ass jo keng nei Diskussioun u sech, mä dach awer déi relativ dramatesch Entwécklung vun deene leschte Méint huet et noutwendeg gemaach, fir elo deen dote ganzen Dossier nach eng Kéier sech op d'Broscht ze zéien.

Déi Diskussioun ass sécherlech nach am Floss. Et ass selbstverständlech notéiert ginn, dass eise Premierminister Jean-Claude Juncker, a senger Qualitéit allerdéngs als President vum Eurogroup, sech prinzipiell eigentlech hannert déi Virschléi do gestallt huet, net am Detail vläicht, mä awer wat déi gesamt Ausrichtung vun deene Virschléi do uginn.

Ech wëll mer erlaben, am Numm vun eiser Partei eng éischt Bewäertung vun deene Virschléi do ze maachen. Ech mengen, wat sécherlech begrëssenswäert ass, dat ass, dass hei probéiert gëtt, eng gewësse Vereinfachung ze maachen, eng Zesummefféierung vu verschiddene wirtschaftleche Planungsinstrumenter ze kréien. Mir wëssen, dass dat eng al Tare ass vun Europa, dass et op ville Secteuren Dokumenter gëtt, déi produzéiert ginn, et Pläng gëtt, déi mussen opgestallt ginn, an eigentlech lafen déi Pläng ni richtig zesammen. Souguer heiansdo national emol net lafe se richtig zesammen, well dat dann eben am Eck vun eenzelne sektorielle Ministèreen ausgeschafft gëtt.

An duerfir, mengen ech, ass et richtig - dat ass scho probéiert gi mam Lissabon-Prozess -, fir eenzel vun deenen Instrumenter do zesummefféieren. Dat war souguer an der Lëtzebuerg Presidentschaft sengerzäit passéiert. An hei gëtt am Fong en zweete Schrëtt gemaach, andeem gesot gëtt: Majo, mir verbannen elo déi national Programm, wat d'Stabilitéit ugeet, wat d'Konvergenz ugeet, mat de sougenannten nationale Reformprogrammer, déi all Joers och muss virgeluecht ginn an déi d'Émsetzung bedeite vun der Strategie Europa 2020, wat also den Nofolgeprogramm ass vum beschtbekanntem, mä net ganz erfollegräiche Lissaboner Prozess.

Ech mengen, et ass net falsch, dat zesummefféieren, dat zäitlech zesummefféieren, och an der Analys an an der Debat, déi doten Dokumenter eigentlech, déi alleguerte jo en direkten Impakt op d'Wirtschaft hunn, op d'Finanzen hunn, dass een déi zesumme kuckt.

Sécherlech mécht et och Sënn, wat d'Prozedur vun den Déficits excessifs ugeet, fir iwwer Sanktiounsmaassnamen nozedenken. Well sech erausgestallt huet, dass déi Prozedur vum béise Fanger, wéi se eigentlech elo an der Praxis besteet, net vill bruecht huet, dass do awer een deen anere schount. Jiddwereen denkt sech, ech ka jo och emol eng Kéier an déi dote Situatioun erakommen. An dass et vläicht richtig ass, fir iwwer méi automatesch Sanktiounen och nozedenken, déi dann no enger Rei vun objektive Kritären da géifen a Kraaft trieden.

Richtig fanne mir et och, dass méi e staarke Lien soll hiergestallt ginn tëschent de Budgetsdefiziter an der Verschëldung vun engem Stat. Dat ass bis elo éischt getrennt gekuckt ginn. Ech fannen et richtig - dat fënnt een am Dokument erëm vun der Kommissioun -, fir déi zwou Saachen also méi no beieenen ze féieren.

Sécherlech mécht et och Sënn, dass een d'Wirtschaftspolitik besser ofstëmmt ënnert deenen eenzelne Memberstaaten, besonnesch wat d'Eurozon ugeet. Mä allerdéngs ass et an eisen Aen awer och kloer, dass et net kann an net därerf zu enger Uniformiséierung vun der Wirtschafts-, Finanz- a Budgetspolitik a sämtleche Länner vun der Europäescher Unioun kommen.

Da si mer an engem aneren Zeenario. Da si mer ewech vum Europa vun den Nationalstaten a mer sinn an engem federale System voll dran, zumindest wat d'Länner vun der Eurozon ugeet. Dat liesen ech net eraus aus den europäeschen Traitéen. Ech mengen och net, dass dat majoritéitsfäeg hei zu Lëtzebuerg wär. An duerfir mengen ech, dass een also am Detail wierklech genau muss oppassen, dass et wierklech bei enger Koordinéierung vun de Wirtschaftspolitik bleift, wat jo den Titel vun der Kommunikatioun vun der Kommissioun ass, an dass dat net an eng Uniformiséierung ofruscht eigentlech vun der Wirtschafts-, Finanz- a Budgetspolitik innerhalb vun der Eurozon.

Richtig fanne mer och, dass den Eurostat, dass also eng unerkannt europäesch Institutioon soll iwwer Audite méi kënnen och Kontroll iwwer national Statistike féieren, fir ze garantéieren, dass och déi eenzel Donnéeën, déi virleien, déi jo dann d'Grundlag ginn, fir Politike gemeinsam festzeleeen, dass déi och ofgeséichert sinn an dass een net Äppel mat Bire matenee vergläicht. Wat effektiv e Souci ass, deen een duerchaass kann deelen.

Suerge maachen eis allerdéngs och eng ganz Rëtsch vu Saachen; de Lucien Thiel huet eenzelner vun hinnen do ugeschwat. Suerge muss se engem jo maachen, well een net genau nach gesäit, wat sech am Detail doranner verstoppt. An esou Propose hu jo eng gewëssen Dynamik, déi sech an der Zäit da breet mécht, wann d'Pist bis virgezeechent ass. Dat ass déi nei Prozedur vun den Déséquilibres excessifs. Mir kréien also niewent der Prozedur vun den Déficits excessifs eng nei Notion eigentlech eran. Dat ass déi vun den Déséquilibres excessifs, déi also aner Beräicher betreffe wéi d'Defiziter vun den öffentleche Budgeten.

Dat kann natierlech ganz ganz wäit goen. An do ass d'Gefor sécherlech mat dran, och wann een dat net onbedéngt kann aus dem Text erauslesen - ech mengen, esou domm ass d'Kommissioun jo och net, fir dat esou däitlech an den Text wëllen eranzeschreien -, mä dass et graduell zumindest zu enger Entmündegung vun den nationalen Institutioon, net nëmme vun de Parlamenter, mä och vun de Regierunge kennt an engem dach Kärberäich vun der Politik: Wirtschaft, Finanzen, Budget. Wa mer elo nach därerfen hei iwwer kulturell Institutioon an iwwer Sportsterainen diskutéieren, dann ass dat sécherlech ganz interessant. Ech mengen, dass



dat awer u sech am Endeffekt fir en nationalt Parlament wéineg Nährstoff mat sech bréngt.

Duerfir also ass Virsicht gebueden, wat sech kann aus esou a priori verstännege Propositionen am Laf vun der Zäit maachen. Wann ech och weess, dass ausdrécklech an deem Text steet, dass d'Kommission respektiv de Conseil wäert kennen - d'Kompetenz geet jo an de Conseil vun de Ministereen eriwwer - Recommandatioune maachen, wat d'Arbechtsmaartpolitik ugeet, fällt do d'Arbechtsrecht zum Beispill drënner, d'Kompetitivitéit, d'Arbeitskäschen, d'Lounpolitik selbstverständlich fällt drënner, wann een dat kuckt. An ech soen och ganz kloer, am Numm vun der LSAP gesi mir ganz kloer do de Risiko dran, dass sech hei och wäert eng Pensée unique économique, wéi se an Europa zu wäiten Dealer besteet, natierlech ganz kloer wäert kennen an deem heite System duerchsetzen.

D'Fro stellt sech also, ob dat dote wierlech d'Mechanisme sinn, déi fir all Éiwegkeet a fir all Land sollte fir all Joer gëllen, ob een net kéint driwwer diskutieren, dass een esou Mechanismen zwar virgesäit, mä déi zum Beispill géif beschränken op Staten, déi an enger gewëssenerer Wirtschafts- a Finanzsituatioun sinn, respektiv se temporär vläicht och nëmme virgesinn, fir eng Krisensituatioun, an där mer momentan nach dra sinn, kënne besser ze géréieren.

Eng Gefor, déi och nach besteet, ass ganz kloer déi, dass et ze fäerten ass, dass déi Zweedeelung vun Europa duerch déi heite Systemer nach verstärkt gëtt. Mir hunn effektiv d'Eurozon, mir hunn d'gesamt Unioune, mä et ass kloer, wann een dat hei - an et gëtt jo ëmmer differenziert och an der Kommunikatioun vun der Kommissioun, wou gesot gëtt, dass déi Regeln do, déi ginn net mat d'arselwechter Rigueur, wann iwwerhaupt, dann applizéiert fir net Eurozonlänner, da gëtt dee Gruef eigentlech téschent deenen engen an deenen aneren an der Europäescher Unioun sécherlech méi grous a mir steiere ganz kloer op zwee Europaen hin, déi am Kader vun der Europäescher Unioun wäerte fonctionnéieren, wann dat do bis zur leschter Konsequenz wierlech ausgeduecht an duerchgefouert gëtt.

Grouss Suerge maachen eis effektiv dann déi praktesch Ëmsetzungen hei zu Lëtzebuerg. Et muss eis bewusst sinn, wat deen heite System fir eis traditionell Budgetprozedur an de Budgetinhalt och bedeit; de Lucien Thiel huet dat schonn hei ausgemoot. Dat geet awer schonn u bei der Collecte vun den Donnéeën. Mir si jo do etlech Méint ëmmer hannendran, wat d'Collecte vun enezelen Donnéeën ugeet. Dat ass net méi denkbar an deem heite System, wou mer prezis am Ufank vun Joer müssen eng ganz Rëtsch vu Basisdate liwweren, déi jo dann och müssen eng Projektion maachen op d'Zukunft.

An dat mécht mer e bëssen Angscht an deem heite System. Wéi fiabel sinn déi Donnéeën, déi mer elo vill éischter nach musse produzieren am Ufank vun Joer fir dat gesamt Joer, wat hannendru kënnt? Bis elo hat een alt d'Donnéeën dann am spéiden Hierscht oder am früiden Hierscht zur Verfügung, fir déi Projektionen do ze maachen. Dat gëtt immens schwéier, hei nach fiabel eigentlech eng Planung kënnen ze maachen, wann een esou fréi scho muss eng ganz Rëtsch vu wichtege Basisdonnéeën liwweren.

Et stellt sech d'Fro also vun der gesamter Budgetprozedur, déi muss eng ganz anescht ginn. Et stellt sech d'Fro vu Budgetnormen, ob mer net wierlech mat deem heite System an en totale System vu Budgetnormen, net nëmme eng Norm, mä eng ganz Partie Norme wäerten erakommen, wat net muss eng Katastroph sinn. Ech war eigentlech ëmmer éischte Verfechter vu Budgetnormen, sinn oft hei belächelt gi vun anere Säiten. Mä déi Diskussion kënnt natierlech hei voll erëm eng Kéier erëm.

Op där anerer Säit wëll ech awer och soen, dass dat do natierlech och kann eng

Chance bedeit fir souguer eng Revalorisierung vun der Roll vun nationale Parlaement, wat d'Budgetsprozedur ugeet. Mir gehéiere jo - an ech sinn net ganz houfreg dorobber - zu deene Parlaementen, déi, mengen ech, an deene leschte Jorzénngen nach ni fäerdeg bruecht hunn, en eegenen Amendement zum Budget eigentlech eranzubringen, well d'Regierungen ëmmer do zougemaach hunn, well se esou Velléitén eigentlech ni wollten opkomme loosse.

Hei gëtt alles elo anescht ausgerichtet, an dat steet jo och ganz kloer am Text vun der Kommissioun dran. Et ass wichtig, dass d'Nationalparlaementen also elo am Virfeld voll hir Roll spillen. Et ass also wichtig, dass do net nëmme eng Informationszung gemaach gëtt mat enger spezifischer Kommissioun hei an der Chamber, mä dass dat eng öffentlech Debatt hei gëtt vun all deem, wat Lëtzebuerg wäert communiquéieren op Bréssel. Déi politesch Debatt kréie mer also vill méi staark, vill méi fréi, a si kann awer méi intensiv ginn a munchem wéi dat, wat mer bis elo kann hunn, wann een herno e fäerdeg Budgetsdokument zur Verfügung huet.

Also duerfir géif ech mengen, et däerf een net alles hei vläicht schwarzmolen. Dat hei kann och eng Chance ginn, dass d'Parlament eigentlech méi intensiv ka mat awierken op d'Ausrichtung vun de grouse Linne vun der Budgetpolitik, wéi dat haut am aktuelle System de Fall ass, wou et och eigentlech bal ex post u sech intervenéiert, och wann et formal natierlech de Budget hei diskutéiert an och ouni d'Ofstimmung hei an der Chamber de Budget net kann a Kraaft trieden.

Et ass eng Chance och, mengen ech, fir méi eng zorientéiert Ausgabepolitik ze maachen. Eng Chance fir Bewertungssystemer anzeféieren, fir och eng mehrjäreg Ausrichtung vun eiser Budgetpolitik ze maachen, déi eigentlech elo jo nëmme, wat d'Fongen ugeet, op enger mehrjähriger Ausrichtung opgebaut ass. Dat soll och fir aner wichteg Ausgaben an Zukunft gëllen. Dat ass och de Wonsch e bësse vun der Europäescher Kommissioun. Dat kann also och zu engem Positive sech wenden.

Op jidde Fall bedeit dat doten, wann déi Diskussion elo esou weiderleeft a sech déi Iddien an engem grouse Mooss wäerten duerchsetzen, dass mer scho bis zum Enn vun deem Joer müssen eis eens si praktesch, wéi zumindest fir d'nächst Joer déi Prozedur schonn ausgesäit, well et riskéiert eventuell scho beim Budget 2012, riskéiert schonn déi nei Prozedur müssen a Kraaft ze trieden, wa wierlech fir den 1. Januar soll dat net Regelwierk stoen.

Also richtig bleift et, dass mer europäesch probéiere méi eng wirksam Preventioun ze maachen, anstatt, wéi dat elo oft geschitt ass, hektesch ze reagieren, wann dann de Messel scho geschitt ass.

Allgemeng wollt ech soen, dass viles natierlech vun deem ka gedeelt ginn, wat de Claude Meisch a senger Interventioun hei gesot huet, wat am Pabeier vun der DP ass. En huet selwer gesot - andeem e gesot huet, dee Pabeier huet de Mérite, dass en existéiert -, do si keng fundamental nei Iddien dran oder ganz wéiniger, déi bis elo nach net an der öffentlecher Diskussion gewiescht wäeren.

Ech hunn nach eng Kéier all déi Aussoen nogelies, déi d'Experté gemaach hunn an der Krisekommissioun d'lescht Joer. Ech hunn eng Kéier nogelies, wat vun hinne gesot ginn ass bei méi rezenten Optrëter virun den zoustännege Kommissiounen. Wat an de Pabeiere steet, dat ass: Plus ou moins sinn déi Iddien alleguer bekannt, déi hei op méi eng rationell Aart a Weis zuenege gefouert gi sinn.

Wichtig schéngt mir ze sinn, dass mer effektiv hei eis deene Stärkte besennen, déi d'Bankplaz ëmmer hat, an och offensiv un déi Fro vun der Zukunft vun der Bankplaz erugeen. Dass mer effektiv eis bewusst sinn, dass et wichtig ass, innovativ ze bleiwen, wichtig ass probéieren déi nächst Schrëtter, och déi reglementaresch Schrëtter, ze anticipéieren. Wichtig ass also, sech och op en neie reglementaresche Kader anzustellen am Virfeld. D'Beispill vun den Hedge-Fongen ass haut selwer hei vun eiser Fongindustrie an d'Vitrine gestallt

ginn. Wéi gesot, méi eng streng Regelung kann an eenzelne Beräicher souguer eng Chance fir d'Bankplaz zu Lëtzebuerg bedeiten.

Duerfir: Loosse mer net kräischen a soen: „Lues a lues geet dat doten zréck“, mä loosse mer soen: „Bon, loosse mer déi dote Chance notzen a loosse mer u sech als Politik eigentlech déi Effort vum Banksektor esou wäit wéi méiglech begleden.“

Dat heescht net - soen ech och -, dass d'Politik hei eent zu eent dat iwwerhält, wat de Wonsch ass vun deenen eenzelne Bankreseauen. Si hunn hir Roll ze spillen, d'Politik huet hir Roll ze spillen. Si hunn hir Intéréten ze verteidegen an d'Politik huet den allgemengen Intérêt héichzehalen. Et ass gutt, wann dee sech deckt mat den Intéréten vun de Leit vun der Bankplaz. Mir wëssen awer och, an d'Vergaangenheit beléiert eis, dass dat net ëmmer de Fall ass, an da muss d'Politik och d'Kraaft hunn, fir heiansdo Neen ze soen an ze soen: Mir sinn net bereet, deen dote Schrëtt matzegen.

Dat ass also, mengen ech, eng ganz wichtig Haltung, déi mer müssen an deem Ganzen hunn: Versichen Entwécklungen virauszeséieren, Servicer, d'Qualitéit vun de Servicer, vun de Produkten ëmmer erëm verbessern, op Know-how setzen, op den Déngscht um Client setzen, nei Kompetenzen opbauen, d'Formatioun an d'Recherche weider ausbauen. Mer hu CRPen, mer hunn d'Uni, déi eis dat méiglech maachen. Synergien och sichen téschent eenzelne Bankaktivitéiten. Do ass vläicht nach net alles ausgeschöpft vu Méiglechkeeten, well jo awer eenzelne Banken do no hirem Intérêt direct kucken. Do ass et vläicht dann, fir ze suergen, dass do ka Gemeinsames opgebaut ginn, wou dann duerno d'Konkurrenz natierlech fräi ka spillen.

Alles dat, mengen ech, si Punkten, déi ee soll ervirsträichen. Wéi ech och der Meinung sinn, dass och de Stat esou wäit wéi méiglech soll hei seng Roll als Facilitateur eigentlech spille vun de Bankgeschäfte, ouni awer d'Banke selwer aus hirer Responsabilitéit erauszehuelen. Och wa mer déi Diskussionen hei politesch féieren, läit déi éischt Responsabilitéit vun der Entwécklung vun de Bankaktivitéiten bei den Acteuren, bei de Wirtschaftsacteurs selwer. Déi Responsabilitéit hëlt keen hinnen ewech, an ech denken also och, dass dat och esou muss kloer bei hinnen eriwwerbruecht ginn.

Déi nei Betätigungsfelder, déi ee sollt, wa méiglech, als Centre d'excellence opbauen, sinn och bekannt. Ech mengen, eenzel Initiative si geholl ginn, wéi zum Beispill dee ganze Beräich vun der Philantropie. Anerer si genannt ginn, fënn en erëm an deenen Dokumenter, déi virleien. D'OPCe mat sozialer Verantwortung, sougenannt „gréng Fongen“, islamesch Bank, Pensionsfongen, d'Mikrofinanz, alles dat si Segmenter vu Bankaktivitéiten, wou vläicht méi erauszehuelen ass an déi och, menge mir, zukunftsträchtig kënnen sinn.

Eng Fro, déi nach bleift - do muss mer weider dru schaffen, och wann den Drock vläicht noléisst -, dat ass d'Glawierdegkeet vun der Bankplaz an alles dat, wat rondérem gehéiert. Dat heescht also och d'Fro vun der Kontroll. D'Kontrollorganer, haaptsächlech d'CSSF, wou mer jo wëssen, dass d'Definitioun, déi de Législateur hir ginn huet, eigentlech se an eng hybrid Situatioun erabréngt. Op där enger Säit huet se als Aufgab, d'Promotioun vun der Bankplaz ze maachen, an op där anerer Säit huet se als Aufgab, d'Kontrollen duerchzuféieren. An ech wier frou, wann do awer dat géif opgegraff ginn, wat den Direkter vun der CSSF eis gesot huet, sengerzäit an der Krisekommissioun, dass do d'Gesetz sollt geännert ginn, an dass si kloer hir Roll doranner gesinn als Kontrollorgan vun deem Ganzen, an dass een dat och muss dann an eiser Législatioun an deem Sënn kloerstellen, dass do net kënnen Konflikter eigentlech kommen téschent zwou Missiounen, déi eigentlech net an alle Fäll kënnen an Aklang bruecht ginn.

Da muss mer d'Beréierungsängsichten iwwerwinnen, déi bestinn téschent eenzelne Organer, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. D'CSSF mat der Zentralbank an aneren, dat ass... Bon, dat spilt sech oft

och op mënschlichem Plang of. Ech weess jo, wéi dat leeft. Zu Lëtzebuerg ass dat wahrscheinlech nach méi uerg wéi a méi grouse Länner. Mä et ass einfach - mengen ech - noutwendeg, dass een do méi eng staark Zesummenarbecht kritt, jiddwereen natierlech am Respekt vu senger legale Missiounen, mä och wat den Datenaustausch ugeet a villes méi. Do ass eng Verbesserung vun der Situatioun ze kréien.

D'Glawierdegkeet ass also och do, wat d'Kontroll ugeet. Mir kommen net derlaanscht, mir müssen e Kontrollorgan schaffen, wat a senger Stärkt a senger Effizienz vergläichbar ass mat där Bankplaz, déi et ze kontrolléieren huet. Dolaanscht komme mer net an duerfir och d'Noutwendegkeet, fir zousätzlech Leit ze rekrutéieren, och auslänneschen Know-how anzekafoer fir eist Kontrollorgan.

Datselwecht gëllt fir d'Justiz. Am grouse Ganze geet dat bei de Polizeioorganer un, et geet weider iwwer de Parquet, schliesslech bei d'Gerichter, déi an héich komplexen a spezialisierte Froe müssen Uerteeler sprächen, déi hieb- und stichfest sinn, déi dobaussen och net kënnen liicht ëmgestouss ginn. An och do ass nach en Effort ze maachen, an deenen dote Beräicher. Do muss mer net zécken, eis mat deem néidegen Know-how ze versinn, fir dass mer also och no bausse kloermaachen, dass mer och, wat d'Justizioorganer insgesamt ugeet, dass déi am Verhältnis zu där Aufgab, där Missioun, déi se eigentlech hunn, wat d'Finanzplaz ugeet, och kënnen standhalen.

Ech mengen, dat Wesentlechst wier gesot. Ech wëll net op nach aner Punkten agoen: D'Roll, déi d'Bourse kéint méi staark spillen. Et ass scho Rieds gaange vun der Fro vun der Formatioun, vun der Ausbildung vun de Leit; d'Fro ass opgeworf gi vun der Weidervedéiung vun der Recherche an der Finanz. Alles dat ass immens, immens wichtig. Eng Iddi, déi mer interessant schéngt an déi effektiv opbruecht ginn ass vun engem Expert, dee mer gehéiert hunn an eiser Krisekommissioun an der Chamber, dat war déi ze soen: Ma firwat bréngen mer et net fäerdeg, fir eigentlech de Private Banking an u sech d'Fongen net méi no beieneen ze bréngen?

Mir maachen eng Kollekt vu Fongen hei. Eng Kollekt vu Capitalé gëtt hei zu Lëtzebuerg gemaach iwwer d'Bankplaz. Riseg Montanten. Ass et net ze denken, dass mer et méi staark géife fäerdeg bréngen, och déi Kollekt, déi hei gemaach gëtt, déi Capitaux, déi hei kollektéiert ginn, an d'Realwirtschaft eranzubringen? D'Realwirtschaft vu Lëtzebuerg respektiv d'Realwirtschaft vun der Groussregion.

Bréngen mer dat net fäerdeg, fir do méi virunzecommen, fir effektiv och dat Virtuellt an der Finanzwirtschaft ewechzehuelen a kloerzemaachen, dass u sech déi Suen, déi kollektéiert ginn, awer och duerfir suergen, dass u sech hei d'Betriber - a besonnesch an deene Secteuren, déi kënnen weiterentwéckelt ginn - och kënnen dovunner profitieren? Och dat schéngt mir eng Iddi ze sinn, déi een net einfach soll esou als Utopie eigentlech ewechstiechen, mä dass ee méi staark dorunner schafft, fir dass mer och kloermaachen, dass, wann d'Bankplaz lieft, dass dat eigentlech och awer eng Ofsecherung am Endeffekt vu Betriber a vun Arbeitsplazen duerstellt.

Ech kommen definitiv zum Schluss. Et ass evident, dass eise Finanzsektor zu Lëtzebuerg, d'Finanzplaz wäert a fënnf Joer anescht ausgesi wéi haut. Net onbedéngt méi schwaach, mä anescht wäert se ausgesinn, eleng duerch déi Ëmstrukturierungsbewegungen, déi sech op internationalem Plang maachen an deenen eenzelne Bankgruppen, awer och duerch eng Reorientierung, déi d'Aktivitéiten vun der Bankplaz wäerten an deenen nächste Jore kennen.

Et ass ganz kloer, dass an deem ganze Kontext - ech hunn et scho gesot - d'Bankgeheimnis wäert eng manner grouss Roll spillen, vläicht an e puer Joer keng Roll méi wäert spillen. An et ass richtig, dass ee selbstverständlich muss Visiounen a Strategien entwéckelen. Mä ech soen awer ganz kloer hei, ech mengen, dass d'Parlament net onbedéngt déi beschten Enceinte ass, fir am Detail iwwer grouss Strategien vun der Bankplaz Lëtzebuerg ze



diskutéieren. Well eng Strategie, déi ee bekannt mécht, eng Strategie, déi ee veröffentlecht, eng Strategie, déi een de Konkurrenten iwwert deen dote Wee matdeelt, dat ass keng Strategie méi, déi huet kee Wäert méi. Dat sollt ee vläicht och bedenken, wann een déi Diskussioun hei féiert.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et ass just den Här Lux, deen lech gutt fonnt huet, Här Bodry.

(Interruptions)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mer erlabe meng Ried och unzefänke mat engem Zitat, dat ech aus engem Artikel erausgeholl hunn aus der „Zeit“ vum 20. Mee, wou e ganzen Dossier dra war, dee sech haaptsächlech beschäftegt huet natierlech mat der Wirtschafts- a Finanzkris, a virun allem mat de rezenten Décisionsen och op europäischem Niveau, wat d'Reguléierung ubelaangt, mä virun allem och wat d'Statsdefiziter ubelaangt. Den Artikel ass geschriwwen gi vum Jürgen Habermas, engem bekannten däitsche Philosoph, an ech hu fonnt, den Artikel huet mer insgesamt ganz gutt gefall an ech hu mer erlaabt - fir unzefänken - hei en Zitat erauszeheulen, deen - mengen ech - eng gutt Aleedung ass zum éischten Deel, zu deem ech wëll schwätzen.

Ech zitieren: „Die Tatsache, dass die Steuerzahler der Euro-Zone fortan gemeinsam für die Haushaltsrisiken der jeweils anderen Mitgliedstaaten haften, bedeutet einen Paradigmenwechsel. Damit kommt ein lange verdrängtes Problem zu Bewusstsein. Die zur Staatskrise ausgeweitete Finanzkrise erinnert an den Geburtsfehler einer unvollendeten, auf halbem Wege stecken gebliebenen politischen Union. In einem Wirtschaftsraum von kontinentalem Ausmaß und riesiger Bevölkerungszahl ist ein gemeinsamer Markt mit teilweise gemeinsamer Währung entstanden, ohne dass auf europäischer Ebene Kompetenzen eingerichtet worden wären, mit denen die Wirtschaftspolitik der Mitgliedstaaten wirksam koordiniert werden könnten.“

Dat Zitat fannen ech extrem gutt, a virun allem gefällt mer eben dee Vermierk, deen, fannen ech, vill ze vill kuerz kënnt an der öffentlecher Diskussioun a leschter Zäit, dat mer nämlech effektiv längstens an engem Szenario sinn, wou, wéi gesot, alleguerten déi eenzel Memberstate musse gemeinsam opkomme fir d'Budgeten oder d'Versäumnisse a Budgete vun anere Länner, spéitstens eben no der Griichenland-Kris.

Am Fong erënnert et mech u meng Rieden, déi ech hei gehalen hunn an der Chamber bei dem Maastrichter Vertrag a bei der Schafung vum europäesche Stabilitéitspakt, wou meng Fraktioun, meng Partei eng ganz kritesch Haltung déi Zäit hat zu dem Maastrichter Vertrag an zu deem Stabilitéitspakt, deen nach haut ëmmer d'Eurozon beherrscht. Mir haten deemools eng ganz kritesch Stellungnahme a Position, net well mer prinzipiell géint eng gemeinsame Wirtschafts- a Währungsunion wieren oder respektiv well mer prinzipiell géint den Euro wieren, au contraire!

Mir waren och deemools iwwerzeegt, dat dat als Objektiv absolut richtig wier an och sennvoll wier. Mä mir waren deemools kritesch, well mer ebe fonnt hunn, dat mer eigentlech d'Päerd géife vun hannen opzaimen, andeem mer géifen déi Währungsunion schafen, e gemeinsame Wirtschaftsraum schafen, ouni dat mer déi néideg politesch Institutiounen hätten, an ouni, virun allem, dat mer déi néideg Koordinatioun am Wirtschafts- an am Fiskalberäich an och am soziale Beräich an Europa hätten.

Et feelt, wéi gesot, u gemeinsame Wirtschaftspolitik, et feelt u gemeinsame minimale Sozialstandarde. D'Problemer, déi mer haut hunn, an déi sech wäerten och an deem Sënn verschärfen, an an nächster Zäit wäerte mer dat nach vill méi ze spiere kréien. An duerfir si mir och extrem

skeptesch par rapport zu där neier Proposition, déi d'Kommissioun elo gemaach huet, fir ze soen: „Majo, vu que datt mer do esou schlecht Erfahrung gemaach hunn, ass d'Léisung fir eis, datt mer elo en Asiichtsrecht kréien an déi national Budgeten, ier déi an den nationale Parlamenten ofgestëmmt ginn.“

Och do - erëm eng Kéier - soen ech dat net, well mer prinzipiell der Meenung sinn, dat dat eng schlecht Iddi wier, datt op europäescher Ebene esou en Asiichtsrecht géif kommen. Allerdings gëtt dat am Moment erëm eng Kéier kee Sënn, an et ass erëm eng Kéier e weidere Versuch, an där nämlecher Logik, d'Päerd vun hannen opzaimen, nämlech ze versichen, en Asiichtsrecht ze kréien an déi national Haushaltspolitik an ze vergiessen, dat eigentlech - zum Beispill op europäescher Ebene - et immens, éischens, Diskrepanze gëtt an deenen eenzelne Wirtschafts- a Sozialsystemer, a virun allem awer och ze vergiessen, dat d'europäesch Kompetenzen an deene ganz groussen Deeler, déi den nationale Budget betreffen, iwwerhaapt keng Befugnisse hunn!

Ech erënneren lech awer nach ëmmer drun, dat an der Sécurité sociale zum Beispill, wat den déckste Batz ausmécht vum nationale Budget bei den Dépenses, dat dat nach ëmmer eng national Prerogativ ass an d'Europäesch Union do näischt mat ze decidieren huet. Ech erënneren och dorunner, datt an der Fiskalpolitik, wat déi direkt Steieren ubelaangt, mer an Europa nach wäit ewech si vun enger Harmoniséierung vu minimale Standarden, a virun allem denken ech do natierlech un d'Betriebsbesteuerung. De Fait, datt mer do keng minimal gemeinsam Standarden hunn oder keng gemeinsam Bemessungsgrundlagen hu fir zum Beispill d'Besteuerung vu Betriber, datt dat eis zu engem grouse Steierdumping an Europa gefouert huet, deen och en Deel vum Problem ass, mat deem mer haut konfrontéiert sinn.

An ech denken och dorunner, zum Beispill, datt mer an der Sozialpolitik grouss Diskrepanzen hunn, wann ech nëmmer de Mindestloun huelen. Et gëtt zwar scho laang vun engem europäesche Mindestloun geschwat. Mir hunn en awer nach ëmmer net. All esou Elementer spillen awer bei nationaler Haushaltspolitik eng grouss Roll. An duerfir mécht et kee Sënn, fir ze soen, mir hätte gär vu vireran en Asiichtsrecht an déi Budgeten, wann een iwwerhaapt kee Verständnis a keng Sensibilitéit huet, wéi déi éinnerschiddlech Lagen an deenen eenzelnen nationale Länner sinn, respektiv wann een op där anerer Säit op europäescher Ebene net bereet ass, zum Beispill iwwer méi koordinéiert Wirtschaftspolitik ze diskutieren, oder méi harmoniséiert europäesch Sozialstandarde, zum Beispill, ze schafen.

Mä et feelt awer och virun allem eppes - an dat ass, fannen ech, bal nach dat Allerfrappantst bei där Proposition, déi d'Kommissioun do gemaach huet -, et feelt vu eigentlechen institutionelle Pendant vu Kontroll fir d'Kommissioun zum Beispill oder fir de Ministerrot. Mir hu jo eng ganz aner Situatioun op europäescher Ebene wéi op nationaler Ebene. Hei ass et esou, datt eng Regierung e Budget opstellt an deen an d'Parlament gëtt, an et ass d'Parlament, wat zoustänneg ass als legislativ Kontrollinstanz, fir dann iwwert de Budget ze befannen.

(**Mme Lydia Mutsch prend la présidence.**)

Op europäescher Ebene hu mer deelweis Co-Prozeduren, mä mir hunn awer nach laang net an allem deen nämlechen institutionelle Parallelismus, wéi mer en hunn op dem nationalen Niveau. An och do wëll ech nach eng Kéier aus dem Artikel vum Jürgen Habermas zitieren, deen do eng Konklusioun zitt, déi menger Meenung no déi richtig ass, op Basis vun där Proposition, déi d'Kommissioun gemaach huet.

An ech zitieren, wou e seet: „Die Europäische Kommission will den zeitlich begrenzten Rettungsfonds für den Euro auf Dauer stellen und die nationalen Haushaltspläne vorgehend inspizieren - noch bevor diese den nationalen Parlamenten vorgelegt werden. Nicht dass diese Vorschläge unverünftig wären. Aber unverschämte ist die Suggestion, dass ein solcher Eingriff der Kommission in das Haus-

haltsrecht der Parlamente die Verträge nicht berühren und das längst bestehende demokratische Defizit nicht auf unerhörte Weise steigern würde. Eine wirksame Koordinierung der Wirtschaftspolitiken muss eine Verstärkung der Kompetenzen des Straßburger Parlaments nach sich ziehen; sie wird auch auf anderen Politikfeldern das Bedürfnis nach einer besseren Koordinierung auf den Plan rufen.“

Genau dorëms geet et awer, wéi gesot, an duerfir menge mir, datt an där Proposition do vun der Kommissioun d'Päerd alt erëm eng Kéier vun hannen opgezaimt gëtt, datt se net nëmme wierkungslos ass, mä datt se riskéiert, angesichts vu feelenden europäesche Regeln an der feelender europäescher Zesummenaarbecht am wirtschaftlechen, a virun allem am soziale Beräich, datt se riskéiert all Dier opzemaachen, fir e Reflex ze kréien an den Nationalstaten zu enger Renationaliséierung, an net zu méi europäesche Gedanken. Et riskéiert souguer, menger Ansicht no, zu geféierleche politesche Konsequenzen ze féieren, wa mer déi do Diskussioun weiderdreien, ouni deen éischte Volet, nämlech déi europäesch Verdéiwung am wirtschaftlechen an am soziale Beräich iwwerhaapt ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech bewiesen all déi Saachen do, déi mer amgang sinn ze diskutieren, a wéi se deelweis och konfus diskutiert ginn, datt mer an enger Wirtschafts- a Finanzkris sinn, déi en immens déifgräifenden Hannergrond huet, a wou eigentlech vill ze vill weéne, ausser a Fachartikelen a verschiddenen Zeitungen, den déifgräifenden Hannergrond gekuckt gëtt, wéi et zu där Kris hei iwwerhaapt konnt kommen.

Déi Kris hei, déi huet hiren Hannergrond viru 27 Joer fonnt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nämlech an der Phas tëschent 1980, virun allem, an 2007, wou et am Fong no enger Period vu virun, vun der Nokrichszäit, en Enn vun enger keynesianescher Politik agelaut ginn ass, déi eigentlech d'Leiere gezunn hat vum Desaster vun 1929 a vum Zweete Weltkriich an all senge Konsequenzen, an déi duerch d'Accorde vu Bretton Woods eng ganz Rei Mechanismen agefouert huet, enner anerem d'Reguléierung vun de Finanzmärkten an esou weider, an déi spéitstens 1980 iwwer Bord gehäit gi sinn. Si sinn ersat ginn duerch d'Politik vun de Monetaristen, mat un der Spëtz hir grouss Denker Hayek a Friedman, déi sougenannt „Chicago Boys“, fir déi d'Reguléierung alles war.

Eigentlech hunn ech e ganz flott Zitat erlieft. Ech war d'lescht Woch fir d'Chamber zu Paräis op deem OECD-Colloque, wou enner anerem och den „economic outlook“ virgestallt ginn ass, an do war e gudde ale Keynesianer, an deen huet dat relativ flott formuliert, fannen ech. En huet gesot, also 1980 war d'Enn vun der Ära vun der „corruption of power“ a si ass ersat ginn duerch d'„corruption of money“.

Menger Meenung no ass dat eng ganz gutt Beschreiwung vum Hannergrond vun der Kris. Mir sinn ëmgeschwenkt vun enger Politik vun der Demande op eng Politik vun der Offer, a mir hunn ons der Illusion higinn, datt den totalen Ofbau vu Maartregelen de beschte Garant wier, fir Wuesstum ze schafen, fir Wuesstum ze kréien an domat och Räichtum ze schafen. An dat emol onofhängeg vum Fait, datt een zwar sécherlech vill Wuesstum ka schafen, Pardon, Räichtum ka schafen duerch vill neie Wuesstum, mä datt dat nach laang keng Garantie ass, datt dee Räichtum och gerecht verdeelt gëtt op eiser Welt!

An duerfir hunn, wéi gesot, déi ganz 27 Joer do vun der Liberaliséierungswell und virun allem am Finanzsektor erschreckend Ausmoossen ugehall. An och déi hunn ugefaangen, scho laang virun; si hunn am Fong hiren Ursprung geholl 1971, wéi d'Amerikaner den éischte Schritt gemaach hunn, also d'Ofschaffung provozéiert hu vun der Konvertibilitéit vum Dollar zum Gold, mä si hunn awer virun allem 1976 en éischten Héichpunkt gehat, wéi mer iwwergaange si vun den Taux à parité fixe zu Monnaies flottantes op internationalem Niveau, wat deen éischten Tratt war vun der Liberaliséierung vun der Finanzwelt.

An dunn an den 80er Joren ënnert dem Impuls vun dem Reagan an der Thatcher hirer Politik, déi natierlech beaflosst war duerch déi Ekonomisten, wéi ech gesot hunn, ass et zu enger kompletter Liberaliséierungspolitik vun der Finanzindustrie komm, an et sinn ëmmer méi komplex an ontransparente Produkter geschaf ginn. Oft, zumindest elo zum Schluss, woussten d'Banquiere selwer emol net méi, wat se eigentlech alles nach an hiren Tresore camoufléiert leien haten. Alles dat, wéi gesot, ass eng Konsequenz gewiescht vun deene 27 Joer Dereguléierung och vun der Finanzwelt.

A wa mer d'Situatioun a Griichenland kucken, da muss een natierlech soen, datt a Griichenland eng Politik gefouert ginn ass, déi desastréis war, wou Klientelismus war, Korruptioun an éischter Stell stoung am politesche System. Wat natierlech net ze excusieren ass, net ze verteidegen ass a wat ganz kloer och muss souguer dénoncéiert ginn.

Mä et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et méiglech war, datt esou eng Politik konnt während Jore verfolge ginn, wien dat mat favoriséiert huet. Wa Griichenland iwwer Joren a Jore weider Kreditter kritt huet, da muss och ee Griichenland déi Kreditter ginn hunn. An dat ware genau déi nämleche Banken, déi duerno mat iwwert déi national State versicht hunn, Drock ze maachen, datt natierlech déi Griichenland-Kris huet misse séier geléist ginn. Well si wären déi Éischt gewiescht, déi d'Pan hätte misse klaken, wa Griichenland an d'Gette gaange wär.

Griichenland huet profitéiert ebe grad vun deene sophistiquéierten, camoufléierte Bankprodukter alleguerten, déi et entretemps gëtt, déi et méiglech gemaach hunn, datt een esou eng verréckte Scholdepolitik, wéi Griichenland se praktikéiert huet, och iwwerhaapt konnt duerchféieren.

Duerfir, wéi gesot, wann een dann op där enger Säit seet, esou ee Land, dat ass politesch absolut verwerflech, wat do d'politesch Klass fabrizéiert huet, da muss een awer op där anerer Säit kucken, datt de Mechanismus an de System, deen dat erméiglecht huet, datt muss ee genau sou op där anerer Säit dénoncéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Duerfir ass och déi Finanz- a Wirtschaftspolitik vun deene leschte 27 Joer, déi extrem monetaristesche Wirtschaftspolitik, déi huet am Fong mat der Kris vun 2007 en totalen Échec erlieft. Et ass definitiv den Zesummebroch vun där Logik. Leider muss ech awer soen, wann ech kucken, wou mer eis amgaange sinn an deene leschte Wochen a Méint ze entwéckelen, féierten ech, datt awer nach net esou richtig alles verstane gëtt an erëm versicht gëtt, erëm eng Kéier dat Ganzt opliewen ze loosse.

Ech hunn zu Paräis am Fong de Combet dovun héieren op deem Seminar vun der OECD, wou e Wirtschaftskolumnist vun der englescher Zeitung „Times“ gemengt huet soen ze missen, et wär eigentlech net de Monetaristen hir Schold, datt et esou wäit komm wär, mä et wär eigentlech just, well deenen hir Theorien net bis zum Allerleschten duerchduecht an duerchexerziert gi wären, firwat et dozou komm wär. Also, mir stoungen d'Hoer zu Bierg, wéi ech dat héieren hunn!

Ech mengen, datt beleet awer, datt erëm eng Kéier déi nämleche Leit amgaange sinn, eis wëllen ze verzielen, datt hir Logik keen Échec wär, mä eigentlech misst ee se just nach bis zur leschter Konsequenz duerchzéien an dann hätt een déi Problemer do net kritt. Dat ass wierklech scho bal blanken Zynismus!

Et ass awer och en Échec total vun der Politik, déi dese Wirtschaftsmodell scho bal op eng kanneresch Aart a Weis an deene leschten zwee Jorzéngte verteidegt huet. Et ass en Échec total och vun de Kontrollinstanzen, déi dat Ganzt hätte solle kontrollieren.



An et muss ee sech, et kann ee sech d’Fro och stellen: Mä wéi war dat alles méiglech?

Ech hu virun annerhallwe Mount déi däitsch Téléeschäine, déi öffentlech, dat ass am Fong de Parallelismus vun eiser Chaîne parlementaire, wann een et esou wëllt huelen, Phoenix, déi huet jo ganz, ganz gutt Debatten. An déi hat als Invité virun zwee Méint eng Kéier sonnendes beim Kaminfeuer den Här Heiner Geißler, CDU-Politiker. Deen huet déi Fro och, do hu se déi Diskussioun hei gefouert, do huet en déi Fro gestallt kritt vu Journalisten: Wéi war dat do alles méiglech?

Hien huet op déi Fro menger Meenung no eng ganz flott Äntwert ginn. Hien huet gesot: Et ass gegleefft ginn a gemengt gi während zwee Jorzéngten, dat déijéineg, déi vill Geld hätten, dat dat och en Zeeche wär vu grousser Intelligenz. An dobäi ass dat eigentlech net en Zeeche vu grousser Intelligenz, mä eigentlech vu Gier! An dat ass ee vun de grousser Problemer gewiescht, mat deene mer an deene leschten zwee Jorzéngte konfrontéiert waren.

Duerfir menge mir och, dat et héich Zäit gëtt, fir emzedenken. Et gëtt Zäit, fir erëm en Équiliber hierzustellen tëschent dem fräie Maart a Regulatioun, tëschent dem fräie Maart an dem Stat. Wann dat och nach vläicht am Ufank vun der Finanzkris bal unisono vu jiddwerengem gesot ginn ass, dat dat awer misst geschéien, esou stellt ee leider fest, dat mer schonn erëm zum Deel um Wee sinn, dat erëm wëllen a Fro ze stellen.

Wa mer dat wëlle maachen, da muss mer och eng Rei Saachen an Ugrëff huelen.

Dat Éischt ass emol, dat mer mussen d’Steierpolitik rehabilitéieren. Dat huet am Fong déi 27 Joer dominéiert. Wat war d’Grondphilosophie vun der monetarischer Wirtschaftsléier? Mä dat waren zwou Saachen. Et war nämlech genau de Contraire, extrem eben zu där extremer staatlecher Politik, déi bis Enn de 70er Jore gefouert ginn ass.

Dat Éischt dat war, de Stat méiglechst zrückschrauwen an total a seng Schranke verweisen. Dat war déi éischt Prémisse. An déi zweet war, d’Steiere méiglechst vill erofsetzen. Wa méiglech, ech wëll net soen, op null setzen, mä zimlech zu null tendéieren ze loossen. Dat waren déi zwou Prémissen, déi eigentlech déi ganz Politik dominéiert hunn.

Dat heescht, d’Steieren als Funktioun zum Beispill fir d’Ëmverdeelung vu Räichtum, fir domadder derfir ze suergen, dat de Räichtum och eenegermoossen - gerecht gëtt jo souwiso ni verdeelt -, mä eenegermoosse méi gerecht verdeelt gëtt: komplett an de Vergiess geroden. D’Steieren och als Funktioun fir de Stat, fir dat de Stat als Investisseur kann oprieden: komplett a Vergiessenheit geroden.

A wann ech emol haut kucken, a wat fir enger Situatioun dat mer sinn, déi Hëllefspaketer, déi hu missen decidéiert ginn op europäischem Niveau vun deenen eenzelne Staten: Milliardebeträg! Dat kann ee sech jo am Kapp iwwerhaapt net méi virstellen, wat alles decidéiert ginn ass. Da muss ee wëssen, dat, wa mer haut esou eng héich Verschëldung vun deenen eenzelnen Nationalstaten hunn, dann huet dat och domat ze dinn, well de Stat a senger Funktioun och als Investisseur respektiv als fir anzesprangen, wann d’Ekonomie net méi funktionéiert, net méi konnt funktionéieren, well d’Steiersystemer esou wäit erfogeschrauft gi waren, wéi se an deene leschte 25 Jore erfogeschrauft gi sinn.

Dat heescht, déi Scholdefal, an där mer dra sinn, huet zu engem groussen Deel domat ze dinn. Mir sinn dovunner fest iwwerzeegt, dat duerfir d’Steieren als wichteg Funktioun am Stat erëm muss rehabilitéiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi Gréng). - Et bedeit awer och duerfir, dat Lëtzebuerg op europäischer Ebene sech enger Diskussioun, virun allem bei de Betribssteieren, fir eng Steierharmonisierung bei de Be-

tripssteieren, net där verschléissen. Mir mussen esou enger defensiver Haltung ewechkommen, well mir hu jo gesinn, zu wat dat féiert.

Mä mir mussen wëssen, dat mer mussen op deem dote Wee matzéien an eis där Diskussioun net verschléissen. Au contraire, mir mussen souguer am Intérêt wéinst där Beschreibung, déi ech virdu gemaach hunn, derfir suergen, dat déi Diskussioun méi breet a méi séier kënnt.

Dat heescht natierlech och, dat mer déi Finanzplaz, déi mer hunn, a wou mer hoffen, dat mer se behalen, a wou ech och mengen, dat se grouss Chancen huet, fir se ze behalen, dat mer déi müssen aneschtens opstellen. Mir mussen eigentlech, an dat ass d’Essenz vun där ganzer Saach, mir mussen vun de Souveränitätsnische Steieren ewechkommen zu Souveränitätsnische Kompetenz, Qualitéit a Finanzierung vun den Zukunftsnischen an eiser realer Ekonomie. Haauptsächlech dee leschte Punkt huet eiser Meenung no grouss Potenzial.

Mir brauchen, dovu si mir als Gréng iwwerzeegt, e wirtschaftleche Paradigmewissel ewech vum quantitativen zum qualitative Wuesstum.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi Gréng). - An dee wäert een enorme Finanzierungsbedarf mat sech bewierken an enger ganzer Rei Beräicher an deenen nächste Jorzéngten: alternativ Energien, eng aner Mobilitéit, Energieeffizienz, iwwerhaapt en anert Liewen an eiser Gesellschaft. Do wäert eng nei industriell Revolutioun mat Sécherheet ausgeléist ginn. Si mussen ausgéleest ginn, well soss ass de Modell iwwerhaapt net méi tragfäeg.

Do ass natierlech e grouss Finanzierungsbedarf do. An eis Finanzplaz, mat hirer Fongenindustrie, kéint eiser Meenung no eng extrem wichteg Roll spillen, fir dat mat opzebauen, wat mer do brauchen a wat déck amgaangen ass ze kommen, nämlech nohalteg Investmentfongen, déi hëllegen, dee Paradigmewissel ze finanzéieren.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren, dat mir eng Propos gemaach hu scho virun de Wahlen, fir endlech déi dote Saach seriö ze analyséieren an zum Beispill dee Label ze schafe fir nohalteg Fongen, deen ee kéint benotzen och dann als - wéi soll ech soen? - Sprangbriet, fir dee Créneau op der Finanzplaz Lëtzebuerg opzebauen, deen eiser Meenung no ganz grouss Potenzial huet.

Et sinn och eng Rei aner Saache vu menge Virriedner hei gesot ginn, déi sécherlech - déi ech net wëll widerhuelen, well meng Zäit mer och soss fortleeft - och an déi Strategie gehéieren. Mir sinn op alle Fall iwwerzeegt, dat déi Finanzplaz awer nëmmen eng Zukunft huet an eng Chance huet, wa se sech där Fro stellt an deem Sënn, wéi ech den Zeenario virdu beschriwwen hunn. Mir gleewen net drun, dat et e Wee wäert zrëck ginn an déi Logik vun den 80er an 90er Jore. A mir wëllen och net méi dru gleewen, well genau déi Logik eis widdert d’Wand gefouert huet, an déi mer de Moment dragerannt sinn.

Mir brauchen natierlech awer och eng Verstärkung vu Régulateuren, vun den Iwwerwachungsinstanzen, well och si hu versot. Si hunn an alle Länner versot!

Ech erënnere mech nach ganz gutt drun, wat mer hei an dem Parlament an der Finanzkommissioun am September 2007 vun eiser CSSF gesot kritt hunn a Funktioun vun de Risiken, wéi deemools, wéi dee ganze Schnéi, déi ganz Lawin lassgetréppelt ginn ass, wou eis Finanzplaz géif stoen. Dunn hu mer verséichert kritt, eis Finanzplaz hei wär komplett à l’abri vun deem Ganzen. Et wär e reng amerikanesche Problem.

Wann ech dat soen, ass dat net, well ech e Reproche wëll maachen un déi Leit, déi do schaffen. Mä dat ass, well dat e Beispill ass - well et huet an alle Länner e bëssen esou funktionéiert - derfir, dat eigentlech déi Finanzrégulateure respektiv Iwwerwachungsinstanzen net genuch équipéiert waren an net uerdentlech genuch ausgestatt waren, fir déi néideg Kontrollen ze maachen. Wéi gesot, dee Contrôle, deen huet ganz kloer, ganz kloer versot.

Mir müssen och derfir suergen, dat, an dat schéngt mer dat Allerwichtigst ze si fir de Finanzsecteur, déi Finanzindustrie erëm vill méi Bezech kritt zu der realer Ekonomie, dat se vill méi sech erëm konzentriert op eigentlech eng vun hire wichtegste Basisfunctiounen, nämlech fir Geld anzusammelen an duerno iwwer Kreditter der realer Ekonomie d’Geld zur Verfügung ze stellen, fir dat kënnen Aarbechtsplaze geschaf ginn, fir dat d’Ekonomie kann dréinen.

Mir brauchen natierlech och eng Reform vun deene Ratingagenturen. Wann ech gesinn, wat mer elo erëm erliewen an deene leschten Deeg mat Spuenien, dat verdäitlecht dat enorm. D’Europäesch Zentralbank huet ganz vehement reagiert géint déi Ratingagentur, déi Spuenien elo schonn erëm erfogestuift huet. Mä ech mengen, dat ass jo nëmmen d’Spëtzt vum Äisberg vum Problem eigentlech. De Problem ass, dat déi Ratingagenturen iwwerhaapt net onofhängeg sinn, dat déi eigentlech finanziell esou verstréckt si mat der Finanzindustrie selwer an duerfir am Endeffekt iwwerhaapt keng onofhängeg Ratinge méi kënnen dobäi erauskommen.

Et ass och berechtigt duerfir, dat d’Europäesch Unioun sech Gedanken doriwwer mécht an op de Wee wëllt eventuell goen, fir där Börsenaufsicht, déi nei, déi europäesch, déi soll geschaf ginn, fir där och Befugnisse ze ginn, fir ze kontrolléieren, fir d’Ratingagenturen ze kontrolléieren oder géint déi ze ermëttelen, jee nodeem, wat se maachen. Well déi spillen eng wichteg Roll.

Dat Dramatescht ass jo eigentlech bei deem Ganzen ëmmer, dat dat net nëmme vill Geld kascht, mä och vill menschlech Schicksaler bei all deene Spekulatiounsdrapagen do mat verbonne sinn.

Mir müssen awer och eis Finanzwelt an enger finanzieller Responsabilitéit mat abezéien. Et kann net sinn, dat eigentlech elo mam Schwamp driwwer gewécht gëtt a gemaach gëtt, wéi wann d’Boursen, déi boome schonn erëm zum Deel, well et gëtt schonn erëm zimlech vill Geld verdéngt, a wa gemaach gëtt: Sou, mat de Problemer müssen elo déi eenzel Nationalstate sech beschäftegen.

Mir müssen d’Finanztransaktionssteuer endlech op den Ordre du jour bréngen. An ech hoffen, dat de Courage besteet op europäischem Niveau, déi wierklech massiv op den Ordre du jour ze setzen. Dat souguer, wann et mam G20 net fäerdeg bruecht gëtt, en Duerchbroch ze kréien. Ech mengen, d’Europäesch Unioun huet do eng immens Responsabilitéit.

Et ass e wichteg Element och, fir haauptsächlech déi kuerzfristeg Spekulatioun an de Grëff ze kréien, niewent dem Aspekt natierlech, dat et och Gelder kann zur Verfügung stellen, fir deelweis Saachen dann ze finanzéieren, déi beim Stat ebe mussen finanzéiert ginn. Mä ech mengen, dee wichtegste Punkt ass, kuerzfristeg d’Spekulatioun an de Grëff ze kréien.

Schlussendlech brauche mer nei ethesch a moralesch Wäerter. Dës Kris hei huet och zum Ausdrock bruecht, dat eigentlech déi, déi... An et ass richtig, wat den Här Rommes dëslescht an der Press, an de Medië gesot huet, dat déi Gier, déi bestanen huet, dat dat net nëmmen eng Gier war, déi bei de Banquiere bestanen huet oder bei deene Leit, déi op de Boursen, bei den Traderen op de Boursen, mä dat war eng generell Gier an eiser Gesellschaft, wou eigentlech déi sougenannt - entre guillemets - „individuell Fräiheet“ ze handelen iwwer alles gestallt gëtt, iwwert d’Solidaritéit an der Gesellschaft gestallt gëtt. A wann een emol kuckt, wat mer vu verréckte Beispiller erlieft hunn och vu Bezuelen an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft, da stellt ee fest, dat dat net méi esou ka weidergoen.

Dat ass och besonnesch frappant, wann ech gesinn, dat dat nach an engem Zäitraum weidergeet, wou Millioune Mënsche schonn am Misär setzen, déi eigentlech bludde mussen wéinst där Kris, an awer rücksichtslos mat iwwerméissegem Bezuelen, mat Verhältnissen am Bezuelen, déi jenseits vun allem sinn, dat déi einfach weidergefuert ginn. Och do müssen nei ethesch a moralesch Wäerter festgeluecht ginn zum Deel, déi dozou féieren, dat

mer an esou eng Situatioun net méi kënnen kommen. Well et geet och drëms nämlech, déijéineg, déi an der Finanzwelt eppes ze soen hunn, dat mer déi och iwwert dee Wee responsabiliséiert kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer keng...

► **Une voix.** - Madame Presidentin.

► **M. François Bausch** (déi Gréng). - Madame Presidentin, pardon!

► **Mme la Présidente.** - Jo.

► **M. François Bausch** (déi Gréng). - Dir Dammen an Dir Hären, wa mer aus deene Léieren hei an aus deene Saachen hei keng Léieren zéien, also aus deene Beispiller hei keng Léieren zéien, da gesi mir wierklech ganz schwaarz. Da wäerte mer ganz sécher nei Schockwellen erliewen. Well mir mussen wëssen, dat déi Kris hei eigentlech Virleefer hat. Si hat der schonn an den 90er Jore, ufanks den 90er Jore. Si hat awer virun allem ee grouse Virleefer, dat war 2001 mat dem Platze vun der Internetbulle. An 2007 war eigentlech deen nächste grouse Schock.

A mir stelle fest, wa mer net aus där Logik do erauskommen, déi Schocke ginn ëmmer méi virulent, an d’Konsequenze ginn ëmmer méi dramatesch. A mir packen och keng zweete Kéier gesellschaftspolitesch esou ee Schock wéi dee vun 2007. Mir verkraaften deen a kenger Hisiicht méi. Dann huet et ganz dramatesch Konsequenzen.

Duerfir steet och fir d’Politik extrem vill um Spill. D’Politik, vun där gëtt haut verlaangt no baussen, dat se handelt an deenen dote Beräicher. Wann hei net gehandelt gëtt an déi falsch Konklusiounen gezu ginn an nei Schockwelle komme mat neie Konsequenzen, da soen ech, da wäerte mer sozial Spannungen erliewen a politesch Verwerfungen erliewen, déi wierklech et wäerten a sech hunn. Mir müssen dat verhënnert kréien. Mir müssen eis drop zrëckbesinnen op dat, wat schonn an ähneliche Krisen an deene leschten honnert Joer geschitt ass. Duerfir gëtt et héich Zäit, dat mer déi richtig Léieren heirauser zéien.

Wa mer dat maachen, Madame Presidentin, si mir als Gréng der Iwwerzeegung, dat mat enger neier Finanzarchitektur, mat méi Regulierung, wat net heescht Iwwerregulierung, et kann och heesche besser Regulierung, dat och déi Finanzplaz Lëtzebuerg hire Rôle ka spillen. An ech sinn duerfir awer der fester Iwwerzeegung virun allem, dat mer dann eng besser Zukunft hu wéi déi, déi mer an deene leschten 20 Jore haten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bausch. D’Wuert huet dann elo den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d’Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Debatten iwwert d’Zukunft vun der Finanzplaz gëtt et net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och rezenterweis an der Schwäiz, zu London, zu Frankfurt, zu Paräis, bref iwwerall do, wou et Finanzplaze gëtt. Well jiddweree sech natierlech d’Fro stellt: Wéi geet et weider? Wat mussen mer ennerhuelen?

Mir hu gemierkt, dat dee Pendel, dee mer an der liberaler Wirtschaftspolitik hunn, dat ass, dat, wann deen eng Kéier iwwerschléit, da schléit en nees zrëck. An dat deet da ganz wéi respektiv müssen d’Steieren an d’Politik intervenéieren, fir dat de Pendel, notamment um soziale Plang, net ze vill grave duerchzitt.

Mir gesinn, dat d’Finanz- a Wirtschaftskris hei zu Lëtzebuerg gefouert huet zu Personalofbau, zu enger Baisse vun den Zuele vun de Clientë bei onse Banken. Et gesäit een och, dat keng nei Clientë méi bäikommen oder ganz wéineg. An et muss een och feststellen, dat ëmmer méi Décisiounen, déi d’Lëtzeburger Finanzplaz uginn, dat déi geholl ginn um Niveau vun de Maisons mères, vun de Mammenhaiser. An dat gëtt natierlech och ganz vill Schwierigkeiten, fir hei um nationalen Niveau ze intervenéieren.

Et muss een also méi eng global Vue vun der Saach hunn a strategesch anescht schaffen.

Mir gesinn och, wéi falsch d'Décisiounen waren, déi an der Vergaangenheet geholl gi sinn, wéi zum Beispill zu Feira, wou décidéiert ginn ass, fir op den 1. Januar 2012 den automateschen Informatiouns-austausch a Steierfroen anzeféieren, datt dat eng schlecht Décisioun wor. Quitte datt den Ablack gesot ginn ass, hei mussen nach verschidden Décisiounen falen an anere Länner. Mir musse kucken, datt d'Schwäiz a Liechtenstein an esou weider och matmaachen. Mä de Prinzip selwer vum Ofschafe vum Secret bancaire, dee wor akzeptéiert, an dann ass et ganz schwéier, fir nach eng Kéier op dee Prinzip zréckzekommen.

Et gesäit een och, datt lues a lues mer vun enger Finanzplaz, déi a verschiddene Secteuren aktiv wor, op eng Finanzplaz komm sinn, déi bal nuren um Private Banking, op der privater Verméigensverwaltung opgebaut huet. An dat ass natierlech och schlecht, well een den Ablack an enger negativer Stellung steet, well een den Ablack permanent muss fäerten, datt, wann zum Beispill, wéi et elo de Fall ass, um Niveau vum Secret bancaire eppes gefréckelt gëtt, mer da Schwierigkeete kréien.

An ech muss och bedauern, datt déi ganz Polemik iwwer de Secret bancaire, déi national Attacken, déi gemaach gi sinn, also déi international Attacken, déi gemaach gi si géint d'Bankplaz Lëtzebuerg, déi ganz Kritik un onser Finanzplaz, datt mer do net richtig um Niveau vun der ABLL a vun der Regierung reagéiert hunn.

Mir si prinzipiell als ADR géint d'Ofschafe vum Secret bancaire a géint den automateschen Austausch vun Informatiounen. Et gëtt ganz aner Moyenen, fir do ze handeln. A mir musse kucken, datt mer dee Privileg, datt Recht do zréckbehalen.

Mä wat ee muss bedauern, datt ass, datt mer an der Aart a Weis, wéi mer ons géint Attacke vum Ausland wieren. Mir produzieren dann e puer Communiquéen oder mir maachen e puer Filmercher, déi mer de Leit da weisen; wann dann een déi wëllt kucken.

Ech erënnere mech, datt et net déi éischte Kéier ass, datt d'Finanzplaz ënnert der internationaler Kritik stoung. Dat kënnt esou all zéng, 15 Joer vir. Ech erënnere mech, datt nach virun där Zäit, wou ech selwer an der ABLL als Generalberoder tätég wor, mer eng Initiativ geholl haten - an ech wollt der Regierung déi och wäermtens empfehlen -, dat ass, datt all zwee bis dräi Joer d'ABLL déi Finanzjournalisten, déi et an der Welt gëtt, op Lëtzebuerg invitéiert huet, fir un engem Seminar vun e puer Deeg deelzuelen a fir den Ablack déi néideg Informatiounen iwwer d'Lëtzebuurger Politik ze ginn.

Dat hat den Avantage vun der Informatioun, mä et hat och den Avantage, datt den Ablack, wou iergendwou een eng Kritik bruecht huet géint d'Finanzplaz Lëtzebuerg, datt dee Finanzjournalist, den Expert, den esou Saachen do muss kommentéieren, direkt säin Téléfon geholl huet an iergendee Bekannten, den en hei konnt informéieren, kontaktéiert huet, an da koum an deemselwechten Artikel direkt eng Reaktioun an eng Stellungnahm, wat déi Lëtzebuurger Positioun ugeet. Et wor déi an deemselwechten Artikel zréckbehalen, anstatt datt d'Reaktioun meeschtens eng acht oder 14 Deeg méi spéit kënnt, an dann iergendwou op enger fënnefter, oder zéngter oder zwanzegter Säit ënne lant.

Ech mengen, datt een also do muss nei Weeër goen a kucken, fir den Dialog mat där internationaler Finanzpress nei opzebauen an nei ze strukturéieren.

Da géif ech och mengen, datt op der Finanzplaz Lëtzebuerg ganz vill Know-how besteet op ganz ville Gebidder, mä datt den net genotzt gëtt oder och ganz oft deelweis brooch do läit. An den Dialog, dee bis elo nach ëmmer traditionell gefouert ginn ass, datt ass den tëschent der Regierung an der Lëtzebuurger Bankenassoziation. Deen ass och néideg, dee muss och weidergefouert ginn, mä ech géif awer och mengen, datt et wichteg wär, fir eng Enquête ze maache bei sämtleche Banken a Gestionnaires de fortune, fir erauszefannen, wat hir Iddi sinn, wat hir Propositionen sinn.

Ech erënnere mech och, datt viru Joren zum Beispill esou eng Enquête vun der ABLL gemaach ginn ass an Zesummenaarbecht mat der Regierung an datt do op eng Kéier erausfonnt ginn ass, datt zwou Banken interesséiert woren, um Goldhandel ze participéieren, mä datt leider keng Gesetzgebung zu Lëtzebuerg bestanen huet, fir dat ze favoriséieren.

Wat ass geschitt? Et ass ganz schnell eng Gesetzgebung geschaf ginn, an dorobber hin ass och de Goldhandel bei fënnef, sechs Banke ganz staark an d'Luucht gaangen, an et huet sech en neie Wee entwéckelt. Dofir ass et wichteg, datt een also net nuren iwwer d'ABLL mat de grouse Banke schwätzt, mä och déi méi kleng Banken, déi méi kleng Acteuren usprécht.

Ech mengen och, datt an deem ganze Kontext vum Dialog och d'Chamber misst méi agebonne ginn an datt och en Dialog zwëschent der Chamber an deenen einzelnen Acteuren soll entsto, fir datt mir och selwer besser d'Problematik am Secteur verstinn an dann och kënnen zuesumme mat der Regierung kucken, fir aner Léisungen ze fannen, fir déi richtig Approche fir ons Finanzplaz ze entdecken.

Mir mussen innovativ a schnell reagéieren. An dat bedeit natierlech, datt net all Kéiers all Problematik zur Chefsaach gëtt, well et gesäit ee bei der Réforme administrative, datt do en totale Stillstand op deem Gebitt geschitt ass.

Op där anerer Säit ass et och esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill eng Aktivitéit favoriséieren. Dat ass déi, datt grouss international Gruppe sollen hir europäesch Headquarteren hei zu Lëtzebuerg etabléieren. Mä et geet net nuren duer, datt een esou eppes seet, et geet net nuren duer, datt een déi juristesche Infrastruktur dofir schafft, et muss dann den Ablack och op der Bankplaz méiglech sinn, datt verschidden Aktivitéiten, déi esou Headquartere brauchen, mussen offréiert ginn: Dat ass dee vun de Prêts syndiqués. Dat ass am Ablack bal schwéier, wann net onméiglech, hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Fusionen, Acquisitions; och do sinn et verschiddene Banken, déi dat maachen, anerer net. Et misst een also och do wëssen, wie wat wou mécht.

Den „Engeneering“ financier et fiscal: Do gëtt et Schwierigkeeten un Informatioun, wat fir Acteuren wat maachen.

Mir hunn, wat d'Duebelbesteierungsofkommes... Do feelt een Duebelbesteierungsofkommes, wat mer absolut brauchen. An ech wollt de Minister froen, ob do net eppes um Kommen ass. Dat ass en Duebelbesteierungsofkommes mam Libanon. De Libanon, den de Secret des affaires huet, den Off-shore-Gesellschaften huet, etc. All aner Finanzplaze schaffe mat deem Land zesummen. Déi hunn exzellente Conventions contre la double imposition mat Frankräich a mat Däitschland a mat England. Et ass just mat Lëtzebuerg, wou mer bis elo nach keng hunn. An ech géif wierklech insistéieren, datt mer do sollten op dee Wee goen.

A wann ech d'Affär vun de Prêts syndiqués a vun den Headquarteren opwerfen, da muss een drop hiweisen, datt zum Beispill China sengen Entreprises, déi wëllen am Ausland investéieren, Préten zu 3,5% accordéiert. Dat ass äusserst kompetitiv. Do kritt een net vill opweise. An et schéngt mer also do absolut wichteg, datt och um europäeschen Niveau versicht gëtt, fir do kompetitiv ze bleiwen, datt mer do Offere kréien.

Aner Pisten, déi ons wichteg schéngen, dat sinn déi vun den nohaltege Finanzinvestitiounen. An dofir muss mer nei reglementaresch a gesetzlech respektiv steierlech Mesuren huelen. Mir gesinn déi nohaltege Finanzinvestitiounen haaptsächlech bei de Pensionsfongen. Do gesäit een, datt d'Schwäiz amgaangen ass, eng diesbezüglich Reglementatioun ze maachen.

Woufir Pensionsfongen? Well déi notament geduecht sinn, fir méi mëttel- a längerfristeg ze investéieren, an datt dat deene Pensionsfonge ganz gutt zu Gesiicht steet.

Dann, wat den „Islamic banking“ ugeet. Och do, mengen ech, datt et wichteg wär, fir zousätzlech Regeln, prezis Regeln ze fannen, notament fir derzou ze féieren,

datt déi Fonds souverains aus dem Golf an Nordafrika wëssen, wou se hei kënnen investéieren, datt mer hinnen do kënnen Regele ginn, op deene se kënnen opbauen. Och do schéngt et mer, wann ee mat deenen engen oder deenen aneren aus där Branche do schwätzt, zu Lëtzebuerg net genuch Regeln un Informatiounen ze ginn, wat méiglech ass, wéi d'Dispositiounen sinn.

En drëtte Volet, wou mer fannen, datt e wichteg ass, dat ass dee vun de Mikrofinanz. Dat ass och e Wee, wou mer kënnen als Bankplaz higoen. Mir wëssen, datt d'Mikrofinanz weltwäit eng 30 Milliarden US-Dollar duerstellt. Dat ass zwar nuren eng Cacahuète vis-à-vis vun deenen 80 Milliarden US-Dollar, déi déi grouss Banken am Émsaz hunn, mä nach ass et awer e ganz wichteg Facteur, wou mer weltwäit, mä och national, ganz vill Regele fannen, fir klengeren a mëttlere Betriber ze hëllefen a fir weltwäit och zu méi gesonden Investitiounen a Wirtschaftspolitik ze féieren.

Wann een elo d'Investmentfongen zu Lëtzebuerg kuckt, da gesäit een, datt déi Etüden, déi elo vun der Association luxembourgeoise des fonds d'investissement, vun der ALFI, gemaach gi sinn, anscheinend ganz positiv sinn. Do gëtt geschwat, datt eng 10% Recetten an Zukunft sollen, also all Joer, an d'Luucht goen, datt d'Investmentfonge sollen eng Croissance ëm 10% kennen. Loosse mer hoffen, datt dat esou ass.

Mä et gesäit een awer och, datt op anere Punkten Defiziter bestinn, an, dat muss een och ervirstellen, dat si Ratingagenturen. All Ratingagenturen sinn nach am Ablack net europäesch. Et si lauter, a bal allegeren, amerikanescher. An ech mengen, datt et wichteg wär, datt um europäeschen Niveau eng europäesch Ratingagentur soll entsto, entweder mat staatleche Participatiounen vun e puer Staaten oder op privater Initiativ. Mä do misst eppes geschéien, well ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer do nei Weeër ginn.

D'autant plus, datt ganz oft souwuel vun den Iwwerwaachungsbehörde wéi vun den Investisseuren op déi Ratingagenturen gelauschert gëtt. A wa vill falsch Investitiounen gemaach gi sinn, wa vill sougenannte Spekulationen gemaach gi sinn, dat ass, well Ratingagenturen Griichenland mat „Doppel A“ an „triple-A“ do dragesat hunn. An op eng Kéier woren et e puer Cacahuètes. An ech mengen, datt muss ee sech bewusst sinn, datt do Responsabilitéit bestinn, an datt een do muss nei Weeër goen, fir méi gesond Finanzen an och fir den Invest besser kënnen duerchezéien.

Dann, wat déi Regulatioun vun den internationalen Finanzen a vun der Besteuerung vu finanziellen Transaktiounen ugeet, esou mengt mer, datt déi Mesuren, déi um G20 geholl gi sinn, déi richtig sinn. Eng Augmentatioun vun dem Egekapital bei de Banken a Prozentsaz zum Risiko, den déi eenzel Banken droen, ass vu sech aus richtig.

Prinzipiell si mer och mat enger Tax op internationale Finanztransaktiounen d'accord, mä do d'äerf een zu Lëtzebuerg net mat Däitschland a Frankräich eenzel Weeër goen. Do muss et pour le moins eng europäesch Léisung ginn. A wann et keng europäesch Léisung gëtt, wann net eng weltwäit, da soll een dovunner ofgesinn, well mer soss nees erëm an der internationaler Konkurrenz den zweeten, wann net den zéngte Präis domadder kréien.

An ech mengen och net, datt een déi ganz Finanzproblematik iwwer d'Steiere ka léisen. Woufir? Well mer ganz vergiessen, datt mer an enger globaliséierter Welt sinn. A 60% vu Steiere vun engem Akomes, wat een net huet, dat sinn null Euro Steieren. Et huet een also besser 30% Steieren ze hu vun eppes, wéi 60% vun näischt! An dat d'äerf, mengen ech, net vergiess ginn. Dat muss och d'Regel sinn.

An deem Kontext, nach eng Kéier, schéngt et ons wichteg ze sinn, datt d'Ratingagenturen, deene ganz vill Vertraue geschenkt gëtt, méi ënnert d'Kontroll kommen an datt mer och eng lëtzebuergesch Ratingagentur brauchen.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

Wat d'Kontroll vun den nationale Budgeten bei den Eurolänner an déi exzessiv Defiziter ugeet, do ass natierlech d'Beispill Griichenland e Musterbeispill, wat net d'äerf geschéien.

Anscheinend, Här Minister, sinn et do falsch Donnéeën ginn. D'Fro stellt sech, wann esou eppes an engem private Betriber geschitt, da kënnt den Dirigent, dee sengen Aktionären a senger Leit falsch Donnéeën geliiwert huet, an de Prisong. Wann et e Politiker ass, huet een d'Impressioun, datt dat net geschitt.

An dofir wollt ech de Minister froen, ob do um Niveau pénal Saachen ënnerwee sinn, sief et um nationalen, sief et um europäeschen Niveau. A wat sinn d'Interventiounen? Dat wär, mengen ech, wichteg, fir dat ze wëssen; bien entendu de Fall gesat an ënnert der Hypothees, datt effektiv falsch Donnéeën un d'Europäesch Unions geliiwert gi sinn.

Mä bei falschen Donnéeën muss ee sech natierlech awer och d'Fro stellen, wéi et ass, wa mir als Lëtzebuurger Land Donnéeën un d'Europäesch Unions iwwer ons Finanzsituatiounen an Zukunft liwweren, an datt dann direkt zwee Minister soen, si wieren net mat deenen Donnéeën d'accord, déi do un d'Europäesch Kommissioun geliiwert gi sinn.

Et gesäit een also, datt et do ganz vill Schwierigkeete gëtt. An ech mengen, datt mer do muss kucken, datt déi, déi mat gezénkte Kaarte fuddelen, muss bestrooft ginn!

Wat d'exzessiv Defiziter ugeet, do wëll ech den George Orwell zitieren, den eng Kéier gesot huet: „All Déiere si gläich, mä verschidden Déiere si méi gläich wéi déi aner.“ An Europa ass et ganz oft och esou. Verschiddene Länner kënnen sech Defiziter leeschten, Scholde leeschten, an do geschitt da laang näischt. An da mengen aner Länner, si kéinten dat och maachen, an dann op eng Kéier geet et do konterbont. Hei mengen ech, mussen déi Linnen, déi beim Euro festgehal sinn, fir jiddweree gëllen an och respektéiert ginn.

D'Fro stellt sech: Wat kann d'EU maachen, wann ee Land eppes net mécht? Wann ech elo d'Artikelen vum Traité de l'Union européenne oder vun den Traitéen iwwer de Fonctionnement vun der Union européenne kucken, all déi eenzel Artikelen, da geet do vun Avisen, Propositionen a Recommandatiounen Rieds, mä net vu Sanktiounen.

Dofir froen ech mech, wat fir eng Sanktiounen méiglech sinn, en vue vun den Traitéen; wann iwwerhaupt Sanktiounen méiglech sinn. Ass et méiglech, datt ee Land, wat sech absolut net un d'Eurokritären upasst, kann ausgeschloss ginn? Mä ons schéngt dat op jidde Fall eng vun de Méiglechkeeten ze sinn.

An op jidde Fall an den Ae vun der ADR kënnen mir net domat d'accord sinn, datt d'Europäesch Kommissioun sech op eng Kéier an déi eenzel national Budgeten amëscht an hott an har bei deenen eenzelne Positiounen hir Avisen an hir Meinungen ugëtt. Dat soll iwwerhaupt nuren den Ablack geschéien, wou wierklech e Land a Schwierigkeeten ass. An da soll iwwer den Eurostat respektiv iwwer d'Cour des Comptes européenne versicht ginn, fir déi néideg Zuelen un Informatiounen ze kréien.

An deem Kontext muss een och soen, datt mir als ADR gären hätten, datt déi Rechter vun den nationale Parlamenten an notament vun onser Chamber och an deem Kontext verstärkt ginn, datt mir och an deem Kontext méi Informatiounen kréien, an datt mer notament kënnen verschiddene Prognosen un Informatiounen fuerderen, déi déi Europäesch Kommissioun geliiwert kritt respektiv déi si ze begutachten huet.

An nach eng Kéier mengen ech, datt d'Schafe vun enger EU-Ratingagentur absolut noutwendeg ass, fir kënnen op de richtige Wee ze goen.

Eng aner Méiglechkeet, fir kënnen géint d'Spekulationen a géint exzessiv Defiziter



virzegoen, dat ass, datt mer méi Acteuren u Bord huelen, an datt d'Méiglechkeet geschaf gëtt, fir Länner, déi exzessiv Scholden hunn, datt do och d'Banken an d'Investisseuren, déi spekuléiert hunn, sollen iwwert de Wee vun engem „haircut“ zur Oder gelooss ginn a musse kënnen zu dem Risiko, dee se agaange sinn, mat bebrooft ginn.

► **M. le Président.**- Här Henckes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Gesitt Der, Här President, dofir wollt ech just domadder als Schlussfolgerung soen, datt mer méi Virsiicht brauchen, awer och méi Informatioun. Dat sinn déi Regeln, mat deene mer solle fueren. A mir sollen och selwer kucken, fir nei Weeër, en neien Dialog ze siche mat allen Acteuren vun der Finanzplaz.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Henckes Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech kommen also lues a sécher zum Schluss.

### (Hilarité)

Zwou Remarquen zur Finanzplaz: Éischstens, se därf net méi opgebaut sinn op eng Politik vum Steierdumping; an zweetens, mir mussen eng positiv an eng aktiv Haltung anhuele par rapport zu enger seriöser Reguléierung vun der Finanzmæert.

Zwou Remarquen zur europäescher Koordinatioun an der Kontroll vun den nationale Budgeten. Koordinatioun: jo. Ekonomesch Koordinatioun plus sozial Koordinatioun: awer dann no uewen, net no ënnen.

An zur budgetärer Kontroll an den Nationalstaten zwou kuerz Remarquen.

Et stellt sech natierlech d'Fro - an déi huet den Här Bausch hei schon ugeschnidden - vun der demokratescher Legitimitatioun vun esou enger Procedur a vun der Gefor vun enger weiderer Verdéiwung vum demokrateschen Defizit, virun där de Jürgen Habermas an der „Zäit“ gewarnt huet, an, zweetens, dem Risiko vun enger eesäiteger Ausriichtung op Austeritéitspolitik, déi schon amgaangen ass an déi sech zu engem groussen Deel, an net nëmmen a Griichenland, op dem Bockel vum Salariat haaptsächlech ofspillt.

An dann och vu mir en Zitat. Virun enger Woch ongeféier huet den Nobelpreiskonomist Stiglitz am „Monde“ en Interview gehat. E puer Sätz dorans, déi viles vun deem zesummefaassen, wat ech an där kuerzer Zäit net ka soen: «Bruxelles n'a pas été assez loin en matière de régulation des marchés, jugeant que ces derniers étaient omnipotents. Mais l'Union européenne n'a rien prévu dans ce sens. Et aujourd'hui, elle veut un plan coordonné d'austérité. Si elle continue dans cette voie-là, elle court au désastre. Nous savons, depuis la Grande Dépression des années 1930, que ce n'est pas ce qu'il faut faire.» An nach: «L'Europe a besoin de solidarité, d'empathie. Pas d'une austérité qui va faire bondir le chômage et amener la dépression.» An dat ass awer genau den Zeenario, an deem mer eis am Moment riskéieren ze befannen.

Zu der Finanztransaktionssteuer, déi neierdénge esou schéin als „Robin-Hood-Steier“ bezechent gëtt vun deenen Associatiounen a Milieuen, déi se scho virun zéng oder 20 Joer gefuerdert hunn: Wann elo esou vill iwwert d'Finanztransaktionssteuer Rieds geet, da fällt engem natierlech, ouni et ze wëllen, d'Bild, d'Spréchwuert an vum Deckel op dem Pétz, wann d'Kand schon dra gefall ass.

Wann déi Finanztransaktionssteuer agefouert gi wär - an ech mengen och, dass dat um Niveau vun der europäescher Unioun méiglech wär -, wann déi agefouert gi wär, deemols wéi se gefuerdert ginn ass viru Joren, da wär et vläicht zu där Kris, déi mer haut erliewen, net komm oder jiddefalls net an där haarder Form, an

där mer se haut erliewen. An dann däerf een och nach zweifelen, ob den Deckel dann elo wierklech op de Pétz kuck, wann ee kuckt, wéi kontrovers a wéi zögerlech um Niveau vun der europäescher Unioun iwwert déi ënnerschiddlech Forme vu Regulatioun vum Finanzsecteur diskutéiert gëtt.

An engem ganz rezente Buch, wou ee vun den Auteurs de franséschen Ekonomist Patrick Artuis ass - dat ass kee vun der Gauche, net a Frankräich -, mat deem signifikativen Titel „Pourquoi il faut partager les revenus“, schreift en och zur europäescher Aktioun: «Mais l'action n'est pas au rendez-vous...» - also et gëtt vill geschwat, mä wéineg gehandelt - «...et chaque jour qui passe voit les Européens se rapprocher du mur en klaxonnant, „oubliant“ de chercher un autre chemin à même d'éviter le choc.»

An en nennt och ee vun deenen anere Weeër, dee misst beschridde ginn. Mer missten endlech ophéiere mat deem Cocktail aus héijen Dividenden an niddrege Léin. Mir sinn awer weider ëmmer nach amgaangen un deem Cocktail ze suckelen.

Grad an deem Beräich vun der Ëmverdeelung vum Räichtum a Richtung Léin haaptsächlech, an net a Richtung Dividenden, also Ëmverdeelung vum Räichtum vun uewen no ënnen, an net ëmgedrënt, wéi dat jorelaang oder jorzéngtelaang geschitt ass, grad do geschitt häerzlech wéineg, fir net ze soen, mer fueren einfach weider esou wéi bis elo, obwuel mer wëssen, dass déi ongerecht Verdeelung eng vun de fundamentalen Ursache vun där Kris ass. Wa mer esou weiderfueren, steiere mer net nëmmen op e sozialen Disaster an Europa zou, sondern mer préparéieren och schon déi nächst Wirtschaftskris.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Meisch nach eng kéier agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech kommen nach eng kéier heihinner, net fir bei menger Interpellatioun virunzufueren, mä fir nach op déi zwee aner Punkten, déi jo net Sujet vu menger Interpellatioun waren, kuerz kënnen anzegoen, dat am Numm vun eiser Fraktioun.

Zu enger verstärkter europäescher Zesummenaarbecht, wat d'Finanz- a Wirtschaftspolitik ubelaangt, wëll ech dat heite soen, datt sécherlech jiddereen agesäit, datt et noutwendeg ass, datt Regeln, déi ee sech gëtt, sollen agehale ginn an datt een déi néideg Kontrollmechanisme muss hunn. A wann een dann eng kéier een erwëscht huet, dee sech net un dat Ofge-maacht gehalen huet, datt deen och net einfach ka weiderfuere gelooss ginn, mä datt ee muss Sanktiounen huelen.

Mir hate bis ewell e Regelwierk. Et war dat de Stabilitéitspakt, deen all Land och derzou verpflichtet huet, virun allem seng Budgeten ze sanéieren respektiv ze kucken, datt, wa se an der Rei waren, datt net exzessiv Defiziter géife produzéiert ginn.

Mir hu gemierkt, datt dat emol méi, emol manner schaarf kontrolléiert ginn ass, datt d'Sanktiounen kaum geholl goufen. Mir hunn och méttlerweile gemierkt, oder op d'mannst ganz staark de Verdacht, a Kloverheet muss nach geschaf ginn, datt op d'mannst ee Land do ganz stramm gefuddelt huet.

Sou datt wann een elo seet, mir musse weider Mechanisme schafen, fir ze kontrolléieren, fir d'Budgets- an d'Finanzpolitik méi enk zesummenezekréien, virun allem tëschent den Eurolänner, wou ech d'Noutwendegkeet dofir absolut net wëll a Fro stellen, da muss een awer och kucken op där anerer Säit da wierklech sech och driwwer eens ze ginn, wien den Arbitr ass, wie muss püffen a wéini muss gepaff ginn, a wéini een eng giel respektiv en rout Kaart dann och kritt. Well wann um Terrain keen Arbitr ass, da gëtt et näscht an da kréie mer och kee flotte Fussball ze gesinn, an d'selwecht schénge et mer bei der europäescher Finanzpolitik ze sinn.

Mir sinn also net géint och e Contrôle ex ante von der Budgete vun den eenzelne Memberstaten, virun allem vun den Eurolänner. Mir mengen awer net, datt et politesch machbar ass an och net opportu-

ass, zu dem Moment driwwer nozedenken, iwwert dat erauszegoen, wat an de bestehenden Traité virgesinn ass a méiglech ass. Dat soll ee sécherlech ausreizen, mä driwwer erauszegoen heescht, déi Traitéen ze änneren, mat all deene politesch Schwieeregkeeten an de Memberstaten, déi mer kennen. An ech mengen net, datt mer déi zu dem Moment einfach esou mat lénks kéinten iwwerwinnen.

E Plus fir eist Parlament wär et zum Beispill och, am Fall wou een esou e Contrôle ex ante hätt, datt ee jo och méi Informatiounen iwwert déi budgetär Situatioun a Prognose vun deenen anere Memberstaten hätt. Datt mer eis also bei eiser Diskussioun em eise Budget net nëmmen em eisen eegene Budget kéinte mëmmen, mä datt mer gläichzäitig op d'mannst kéinten emol e Bléck iwwert d'Grenze werfen a vläicht och eis Situatioun mat deene vun deenen anere vergläichen.

D'Fro, déi sech zanter der Schafung vum Euro gestallt huet an déi och dee Moment schon eng kéier tranchéiert ginn ass, déi sech elo ëmmer erëm stellt, an dat och an dem Kontext, dat ass: Brauche mer net eng europäesch Wirtschaftsregierung? Do menge mer ganz kloer: Neen. Mer kënnen eis och net virstellen, wat d'Kompositioun vun esou enger Regierung wär, wat d'Kompetenz vun esou enger Regierung wär, wéi d'Vernetzung mat deenen nationale Wirtschaftspolitik wär. Also: E Gouvernement économique, neen. Allerdéngs: Eng Gouvernance économique a financière, jo. Déi kënnen mer eis virstellen a mer mussen kucken, wéi se konkret kann am Europäesche Conseil ausgedäitscht ginn.

Ech mengen awer och, datt et an deser Diskussioun net nëmme kann dréms goen, datt mer anere Länner de Fanger maache respektiv mat deemselwechten op se weisen. Mer mussen eis, an dat gëllt fir all d'europäesch Länner, och bei der eegener Nues huelen a kucken eis Hausaufgaben heiheim ze maachen. E Land, wat d'est Joer soll zéng Milliarden Euro anhuelen, an der 12,2 Milliarde soll ausgoen, huet selwer Efforten an der Budgetsanéierung ze maachen. Also brauche mer net nëmmen iwwer Griichenland, iwwer Spuenien, iwwer Italien, iwwer Portugal, iwwer Irland ze schwätzen, mä Lëtzebuerg huet seng eegen Hausaufgaben och nach viru sech, ier mer kënnen och glawierdeg par rapport zu anere Länner do optrieden.

Ech hat a menger Interventioun virun der puer Wuert verluer iwwert déi nei weltwäit Finanzarchitektur. Ech war bewusst net op d'Fro vun der Transaktionssteuer agang, well se jo d'Thema vun enger anerer Heure d'actualité war.

Mir kënnen eis se virstellen a géifen eis op d'mannst net opposéieren. Entgéint deem, wat awer - ech mengen - vill anerer hei elo gesot hunn, kënnen mer eis se net virstellen, wa se eleng am Europäesche Conseil gemaach gëtt, mä mer mengen, datt een dann déi aner grouss Finanzzentre weltwäit misst mat abegraifen, well finalement mer soss just eppes géife maachen, wat d'europäesch Finanzzentre géif schwächen, wat d'Aktivitéiten aus Europa géif erausdriwwen. An dann hu mer näscht fir méi Sécherheet op de Finanzmæert gemaach. Mir hunn näscht fir méi Stabilitéit op de Finanzmæert gemaach, wa mer just an Europa de Contrôle driwwer mussen opginn, well d'Aktivitéiten net méi hei stattfannen.

Wann déi Diskussioun awer och do gefouert gëtt an deem Liicht, fir ze soen, d'Banken mussen zum Steueropkomme bäidroen, da wëll ech nach eng kéier och dat soen, wat ech vidrun aganks vu menger Interpellatioun gesot hunn: D'Banke maachen dat hei zu Lëtzebuerg zu engem Dréttel, d'Bankplaz insgesamt. Net nëmmen d'Banken, mä och déi Beschäftegt, déi do schaffen, dee ganze Secteur. Dat, wat do erwirtschaft gëtt, do kënn en Dréttel vun de Steuerrecetten hie. Mir sollen also net esou maachen, wéi wann do guer näscht géif bezuelt ginn a guer näscht zu den allgemengen Aufgabe géif bäigedroe ginn, an datt elo emol endlech misst esou eng Transaktionssteuer sollt agefouert ginn.

Ech stelle mer awer gradesou vill technesch Froen nach, wéi et iwwerhaupt méiglech ass. Op wat fir eng Aktivitéiten,

op wat fir eng Transaktiounen gëtt déi berechent? Mir konnt nach kee ganz kloer dat erklären. Wie kritt déi Recetten herno do? Wann d'Transaktionspartner, wat der jo op d'mannst emol zwee misse sinn, wann déi a verschidde Länner sëtzen, wouhinne flëssen dann déi Recetten herno do? Firwat si se finalement geduecht? Ass dat dann, fir dat ze kompenséieren, wat d'Staten elo hu missen opbréngen no der Finanzkris, fir d'Budgeten ze sanéieren, fir se sozial ofzefiedere respektiv fir d'Relance ze organisieren? Oder verschwennt et iergendwousch am Gesamtbudget a gëtt zu enger dauerhafter Recette vun deemselwechten, wou dann iergendwann och erëm eng kéier dauerhaft Dépenses dergéint stinn?

Dat sinn an eisen Aen nach ganz vill Froen, déi do net gekläert sinn. Duerfir verschléisse mer eis der Diskussioun net. Mir mengen awer, datt et, wann et gemaach gëtt, weltwäit sollt gemaach ginn, op d'mannst déi Haaptfinanzzentren och ausserhalb vun der europäescher Unioun muss abegraifen. An déi technesch Froen mussen iwwerhaupt emol eng kéier gekläert ginn, ier ee seriö sech kann driwwer expriméieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Meisch Merci, an als leschten agedroene Riedner hunn ech nach den Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Damm an Dir Hären, wann ee vun der Zukunft vun der Bankplaz schwätzt a wann een d'Froen, déi mat internationaler Finanzarchitektur ze dinn hu respektiv mam internationalen Ëmfeld, da blent een op d'mannst 50% vun der Realität aus. Duerfir ass et richteg, datt déi zwou Froen hei zesommen debattéiert ginn, an ech wëll dofir och sukzessiv op déi zwou Froen agoen. Vu Säite vu menger Fraktioun aus huet de Kolleg Thiel alles gesot, wat ze soen ass, zu der ex ante Kontroll vum Budget, sou datt ech op deen drëtte Punkt net wäert weider agoen.

Wann ee vun deene Mesurë schwätzt a vum internationalen Ëmfeld, da sinn a mengen Aen an an eisen Aen déi zwou éischt Froen, déi ee muss stellen, déi vun der Stabilitéit vum Euro an déi vun der Stabilitéit vum Finanzsystem, well all de Rescht ass eigentlech dovunner ofzeleeden. Souwuel wat déi europäesch respektiv weltwäit Léisungen ubelaangt, mä awer och zu engem ganz groussen Deel, wat d'Zukunft vun der Bankplaz ubelaangt. Well d'Bankplaz vu Lëtzebuerg an d'Bankplazen an Europa wären eng aner, wann zum Beispill d'Stabilitéit vum Euro a Fro gestallt wär. Wann zum Beispill d'Stabilitéit vun de Finanzsystemer oder vum Finanzsystem tout court a Fro gestallt wär.

Duerfir sinn déi wichteg Froen an deem Zesammenhang och déi vun der Regulatioun. Wéi kann déi Finanzwelt besser regléiert ginn? An duerfir ass och déi Direktiv, vun där an der Press geschwat ginn ass, nodeem am Europaparlament driwwer debattéiert ginn ass an deene leschten Deeg, déi déi alternativ Fonge regléiert, de richtigen Usaz. An et ass och net fir näscht, datt d'Fongenindustrie dat begriisst huet als eng zousätzlech Chance fir Lëtzebuerg, woumat - mengen ech - och de Beweis erbruecht ass, datt, wann ee vu Regulatioun schwätzt, dat net heescht de Schluss vun allem, mä datt dat och nei Chancë kann opmaachen, insbessere fir Lëtzebuerg.

Wann ee vu Regulatioun schwätzt, ass een och relativ séier bei Froen vun der Gouvernance économique. Et ass net méi sech virstellen haut, datt ee géif do, wou een eng gemeinsam Währung huet, alles, wat mat der Gouvernance économique oder och mat der Gouvernance fiscale, een dat géif op nationalem Niveau exklusiv regléiere loossen. De Jean-Claude Trichet huet net fir näscht duerfir vun enger Fédération budgétaire geschwat. Wat dat am Endeffekt heescht, mengen ech, ass net ganz ausgedäitscht, mä fir ze soen, dat eent huet näscht mat deem aneren ze dinn respektiv mir kënnen weider mat enger gemeinsamer Währung fueren, ouni Elementer vun der Gouvernance économique ze stärke respektiv en place ze si-



chen, ass eng Theorie, mat där een net ganz wäit leeft.

An dann, wann ee vun de Mesuren a vun dem internationalen Ëmfeld schwätzt, da kënnt een och net derlaanscht, an dat hunn ech an der Debatt haut hei e bësse vermësst, e Wuert iwwert déi strukturell Reformen ze verléieren. Wann ee sech drun erënnt, dass no dem Lehman-Flächebrand en éischte Pak en place gesat ginn ass, dee sech zesummesat huet aus enger Rei Mesuren, ënner anerem vun der Zentralbank, mä och vun deenen nationalen, ënner EU-Hutt koordinéierte Konjunkturpäck, a wann ee gesäit, dass et lo an deene leschte Wochen e Griichenlandpak geschürt ginn ass, dee sech alt erëm zsummesetzt aus engem zesummesate Pak vu 750 Milliounen Euro plus enger Rei Mesurë vun der EZB, da gesäit een, dass do iwwert de Wee vun deenen zwee Päck zweemol Schlämmeres évitéiert ginn ass.

Am éischte Fall war et de Flächebrand am Bankesektor ausgehend vu Lehman mat Kollapse vu Banken, déi komm wären, hätt een déi Päck deemools net geschürt. Am zweete Fall vu Griichenland waren et all déi Mesuren, déi dozou gedéngt hunn, fir den Euro ze stabiliséieren. An duffer mengen ech och, dass et richtig ass, dass mer dee Projet, deen de Minister Frieden hei um Ufank vun der Sitzung déposéiert huet, sengem Wonsch geméiss am Juni géifen hei stëmme. Ech mengen, dass dat e Wonsch ass, deen deckungsgläich ass mat der Positioun vun der Chamber, op d'mannst, wat meng Fraktioun ubelaangt.

Ech wëll awer, wat Griichenland ubelaangt, drun erënneren, dass ech am Dezember hei vu Griichenland geschwat hunn an dass dat eigentlech net zur grousser Excitatioon gefouert huet. All déi Saache si vläicht an den Debatten net genuch thematiséiert ginn. An et huet ee scho gesinn am Dezember spéitstens, et huet een et och scho virdu gesinn, dass d'Tauxen, zu deene Griichenland sech refinanzéiert, wäit aus dem Wee géife leie vun deenen, mat deenen Däitschland sech finanzéiert. An alles dat hätt eis eigentlech vill méi misinterpelléieren, wéi et eis interpelléiert huet.

Quoi qu'il en soit: Déi zwee Päck, de Lehman-Pak an de Griichenland-Pak, hunn dee Kollaps évitéiert a si hunn och op der Zäitschinn d'Saachen esou geluecht respektiv zäitlech berouegt, dass ee kann iwwert déi strukturell Reformen diskutéieren. Mä net nëmme diskutéieren, se an Ugrëff huelen an och ofschléissen an ëmsetzen. Wann déi Päck, déi en place gesat ginn no Lehman, wann déi Päck, déi en place gesat gi sinn no Griichenland, och de Kollaps op ville Plazen évitéiert hunn, wou e soss prévisiblement komm wär, a wann dat eis Zäit ginn huet, dann ass et net esou, dass déi Päck awer elo déi ultimativ an definitiv Léisunge kënnen sinn an dass ee ka soen, dass vu dass déi Päck, déi jo eigentlech d'Geld vun enger Plaz op déi aner transferéieren, fir do Saachen ze stabiliséieren, esou gestreckt wären, dass ee kéint soen, mir brauchen elo keng strukturell Reformen.

Mir hunn dat diskutéiert hei am Kader vum État de la nation. Ech mengen awer, dass et wichteg wär, fir et nach eng Kéier hei ze ënnersträichen. Wa mer nämlech keng strukturell Reforme maachen elo an där Zäit, déi mer hunn, während déi Päck wierken, vun deenen ech geschwat hunn, da kommen déi nei Schockwellen, vun deenen eng Rei Leit vidrun hei geschwat hunn, insbesondere den Här Bausch, doudsécher. Et ass natierlech och net ausgeschloss, dass wëll ech och soen, dass anerer nach kommen, och wann déi Päck weidermaachen a wa mer strukturell Reforme maachen. Mä wa mer keng strukturell Reforme maachen, net nëmme hei zu Lëtzebuerg an Europa an doriwwer eraus, da komme ganz sécher nei Schockwellen.

A wann ee vu strukturelle Reforme schwätzt, dann ass et ganz sécherlech d'budgetär Konsolidatioun, ëm déi et geet, d'Reduktioun vun den Dépensen, d'Augmentatioun vun de Recetten - ech soen do nëscht Neits - an och eng Rei Mesuren, déi sech ëm d'Fro vun der Kompetitivitéit dréinen.

Dat sinn alles alles Froen, déi mer am Mee hei debattéiert hunn. Duffer wëll ech net nach eng Kéier hei alles dat widderhuelen,

wat am Mee hei gesot ginn ass. Ech wëll just soen, dass déi Froen, déi mer hei debattéieren, sech och net am loftleere Lëtzebuerg Raum ofspillen an dass déi Froen, wat d'strukturell Reformen ubelaangt, sech och an anere Länner stellen.

Selbstverständlech, wéi ech gesot hunn, muss dat och mat neien Initiativen am Kader vun der Gouvernance économique goen. D'budgetär Politike musse sech rapprochéieren.

Och wat d'Steierpolitiken ubelaangt, sinn eng Rei Diskussiounen, déi ustinn. Et huet keen de Rapport vum Här Monti - respektiv deen elo dee gemaach huet, respektiv deen en amgang ass ze maachen - iwwert de Rapprochement an der Steierpolitik hei ugeschwat, wou eng ganz Rei Iddien dra sinn, fir d'Steierpolitike vun de Länner ze rapprochéieren, wou et éischters drëm geet, fir an deen Effort sech als Lëtzebuerg mat anzereien, mä zweetens awer och drëm geet, fir dee Spillraum, dee mer an der Vergaangenheet an deem Beräich hatten, och nach an Zukunft weider ze notzen. Dat kënnen mer och maachen, well nach wie vor a Steierfroen, wéi Der wësst, d'Regel vun der Unanimitéit besteet.

A wann ee vu Reglementatioun a Reguléierung schwätzt, dann ass et natierlech och esou, dass et drëm geet, déi Risikogeschäfte nei ze reguléieren, Stéchwuert „Leerverkäufe“ an „CDSen“. Ech mengen, dass ee gesinn huet, dass eng Initiativ vun engem Land eleng, och engem groussen Land an Europa, net alles do bréngt, an dat ënnersträicht - mengen ech - nach eng Kéier d'Utilitéit vun europäesche Léisungen, mä doriwwer eraus och d'Utilitéit vu weltwäit gültege Léisungen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, wann ech vun neie Steiere schwätzen.

Eng Zilrichtung, vun där ech och näischt héieren hunn hei, ass déi vun der Séparatioun an Zukunft - erëm an anere Juridictionen, well mir eigentlech mat där Problematik net direkt befasst sinn, mä well dat awer och eppes mat den Originë vun der Kris ze dinn huet -, d'Séparatioun vu sougenannten Investmentbanken a sougenannten normale Banken, déi emol bestanen huet an Amerika, déi am Iwwerregem no der grousser Kris agefouert ginn ass an déi duerno erëm ofgeschafft ginn ass.

Alles dat ass och eng Fro, déi G20-relevant ass an déi och an der Ursächlechkeet vun der Kris, notament vun där Bankekris, eppes domadder ze dinn huet.

Dass et mat de Rating-Agencen net kann esou weidergoen, wéi et bis elo gaangen ass, schéngt mer hei eng Evidenz ze sinn. Ech froe mech, firwat mer eis dat eigentlech gefale loosse, dass all Kéiers vu Rating-Agencen d'Saachen innerhalb vu Stonnen op d'Kopp gehäit ginn. Et gétt jo eng Rei Institutionen. Et kann een déi elo gär hunn oder et kann ee se net gär hunn. Mä de Fonds monétaire international, d'OCDE, d'Weltbank an d'Europäesch Kommissioun hunn och eng ganz Rei ekonomesch Donnéeën a maachen och Prognose respektiv ginn och Elementer eraus vun Informatiounen, déi kéinten op d'mannst genotzt ginn, fir ähnlich Aarbechten ze maache wéi déi, déi d'Rating-Agencë maachen.

Dofir fannen ech, dass et definitiv net méi kann esou sinn, sech iwwert d'Rating-Agencen ze bekloen an ze soen: „Mir musse déi elo zähmen.“ Am Iwwerregem schéngt et mer net esou ze sinn, wéi wa mer eng an eiser noer Géigend hei lokaliséiert hätten. Mä ech mengen, dass net nëmme Lëtzebuerg, mä och anerer awer kéinten op déi Instrumenter zréckgräifen, déi se hunn - OCDE, Fonds monétaire, Weltbank an Europäesch Kommissioun - fir auszebauen a fir sech selwer Rating-Instrumenter ze ginn, wann een et dann net fäerdeg bréngt, déi, déi bestinn, ze surveilléieren oder ze reguléieren.

Wann ech virdu vun internationalen Ëmfeld geschwat hunn, dann ass et wierklech och do, wou d'Zukunft vun der Bankeplaz sech ofspillt. Wann Dispositiounen ugeduecht gi respektiv undiskutéiert ginn, ënner anerem zu Basel, dass d'Fonds propres vun de Banke musse eropgesat ginn, da kann dat net neutral si fir d'Lëtzebuerg Finanzplaz. An dat ass och net neutral an ass also eng Fro, mat där mer eis hei musse beschäftegen.

Wa Bankenabgaben oder Bankesteieren op de Fonds propres erhewe ginn, ass dat och keng neutral Fro, wann een eng international Finanzplaz ass, wou eng ganz Rei vun de Banken - wann net souguer bal all d'Banken - vun auslännesche Mammehaiser ofhängeg sinn. Et ass e bëssen eng diplomatesch Manéier, fir eng Problematik hei unzedeiten, déi relativ substanzuell ass.

Wann ech soen, dass d'Zukunft vun der Bankeplaz sech och am internationalen Ëmfeld ofspillt, da kommen ech zu all deenen neien Iddien, déi ugeduecht ginn, fir nei Steieren - sief et Transaktionssteieren, Spekulationssteieren, Ofgaben iergendwellecher Natur - anzeféieren. Wann ech soen nei Iddien, sinn déi Iddien eigentlech net nei, well se aus de 70er Jore kommen, Stéchwuert Tobin-Tax, a wann een d'Diskussioun suivéiert huet an der éischer Halschent respektiv an der Halschent vum leschte Jorzéngt, ëm 2005, da waren et och schon deemools eng ganz Rei Initiativen, notament vu Frankräich, Brasilien an anerem, fir och esou Taxen anzeféieren am Beräich vun der Entwécklungspolitik.

Alles dat sinn Diskussiounen, déi nach amgang sinn. Mir si prinzipiell fir esou eng Steier. Mir mengen, dass se soll funktionéieren nom Principe du pollueur-payeur, deen ech net erfonnt hunn an deem heiten Zesammenhang, mä deen - mengen ech - de Michel Barnier genannt huet, an dass et drëm geet, iwwerzunn Risikogeschäfte ze belaschten. Well wann een ursächlech no de Grënn vun der Kris kuckt, dann ass d'Kris zu engem groussen Deel doduerch entstanen, dass iwwerzunn Risikogeschäfte bedriwwen gi sinn. A wann een da seet, dass déi, déi mat ursächlech dru verantwortl sinn, och solle mat bezuelen, dann ass et nëmme normal, dass déi iwwerzunn Risikogeschäfte belascht ginn.

Ech wëll an deem Zesammenhang soen, dass wann ee Bankegeschäfte wëllt maache respektiv eng Bankenaktivitéit mam Nullrisiko wëllt behaften, da mécht ee keng Bankenaktivitéiten. Dofir hunn ech och vun iwwerzunnene Risiko geschwat, an ech erënneren drun, dass meng Fraktioun a Rieden hei op der Tribün am Dezember - mengen ech - och schon iwwert de Mond vum Budgetsrapporteur respektiv vu mir selwer gesot huet, dass déi, déi e Mëttel-Risiko duerstelle respektiv e Mëttel-Risiko aginn, méttel belascht solle ginn, déi e grouss Risiko aginn, solle grouss belascht ginn, déi ee Mega-Risiko aginn, solle ganz grouss a ganz zolidd belascht ginn.

Ech schwätzen hei vun deene sougenannte Spekulanten, woubäi ech frou wär, wa mer eis och vläicht eng Kéier géife mat der Fro beschäftegen, wien dann déi Spekulate sinn. Et ass schick, flott an elegant haut, fir d'Spekulanten unzeprengere. Ass eng Gesellschaft, déi international aktiv ass an déi e Change-Risiko huet an déi sech dogéint ofsécher, dat heescht, eng Entreprise, déi an Amerika an an Europa aktiv ass, eng Entreprise, déi also sech muss, wa se seriö wirtschaf, géint de Risiko vum Change ofsécheren - esou eng Entreprise, déi geet och där sophistiquéierter Geschäfte an där sophistiquéierter Kontrakter an -, ass eng Entreprise, déi sech géint de Risiko vum Change ofsécher, déi an Europa an an Amerika aktiv ass, e Spekulant?

Ech mengen, dass et all Mënsch kéint mat mer d'accord sinn, dass esou eng Entreprise net an déi Kategorie fällt. Am Iwwerregem huet de fréiere President vun der däitscher Zentralbank, den Här Pöhl, gesot, dass a sengen Aen dat, wat mer haut Spekulate géifen nennen, ganz vill Assurancen, Banken an Investmentfonge sinn - wäitgehend där sinn -, alles, wat gemenkerhand als éierbar Institutione bekennt ass. Dofir muss een och vläicht emol e bësse méi am Detail hannerfroen, wien dann all déi béis Spekulate sinn. Ech plädéieren net derfir, fir se hei defiléieren ze loosse, dass ee mer se soll hei weisen. Mä ech mengen, dass ee mat Pauschalaussoen och net Léisunge fënnt, fir där Kris hei, mat där mer ze dinn hunn, Meeschter ze ginn. Mir musse oppassen an deem Zesammenhang, dass mer net d'Kand mam Bued ausschëdde respektiv dass mer d'Hong, wat déi gellen Eeër leet, dass mer deem den Hals ëmdreien.

Dat, wat ech soen hei, ass kee Plädoyer géint d'Regulatioun. Et ass kee Plädoyer fir eng Positioun, déi alles géif erlaben. Mä et kann awer och net sinn, dass mer de Gouvernail esou ëmgeheien elo, dass nodeem - fir vereinfacht a pauschal ze schwätzen - alles erlaabt war, op eemol alles verbuede wär. Et geet drëm, fir dass nach Aktivitéite méiglech sinn. Et geet drëm, déi total iwwerdréiwene Aktivitéiten ze verbidden. Et geet drëm, déi iwwerdréiwene Aktivitéite steierlech ze belaschten a méi detailléiert ze reguléieren.

Wann ech op d'Steiere respektiv d'Besteuerung vun iwwerzunnene Risikogeschäfte zréckkommen, da schéngt et jo esou ze sinn, dass hei eng Diskussioun amgang ass ze entstoan, ob een déi soll EU-wäit aféieren oder ob een dat soll iwwert de Wee vum G20 maachen. Ech fannen et richtig, dass plädéiert gétt fir eng EU-Léisung. Well, wann nämlech d'EU an déi international Gremie geet an net mat enger Stëmm schwätzt am G20, a wann net all Mënsch mat deem d'accord ass, da wësse mer jo, wat ka geschéien: Dat ass eis jo esou geschitt 2009. Well mir stoungen op eemol op enger groer Léischt, ouni dass mer woussten, wéi et gaangen ass. Dofir: Dass d'EU mat enger Stëmm schwätzt,...

#### **(Interruption)**

...ass eppes ganz Normales. Mä op där anerer Säit mengen ech, dass - och, wann d'EU sech doriwwer eens gétt - et awer wichteg ass, fir ze kucken, wat den Effet vun esou enger Besteuerung ass.

Wat ass den Effet, zum Beispill, op Bankeplaz wéi Lëtzebuerg innerhalb vun der EU? Wann eng exklusiv Aféierung an der EU zur Konsequenz hätt, dass zum Beispill massiv Gelder géifen op Singapur ofwandere, hu mer net vill geleescht. Dofir sinn ech duerchaus - wéi ech virdu gesot hunn - derfir, dass d'EU mat enger Stëmm schwätzt an no Léisunge sicht, déi sech an der ganzer EU kéinten entfalten.

Mä Lëtzebuerg - an de Finanzminister huet dat och gesot - ass nun eemol a Konkurrenz och mat Bankeplazen ausserhalb vun der EU: Ech hu Singapur genannt, de Finanzminister huet New York an Zürich genannt. Dofir ass och, mengen ech, keng Kontradiktioun dran, wann ee seet, mir plädéieren, dass d'EU mat enger Stëmm schwätzt, dass d'EU eng Léisung fënnt, déi sech kéint flächendeckend an der EU applizéieren, a wann een en même temps dofir plädéiert, dass d'EU op de G20 soll goen, fir do weltwäit dat duerchzusetzen. Obwuel ech eleng eng an der EU net total géif ausschléissen, kann ech mer se awer schwéier virstellen.

Mir hu gesinn am Beräich vun de Leerverkeef, wat eng Léisung vun engem eenzele europäesche Land vun Effet huet, nämlech net ganz vill Effet, ausser am Land selwer. Ech schwätze vun där däitscher Léisung. Duffer géif ech och zur Virsicht mahnen hei. Et ass wichteg, dass am Kader vun deem G20, deen a Kanada elo stattfënnt, d'EU seet: „Voilà, dat ass dat, wat mir maachen.“ Wann et bis gemaach gétt, solle mer eis nach eng Kéier zsummesetzen a mer solle ganz genau kucken, wou et higeet.

Am Iwwerregem ass dat jo och eppes - an dat ass jo dann och an der Logik e bësse vun de Saachen, wat ech hei soen -, mir soe jo och an der Diskussioun vum Bankgeheimnis..., eent vun eisen Argumenter ass jo och do dat, fir ze soen: „Majo, mir sinn an enger Situatioun, wou zum Beispill Finanzplaz wéi d'Schwäiz musse mat agebonne sinn.“ Dofir fannen ech et och net anormal, dass mer an deem heite Beräich vun der Besteuerung vun iwwerzunnene Risikogeschäfte och géifen higoen an déi nämlech logesch Positioun géifen adoptéieren: nämlech an der EU matdiskutéieren, dass mer zu enger Léisung kommen, déi an der ganzer EU uwendbar ass, an zu gläicher Zäit umahnen, dass, ier et agefouert gétt respektiv ier mer an déi operativ Phas ginn, mer nach eng Kéier ganz seriö sollen d'Saache kucken, och par rapport zu deene Finanzzentere ronderëm d'EU an och zu deenen, déi méi wäit ewech sinn, an deem Fall hei New York.



Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eigentlech nach op d'Fro vun der Spekulation agoen, hunn dat awer scho gemaach, a vu datt mer an der Zäitschinn vum Dag relativ avancéiert sinn, wollt ech dat dobäi beloossen.

Mäi Plädoyer, deen internationalen, ass sécher kee géint méi Regulatioun. Et ass e Plädoyer fir eng besser Regulatioun. Et ass awer och e Plädoyer, deen dohinner geet, datt et definitiv muss esou sinn, datt mer de Kasino müssen zoumaachen, datt mer net kënnen weiderfueren - op ville Plaze vun der Welt -, alles an egal wat ze erliden, well de Kasino huet sech net hei zu Lëtzebuerg ofgespillt, an déi grouss Risikogeschafter sinn net hei zu Lëtzebuerg ofgewéckelt ginn.

Dat muss een einfach wëssen. Wann een international am Vergleich d'Aktivitéit kuckt, déi op der Lëtzebuerg Bankeplaz sinn an op anere Bankeplazen, dann ass d'Lëtzebuerg Bankeplaz eng éischter konservativ Bankeplaz - wann een esou wëllt -, wat d'Risikobehaftung vun hire Geschafter ubelaangt, an et sinn aner Plazen, déi déi Risiko aginn. Jo dofir, mir mussen mat dozou bäidroen, datt de Kasino zougemaach gëtt. Et geet awer net drëm, d'Ekonomie en général, dann d'Bankeplaz en particulier esou ofzebremen, auszebremen, datt dat Ganzt näischt méi wäert ass.

Dat bréngt mech zu mengem zweete Punkt, dat sinn all déi méi national Aspekter: zweeten a leschte Punkt. Selbstverständlech - an et sinn eng Rei Virriedner, déi am Detail dorobber agänge sinn -, Lëtzebuerg ass eng Bankeplaz, Lëtzebuerg soll eng Bankeplaz bleiwen, mir müssen déi Bankeplaz ëmbauen, mir wëllen déi Bankeplaz awer och weider ausbauen. Iwwert déi Punkten do hu mer eis schonn hei op d'mannst zwee- oder dräimol ënnerhalen an deene leschte Méint.

Dofir wëll ech och mengem Frënd Claude Meisch an aller Frëndschaft soen, datt déi Synthesdokumenter jo schonn eng Valeur hunn, andeem se d'Saachen zesummebréngen. Mä esou Aufsätz - a verstitt dat Wuert och net falsch -, déi bréngen eigentlech, wat d'Mesuren an d'Ausrichtung ubelaangt, net vill Neits. Et steet och net vill Falsches an Ärem Pabeier. Deen eenzege Problem, deen ech...

#### (Interruption)

...deene eenzege Problem, deen ech mat Ärem Pabeier hunn - ech kommen dorobber -, dat ass deen nämlechte Problem wéi den Alex Bodry.

► **Une voix.** - Dir fannt en einfach...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Wann een eng Strategie huet, dann ass dat Schlaust, wat ee ka maachen, ze probéieren, seng Strategie ëmzesetzen, ouni datt ee coram publico jäizt, wat seng Strategie ass. Well d'Strategie kann och ganz séier verluer goen, wann ee jiddwerengem erkläert, wat d'Strategie ass.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Wat hätt dann net d'äerfen an deem Pabeier stoen?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dat heescht...

#### (Interruption)

Ech kommen zu e puer Saachen. Ech kommen zu e puer Punkten. Ech ginn op Äre Pabeier an. Här Meisch, ech hu gesot, datt Äre Pabeier dee Mérite huet, datt en alles opléicht an datt et eng Synthes ass vu ganz villen...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...Saachen, wou net vill Neits dran ass,...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Hätt dat elo net d'äerfe publizéiert ginn, oder wéi? Do widderspricht Der lech awer.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...mä och net vill Falsches dran ass.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dir widder-spricht lech awer.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Meisch...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Entweder ass et nei, an dann d'äerf et net publizéiert ginn. Mä wann et net nei ass, da war et jo scho bekannt.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Meisch, ech hunn lech gesot, datt, vun all deene Saachen, déi drastinn - an dat wäert de Minister lech och nach herno soen, wa mech net alles täuscht -, eng ganz Rei Saache scho gemaach ginn an eng ganz Rei Saachen d'Ausrichtung - an ech kommen am Detail dorobber zréck -...

► **Une voix.** - Ech erënneren lech drun.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...vun der Bankeplaz sinn. Et gëtt awer keen Dokument, wou d'Lëtzebuerg Regierung hir Gesamtstrategie duergeluecht huet vun der Bankeplaz. An ech plädieren duerchaus derfir, datt mer déi Gesamtstrategie och an Zukunft net duerleeën, aus genau internationale Konkurrenzgrënn, déi den Alex Bodry och ugefouert huet. Dofir, wann ech soen, datt ech ee Punkt géif bedauern an Ärem Pabeier, nämlech deen, datt en d'Strategie zu engem ganz groussen Deel révéléiert, dann enlevéiert dat näischt vun där Grondausrichtung...

► **Une voix.** - Et geet just ëm Transparenz!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...vun deem - jo, mir hate gesinn, wou dat hige-fouert huet -, vun där Grondausrichtung, datt dee Pabeier...

► **Une voix.** - Ma Transparenz!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...eng ganz Rei Elementer duerleet, déi schonn an der Ëmsetzung sinn. Et ass op där anerer Säit awer och keng zwéngend nei Iddi dobäi. Ech ginn lech e puer, ech ginn lech...

#### (Interruptions)

► **M. le Président.** - ...den Här Schiltz huet elo d'Wuert. Lauschtert no, an da kënnt Der duerno jo nach eng Kéier d'Wuert och ergräifen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech ginn lech e puer Beispiller. Et ass hallwer siwen, Här Meisch, an Dir waart jo bis elo net nervös, da bleift och elo e bëssen...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech si roueg.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Jo, mä Dir sot awer hei Saachen, ne.

► **Une voix.** - Ech packen dat hei net.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech wollt lech just soen, datt, wann ech Äre Pabeier esou kucken, da kommen ech net dolaanscht, ee Paragraph ze zitieren, wat eng Lapalissade éischer Klass ass, an dat gefält bestëmt dem Här Bettel och. Dir schreift: «Les bonnes questions devront être posées pour trouver les réponses qui cadrent le mieux avec les défis qui sont lancés, non seulement à notre place financière, mais également à notre économie, et in fine au pays tout entier.»

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech hunn nach keng besser Lapalissade héieren, wéi déi do, wëll ech wierklech soen.

► **Une voix.** - Sot Dir.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dat ass de Schluss vun der Introductioun vum Pabeier. Mä och, wann ech elo eenzel Kritik-punkten un Ärem Pabeier ubréngen an och de Fait bedauert hunn - wéi mäi Kolleg Bodry -, dat Elementer vun der Strategie révéléiert ginn, da mindert dat awer net déi Mériten, déi de Pabeier huet, déi Der iwwerhéiert hutt respektiv volontairement wollt iwwerhéieren.

Dir sot zum Beispill - éischte Punkt -, datt mer missten hei zu Lëtzebuerg Hedge-Fongen unzéien. Dat ass amgaang ze geschéien! Dir sot zum Beispill, datt mer misste méi wäit goen, wat d'Éducatioun ubelaangt. Mir ginn am Ausland jalouéiert fir d'Qualitéit vun der Luxembourg School of Finance a mir kréie Kollaboratioune gefrot an allméigleche Länner. Dat geet vu sophistiquierte Bankzentere bis zu Entwécklungslänner am Beräich vun der Luxembourg School of Finance.

Drette Punkt: D'alternativ Fongen ass eng Diskussioun, déi méintlaang amgaang ass. An dat ass evident, datt mer, wann déi Direktiv bis verabschit ass - elo am Parlament

de Rapport, d'Diskussioun tèscht Conseil a Parlament -, datt Lëtzebuerg muss zu de „First moveren“ gehéieren, dat heescht, déi éischt, déi se ëmsetzen an de Spillraum notzen.

Véiertens: Dir schwätzt vun der Kommunikatioun. Ech froe mech - wann ee vu Kommunikatioun schwätzt -, s'il vous a par hasard échappé, datt de Freideg oder de Freideg aacht Deeg dee grouss Financial Forum stattfënt hei zu Lëtzebuerg: Kommunikatiounsévénement éischer Klass.

Fënneftens, wëll ech lech soen, datt an Ärem Pabeier eng Rei administrativ Elementer sinn, déi keng Plaz dran hunn. Ech mengen net, datt mer hei musse kucken, wie wou a wouhier kënnt, wa mer vu Strategie schwätzen.

Sechstens: De Guichet unique ass gutt, mä regelt net alles.

Siwentens: Dir sot, datt mer am steierlechen Ëmfeld näischt gemaach hätten. D'Steierlecht Ëmfeld, éischters, wëll ech lech soen, stëmmt.

Zweetens wëll ech lech soen, datt d'„exchange traded funds“ steierlech entlaascht ginn an deem neiste Pak vu Mesuren, déi proposéiert ginn. An drëttens ass et och esou, wann Der de Pabeier mat de 56 Punkten oder 65 vun der Regierung - besser bekannt als „Krecké-Pabeier“, mä en réalité de Pabeier vun der ganzer Regierung - liest, da sinn do och nach eng Rei steierlech Mesuren dran. An deem Sënn sinn dat alles Elementer, et deet mer leed, déi mer schonn hei diskutéiert hunn.

Ech hu selwer hei am Juli d'Joer gesot, datt mer d'Bankeplaz missten nei orientéieren, zousätzlech Orientéierung misste kréien, datt mer missten innovéieren, datt d'Konkurrenz och äerdeg ass - an dat ass ebe just mäi Punkt mat der Strategie, datt et net wou selwe geet -, datt mer nei Geschäftsfelder brächten, datt mer den Apport vu Finanzethik mat akademesch begrënnter a breet gestreeter Kompetenz misste verstärken - dat sinn och Elementer, déi am Pabeier sinn; déi hunn ech hei am Juli ugefouert -, an datt et ëm d'Reputatioun och vun der Bankeplaz géif goen.

Zum Bankgeheimnis, mengen ech, hunn am Dezember vun d'Joer de Kolleg Thiel an ech selwer ad largum d'Positioun vun der CSV-Fraktioun duergeluecht. Ech bleiwen do bei deem, wat mer deemools gesot hu vum „level playing field“, och à l'égard vum aneren, wat ech och elo gesot hunn, an d'Protectioun vun der Finanz.

Mir hunn och am Dezember, am Numm vun der CSV-Fraktioun gesot: Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi d'Fongenindustrie stärkt. Eng Politik, déi islamesch ausgerichte Produiten ënnert d'Äerm gräift. Eng Politik, déi dozou bäidréit, datt d'Leit mat grouss Verméigen, déi vun hei aus verwalten, datt Fongen, déi uerdentlech reguléiert sinn an déi eng Plus-value d'ustellen; „exchange traded funds“, alternativ Fongen, Hedge-Fongen hei zu Lëtzebuerg eng Plaz hunn. Bref, eng Finanzplaz, déi op Exzellenz, Qualitéit an intelligent opgebaute Nischen opläit. All déi Saachen hu mer am Dezember hei diskutéiert. An deem Sënn war och meng moderat Kritik ze verstoen, datt an deem Pabeier, wat mech ubelaangt, net vill Neies géif sech dran erëmfannen.

Et ass richtig, datt mer weider müssen zolidd Effort fir d'Bankeplaz maachen. Mir wëssen als Fraktioun, datt de Minister dat mécht. An ech wollt vun d'Plaz aus soen, an en encouragéieren dat weiderzemaachen. An ech wollt, ech hu keng richteg gutt Zitate, mä ech hunn awer en Zitat vun der „dpa“. Ech hunn en Zitat vun der „Deutsche Presseagentur“, dat Folgendes seet: „Er war als einer der wenigen Beteiligten zu später Nachtstunde in der Lage, in klaren Worten den im Detail sehr komplizierten Kompromiss zu erklären“. Dee Mann, deen d'Saachen esou gutt an esou kloer erkläert zu Bréssel, war de Finanzminister Luc Frieden.

Här Minister, fuert esou weider!

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir wollt mer eng Fro stellen.

► **M. le Président.** - Här Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech wollt just nach eng Kéier, well ech ugeschwat gouf, kuerz awer meng Verwonderung ausdrécken, datt ech op där enger Säit net verstinn, datt hei gemaach gëtt, wéi wann een iwwer eng Strategie fir d'Finanzplaz eigentlech just d'äerft mam Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg schwätzen a mat soss kengem aneren, an op där anerer Säit gläichzäiteg, am selwechten Otemzuch, da behaupt gëtt, dat, wat an deem Pabeier, deen d'DP veröffentlecht huet, an deene Proposen, déi ech hei op der Tribün gemaacht hunn, dat wier alles kale Kaffi, well et wier scho laang gesot a laang geschriwwen ginn an den Här Schiltz an anerer hätten et op d'ëser Tribün och scho viru mir gesot. Dat ass e Widder-sproch, an ech verstinn et net.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt een och op der öffentlecher Plaz iwwert d'Strategie fir d'Finanzplaz schwätzt. Net wéi mer dat richtig ëmsetzen, net wéi mer verhandele ginn, mä datt mer eis awer kloer Orientéierung ginn, iwwert déi mer eis och eens maachen, an datt een och den Acteuren op der Finanzplaz dat dote ka mat...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir wollt mer eng Fro stellen, oder?

► **M. Claude Meisch (DP).** - ...dat dote ka matdeelen.

Elo ass et emol u mir, Här Schiltz.

Dat war eis Intentioun. Gitt op den Internet e bësse sichen, da fannt Der ähnlech Pabeieren iwwert d'Schwäiz, Dir fannt ähnlech Pabeieren iwwer Groussbritannien. Déi schéngen do also méi transparent wëllen ze si wéi Dir dat hei fir eis Finanzpolitik wëllt hunn. Do hu mer op jidde Fall dann eng aner Approche.

Eis Approche war et op jidde Fall net, mat d'ëser Interpellatioun Parteipolitik wëllen ze maachen, soss hätte mer eng ganz aner gewielt. Eis Approche war et, Pisten, déi vläicht net alleguerten nei sinn, munch neier awer derbäi zesammenzefaassen, fir e Gesamtkonzept, fir emol eng Kéier no der Finanzkris kënnen den Ist-Zoustand ze dokumentéieren an nei Pisten ze developéieren an an de Raum ze stellen.

Ech hu selwer gesot, datt do net alles muss richtig sinn an datt dat lescht Wuert bestëmmt nach net geschwat ass, mä datt een dat dote mat deene responsabele Leit an der Regierung, mat deene responsabele Leit vun der Finanzplaz muss weider ausdäitschen, fir ze kucken zu engem méiglechst grouss Konsens ze kommen an zu enger gudder Ëmsetzung vun deem Ganzen ze kommen. Dat war eis Intentioun. An ech kann eigentlech elo nëmme mat Bedauere feststellen, datt e bësse probéiert ginn ass, finalement dann awer nach d'Parteipolitik an d'ëser Interpellatioun eranzebréngen. Mä dat war net vun eiser Säit esou gewollt, Här President.

► **M. le Président.** - Den Här Schiltz nach.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, ech verstinn net, firwat den Här Meisch sech évertuéiert, fir Désaccorden ze konstruieren, déi net do sinn. Ech hu kloer, mengen ech, gemaach, datt de Mérite vun Ärem Pabeier dee wier, datt et eng Synthes vun enger ganzer Rei Elementer wier. Ech hunn awer och gesot, datt éischters net vill Falsches géif drastoen, an zweetens net vill Neies géif drastoen, well eng ganz Rei respektiv bal all déi Elementer, déi drastinn, ausser vläicht dem Ombudsman, well déi Funktioun vun der CSSF wouergoll gëtt, wier net esou vill Neies dran.

Zousätzlech hunn ech gesot - an ech mengen, dat hat de Kolleg Bodry och virdu gesot, ouni datt et lech immens vill opgereegt huet -, datt ee seng Strategie net géif no bausse verrodnen. Dat heescht, wa mir nei Geschäftsfelder erkunden, da geet et dach net, datt mer am éischte Stadium vun der Erkundung vun neie Geschäftsfelder der ganzer Welt matdeelen, wat mer vu Geschäftsfelder wëllen erkunden. Wa mer bis genau wëssen, iwwerall wou mer higin, an et ass op deenen Elementer, wou...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Wou ass dat dann an d'ësem Pabeier gemaach ginn?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ... wou ech meng Kritik ubréngen. Wa mer an der

Phas sinn, wou d'Saache kommerzialiséiert - oder kommunikéiert ass dat méi richtig Wuert - gi respektiv no bausse verdriwwen ginn, verdriwwen ginn am Sënn...

**M. Claude Meisch (DP).** - Am kommerzielle Sënn.

**M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...am däitschen, am kommerzielle Sënn vum Wuert - Merci -, dann ass et evident, dass ee muss no bausse kommunikéieren. Mä et muss awer erlaabt sinn, sech Froen ze stellen, wann ee Strategien, wat Pabeiere sinn, wou déi grousse Orientatiounen dra sinn, an déi Pisten, déi een eventuell wëllt aschloen, ob een déi schonn ex ante no bausse révéleréier soll. Well eng Strategie, déi een no bausse...

**M. Claude Meisch (DP).** - Wou ass dat da geschitt an deem Pabeier?

**M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...eng Strategie, déi een no bausse... Et ass e strategesche Pabeier mat enger ganzer Rei Proposen, déi Dir...

**M. Claude Meisch (DP).** - Dir hutt elo grad Punkt fir Punkt opgezelt...

**M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - ...mat enger ganzer Rei Proposen, déi Dir maacht, déi entweder - ech soenlech - et nach eng Käier, fir d'siwvenzéngt - net nei sinn, oder awer wou Der amgang sidd Strategien no bausse ze droen. An et muss erlaabt si vu Säfte vum Majoritéitspartei ze soen, dass et vläicht net onbedéngt déi beschte Manéier wier, ex ante seng Strategien ze verrodde. Zielt net op mech elo nach, firlech hei honnert Prozent ze soen, wou ech géif mengen, dass déi strategesch Elementer wieren, déi geféierlech sinn. Well da géif ech jo genau dat nämlech maache wéi dat, wat Dir maacht. Mä där sinn natierlech eng ganz Rei dran, an dat maacht Der mer och net falsch.

**M. Claude Meisch (DP).** - Wann Dir et sot.

**M. le Président.** - Gutt, Merci dem Här Schiltz, an elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

**M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, déi Debatten hei sinn zënter bal véier Stonnen amgang, an duerfir mengen ech ass et den allgemenge Wonsch vum Parlament, dass d'Regierung sech kuerz zu deenen eenzelne Punkten nëmmen ausdréckt. Ech kéint natierlech déi 70 Minuten, déi der Regierung zoustinn, gebrauchen, well de Sujet ass sécherlech esou wichtig, dass ee villes zu deene Saache misst soen.

Ech wëll hei ausdrécklech nach eng Käier soen - och dem Interpellant, dem Här Meisch, mat deem ech op breede Strecken, wann net souguer a bal allem, wat e gesot huet, am totalen Accord sinn -, dass fir d'Regierung d'Finanzplaz als de Piler vum der Lëtzebuurger Economie, deen en termes vu Recettes fiscales enorm wichtig ass, total zu där Finanzplaz steet am Sënn, dass se d'Rahmebedingungen esou wëllt gestalten, dass déi Finanzplaz sech och weider kann entwéckelen, weider kann Aarbechtsplazen erhalen an Aarbechtsplaze schaffen, an och dass se sech ka weider entwéckelen an engem changéieren den internationalen Ëmfeld.

Ech begrëssen och, dass dee Sujet hei op Demande vum der Demokratescher Partei zu enger Debatt an der Chamber ginn ass, wou ech et feststellen, dass déi Debatt am Fong op de grousse Linnen - och an all den Aussoe vum de Fraktiounssprecher - eng Iwwereneestëmmung fonnt huet.

Ech begrëssen och dee Pabeier, deen d'Demokratesch Partei am Virfeld publizéiert huet. Villes vum deem gesinn ech als eng Ënnerstëtzung vum där Politik, déi d'Regierung mécht. Et sinn déi eng oder déi aner Pisten dran, déi soll ee mat an d'Reflexioun huelen, déi een amgang ass ze maachen an déi een ëmmer erëm muss nei maachen. Et gëtt net eng Strategie fir d'Finanzplaz, an da mécht een d'Buch zou an dann huet een déi Aufgab gemaach.

Ech sinn zënter enger Rei Joren zoustänneg an der Regierung, a successive Regierungen, fir d'Finanzplaz. Ech stellen ëmmer erëm fest, dass ee muss d'Strategie fir d'Finanzplaz adaptéieren, an ech mengen

- an duerfir ass d'Debatt elo richtig -, dass een déi Strategie elo muss adaptéieren, well duerch d'international Finanzkris, duerch G20, duerch nei Regulatiounsthemmen och eis Finanzplaz sech anescht duerstellt. Duerfir ass déi Strategie, déi ee virun der Kris gemaach huet, net onbedéngt déi nämlech wéi déi, déi ee muss fir no der Kris maachen. An duerfir ass dat eng richtig Démarche.

Sou e Pabeier souwéi och déi aner Iddien, déi, hunn ech gesot, huelen ech mat an déi Reflexioun, déi mir an der Regierung maachen. Mir maachen déi an der Regierung net eleng. Ech war ëmmer der Meenung, dass eng vun de Stärkte vun eiser Finanzplaz wär, dass d'Regierung, déi zesumme mam Parlament d'Rahmebedingungen mécht, an enker Consultatioun mam Privatsecteur déi do Saachen diskutéiert.

Duerfir hunn ech an deser Legislaturperiode sougenanntene Haut Comité de la Place financière an d'Liewe geruff, deen am Fong all d'Haaptacteurs vun der Finanzplaz an engem konsultativen Organ zesummesetzt, deen ech selwer presidéieren, well ech och gäre géif héieren: Wou sinn nei Besoinen? Wou sinn nei Problemer? Wéi kënnen mer déi adequat begleeden?

An deem Haut Comité de la Place financière hu mer och decidéiert, dass mer eng Zort Veille réglementaire maachen, dat, wat hei och proposéiert ginn ass, nämlech fir ze kucken: Wat geschitt op anere Finanzplazen? Wann do Ännerunge kommen, verlaangt dat, dass mir och eng Ännerung maachen? Oder soe mir: Déi do Ännerung maache mir net? Fir ëmmer erëm konkurrenzfäheg ze sinn. Dass ass eng Démarche, déi ech och wëll weidermaachen. Dass ass also am Fong en Organ, wat mer als Groupe de travail innerhalb vum deem Haut Comité de la Place hunn, dass een dat nach kann e bessen ausbauen, e besse professionaliséieren.

Do deelen ech och d'Meenung vum Interpellant. Ech mengen, dass dat wichtig ass, well mir si jo eng Finanzplaz, déi - an dass ass e grousse Ënnerscheid mat villen anere Finanzplazen - international orientéiert ass. Déi Banken, déi hei sinn, sinn net wéinst dem Lëtzebuurger Marché hei, op d'mannst de Gros vun hinnen net, mä déi sinn hei wéinst dem internationalen Ëmfeld.

Stark Ënnerstëtzung also vun der Regierung fir d'Entwécklung vum der Finanzplaz, wéinst hirem ekonomeschen, fiskaleschen, aarbechtsmaartpoliteschen Impakt.

Dat heescht awer och, staark Ënnerstëtzung vun der Regierung fir all Secteure vun der Finanzplaz. Et ass eng méi diversifiéiert Finanzplaz. Mir hunn doranner d'Gestion de patrimoine, mir hunn de Private Banking. Dee muss ee weider ausbauen, well et gëtt nun eemol e Besoin vu Leit, fir hir Suen op eng professionell Aart a Weis géréiert ze kréien, mat internationale Produkter.

Ënnerstëtzung fir den Développement vun der Fongindustrie, Ënnerstëtzung awer och fir Secteuren, déi de Mëtteg hei net esou genannt gi sinn, déi awer och vill Aarbechtsplaze schaffen. Dass ass dee ganze Segment, dee mer viru Joren agefuert hu vun de sougenannte Professionals du secteur financier, wat eng ganz Rei vu Beruffer sinn, déi reglementéiert sinn an déi domadder e bessen als Zulieferer vun dem Finanzsecteur komm sinn an déi ganz vill och Méiwäert hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Dat sinn do derniewent och Consulting-Firmen, Fiduciairen, Affekoten, Étuden. Alles dat huet déi Finanzplaz an engem Know-how zesummebruecht, deen en Atout ass par rapport zu ausländesche Plazen, déi sech eréischt am Opbau befanden, well dat kann een net vun haut op muer maachen.

Och, mengen ech, ass et wichtig, dass mer eis Bourse verstärken. Och dass ass e substanzieel Element vun enger Finanzplaz. Och déi ass an engem Ëmfeld, wat ännert. An de Stat huet do e grousse direkten an indirekten Actionariat. Duerfir muss mer kucken, dass déi Bourse eng attraktiv Bourse bleibt fir eng Rei spezialiséiert Aktivitéiten. A selbstverständlech gëllt dat och fir d'Assurancien an d'Clearing-Aktivitéiten. Déi ganz Lëscht, firlech nëmmen

ze soen, dass ech mengen, dass mer eng diversifiéiert Finanzplaz brauchen, mat ville Piliere, an dass jiddweree vun deene Piliere muss a soll ënnerstëtzt ginn.

Zwee Wiederer awer vläicht zum Private Banking an zu de Fongen, well am Kontext vum Private Banking natierlech déi ganz Diskussioun ronderëm d'Bankgeheimnis kënn. Et ass hei an haut net d'Plaz, fir do nach eng Käier elo am Detail op all Aspekter anzegoen. De Punkt ass just, dass een déi Debatt net dierf nëmmen dorop limitéieren, ob mir fir oder géint d'Bankgeheimnis sinn. An ech mengen, dass de Gros vun de Lëtzebuurger, hei am Parlament vertraueden, eisichter do derfir sinn.

D'Fro, déi mer eis eisichter muss stellen, ass: Wat ass den Impakt op eist Land an Terme vun Image, an Termen och fir nei Clienten ze kréien, vun engem System, deen de Gros vun deenen anere Länner net huet an deen eis ëmmer erëm, ob mir et wëllen oder net, an eng Defensiv dréckt? Dass ass déi Fro, déi mer och musse, wa mer alles op eng Wo leeën, an de Vir- an Nodeeler vun deem Bankgeheimnis gesinn.

Et ass net d'Intentioun vun der Regierung, fir kuerzfristeg deem staarke Wonsch vum deenen anere 25 Partner an der Europäescher Unioun nozeginn an d'Bankgeheimnis ofzeschaffen. Et ass awer och net d'Intentioun vun der Regierung, fir all Propositionen, déi op den Dësch kënn, einfach ofzublücken ouni Argumenter. Mir hätte gären an Europa eng sachlech Debatt. Mir hoffen, dass mer déi Debatt kréien. D'spuesch Présidence huet dat e puermol versicht, mat awer Texte, déi net d'Zoustëmmung fonnt hu vun der Lëtzebuurger Regierung. Duerfir hu mer bis elo och an deem Dossier kee Progrès gehat.

Ech mengen, dass d'Banken déi nächst dräi, véier, fënnf Joer mussen intensiv derfir benotzen, do, wou d'Bankgeheimnis an deem aktuelle System menger Meenung no op jidde Fall bestoe bleibt, fir nach weider a Qualitéit an Know-how ze investéieren, fir de Clienten dee beschte Service, konkurrenzfähige Service - do spillt och de Käschtepunkt, de Präis eng Roll - kënnen ze ginn.

En fait ass déi Debatt jo net nei, an den Här Meisch huet zu Recht dorop higewisen, dass mer zu Feira eppes agelaut hunn, quitte dass mer d'Événementer vum leschte Joer net konnte virusgesinn. D'Kris hu mer net virusgesinn an de G20 hu mer net virusgesinn. Mä vill Banken hunn zënter 2005, wou d'Quellesteier agefuert ginn ass - dass sinn awer ëmmerhin elo scho fënnf, sechs Joer hier - ugefaangen, och d'Berodung vun der Clientèle anescht ze gestalten an d'Bankgeheimnis méi als Schutz vun der Privatsphäre wéi als iergendeppes aneschters dohinnerstellen. An ech mengen, dass ass eng Démarche, déi amgang ass. Dass ass eng Démarche, déi weidergeet.

Ech mengen, dass de Schutz vun der Privatsphäre an der Gestéioun vum Patrimoine och an der Zukunft wichtig bleibt. Et gëtt eng Rei Gebidder, wou d'Privatsphäre wichtig ass, an d'Geld ass fir vill Leit ee vun deenen Dealer. Deen ass och besonnesch wichtig fir Leit, déi vu méi wäit ewech kommen, also och an der Acquisitioun vun neier Clientèle ass dat ganz wichtig.

Duerfir, mengen ech, ass et net d'Intentioun vun der Regierung, do kuerzfristeg „Jo“ ze soen zu allem, wat op den Dësch kënn, mä eisichter zu deene Prinzipien ze stoen, déi mer hunn, awer déi Prinzipien an enger Evolutioun ze gesinn - dass ass eng international Evolutioun -, an duerfir och genee eis ëmmer erëm ze concertéieren mat anere Länner, fir ze kucken, wat do geschitt. Eng pur Haltung vu Refus schuet eisem Image a mécht et schwierig, nei Clienten ze kréien.

Och muss ee jo gesinn, dass eng Rei vun unilaterale Moosnamen an anere Länner - Stéchwierder: Amnestie, Datenklau - och d'Realitéit vum Bankgeheimnis, ob mir dat wëllen oder net, natierlech fir d'Clienten anescht dohinnergestallt hunn, an och dass muss een enger Evaluatioun vum Bankgeheimnis mëttelfristeg berücksichtigen. Mä generell bleibt, dass mir mengen, dass e gewëssene Schutz vun der Privatsphäre am Kontext vum Private Banking noutwendeg ass. An duerfir wäerte mer eis och an Europa asetzen.

Mä dat schléisst net aus, dass een och muss sécherstellen, dass déi Leit Steiere bezuelen. Duerfir ass d'Iddi vun enger Quellesteier, an notament vun enger europäescher Quellesteier, eng, déi d'Regierung weider wëllt op europäeschem Plang an der Diskussioun halen.

Wat d'Fongen ubelaangt, esou géif ech just stéchwuartaarteg och do soen, dass et evident ass, dass mer mussen do eng Leadership-Position behalen, dass een déi och doranner behält, dass mer wëlle schnell déi Direktiven, déi an Europa diskutéiert ginn, mat staarke Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, och dann ëmgesat gesinn. Dass gëllt net nëmme fir d'Direktiv vun den alternativen Investmentfongen, vun deenen hei de Mëtteg Rieds gaangen ass. Dass gëllt natierlech an eisichter Linn emol fir d'Direktiv UCITS IV.

An et ass d'Intentioun vun der Regierung, wann et eis geléngt, wann all déi Règlements d'exécution zu Bréssel ugehall sinn, fir virum Summer, soss awer am September, dee Projet de loi an der Chamber ze déposéieren. Ech mengen, dass wär wichtig. Mir hunn eng Schlüsselroll am Beräich vun de Fongen. Mir mussen déi och behalen a mussen déi nei Méiglechkeeten aus der UCITS IV-Direktiv eraushuelen.

An deem Kontext och, mengen ech, muss mer och ëmmer kucken, wat d'Konkurrenz mécht. An deem Kontext war et eis duerfir och wichtig, do konkurrenzfähige ugepasst ze sinn. Engersäits, wat de Statsminister hei anoncéiert huet, andeem dass mer déi sougenannt ETF-Fongen, déi hautdäags virun allem an engem anere Land an Europa opgeluecht ginn, wat en neie Produkt ass, dass mer dee vun der Taxe d'abonnement zu Lëtzebuerg entbannen.

Mä et ass och d'Intentioun vun der Regierung, fir Elementer, déi an der UCITS IV-Direktiv virkommen, nämlech d'Fusioun vum Fongen, déi méiglech ass, fir déi steierlech neutral ze gestalten respektiv déi nei Zort vu sougenanntene Master-Feeder funds, am Fong Duechtergesellschaften vu Fongen, wann een dat einfach kann esou ausdrécken, dass och déi esou besteiert ginn, dass dat net zu enger Méibesteuerung féiert. Also och do kucken, d'Rahmebedingungen esou ze gestalten, dass dat steierlech zu Lëtzebuerg och eng Entwécklung méiglech mécht. Dass wëlle mer an deem neie Fongegesetz dann och alles mat abauen. Dass ass also en Objectif, wat mer kuerzfristeg hunn.

Generell gëllt, mengen ech, dass d'Steierlandeschaft muss esou sinn, dass ee par rapport zu Konkurrenzcentren attraktiv bleibt. A wann ech och bal op allem mam Här Meisch de Mëtteg d'accord war, esou sinn ech net domat d'accord, wann e gesot huet, dass dat, wat mer elo am Kader vum Defizit-Reduzéierungsprogramm gemaach hunn, der Finanzplaz géif massiv schueden.

#### (Interruption)

All déi Propositionen, all déi Iddien, déi zirkuléiert sinn, hu mer ëmmer iwwerpräift, ob mer net iwwert d'Nopeschlänner géife kommen. Duerfir hu mer, contrairement zu deem, wat Verschiddener vläicht wollten, weder Steieren op de Betriber eropgesat nach bei de Persounbesteuerung Steuersätz gemaach, déi méi héich si wéi déi op anere Finanzplazen. Et gëtt keng Steier, déi agefuert ass, déi eis op e System setzt, deen eis an eng negativ Konkurrenz par rapport zu anere Plaze setzt.

Mä grondsätzlech sinn ech matlech d'accord, dass een ëmmer muss kucken, dass d'steierlecht Ëmfeld esou bleibt, dass och international Aktivitéiten heihinnerkommen. De Bankesektor huet déi Particularitéit zu Lëtzebuerg, wéi gesot, dass en net un d'Lëtzebuurger Economie gebonnen ass, mä dass e vun hei aus seng europäesch Aktivitéit mécht. Duerfir si mir och am steierlechen, mä och an anere Beräicher an enger enormer Konkurrenz natierlech mat Plaze wéi London, Dublin, Zürich, wat och seriö Finanzplaze sinn, a mir mussen ëmmer kucken, wat do geschitt. Mir kënnen eis also keen Alleingang an der Steierlandeschaft generell erlaben.



De juristesche Kader muss generell ëmmer erëm adaptéiert ginn. Doriwwer wär villes ze soen, mä dat loossen ech hei ewech. Et ass awer d'Intentioun vun der Regierung, ëmmer erëm d'Regelwierk ze adaptéieren, do, wou dat noutwendeg ass. Dat hu mer och gemaach, duerfir klappt dat och gutt. Mir müssen eis och an deem Kontext beméien, fir datt den Investisseur, de Client am Mëttelepunkt steet.

Ech mengen, datt déi ganz Diskussioun ronderëm de Schutz vum Invest och no der Kris méi wichteg gëtt wéi virun. Vill Leit sinn a Produkter erageklommen, déi se effektiv net bis an de leschten Detail verstanen hunn. An duerfir muss ee kucken, datt ee Produkter an Zukunft huet, wou et nach besser wéi an der Vergaangenheit séchergestallt gëtt, datt deen, deen dran investéiert, och allerdéngs deen, deen de Produkt opleet, genee weess, wat e mécht.

D'Approche clients ass also extrem wichteg. An deem Kontext och muss mer eng nei Reglementatioun maachen iwwert d'Garantie de dépôt. Ech hunn déi e bëssen zrëckbehalen, well d'Europäesch Kommissioun elo nach eng kéier wëllt mat nei Propositione kommen. Ursprénglech hat ech virgesinn, mäi Projet de loi iwwert den Einlagenschutz virum Summer ze déposéieren. Ech mengen, datt ech dat zrëckhalen, fir déi neiste Propositione vun der Kommissioun kënnen ze analyséieren.

Mä mir müssen och kucken am Beräich vun der Supervisioun, datt och do séchergestallt gëtt, datt net nëmme wéi hei ugemahnt, all déi Autoritéiten am Land zesummeschaffen, mä och op europäeschem Plang besser zesummeschaffen. Ech mengen, wat mer do no der Kris op europäeschem Plang diskutéiert hu mat deenen eenzelnen Organer, déi iwwerwaachen, datt dat an déi richteg Richtung geet.

Mir brauchen dann och zu Lëtzebuerg nei Clienten an nei Marchéen. D'Regierung ass extrem intensiv dorëm beméit, fir op nei Marchéen ze goen. Dat heescht net, déi al vernoléisseg, mä déi sëllege Missiounen, déi de Wirtschaftsminister an ech maachen a verschidde Deeler vun der Welt, wou mer fréier net esou higaange sinn, sief dat d'Golfstaten, sief dat Asien, sief dat Latäinamerika, sief dat Deeler vun Osteuropa, do sinn nei Marchéen um Entstoen, an do muss mer e Stéck kréien.

Den Intérêt, dee kierzlech eng indesche Bank gewisen huet, interessant Gespréicher, déi ech geschter mat enger chinesescher Bank hei zu Lëtzebuerg hat, alles dat indiquiert, datt mir eng Adress an Europa sinn, déi déi nei wuessend Économie fannen, an do muss mer intensiv dru schaffen. An dat verlaangen ech och, datt ee mat deene Leit ëmmer erëm muss am Kontakt sinn.

D'Finanzplaz huet menger Meenung no eng grouss Zukunft zu Lëtzebuerg, mä et muss een ëmmer erëm se nei opstellen. An an deem Kontext natierlech muss mir méi attraktiv si wéi déi aner. Mir müssen eis an europäesch Regeln halen, well soss kënn kee bei eis. E kënn natierlech bei eis weinst de Regeln. E kënn awer och bei eis weinst der Stabilitéit, weinst der Sécherheit, där physischer an där juristescher. All déi Aspekter sinn och Atoutéi vun dësem Land, déi et gëllt mat alle Mëttele weider ze verteiden.

D'Reguléierung natierlech spillt do eng Roll. Ech mengen, datt déi Reguléierung net dierf ze enger lwwerregulierung féieren. Och wann dat „in“ ass, fir derfir ze plädéieren, datt elo alles muss reguléiert ginn, esou wëll ech just hei eppes rappéléieren. De Finanzsecteur ass mat dee reguléiertste Secteur vun der Économie. Schon haut, wann ech kucken, wéi vill Texte mir hunn am Finanzministère, déi sech applizéieren op d'Banken, a wéi wéineg et der gëtt bei villen anere Secteure vun der Économie, da war dat ëmmer e reglementéierte Secteur.

Wat also elo muss gemaach ginn: Et muss gekuckt ginn, ob net verschidde Produkter, déi iwwerméisseg komplex oder iwwerméisseg ontransparent waren, ob

een déi net muss anescht gestalten. An do ass d'Beispill, wat hei de Mëtteg och zit'éiert ginn ass, vun den Hedge-Fongen, e gutt. Den Hedge-Fong u sech, mengen ech, ass net esou de Problem, mä et ass méi déi Ontransparenz, déi e charakteriséiert, déi oft e Problem ass. Déi Direktiv, déi mer am Conseil vun de Finanzministere virun zwou, dräi Wochen ugeholl hunn, mengen ech, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. A mir hoffen, datt d'Europäesch Parlament dat och esou gesäit. An déi Diskussioun, déi d'Parlament elo doriwwer muss féieren: Mir sinn do an der Codécisioun tëschent dem Conseil an dem Parlament.

Mir müssen d'Ratingagenturen anescht iwwerwaachen. D'Europäesch Kommissioun huet lech Propositione gemaach. Ech mengen ze wëssen, datt d'Europäesch Kommissioun an deenen nächsten Deeg nach eng kéier Propositione mécht, fir notament och ze kucken, ob net déi europäesch Supervisiionsautoritéit muss Méiglechkeete kréien, fir anzegräifen, wa falsch Bewäertunge gemaach ginn.

Et ass nun eemol e Fakt, datt een ee brauch, deen ee bewäert. Et gëtt also net ganz vill Alternativen dozou. Ob een eng kéier an Europa och esou eng kéint kréien, dat wär eise Wonsch, mä déi kann een net einfach esou décréteieren. Nach muss een dat maachen. Déi hu sécherlech an der Kris eng schlecht Roll gespillt. Mä et huet och nach kee eng alternative Modell zu enger Bewäertung vu baussen, Bewäertung vun den Entrepreneuren a Bewäertung vun de Staten, fonnt.

Wat also noutwendeg ass, datt d'Kritären, no deene bewäert gëtt, transparent ginn an datt een déi kann iwwerwaachen. Dat muss d'Aufgab sinn; déi Ratingagenturen müssen an Zukunft iwwerwaacht ginn. Dat hu mer schon decidéiert an Europa, a wann déi an engem Land aktiv ginn, oder wann et do eng gëtt, da muss och all Land eng Autoritéit de surveillance nennen. Zu Lëtzebuerg ass dat evidenteweis d'CSSF. Mä, wéi gesot, et gëtt keng, déi zu Lëtzebuerg sech bis elo etabléiert huet. Dat ass awer och vläicht e Créneau, un deem Europa wéi gesot muss schaffen.

Mir brauchen nei Regeln, wat d'Kontabilitéit ubelaangt. Déi kuerzfristeg Bemessungsgronndlag vun dem Wäert vu Participatiounen, déi d'Banken hunn, déi ass net gutt. Doriwwer diskutéiere mer intensiv. Dat ass en fait eng technesch Debatt, mä mat engem enorme politesch-ekonomeschen Impakt. Duerfir, déi IAS-Regel muss reforméiert ginn, fir datt dat Strukturell, dat Mëttele-, dat Laangfristeg méi bewäert gëtt wéi just de kuerzfristeg Maartwäert. Mir müssen d'Derivative besser reglementéieren.

Duerfir, mäi Punkt ass einfach an där Oplëschtung, fir lech ze soen, datt ech net mengen, datt mer elo müssen op eemol alles reglementéieren, well de Gros ass reglementéiert, mä datt et punktuell Saache gëtt, déi méi transparent a manner risikoräich muss gestalten ginn.

An et ass och an deem Kontext, wou ech d'Diskussioun ronderëm eng Finanztransaktionssteuer gesinn. Déi Debatt kann een einfach beäntweren, andeem ee seet: Mir si fir eng Bankebesteuerung. Domat ass ee sécher, datt een d'Zoustëmmung vun 99% vun den Europäer huet. Mä et huet een domadder kee Problem geléist. Et gehéiert zum gudden Toun, fir ze soen: D'Banken - an dat ass och richteg - hunn eng Koresponsabilitéit, hunn eng grouss Responsabilitéit, besonnesch déi amerikanesch, um Ufank vun där Kris. Also muss se och mat finanzéieren.

De Punkt ass awer, datt all déi Debatten, déi elo do gefouert ginn, ganz ënnerschiedlech Ziler hunn. An duerfir, mengen ech, muss ee fir d'Éischt kucken, wat fir en Zil een huet. Wëllt een, datt d'Finanzindustrie méi Steiere bezilt, oder wëllt een duerch esou eng Finanztransaktionssteuer, datt verschidde risikoräich Geschäfter méi schwéier gemaach ginn?

Wann een dat Éischt wëllt, da geet et duer, datt all Land decidéiert, säi Steiersaz op de Banken oder op verschidde Aktivitéite vun de Banken ze héijen. Wann een dat Zweet wëllt, fir verschidde Aktivitéiten, déi risikoräich sinn an déi Problemer der Welteconomie geschaf hunn, wann een

déi wëllt méi schwéier maachen, dann ass ee fir eng Finanztransaktionssteuer. Ech muss lech soen, datt ech largement fir eng Finanztransaktionssteuer sinn, konzentriert op héich spekulativen, risikoräichen Transaktiounen.

Elo hu mer awer eng Debatt an Europa am Fong iwwer véier Steieren. Éischters eng Finanztransaktionssteuer, wat eng Zort TVA op verschidde Transaktiounen ass. Eng Finanzaktivitéitssteuer, déi am Fong op de Finanzaktivitéiten au sens large gemaach gëtt. Dann hu mer eng Diskussioun iwwer eng Bankesteuer, déi an den Ae vun der Kommissioun, oder vum Här Kommissär Barnier, virun allem soll an e Fong gemaach ginn. Aus deem Fong géif een da Banke retten, wéi mir dat zu Lëtzebuerg och bei zwou Banke gemaach hunn an der Kris 2008. An da gëtt et nach eng véiert Theorie, dat sinn déi Leit, déi soen, mir héijen einfach de Steiersaz op de Banken tout court, a finanzéieren domadder eis Budgetdefiziter, déi mer fir de Moment hunn.

Déi Debatt ass bis elo an Europa an am Finanzminister-Conseil net am Detail gefouert ginn. Ech mengen, datt et an deem Conseil e Konsensus gëtt, datt mer an der Besteuerung do eppes muss maachen. Mä ech mengen net, datt een dat alles kann zesumme maachen. Et muss een och nach am Hannerkapp hunn, datt mer zugläich eng Diskussioun féieren iwwer nei Eegekapitalregele bei de Banken. An alles dat zesumme därer net dozou féieren natierlech, datt herno de Konsument, oder deen, deen d'Prête bei d'Bank maache geet, datt deen de Käschtepunkt vun all deem dote bezilt. De Risiko besteet!

An duerfir ass d'Approche vun der Lëtzebuerger Regierung éischt, fir ze soen, mir si favorabel zu enger Finanztransaktionssteuer, déi soll de Risque bei verschidde Transaktiounen méi kleng maachen, se e bëssen discouragéieren, doduerch datt een dat besteiert. Esou eng Steuer mécht kee Sënn, wann een déi zu Lëtzebuerg eleng géif maachen. Mir sinn d'accord, wann een déi géif maachen an Europa, à condition datt all d'Länner vun Europa do géife matmaachen. Mir sinn der Meenung, datt mer op de G20 als Europäer muss goe mat enger Stëmm schwätzen. Mä wat mer nach net an Europa decidéiert hunn, dat ass, ob mer an Europa esou eng Steuer aféieren, wann nom G20 gesot gëtt, datt grouss international Plaze wéi Amerika oder Asien net do matmaachen.

Ech mengen, datt, wann New York - duerfir hat ech New York an engem Interview genannt - net matmécht, datt et da ganz schwéier wäert ginn, an Europa eng Majoritéit oder eng Eestëmmegkeet ze kréien, fir esou eng Steuer an Europa anzeféieren. Eng Plaz wéi London, déi an direkter Konkurrenz ass mat New York, gesinn ech schwéierg zoustëmmen enger europäescher Steuer, wann New York net matmécht. An ech gesinn eis net zoustëmmen, wa London net matmécht.

Duerfir mengen ech, muss een dat global gesinn. Wann déi 27 à l'unanimité e puer Finanzprodukter fannen, wou se esou eng Steuer wëllen aféieren, da fënnt dat d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung. En Alleingang wäerte mer net maachen, an ech gesinn et souwiesou generell schwéierg, datt Europa et mécht, wann Amerika et net mécht.

Dat heescht net, sech hannert d'Amikaner verstoppen. Dat heescht, offensiv op de G20 goen. D'Présidence, déi spueneesch Presidentschaft wäert dat do virbréngen. Mä mir hunn d'Debatt nach net gefouert, an duerfir sinn déi Froen, déi virdu gestallt gi sinn, notament vum Här Meisch och - op wat soll dat genee gemaach ginn, mat wéi engem Taux, wat geschitt da mat deenen anere Steieren? -, déi Froen sinn net am Detail diskutéiert.

Wat mer awer och gemaach hunn, dat ass, datt mer emol gefrot hunn, de „Financial Stability Board“, dee vum italeschen Zentralbankchef presidéiert gëtt, ze kucken, wat den Effekt ass vun all deenen dote Moosnamen op d'Bankenaktivitéit, y compris d'Erhéijung vum Eegekapitalniveau, dee staark d'Ennerstützung vun der Europäescher Zentralbank huet, fir ze kucken, wat geschitt, wa mer dat do alles niestenee maachen, fir de Käschtepunkt, deen herno eventuell répercutéiert gëtt op

d'Clienten. Duerfir muss een dat net ideologesch an eisen Aen ukucken, mä et muss ee kucken, wat et ka bréngen, a wéi gesot, ech soen nach eng kéier, datt ech mengen, datt ee sollt kucken, fir de Risiko ze diminueieren.

D'Debatt ass awer ganz oft gefouert ginn als eng Debatt einfach géint d'Bankgeschäft - eng verständlech Roserei vun de Leit iwwer eng Rei Finanzpraktiken - an doduerch ass am Fong déi Debatt entstanden. D'Bankgeschäft souwiesou huet ëmmer an der Vergaangenheit bis an d'Gegenwart am Fong vill Méfiance vun de Leit erbäigeruff. Dat war esou am Mëttelealter, dat war esou an der Renaissance. Dat ass duerfir - oft war et eng Aktivitéit, déi nëmme vu Minoritéiten an der Gesellschaft gemaach ginn ass - an duerfir ass am Fong déi Debatt, déi mer dëser Deeg an Europa an an der Welt kennen, keng nei Debatt. Et erkläert och e bëssen heiansdo d'Bild, wat d'Ausländer vun eis hunn, well mir als Land mat enger Finanzplaz ganz oft enk matenee gesint ginn.

Et gëtt eng Retizienz, eng Méfiance vis-à-vis vu Finanztransaktiounen. Ech mengen, datt grundsätzlech d'Finanzgeschäft eng éierbar Aktivitéit ass. Do, wou se net méi éierbar ass, dat ass ganz oft well a) Gesetzer net respektéiert ginn; oder well ethesch Normen an den Hannergrond kommen, well einfach d'Course nom schnelle Geld dominéiert huet. Mä d'Aktivitéit selwer, fir Dépöten opzehuelen, fir déi ze gérieeren a fir Préten ze maachen, ass eng absolut noutwendeg Aktivitéit fir d'Économie.

An ech soen och, mir brauchen och international Finanzplazen. Déi, déi d'Kris wëlle benotzen, och an Europa, fir hir Mäert ofzeschotten, an déi soen, mir brauchen net all déi aner Plazen, déi iere sech. D'Welt-Économie, déi europäesch Économie ass eng, déi grenziewerschreidend ass, an duerfir muss mer och grenziewerschreidend Finanzplazen hunn, a Lëtzebuerg ass am Fong eng vun deene raren an Europa, déi vum grenziewerschreidende Geschäft leeft. An duerfir passe mer enorm op, datt all déi Barrieren, déi agebaut ginn, net einfach zum Zil hunn, national Marchéen ze protegieren.

Mir liewen an engem Europa, an et ass och duerfir... Déi lescht Remarquen, déi ech wëll maachen, betreffen duerfir d'budgetär Opstellung, a si huet en fait, besonnesch am Lëtzebuerger Fall, enorm vill mat deem, wat mer virun diskutéiert hunn, ze doen, well et ass kloer, datt d'Besteuerung vun der Finanzplaz, d'Steieren tout court, eppes mam Budget ze dinn hunn, an datt mer net kënnen eis Budgeten esou maache wéi virun der Wirtschafts- a Währungsunioun.

Ech hu jo grouss Versteesdemech fir all déi, déi an Europa an heiheem sech doriwwer opreegen, wann d'Kommissioun oder de Conseil mat gudder Rotschléi kënn par rapport zu engem nationale Land, an déi da soen: „Mä dat do, dat sinn déi vu Brëssel, wat sollen déi da vun eis verstoën.“ Mir liewen an enger Währungsunioun zënter 1999. Wann een eng Währungsunioun huet, da muss een noutgedrongen och eng, ech géif bal soen, eng gemeinsam Budgets- a Wirtschaftspolitik maachen.

► **Une voix.** - Logesch wier et.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Dat heescht net, datt all eenzel Moosnam am Budget d'nämlecht muss ausgesinn. Mir kënnen zu Lëtzebuerg ëmmer och an der Zukunft d'Kannergeld op deem Niveau fixéieren, wéi mir wëllen. A mir brauchen do net ze kucken, wéi déi aner dat maachen, fir dat Beispill ze huelen. Mä wat net geet, datt deen een en zolitten Defizit oder eng Megaschuld mécht, an deen aneren, deen hält sech un d'Spillregelen, well deen, dee sech net un d'Spillregelen hält, dee schuet deem aneren, well mer jo an deem gemeinsame Boot vun der Währungsunioun sinn. D'Währungsunioun, déi - an dat vergësst een an dësem Deeg - eng enorm Garantie vu Stabilitéit an deene leschte Jore war.

Dank dem Euro hu mir 80% vun eisem Handel - mir Lëtzebuerger - mat Länner gemaach, déi och den Euro hunn. Mir waren also net méi ausgeléiwert u Währungsschwankungen an deene leschten zéng Jore. Dank dem Euro hu mir eng



Inflatioun an deene leschte Joren, déi vill méi niddreg war, wéi dat an deenen zéng Joer virun der Währungsunioun war. An dat ass d'Resultat vun enger dach awer streng op Präisstabilitéit axiéierter Politik vun der Europäescher Zentralbank.

All déi Aspekter ginn e bëssen duerch déi momentan Kris verluer. Och den deegleche Bléck op de Wiesselkurs tëschent Europa, tëscht dem Euro an dem Dollar ass net zielführend. Méi wichteg ass, datt mer kucken, datt mer déi strukturell Problemer geléist kréien. Mir haten och 2001 eng Kéier en Euro, dee war manner wäert wéi den Dollar. Et muss een also ëmmer iwwer eng gewëssen Zäit kucken.

Ech mengen, datt déi strukturell Problemer, datt mer déi mussen an de Grëff kréien. An zu deene gehéieren d'Budgets-problemer vun enger Rei vu Länner, an duerzou gehéieren och déi, déi mir net dierfen zu Lëtzebuerg kréien. Net eleng e puer irresponsabel Spekulanten hunn de Problem hei geschaf. Mäert, dat heescht d'Investisseuren, dat heescht déi normal Leit, déi hunn op eemol gezéckt, ob se nach sollten Obligatiounen vu verschiddene Länner kafen, well se gesot hunn: „Bezilt dat Land do zréck? Kann dat Land do zréckbezuelen?“ A wann ee bis e Vertrauensbroch huet, da brécht dat Ganz zesummen!

An et ass duerfir, wou mer gesot hunn an Europa: „Mir mussen sécherstellen, datt d'Leit d'Vertraue kënnen halen. An duerfir mussen mer deene Länner zäitweilg Kreditter ginn, déi a Schwierigkeete kommen.“

Duerfir hu mer Griichenland en éischte Kredit gemaach zesumme mat all deenen anere Länner aus der Eurozon. Duerfir mussen mer dat Instrument do op d'Bee setzen, datt och an Zukunft kann eng Firma, déi mer zesumme grënnen als Eurostaten, kënnen Sue léinen an déi da vun de State garantéiert ginn.

Lëtzebuerg leescht säi Bäitrag do, net nëmme aus engem Solidaritéitsgedanken, och, mä och well et eben ass fir eis selwer, well mer gären an enger stabiler, zolitter Währungsunioun géife bleiwen.

Dat huet keen direkte budgetäre Impakt. Wann all d'Länner vun der Eurozon matmaachen, da beleef eis Garantie sech op maximal 800 Milliounen Euro. Garantien, wann nëmme d'Eurostate matmaachen, da sinn et ronn 1,1 Milliard als Plaffong. Mä dat, déi Suen an déi Garantie gi mer net einfach esou. Déi gi mer nëmme, wann zugläch séchergestallt ass, datt d'Kritären, déi mer an Europa gesat hunn, d'Konditiounen, déi mer gesat hunn a puncto Spueren, Defiziterreduzierung, och vu jiddwerengem respektéiert ginn.

A fir datt mer net herno mussen corrigéieren, wann et ze spéit ass, mussen mer an Zukunft besser prävenéieren, datt et dozou kennt. An an deem Kontext begrësse mir als Lëtzebuerg Regierung d'Proposi-

tiounen vun der Europäescher Kommissioun, déi am Fong näischt aneschters sinn, fir ze soen, de Stabilitéitsprogramm, deen ee schéckt, datt deen och wierklech gekuckt gëtt, datt deen am Virfeld gekuckt gëtt, datt dee begutachtet gëtt an datt deen en Deel vun der Budgets-prozedur ass, déi dann an den nationale Parla-menten diskutéiert gëtt.

Et ass kloer an den Ae vun der Lëtzebuerg Regierung, datt d'Parlament ëmmer muss d'Prioritéit hunn. Duerfir ass et eis Intentioun, d'nächst Joer ze froen eng Debatt am Plenum vun deem Parlament iwwert de Stabilitéitsprogramm. Mir hunn e bis elo, a besonnesch elo an der Kris, an der Finanzkommissioun gekuckt. Mä dor-riwwer eng Debatt féieren, an dat net als iergenden theoretesch Dokument vun e puer Finanzmënschen unzegesinn, ass fir d'Zukunft wichteg. An datt een do da lauschtert, wat déi aner Ministeren am Eurogroup-Conseil soen, wat d'Kommissioun dozou seet, vläicht souguer wat d'Europäesch Zentralbank dozou seet, ech mengen, datt dat de Wäert vun der europäescher Budgets-prozedur an domadder och vun där nationaler vill besser mécht. Ech mengen, d'Debatten heibanne ginn opgewäert am Fong, doduerch datt mer net nëmme Avisé kréie vun nationalen Autoritéiten, mä och, datt dee Bléck iwwert d'Schëller vun deenen anere Kolleegen eis hëlleft.

Deen ass bestëmmt net ëmmer agréabel. Mä ech soen lech: Hätte mer dee kënnen maache bei enger Rei vu südeuropäesche Länner, déi elo grouss Schwierigkeeten hunn, a wär et och vläicht eng Rei Sanktionsmechanismen am Virfeld ginn, wäer mer vläicht elo net do, wou mer sinn.

Et kann een d'Rad vun der Geschicht net zréckdréinen, mä et kann een d'Zukunft preparéieren. An duerfir mengen ech, dass eng ex ante Kontroll, eng Begutachtung, déi näischt vum parlamentaresche Pouvoir a puncto Budget ewechhëlt, dat ass en fait eng Opwärtung vun der budgetärer nationaler Aarbecht. Och eng Verbesserung vun der parlamentarescher Aarbecht, well se net nëmme d'Bewäertung vun der Regierung huet an d'Bewäertung vun nationalen Autoritéiten, mä och eng vun den europäeschen. An en fait gëtt et eis d'Garantie, datt mer an Zukunft esou wäit wéi méiglech kënnen d'Krise vun eiser gemeinsamer Währung ewechhalen.

Duerfir, mengen ech, ass dat eng Proposition, déi an déi richteg Richtung geet. Net all d'Detailer gefalen eis, mä ech soen och nach eng Kéier: Dat sinn d'Propositionen vun der Kommissioun. Déi sinn am Finanzministerconseil net am Detail diskutéiert ginn, mä nëmme an de grouse Linnen. An duerfir ass déi Debatt, déi Dir hei de Mëtteg gefouert hutt, a mengen Aen eng wichteg Debatt, eng nützlich Debatt, mä op déi mer mussen onbedéngt à intervalles réguliers zréckkommen. Well kee Land ass esou getraff vun all deene

Saachen hei wéi eist Land. Eist Land ass dat Land, wou par rapport zum PIB an Europa d'Finanzplaz déi gréisste Roll spillt. Mir hätte gären, datt dat an Zukunft och esou bleift.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister Luc Frieden. An den Här Kartheiser wollt nach eng Fro stellen. Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech soen lech villmools Merci. Och dem Här Minister fir seng Disponibilitéit, zu spéider Stonn nach eng Fro unzehuelen.

Den Här Minister huet a sengem Discours jo gesot, datt kuerzfristeg d'Regierung d'Bankgeheimnis net géif opginn. Also seet en, datt mëttelfristeg dat awer de Wee wäert sinn. Dat huet natierlech och en Impakt op den Emploi zu Lëtzebuerg: 6.000 Plazen. Et huet en Impakt och op d'Recette fiscale.

Ech wollt den Här Minister froen: Wéi schätzt en déi deen Impakt an? A wat wëllt d'Regierung maachen, fir dat opzefänken?

Wann den Här Minister mer et erlaabt, wëilt ech nach eng kleng zweet Fro unhänken. Den Här Minister huet op déi Difficultéiten opmierksam gemaach, déi mer hunn an de Verhandlungen iwwer Finanzfroen. Villes gëtt eis praktesch um internationale Plang octroyéiert. Mir haten et gesi bei der OECD. Mir haten et och gesinn, Dir hutt et genannt, Här Minister, beim Dateklau, bei aneren, zum Deel vläicht inszenéierten Zeenarien.

Wéi schätzt Dir als Négociateur vu Lëtzebuerg den Handlungsspillraum an, deen eis Regierung wierklech nach huet, fir eis Interessen an deem do Gebitt effikass ze vertrieden?

Merci.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Zu deem éischten Deel vun der Fro vum Här Kartheiser géif ech wëlle soen, datt ech net gesot hunn, datt mer et laangfristeg opginn. Ech hu gesot, mir ginn et kuerzfristeg net op, mam Hiweis dorobber, datt dat - ech hunn dat an engem Espace vu fënnf Joer zum Beispill gesat - soll de Banken erlaben, sech zousätzlech ze spezialiséieren, ze verbesseren, Qualitéit, Know-how, gutt Berodung, fir deen Element Bankgeheimnis, datt deen net de predominant Element ass fir auslännesch Clienten, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Well duerch unilateral auslännesch Moosname souwisou dat Bankgeheimnis an der Zukunft eng aner Importenz wäert hunn, wéi et fir de Moment huet.

Mir wäerte kucken, wéi déi international Entwécklung an deem doten Dossier weidergeet. An et ass opgrond vun internationalen Entwécklungen, wou mer le moment venu eis mussen positionéieren.

Well ech och gesot hunn, datt den einfache Saz: „Ech si fir d'Bankgeheimnis“ net d'Äntwert op alles gëtt. Mer mussen also ëmmer erëm an der Evaluatioun och kucken: Kommen nei Clienten op eng Plaz, déi negativ Publicitéit duerch esou eppes ka kréien? Wat ass den negativen Impakt, dee kann duerch esou eng Moosnam bestoe bleiwen?

Ech kann dat net millimetergenau bewäerten. Mä deen Element ass och noutwendeg, wa mir vu Conseil zu Conseil nee soen. Wat huet dat fir Répercussiounen op d'Bild vun eisem Land?

Mir hunn net d'Intentioun, elo jo ze soen. An ech muss soen, datt mer dat jo och bis elo gemaach hunn. Mä datt mer zugläch soen, mir mussen, an dat sinn ech am Accord mat enger Rei aneren Deputéierten heibannen, datt mer an engem evolutive Prozess sinn, woubäi mer mussen d'Element vum Schutz vun der Privatsphär wëssen ze kombinéieren mat enger adequater Besteuerung. Duerfir si mer der Meinung, datt d'Quellesteier eng gutt Léisung ass. Fakt ass einfach, datt 25 Länner dat net akzeptéieren.

An dat féiert mech zum zweeten Deel vun der Fro vum Här Kartheiser. Mir sinn an engem Domän, wou mer eis souverän Rechter hunn. Well mir sinn an der Unanimitéit a steierleche Froen. D'Fro ass, a wéi engem Moment een déi Unanimitéit ganz spille léisst oder wat een amplaz an enger Négociatioun ka kréien.

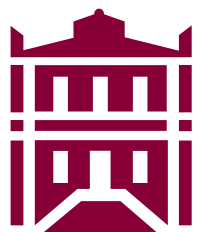
Mä eise Spillraum ass den Texter no do, a mir gebrauchen dee mat gudder Relatioun mat eisen Nopeschlänner, fir ze kucken, wat e System ka sinn, deen hinnen an eis Satisfaktioun gëtt. An ech fannen, datt mer déi Négociatiounen iwwert déi Zäit vun 2000 un, well déi Négociatiounen, déi zur Direktiv vun 2004 geféiert hunn, déi hu mer zu Feira an där deemoleger CSV/DP-Regierung ugefaangen, datt dat en evolutive Prozess ass an dee Prozess ass net eriwwer. An duerfir kann een hei méi mat Etappe vu fënnf Joer diskutéieren, wéi ze soen, wat an 20 Joer erauskënnt.

Mä eise Spillraum ass deen, juristesche, datt mer d'Recht hunn ze refuséieren, a politesch, datt mer mussen gesinn, datt 25 Länner net mat eisen Theesen d'accord sinn, wat net heescht, datt déi aner 25 Recht hunn. Wat och net ëmmer an all Situations heescht, datt mir déi Eenzeg sinn, déi d'Wourecht hunn. Vlächit läit d'Wourecht iergendwou an der Mëtt an déi siche mer.

► **M. le Président.**- Merci dem Finanzminister. An domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 19.20 heures)**



Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

## Sommaire

- Débat d'orientation sur la réforme du système de pension
  - Exposé: Mme Lydie Mutsch
  - Débat: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen (répond à M. Jean-Louis Schiltz et à M. Paul-Henri Meyers), M. André Hoffmann
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale (répond à Mme Lydie Err et M. Marc Spautz)
- Ordre du jour
  - M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Mars Di Bartolomeo et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kéime mer elo zur Orientéierungsdebatt iwwert de Pensiounssystem. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Meyers, Wagner, Bausch, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo déi honorabel...

► **Plusieurs voix.**- Braz! Et ass den Här Braz!

► **M. le Président.**- Dann ass et den Här Braz. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydie Mutsch als Verriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

**1. Débat d'orientation sur la réforme du système de pension****Exposé**

► **Mme Lydia Mutsch** (LSAP). - Här President, d'Reform vun eisere Pensiuonsversécherung fir déi laangfristeg Ofsécherung vun de Renten ass e schwierigen an e komplizéierten, an engems awer och e ganz passionnanten Dossier. Et ass e gesellschaftspoliteschen a generatiounsiv-wergräifenden Thema, mat deem mer eis an deenen nächste Méint a Jore vill an oft wäerte beschäftegen.

Enn Januar dëst Joer huet den zoustännege Minister Mars Di Bartolomeo de Bilan von der Sécurité sociale presentéiert an ass dobäi am Detail op d'Lag vun eisem Renten- a Pensiuonssystem agaangen. Zum heitegen Zäitpunkt sinn deen allgemengen Zoustand an d'Leeschtungsfäegkeet vun eisem Renten- a Pensiuonssystem gutt. Ganz gutt souguer. Allerdéngs musse kuerz- a mëttelfristeg Reformen entaméiert ginn, fir d'Pensiuonen och fir déi zukünftige Generatiounen ze garantéieren an ofzesécheren. Esou kann een dem Minister seng Haaptausso resuméieren.

D'Reaktiounen op dës Ausso an op verschidde Berechnungen, déi dorunner gekoppelt waren, hunn net laang op sech waarde gelooss. A wéi dat bei deene meeschten ugestriefte Reformen de Fall ass, wëllt jiddwieren am beschte wëssen, wéi, wéini, wat an op wéi eng Aart a Weis soll entaméiert ginn, a wéi dat gläicher-moosse bei alle Reformprozesser de Fall ass, leien déi verschidde Meenungen dorunner meeschtens diametral auserneen.

Dat war, léif Kolleginnen a Kollegeen, de Kontext, an deem ech uganks Februar fir d'LSAP d'Initiativ geholl hunn, fir dës Oriëntéierungsdebatt unzefroen, fir zeesammen iwwert d'Érausforderungen a virun allem awer iwwert d'Oriëntatioune vun der ugestriefter Pensiuonsreform ze diskutéieren a fir allen an der Chamber vertrauene Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen Stellung ze huelen.

Als Presidentin vun der Gesondheits- a Sozialkommissioun vun der Chamber wëll ech dorunner erënneren, dass mir eis an dëser Kommissioun an de leschte Jore regleméisseg a kontinuierlech mam Thema Rente befasst hunn. Esou ënner anerem am Abrëll 2009 an am Mäerz 2010, wou et ganz konkret ëm déi ugestriefte Reform gieng a wou de Minister selwer eng Rei vu Pisten virgestallt an zur Diskussioun gestallt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pensiuonssystem, wéi mir en haut kennen, ass ee vun den Haaptpillere vun eisem Sozialstat, nieft der Krankenversécherung, der Fleegeversécherung, dem Chômagegeld an anere Leeschtungsberäicher wéi der Assurance accident oder dem RMG. Dës Pensiuonssystem ass d'Instrument vun der Existenzsicherung fir déi eeler Leit, déi aus dem Aarbechtsprozess eraus sinn, déi also kee Revenu méi duerch hirer eegen Hänn Aarbecht kënnen erzielen an och net vu Kapitalerträg kënnen liewen.

Dës Pensiuonssystem ass och eng Konsequenz vun der Industrialiséierung a vun der Entwécklung vun eisere Gesellschaft an deem geännerten Émfeld. Net fir näischt ass de Pensiuonssystem an der Ära Bismarck erfonden ginn, quitte dass zu där Zäit den drëtten Alter als Liewensphas kaum existent war respektiv an der Moyenne nëmme ganz kuerz gedauert huet. Béis Zonge behaaft souguer, dass et wuel deemools en Deel vum Bismarck sengem Konzept vun der Altersversuergung war, fir de Pensiuonsalter esou festzeleeën, dass, bedéngt duerch déi relativ niddreg Liewenserwaardung, kaum een eng Chance hat, fir iwwerhaupt laang vu senger Pensiuon ze profitéieren.

D'Noutwendegkeet, fir e Pensiuonssystem opzebauen, ass och eng direkt Konsequenz vun der Émwendung vun de Familjestrukturen, déi hirersäits am Zuch vun der Industrialiséierung fundamental geännert hunn. D'Haaptelement dovunner

war d'Opléisung vun deem klassesche Familienclan, wou virdrun an engem méi ländlech geprägten Émfeld an der Regel déi Jonk déi al Leit mat iwwert d'Ronne bruecht hunn a wou an direkter Konsequenz dovunner d'Kanner d'Ofsécherung fir den Alter waren, esou wéi dat a ville Länner och haut nach de Fall ass.

Eise Pensiuonssystem vun haut, also vun der zweeter Halschent vum 20. Jorhonnert un, huet natierlech en aneren Usproch an eng aner Envergure kritt wéi nëmme d'Ofsécherung vun der Existenz. Eise Pensiuonssystem ass en integralen a finanziell de bedeitendsten Deel vun eisem Sozialstat ginn. De Pensiuonssystem ass net nëmme geduecht, fir d'Existenz an domat déi finanziell Onofhängegkeet vum Familienclan ze garantéieren, mä d'Pensiuone vun haut sollen et de Rentner erlaben, fir och am Alter hire Liewensstandard kënnen ze halen, dee si sech am Laf vun hirem Liewen opgebaut hunn. An deen Usproch sollte mer am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Reform vun eisem Pensiuonssystem nodenken.

Gläichzäitig dierfe mer net vergiessen, dass et haut bei eis an deene meeschte Familien net méi esou ass, dass d'Kanner d'Ofsécherung vun den eelere Leit assureieren, mä éischter émgedréit. Bedéngt duerch déi wirtschaftlech Situatioun hunn déi Jonk, souguer mat enger gudder Qualifikatioun, ëmmer méi Problemer, fir direkt oder iwwerhaupt um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Derbäi kommen dann nach Facteure wéi déi héich Liewenskäschen an e schwierige Wunnensmaart, sou dass déi Jonk oft eréischt ganz spéit wirklich kënnen op eegene Féiss stoen an nach laang op d'Hëllef vun deenen Eeleren ugewise sinn.

Ech wëll och ganz kloer ennersträchen, dass mer de Pensiuonssystem an déi Reform, déi uesteet, net kënnen ofgetrennt a lassgelaast vun der Situatioun um Aarbechtsmaart gesinn. Am Kloertext: Et kann net sinn, dass verschidde Kreesser fuerderen, de legale Pensiuonsalter misst eropgesat ginn, an dass déiselwecht Leit bei der éischter Geleeeënheit kucken, fir déi eeler Beschäftegt lasszeginn, well Jonker ënnert dem Stréich awer méi bëlleeg sinn, oder well souwisou Aarbechtsplaze musse opgebaut ginn an dann oft grad déi Eeler als Éischt musse goen, well se méi deier kaschten.

An dëser Diskussioun ass och d'Responsabilitéit vun de Patronen ausdrécklech mat engagéiert. Et ass a mengen Ae vun elementarer Bedeutung, dass d'Aarbechtsmaartpolitik an d'Pensiuonspolitik openeen ofgestëmmt ginn an anenaner agräife musse a sech net an elementaren Aussoen an Handlungen dierfe widdersprechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun der Reform, iwwert déi mer haut diskutéieren, soll et sinn, fir d'Viabilité à long terme vun eisem Renten- a Pensiuonssystem ze garantéieren. Net méi, awer och net manner. An dat ass och dat erkläert Zil vun dëser Regierung. An darselwechter Logik situéiert sech och dës Oriëntéierungsdebatt. Et ass noutwendeg, fir iwwert déi grouss Oriëntéierung vun der Reform ze diskutéieren an de Kader ze setzen. An et ass gläicher-moossen noutwendeg, fir d'Konditiounen an d'Prémisse festzehalen, un deene sech d'Reform an déi eenzel Mesuren orientéieren sollten.

D'Festhalen um intergenerationelle Vertrag, d'Festhalen um der Solidaritéit tëschent de Generatiounen also, d'Festhalen um Émlageverfahren, dat sech iwwer Jor-zéngte bewäert huet, dat ass fir mech a meng Partei déi éischt Prémisse fir all Reform am Beräich vun Renten- a Pensiuonswesen. D'LSAP huet eise Renten- a Pensiuonssystem an deene vergaangene Jore a Jor-zéngten entscheedend mat verbessert, verdeedegt an héichgehalen. A well dee System ganz kloer seng Preuve gemaach huet, wäerte mer dat och an Zukunft esou maachen.

Lëtzebuerg huet, an dat ass net vun der Hand ze weisen, a muncher Hisiicht eng Situatioun, iwwert déi aner Länner nëmme kënnen jalous sinn. Vun de 24% Cotisatiounen, déi dräimol 8% fir de Salarié, fir de Patron a fir de Stat, ginn am Moment 20% fir lafend Ausgabe gebraucht a 4% ginn an d'Reserv. Dës Reserv wäert Enn 2010 ronn

zëng Milliarden Euro errechen. Dat entsprécht 3,6-mol d'Joresausgaben. An deene leschten 30 Joer goufen d'Bäitrag a Saache Pensiuonen net gehéicht. Gläichzäitig goufen d'Leeschtinge weider verbessert. Et ass net fir näischt, dass bei eis am Land déi eeler Generatioun esou gutt dosteet wéi néierens anescht. Näischt, wat mer maachen, därff zum Contraire féieren.

An der EU vun de 27 läit den Aarmutsrisiko bei den iwwer 65-Jährege bei 19%. Dat sinn zwee Prozentpunkte méi wéi fir déi ganz EU-Populatioun. Zu Lëtzebuerg läit den Aarmutsrisiko bei den iwwer 65-Jährege bei knapps 5%. Dat sinn aacht Prozentpunkte manner wéi d'Moyenne vun der ganzer Populatioun bei eis am Land.

Kolleginnen a Kollegeen, mir schwätzen hei iwwer Zuelen a Statistiken. Mir dierfen dobäi net vergiessen, dass hannert dësen Zuele Mënsche stinn, an dass déi 5%, och wa se vill manner wéi an anere Länner duerstellen, der 5% ze vill sinn, an dass si eis dofir weider musse beschäftegen.

Dës, statistesch gesinn, gutt Situatioun vun de Rentner a Pensionéierte bei eis am Land ass op eng ganz Rei vu Verbesserungen zrëckzuféieren, déi an de vergaangene Jor-zéngte virgeholl goufen an déi aus eisem Rentensystem dee generéierten a ganz Europa gemaach hunn. Vill vun deene Verbesserung sinn enner sozialistesche Sozialministeren agefouert ginn. Déi lescht vun där Rei vu Verbesserung sinn 2001 um Rentendesch décidéiert ginn.

Deemools goufen, wéi mer all wëssen, zu engem gudden Deel Mesuré geholl, fir déi niddreg Pensiuonen opze...

**(Interruptions diverses)**

Ech hunn net „all“ gesot, ech hu gesot „déi meescht“.

...niddreg Pensiuonen opzebesseren an op een akzeptabelen Niveau ze bréngen. Mir sti weider hannert deene Verbesserungen. Si waren net nëmme berechtigt, mä absolut noutwendeg. A bei allen Décisionen, déi ze huele sinn, muss och an Zukunft weider kloer sinn, dass een net dierf un déi niddreg Renten a Pensiuone goen. Dat ass fir mech a meng Partei déi zweet Prémisse vun der Reform, déi mer preparéieren.

Mä wa mer beim Rentendesch sinn, dann, mengen ech, dass mer wuel och musse bereet sinn, kritesch zrëckzueucken. Ech hu vun de Mesuren zugonschte vun de klengen Pensiuonen a Rente geschwat, déi néideg waren a bleiwen. Bei aneren Décisionen muss mer eis éierlecherweis heibannen d'Fro stellen, ob mer eis deemools net vun enger Zort Surenchère matrappe gelooss hunn.

Sécher ass, dass d'Perceptioun vun der Situatioun sech zënter 2001, dem Joer vum Rentendesch, verännert huet, och wann, oder besser gesot, obwuel sech d'Situatioun vun eise Pensiuone selwer net grondleeënd geännert huet. D'Zuelen, d'Parametere ronderëm d'Renten an d'Renteeese waren an de Joren 2001 an 2002 net besser wéi haut, éischter manner gutt. D'Reserve ware laang net esou héich, d'Verhältnis tëschent Aktiven a Pensionéiert war net esou gutt, an den Taux de couverture war och manner favorabel wéi haut.

Iwwerregens, deenen, fir déi et haut net séier genuch geet an déi haut wellen dee ganze System op d'Kopp geheien a souzosen d'Kand mam Buedwaasser ausschëden, wëll ech soen, dass esou eng Reform gutt muss preparéiert ginn. An dozou gehéieren onbedéngt d'Prise de conscience an d'Ennerstëtzung bei de Leit dobaussen, bei der ganzer Populatioun. Dat soen ech net eleng, an dat seet de Minister net eleng.

An hirem Rapport zu den Études économiques iwwer Lëtzebuerg vum Mee 2010 betount d'OCDE wuel, dass et drëms geet, fir „des mesures décisives et rapides“ ze huelen, fir eng „réforme d'ensemble“ ze lancéieren. Mä d'OCDE-Experté betounen och, an ech liese vir: «Il semble important de rassembler un large consensus sur la nécessité et l'orientation de la réforme afin de donner une meilleure assise aux régimes de retraite et d'assurer la stabilité et la viabilité du nouveau système. Pour qu'une réforme aboutisse, il faut que l'opi-

nion publique comprenne les raisons qui motivent les changements proposés et s'adapte au nouveau système.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass d'Phas vun der Prise de conscience elo hanner eis läit. Et ass elo fir jiddwieren kloer, dass Handlungsbedarf besteet. D'Fakte schwätze fir sech. Ech wëll op dës Plaz eemol alleguer déi resuméieren, déi eis wesentlech schéngen.

Éischt Considéatioun: Mir si konfrontéiert mat enger ëmmer méi kuerzer Liewensarbeitszäit par rapport zu enger ëmmer méi langer Pensiuonszäit. D'Ausbildung an d'Studien daueren ëmmer méi laang. Generell fänken eng ganz Rei vu jonke Leit ëmmer méi spéit u mat schaffen. Gläichzäitig geet d'Liewenserwaardung kontinuierlech erop.

Derbäi kënn an enger zweeter Considéatioun, dass déi mannsten Assuréen tatsächlech op 40 Bäitragjore kommen. Dëst zum Deel wëinst de Stagezäiten, déi ugerechent ginn, zum Deel awer och wëinst engem fréizäitegen Ausscheeden aus dem Aarbechtsliewen. De legale Rentenalter läit zu Lëtzebuerg bei 65 Joer. An der Realitéit läit en awer bei enger Moyenne vun 58 bis 59 Joer.

Drëtt Considéatioun: Bei de méi niddrege Paie ronderëm de Mindestloun läit den Taux de remplacement, dat heescht d'Héicht vun der Rent par rapport zu der Héicht vun der Pai, bei iwwer 100%. Den Assuré kritt deemno méi eraus, wéi en tatsächlech abezuelt huet.

Véiert Considéatioun: Am Moment läit de Coefficient de charge bei 38,6%, oder aneschtens ausgedréckt, op ee Pensionéierte kommen 2,5 Beschäftegter. Grad dëst Verhältnis wäert sech an noer Zukunft verännern - an Terme vu Pensiuonsversécherung eng Verschlechterung.

Déi Evoluitioun ass net op Lëtzebuerg eleng limitéiert. D'Liewenserwaardung klëmmt, wat jo un a fir sech eng gutt Saach ass, also geet logescherweis d'Proportioun vun der eelere Populatioun och erop. Esou wéi a ville Länner parallell den Undeel un deene Jonken erofgeet, bedéngt duerch e manner héijen Taux de natalité.

Hei zu Lëtzebuerg gouf dës Réckgang an der Vergaangenheet opgefangen. Fir d'Éischt duerch d'Immigratioun, ähnlech wéi och an eisen Nopeschlänner, virun allem awer duerch e formidablen Zouwuess vum Emploi, an am Besondere vum Emploi frontalier. Mä natierlech ass et just eng Fro vun der Zäit, bis déi éischt grouss Well vu Frontalieren de Pensiuonsalter erreicht, an eise System noutgedrongen a par la force des choses ëmmer méi enner Drock wäert geroden.

All dës Facteuren, léif Kollegeen, bréngen et mat sech, dass mer, fir déiselwecht Leeschtungen ze halen, am Joer 2050 den Emploi misste verdrei- oder souguer verveierfachen. Mir brächten zirka 1,3 Millioune Assuréen, oder awer d'Cotisatioune missten op bis zu dräimol 20% gehéicht ginn.

An hirem Rapport vum Abrëll 2009 huet d'Inspection générale de la Sécurité sociale, d'IGSS, déi finanziell Situatioun vun eisem Pensiuonssystem am Detail analyséiert. Dat opgrond vu Chifferen an Donnéeë vum „Aging Working Group“, dem Statec an dem Eurostat. Dës Chiffere baséieren op engem Zeenario, deen 2008 festgehalde gouf an deen deemno nach net d'Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris berücksichtegt.

D'Zuele sinn also aus der heiteger Siicht éischter ze vill optimistesche a missten deementspriedend no ënne revidéiert ginn. Dësen Zeenario baséiert op engem duerchschnittleche Wirtschaftswuesstum vun 2,2% an de Joren 2020 bis 2060, de Beschäftegungszouwuess géif bei enger Moyenne vun 0,5% leien an d'Produktivitéit géif am Schnëtt ëm 1,7% klammen.

Déi genannte Projektione ginn dovunner aus, dass d'Pensiuonsreserve bis 2025 weider géife klammen. Vun deem Moment u géif sech d'Tendenz awer ëmdriegen. De Pensiuonsregime géif vun do en defizitär ginn, an d'Reserve progressiv ofhuelen. De Coefficient de charge démographique, deen ech scho virdrun erwähnt hunn, deen elo bei 38,6% läit, géif bis d'Joer



2060 no bei 100% leien. Dat heescht am Kloertext: Wann elo op ee Pensionéierten 2,5 Beschäftegter kommen, da géif dat Verhältnis bis 2060 no bei eent zu eent leien. Keng berouegend Perspektiv, well dee Moment géif de Generatiounsvertrag, esou wéi mer e bis elo kennen, net méi founctionnéieren.

D'Käschte vun eisem Pensiounssystem géifen deem Zeenario no am Joer 2060 vun haut 9% op 24% vum PIB klammen. Dat géif en zousätzleche Käschtepunkt vu 15 Prozentpunkte vum PIB bedeiten. An dat wär enorm.

Wéi scho gesot, dës Berechnunge kommen aus der Zäit virun der Kris. Richteg ass, dass ee generell eng gesond Distanz zu alle Prognosen a Projektioune soll hunn, déi 40 oder 50 Joer an d'Zukunft erarechen, well wie weess wierklech, wéi et an zéng Joer oder nach doriwär eraus ausgesäit. Trotzdeem, dës lwwerleeunge bréngen eis zum Nodenken, an dat ass gutt esou.

Sécher ass a bleift, dass mer de System adaptéieren a reforméieren müssen, fir en ze erhalen a fir e laangfristeg ofzesécheren. Selbstverständlech kënne mir haut net exakt festschreiwen, wéi héich eng Pensioun oder eng Cotisatioun am Joer 2060 wäert sinn. Mir kënnen a müssen awer haut probéieren, eng Schalttafel ze bauen, wou all déi néideg Hiewelen, Knäppercher a Luuchte müssen drop sinn, fir de System iwwert déi nächst Jorzéngte kënnen ze steieren. Mir müssen de System haut esou ausrichten, dass en zukünftig Choixen net hypothekéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op déi konkret Elementer vun der Reform aginn, wëll ech am Résumé nach eemol de Kader vun dëser Reform ëmräisen, esou wéi mir Sozialisten eis e virstellen:

Den aktuelle System huet seng Preuvé gemaach. Mir wëllen en erhalen a weider ofsécheren.

D'Basis bleift d'Émlageverfahre mat engem zolitte Reservestandbeen.

Mir hale weider um Prinzip vum Financement tripartite fest.

D'Struktur vun den aktuelle Pensioune bleift erhalen. Ugëeegent Rechter mussen bestoe bleiwen.

An: Kleng Pensiounen dierfen net uge-taascht ginn!

Här President: Wat soll, wat ka konkret ënerholl ginn, fir eise Pensiounssystem op Dauer ze erhalen? Wat sinn d'Pisten an déi vill zitèiert Schrauwen, un déi ee kann, un déi ee muss dréie goen?

Ech hu se, fir eng besser lwwersiichtegkeet ze kréien, a véier grous Beräicher age-deelt:

Éischtens, d'Bannung vun der Liewensar-bechtszäit un d'Pensiounszäit. Wéi ech dat schonn aganks erkläert hunn, fänken d'Leit ëmmer méi spéit u mat schaffen a liewe méi laang. Ech denken, dass mer elo net müssen un de legale Pensiounsalter vu 65 Joer réckele goen. Deen Alter ass op enger gudder Héicht. Ech denken allerding, dass onbedéngt Effortë mussen gemaach ginn, fir dass an Zukunft eng méi grous Zuel vun Assurée méi no un den Alter erukommen. Ech hu scho virdrun erwähnt, dass mer am Moment an der Praxis nach zimlech wäit ewech si vun deene 65 Joer, déi zu Lëtzebuerg als legale Pensiounsalter am Gesetz drastinn.

An deem Sënn misst och den Émgang mat de Frépensiounen op de Leescht geholl ginn. Ech deelen an deem Zesummenhang déi rezent Ausso vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit, dass d'Préretrete noutwendeg ass fir déi, déi eng kierperlech schwéier Aarbecht geleescht hunn. De Minister weist zu Recht dorop hin, dass mer net op där enger Säit iwwert d'Konsolidéierung vun de Pensiounssystemer an iwwert d'Verlängerung vun der Liewensar-bechtszäit nodenke kënnen, an op där anerer Säit déi Beschäftegt an d'Préretrete schécken. Dobäi wier och d'Verantwortung vun de Betriber gefrot.

Dat heescht fir eis, Här President, dass ee méi wéi bis elo flexibel Situatiounen - ech denken dobäi beispillsweis un Deelzäitaar-becht an Deeltreite - privilegiéieren an encouragéieren soll. Wann et sech als rich-

tegg soll erweisen, wéi dat gesot gëtt, dass dobäi déi geltend Anticumulbestëmmungen e Problem duerstellen, da mussen se reforméiert ginn.

Reforme sinn och néideg beim Reklassemensgesetz, fir eeler Leit mat enger Incapacité fir déi lescht Aarbechtsplaz trotzdeem um Aarbechtsmaart an am beschten am Betrieb ze behalen. Och un eventuell Incitatioune kéint een denken a gegebenfalls un d'Pénalisierung vu Betriber, déi eeler Leit oder Leit mat enger Incapacité de travail fir dee leschte Posten op d'Stroos setzen, wat fir eis méi wéi nëmmen en ethesche Problem an der aktueller Diskussioun duerstellt.

Ee Pak vu Reformmesurë muss drop ofzilen, dass prinzipiell jiddweree seng 40 Cotisatiounsjoeren erreecht. Ech denken, hei géllt et virrangeg derfir ze suergen, de sougenannten Dégré de pénibilité vun der Aarbecht, déi deen Einzelne mécht, mat ze berücksichtigen. Als Meedercher a Jonge vu Schmelzaarbecchter, déi der vill vun eis heibannen an am Land sinn, wësse mir, vu wat mir schwätzen.

Firwat net och d'Méiglechkeete vun enger Carrière à la carte ausbauen? Dat heescht, een, dee méi laang wëllt schaffen wéi déi regulär 40 Joren, soll dat kënne maachen an dann um Enn och méi erauskreien. Op där anerer Säit soll een, dee léiwermanner laang wëllt schaffen, dat kënne maachen an d'fir ebe manner Pensioun kreien. Souwäit ech weess, gëtt et do scho verschidde Mesuren, déi ugeduecht sinn oder schonn existéieren, awer kritesch ënner d'Lupp misst geholl ginn an am Kader vun engem kohärente Konzept kéinten ausgebaut ginn.

Och d'Stagezäite missten eiser Meenung no an deem Kontext op de Leescht geholl ginn a gläichzäitig gekuckt ginn, wéi eng Stage berechtigt sinn an deementsprechend ugerechent kënne ginn, a wéi eng net.

Zweetens, de Finanzement an d'Erschlësse vun nei en zousätzleche Recetten. All d'Méiglechkeete fir nei en zousätzlech Recettë sollte mir am Detail analyséieren an eventuell Modeller, déi am Ausland bestinn, gewëssenhaft préiwen an ënnersichen. Mir müssen eis dobäi awer bewusst sinn, dass souwisou schonn e gudden Deal vun eisem Pensiounssystem iwwert d'Fiskalisierung finanzéiert gëtt, also iwwert d'Steieren. A wat mer méi op dee Wee ginn, wat mer méi vum eigentleche Prinzip ofweche vun der Versécherung, bei där ee Leeschtunge proportionell vun deem ausbezuelt kritt, wat een abezuelt huet. An deem Beräich ass eiser Meenung no nach ganz vill Reflexiounsaarbecht erfuerderlech.

Drittens, eise Renten- a Pensiounssystem mat Indicateuren ausstatten. Am Moment bilanzéieren mer eis Étude actuarielle all siwe Joer fir déi siwen dropfolgend Joren. Eiser Meenung no sollt een an Zukunft méi wäit kucken, zum Beispill op déi nächst zéng oder 15 Joer, wann dat duergeet.

Vun engem objektive Modell, wou d'Pensiounsprieche Fonctioun si vun enger Rei Parametere, hat ech scho virdru geschwat. Dozou géif de Wirtschaftswusstsein gehéieren, natierlech; d'Relatioun tëschent Aktiven a Pensionéierten; d'Entwécklung vum Emploi - wat awer als Parameter net onproblematisch ass, well do-duerch den Effet boule de neige net entschärft gëtt -; d'Liewensarbeitszäit; d'Liewenserwaardung; den Zustand vun der Reserv, fir nëmmen dës zentral Parametere ze nennen.

Meng Fraktioun ass der Meenung, dass dës Reform op objektive Parametere baséiere soll, mä trotzdeem flexibel bleiwe muss. Virun allem stellt sech hei och d'Fro, ob et en Automatismus kann a muss ginn, fir an de System anzegräifen, wa bestëmmte Parametere dat als noutwendeg ausweisen. D'LSAP ass der Meenung, dass een de Pensiounssystem wäitméiglechst aus der Dagespolitik eraushale soll an do, wou et méiglech ass, op de Wee vu bestëmmten Automatismen kéint goen, sous condition, dass se op objektive Fakten an op novollzéieren an transparenten Indicateure baséieren.

Insgesamt bleift op en Neits ze betounen, dass mir d'Situatioun um Aarbechtsmaart dobäi onbedéngt a permanent an hirer di-

rekter Relatioun zur Renten- a Pensiounspolitik berücksichtegen mussen. Et kann am Zesummenhang mam Rentendossier mat Sécherheet nëmmen notzen, wann de Sozialminister an de Beschäftigungsminister hir Politik openeen ofstëmme an Hand an Hand schaffen.

Véiertens, den Opbau vun eegestännege Pensiounsrechter. Eiser Meenung no féiert kee Wee laansch den Ausbau vun eegestännege Pensiounsrechter. Dobäi mussen mer eis awer eens a bewusst sinn, dass dat nëmmen operationell ka sinn, wa mer konsequent op de Wee vun enger obligatorescher Weiderversécherung ginn. Direkt do-run hänkt dee Moment en „phasing out“ vun de Pensions de survie, déi op engem gesellschaftleche Modell berouen, dee sech während Jorzéngte bewäert huet, haut awer, am postindustriellen Zäitalter, moderniséiert an adaptéiert muss ginn.

Wann een d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Rentensystem laangfristeg ofsécheren wëllt, da gehéiert dozou an eisen Aen och d'Fäegkeet vun deem System, op déi geännert Bedierfnisser vun der Gesellschaft a vun deem Einzelnen ze reagieren.

De Splitting gesi mir als Bäitrag an als Ureiz, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze bréngen. De Splitting kënnt virrangeg deene Fraen zegutt, déi eng Paus wëlle maachen, fir sech ëm d'Famill ze këmmeren, oder am Fall vun enger Scheedung soss mat eidelen Hänn do géife stoen.

Ech wëll awer hei betounen, dass de Splitting nëmmen eng lwwergangsléiung ka sinn a Richtung vun enger Individualiséierung vun de Pensiounsrechter fir all Parteien. Hei mussen gegebenfalls déi noutwendeg Förderméiglechkeeten direkt mat ugeduecht ginn.

Här President, e gewaltege Prozess vu Bewusstsiinsbildung huet an deene leschte Méint a Joren zu Lëtzebuerg agesat, mam erklärten Zil vun allen Acteuren, och deenen nächste Generationen en intakte Pensiounssystem ze hannerloossen. Et gëtt vill Konsens an der Analys vun der Problematik. Eis Ausgangspositioun ass gutt, an eng Rei vu Reformen, déi anerer elo uginn, hu mir schonn hanner eis. Ech denken dobäi ënner anerem un d'Harmoniséierung vum Secteur privé an dem Secteur public, un déi gemeinsam Pensiounskeess am Privatsektor.

D'Chamber, d'Sozialkommissioun virun allem, wëllt mat upaken, dëst ëmsou méi, well déi bis elo bekannte Pisten de System als solchen net a Fro stellen, mä e méi no-halteg wëlle gestalten. Dofir ass dës Debat a mengen Aen eng gutt Geleeënheet fir all Parteien, fir en Input ze ginn, a fir d'Regierung d'Geleeënheet, fir hir Prioritéiten duerzeleeën.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir huelen elo scho fir den Hierscht Rendez-vous mam Sozialminister, fir an der Sozialkommissioun dës Reformprozess aktiv ze begleeden. Iech alleguer soen ech Merci fir d'Opmerksamkeet a wënschen eis alle-guerten e ganz gudden Débat.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - An ech soen der Madame Mutsch Merci. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Bréif vum 10. Februar 2010 huet d'sozialistesche Fraktioun en Débat d'orientation ouni Rapport gefrot, fir iwwert de Pensiounssystem ze diskutéieren. An deem Bréif gëtt op d'Wichtigkeet vum Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg higewisen, an et gëtt gemengt, d'Diskussioun kéint folgend Aspekter behandelen: déi viraussichtlech Entwécklung vun der finanzieller Situatioun vun der Altersversécherung, am Bléckpunkt och vun der hypothetischer wirtschaftlecher an demographescher Entwécklung; d'Objektiver vun enger Pensiounsreform; an d'Méttelen, déi noutwendeg sinn, fir déi Objektiver ze errechen.

Wann och kee schrëftleche Rapport virläit, gëtt et e puer Dokumenter, déi d'Grund-elementer fir dës Debatt vun haut kënnen hierginn.

Et ass dat de Rapport vun der IGSS vum 22. Abréll 2009, deen eng Rei Moossnamen opweist, fir d'Fiabilitéit vum Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg op laang Siicht ze garantéieren. Et sinn d'Virschléi, déi de Minister selwer an enger Note gemaach huet, déi der Chamberskommissioun de 4. Mäerz 2010 presentéiert ginn ass. Et sinn d'lwwerleeunge vun der Kommissioun selwer an d'Froen, déi an der Kommissioun gestallt si ginn, déi sech am Rapport erëmfonnt hunn. Et sinn dann awer och d'lwwerleeunge vun der Chambre des Salariés a vun der Union des Entreprises luxembourgeoises, déi eis an deene leschte Méint zougestallt si ginn.

Wann een déi dräi Dokumenter - de Rapport vun der IGSS, d'lwwerleeunge vun der Chambre des Salariés an déi vun der Union des Entreprises luxembourgeoises - opmierksam duerchliest, et muss een emol keng ganz grous Opmerksamkeet hunn, da stellt ee fest, dass do kaum eng gemeinsam Linn dran ass.

Et kann een awer, wann ee ganz opmierksam d'Texter liest, trotzdeem e puer oder genuch Elementer fannen, déi et erlaben, e fairen Dialog ze féieren, an och Usatzpunkte ginn, fir deen Dialog tëschent deenen eenzelne Sozialpartner weiderzeféieren.

Schliesslech gëtt et nach d'Regierungserklärung vum 29. Juli 2009, déi wäitgehend d'lwwerleeungen aus dem Dokument vun der IGSS vum 22. Abréll 2009 iwwerhëlt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng éischt wesentlech Fro oder d'Hauptfro bei der Renten- a Pensiounsreform betrëfft déi finanziell Ofsécherung net an deenen éischte Joren, mä a 15, an 20, an 30 a méi Joren.

Et muss een also d'Fro stellen: Elo direkt, brauche mer zu deemem Zäitpunkt eng Pensiounsreform? Wa mer nämlech d'Situatioun vun de Pensiounskeessen haut kucken, misst een zur Konkusioun kommen, datt d'Situatioun exzellant ass, an datt zu deemem Zäitpunkt - ech soen „zu deemem Zäitpunkt“ - keng Ursaach do wär, fir ze paniquéieren oder fir sech wäitgehend Gedanken ze maachen.

Ech hu mer geduecht, wann een aus engem frieme Land heihit géif kommen an e géif eis Texter kucken - de Voltaire huet een aus Persien komme gelooss -, dee géif soen: Ma, wat wëllen d'Lëtzeburger?

**M. André Hoffmann (déi Léng).** - Et war de Montesquieu!

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - War et de Montesquieu? Entschëllegt.

**Une voix.** - Große Meister begegnen sich. Souguer de Voltaire an de Montesquieu...

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Mä de Voltaire hätt et och kënne gewiescht sinn.

**(Hilarité)**

Obschonn de Montesquieu, Här Hoffmann, mir méi no steet wéi de Voltaire, ouni dass ech deen awer net géif respektéieren a gär liesen.

**(Interruption)**

Wann also ee Friemen heihit kéim an e géif d'Situatioun vun haut kucken, da kéint e sech déiselwecht Fro stellen. Da kéint e sech jo d'Fro stellen: Majo, firwat gëtt dann elo iwwer eng zukünftig Pensiounsreform zu Lëtzebuerg diskutéiert?

Wa mer nämlech eng Foto maachen oder nëmmen d'Joer 2008 kucken, no dem Rapport vun der IGSS, da stelle mer fest, déi dräi Hauptpunkte, déi ze kucke sinn:

éischtes, de Coefficient de la charge, dat heescht d'Zuel vun de Pensionéierten op deenen Aktiven ass 38,6. Dat heescht, et kënnt ee Pensionéierten op 2,5 Aktiver;

zweite Punkt, d'Prime de répartition pure, dat heescht d'Cotisatiounen, leien an deem Joer bei 19,5, wou déi legal duerch d'Gesetz festgeluechtend Héicht bei 24% läit. Doduerch sinn dem Pensiounsregime Einnahmen an der Héicht vu 770 Milliounen zousätzlech zougefloss, déi eigentlech





net noutwendeg waren datselwecht Joer, fir d'Prestatioune vun deem Joer ze bezuelen, déi also d'Reserv wäitgehend och erëm, esou wéi an deene Jore virdrun, opgestockt hunn;

an dann drëttens, d'Reserv selwer ëmfaasst haut ronn oder bal zéng Milliarden Euro. Dat sinn 3,5-mol déi järelech Prestatioune, wou d'Gesetz awer virgesäit, legal, dass eng Reserv vun 1,5-mol vun deene järeleche Perstatioune misst geschaf ginn. D'Reserv läit also zu dësem Zäitpunkt méi wéi zweemol iwwert där gesetzlech virgesinnener Limite.

Effektiv ass also Lëtzebuerg zu dësem Zäitpunkt an enger gönschteger Situatioun. Et ass och keen, deen dat bestreit, an d'Inspektioun selwer ënnersträicht dat an hirem Rapport. Déi Situatioun war bedéngt an ass doduerch entstanen, dass an deene leschte Jorzéngte vill Aarbechtsplaze konnte geschaf ginn, dass mer an enger wirtschaftlech gudder Situatioun waren an dass also wäitgehend Reserve konnten ugeluecht ginn.

Wa mer de Pensiounssystem an där gönschteger Situatioun hale wëllen, mussen och déi gönschteg wirtschaftlech Bedingunge vun deene leschte Jorzéngten erhale bleiwen. D'IGSS huet an hirem Rapport eng Rei Elementer geliwwert. Et ass dofir interessant an noutwendeg, sech e puer vun deenen Zifferen, déi geliwwert si ginn am Rapport vun der IGSS, och emol virun Aen ze féieren.

Fir d'éischt emol wat d'Zuel vun deenen Aktiven ugeet. 1988 hunn zu Lëtzebuerg ronn 154.000 Leit geschafft, déi och Cotisatioune bezuelt hunn. 2008 war déi Zuel ronn 337.000; also méi wéi duebel esou vill.

Déi Pensionéiert, do ass d'Zuel vun 1988 vun 80.000 op 132.000 eropgaangen. Et kann een dervun ausgoen, dass, wat déi Pensionéiert ugeet, bis zum Joer 2030 hir Zuel op 220.000 wäert klammen.

Ech hu keng Ziffere geholl, déi ze wäit leien. Ech hätt och kënnen vum Joer 2050 an 2060 schwätzen. Neen, déi Joren, déi méi no sinn, leien eis méi no. A wa Problemer entstinn no 2025, da muss een och kucken: Wéi ass et dann an den 30er Jore vun dësem Jorhonnert? Wat kënnst du op eis zou? Also kënnen mer dermat rechnen, dass am Joer 2030 d'Zuel vun de Pensionéierte bis op 220.000 wäert klammen. Well mir därfe jo net vergiessen, dass déi 330.000 oder 337.000 Leit, déi haut aktiv sinn, muer a Pensioun ginn an dass se gär eng Pensioun hätten. An ech mengen, dat ass d'Haaptelement vun der Diskussioun.

Fir d'Relatioun vun engem Pensionéierten op zwee anen hallet, déi mer haut hunn, bäizebehale, misst d'Zuel vun deenen Aktiven dee Moment op 550.000 eropgoen.

Wa mer dann déi Zäit - déi 20 Joer vun haut bis zum Joer 2030 - huelen, géif dat bedeuten, dass mer all Joer ronn 10.000 nei Aarbechtsplaze misste schaffen. Wa mer déi Relatioun zréckschrauwen a mir soen, mir brauchen nëmmen ee Pensionéierten op zwee Aktiver, da kënnen mer eis begnügen, fir d'Zuel vun deenen neien Aarbechtsplazen op d'Halslecht, dat heescht op 5.000 pro Joer unzepelen.

Mä souwuel déi eng Zuel wéi déi aner - ech erënneren hei drun, dass an deene gudder Jore vun deene leschten 20, 30 Joer, wa mer 5.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn, dass mer vun engem wonnerebare Joer geschwat hunn -, also an deenen zwee Zeenarie leie mer - mengen ech - schlecht. A mir wäerte kaum errechen, dass mer esou vill nei Aarbechtsplaze kënnen schaffen, dass mer och an der Situatioun sinn, fir de wirtschaftleche Wuesstum vun deene leschte Joren an deem Mooss weiderzedreiwen.

Wann ech méi wäit ginn, an ech kucke souguer d'Aussoe vum Minister an der Kommissioun - Procès-verbal vum 4. März 2010 -, misst bei gläichbleiwende Bedingunge vun dem Pensiounssystem d'Zuel vun den Aktiven an 30 bis 40 Joer - dat ass eng Zäit e bësse méi wäit - iwwer eng Millioun klammen! Also, wa mer de

Verglach maache mat haut a mat 30, 40 Joer, da gesi mer den Ënnerschied an da gesi mer och, a wéi enger Situatioun mer sinn a wéi mer vun haut un d'Zukunft vum Pensiounssystem musse plangen.

Ech sinn hei net op aner Chifferen agaangen. Ech hu gemengt, dass ech duerch déi puer Zuelen, déi ech hei genannt hunn, jiddwerengem kéint virun Ae féieren, wéi d'Situatioun fir déi nächst Jore ka ginn. Well dat ass jo wichteg. Ech schwätze jo net nëmme fir d'Kollegen hei an der Chamber, mä well mer dat no baussen droen, ass et och wichteg, dass een déi Elementer do de Leit dobausse ka plausibel maachen. Dat kann een nëmme maache mat einfache Chifferen.

Mir wäerten also Problemer hunn, fir an deenen nächste Joren de finanziellen Équibler vum Pensiounssystem ze halen, esou wéi et bis elo de Fall war. Et gétt dann en anert Element, wat och vun der Inspektioun ugefouert gétt, wat menger Meinung no berücksichtegt muss ginn: Dat ass d'Liewenserwaardung, déi an deene leschte Joren all zéng Joer ëm ee Joer geklommen ass, déi och an deenen nächste Joren nach weider wäert klammen. Allerdéngs net bis an d'Onendlecht, dat wësse mer och. Mä et kann een awer dovun ausgoen, dass an deenen nächste Joren och d'Liewenserwaardung am selwechte Mooss nach wäert an d'Luucht goen.

Bei engem - ech huelen hei emol e Mann - bei engem Mann vu 60 Joer läit d'Liewenserwaardung haut bei 21 Joer. Bis zum Joer 2050 géif se op 25 Joer klammen. Ee Faktor, deen also net onwesentlech ass bei der Finanzéierung vun der...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Déi Zäit, wou en an der Pensioun ass?

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Jo, déi Zäit, dat ass d'Liewenserwaardung no der Pensioun. Voilà. Dat ass déi richteg Zuel. Dat ass net déi vun engem Bëbee. Ech mengen, dat weess jo awer jiddwereen, Här Gibéryen. Well Dir wësst jo awer, dass d'Liewenserwaardung iwwer 80 Joer läit, also kann et nëmme dat dote sinn. Et ass richtig, dass Dir drop opmierksam maacht. Ech soen lech och Merci fir déi Präzisioun.

Fir d'IGSS wäerte schon am Joer 2025 d'Reserven drastesch erofgoen, an et misst een no 2030 drun denken, d'Cotisatioune ze erhéien. Fir de Minister stellt och eng Erhéijung vun de Cotisatioune keen Tabuthema duer. An ech mengen, wann dat esou wäit wier, wier et och méiglech, déi Diskussioun ze féieren, déi allerdéngs haut net direkt an d'Haus steet. Et muss haut iwwert d'Orientéierung vum Pensiounssystem nogeduecht ginn.

Fir d'IGSS ass déi gutt finanziell Situatioun, déi mer haut hunn, een Atout, dee mer haut hunn, fir haut déi Diskussioun kënnen ze féieren, well mer net a Panik sinn a well mer haut kënnen Akzenter setzen, déi manner wéidoen, wéi wa mer se an 20 oder an 30 Joer mussen huelen. Well dee Moment musse ganz drastesch Moossname geholl ginn - déi haut eigentlech à la douce kënnen geholl ginn - an déi dee Moment och manner wéidoen fir d'Zukunft. Ausserdeem spillt domat a mengen Ae méi eng grouss Solidaritéit, well et ka jo net sinn, dass déi eng de Kuch iessen an dass déi aner no 30 Joer d'Grimmele kréien.

Et sinn och an der Diskussioun an der Kommissioun eng Rei Richtlinne festgeluecht ginn. De Minister huet déi entwéckelt, an ech hunn net festgestallt, dass do en Dissensus war iwwert déi Richtlinnen. D'Madame Presidentin huet se ervirgehuewen. Ech wëll och nach eng Kéier op déi Elementer agoen - esou wéi se an der Kommissioun duergeluecht gi sinn -, déi eigentlech d'Grondelementer duerstellen, no deenen ee sech misst orientéieren, wann et zu enger Pensiounreform kënn. Déi eigentlech och de Kader duerstellen, an deem - wann een esou ka soen - déi Diskussioun ka gefouert ginn.

De Sozialminister huet an der Kommissioun eigentlech dräi Prämissen genannt. Éischens emol: De Pensiounssystem bleift bestoen opgrond vum Émlageverfahren; dat heescht, d'Pensioun ginn direkt finanzéiert mat de Bätträg vun den Aktiven an dësem sougenannte Generatiounsvertrag. Et muss allerdéngs séchergestallt ginn, dass déi aktiv Bättragszueler vun haut

muer och op déiselwecht Solidaritéit ziele kënnen. Dat ass e wichteg Element, an dat dréit zu der Kreditibilitéit vum System bäi.

Eent vun den Ziler vun enger Reform muss also déi finanziell Stabilitéit vum System garantéieren. Den Assuré vun haut bezillt seng Bätträg an e kritt doduerch, well mer an engem Versécherungssystem sinn, och ee Recht op Sécherheet. D'Vertrauen an d'Sécherheet sinn d'Grondelementer vun dem Pensiounsystem. Dat waren déi och am Ufank, wéi et geschaf ginn ass. D'Madame Presidentin huet de Bismarck zitíiert. Jo, et war zwar kee Sozialist, mä et war awer een, deen eppes um Sozialplang gemaach huet. Jiddweree ka sech haut op e beruffen. Dir sougutt wéi mir. Mä beim Bismarck war et déi dote Solidaritéit, déi eigentlech am System gespillt huet.

Dat ass e groussen Ënnerschied par rapport zu engem anere System, deen heiansdo ernimmt gétt: d'Kapitalisatiounsverfahren. Dee berout net op där Solidaritéit, déi mer am Émlageverfahren hunn, mä dee berout op dem individuellen Abezuele vu Bätträg an op d'Ausbezuere vun enger Pensioun, déi opgebaut ass op deenen individuelle Bätträg, déi den Einzelnen och bezuelt huet. Dat ass also e wesentlechen Ënnerschied par rapport zu deem System vun dem Émlageverfahren.

Eng zweet Viraussetzung vun der Reform ass déi paritéitesch Finanzéierung duerch déi dräi Partner vum Pensiounsystem: de Patron, den Assuré an de Stat. Ech brauch do net weider drop anzegoen, étant donné dass dat keng Diskussioun duerstellt.

Eng drëtt Viraussetzung ass, et däerf net touchéiert ginn un de bestehende Rechter vun deene Pensionéierten an un deene Rechter, déi d'Assurée, déi haut nach aktiv sinn, sech an deene leschte Joren opgebaut hunn. Si hunn déi opgebaut am Hibleck op e gewëssent Zil, an et wier e bëssen e Verrot un deem, wat si versprach kritt hunn, dee Moment, wou si abezuelt hunn. Et kann also net esou sinn, dass do retroaktiv Mesurë kéinte geholl ginn.

Et ass selbstverständlech, dass och un deene klengen a Mindestrenten näischt touchéiert däerf ginn. An ech maachen hei drop opmierksam, dass eigentlech déi lescht Reform vun 2001, dass déi als eent vun den Hauptziler hat, och eenzel Hongerrenten aus der Welt ze schafen.

Ech wëll awer dann drun erënneren, dass d'IGSS an hirem Rapport zwee weider sozial Objektiv genant huet, déi bei enger Reform am A musse behale ginn. Dat ass éischters, dass déi Pensionéiert op eng équitabel Aart a Weis um Revenu national hiren Undeel musse kréien, an zweetens, dass den Équibler bäibehale muss ginn tëschent dem verfügbaren Akommes vun deenen Aktiven a vun deene Pensionéierten.

D'IGSS huet dann an hirem Rapport vum 22. Abrëll 2009 eng Rei Pisten - et sinn der 15 - opgewisen, déi ee kann envisagéieren, fir déi finanziell Ofsécherung vun de Pensiounen besser ze garantéieren. Ech wëll ganz sécher net déi 15 Pisten hei duergoan, well dat mech ze wäit géif féieren. Ech erlabe mer awer, e puer vun deene Pisten, déi vläicht méi an d'A stiechen, erauszepicken.

Eng éischt Pist, dat ass déi aktiv Aarbechtszäit, „Durée de vie active“, oder och d'Prolongatioun, esou wéi d'UEL dat gesot huet, vun der Aarbechtszäit iwwer e gewëssen Alter eraus a besonnesch och iwwert dee mëttleren Alter, wou d'Leit haut a Pensioun ginn, eraus.

D'UEL huet drop higewisen a si huet eng Propos gemaach fir d'Bestëmmunge vum Facteur de remplacement, deen op 1,85% läit, dass dee kéint ugewennt ginn, an zwar dee Moment, wou den Alter plus d'Versécherungszäit gläich honnert wier. Dat fannen ech..., a wann een dat net géif errechen, kritt ee vun der Pensioun ofgezunn. Ech fannen, dat ass eng Limite, déi äusserst héich ass! D'Iddi u sech kann interessant sinn. Et kann ee vun Décote schwätzen, mä da kann een awer déi Barre net esou héich setzen, dass à la fin du compte vill Leit net méi drun erukommen.

Mir hunn haut een anere System, deen 2001 ageféiert ginn ass, fir d'Leit ze incitéieren, méi laang an der Pensioun ze

bleiwen. Dat ass deen, dass de Facteur de remplacement...

► **Plusieurs voix.** - Am Berufsliewe bleiwen.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - ...am Berufsliewe ze bleiwen - pardon -, dat ass deen...

► **Une voix.** - Dat sinn aner Facteuren...

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Entschëllegt, entschëllegt, ...dat ass deen, dass de Facteur de remplacement vun 1,85% gehéicht ka ginn ëm 0,01% pro Liewens- a Versécherungsjore, wann den Alter an d'Versécherungsjoren zesummegerechent d'Zuel vun 93 iwwerschräiden. De Maximaltaux däerf bei dem Taux de remplacement awer net iwwer 2,05 goen.

Déi Mesure ass ageféiert ginn als Incitatioun, fir d'Leit dozou ze bréngen, dass se méi laang sollen am Aarbechtsprozess bleiwen. Meng Fro - ech weess net, wéi déi sech bis haut ausgewierkt huet, dat ass eng Rei Joren hier -, dofir ass meng Fro elo: Huet déi Mesure eppes bruecht, Här Minister? Ass den Effet, deen 2001 an déi Mesure gesat ginn ass, ass deen agetrueeden? Oder awer ass déi Mesure praktesch ouni Effet bliwwen? Da misst ee sech allerdéngs Gedanke maachen, wéi eng aner Incitatioune kënnen erabruucht ginn, fir d'Leit eben ze incitéieren, méi laang am Aarbechtsprozess ze bleiwen.

Ech mengen, ech hu vun der Propos vun der UEL geschwat. Ech géif mengen, et ass esou, dass déi Problematik hir Wichtigkeit huet. Ech hu se och un éischer Plaz genannt, well de mëttleren Alter, wou d'Leit a Pensioun ginn - d'Madame Presidentin huet et scho gesot -, dee läit zu Lëtzebuerg bei ronn 58 oder 59, mengen ech, zwiëscht 58 an 59 Joer. Et ass kloer, dass fir d'Éischt misst drop higeschafft ginn, déi Moyenne eropzesetzen: dass also Mëttele musse fonnt ginn, dass d'Leit och bereet sinn, méi laang schaffen ze goen, wat net einfach ass.

D'Patronen hunn de Sujet ugeschwat. Si hunn awer net - ausser där doter Mesure - gesot, wéi d'Patrone selwer bereet wieren, an den Entreprisë Mesuren ze huelen, dass d'Leit och méi laang kënnen bleiwen. Et si Mesurë genannt ginn, fir hallef ze schaffen, fir lwwergäng ze maachen. Et kann een dat alles kucken, mä wann et näischt bréngt, dann ass et ëmmer e Schlag an d'Waasser. Ech mengen, déi Mesuren do kënnen nëmmen en accord mat de Patrone geholl ginn, dass och Mëttele fonnt ginn, dass d'Assurée och vun där Säit aus net aus de Betriber - wéi dat oft geschitt - erausgeekelt ginn, mä dass probéiert gétt, se och an de Betriber ze halen.

An deem Zesammenhang kann een d'Fro opwerfen - déi dobaussen zwar interessant kléngt - vun enger Erhéijung vum allgemenge Pensiounsalter vu 65 Joer, well et däerf ee jo net vergiessen, dass ëmmer nach 65 Joer de richtige Pensiounsalter zu Lëtzebuerg ass. Déi, déi mat 60 Joer a mat 57 Joer ginn, dat ass eng „fréizäiteg Pensionéierung“, wéi et och am System genannt gétt. D'Fro ass also déi: Wéi steet et mat enger Erhéijung vum Pensiounsalter iwwer 65 Joer eraus?

Ech hunn elo grad deen Alter - de mëttleren Alter - genannt, wou d'Leit a Pensioun ginn: 58 bis 59 Joer. Tëscht deenen a 65 Joer leie sechs bis siwe Joer. An Expertë soen eis, wann d'Leit alleguer mat 65 géife goen, hätte mer kee finanzielle Problem. Also bréngt och - deesen Ablack, wou d'Leit mat 58 bis 59 Joer ginn - eng Erhéijung vum Pensiounsalter vu 65 op 67 Joer eigentlech kaum eppes, well d'Leit...

► **Une voix.** - Ausser d'Kierzung vun der Pensioun...

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Dat wier ze gesinn. Ech kéint der Mesure och positiv Säiten ofgewannen, well gegebenfalls eng Rei Leit mat 65 Joer - wa se spéit an den Aarbechtsprozess komm sinn - déi zéng Joer Versécherung nach net erreicht hunn. Ech weess net, wéi vill Leit datt dat sinn. D'Mindestversécherungszäit ass jo zéng Joer oder 120 Méint. Gétt et där Leit nach? Wann et där nach gétt, wier et interessant, un den Artikel 178 vum Code des Assurances sociales bastelen ze goen an eventuell déi Dispositioun ze änneren. Déi schléisst nämlech formell aus,



dass een iwverhaupt no 65 Joer nach am Pensiounsregime opgeholl gëtt. Et schléisst et aus haut. Et ass keng Méiglechkeet iwver 65 Joer, sech nach an eng Altersversicherung ze mellen.

Dofir wier d'Fro..., dofir kéint ech och vu mir aus esou enger Mesure - obschonn ech net direkt gesinn, firwat dass een et misst maachen - nach eng positiv Säit ofgewannen. Et kéint een dee Moment och - wa mer méi op de Rachats pochen - do nach Délaien zousätzlech opmaachen, wa mer déi Limite eropsetzen, wou d'Leit de Rachats kéinte maachen, dee se haut iwver 65 Joer net méi kënnen maachen. Et ass also och..., bei all Mesure, déi mer huelen, gëtt et also och eng positiv an eng negativ Säit.

Zweete Punkt: Dat ass den Alter vun der fréizäiteger Alterspensioun. Een Assuré ka mat 57 Joer a Pensioun goen, wann e 40 effektiv Versécherungsjoren huet, wann e déi nowiese kann, an e ka mat 60 Joer goen, wann e 40 effektiv oder Ersatzzäiten, dat heescht Stagenzäiten, nowiese kann.

Fir eng kloer Stellung ze bezéien zu der fréizäiteger Alterspensioun, besonnesch mat 57 Joer, misst ee vläicht iwver besser Statistiken verfügen, wéi dann d'Zuel vun den Assurée sech an de leschte Joren entweckelt huet, déi mat 57 Joer a Pensioun gaange sinn, nämlech mat der Verlängerung. Déi 57 Joer hunn effektiv Sënn gemaach an der Vergaangenheet, well d'Leit ganz fréi ugefaangen hunn, sech ze versécheren: scho mat 17 oder mat 16 Joer. Déi Zuel huet awer staark ofgeholl.

Duerch d'Studien an esou weider gëtt et ëmmer manner Leit, déi fréi an d'Pensioun erakommen. Déi Studië maachen, wou also d'Zäit, wou se ufänken, ze cotiséieren, ëmmer méi spéit gëtt..., esou dass ee sech d'Fro ka stellen, ob nach vill Leit mat 57 Joer a Pensioun kënnen goen oder ob een domat muss rechnen, dass an Zukunft eigentlech d'Zuel vun deenen esou wäit zréck géif goen, dass ee bal kéint soen, déi do Kategorie vu fréizäiteger Pensionéierte géif ausstierwen. Dat weess ech net. Fir eng Positioun ze huelen, misst een also - a mengen Aen - iwver kloer Statistiken verfügen a gesinn, wéi d'Zuel an deene leschte Joren evoluéiert ass.

Mat 60 Joer kann een a Pensioun goen, wann déi effektiv Versécherungszeiten an d'Stagenzäiten zesumme 40 Joer ausmaachen. Bei den effektive Versécherungszeiten stellt sech eigentlech kee Problem. Mä de Problem stellt sech bei de Stagenzäiten. Et ass och deen, deen am Laf vun der Diskussioun an der Kommissioun ugeschwat ginn ass, wat mech dann zu dem drëtten Punkt bréngt, der drëtter Pist, déi och d'Inspektioun opgeworf huet, dat heescht, d'Stagenzäiten oder d'Ersatzzäiten.

Als Stagenzäiten - Artikel 172 vum Code des Assurances sociales - gëtt et eng Rei vun Zäiten, déi opgefëiert sinn, wou ee verschiddener ka vergiessen, well déi mat der Zäit verschwannen. Et bleiwen zwou Kategorië vu Leit, déi haaptsächlech vun de Stagenzäiten profitéieren: Dat sinn engersäits d'Studenten an dat sinn op där anerer Säit déi Leit, déi doheem bleiwen, fir d'Erzéiung vun de Kanner ze maachen.

Bei de Studienzäiten ass et esou - oder och bei den Erzéiungszeiten -, wann een natierlech géif un deenen doten Zäiten dréine goen, et géif ee se erofsetzen, et géif ee se halbéieren, et géif ee se verschwannen doen, wéi dat vun der UEL an hirem Avis verlaangt gëtt, da géif dat bedeuten, dass et drastesch Konsequenze géif gi fir déi Pensionéierte, déi bis elo mat 60 Joer gaange sinn. Well do si ganz vill Leit, déi nëmme konnten a Pensioun goen mat 60 Joer, well se effektiv eng Rei Stagenzäiten haten. Et ass also ubruecht, dass, wann een dorunner fréckele geet, dass dat mat ganz grousser Virsicht muss geschéien.

Bei de Studienzäiten bitt sech vläicht elo d'Méiglechkeet, fir ze ënnersichen, wéi wäit Studienzäiten als effektiv Versécherungszeiten kéinten ëmgewandelt ginn - nom Artikel 171 Cotisations sociales -, wann am Rahme vun deene Mesuren, déi ugekënnegt si ginn am Kader vun der Tripartite, wann den Alter bei de Studenten..., wa vun 21 un, vum Alter vun 21 Joer kee Kannergeld méi bezuelt géif ginn, mä aner Studiëbäihëllefen, ob een dann net och an deem Zesummenhang d'So-

zialversicherung am Allgemenge vun de Studenten - op jidde Fall emol iwver 21 Joer - géif mat ënnersichen a géif probéieren, och do Virschléi ze maachen, déi an d'Richtung géife goen vun effektive Versécherungszeiten. Bleift allerdéngs d'Fro, wéi se kéinte finanziert ginn. Déi Fro bleift op. Et misst een och kucken, ob dat och Mindestloun muss sinn oder ob een hei och kéint Cotisiounen erhiewen, déi net op de Mindestloun géife festgesat ginn.

Bei den Erzéiungszeiten, mengen ech - déi iwwegens am Rahme vun den internationale Bestëmmungen net onproblematisch sinn -, stellt sech d'Fro, ob all déi gesetzlech Moosnamen an Hëllefen, déi mer am Laf vun der Zäit ronderëm vun der Gebuert vun engem Kand geschaf hunn an déi och am Zesummenhang sti mat der Erzéiung vun de Kanner an deenen éischte Liewensjoren, ob déi net missten iwverschafft, iwverduecht an an eng iwverschafftlech a kohärent Moosnam missten erageféiert ginn, déi dee Moment och géif erlaben, Froen, wéi déi vum Congé parental, vun der Allocation d'éducation a vun anere Prestatiounen, déi och am Zesummenhang mat der Gebuert bezuelt ginn, ob déi net kéinten an en einheitlech, kohärent System mat erageféiert ginn. Wou dee Moment och d'Fro muss gestallt ginn, ob een d'Erzéiungsjoren net duerch effektiv Versécherungsjoren ersetzt, an dass een dee Moment och, dat muss ee kucken - mir hu jo d'Babyjoren -, wéi wäit dass do d'Babyjore kéinten ausgedehnt ginn.

Wann een déi Mesuren zesumme féiert, vun deenen ech geschwat hunn, kann et jo och méiglech sinn, dass do Mëttele fräigestallt ginn, fir déi Finanzéierung do ofzesécheren. An ech wëll och net hei verheemlechen, dass een ausser de Froe vu Baby- an Erzéiungsjore gegebenefalls déi Weiderentwécklung vun der Mammerent am Rahme vun esou enger Diskussioun net dierft...

- **Une voix.**- ...ausschléissen.
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- ...ausschléissen.
- (**Interruptions**)
- **Plusieurs voix.**- Très bien!
- **Une voix.**- Wonnerbar!
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- An deenen...
- (**Hilarité**)
- **Une voix.**- Looss et sinn.
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- ...déi ursprüngelech...
- **Une voix.**- Mammerent, très bien!
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Ech hunn den Tëscheruff héieren.
- (**Hilarité**)
- **Une voix.**- Mir net!
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Dir net? Déi ursprüngelech Iddi vun der Mammerent war déi, fir all deene Fraen...

- (**Interruption**)
- Ech héieren? ...all deene Fraen, déi ni konnte versécheren sinn, déi awer hiert Liewe laang geschafft hunn a Kanner erzunn hunn, fir deenen eng Kompensatioun ze ginn.
- (**Interruptions**)
- Mir hunn awer mat der Zäit...
- **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Oh, schaf se of!
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Neen, mir schafe se net of, Här Gibéryen. Mä et muss een...

- (**Interruptions**)
- Ech hunn lech elo gesot, dass d'Problematik misst am Rahme vun all deenen anere Mesuren ënnersicht ginn.
- (**Assentiment**)
- An dee Moment ginn och Mëttele fräi. Déi, déi se hunn, wäerte se behalen...
- **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Majo, dat wär awer och nach schlëmm, dat wär och nach dat Héchst!
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- ...déi, déi sech kënnen...
- (**Interruption**)
- **Une voix.**- Da lauschtert emol no.

- **Une voix.**- Mir hu se jo agefouert, he?
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Mat lech muss een ëmmer ganz virsiichteg sinn, well ech wëll dat awer kloer soen, well wann ech dat net gesot hätt, dann hätt Der gesot, ech hätt et net gesot.
- **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, dach, dach. Dir sidd op enger gudder Linn.
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Dofir, ech wollt dat kloer soen.
- **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir sidd op enger gudder Linn.
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Voilà! Dofir misst een och kucken - well haut aner Méiglechkeete bestinn, déi mer am Rahme vum Pensiounssystem hunn, an et ass schonn de Rachats ugeschwat ginn -, ob et net besser wär, all déi Leit an de Rahme vun der Pensiounsversicherung, mat Hëllefen och vun öffentleche Gelder... - gegebenefalls sinn der jo fräi ginn, wann d'Mammerent net weidergefëiert gëtt -, dass een da géif versichen, och déi an de Pensiounssystem ze integréieren.

Wann ech déi Mesuren hei uféieren, dann ass et selbstverständlech, dass mer op dee Wee mussen goen, wéi dat a Schweden geschitt ass. Dat heescht, dass mer och probéiere müssen, fir déi Leit, déi eventuell sozial géifen ënner esou Mesurë leiden, dass do déi Mesurë sozial mussen ofgefierdert ginn. Et muss ee sech also Gedanke maachen - an ech hunn hei Beispiller ugefëiert -, wéi een déi sozial Offierderung fir all déi Leit do ka maachen. Et schéngt mer eng wichteg Viraussetzung ze si fir d'Akzeptanz vu Mesuren, déi einschneidend an de Pensiounsregime agräifen.

An de verschiddenen Dokumenter gëtt dann och opgeziel, gëtt och geschwat vun enger Revisioun vun den Antikumulbestëmmungen tëschent de Pensiounen an deem, wat een duerch professionell Aktivitéit nach ka verdéngen. Dat ass haut ganz selektiv festgeluecht. Wann ee wëllt d'Leit incitéieren, fir méi laang schaffen ze goen, muss een och kucken, dass een déi Mesuren oplockert, dass ee se méi flexibel mécht. Et muss een d'Abusë vermeiden, mä et kann ee mat deene Mesuren, wéi mer se haut hunn - erengen ech -, keen hannert dem Uewen erauslackelen, fir méi laang schaffen ze goen.

Ech hu vun deene 15 Pisten elo der e puer opgezielt, déi am Rapport vun der IGSS vum 22. Abrëll opgeléicht waren. Ech géif mengen, an enger seriöser Approche missten all déi Punkten a Moosnamen, déi schliesselech an der Regierungserklärung iwverhollt si ginn - esou wäit, wéi se an eng Reform och mat afléissen -, op hir Konsequenzen ënnersicht ginn, op de Pro a Kontra, wat déi finanziell Konsequenzen ueget, awer och de Pro an de Kontra, wat d'Konsequenzen ueget fir deen eenzelnen Assuré. Et muss ee Chiffres à l'appui feststellen kënnen, wat d'Auswierkung vun deenen eenzelne Moosnamen op déi finanziell Entwécklung vun dem Pensiounsregime selwer sinn, awer och virun allem op Prestatiounen vun deem eenzelnen Assuré.

D'Lëscht, dat seet d'Inspektioun selwer, déi se virgeluecht hunn, ass net komplett. De Pensiounssystem ass e komplex Ensemble. Et gëtt vill - d'Madame Presidentin huet et scho gesot - Schrauwen, un deenen ee beim Pensiounsregime dréine kann. Allerdéngs mussen, wann déi Moosnamen solle geholl ginn, wat ech scho virdru gesot hunn, da muss fir all Moosnam festgeluecht ginn, wat se bréngt fir déi finanziell Verbesserung vum System a wat fir eng Konsequenze sech och doraus fir den eenzelnen Assuré géifen erginn.

Ech géif och mengen, wann een déi do Mesuren ënnersicht, da soll een och kucken, wat bis elo d'Gesetz iwwert d'Zousazpensiounen vun 1999 bruecht huet. Et schéngt mer esou ze sinn, dass dat relativ strikt verfaast war an dass ee misst kucken, ob net do Oplockerunge misste kommen, dass och dat méi flexibel misst gehandhabt ginn an dass eventuell gesetzlech Ännerunge géife virgeholl ginn.

Domat wëll ech awer net, fir dat erëm kloerzestellen, soen, dass ee soll op deen dote System tabléieren. Ech sinn a bleiwen een Unhänger an ee Verfechter vun deem öffentlech rechtliche Pensiounssystem...

- **Plusieurs voix.**- Très bien!
- **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- ...deen een esou soll verbesseren, dass jiddwereen eng anständig Pensioun ka kréien; wat awer net ausschléisst, dass een en zweeten an drëtten Piliere ka favoriséieren fir deen, deen dat do wëllt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pensiounssystem, deen elo honnert Joer al gëtt, dat éischt Gesetz ass vum 6. Mee 1911, ass am Laf vun der Zäit gewuess. En ass revidéiert ginn, verbessert ginn. En huet gesetzlech wesentlech Ännerungen matgemaach. E stellt haut wirtschaftlech a sozial en Element duer an eiser Gesellschaft, wat net ewech ze denken ass a wou een och net liichtsënnege dermat sollt ëmgoen.

Allerdéngs muss et esou sinn, dass dee Regime och net figéiert därer bleiwen. Et muss een e kënnen upassen, esou wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn, an et muss een och deene gesellschaftlechen Entwécklung wäitgehend Rechnung droen.

Ech hu versicht an engem Saz dat, wat ech gesot hunn, zesammenzefassen. D'Ännerung vum Pensiounsregime, déi virgeholl muss ginn, muss wirtschaftlech tragbar sinn, sozial zoumuttbar. Se muss juristesche kohärent sinn. Se muss kredibel si fir den Assuré, akzeptabel fir d'Sozialpartner, wat nach e weideren Dialog verlaangt, an och konsensfäeg fir d'Politik.

- Merci.
- **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Paul-Henri Meyers Merci. An ass nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dass virun 100 Joer hei zu Lëtzebuerg déi éischt Pensiounssystemer agefouert gi sinn, huet sech viles verännert. Deemools haten d'Leit eng Liewenserwaardung vun eppes méi wéi 45 Joer. Haut ass se dältlech méi héich. Fir genee ze sinn, läit se bei 77,6 Joer fir d'Männer a bei 82,7 Joer bei de Fraen.

Parallell zu där steigender Liewenserwaardung si mer och mat enger Alterspyramid konfrontéiert, enger Liewenspyramid, déi deen Numm eigentlech scho laang net méi verdéngt huet, well hir Form ähnelst scho laang net méi där vun enger Pyramid.

D'Zuel vun deenen eelere Matbierger klëmmt, an d'Zuel vun deene Jonken hëlt of. Aktuell kommen op ee Pensionnaire 2,5 Beschäftegter. Dass dës Relatioun mëttel-fristeg sech wäert verschiben, ass opgrond vun der demographescher Entwécklung méi wéi sécher. Dës wäert dann och dozou féieren, dass d'Relatioun tëscht de Generatiounen massiv op d'Prouf wäert gestallt ginn.

Wéi kënnen mer d'Ofsécheren vun eise Pensiounssystem längerfristeg op eng sécher Basis stellen? Wat bedeit eng steigend Statsschuld fir déi zukünfteg Generatiounen? Drot eis eventuell souguer eng sougenannte Gerontokratie, dat heescht eng Dominanz vun deenen eelere Leit, well déi steigend Zuel vun eelere Leit eventuell Mesurë kéinte verhënnen, déi awer am Sënn vun der Jugend wäeren?

Mir mussen dës Froen éierlech a mat där néideger Seriositéit diskutéieren, fir erauszefannen, wou potenziell Generatiounskonflikter kéinten entstoen, wou mer a schlechten Dicher stiechen a wat mer kënnen verbesseren.

Här President, wien iwwert d'Geben und Nehmen tëscht de Generatiounen nodenkt, dee lant onweigerlech beim sougenannte Generatiounsvertrag. Dësen ass awer am Fond geholl guer kee Vertrag, mä eng staatlech organiséiert Ënnerhaltspflicht vun deene Leit, déi berufflech aktiv sinn, vis-à-vis vun deene Leit, déi an der Pensioun sinn.



Haut sinn d'Grondlage vun deemem Vertrag, nämlech de Pensiounssystem a senger aktueller Form, awer a Fro gestallt. Leeschtungs- zousoen, déi nach viru Jorzéngten ënner ideale Konditiounen - ech verstinn dorënner eng niddreg Inflatoun an awer och niddrege Chômage an héich Gebuertszuelen -, déi deemools gëlleg waren, kënnen haut net méi, oder zumindest net méi dauerhaft oprechterhale ginn. Dofir ass d'Reform vum Rentensystem dee wuel gréisste Chantier vun eisem jëtzege Sozialstat, awer op alle Fall deen, an deem dee meeschten Zündstoff fir d'Relatiounen zwëschen de Generatiounen stécht.

Et ass mat Sécherheet keng liicht Aufgab, dese System esou ëmzebauen, datt d'Laaschten eenegermoosse gerecht verdeelt ginn an och vun enger Majoritéit vu Leit als gerecht emfonnt ginn. Dëst ëmsou méi, well mer zu Lëtzebuerg iwwer e Pensiounssystem verfügen, dee par rapport zu anere Länner nach relativ gutt dosteet, fir net ze soe ganz gutt dosteet, an dat trotz am Verglach mam Ausland niddrege Cotiatiounen.

Et muss net den décken Hummer ugesat ginn an alles a Fro gestallt ginn, mä trotzdem, et si Korrekturen néideg, wa mer den Niveau vun de Leeschtungen an de Cotiatiounen wëllen halen.

Vun der Politik verlaangt dat Courage, fir bestehend Schiflagen ze korrigéieren, an awer och Standfestegheet, fir der Verlockung ze widerstoen, mat populisteschen, awer net finanzéierbare Versprechen op Stëmmefang ze goen, zum Beispill bei de Rentner.

Här President, den Débat vun haut huet eng laang Virgeschicht. Si geet eigentlech zrëck op d'Regierungserklärung vum 12. August 1999. Op des Erklärung hin nämlech huet déi deemoleg Regierung dem Bureau international du travail - deem sougenannte BIT - den Optrag ginn, eng Analys ze maachen iwwert déi aktuarell a finanziell Evolutioun vun eisem Pensiounsregime. Dëst wor den Ufank zu den Aarbechte fir dee sougenannte Renten- dësch I.

Parallell zur BIT-Etüd gouf den 21. Januar 2001 eng Etüd vun Pricewaterhouse virgestallt, mat méigleche Resultater wat de Placement vun de Reserve vun de Pensiounskeesen ubelaangt.

Den 10. Mee a senger Deklaratioun iwwert den État de la nation huet de Premier op de Rentendësch invitéiert. Dese Rentendësch war zesummegevat, an ech wëllt nach eng Kéier trotzdem hei drun erënneren, vu Vertrieeder aus de Fraktiounen vum Parlament, de Gewerkschaften an der Patronatsorganisatioun, der UEL. No néng Réuniounen huet de Rentendësch de 16. Juli 2001 säi Schlussrapport gemaach, den entspreche Projet de loi gouf den 13. Dezember 2001 an der Chamber deponéiert an de 5. Juni 2002 ass de Projet schliesslech hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Här President, déi zwee Hauptresultater vum deemolege Rentendësch waren éisch- tens d'Ofschafung vun deene sougenannten Hongerrenten an zweetens huet de Rentendësch enger Diskussioun en Enn gesat, enger Diskussioun, déi viru jorelaang zu Lëtzebuerg ouni Resultat gefouert ginn ass: eng méi grouss Konvergenz tëscht dem privaten an dem öffentleche Secteur a puncto Renten. Dëst sinn onbestridde Mérité vun deem Rentendësch.

An der Ofschlossdeklaratioun vum 16. Juli 2001 gouf e Pak Mesuren zrëckbehalen mat engem jährelche Käschtpunkt fir d'Pensiounskeese vu fënnf Milliarden där aler Frangen deemools, also 125 Milliounen där jëtzege Euroen. Dem Rentendësch seng Aarbecht baséiert op der BIT-Etüd an awer och op der Etüd vun Pricewaterhouse- Coopers, wat d'Politik vun de Placementer a vun de Geldreserven ubelaangt. De Rentendësch ass selbsterklärend op d'Recom- mandatiounen vum BIT agaangen, deen op d'Interdépendance vu wirtschaft- lechem Wuesstum, der demokratescher Entwécklung an der Garantie vum Finanz- équilibre vum Rentensystem higewisen huet.

D'Vertrieeder vum Rentendësch hunn op alle Fall kloer vun Ausdrock bruecht, dass verschidde Mesurë missten eventuell zrëck- geschrafft ginn, sollt sech erweisen, datt déi jährelche gebrauchte Gelder als Folleg hätten, dass d'Reserven ënner 1,5-mol déi néideg Ausgabe géife falen an domadder e Finanzement op Dauer net méi garan- téiert wär. Genausou kloer ass gesot ginn, datt dat Zrëckschrauwen net géllt fir déi Mesuren, déi geholl gi sinn en faveur vun deene klengere Renten, deene sougenann- ten Hongerrenten.

Et muss een awer ganz objektiv gekuckt och soen, dass déi eng oder aner Mesur, déi deemools am Kader vum Rentendësch beschloss ginn ass, haut éischer diskutabel ass. Dat war och am Schlussdokument esou festgehale ginn, an ech zitieren: «Les participants au „Rentendësch“ sont d'accord à revenir sur un certain nombre de mesures, sans porter atteinte aux pensions à faible niveau, au cas où il se dégagerait du bilan actuariel, réalisé tous les sept ans, que le niveau de la réserve risquerait de tomber en-dessous du minimum légal de 1,5 fois les dépenses annuelles et qu'un financement durable des pensions ne soit plus garanti sans imposer des charges supplémentaires aux générations futures.»

Dee Moment, Dir Dammen an Dir Hären, ass elo ginn. Zwar sinn eis Reserven nach héich, a si wäerten och nach kuerzfristig an deenen nächste Jore klammen. Dee längerfristige Finanzement vun eisem Pensiounssystem ass awer alles anescht wéi geséichert, respektiv e riskéiert zu enger immenser Belaaschtung fir déi kommend Generatiounen ze ginn. Et muss deemno gehandelt ginn.

Et muss elo gehandelt ginn, well déi Mesuren, déi elo ergraff ginn, trieden héchst- wahrscheinlech eréischt an e puer Jore a Kraaft, a si brauchen och Zäit, fir dass se sech finanziell bemierbar maachen am System. Dobäi kënt jo awer och, dass een den Assuréeen déi néideg Zäit muss ginn, fir sech op déi genau Emstänn, déi duerch eng eventuell Pensiounsreform entstoe kéinten, anzustellen. Wann d'Liewensar- bechtszäit eventuell soll verlängert ginn oder den Niveau vun de Renten eventuell an Zukunft vun der ekonomescher Ent- wécklung sollt ofhänken, da mussen d'Leit éischters genee wëssen, wat op se duer- kënt, an zweetens, wéi schonns gesot, d'Méiglechkeet awer och hunn, sech do- rops virzebereeden, beispillsweis duerch den Ofschloss vun enger privater Zousaz- rent.

Här President, d'Beispill vum Rentendësch I weist, dass et also duerchaus méiglech ass, eng Reform vum Pensiounssystem inner- halb vun enger Legislaturperiode duerchze- zéien. A wat ass an deene leschte Jore bis elo am Dossier Renten oder Pensiounen ge- schitt?

► **Une voix.** - Guer näischt!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Net vill, fir net ze soen näischt.

Ob dat sech an där noer Zukunft wäert än- neren, ass alles anescht wéi sécher. Zwar gouf e Projet de loi fir den Hierscht ugekënnegt, mä esou Ukënnegunge goufen et schonns dacks a sinn ze oft ouni Suite bliwwen.

Nach am Ufank vum Joer huet et ge- heescht, de 4. März géifen der zoustän- negere Chamberskommissioun d'Grondzich vun där Reform ënnerbreet ginn. An där Réunioun huet de Minister awer just e puer ganz allgemeng Pisten opgezee- chent, ouni an den Detail ze goen. An ech muss soen, en ass souguer esou wäit ga- angen an huet, baséierend op dem Zitat aus dem Ofschlossdokument vum Renten- dësch, wat ech viru drun zitiert hunn, ge- sot, dass zu deemem Zäitpunkt keen Hand- lingsbedarf géif bestoen an dass d'Warn- luuchte fréistens an deenen nächste fënnf bis zéng Joer géifen ugoen. An ech zitieren aus dem Procès-verbal vum 4. März 2010: «Si cette considération était toujours prise à la lettre aujourd'hui, on pourrait se dispenser, à ce stade, d'une réforme dans la mesure où il n'est pas envisageable sur les cinq à dix prochaines années que „le clignotant“ prédéfini s'allume.»

An enger Réunioun vun der Finanzkom- missioun den 23. März 2010, an där et ëm de Lëtzebuurger Stabilitéitsprogramm

fir d'Joren 2009 bis 2014 gaangen ass, ass een näischt Konkretes gewuer ginn, wéi der Regierung no eng Reform vum Pen- siounssystem kéint ausgesinn. Eenzeg an eleng war gewuer ze ginn, dass et méig- lech wär, dass d'Renten an Zukunft no gewëssenen ekonomesche Kritäre kéinten ausgeriicht ginn. Wat allerdinges genee dorënner ze verstoen ass a wat fir en Afloss des Kritäre sollten op d'Renten hunn, dat gouf net gesot.

Dobäi kënt, dass den Débat, dee mer haut féieren, och scho viru Wochen hätt solle gefouert ginn. Et gouf awer de-emo- ools, op Wonsch vun der LSAP, déi desén Débat selwer ugefrot hat, an de Juni ver- réckelt. Als offiziell Argument ass de-emo- ools gesot ginn, dat wär, fir dem Minis- ter déi néideg Zäit ze ginn, desén Débat ze preparéieren.

(**Interruption**)

Et kann een nëmme hoffen, dass de Mi- nister des Zäit dann och an deem Sënn genotzt huet an eis haut dann endlech konkret Virschléi presentéiert, wéi hien d'Reform vum System wëllt ugoen.

Här President, et kann een an deem Kon- text och vun eidele Versprieche schwätzen. Well viru de Wahlen ass den Här Minister duerch d'Land gezunn an huet jiddweren- gem, deen et wollt héieren, an och sou- guer deenen, déi et net wollten héieren,...

(**Hilarité**)

...haart an däitlech gesot, dass eis Rente sécher wäeren an dass keen Handlungsbe- darf géif bestoen.

Kaum awer waren d'Wahlen eriwuer, do huet op eemol Panik um Supertanker Pen- siounssystem geherrscht, an et konnt net séier genuch goen, fir ze probéieren d'Steier nees ëmzerappen,...

► **Une voix.** - Aha!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - ...fir dem Defizitätsbiere nach kënnen auszewäichen. An anere Wieder, dem Wieler gouf viru de Wahlen eng gesond Welt - genau wéi emol viru e puer Jore, et huet mech drun erënner, den Norbert Blüm an Däitschland -, dem Wieler gouf also eng gesond Welt virgegaukelt, fir net ze soen, dass d'Leit iwwert d'Ouer gehae gi sinn.

► **Une voix.** - 39 Sätz hu se!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Leider ass et awer esou, dass de Pensionstanker nach ëmmer kee kloer Kurs féiert. Dat, well de Kapitän ganz offensichtlech net richteg weess, wou hie wëllt zum Schluss ukom- men. Amplaz dass fréizäiteng eng zilorien- téiert Diskussioun gefouert gi wär, muss ee leider feststellen, dass déi lescht sechs Jore sechs verluere Jore waren, wat d'Renten ubelaangt. Verluere Jore fir déi Leit, déi viru de Wahlen am Glawe gelooss gi sinn, dass hir Pensioun sécher wäeren. Verluere Jore awer och fir all déi Beschäftegt op ei- sem Aarbechtsmaart an déi eng Kéier soll- ten an d'Rent goen.

D'Demokratesch Partei fuerdert dofir de Sozialminister op, endlech opzehale mat deene Spillercher an elo Neel mat Käpp ze maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Et géllt par- tei- a wahlaktesch Interessen hannert d'Interesse vun e puer 100.000 Rentner a Beschäftegter ze stellen. De Ställstand op alle Fall däerf keng Optioun ze sinn.

Ech muss soen, mir Demokratesch Partei, mir sinn och guer net d'accord mam Mi- nister, wann e mengt, dass et géif duer- goen, esou eng wichtige Reform eenzeg an eleng mat de Sozialpartner auszehandelen a Gesprécher, déi fir d'Öffentlechkeet voll- kommen ontransparent oflafen, a wou d'Leit dann einfach mat den ausgehan- delte Resultater géife konfrontéiert ginn.

(**Interruption**)

Dofir bleiwe mir DP derbäi, dass fir déi ustehend Reform, genau wéi dat 2001 beim éischte Rentendësch de Fall war, all Parteien aus der Chamber mussen an des Diskussioun agebonne ginn.

Nëmme esou kënnen d'Leit de Fortgank vun de Gesprécher genee mat verfollegen an awer och déi verschidde Propose vun deenen einzelnen Acteuren kloer identi- fizéieren. Am Numm vun der Demokrate- scher Partei erneieren ech dofir eis Fuerde-

rung no engem zweete Rentendësch. A wann ech d'Madame Mutsch viru drun héie- ren hunn, wou d'Madame Mutsch der Meenung war, et misst en nationale Kon- sens ginn, da muss ech mech froen, Ma- dame Mutsch: Firwat wär d'LSAP da géint dee Rentendësch II?

Här President, dat Zécken, wat mer bis elo an deem Dossier gesinn hunn, ass aus zwou evidenten Ursache méi wéi onver- ständlech. Deen éischte Grond ass d'Ent- wécklung vun de Pensiounsreserven, esou wéi se vun der IGSS an hirer leschter Etüd skizzéiert si ginn. Bei engem duerch- schnëttleche Wuesstum vun 2% d'Joer - wat déi ongëschtegtst vun deenen zwou Prognose vun der IGSS ass - sinn d'Pen- siounsreserve spéitstens am Joer 2034 komplett opgebraucht. Wann eis Wirt- schaft 3% am Joer wüsst, dann ass dat 2041 de Fall.

Wann een awer weess, dass eis Reserven net ënner de legale Minimum vun 1,5- mol déi lafend Dépensen dierfe falen, gesäit all Mënsch, wéi grouss a wéi drén- gend den Handlungsbedarf ass, fir haut scho Mesuren ze huelen, déi an e puer Jore a Kraaft triede sollen. Iwwert den Zäit- raum kann een diskutéieren - wéi gesot, an e puer Jore -, fir de Leit eng Chance ze ginn, sech op déi nei Emstänn virzebere- eden a sech deementspreechend ze orien- téieren.

Et dierft kengem entgaange sinn, dass mer eis matzen an enger schwéierer Wirt- schaftskris befannen, wou mer fir de Mo- ment nach wäit ewech si vu Wuesstums- taxe vun zwee bis véier Prozent, déi néi- deg wäeren, fir de Finanzement vun de Me- surë vum éischte Rentendësch ze garan- téieren. De Premierminister - an ech wëll drun erënneren - huet eis ufanks Mee a senger Ried zur Lag vun der Natioun vir- gerechent, dass mer duerch d'Kris 11,4% ënner deem fir d'Joren 2008 an 2009 pro- gnostizéierte Wuesstum leien. Wat dat fir d'Entwécklung vun eise Pensiounsreserve bedeit, kann - mengen ech - och jidd- weree sech selwer ausrechnen.

D'Fro stellt sech, ob déi vun der IGSS vir- geluechte Chiffere sech opgrond vun der Kris als ze vill optimistesche kéinten eraus- stellen an d'Reserven och éischer wéi pro- gnostizéiert kéinten eidel ginn. D'Regie- rung schéngt sech op alle Fall schonns do- madder offontt ze hunn a sech definitiv- vun - am Verglach mam Ausland - méi héije Wuesstumstaxe verabschit ze hunn. Mir als DP mengen net, dass een esou pes- simistesche sollt sinn. Eist Land huet ouni Zweifel Wuesstumspotenzial a Chancen. Et géllt, des ze notzen, och am Hibleck op d'Ofsicherung vun eisem Pensioun- system.

Deen zweete Grond fir d'Zécken, Här Pre- sident, ass deen, dass et jo net esou ass, wéi wann et keng Propositionen géif ginn, wéi wann net schon déi ënnerschid- lechste Acteuren hir Virschléi op den Dësch geluecht hätten. Ech wëll déi eenzel Pro- positionen hei net bewäerten oder am Detail virstellen. Mä ech wëll awer just soen, dass nom Rapport vun der IGSS den 22. Abrëll 2009 d'UEL hir Iddien a Pisten am Juli 2009 publizéiert huet. D'Chambre des Salariés, vun hirer Säit aus, huet hir Propositionen den 11. Februar 2010 pre- sentéiert. Viru e puer Wochen huet d'OCDE hir Iwwerleeungen iwwer eng Re- form vum Lëtzebuurger Pensiounswies- en och virgestallt.

Et sinn also genuch Iddien do. Déi eenzel méiglech Mesurë fir eng Reform leien also um Dësch. Et geet elo drëm, fir en nation- ale Konsens an där Fro vun der Reform- form ze fannen. Wéi gesot, do sinn ech averstane mat der Madame Mutsch, well et ass eng national Fro. Dofir triede mir och fir e Rentendësch II an, wou all déi eenzel Mesuren an aller Transparenz sollen diskutéiert ginn a wou dann um Enn vun der Diskussioun e Gesamttaquet soll erauskommen, dee souwuel e breede Kon- sens duerstellt an awer och gläichzäiteng dee System vun de Rente soll mëttelfristeg a laangfristeg finanziell ofsécheren.

Et ass un der Regierung an dem speziellen zoustännege Minister, fir der Öffentlech- keet kloer ze soen, wat d'Regierung pro- poséiert. No där Ukënnegung soll da gekuckt ginn, fir e Konsens an deséer wich- teger Fro ze fannen, esou wéi dat am Lët- zebuurger Modell - ënner anerem och



beim éischte Rentendësch - an deene leschte Jorzéngten üblech war. Falls de Lëtzebuerger Modell dann no där rezenter gescheiterter Tripartite iwwerhaapt nach leeft.

Et kann an eisen Aen op alle Fall net esou sinn, dass vu verschiddene Säiten Iddien a Virschléi an d'Diskussioun bruecht ginn an dass d'Regierung einfach ofwaart a sech ganz um Enn nëmmen déi Iddien erausicht, déi hir am beschte gefalen. An dat sinn..., also déi Propositionen opgräift, déi am beschte bei de Leit ukommen, ouni awer, dass dobäi de Finanzement vum System géif längerfristeg ofgeséchert sinn.

D'Regierung huet bis haut och a ville Froen, déi sech an deem Kontext stellen, keng Äntwert ginn. Wéi gesäit d'Regierung zum Beispill d'Fro vun de Cotisatiounen? Solle se erhéicht ginn, jo oder neen? Wa jo, wéini an a wat fir engem Émfang? Wäert de Stat sech weiderhi mat sengem Drëttel bedeelegen? Oder gétt den Niveau vu sengem Bäitrag agefruer, esou wéi de Premier an och de Finanzminister dat scho fir d'Gesondheitskeess uklänge gelooss hunn? Gétt den Niveau vun de Cotisatiounen vum de Patronen agefruer? Misst den Assuré also eleng d'Erhéijung vun de Cotisatiounen schélleren? Dat géif bedeiten, dass och déi schmuel Schélleren dee Moment géife ganz staark belaascht ginn.

D'DP ass der Meenung, dass an dese schwierigen Zäiten net soll op deen einfache Wee vun der Erhéijung vun de Cotisatiounen zrëckgegraff ginn. Dat wär an eisen Aen e falscht Signal. Et géif d'Leit, deenen duerch déi ugekënnegt Spuermesurë vun der Regierung..., déi scho mussen déif an d'Täsch gräifen, et géif se nach weider belaaschten an och hir geréng Kafkraaft weider ofschwächen.

Da stellt sech d'Fro vum Rentenalter. Soll dee gehéicht ginn oder net? Och hei menge mer, dass een dee Schrëtt net sollt maachen, mä éischer sollt kucken, dass een den effektive Rentenalter, deen de Moment nach wäit ënnert deem legale läit, eropgesat kritt, andeem een zum Beispill probéiert, d'Leit méi laang am Berufsliewen ze hale mat méi flexiblen Iwwergäng zu de Pensiounen.

Här President, d'DP ass bereet, fir enger Reform vun eisem Pensionsregime matzeschaffen. Mir si bereet, am Kader vun enger breeder, öffentlecher an an aller Transparenz gefoueter Debatt matzediskutéieren, also Iddien auszeschaffen an och konkret Propositionen ze maachen. D'DP ass op alle Fall net gewéllt, sech hirer Responsabilitéit an deser fir eist Land extrem wichtiger Zukunftsfro ze entzëien.

D'DP wéllt um bestehende System a senge Grondzich festhalen. Dat heescht, wéi gesot, net, dass mir net dovunner iwwerzeegt wäeren, dass Adaptatiounen néideg wäeren. Esou gouf - an ech wéll dorun erënneren - mat der DP d'Altersarmut an der Vergaangenheet konsequent bekämpft. Op alle Fall, d'Resultater vun Rentendësch I beweisen dat. Mir trieden och weiderhi fir dësen Engagement an.

Mir stelle fest, dass déi bestehend Gesetzer zur Betriversrent respektiv zur Privatrent nëmmen e relativ kleng Succès bis elo kann hunn. Ausserdeem kënnen just déi Ménagen, fir déi eng Zousazpensioun am sënnavollste wär, net vun deene steierleche Virdeeler profitéieren, déi duerch den Ofschloss vun esou enger Pensioun entstinn.

D'DP ass dofir der Meenung, dass déi aktuell legal Dispositionne fir de sougenannten zweeten an drëtten Piliere onbedéngt missten iwwerkuckt a verbessert ginn, well dës Mesuren, déi bis elo an deem Beräich geholl goufen, net déi richteg Friichte gedroen hunn. Hei ass also nach Loft no uewen, a mir mengen, dass een nieft enger Reform vum jëtzege System - an domadder mengen ech souwuel deen öffentleche wéi och dee private Regime - och iwwer dës zwee Elementer vu Virsuerger onbedéngt muss diskutéieren.

D'DP ass och dofir, dass déi bestehend Instrumenter vun der Frépensioun analyséiert an iwwerschaaft ginn. An deem Kontext muss eiser Meenung no virun allem och drop gekuckt ginn, dass dës Instrumenter net méissbraucht ginn an zur Regel ginn.

Och menge mir, dass déi legal Dispositionen a puncto Altersdeeltäit net flexibel genuch sinn an duerfir nëmme marginal aus-

genutzt ginn. Esou missten zum Beispill d'Antikumulbestëmmungen iwwerkuckt ginn, fir e méi gleitenden Iwwergang vum Berufsliewen an d'Pensioun ze maachen. Generell géllt et, zesumme mat de Sozialpartner, nei Weeër ze fannen, fir och dës Méiglechkeet méi effizient ze gestalten.

Mir an der Demokratescher Partei schwätzen eis och kloer fir d'Afëierung vum Prinzip vum Rentensplitting vu Mann a Fra aus. Esou soll beispillsweis an Zukunft eng Koppel tëscht der Hannerbliwwenerent an dem Splitting viele kënnen. Wa sech eng bestueten oder gepacste Koppel fir de Rentensplitting ausgeschwat huet, da ginn d'Uspréich selbsterständlech aus deene jeeweilige Rentecarriären zu identeschen Deeler op déi zwee Partner opgedeelt. Den Usproch selbsterständlech op eng Witwerent géif dee Moment hifälleg ginn.

Mir mengen och, dass a wirtschaftlech schwierigen Zäiten, wéi eist Land se de Moment erlieft, ee muss kënnen iwwert den Adjustement diskutéieren. An Zäiten, wou jonke Familljen a berufstätege Leit vill zougemutt gétt, muss ee sech kënnen déi Fro stellen. D'Regierung proposéiert jo an hirem Spuerprogramm eng Opdeeling respektiv eng Verschiebung vum Adjustement. Hei kann ee sech duerch awer och aner Modeller virstellen, wéi beispillsweis, dass den Adjustement eng Kéier géif ausfale gelooss ginn oder, ähnlech wéi bei der Regierungspropos zum Index, op engem gewëssenen Niveau géif gedeckelt ginn.

Dëst sinn nëmmen e puer Punkten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi am Kader vun enger breeder, awer zilorientierter Diskussioun iwwer eng Reform vun eisem Pensionsssystem kann a muss diskutéiert ginn. Op aner Punkten - wéi zum Beispill: wat geschitt mat de sougenannten „périodes assimilées“? - oder déi eventuell Afëierung vun engem demographesche Facteur, wéll ech net méi am Detail agoen.

Wann ech d'Madame Mutsch richteg verstanen hat, ass si der Meenung, et misst ee finalement op 40 Cotisatiounsjore kommen. Ech wéll awer do viru warnen, Madame Mutsch; ech ginn lech nëmmen ee Beispill: E spezialiséierter Dokter géif dee Moment wahrscheinlech eréischt mat an déi 70 d'Pensioun kréien. A wou géif dat hiféieren, wann esou e spezialiséierte Chirurg beispillsweis mat iwwer 70 Joer mat ziddregen Hänne nach misst operéieren, well en d'Pensioun nach net kréie kann?

#### (Interruptions)

Also mengen ech, muss een op alle Fall déi assimiléiert Joren, op alle Fall déi vun den Etüden e bësselche méi nuancéiert gesinn. Et géllt haaptsächlech, fir d'Abusen ofzeschaffen. A fir d'Abusen ofzeschaffen, do kënnen mer selbsterständlech domat liewen.

Op alle Fall, mir brauchen iwwert deen dote Sujet hei zu Lëtzebuerg méi déif gräifend Diskussiounen a mir mussen onbedéngt kucken, fir do eng Léisung ze fannen. Mä wat op alle Fall awer trotzdem nach méi néideg ass a wat méi dréngend ass hei zu Lëtzebuerg, dat ass, dass mer e Sozialminister hunn, deen endlech géif aktiv ginn am Rentendossier.

Här President, ofschléissend wéll ech nëmme Folgendes soen: Reformen am Pensionsweise si selte populär, well se dacks genuch mat Émstellungen oder Aschnëtter verbonne sinn. Onpopulär Mesuren, dat weess all Politiker, fannen duerfir och kee groussen Uklang beim Wieler. Eppes awer verzeit de Bierger engem Politiker doudsécher manner wéi onpopulär Décisiounen, nämlech wann en aus Angscht virun esou enger Mesure näischt mécht, sech hanner Ukënnegunge verstoppt a Reformen aus wähtaktesche Grënn - wéi dat schon den Här Schiltz, wann ech mech gutt erënneren, bei senger Interventioun zum État de la Nation gesot huet - nëmmen am Schleekentempo duerchféiert. Et gétt zwar gesot, dass dee lueste Schleek iergendwann och géif an d'Zil kommen, mä am Fall vun der Ofsécherung vun eisem Pensionsssystem dierft dat dann awer doudsécher definitiv ze spéit sinn. Ech hoffen, dass och eise Sozialminister dat endlech agesäit.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Wagner Merci, an als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Am „Lëtzebuerger Wort“ vun haut schreift de Leitartikler, de Marc Gleesener, dass Rentendebatten zu Lëtzebuerg schon eng laang Traditioun hätten. Dat ass richteg. Hei zu Lëtzebuerg ass an de leschten 20 Joer vill iwwer Rente geschwat ginn. Déi lescht fënnf, sechs Joer alledéngs häerzlech wéineg. Déi Traditioun huet e Lach gehat während bal fënnf Joer. Ofgesi vun enger Interpellatioun vun de Gréngen am Joer 2008 ass am Parlament net iwwer Renten diskutéiert ginn, an och no der Interpellatioun eréischt ass vu Regierungssäit de Rapport vun der IGSS public gemaach ginn.

De Leitartikler vum Wort schreift och, et misst ee Mut opbréngen an der Thematik vun de Renten. Dat mag stëmmen. Fakt ass awer do, dass weder déi viregt Regierung nach déi heite Regierung an de leschte sechs Joer op deem doten Dossier Mut bewisen huet. De Statsminister, den Här Juncker, huet 2008 dovunner geschwat, dass, wa keng substanzuell Reformen am Rentewiese géife gemaach ginn, da kéim dat engem Verbrächen an eise Kanner gläich. Dat ware seng Wieder, dat ware staark Wieder. Wieder, déi een eng Kéier e bësse rëselen. Fakt ass awer och do, dass dem Statsminister seng Regierung 2004-2009, an och elo an deem doten Dossier nach näischt décidéiert huet!

#### (Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Méi nach, souguer den zoustännege Minister, deen an der leschter Mandatsperiod deeselwechte war wéi dee vun haut, huet bei där Interpellatioun Enn 2008 nach geschwat vun „Panikmache“, well déi Gréng gesot hunn, opgrond vun deenen Zuelen, déi all Mënsch kann huet - déi hu mir net erfonnt, déi Zuele si public, et muss ee sech net vill beméien, fir se ze fannen -, dass mer am Rentewiesen Handlungsbedarf hätten. Dat huet den zoustännege Minister deemools nach „Panikmache“ genannt.

Ech si frou, dass den Här Minister sech elo zu enger, no de Wahlen, e bësse méi besonnener Attitüd konnt hiräisse loosse. A mir hu jo nach véier Joer bis zu den nächste Wahlen. Dat léisst em e bësse Sputt, fir ze handelen, ier en erëm a panikaarteg Zoustand verfält virun den nächste Wahlen. Mä mir hu vläicht elo eng Zäitfenster, wou mat lech ze schaffen ass, Här Minister.

Zu Ärer Verteidigung wéll ech awer soen, Dir hutt an deene sechs Joer, wou der zoustännege Minister sidd, nach net vill bis näischt gemaach an deem Rentendossier. Dat kann awer och e Luef sinn, well all Är Virgänger vun de leschte 25 Joer hunn dem Rentewiesen alleguerten hire Stempel opgedréckt. An dee Stempel war all Kéiers deier! Et huet kee Sozialminister déi lescht 25 Joer am Rentewiesen e Frang oder en Euro gespuert, am Géigendeell! D'Leeschunge sinn, bei konstante Bäitrag, permanent eropgesat gi während praktesch 25 Joer mat enger Abberzuel vu Mesuren.

Dat wéll ech lech zegutt halen, Här Minister. Dir hutt zumindest de Rentensystem nach net verdeiert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Entschëllegt, Här Braz, Dir sidd ganz fein. Mir hu souguer mam Adjustement gespuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Dat ass richteg, ganz e bëssen, ganz e bëssen. Mä et schéngt lech net vill gefall ze hunn, well Dir sidd direkt op deem gudden Wee do stoe bliwwen an hutt ab do jo gemengt, dat wier alles „Panikmache“, wann ee géif vum Handlungsbedarf schwätzen.

Dat gesot, Lëtzebuerg huet an deene leschten dräi Jorzéngte jo rasant wirtschaftlech a gesellschaftlech Verännerunge matgemaach, a mir hunn am Fong de Schratt vum Industriestat eriwwer bei den Dängschtleeschungsstat gemaach. Do ass et vill strukturell Verännerunge ginn hei zu Lëtzebuerg, och gesellschaftspolitesche Verännerungen, an eben och vill Verännerungen an eisem Rentensystem.

Eng Partie vun deene Reforme sinn deemools a ginn och haut nach vun der grénger Fraktioun matgedroen: D'Beispill vun der Fusioon vun den autonome Keessen, sektorielle Keessen an eng geeente Privatkeess ass eng richteg Mesure gewiescht. Dass mer tëscht dem öffentlech-rechtlechen, oder dem öffentleche System an dem private System eis ganz staark ugenähert hunn, ass och e Wee, deen déi Gréng ënnerstëtzt hunn, a mir hunn och eng ganz Partie vun den Elementer vum Rentendësch I, wann och net alleguerten, mir hunn och eng Partie vun den Elementer vum Rentendësch I ënnerstëtzt, fir nëmmen déi puer strukturell Ännerungen ze rappeléieren.

Mir hunn awer och gemengt, dass eng Rei vun deene ville Mesuren, déi an de leschten zwee Jorzéngte geholl gi sinn, eise Rentensystem esou staark verdeiert hunn, dass et noutwendeg wier, an eisen Aen, fir Reformen ze maachen, déi domadder ze dinn hätten, dass een déi laangfristeg Finanzéierbarkeit wéllt - net erhalen - mä sécherstellen, well erhalen doe mer se am Moment jo net.

déi gréng haten duerfir deemools proposéiert, e Rentendësch II ze maachen, direkt hannert dem Rentendësch I, fir weiderzufueren. Déi deemoleg Regierung - do war den Här Wagner den zoustännege Minister, dee war deemools nach net esou begeeschtert vum Rentendësch II, well en huet dee gréng Virschlag net ugeholl - an och déi Regierung duerno hunn de Rentendësch II, deen iwwert d'Finanzéierung, déi laangfristeg finanziell Ofsécherung vum System, net gewollt.

Amplaz dovun huet d'Tripartite am Abrëll 2006 beschloss, en Aarbechtsgrupp anzesetzen, wou d'Regierung an d'Sozialpartner géife mat um Dësch setzen. Contrairement also zum Rentendësch I war do d'Parlament net mat um Dësch, fir matzediskutéieren.

Zënterhier hunn awer eng Rei aner Actueuren hir Positioun public gemaach, ausgeléist duerch de Rapport vun der IGSS aus dem Joer 2009, déi, mengen ech, fir vill Leit d'Grondlagen, och d'Zuelematerial als Grondlag geliwwert hu fir Reflexiounen.

D'UEL huet am Juli 2009 hir Virschléi gemaach, an d'CSL am Februar 2010, an d'Regierung elo kuerz am März 2010 huet eng Rei Pisten, awer nach ënner enger kuerzer an zimlech iwwersichtlecher Form, géif ech emol soen, op den Dësch geluecht, woubäi awer nach ëmmer dee ganzen Diskussions- an Handlungsbedarf an eisen Aen ofzedeeckt bleift.

Firwat besteet da fir déi gréng Handlungsbedarf beim Rentendossier? Op den éischte Bléck ass jo eise Pensionsystem bei blinderer Gesondheet. D'Reserve vun der Rentekeess, vun der Pensionskeess sinn am Moment mat ronn zéng Milliarden Euro geféllt, wat am internationale Vergläich ausseruerdentlech héich Reserven duerstellen, déi duerginn, fir 3,6-mol déi järelech Dépenses, Leeschtunge vun der Pensionskeess ze droen. An déi Tendenz ass nach ëmmer steigend, wäert nach fir eng ganz Rei Joren, all de Pensiounen no, steigend sinn. Mir wäerten also, wa mer un deen Horizont kommen, wou et kippt, well ëmmer méi Leit an d'Pensioun ginn, wäerte mer Reserven hunn, déi nach eng Kéier substanzuell méi héich si wéi déi vun haut.

Dat ass an de leschte Jore ville Leit duergaangen, fir ze soen, et besteet keen Handlungsbedarf. An och haut gétt et nach Leit, déi déi Theorie do verrieden. Mä déi Reserven do, déi grënnen net op enger struktureller Stärkt vun eisem Rentensystem, mä si berouen bal eenzeg an eleng dorobber, dass de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché an de leschte 25 Joer regelrecht explodéiert ass. Am Duerchschnitt ass de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché em 3,9% pro Joer während 25 Joer onënerbrach duerchschnëttlech gewuess. Dat ass enorm! An deemselwechte Mooss steigen dann eben och d'Zuele vun de Leit, déi cotiséieren. A wann ee vu Mëtt den 80er Joren op elo kuckt, sinn dat praktesch 2,5-mol esou vill Cotisanten, also



ronn 150% Steigerung. A mir hunn och e gudder Ratio beim Coefficient de charge. Et kommen haut op ee Pensionär 2,5 Aktiver, déi bezuelen.

Ganz vill vun deene Leit, déi cotiséieren, sinn haut nach keng Rentebezéier, esou dass d'Reserve vun der Pensionskeess bis viraussichtlech - der IGSS no - am Joer 2025 nach wäerte weider steigen, obwuel ab 2020 schon eng éischt Pensionierungswell asetzt vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg an de leschte 25 Joer op den Aarbechtsmarché komm sinn. Mä mir wäerten nach also d'Pensionsreserven drastesch steigern. Si wäerten, wou se haut bei zéng Milliarde leien, kënnen bei 20 Milliarden oder nach méi leien, dee Moment, wou dann ufängt pro Joer méi erauszegoen, wéi an de Rentesystem erakënn.

De Rentesystem mag ganz kompliziert sinn, mag ganz komplex sinn a senge Berechnungen an an den Attributiounen, mä ënnert dem Stréch ass e vläicht awer fir jiddwer Bierger dach verständlech. Ënnert dem Stréch ass et Mathematik. Et därf net méi aus de Keessen erausgoen, wéi erakënn, an dat iwwer eng länger Zäit gekuckt. Méi kompliziert ass de Rentesystem schlussendlech dann och net. An ab 2025 wësse mer, dass mer e Rentesystem hunn, dee méi Sue kascht wéi en der era-bréngt. Dat ass Fakt! Dat ass, wa mer näischt änneren, dat, wat da wäert geschéien.

Dann hu mer zwar ganz héich Reserven, mä da si mer ab dem Joer 2025 an engem strukturellen Defizit, an da geet et ganz séier. Den Zuele vun der IGSS no brauche mer da knapps zwielef bis 13 Joer, fir aus deenen enorme Reserven, déi mer accumuliert hu während - kommt, mer ginn op d'Joer '85 zrëck, dann hu mer se während 40 Joer, 45 Joer accumuliert -, mä mer wäerte se bannen zwielef bis 13 Joer komplett opbrauchen. Mir brauchen also déi Reserven dräimol méi séier op, wéi mer gebraucht hunn, fir se ze konstituieren.

Dat ass, an Dimensiounen vun engem Rentesystem, net vill. Dat mag nach wäit ewech kléngen, mä a Wirklechkeet, an den Dimensiounen vun engem Rentesystem, ass et net vill. 15 Joer, fir dass de System kippt - dat ass manner wéi eng Generatioun a knapps méi wéi en Drëttel vun enger normaler Bättragscarrière - bis d'Reserven op Null erofgewirtschaft da wieren.

D'IGSS an de Statec, déi hunn am Kader vun europäeschen Aarbechte berechent, dass, hier Aschätzung no, Lëtzebuerg fir d'Period 2020 bis 2060 mat engem duerchschnëttelechen Uwuesen um Aarbechtsmarché, also beim Emploi, am Beräich vun 0,5% misst kënnen rechnen, dat bei enger gläichzäiteger Produktivitätssteigerung vun 1,7% an engem Wuesstum duerchschnëttelech vun 2,2%. Dat ass eng virsiichteg Schätzung, wann een d'Vergangenheit kuckt vu Lëtzebuerg, wou mer jo elo während bal dräi Jorzéngte bal dat Duebelt, méi wéi dat Duebelt souguer hate vu Wuesstum.

Wann een awer déi aktuell Situatioun kuckt, an déi Diskussiounen, déi an Europa a weltwäit lafen, an de Positionnement vu Lëtzebuerg kuckt, da weess een, dass déi 2,2%, déi berechent ginn, fir dass all déi Prognosen, déi ech virdrun erwähnt hunn, eréischt 2025 respektiv eréischt 2038 antrieden, dass all déi dote Prognose kéinte méi séier antrieden, wann de Wuesstum net 2,2% wier.

Dat huet eis alleguerten nach bis virun zwee Joer e ganz virsiichteg Wuesstum geschéngt vun 2,2. Mëttlerweil, wou mer e Joer haten, wou zu Lëtzebuerg d'Ekonomie souguer zrëckgaangen ass, weess een, dass 2,2 ënner Ëmstänn kee ganz virsiichteg Wuesstum ass an der Prognos, mä dass 2,2 ënner Ëmstänn een ass, dee ganz no bei der Realitéit wäert leien, a vläicht emol net ëmmer wäert kënnen erreecht ginn. Dat ass och d'Realität vun haut. Déi Zuelen, déi mer d'lescht Joer haten, déi mer d'Joer hunn a vläicht och nach d'nächst Joer hunn, weisen, dass déi fënnel Prozent zu Lëtzebuerg net garantéiert

sinn, an dass Lëtzebuerg net geimpft ass géint Wuesstumsverhältnissen, wéi se an all deenen aneren europäesche Länner eigentlech Standard sinn.

En ass och net onwichtig, dee Wuesstum, well de Lëtzeburger Rentesystem jo do-rober baséiert, dass de Stat iwwert de Budget en Drëttel vun de Cotisatiounen dréit. A wann dee Wuesstum net méi deen ass, wéi mer en an de leschte Jore kannt hunn, da muss de Stat all Joer awer a sengem Budget dat Geld opbréngen, fir déi aacht Prozent kënnen bäizesteieren. An dat ass dann alles anescht wéi garantéiert, an et ass dann alles anescht wéi e lichten Exercice! An duerfir menge mer, wa mer och dat do, och déi dote Prognose berücksichtigen, da weess een, dass et méi wéi onvirsichteg wier ze mengen, mir hätten nach ëmmer vill Zäit, fir ze reagieren, a mir bräichten eigentlech näischt ze maachen.

Iwwregens déi, déi sech vläicht als Éischt misste Gedanken oder Suerge maachen, sinn d'Bezéier vun enger Pension, déi beim Stat schaffen, an der Fonction publique schaffen. Déi hu keng Rentekeess a keng Rentereserven an deem Sënn. Déi liewen, wat d'Pension betrifft, vun der Hand an de Mond, vun der Hand vun Statsbudget an de Mond vun Pensionär. An och do, wann déi Entwécklung bei de Statsrecetten an den nächste Joren eng ass, déi méi enk gëtt, da weess een, dass sech do ganz seriö Froe mussen gestallt ginn. Well, wann dee Wuesstum net erreecht gëtt, sinn all déi Prognosen och nach méi séier do, wéi mer se am Moment berechent hunn.

Wann näischt geännert gëtt an eisem Rentesystem, wa mer also déi ganz héich Promesses de pension - well iwwert déi ass de Mëtteg nach net vill geschwat ginn; dat ass awer eiser Meenung no den Hauptpunkt, dass ee sech mat der Héicht vun de Promesses de pension beschäftegt -, wann déi also net änneren, dann hu mer am Moment schon en Taux vun iwwer 50%, wann een de Rapport IGSS liest oder aner, da weess een, 50% ass e Minimum vun deem, wat ee muss unhuelen, anerer gi bis bal 60%, dat bei onverännert 24% Cotisatioun op der Lounmass.

Wa mer da wéilten all d'Promesses de pension ëmsetzen, bräicht Lëtzebuerg e konstanten duerchschnëttelechen Wuesstum um Aarbechtsmarché, also beim Emploi, bei de Leit, déi cotiséieren, vu geschätzten 2,6% bei der IGSS. Den Direkter vun der CNAP huet emol virum OGB-L virum e puer Méint gesot, souguer 3,4% missten da viséiert ginn.

Nach eng Kéier zum Rappel: Statec an IGSS rechnen awer am Kader vun europäeschen Aarbechten domadder, dass mer wäerten 0,5% Wuesstum um Aarbechtsmarché hunn. An och hei nach eng Kéier zum Rappel: Mir bräichten awer, wa mer wéilten d'Promesses de pension kënnen honorieren iwwert déi nächst zwee, dräi Jorzéngten, en Uwuesen um Aarbechtsmarché vun duerchschnëtteleche pro Joer 2,6 bis 3,4%, deemno wien een do am meeschte Glawe schenkt.

Wat heescht dat konkret, am Héchstfall, wann et déi 3,4% da wieren? Wat heescht dat konkret fir Lëtzebuerg? Dat heescht, an zéng Joer, vun haut gekuckt, misste mer scho 575.000 Cotisanten hunn, an zéng Joer vun haut. Dat wieren der am Joer 2050 1,57 Milliounen Leit, déi zu Lëtzebuerg géife schaffen! Am Joer 2050! An dat hält jo dann net op! D'Joer 2050 ass jo net de Schluss vun der Welt! Am Joer 2070 wiere mer scho bei dräi Milliounen a 60.000 Leit. Wa mer, wéi gesot, d'Cotisatiounen net wëllen änneren a wa mer net wëllen un der Promesse de pension fréckele goen, da muss mer 2050 nobäi 1,6 Milliounen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg hunn an 20 Joer drop nach eng Kéier annerhallem Millioun derbäi. An esou weider. Bon, wien dat gleeft!

D'Kritiker bezeichnen esou e Modell als e Pyramidesystem, wéi den Här Madoff e mat laangem Erfolg, awer engem zolitte Crash virgefouert huet. Dat heescht, och an deem Szenario do kéim laut IGSS am Joer 2060 e Coefficient de charge dobäi eraus vun 100%. Dat heescht, jiddwieren, dee schafft, muss sech a seng Famill ernähren an ee Pensionär mat deem senger Famill mat. Dat ass den Szenario.

Dat ass keng Panikmache, Här Minister, Dir gesitt dat jo mëttlerweil och esou. Et ass einfach d'Realität vun eisem Rentesystem. Dat sinn d'Zuelen, déi déi Leit errechent hunn, déi dofir bezuelt ginn, well se d'Kompetenz hunn. Dat sinn déi Zuelen, déi géifen antrieden, wa mer näischt maachen.

Elo kann een awer soen: Wa mer näischt maachen, dann ass eppes kloer. Dann ass den intergenerationale Solidaritéitsmodell bei de Pensionen vum Dësch. Dat do hält kee Modell aus. Dat do packt keen Aktiven. Dat do ass politesch net tragbar. Dofir müssen an eisen Aen och hei zu Lëtzebuerg Saachen am Rentewiese geännert ginn. Ech kommen herno e bësse méi am Detail och nach dozou.

Déi Explosioun, déi de Lëtzeburger Aarbechtsmarché an de leschte 25 Joer kannt huet, an déi extrem positiv Entwécklung bei de Bättrig erklären awer och, firwat dass et zu Lëtzebuerg an där Zäit zumindest budgetär, haushaltstechnesch méiglech war, d'Leeschunge schrëttweis a substanzuell no uewen ze verbesseren, oni dass hei zu Lëtzebuerg d'Cotisatiounen geännert hunn. D'Cotisatiounen sinn zu Lëtzebuerg zënter '85 onverännert bei 24%. Dat huet keen anert europäesch Land. Zu Lëtzebuerg, Dir wësst dat, gëtt dat gedréttelt op de Saliarié, op de Patron an op de Stat.

Wa mer wéilte reng eis Keess am Équiliber hunn, bezele mer zënter Joren alleguerten ze vill an. Zënter Jore géif et eigentlech duergoe mat 18, 19% Cotisatiounen, am-plaz 24%, fir d'Keess am Équiliber ze behalen. Mä déi versprache Leeschtungen vum System, d'Promesses de pension, déi sinn an där Zäit do duerch déi Abberzelung vu beschlossene strukturelle Verbesserungen, un där, Här Minister, Dir lech jo nach net bedeelegt hutt, contrairement zu all Äre Virgänger, déi hunn eise Rentesystem ëm ronn 30% - 29%, fir prezis ze sinn - verdeiert. Huet de Rentesystem 1985 nach ongeféier 37,5% vun der Lounmass kascht, sinn et haut geschätzten iwwer 50%, Tendenz steigend, déi de Rentesystem vun der Lounmass haut zu Lëtzebuerg kascht. Dat ass natierlech e Montant, deen, wann een éierlech ass, net laang ze halen ass.

Déi unhalend positiv Entwécklung vun der Liewenserwaardung huet och ganz zolidd Répercussiounen op de Rentesystem gehat a si wäert der och weiderhin hunn. Laut Eurostat haten 2008 zu Lëtzebuerg 60-jähreg Fraen eng berechent duerchschnëttelech Liewenserwaardung vun nach 24 Joer; 2060 wäert dat vun 29 Joer sinn. Dat heescht, do komme bannent 40 Joer nach fënnel Joer duerchschnëttelech Liewenserwaardung bäi bei de Fraen. Datselwecht gëllt fir d'Männer mat op engem liicht méi niddregen Niveau. 60-jähreg Männer haten 2008 eng Liewenserwaardung beim theoretische Pensionsantritt vun nach 21 Joer. 2060 wäert dat scho vu 26 Joer sinn. Also och do eng Steigerung vu fënnel Joer.

Zesummefassend muss ee ganz nüchtern feststellen, dass eise Rentesystem, trotz enger boomer Lëtzeburger Ekonomie an de vergaangene 25 bis 30 Joer, haut, am Joer 2010, strukturell a finanzstrukturell vill méi schlecht opgestallt ass, wéi dat, wat e kuerz no der Stolkris war. Dat ass jo eigentlech fir d'Politik en Aarmutzechen. Mir hu wuel d'Keese gefëllt mat deem boomer Aarbechtsmarché, mä vum Équiliber vum System, wann een d'Promesses de pension mat de Perspektive kuckt, déi mer hunn, da si mer haut an eisem Pensionssystem eigentlech méi am Déséquilibre, trotz 25 Joer boomen, wéi mer dat viru 25 Joer waren. Dat ass kee Kompliment fir d'Politik.

An déi noutwendeg Diskussioun iwwert déi laangfristeg Finanzierbarkeet vun eisem Rentesystem nach eng Kéier erauszedrücken, wéi déi lescht Regierung dat bis haut gemaach huet, dat heescht eigentlech Raubbau um eisem Rentesystem, dat heescht Raubbau um der nächster Generatioun. An dat heescht schlussendlech, dee Modell, dee mer haut hu vu der intergenerationaler Solidaritéit am Rentewiesen, fundamental a Fro ze stellen.

déi gréng si fir eng éierlech an offen Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Rentesystem, fir dass et och weiderhin an Zukunft hei zu Lëtzebuerg garantéiert, uerdentlech

Rente ka ginn. Mir sti ganz kloer zum Émlageverfahren als Grondlag vun eisem Rentesystem. A mir stinn zu deem Modell vun der Solidaritéit tëschent de Generatiounen. All déi noutwendeg Reformen, déi wäerte misse gemaach ginn, sollen an eisen Aen ausschliesslech der Stärkung vun deem Émlageverfahren déngen. Eng wéi och ëmmer probéiert oder geartet Aushiehung vun deem dote Modell wäerten déi gréng net matmaachen.

Mir wëlle Reforme fir dee System, dee mer haut hunn, dee richtig a gerecht ass, wëlle mer verteidigen. An dofir hätt mer och gären, dass op deseer wichtiger Fro fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg et e méiglechste breede gesellschaftleche Konsens kéint ginn. Mir sinn och bereet als gréng Fraktioun, mat Verantwortung ze iwwerhuelen, fir déi Reformen ëmzesetzen, déi dese Grondgedanke gerecht ginn. Mir wëllen awer haut och e puer Piste mam Numm nennen, iwwert déi mat deene Gréng kann an den nächste Wochen a Méint diskutéiert ginn, fir zu gemeinsame Konklusiounen ze kommen.

Mir sinn der Meenung, fir et an engem Saz ze soen, dass d'Gläichgewiicht tëschent de Bättrig an de Leeschtungen schrëttweis nees muss hiergestallt ginn. Dat bedéngt awer och eng öffentlech Debatt hei zu Lëtzebuerg iwwer Sënn an Zweck vun öffentleche Rentesystem. Wann et Sënn an Zweck vun deem System ass, ganz héich Renten ze bezuelen iwwert den öffentleche rechtliche System, dann, menge mer, dass mer lues awer sécher eis méi no bei d'Mauer bewegen, déi zënter Jore vun enger Rei Leit prognostizéiert gëtt.

Mir mengen, dass Sënn an Zweck vun deem öffentleche Rentesystem doranner besteet, all de Leit, nom Antrieden an d'Pension, e wierdegt Liewen oni Suerge kënnen ze erméiglechen. Dat ass haut de Fall. Net nëmme iwwert d'Rentekeess, mä dat geschitt haut och zum Deel schon iwwer aner Leeschtungen, déi et virun enger Rei Joren nach net gouf, well et se guer net gouf oder well se a manner ausgeprägter Form zu Lëtzebuerg existéiert hunn.

Zum Beispill eise ganz performante Gesondheessystem oder eis Fleegeversécherung. Eng ganz Rei Dépensen, déi Leit am héijem Alter fréier hu missen droen, ginn haut zum Deel iwwert d'Fleegeversécherung mat ofgedeckt. Dat muss ee jo awer dierfe soen, wann ee sech wëllt ënnerhalen iwwert d'Berechnung am Pensionswesen. Dat do ass awer e Moment, deen een net einfach ka komplett ausklammern a komplett ignorieren.

Bei engem Duerchschnëttsloun zu Lëtzebuerg, dee bei ongeféier 3.000 Euro läit, si maximal Renten am öffentleche System vu bis zu 6.000 Euro am Privatsektor a vu bis zu 10.000 Euro am öffentleche Sektor. Dat ass jo laangfristeg net méiglech. Wann ee kuckt, wat den duerchschnëtteleche Sallaire ass a wéi héich d'Pensionen kënnen eropgoen, da gesäit jo awer jiddwieren, dass do eppes net klappt. An dat klappt och net. Déi Zuele leie jo och um Dësch.

déi gréng sinn dofir der Meenung, dass deen aktuelle Plaffong vum fënnelache Mindestloun, dat sinn 8.414 Euro, dofir warscheinlech ze héich ass. An et muss ee kënnen driwwer diskutieren, ob een net d'Maximalbetrag am privaten an am öffentleche Sektor no ënne revidéiert, fir dass mer eise Rentesystem mat senge gudder Leeschtungen laangfristeg kënnen fir jiddwieren erhalen.

Am Géigenzuch muss och de Stat all deenen, déi iwwer eng öffentlech Rent eraus weider Renteleschtungen wëllen, ënner Ëmstänn hëllefen, sech op engem zweeten, private Standbeen opstellen. Woubäi awer do an eisen Aen d'Interventioun vum Stat net gross muss sinn. Si soll net null sinn. Mir mengen net, dass de Gros vum Effort vum Stat dat soll ënnerstëtzen, mä de Gros soll ënnerstëtzen, dass mer e seriösen öffentlech-rechtliche System hunn. Well dat ass eis Prioritéit als Gréng.

déi gréng erwaarden och vun enger Reform vum Rentesystem, dass endlech déi Individualisierung vun de Renterechter Wirklechkeet gëtt. Zënter dass et déi gréng gëtt, si mir amgaangen, eis fir déi doten Iddi staarkzemaachen, déi ëmmer nees, ëmmer nees an d'Gespräch kënnt.



Den Här Di Bartolomeo hat mat senger Verwaltung an der leschter Mandatsperiode, Legislatur, och Rechnungen opstelle gelooss, déi als Konklusioon fonnt hunn: Dat gëtt net einfach, dat doten ze maachen.

Gutt! Dat hat kee sech anescht virgestallt, wéi dass dat schwéier wier. Mä Dir sidd dobäi stoe bliwwen. Dir bekennt lech ëmmer nees dozou, dass Der am Prinzip och fir d'Individualiséierung sidd, mä do kënt awer näischt. Dat Eenzezt, wat komm ass bei der vieregter Regierung, ass de Versuch vun engem Splitting, dee mir och nach an der Juridique probéiert hunn, iwwert den Émwee vum Gesetz iwwert den Divorce nach mat dranzekréien. Also alles keng gutt Saachen.

D'Individualiséierung wär eng wesentlech Reform vun eise Rentesystem aus enger Rei vu gesellschaftspolitische Grënn, awer souguer och fir de Finanzement vum Rentesystem. Et wier mat dat Bescht, eng vun den Haaptmesuren, déi ee kéint maachen.

### (Interruption)

An, Här Minister, op deem dote Punkt sidd Der komplett derfir, mä et ass nach komplett näischt geschitt. An Dir hutt och am Moment keng Anstalte gemaach, fir um Punkt vun der Individualiséierung virunzekommen. Ech wier frou, wann Der eis haut géift de Contraire zielen an Dir géift et maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

### (Interruptions)

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- déi gréng sinn awer och der Meenung, dass ee bei der Baitragsgrundlag an Zukunft net onbedéngt nëmme soll bei der Lounmass stoe bleiwen. Mir sinn der Meenung, dass ee sech och muss kenne Gedanke maachen iwwer aner Formen a Quelle vum Finanzement.

Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, dass eng och kapitalintensiv Betriber, déi eng geréng Personaldecken hunn, an awer dofir ganz zolidd Benefisser kënnen erwirtschaften, dass een och do muss kënnen driwwer diskutéieren, ob een eng Manéier fënnt, déi um Finanzement vun de Rentekesseen ze associéieren, wëssend, dass de Rentesystem en Assurancésystem ass. Mä trotzdem mengen ech, dass och do et Weeër misste ginn, fir déi doten Zort Betriber oder vläicht och nach aner Forme vu Finanzement an eise Rentesystem eranzekréien.

deéi gréng sinn och der Meenung, dass eisen aktuelle System, deen all siwe Joer eng Étude actuarielle mécht, e relativ awer onflexibel Instrument ass. Do ënnerstëtze mer dat, wat de Minister am Mäerz an der Kommissioun ugeduecht hat, fir ze soen, mir bräichten en Instrument, wat méi en enke Monitoring mécht, e praktesch permanente Monitoring mat enger Rei Indicateuren als Frühwarnsystem, déi méi fréi soen: Hei, do leeft een Indicateur aus dem Rudder; an dass een dann op deem Punkt scho méi fréi kéint reagéieren, an net nëmme all siwe Joer, mat engem grësseren Opwand.

Mir brauchen do, do deele mer d'Aschätzung vum Minister, en anere System. Woubäi dat keng Reform ass vun eise Pensionierungswiesen. Dat do ass e bessert Steuerungsinstrument wéi dat, wat mer elo hunn. Mä trotzdem: Och wann et keng Reform ass, et ass ëmmerhin e bessert Instrument.

All d'Rechnunge beleeën also, dass mer mat deene Schrëtt, déi mer elo opgezielt hunn, awer net wäerten auskommen. Déi puer Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, gi mat Sécherheet net duer, fir deen Déséquilibre, deen do ass, komplett an den Équilibre ze kréien. Dofir si weidergehend Reformen an eisen Aen noutwendeg. A wien dat bestreit, dee bedréit. Dee seet net d'Wourecht.

deéi gréng sinn dofir bereet, mat de Parteen, mat de Sozialpartner, mat de Biergerinnen a Bierger iwwer Ännerungen ze diskutéieren op all de grouse Schrauwen, déi de Rentesystem huet; an där gëtt et der keng honnert. Do muss een de Leit och éierlech soen, dass am Moment d'Rechnung net opgeet, an dass mer keng honnert Schrauwen hunn, mä et gëtt der zwou, vläicht dräi - vläicht dräi! -, un deenen ee misst kënnen dréien.

Mir soen als Gréng ganz kloer, dass et fir eis do keng Tabue gëtt. Mir wëllen de Rentesystem erhalen. Mir wëllen héich an uerdentlech Renten erhalen. An dofir muss mer bereet sinn, ouni Tabuen iwwer all d'Aspekter vum Rentesystem ze schwätzen. Iwwert d'Promesse de pension, déi sech an deene leschte 25 Joer lues a lues a lues zolidd entwéckelt huet; déi ass warscheinlech ze héich. Iwwer Ännerungen beim Ajustement, d'Upassung un d'real Léin. Och doriwwer, menge mer, muss kënnen diskutéiert ginn.

D'Héicht vun de Cotisatiounen, do ass och nach vläicht e bësse Sputt. Well ech mengen, dass d'Leit bereet sinn, wann et misst sinn, och nach eng Kéier e bësse méi ze bezuelen, wann dat hinnen eng sécher an anstänneg Rent kann erméiglechen. Et ass net vill Spillraum do no uewen. Et gëtt eng Grenz. Mä ech mengen, dass d'Leit do och nach bereet wieren, en Effort ze maachen, wann et éierlech a fair opgedeelt ass.

An och d'Aarbechtsjoren, déi ee muss schaffen. D'LSAP huet jo och virdu gesot, si wéilten zwar net de Rentenalter eropsetzen; mir wiere jo nach eng Partie Jore vun deem ewech. Mä d'LSAP seet och, eigentlech muss méi laang geschafft ginn. Mir müssen op méi Cotisatiounen am Joer kommen. Et ass eng aner Aart a Weis, fir et ze soen: An Zukunft gi mer méi spéit an d'Pensioun. Ob et ass, well mer méi laang cotiséieren, bis mer dann eng Kéier op 65 an der Moyenne sinn. Mä an Zukunft gëtt méi laang geschafft. Och wa mer de legale Rentenalter net upaken, da verhënnert dat net, dass méi laang geschafft gëtt, wann Der sot, dass méi Cotisatiounsjoere mussen kommen. Mir soen och net, dass dat falsch ass. D'Rechnung muss herno opgoen ënner dem Stréch. Soulaang se net opgeet, maache mer de Rentesystem nëmme eigentlech futti.

Mir mengen och als Gréng, dass ee misst kënnen doriwwer diskutéieren, ob een och hei zu Lëtzebuerg net en Element an d'Berrechnung vun der Pensioun erabrëngt vu Beschweierlechkeet, vun der Pénibilitéit. Och dat ass awer eng Gréisstenernung, déi mer am Moment nach net kennen.

► **Une voix.**- Dach.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Mir kenne se indirekt vläicht.

### (Interruption)

Indirekt kenne mer se, dat ass richtig. Indirekt kenne mer se. Mä mir mengen awer, dass ee misst och fir déi normal Carrière d'Element vun der Pénibilitéit kenne berücksichtigen. Mä dat ass e Messer, dat schneit an zwou Richtungen, wa mer et wëlle richtig uwenden. Dat ass net just, fir dass da Verschiddener maner laang cotiséieren. Dat muss ee wëssen. Och do ënner dem Stréch misst d'Rechnung opgoen.

Dat si fir eis déi Pisten, déi grouss Schrauwen, an ech soen nach eng Kéier: Déi gréng Fraktioun ass bereet, ouni Tabuen doriwwer ze diskutéieren, mä mir hätten awer och gären um Enn vun där Diskussioun, a mir erwaarden eis dat vum Minister, wann en dann am Hierscht mat sengem Text kënt, eng kloer Chronologie, wéi mer an deenen nächste Jorzéngte musse weidergoen. Well all déi Elementer, déi ech elo opgezielt hunn, déi müssen net alleguer gläichzäitig muer honnert Prozent wierken. Et geet duer, dass een an der Chronologie vun der Entwécklung vun de Keese weess: Wéini muss ech wéi engem Element zu wéi vill Prozent bäikommen? Dat kann zum Deel a 15 Joer sinn, dass mer un deeser Schrauf dréien. Et kann zum Deel an aacht Joer sinn, dass mer un där doter dréien. Un där hei scho vläicht an engem Joer. Deen Tableau muss kloer sinn. Et muss kloer sinn: Wéini ginn déi grouss Schrauwe gedréint? Mat wéi engem Resultat?

Et ass och fir eis kloer, dass déi héich Reserven, déi mer hunn, och keen Tabu sinn. Och déi Reserven, déi mer amgaange sinn ze accumuléieren, kënnen fir eis an deen Tableau do afléissen, fir den Équilibre vum System ze halen. Et ass am Moment bei 3,6. Mir wäerten an zéng Joer bei siwen oder aacht Joer Reserve vläicht kënnen leien. Dat ass vläicht ze vill.

### (Interruption)

Et ass vläicht ze vill. Dofir solle mer och ouni Tabu iwwer d'Reserven diskutéieren. Déi müssen net fir d'Éiwegkeet op engem Kont leien. Och mat deene Reserve kann d'Reform finanzéiert ginn. Eist Gléck ass jo, dass mer héich Reserven hunn. Da kommt, mir notzen déi Reserven, fir déi Reformen ze maachen, déi de System brauch, ouni dass et dofir fir iergendeen zu groussen, grouss spierbaren Aschnëtter muss kommen. Mir hu Méiglechkeeten ze reagéieren. Da kommt, mir notzen déi!

Lescht Wuert, Här Minister, fir dat och an aller Däitlechkeet ze soen: déi gréng soen awer och ganz däitlech, dass, wann all déi dote Reformen iwwert déi nächst Joren a Jorzéngten, an engem hoffentlech glécklech agencéierten Tableau, kënnen chronologesch gemaach ginn, da muss awer kloer sinn, dass all déi Leit, déi haut scho cotiséieren, hir Rechter behalen. Déi Rechter, déi abezelt sinn, müssen en Acquis bleiwen. Dorunner däerf net gefréckelt ginn. Dat muss gëlle fir déi Cotisatiounen, déi an Zukunft wäerten derbäikommen.

### (Interruption)

Dat heescht also en Iwwergangsregime schlussendlech erëm eng Kéier,...

► **Une voix.**- Erëm eng Kéier e faule Kompromëss.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- ...wa mer déi Reforme maachen. Mä dat hu mer schonn hei zu Lëtzebuerg gemaach, an dat ass och an eisen Aen, bei engem Rentesystem, keng Saach vun der Onméiglechkeet. Dat ass an der Natur vun engem Rentesystem, dass ee grouss Reformen iwwer eng länger Zäit verdeelt.

Dofir ënnerstëtze mir als gréng Fraktioun d'Regierung, wa se dann elo endlech mat konkreter Virschléi kënt, déi eise Rentesystem solle fir d'Zukunft vum Finanziellen hier fit maachen. déi gréng wäerte sech do net verstoppen. Mir wäerten zu deene gehéieren, déi d'Reforme matdroen. Et gëtt der genuch, déi mengen, dass näischt brauch ze geschéien. Dat sinn d'Doudegriewer vum System! déi gréng wëllen net bei den Doudegriewer vum System sinn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Braz och Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Madame Presidentin. Léif Kollegeginnen a Kollegen, ech mengen, déi Debatt, déi mer haut féieren, dat schéngt mer eng ganz wichteg Debatt ze sinn, dass mer eng Kéier an aller Rou heibannen d'Renteproblematik analyséieren. Mir hunn alleguer hei, mengen ech, och en Interessi drun, dat eise Rentesystem laangfristeg ofgesécher ass. Eise Rentesystem ass momentan finanziell ganz gesond. Et ass, menger Meenung no, ee vun deene beschte Rentesystemer, déi et gëtt. A mer wëssen och alleguer, dass wann e Rentesystem Problemer huet, een déi net ka kuerzfristeg léisen, mä dass dat nëmme laangfristeg Léisunge kënnen sinn.

Et besteet also duefir opgrond vun der gudder finanzieller Situatioun keen akuten Handlungsbedarf, fir elo müssen drastesch Moosnamen ze ënnerhuelen, mä mer müssen, wa mer laangfristeg kucken, awer alleguer agestoen, dass dee Rentesystem iergendwann - ech wëll kee Joer nennen; déi eng schwätze vun 20, 30, 40 oder 50 Joer - einfach opgrond vun enger normaler Entwécklung Problemer kritt. An duefir si mer gutt beroden an aller Rou elo driwwer ze diskutéieren, wou, wéi gesot, keen akuten Handlungsbedarf ass, wat fir eng Weeër dass mer müssen aschloen, fir en och laangfristeg ofzesécheren.

Mir hunn als ADR zënter 1989 vill um Rentewiese matdiskutiert. Eis Iddi war ëmmer Rentegerechtheet. An ech géif soen, zënter 1999 hu mer hei zu Lëtzebuerg Rentegerechtheet, wou am Fong jiddwereen, deen duerno ugefaangen huet mat schaffen, ënnert deeneselwechte Konditiounen - déiselwecht Rechter, déiselwecht Flichten - behandelt gëtt.

Ech wëll elo net méi, well meng Zäit op 20 Minutte limitéiert ass, hei nach eng Kéier op dat statistesch Material agoen, wat eng ganz Rei vu menge Virriedner gemaach hunn, mä ech wëll soen, dass mir

als ADR bereet sinn, konstruktiv un där ganzer Debatt deelzehuelen. Ech wëll mech och duefir hei nëmme mat enger Rei vun eiser Säit aus wesentleche Punkte befaassen.

De System, dee mer elo hunn, dat ass e System, deen ass opgebaut op engem permanente wirtschaftleche Wuesstum; ob dann elo zwee, dräi oder 4%. Wa mer op déi lescht 20 Joer zréckkucken, dann hate mer an der Moyenne e Wuesstum vu 4% hei zu Lëtzebuerg. Déi Pronosticen, déi gemaach gi sinn, déi sinn eng Kéier vun 2,2, vun dräi; an et kann ee se opspillen. Wa mer déi vum BIT derbäihuelen, da gëtt et déi verschiddenst Méiglechkeeten.

Mä et muss ee wëssen, all Wuesstum, dee mer wirtschaftlech maachen, huet och seng Konsequenzen um Wuesstum un Aarbechtsplazen. A mer müssen och wëssen, dass dee Wuesstum, dee mer haut un Aarbechtsplazen hunn, och och Konsequenze generéiert. An ech mengen, eise Statsminister huet et eng Kéier selwer heibannen an enger Debatt zur Lag vun der Natioun gesot: De stramme Wuesstum generéiert ënner sech selwer net genuch Gelder, fir seng eege Konsequenze kënnen dovunner ze finanzéieren.

### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mir wëssen dat och. Wa mer kucken, dass mer am Ablack, nodeem mer jo 20, 30 Joer e staarken, fir net ze soen e Rekordwuesstum hei zu Lëtzebuerg haten, mer elo awer um Schluss vun där Etapp net méi déi Suen an net méi déi Méiglechkeeten hunn, fir alles dat ze realiséieren, wat mer am Fong opgrond vun deem Wuesstum elo misste realiséieren.

Ech mengen, dee Wuesstum un Aarbechtsplaze bréngt och Leit an d'Land respektiv Leit, déi iwwert d'Grenz schaffe kommen. Mä déi Leit, déi an d'Land kommen, déi brauchen och Infrastrukturen. A mir sinn elo an enger Situatioun, dass mer wëssen, dass doduerch, dass d'Populatioun gewuess ass, mer vill Jugendlecher hunn, an zum Beispill misste Schoule bauen. An d'Regierung huet eis virun engem Mount elo matgedeelt, dass zum Beispill dräi Lycéeën net kënnen aus finanziellen Iwwerleeunge gebaut ginn.

### (Interruption)

Dat heescht also an anere Wieder, mir sinn trotz deem staark Wuesstum net à mème d'Konsequenze finanziell ze droen, déi dofir gebraucht ginn.

Dee System, an deem mer dra sinn, dee berout och dorobber, wa mer soen, mir müssen e permanente Wuesstum vun esou vill Prozent hunn, fir de System ze erhalen, dass mer domadder net d'Léisung vum Problem kréien, mä dass mer eng Verlagerung an eng Vergrësserung vum Problem kréien. Wa mer haut soen, mir müssen an esou vill Joer 700.000 Leit hunn, fir kënnen de System ze finanzéieren, da müssen déi Leit zu deem Zäitpunkt, wa mer bei 700.000 sinn, soen: „Ma elo brauche mer der an esou vill Joer eng Millioun, fir eis ze finanzéieren.“ A wa mer bei enger Millioun sinn, da soen déi: „Ma elo brauche mer 1,2 oder 1,3 Milliounen, fir erëm dee System.“

Dat heescht, de Problem gëtt u sech net geléist. E gëtt verlagert op déi nächst Generatiounen. An et ass de Schnéibullen-Effet, d'Boule gëtt ëmmer méi grouss, awer de Problem gëtt net geléist.

Et ass also e System, dee condemnéiert ass, iergendwann eng Kéier en natierlech Grenzen ze stoussen. E System, wou och den Nohaltegkeetsrot eng Kéier drop higewisen huet, ob een deen net misst eng Kéier iwwerdenken, ob een dee System net sollt eng Kéier generell a Fro stellen.

Ech wëll net... Ech weess, dass dat geféierlech ass, wann een esou eppes hei seet, mä mir misste vläicht emol eng Kéier an der Kommissioun intensiv driwwer diskutéieren: Wa mer soen, mir bauen e System op, deen net condemnéiert ass e permanente Wuesstum ze hunn, wat deen als Konsequenzen dann hätt, an dann de Leit soen: „Hei, mir hunn elo de Choix. Entwé-



der mir wuessen hei als Land esou weider mat deenen an deene Konsequenzen“, oder mer soen: „Mir verfluchten eis net zu deem Wuesstum, mä dann huet et awer Konsequenzen vun de verschiddensten Sorten.“

Et ass wuel net nëmmen de Rentensystem, deen op e wirtschaftleche Wuesstum generell condemnéiert ass, och aner Politike si condemnéiert e wirtschaftleche Wuesstum ze hunn, fir ze iwverliewen. Mä de Rentensystem ass awer wahrscheinlech deen, deen am ausgesatsten ass, fir do-riwwer ze leien.

Duerfir menge mir, et misst ee kucken, ob een net sollt eng Kéier déi Diskussioun féieren, well dat schéngt eis déi wesentlech ze sinn. Well wa mer un deem System festhalen, da si mer net aus dem Problem eraus, mä mer wäerten och an Zukunft ëmmer erëm déi Diskussioun kréien.

Ech wëllt duerfir verschidden Denkustéiss vun eiser Säit maachen.

Den éischten ass, datt mer eis derfir auschwätzen, wéi och schon aner Riedner, um bestehende System festzehalen. En Émlageverfale, wat e Solidaritéitsprinzip ass, wat e Generatiounevertrag ass, wat awer elo zu engem gewëssenen Deel och e Kapitaldeckungsysteem ginn ass, eben duerch déi grouss Reserven, déi mer hunn, an och soulaang ee bleift, wéi mer nach Reserve wäerten hunn.

Wa mer géifen an d'Richtung vum Kapitaldeckungsverfahre goen, géif dat jo be- deuten, datt déi Generatioun, déi haut aktiv ass, quasi zweemol misst bezuelen. Se misst engersäits d'Pensioun bezuele vun deenen, déi an der Pensioun sinn, a se misst sech selwer e Pensiounssystem duerch hir Cotisatiounen opbauen. Et ass also net machbar, fir esou eppes ze maachen.

Dann ass och haut de Mëtteg hei ugeklongen, datt dat da géif en individuellt Recht ginn, en individuellt Recht, wou een dann och misst wëssen, datt dat net méi op engem Solidaritéitsprinzip opgebaut ass. A wann een higee an et seet een, jiddwer een erspuert sech seng eege Pensioun, déi en herno kritt, da gi mer vun dem Grundprinzip vum Generatiounevertrag a mir gi vum Grundprinzip vun der Solidaritéit ewech, fir deene Leit hir Pensioun och ofzedecken, déi méi schwach sinn, déi krank ginn, déi eng Invaliderent kréien.

An et misst een dann och soen, datt am Fong eng Fra, déi jo positiverweis an der Moyenne e puer Joer méi al gëtt wéi d'Männer, wann déi da misst hir eege Pensioun bezuelen, da misst entweder mat därselwechter Cotisatioun hir Pensioun méi kuerz ginn oder si misst méi cotiséieren, well se jo esou vill Joer méi laang vun engem Pensiounssystem géif profitéieren.

Duerfir menge mir, mir sollten an eisem System bleiwen, wat seng Bewährung huet. Mir hunn, mengen ech, do och gutt Erfahrungen gemaach.

Deen zweete Punkt, dee mer soen, dat ass, alles, wat mer an Zukunft an eisem Pensiounswiesen änneren, muss elo ëmmer fir déi zwee Regimer sinn: fir de privaten an den öffentlechen. A mer därfen no 1999 net méi ufänken, fir iergendwéi do erëm Opsplécklungen ze maachen.

Dat Drëtt ass, datt et eiser Meenung no zu dësem Zäitpunkt keng Ursaach gëtt, fir iergendwéi Verschlechterungen, wat d'Pensiounshéicht oder d'Pensiounsberechnung ubelaangt, anzeféieren. D'Finanze vun eisem Pensiounssystem si gutt.

De véierte Punkt ass, ob mer eis net sollten iwverleeën, fir e System ze entwéckelen, deen eis oder vill méi déi kommend politesch Generatioune derzou obligéiert, fir mussen ze reagéieren. Ech ginn zum Beispill bei eis däitsch Nopere kucken, déi zu engem gewëssenen Zäitpunkt déi Schol- despär an hir Verfassung agesat hunn, vun där si net betraff waren, wéi si et decidéiert hunn. Mä si hunn et partiwwergräifend agesat, fir datt egal wien duerno um Pou- voir ass an e kënnt an déi Situatioun muss reagéieren.

An ech stelle mer vir, datt mer och kéinten esou e System mat Parametere entwéckelen. Et ass virdrun och schonn hei esou eppes Ähnlech ugeschwat ginn. Do, wou eng Entwécklung kënnt, sief et, datt d'Reserven zrëckginn oder d'Leeschungen däermosse géifen an d'Luucht goen, esou datt mer net méi Iwwerschëss genuch hätt, mä se zrëckginn, datt domadder da géif automatesch e System déclenchéiert ginn, wou misst reagéiert ginn an d'Politik keen anere Choix hätt.

Do gëtt et zwou Méiglechkeeten: Et kann een och direkt do mat abauen, wat dann automatesch géif also Konsequenz anrieden, oder et kann een drasetzen, datt d'Politik zum Resultat gezwonge gëtt, an een dann awer misst eng Diskussioun féieren, wat dann déi eenzel Moossname wieren, déi se do missten huelen.

Ech perséinlech géif derfir plädéieren, datt dat Einfachst wier, et hätt een direkt och Moossname mat fixéiert. Dat heescht, wann d'Reserven esou wäit zrëckginn, da gëtt déi an dat déclenchéiert, dat um Niveau, sief et vun de Bäitrag, op de Leeschungen, den Ajustement oder esou, mä datt ee géif do e System maachen, wat een Automatesem géif erabringen a wat déi Politiker, déi deen Abléck dann an der Responsabilitéit sinn, net géif déchargéieren, fir dann iergendwéi ze soen: „Ma, mir maachen elo näischt.“ - oder Gott weess wat, mä dat géif d'office duerch e Gesetz anrieden.

Et ass eng Proposition, wou ech der Meenung sinn, mir sollten emol och eng Kéier an der Kommissioun iwver esou e Frühwarnsystem, wat déclenchéiert gëtt an automatesch Konsequenze mat sech bréngt, diskutéieren.

An därselwechter Iwwerleeung géif ech soen, Här President, sollte mer och iwver eis Mindestreserv diskutéieren, déi elo mat 1,5-mol d'Joer am Gesetz steet. Mir wëssen, datt mer och eng Kéier eng Maximalgrenz vun 2,5-mol d'Joer dran haten. Sou bal d'Reserven iwver 2,5-mol gaange sinn, hätte mer am Fong missen d'Cotisatiounen kieren oder d'Leeschungen erhéijen. Du si mer higang an hunn dat Richteg gemaach a mer hunn déi ieweschte Grenz aus dem Gesetz erausgeholl. An haut leie mer bei 3,6, 3,7%.

D'Fro stellt sech, ob een net och sollt hi- goen an déi 1,5 hiewen, well och vill Leit soen: „Ma, mer sinn esou héich an eise Reserven, bis mer op déi 1,5 erkommen; éischer brauche mer net ze reagéieren.“ An duerfir ass dat och an där Iddi, wou ech virdrun gesot hunn, ob een net och soll déi Reserv erophiewen op zwee, 2,5, fir datt een och déi, déi spéiderhin eng Kéier politesch Responsabilitéit droen, forcéiert, méi fréi ze reagéieren an et net ze vill laang zéien ze loossen, ier ee géif do reagéieren. Duerfir sollt een och iwwert déi Iddi nodenken.

De Pensiounsalter, do brauch ech net ze vill Zäit ze verléieren. Ech mengen, et ass de Mëtteg hei alles gesot ginn. Et huet kee Wäert, datt mer 60 oder 65 Joer... Mir kënnen den Alter op 100 Joer eropsetzen, dat bréngt am Effet näischt, well d'Leit sinn traditioungemeiss viru 60 hei zu Lëtzebuerg an der Pensioun. Dat hannendrun op 65 oder 80 setzen, dat mécht der Kaz kee Bockel.

Wann een also gären eppes ännert um Pensiounsalter, da muss ee bei deene 57 Joer usetzen. Mä do hu mer och e gewëssenen Automatesem dran, well ëmmer méi Leit jo méi laang an d'Schoul ginn an duerfir ëmmer manner Leit mat 57 Joer 40 cotiséiert hunn.

An do wier et vläicht och interessant, wann den Här Minister eis do emol eng Kéier kéint eng statistesch Entwécklung ginn, well am Fong an Zukunft déi Zuel vun deene Leit, déi mat 57 Joer d'Konditioun erfüllen, méi kleng misst ginn, an den An- trëttsalter vum Pensiounsalter misst domadder automatesch an d'Luucht goen. Wann do en Automatesem dran ass, deen dat beweegt, da brauche een net ze légi- féieren, well dat bréngt dat jo vum selwe mat sech.

Wann allerdéngs do keen Automatesem géif - wat ech awer géif bezweifelen - be- stoen, da muss ee selbstverständlech hi- goen a vläicht do légiféieren. Mä ech sinn der Meenung, datt den Automatesem dat vum selwe regelt.

Här President, ech hunn 19 Punkten opge- sat, mä ech hunn nëmme méi sechs Mi- nutten, duerfir iwversprangen ech ver- schiddener...

**(Interruption)**

...an ech kommen dann awer op déi we- sentlech.

► **Une voix.**- Wat fir eng iwversprangt Der dann?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma ech kann lech dat soen, wat fir eng datt ech iwversprangen: d'Pensiounsberechnung, d'Witwerent, d'Studentenzäit, de Plafond cotisable, an esou virun, den Ajustement, d'Prétraite.

► **Une voix.**- Dat sinn déi wichtegst.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- All déi kann ech...

**(Interruption)**

Voilà! Ech ginn elo zum Beispill op d'Mam- merent iwver, well ech awer mengen, datt mer do missten e Wuert verléieren.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- D'Pensiounsberechnung hätt mech awer interesséiert, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo. Also, mir wäerten op jidde Fall net déi Proposi- tioun wéi déi Gréng maachen, fir d'Pen- siounen ze kieren. Also, do kënnt Der Äre Kapp a Rou leeën.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Da sot eis emol, wat Der wëllt änneren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä do si mer op enger anerer Wellelängt. Mir wëllen op jidde Fall net d'Pensiounen...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Da sot eis emol, wat Der wëllt änneren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Lauschtert elo no, well elo si schonn erëm 20 Sekonne fort.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech ginn lech dräi Minute vun eis.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Presi- dent, wann dat esou méiglech ass, dann akzeptéieren ech et. Mä Dir hutt och keng Zäit méi.

D'Mammerent, Här President...

► **M. le Président.**- Lauschtert dem Här Gibéryen senge Propositionen no.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech si frou, Här President, datt Der elo esou gutt ge- schwat hutt.

**(Hilarité)**

Här President, mir hunn ons als ADR em- mer op d'Mammerent baséiert a mir ware frou, wéi déi agefouert ginn ass. A mir hunn och, wéi d'Chèque-servicen age- fouert gi sinn, ganz kloer gesot, datt mir der Meenung sinn, datt all Mamm misst fir all Kand hei am Land d'Chèque-servicé kréien an datt d'Mamm oder d'Famill da selwer decidéiert, wat se mat deene Chèque-servicé mécht, ob se déi inves- téiert a Strukturen, wa se d'Kanner wëllen an eng Struktur ginn, oder datt d'Famill sech decidéiert, datt ee vun de Partner - Mamm oder Papp; an der Regel ass et d'Mamm - doheem bleibt an d'Kanner- erziung mécht an dann eben de Chèque- service fir sech huet. Mä e muss mat deem Chèque-service eng Cotisatioun an d'Pen- siounskeess bezuelen, fir datt doduerch d'Fra hir eege Pensiounrechter kritt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir si lei- der bis haut domadder net duerchkomm. Mir hunn dunn an eise Wahlprogramm gesat, datt mer géife proposéieren, datt een alleguer déi Zoulagen, déi et fir d'Kan- ner gëtt, soll zesummeleeën an als eng ausbezuelen un d'Famill, déi dann - och fir e soziale Kritär eranzebréngen - mat be- steiert géif ginn, a wou dann och obligato- resch déi Fra, déi doheem bleift, misst do- vunner eng Cotisatioun bezuelen. Duerfir, Här President, war ech wierklech de Mëtteg ganz frou hei aus dem Mond vun eisem Kolleg Paul-Henri Meyers ze héieren, datt hien am Fong genau déi- selwecht Iddi, wéi mir se am Wahlpro- gramm haten...

► **Une voix.**- Genau déiselwecht Iddi?

**(Interruptions)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, dach! Lauschtert gutt no! De Kolleg vun der CSV, diech an hei fir déi plädéiert huet an datt d'CSV wéi aus engem Mond Bravo geruff huet, wéi den Här Meyers dat hei gesot huet.

Mä, Här President...

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Lauschtert elo dem Här Gibéryen no.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà! Merci, Här President.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dat eleng beweist, datt et net déi nämlecht wor.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, dach! Et ass genau datselwecht, wéi et an eisem Wahlprogramm steet. Mä dat ass jo awer net schlëmm, mir sinn duer- fir... Et ass jo net fir d'Éischt, datt Der dat maacht, wat mir am Wahlprogramm stoen hunn. A soulaang wéi Der dat maacht, si mer eis och ëmmer eens.

Här President, mä wat ass d'Realitéit? D'CSV huet de Mëtteg hei Bravo geruff, wéi den Här Meyers dat gesot huet. Här President, virun dräi Wochen huet déi- selwecht CSV hei Bravo geruff, wéi den Här Juncker de Contraire gesot huet, nämlech datt d'Mammerent géif gekierzt ginn, an zwar vu 60 op 65 Joer eropgesat gëtt.

**(Interruption)**

Do hutt Der och hei alleguer Bravo geruff, wéi den Här Juncker fäerdeg war. Dat heescht, dat, wat den Här Meyers hei ge- sot huet, dat ass wuel gutt, mä wat d'Reg- ierung mécht, dat ass just de Contraire! Déi Mammen, déi doheem bleiwen, kréie keng Chèque-servicer, kënnen sech also näischt dovunner leeschten. Elo kréie se och nach d'Mammerent vu 60 op 65 Joer eropgesat.

Dir maacht also just de Contraire vun deem, wou Der hei Bravo geruff hutt. A mir kënnen lech nëmme félicitéieren an ennerstätzen. Mir sti mat eiser geballtner Kraaft hannerun lech, fir dat doten duerch- zusetzen.

**(Interruptions diverses)**

► **Une voix.**- Oh là là!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä maacht et! Schwätzt net driwwer, maacht et! Mir si voll a ganz do hannerun lech! Awer maacht wann ech gelift net de Contraire. An dat ass am Fong dat, wat hei de Mët- teg erëm eng Kéier ganz kloer - déi Dop- pelzüngegkeet do - zum Virschäin komm ass.

Mir hunn eis och géint de Rentessplitting ausgeschwat, Här President, well mer ge- sot hunn...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, er- laabt Der, datt den Här Schiltz lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Presi- dent, den Här Schiltz ka mir esou vill Froe stellen, wéi e wëllt, wann Dir mir d'Zäit gitt, fir ze äntweren.

► **M. le Président.**- Dir kritt déi Zäit, fir ze äntweren. Da loosst emol den Här Schiltz fir d'Éischt seng Froe stellen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Stellt emol vill Froen.

**(Hilarité)**

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, wann déi subtil juristesche a poli- tesch seriö argumentéiert an équilibréiert Positioun vum Här Meyers hei zur Karika- tur degradéiert gëtt vum Här Gibéryen, da kommen ech zur Konklusioun que tout ce qui est excessif devient insignifiant.

An duerfir wollt ech tout simplement eng ganz einfach Fro stellen: Wien hat dann deemools d'Initiativ geholl, fir d'Mamme- rent anzeféieren, d'CSV oder d'ADR? Et ass eng einfach Äntwert.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech kann dem Här Schiltz, Här President, zwou ganz einfach Äntwerte ginn.

► **Une voix.**- Et war just eng Fro.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo. Ma neen, Dir hutt der zwou gestallt.

**(Interruption)**

Neen, ech wäert lech awer op der zwou äntwerten.

Déi éischt ass, datt mir déi leschte Kéier an eisem Wahlprogramm, iert d'Mammerent agefouert ginn ass, d'Mammerent stoen hate fir déi Fraen, déi doheem d'Kannererzéiung maachen, fir datt déi sollen eng Mammerent kréien. Déi stoung also an eisem Wahlprogramm, egal wie se agefouert huet. A souvill wéi ech wees, ass se um Rentendéisch agefouert ginn.

Dat Eenzegt, wat elo feststeet, Här Schiltz: Et ass d'CSV, déi se reduzéiert. Dat ass op jidde Fall kloer. Well Dir reduzéiert se elo. Dir wëllt hei lech Lorbeeren aféieren. Dir reduzéiert se elo. An dat Zweet an der...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, mä Dir wëllt jo vill Froe gestallt kréien, den Här Meyers wëllt lech nach eng stellen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wëll awer elo fir d'Éischt nach op déi heite fäerdeg äntwerten. Dat Zweet ass, datt dem Här Meyers seng Saachen elo..., géif ech elo hei esou erofspillen. Ech wëll lech just soen, wat an eisem Wahlprogramm steet: „Die verschiedenen staatlichen Zulagen - allocation familiale, allocation d'éducation, chèque-service - werden zu einer einzigen Zulage zusammengeführt.“ Dat stoung an eisem Wahlprogramm. An et ass genau dat...

**(Interruption)**

Dat ass genau, wat den Här Meyers de Mëtteg hei gesot huet.

**(Interruption)**

Et ass genau dat, wat den Här Meyers de Mëtteg hei gesot huet. Dofir soen ech: E stéisst oppen Dieren an. Dofir ënnerstëtze mer lech, wann Der dat maacht. Mä maacht et!

► **Une voix.**- Här President, elo kann...

► **M. le Président.**- Erlaabt Der elo, datt den Här Meyers lech déi Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Selbstverständlech.

► **M. le Président.**- Här Meyers.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Jo, ech wollt eigentlech dem Här Gibéryen d'Fro stellen: Wien huet dann d'Mammerent um Rentendéisch proposéiert? Bleift bei der geschichtlecher Wourecht.

**(Interruption)**

► **Une voix.**- Et war den Här Meyers.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, majo sécher.

► **Une voix.**- Maja, voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Majo sécher, dat stëmmt. Dat huet jo och nach keen ofgestridden. Mä um Rentendéisch, do si vill Propositione gemaach ginn.

**(Hilarité et interruption)**

Do si vill Propositione gemaach ginn, a vun all deene Propositionen ass gekuckt ginn, wat fir eng Iddi sech géife majoritär duerchsetzen. Och do ware mir direkt geschlossen hannert dem Här Meyers senger Proposition, well se jo an eisem Wahlprogramm stoung, fir déi unzesetzen. Genau sou gutt, wéi mer elo dohannert stinn, wann Der dat maacht, wat an eisem Wahlprogramm steet. Mir kënnen jo net géint eise Wahlprogramm goen, eleng well d'CSV eise Wahlprogramm wëllt ëmsetzen.

**(Interruptions diverses)**

Also, ech mengen, dat ass jo awer eng Selbstverständlechkeet!

**(Interruptions)**

Dat ass eng Selbstverständlechkeet, Här President. Sinn nach Froen am Sall, Här President?

**(Hilarité générale)**

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, fuert elo virun, well...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Här Kartheiser wëllt mer nach eng Fro stellen.

► **M. le Président.**- Jo, ech mengen, Dir stellt lech déi innerhalb vun Ärem Grupp...

**(Hilarité)**

...an, Här Gibéryen, Dir kommt awer elo lues...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma neen, ech sinn awer domat d'accord, datt den Här Kartheiser...

► **M. le Président.**- Neen, lauscht, also ech mengen, Dir fuert elo virun an Dir kommt lues awer sécher zum Schluss, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà, Här President, da muss ech nach vläicht just ee Wuert soen zu der Fonction publique. Ech sinn der Meenung, mir hunn zënter 1999 ee Rentensystem, an alleguer déi Leit aus der Fonction publique, déi nom 1. Januar '99 an d'Fonction publique erakommen, falen ënner deemselwechte Regime, wéi en am Privatséctor ass. Dofir mengen ech, wa mer Berechnungen opstellen iwwert de Rentensystem, da kënnen mer net nëmmen iwwer Berechnunge vum Privatséctor schwätzen. Mä da sollte mer esou fair sinn... Elo ass den Här Minister net méi heibannen, oder ass en?

► **Une voix.**- En ass verschwonnen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ass e fort? Jo.

► **Une voix.**- Selbstverständlech.

**(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ah, en ass hei.

► **Une voix.**- Se kommen ëmmer zu engem anere Lach eran.

**(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech géif soen, ech hunn nämlech héieren, d'Regierung hätt och eng Etüd maache gelooss iwwert d'Entwécklung vum Käschtepunkt vun de Pensiounen an der Fonction publique, da sinn ech der Meenung, da sollte mer als Chamber och déi Etüd kréien. Dat schéngt mer wichteg ze sinn, datt een iwwer alles kann diskutieren.

Ech hunn nämlech am Budget nogekuckt: De Käschtepunkt vun de Pensiounen an der Fonction publique, deen iwwert de Statsbudget geet, dee war 2005 260 Milliounen, en ass 2010 377 Milliounen. Dat ass den Artikel 93 vum Budgetgesetz. Dat ass an engem Zäitlaf vu fénnef Joer eng Progressioun vun 68%. Ech mengen, et sollt een, wann een iwwert d'Finanzéierung schwätzt, och esou fair sinn, ëmmer iwwert dat Ganzt ze schwätzen. Mir wëlle jo net an deem engen oder deem anere System eppes verschlechteren. Mir hunn ee System a mir schwätzen ëmmer nëmme fir dat Ganzt.

Mä an der Diskussioun vun de Finanze sollt een déi zwou Säite mat eranhuelen. Well déi zwou Säite belaaschten de Statsbudget, déi zwou Säite belaaschten eise Économie, wa mer objektiv a fair doriwwer diskutieren.

Ech géif mer dann eng Kéier d'Recht huelen, Här President, fir an der Kommissioun déi aner 14 Propositionen, déi ech nach hei preparéiert hunn, fir déi dann an der Kommissioun ze maachen.

Mat e bässe gudde Wëlle misste mer e Wee fannen, ouni elo - ech wëll dat nach eng Kéier betounen zum Schluss - mussen d'Pensiounen ze kierzen, awer eise System mëttel- a laangfristeg ofzesécheren, fir datt och déi kommend Generationen hei am Land nach kënnen op e gudde Rentensystem zrëckgräifen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech probieren dann och, a fénnef Minuten iwwer meng sechs Punkten ze kommen, déi ech opgeschriwwen hunn, fir déi méi ausféierlech Analys, déi ech virdu gemaach hunn, nach eng Kéier kuerz ze résumieren.

Fir d'Éischt: Wann d'Leit méi laang mat enger méiglechst héijer Liewensqualität liewen - dat wäert jo an Zukunft hoffentlech de Fall sinn -, dann ass et selbstverständlech, datt méi en héijen Deel vun deem geschafene Räichtum fir déi Ausgaben do gebraucht gëtt. Dat ass also u sech a kenger Hisiicht dramatesch. Also, méi e groussen Undeel vum PIB.

Déi entscheidend Fro ass natierlech ëmmer - net nëmmen an dëser Fro - déi vun der Verdeelung. Wien dréit a wéi engem Ausmooss an a wéi enger Form zu der Finanzéierung vun deenen Ausgabe bäi? Wat sech net nëmmen op d'Rente bezitt!

Zweetens: Géint eng generell Verlängerung vun der gesamter Liewensarbeitszeit, a wéi enger Form och ëmmer, direkt oder indirekt, well dat kann och iwwert d'Bestëmmung, d'Definitioun vun de Cotisationsjore geschéien, op eng indirekt Aart a Weis. Géint esou eng Verlängerung vun der Liewensarbeitszeit gëtt et op d'mannst dräi - mengen ech - stéckhalteg Argumenter.

Éischtens: Wann de Rentenalter géif erhéicht ginn - a wéi enger Form och ëmmer, nach eng Kéier -, wäert et awer esou sinn, dass eng Rei vu Leit bis dohinner, aus wéi engen Ursaachen och ëmmer, net kommen. Dat heescht dann natierlech a Wierklechkeet eng Kierzung vun der Pensioun. Dat gesi mer an Däitschland, als Beispill, mat der Erhéijung op 67 Joer do.

Dat gëtt natierlech doduerch verschäerft, datt et duerch d'sozialekonomesch Entwécklung - och hei zu Lëtzebuerg - ëmmer méi onregelméisseg, prekär Berufscarrière gëtt mat Ennerbriechungen, wou also keng beruflech Aktivitéit stattfënt, wou och keng Cotisatiounen bezuelt ginn. Bei Fraen natierlech, do ass et op den éischte Bléck evident. Awer dat betrëfft an Zukunft och ëmmer méi Männer, an zwar iwwert de ganzen Aktivitéitsalter ewech.

Dat heescht, ech mengen also, an där ganzer Diskussioun muss och eng Diskussioun erakommen, wéi mer positiv kënnen op d'Berufscarriären awierken. Dat ass awer bis elo an der Diskussioun gréisstendeels ausgeklammert.

Iwwregens muss ee soen, déi Leit, vun deene mer hei schwätzen, dat sinn der dann, déi souwisou schon e bescheiden Akommes hunn, déi dann duerch eng Kierzung vun hirer Pensioun wierklech riskieren, an - op d'mannst eng relativ - Altersarmut ze verfallen.

Zweetens: Wann ee genau géif ënnersichen, wéi sech hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joerzénge engersäits d'Produktivitéit entwéckelt huet an anersäits d'Arbeitszeit, also d'Gesamtliewensarbeitszeit - déi Recherche gëtt et menges Wëssens hei zu Lëtzebuerg elo nach net -, ech schätzen awer, dass mer da wuel zur Konklusioun misste kommen, dass een ugesiichts vun der Produktivitéitsentwicklung eigentlech d'Liewensarbeitszeit misst verkierzen, wann een där Produktivitéitsentwicklung wéilt Rechnung droen, an net verlängeren.

Drëtens: Et muss een natierlech och d'Fro stellen, wat eng Verlängerung vun der Liewensarbeitszeit fir eng Auswirkung op de Chômage huet, virun allem op de Chômage vun deene jonke Leit: Ob mer do net nëmmen eng Verdrängung maachen - vun deenen enge par rapport zu deenen aneren - an de Chômage bei deene Jonken erhéijen? Or, den Offbau vum Chômage ass och ee wichteg - natierlech eent vu villen, awer ee wichteg - Element an der Fro vun der Ofsécherung, och vun der finanzieller Ofsécherung, vun de Renten. Och een Element, wat menger Meenung no net genuch an der Diskussioun berücksichtegt gëtt.

Mir kënnen eis och nei Weeër virstellen, am Sënn vun engem progressiven Austréit aus dem Berufsliewen, also zum Beispill a Form vun differenzierte Kombinatiounen vu Pensioun a Loun, virausgesat op enger fräiwëlleger Basis an ouni eng generell Kierzung vun de Renten.

Iwwregens, wann hei vu Liewenswaardung ëmmer erëm geschwat gëtt, an domadder dann duerchschnëttlech Prozentsatz genannt, pardon, duerchschnëttlech Liewensaltere genannt ginn, duerchschnëttlecher, da muss een awer och vläicht drop hiweisen, dass sech hannert deenen Duerchschnëttszuele relativ däitlech Ennerscheeder verstoppen, jee no soziale Kategorien, jee no Arbeitsbedingungen. Sou dass also menger Meenung no och d'Fro vun den Arbeitsbedingungen, vun den ënnerschiddleche Liewenswaardungen an esou weider muss an d'Diskussioun erakommen.

Drëtens, d'Finanzéierung ass eng Verdeelungsfro. Also dorauer ergëtt sech zum Beispill konkret fir eis zweeërlee. D'Sozialbäitrag sinn en Deel vum Loun, en indirekte Loun. Or, hei zu Lëtzebuerg, wéi och an anere Länner, sinn an deene leschte Joren d'Léin..., d'Entwécklung vun de Léin ass hannert der Entwécklung vun de Benefisser däitlech zrëckbliwwen. Do ass also nach Spillraum och fir deen do indirekte Loun.

An zweetens si mir och der Meenung, dass d'Assiette vun de Cotisatiounen, also do-rober, wouop se berechent ginn, absolut kann ausgedehnt ginn iwwert d'Masse salariale eraus, zum Beispill op Revenuë vum Kapital, déi awer dann um Versécherungsprinzip eigentlech näischt sollten änneren.

Ganz decidéiert sinn ech géint all direkt oder indirekt Privatiséierung, Kapitaliséierung, minimal Renten op där enger Säit fir déi kleng Leit, an da Privatversécherung fir déi aner, déi et sech kënnen leeschten, an domadder d'Rupture mat dem Solidaritéitsprinzip.

Gradesou decidéiert sinn ech awer och géint de Placement vun de Reserven op dem Aktien- a Shareholdermarkt. Am Géigendeel sollte mer se eigentlech notzen - och an dëser Diskussioun hei misst dat berücksichtegt ginn -, eigentlech sollte mer se notze fir produktiv, sozial Investitiounen hei an der Regioun, well dat kéint och bedeierte Schafung vun Arbeitsplazen an also bäidroen zu neie Cotisatiounen,...

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... lues a sécher zum Schluss...

...kéint also och dozou bäidroen, dass méi Cotisatiounen erakommen, insoufern also och d'Finanzéierung besser ofgesécheret wär.

Dozou gehéiert fir mech och d'Fro vun der Selbstverwaltung vun den Assuréeen, déi an deene leschte Joren drastesch ofgebaut ginn ass. Dat heescht, se besteet praktesch net méi. Ech mengen, dass mer och doriwwer erëm eng Kéier missten diskutieren.

Här President, well dat hei huet ganz kuerz misse sinn, därerf ech ukënnegen, dass mer muer op enger Pressekonferenz méi ausféierlech eis Analysen an eis Propositione kënnen duerleeën.

► **M. le Président.**- Ech soen dann och dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Damen an Dir Härren, fir d'Éischt emol en härerleche Merci fir déi Aart a Weis, wéi déi Diskussioun haut de Mëtteg hei verlaf ass. Et ass en oppenen Débat, esou wéi ech mer e wënschen a wéi Dir lech en och gewünscht hutt, an et ass och net déi éischte Kéier, wou mer mateneen diskutieren. Ech hat d'Geleehheit, an deene leschte Wochen a Méint an der Sozialkommissioun eng éischte Kéier d'Diskussioun ze féieren an eng zweete Kéier an der Finanzkommissioun, esou dass et ganz kloer ass, dass de Wonsch vun der Regierung do ass, fir déi heite Reformen zesammen unzegoen an d'Chamber jiddwerzäit um leschte Stand vun der Entwécklung vum Dossier ze halen.

Ech wëll der Madame Mutsch Merci soe fir d'Entrée en la matière, déi mir et erlaabt, op eenzelne Punkte vill méi kuerz ze sinn.

Wéi déi Meescht vun eis hunn ech och an deene leschte Wochen a Méint déi Diskussioun iwwer Pensionsreformen an eisen Nopeschlänner verfollegt, an ech sinn e bëssen zu därselewechter Konklusioun komm wéi de Paul-Henri Meyers. Opgrond vun deenen Diskussiounen sinn ech nämlech erliichtert, dass ech selwer, dass d'Regierung an dass mir zesammen hei zu Lëtzebuerg eng Pensionsreform virzebereeden hunn, an net an Däitschland, Frankräich oder der Belsch, well se do ënner ganz erschwéierte Konditiounen musse





stattfannen, a mir eng Rei vun Trëmp am Aarm hunn, déi eis et erlabe wäerten, eng douce Landung ze maache bei der Pensiounsreform an e Crash ze évitéieren.

Ech wëll och all deene soen, déi ëmmer gemengt hunn, de Sozialminister hätt sech inspiréiert bei sengem däitsche Kollege Norbert Blüm an hätt gesot, d'Rente wäere sécher, dass dat déi Leit sinn, déi ëmmer d'Oueren zougemaach hunn, wann deen zweeten Deel vum Saz gesot ginn ass. An ech wëll jiddweree virun d'Erausfuere- rung setzen, mir eng Kéier en Zitat vu mir ze bréngen, dass d'Pensiounen op ëmmer an éiweg sécher wäeren.

Ech hunn ëmmer gesot, mir hunn haut ausgezeecht Viraussetzungen, an ech hunn domat datselwecht gesot wéi alle- guer d'Kollegen de Mëtteg an der Cham- ber. Mä wa mer wëllen déi exzellente Kon- ditionen och esou weiderginn un déi nächst Generatiounen, da mussen mer eis haut mat der Problematik ausenanset- zen, net a Panik, net aus der Héft eraus, well aus der Héft eraus schéissen eis be- stëmmt dozou gefouert hätt, Rezepten ze applizéieren, déi an der Zwëschenzäit an anere Länner Schëffbroch erlidden hunn.

Dofir ass et wichteg, dass mer eis déi Zäit gelooss hunn, fir Reformen „à la sauce luxembourgeoise“ opgrond vun de Pro- blemer, wéi se zu Lëtzebuerg bestinn, ze maachen, an net „à la sauce étrangère“, well d'Situatioun e bëssen anescht ass. Ech wëll lech also versécheren, dass, no- deem mer hei an deene leschte Jore gutt Aarbecht geleescht hunn, dat eis et er- laabt, fir an deenen nächste Méint méi zügeg virunzuekommen. Dat mat killem Kapp, nach wie vor, a mat roueger Hand.

Mir kënnen dobäi...

#### (Interruption)

...op Reformen opbauen.

#### (Interruption)

Ech hunn lech net ënnerbrach, Här Wag- ner. Dir kënnt mer jiddwerzäit eng Fro stel- len, wann Der dat wëllt.

► **M. Carlo Wagner (DP)**.- Dir hutt ge- sot, Dir wäert vill méi roueg ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale**.- Ech sinn e ganz rouege Mënsch.

#### (Hilarité)

Mir kënnen dobäi op Reformen opbauen, déi déi successiv Regierungen, an ech soen, déi successiv Regierungen realiséiert hunn, well do hunn der ganz vill Ver- déngschter an deem, wat mer opgebaut hunn, an et hunn der och vill d'Responsa- bilitéit ze iwwerhuelen, wa se emol vläicht an déi falsch Richtung gaange sinn an net mat Zäit déi richtig Zeechen erkannt hunn.

Ech wëll soen, dass mer duerch déi Refor- men, déi mer an deene leschte Jorzéngte gemaach hunn, eigentlech eppes antici- péiert hunn, wat am Moment zu engem Haaptthema op europäischem Plang gëtt. An ech wëll, just fir eis ze situéieren an där europäescher Diskussioun, soen, wat fir d'nächst Woch am EPSCO-Conseil ge- plant ass fir unzedeckéieren, a wéi mir vis-à-vis vun deene Saachen, déi elo an Europa op den Agenda gesat ginn, eis do- zou situéieren.

D'Europäesch Kommissioun, Europa, fuer- dert, dass d'Cotisatiounszeiten an den europäesche Rentensystem besser sollen an d'Berechnung vun de Pensiounen agebaut ginn, berücksichtegt ginn, an ee sech net méi op déi beschte Jore soll bezéien. Bon, deen dote Prinzip, deen ass zu Lëtzebuerg zënter Joren duerchgesat am private Pen- siounsregime an ass zënter 1998 och am öffentleche Regime duerchgesat.

D'EU fuerdert, fir mat Reserven den zukünftigen Erausfuereungen entgéint- zewierken. D'Madame Mutsch huet, an all d'Riedner vun de Mëtteg hu gewisen, dass mer déi doten Empfehlung anticipéiert hunn, well mer zu deene Renteregime op der Welt gehéieren, déi déi héchste Reser- ven hunn. Ech wëll soen, d'Schwede ver- fügen an der Zwëschenzäit och iwwer zo- lidd Reserven.

Mä ech wäert op de Wäert an op dat, wat ee sech vun de Reserve kann erwaarden, a wat ee sech net dierf dovun erwaarden, herno nach drop zrëckkommen, well een, dee mengt, mat héije Reserve wier eise Pensiounssystem op Jorzéngten ofgesé- chert an et kéint eis näischt méi passéie- ren, deen ass op där falscher Pist.

D'Europäesch Communautéit suggéiert de Länner, fir déi Leit mat bescheidenen Akommesse besser ze ënnerstëtzen. Dat ass éiweg d'Zilsetzung vun eiser Pensioun- orientéierung gewiescht, an ech gi ganz gär zou, dass de Rentendësch vun 2001 an deem dote Beräich wierklech Wesentleches geleescht huet, och wann ee kann driwwer diskutéieren, ob an anere Beräicher net iwwert d'Zil eraus geschoss ginn ass.

D'Adequatioun vun de Pensiounen an d'Verhënerung vun der Altersarmut gëtt haut op de Fändel vun der Europäescher Communautéit geschriwwen. Ech wëll drop hiweisen, dass eis Pensiounsregime derzou gefouert hunn, dass deen niddreg- sten Aarmutsrisiko an Europa iwwerhaapt am Alter hei zu Lëtzebuerg besteet. An och dat ass ee vun deene staarke Punkte vun eisem Pensiounssystem.

Da gëtt d'Iwwerleeung gefouert, dass een e Parallelismus misst maachen tëschent der Liewensarbeitszäit an der Liewens- erwaardung. Do si mer just amgang eis dran ze engagéieren, an ech wëll just soen, dass d'Europäesch Communautéit beson- nescht op déi Länner am Moment weist, déi während der Kris massivst, zum Deel massivst Cotisatiounserhéijungen hu misse maachen oder hir Leeschtungen hu misse kierzen.

Ech wëll drop hiweisen, dass d'Situatioun vun eise Pensiounskeesse während der Kri- senzäit elo net zu Cotisatiounserhéijunge gefouert huet, net zu Leeschtungsob- bau gefouert huet, an dass déi gutt Leeschtun- gen, déi mer kënnen garantéieren am Mo- ment an eise Pensiounskeessen, e wesent- leche Stabilisatiounsfaktor an der Kris war, well doduerch d'Kafkraaft erhalte ginn ass a mer doduerch eng ganz Rei vu Secteuren hunn, déi e bësse besser duerch d'Kris komm sinn.

Da suggeréiert d'Kommissioun, dass d'Pensiounsreserve solle gutt ugeluecht ginn. Ech wëll just drop hiweisen, dass eng Rei vu Rentefongen, am Rahme vun der Kapitaliséierung, just an deene schwieerege Méint zum Deel Schëffbroch erlidden hunn, an dass bei eis - et kann een do- riwwer diskutéieren, ob een net och nach aner Facteuren an de Placement soll eran- huelen -, bei eis iwwert de Kompensa- tiounsfong déi Reserve gutt ugeluecht wa- ren, net nëmmen net u Wäert verluer hunn ënner dem Stréch, mä u Wäert zou- geluecht hunn, wou ech awer selbstver- ständlech mat all deene Kollegen d'ac- cord sinn, dass een och virsichteg soll an der Zukunft mat deenen dote Reserven ëmgoen.

Ech wollt, Här President, bei deser Ge- leeënheet un eng Rei vu Fakten, Stärkten an Schwächte vun eisem Pensiounssystem erënnere, an am Numm vun der Regie- rung déi wesentlechst Elementer fir déi no- haltege Ofsécherung vun engem ganz gudden System op den Dësch leeën. Mat enger Zäitschinn, an ech sinn do domat d'accord, dass een dee Pensiounsregime net wiederfest mécht mat engem Coup de baguette magique, mä dass een déi Evolu- tioun soll op enger Zäitschinn oflaffe loos- sen, wou eng Rei vu Mesurë kënnen direkt en place gesat ginn an anerer sech op der Zäitschinn bewegen, progressiv wierken an derzou bäidroen kënnen, dass dee Sys- tem - an dat ass jo d'Haaptzil - sech ab ier- gendengem Zäitpunkt à définir selwer dréit an de Risiko vu massiven Defiziter net méi do ass, de Risiko vun engem Crash net méi do ass. Dat ass d'Zil vun där Ap- proche, déi mer hei huelen.

Well et geet drëm, fir dee gudden System esou ze gestalten, dass mer eise Kanner a Kandskanner eng Altersofsécherung kë- nen hannerloossen, mat där et sech gutt lieue léisst, déi d'Aarmut am Alter zu en- ger absoluter Exceptioun gemaacht huet, déi d'Équilibrium tëschent deene jonken an eelere Generatiounen respektéiert an d'Part- ner, also d'Assuréeën, d'Betriber, d'Wirt- schaft an de Stat net iwwerfuert. Dat ass jo den Enjeu vun där Reform, an de Paul-Henri Meyers huet dat och nach eng

Kéier ganz plastesch gesot, an anere Wier- der, mä et ass u sech datselwecht: D'No- haltegkeet vun deem System ze garantéie- ren.

Ech si frou, dass sech an deene leschte Jo- ren an der Debatt vun haut e Konsens gewisen huet, dass mer haut muer solle preparéieren. Do gëtt et Nuancen, déi heiansdo ganz wäit ginn. Wann ech nëm- men déi zwoe Positiounspabeiere vun der UEL huelen an dee vun der Chambre des Salariés, do leie Welten dertëscht! Mä an deenen zwoe Welte gëtt et awer Elemen- ter, déi een an e Konsens kann abauen. Och wa jiddweree fir sech, mengen ech, net zu deem Zil féiert, dat mer upeilen.

Ech wëll och emol eng Kéier drop hiwei- sen, dass et awer selten an der Politik ass - hei zu Lëtzebuerg an och am Ausland -, dass mer eis esou vill Zäit huele fir eppes - wat mer mengen, wat mer wëssen -, wou mer hoffen, dass et esou spéit wéi méig- lech kënn, op eis zoukënn. A wat fir en- gen anere Politikfelder si mer bereet, eis Politik esou unzepassen, dass mer an 30 Joer, a 40 Joer nach sécher sinn? Dorëms geet et, dass mer sécher sinn, net mengen, mä sécher sinn, dass mer kënnen dat ha- len, oder gréisstendeels halen, wat mer opgebaut hunn.

Ganz gär huelen ech de Reproche - wann et dann e Reproche ass - un, dass mer net aus der Héft geschoss hunn an net scho virun dräi, véier oder fënnf Joer déi ein- fach Rezepten gekacht hunn, déi muncher jo ëmmer parat hunn an déi awer - an ech hunn dat virdru schonn ugedeit - an een- zelne Länner Schëffbroch erlidden hunn.

Mir hunn den Dossier Pensiounsreform zënter 2006 gutt virbereet an onziele- ge Sitzung mat de Sozialpartner. Dat huet zu enger nuancierter Bewosstsäinsbildung gefouert, an déi ass extrem wichteg, wann ee weess, wéi héich an der Opinion pu- blique eise Pensiounssystem opgehaangen ass a wéi problematesch et ass, wann een ouni déi noutwendeg Explikatiounen doru fommele geet. Et ass also extrem wichteg, dass een dee Bewosstsäinsbildungsprozess fördert an de Leit explizéiert, em wat et geet. Mir hunn déi Joren also net verluer, mä mer hu se genotzt, fir déi noutwendeg Prémissë fir eng Reform ze schafen.

Bon, ech mengen éierlech, dass mer tës- chent 2001 an 2010 e Changement an der Approche zu der Pensiounsproblema- tik erlieft hunn. Mir sinn haut op engem anere Stand wéi 2001 a mir gesinn d'Pen- siounsproblematik vill méi nuanciert. Mir sinn haut och an engem anere Kontext. 2001 ware mer an engem Verdeelungs- konzept. Do konnte mer verdeelen. Haut si mer an engem Kontext, wou mer de Leit soen, et muss ee Saachen hannerfroen, fir dat Elementaarst, dat Wichtigst ofzeséche- ren. Dat Eent ass méi einfach wéi dat Anert, mä dat Anert ass gradesou wichteg, wann net méi wichteg wéi dat Eent.

Zu de Fakten, ganz plakativ: Eis Cotisa- tioune fir d'Pensiounsversécherung sinn zënter 30 Joer stabil, leie bei dräimol aacht, ass 24% am Verglach mam Ausland, ganz gënscht, an hunn eis et erlaabt, fir ganz zolidd Reserven unzeleeën. An der Regel hu mer ëm 4% vun der Lounmass, oder 800, 900 Milliounen an der Lescht kënnen an d'Spuerschwäim erageheien. An dat Spuerschwäim, dat ass haut zéng Milliar- den déck. Dat géif duergoen, fir während 3,6 Joer d'Pensiounsleeschtungen ausze- bezuelen, ouni dass een Euro u Bäitrag, Statsbäitrag géif an d'Keess fléissen. Just reng hypothetesch gesot. Dat géif awer erëm séier änneren, wa mer dat während 3,6 Joer géife maachen. Mä dat ass awer ganz considérel.

Zum Verglach: Eist Nopeschland Däitsch- land huet Reserven, déi - kommt mer si gnädeg - zwoe bis dräi Méint duerginn, also géifen duergoen, fir d'Pensiounen während zwoe oder dräi Méint ausze- bezuelen. Et gëtt awer, wa mer soen, dass déi Reserve beträchtlech sinn, kee Grund fir se ofzebauen.

Ech wëll awer soen, fir dass mer eis alle- guer richteg verstinn, dass ee sech net op déi Reserven dierf verlossen, fir d'Pen- siounsproblematik an 20 oder 30 Joer komplett ofzefänken. Déi Reserve si ge- duecht, fir e Prozess ofzefiederer, vun haut enger Situatioun, wou mer kënnen zrëck- leeën, iwwer eng Situatioun, wou mer sé-

cher wäerten déi Reserven zum Deel uknabbere mussen, bis zu deem Zäitpunkt, wou eis Reformen, déi mer elo uginn, komplett gräifen an dann derzou féieren, dass dee System sech selwer dréit. Dat ass de Sënn vu Reserven, an net deen, fir iwwer Jorzéngten, wann et net méi duer- geet a wann déck Lächer an de Pensiouns- keesse sinn, dierf ee sech net drop ver- loossen, dass een domat kann un dat ret- tend Ufer kommen.

D'Madame Mutsch huet zu Recht drop hi- gewisen, dass duerch déi positiv Entwéck- lung vun Emploi haut op 2,5 Aktiver ee Pensionéierter kënnt an hei eng gutt Evolu- tioun war iwwer länger Joren.

Elo da kuerz zu den Erausfuereungen, déi op eise Regime waarden, net haut, mä muer an iwwermuer. Fir d'éischt emol d'Konsequenze vun enger u sech ganz po- sitiver Entwécklung - an dat ass jo eigent- lech dat geckegt un der Situatioun - et ass net elo eng Katastroph, déi vun uewen op eis erofbrécht, déi d'Ursaach ass, firwat dass mer eis Gedanke mussen maachen, mä et ass eigentlech eppes Positives. Mir gi vill méi al, mir bleiwe vill méi laang gesond a mir kréien eis Pensiounen vill méi laang wéi eis Pappen an eis Grousspappen. Dat ass eng ganz grous Chance.

Mir kréien pro zéng Joer ee Joer Liewenser- waardung derbäi. All zéng Joer gëtt de Mënsch am Duerchschnëtt, beim heitege Stand... Et gëtt Leit, déi soen, dat muss net ëmmer esou sinn, dat kann och sinn, dass duerch Émweltaflëss op eemol de Mënsch erëm éischter stierft, dat ass duerschaus méiglech, ech wëll dat net... Mä et ass am Moment e Fakt, dass d'Liewenserwaardung wiisst. Dat ass ganz gutt.

Mä déi einfach Arithmetik seet eis, dass mer, wa mer eis Pensioun vill méi laang kréien, et net méiglech ass, fir parallel manner laang ze schaffen. Dat geet net. Méi laang d'Pensioun kréien a manner laang schaffen, dat geet net op. Dräimol 8%, fir dat emol eng Kéier esou plastesch ze soen, déi bezuelt gi während 30, 35 Joer, déi ginn net duer, fir an alle Situatiou- nen 100% vun engem Revenu während 30 oder 35 Joer ze kréien oder souguer méi Joren, souguer wann ee se genial gutt placéiert. Dat geet net op. Do muss e Ver- hältnis bestoen tëschent där Zäit, wou ee schafft, an där Zäit, wou een d'Pensioun kritt. Dat ass arithmetesch evident. Dat just zu de Prémissen.

Zweetens, an dat ass och eppes, wat jo ganz positiv ass: Lëtzebuerg huet extrem vill Leit vu baussen ugezunn, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen, wat derzou gefouert huet, dass d'Wirtschaft sech gutt entwéckelt huet, déi Cotisatiounen bezuelt hunn an esou weider an esou fort. Dat ass also extrem gutt: Ganz vill nei Aarbechts- plaze bei relativ wéinege Pensionéierten, an doduerch déi gutt finanziell Situatioun. Wann ëmmer méi Beschäftegter kommen an et si verhältnisméisseg wéineg Pensio- néierter do, jo da komme mer an de Sur- équiliber an dann ass eigentlech eng ganz positiv Situatioun do, mä déi, opgepasst, erëm eng Kéier en Hoken huet. Well déi vill Beschäftegter vun haut déi vill Pensio- néiert vu muer sinn.

Haut hu mer 130, 140.000 Pensionéierter, iwwert den Daum gepeilt, a mir hu wäit iwwer 300.000 Leit, déi schaffen. Dat ass e Verhältnis vun 2,5 zu eent. Wa muer déi 300 oder 350.000 Aktiver pensionéiert ginn, dann ass et eng Evidenz, wa mer déi Leeschtunge wëllen halen, dass mer och eng Verduebelung vun den Aarbechtsplaze brauchen. Et ass also keng Hexerei, dat, wat d'IGSS ausgerechent huet. Bon, dräi- mol esou vill Pensionéierter, dräimol esou vill Beschäftegter. Da si mer, iwwert den Daum gepeilt, bei enger Millioun Beschäft- tegter.

Abee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gehéieren zu deenen, déi men- gen, dass dat illusoresch ass. Ech mengen net, dass et realistesch ass. Ech kucken dat vläicht elo ze vill duerch de Brëll vun haut, mä souguer wann ech duerch dee rosae Brëll vu gëschter kucken, ass et net wahr- scheinlech, dass dat Land hei eng Millioun, eng Millioun dräi an ech weess net wéi vill méi Beschäftegter verdréit. Well, wa mer dat géife mengen, bei där Zäit wou et dauert, dass mer Infrastrukture preparéie- ren, da misste mer haut, wann ech gelift, schonn aachtspuereg Autobunne plangen



a mer misse véierspuereg Eisebunnslinie plangen, well soss géifen déi 1,3 Milliounen - voilà, an esou weider an esou fort -, well da géifen déi 1,3 Milliounen Aarbechter, Beschäftegter, wa mer dat net hätten, géife se guer net op Lëtzebuerg kommen. Mir krite se net heihin.

Oder, an dat ass eng vun deenen Alternativen, déi mer och net esou richtig schmaacht, dass mer d'Bäitrag fir déi dräi Partner an deemselwechte Verhältnis, ëm 2,5-mol géifen héijen. Da géife mer also bei Bäitrag vun amplatz 8% 15 an amplatz 24% 45, 50, wann een déi dräi zesummeschléit, landen. Also bei aller Sympathie fir d'Kraaft vun der Economie an och de Generatiounevertrag, mengen ech, dass dat eng Hypothees ass, déi schwéier géif akzeptéiert ginn.

Elo kennt d'Proposition vun der „Alter-Finanz“. Do sinn eng Rei vu gudden Iwwerleeungen derbäi, zum Beispill net d'lounintensiv Betriber prioritär belaachten, mä eventuell d'Plus-value. Ganz interessant. D'Affär vun enger zousätzlecher Besteuerung. Dat kléngt och op den éischte Bléck ganz gutt, mä ech héieren awer an enger ganzer Rei vu Politikfelder ëmmer déiselwecht Proposition, fir ëmmer déiselwecht Taxéierung ze maachen.

Ech mengen, eng Taxéierung kann een net dräimol maachen, an et kann een och mat enger Taxéierung net dräi oder véier verschidde Saache finanzéieren. Also muss een och do de Choix maachen, wat een dann iwwer alternativ Finanzierungsweeër finanzéiert, well se net illimitéiert sinn. An och déi gutt Experten, déi ech héieren hunn, déi ëmmer vun „Alter-Finanz“ geschwat hunn; wann ech se gefrot hunn, wéi se da genee soll ausgesinn déi „Alter-Finanz“, bon, dann ass net ëmmer extrem vill komm, mä och just gesot ginn: „Majo, wann een eng steierlech Deelfinanzéierung vum Regime mécht, an dat maache mer jo am Moment, da muss een eng Option huele fir dat eent oder dat anert.“

An duerfir, well ech eben net gleewen, dass mer déi do zwou Situatiounen erlieden - esou e massiven Zouwuess vun den Aarbechtsplazen oder esou Erhéijunge vun de Cotisatiounen -, sinn ech der Meinung, dass fir déi laangfristeg Ofsécherung vun de Pensionsregimier déi Reform, déi mer am Moment amgang si virzebereeden, wichteg ass. Et geet dobäi ëm Nohaltegkeet, d'nohaltig Ofsécherung vun de Pensionen. Et geet dorëm, fir derfir ze suergen, dass mer zu engem Zäitpunkt, dee mer definéieren, mussen vläicht net méi de Suréquilibrer hu vun haut, net déi Situation hunn, dass mer mussen massiv gri-notéiert ginn, mä ganz einfach dat Wëschenswäert, dass mer e System hunn, dee sech selwer dréit an dee mer net all Dag an all Dag erëm mussen op de Leescht huelen. E System, deen de Generatiounevertrag ka respektéieren, deen amendéiert, perfektionéiert ka ginn. E System - an dat ass fir mech dat Wichtigst -, dee fiabel, kredibel Garantië ka gi fir zukünftig Generatiounen.

Mir hunn net vill dovun, wa mer de Generatiounen, déi no eis kommen, soen, datt dat wäert schonn alles gutt goen; et wäerte scho grad esou héich Leeschtunge si wéi haut. Mir hu vill méi dovun, wa mer realistesch Perspektiven definéieren an dann deene verschidde Generatiounen d'Geleeënheet ginn, wann déi Perspektiven hinnen net duerginn, fir zousätzlechen Engagement ze maachen, fir dat ze kréien, wat hinnen eventuell bei eisem System net duergeet.

Bei där Reform sinn eng Rei vu Prémissen ze respektéieren, an déi fënnt ee gréisstendeels och am Regierungsprogramm erëm. Et geet hei net drëm, fir den Émlageverfahren auszeverkafen, mä et geet drëm, fir en ze festegen, mat engem staarke Reservestandbeen. Dat kann een d'Deelkapitaliséierung nennen. Et ass awer keng Kapitaliséierung, wéi mer se aus dem klasschesche Kapitaliséierungssystem kennen, wou et eng individuell Kapitaliséierung ass, wou deen Einzelne fir sech selwer uspuert, mä hei ass e Kapital, wat der Communautéit vun deenen, déi abezuelen, an deenen, déi pensionéiert sinn, zur Verfügung steet. Also, de System festegen, ofsécheren.

Do gëtt et sécher interessant Pisten, fir zousätzlech Standbeen ze schafen. An ech denken emol haart: Firwat net am

Donschtkrees vun der klasscher Sécurité sociale ee Standbeen nom Mutualitéitsystem schafen, fir sech en Element Pension unzespueren - Firwat? Firwat net? -, wou net en Drëtten oder e Véierten dru verdéngt, mä wou d'Communautéit vun den Assuréen sech selwer eppes uspuert sans but lucratif, wichteg a mat der Kompetenz vun der klasscher Sécurité sociale géreiert? Iddi, déi sech an enger Rei vu Pabeieren erëmfënnt. Et muss ee kucken, wéi kompatibel se ass mat eisem klasschesche System, a virun allem och, wéi kompatibel se ass mam fräie Maart, well dat ass jo eppes, wat een haut och mat muss respektéieren.

Da mussen mer déi bescheide Pensionen integral ofsécheren a verhënnere, dass den Armutsrisiko steigt. D'Grondrent steet net zur Diskussioun, a bescheide Pensionen - do gëtt et e Konsens an deemem Haus - därefer mer net ukraze goen, well soss bezuele mer dat op enger anerer Plaz. Da gëtt deen, deen e räsonnabelt Akomes huet, zum Assistéierten, an ech fannen, dass dat dee falsche Wee ass an dat och eis net gerecht géif ginn no deem, wat mer am Rahme vun deene méi klengen Pensionen gemaach hunn am Rahme vum Rentendesch.

Da wëlle mer deen Tripartitefinanzement net a Fro stellen, quitte, wéi gesot, dass nei Standbee wëllkomm sinn, dass een zum Beispill envisagéiert, Betriber, déi lounintensiv sinn, net onbedéngt zousätzlech ze belaachten, mä dass ee ka sech Iwwerleeunge maachen, wou een d'Plus-value, wou een de Benefiss mat erafleisse léisst.

Mä dat ass eng komplex Saach. Wann een un d'Schrauwen dréine geet, muss ee viru wëssen, wou ee lant.

Da ganz kloer, och fir an déiselwecht Richtung eranzegoe wéi eng Rei vu Kolleegen dat hei gemaach hunn, sollen déi ugespuerte Pensionsrechter an déi lafend Pensionsrechter, déi sougenannten Droits acquis, net ugetaascht ginn. Hei geet et net drëm, fir elo déi Pensionéiert ze strofen. Just als Iwwerleeung am Hannerkapp: Déi Pensionéiert vun haut sinn ëmmerhin déi, déi dat Land a senger Prosperitéit vun haut opgebaut hunn, zum Deel mat ganz klengen Paien. Zum Deel mat ganz klengen Paien! An anstänneg Pensione sinn e Merci fir dat, wat fir eigentlech eng méi kleng Rémunération gelescht ginn ass. Haut sinn d'Rémunératione bei deene Meeschten aneschtens. Dat muss een, mengen ech, kënne soen.

Dann, an dat ass och ganz kloer, de legale Pensionsalter steet am Moment net zur Diskussioun. Ech fannen, dass dat eng falsch Décisioun wär, fir de Pensionsalter vu 65 op 67 Joer eropzehiewen, an dat ass ganz richtig gesot ginn, well dat un der Problematik iwwerhaupt näischt géif änneren. Dofir géifen d'Leit net méi laang am Aarbechtsprozess bleiwen. Den Delta tëschent dem legale Pensionsalter an dem reelle Pensionsalter géif just auserneegeen, an dat wär eng Reform géint déi, déi fréi op den Aarbechtsmaart kommen, déi zum Deel penibel Aarbechten hunn, déi net qualifizéiert Aarbechten hunn.

Een, dee mat 18 Joer oder mat 17 Joer op den Aarbechtsmaart bei engem penibelen Job kënnt, deem ze soen, e misst bis 67 Joer schaffen ouni Differenz zu de Cotisatiounszäiten, dat ass e Marché de dupes. An dofir mengen ech, dass déi Diskussioun, wéi se a Frankräich leeft a wéi se zum Deel och an Däitschland gelaf ass, dass dat immens focaliséiert huet, immens polariséiert huet, an u sech dat, wat sollt erreicht ginn, net erreicht ginn ass.

Da kloer, déi Reformen, déi mer maachen, si fir de privaten a fir den öffentleche Regime. Et muss ee jo soen, dass dee private Regime seng Evolutioun jo in etwa kennt, mä dass den öffentleche Regime jiddefalls net besser dosteet wéi de private Pensionsregime. Deen ee verfügt iwwer massiv Reserven, an deen anere muss aus dem Budgetspott finanzéiert ginn.

An dat ass jo dat Komescht: Do gi keng Reserven ugeluecht. Souguer déi Transferen, déi aus engem private Regime komme bei den öffentleche Regime, déi ginn net an de Pensionsfond, déi ginn an de Statsbudget. Et ass e bësse verréckt, wëll ech soen, an dofir, wa mer iwwer Reforme

schwätzen, da mussen déi Reforme fir déi zwéi Secteure gëllen, och fir deen, deen am Moment verhältnismäsig manner Reserven huet wéi deen aneren.

Wat sinn elo d'Virschléi, déi d'Regierung, niewent der Festegung vun deene Prinzipien, déi ech just erwähnt hunn, wëllt privilegieren?

Fir d'Éischt wëlle mer der Evidenz Rechnung droen, dass, wann een d'Pensione méi laang kritt, een net manner laang ka schaffe goen. Virum Fakt, dass mer méi al ginn, gëtt et just eng Alternativ: deem entweder iwwert d'Liewensarbeitszäit Rechnung ze droen, oder méi niddreg Pensionen ausbezuelen. Dat sinn déi zwou Stellschrauwen. An ech muss lech soen, ech privilegieren ganz kloer d'Bannung vun der Liewensarbeitszäit un d'Liewenserwaardung. Dat soll ee kloer soen.

Et soll een och soen, dass de Prinzip dee vun de 40 Versécherungsjoren ass. An et soll een och kloer soe kënne, dass ab engem gewëssenen Datum, wann d'Liewenserwaardung eben esou dynamesch war, een de Leit kann zomudden, dass, wann d'Liewenserwaardung ëm ee Mount pro Joer steigt, een dann och entsprechend ee Mount pro Joer méi laang kann, soll, muss schaffen, wann een - wann een! - wëllt vergläichbar Leeschtungen hu wéi haut.

Dat gëtt jo pondéréiert iwwer Ersatzzäiten. Déi Ersatzzäiten, wou ech kloer ugekënnegt hunn, dass mer déi revidéieren - net ofschaffen, revidéieren, net ofschaffen -, well et waren Einzelner, deen ass net méi heibannen, dee gemengt hat, mir géifen dat ersatzlos ofschaffen. Dat war zu kengem Zäitpunkt geplangt.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et eigentlech geckeg, dass ee schonn Ersatzzäite kritt, wann ee bis 24 Joer am Lycée sëtzt. Dat ka jo net sinn! Dat kann net sinn, dass et eng Prime à l'échec gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Ech fannen et normal, dass, wann een Universitäts- oder Héichschulstudie mécht, wou een eréischt méi spët op den Aarbechtsmaart kënnt, ee seet, deem droe mer Rechnung. Ech fannen et normal, dass, wann ee fir d'Kollektivitéit Erzieungsarbeitsrecht leescht, mer deem Rechnung droen, quitte, an do sinn ech der Meinung vun deene Kolleegen, déi déi Pist do opgezechent hunn, dass d'Leit, déi Erzieungsarbeitsrecht leeschten, eigentlech vun Ersatzzäite räichlech weineg hunn, ausser dass se an de Genoss vun der Pension kënne kommen. Mä dat ass awer net rentesteigerend. Dofir ass mer déi Iddi ganz sympathesch, dass mer déi verschidde Aidé regroupéieren, dass mer anstatt vun Ersatzzäiten effektiv Versécherungszäite privilegieren an dass mer dat och encouragéieren.

Ech hat virun zwéi Joer eng Proposition op den Dësch geluecht, fir kënne dozou ze féieren, dass berufstäteg Fraen oder Männer, déi hire Beruff ennerbrach hunn, wann déi erëm op den Aarbechtsmaart da kommen, a wann d'Babyjoren ofgelaf sinn, wann de Congé parental ofgelaf ass a wann all zousätzlech Leeschtungen, dass se sollen encouragéiert ginn duerch eng - kommt, ech soen et emol, wéi et mer afält - Aart vu Chèques-services, wou de Stat se ënnerstëtzt, zum Beispill bei engem Deel vum Bäitrag, zum Deel beim Iwwerhuele vun der Part patronale, fir hir fräiwëlleg Versécherung erëm ulafen ze loossen. Och dat ass nëmme eng Deelmesure.

Ech muss lech soen, dass, wa mer vun Individualiséierung vun de Pensionsrechter schwätzen, mer net vun assistéierter Apéroche därefer schwätzen, mä dass mer müssen den Tenor propagéieren, dass Ennerbriechunge vun de Versécherungszäite Gëft sinn. Dass een also sech soll weider versécheren, wann een et kann, a wann een et net kann, gehollef sollt kréien, fir et weider kënne ze maachen.

Dat ass an alle Fäll besser, wéi dass een herno bei de Stat, bei de Fonds de solidarité muss kommen, fir ze froen oder fir ze biedelen, fir gehollef kënne ze kréien. An ech mengen, wa mer déi Pensionsreform hei oudenken, dann ass dat do ee vun deene Punkten, wou mer positiv Mooss-

name mussen maachen, fir d'Bildung vun eegestännege Pensionsrechter ze garantéieren.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här Minister!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Jo?

► **M. le Président.** - Erlaabt Der, datt d'Madame Err lech eng Fro stellt?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Selbstverständlech.

► **M. le Président.** - Madame Err, wann ech gelift.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech fannen, Här Minister, dass dat doten eng interessant Proposition ass, um Pabeier. Oder de Moment emol nach net. Wär et méiglech, dass Der dat dote géift schrëftlech mat engem Timing kënne oudenken?

► **Une voix.** - Ho!

(Brouhaha)

Déi aner Problemer net?

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Madame Err, dat ass Deel vun där Pensionsreform, an ech wäert déi dote Proposen an d'Pensionsreform afléisse loossen. Ech wëll lech soen, dass et geplangt ass, fir déi gesamt Pensionsreform fir den Hierscht ze finaliséieren, an da ginn ech dovun aus, dass déi doten Akzenter och dra sinn. An ech stellen da meng Kolleegen...

Nach eng Kéier!

► **M. le Président.** - Den Här Spautz géif lech och nach gär eng Fro stellen.

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här Minister, ech wollt och froen, kréie mir dann en Timing bei deem Ganzen, esou wéi Der dat an der Pensionsreform wëlles hutt, oder nëmme bei där doter Mesure? Oder leet Der iwwerall och en Timing vir bei deenen einzelen Mesuren, esou wéi se geplangt sinn?

► **Une voix.** - Bei alles!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Mir maachen eng zesammenhängend Reform. An an där Reform ass d'Zäitschinn dann och dran.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Dann ass d'Zäitschinn dran, wéini wat fir eng Mesure a Kraaft trëtt. Do wäerte mer nach e bësse mateneen diskutéieren. Ech wäert lech jiddefalls déi Pisten do virleeën. An ech rechnen op Är Hëllef, fir e Konsens an all Äre Veräiner erbäizeféieren.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.** - Wéi elle vun lech, d'Madame Err ze enttäuschen!

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech sinn net enttäuscht.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Bon, dat heescht also, déi éischt Pist, déi ganz festgetréppelt ass, dat ass déi vun der Bannung vun der Liewensarbeitszäit un d'Liewenserwaardung. Ech mengen, dat kann ee roueg esou soen.

Et ass hei zu Lëtzebuerg ganz héich opgehaangen, fir fréi, ganz fréi an d'Pension ze goen. Dat hänkt och domat zesummen, dass déi Pensionen exzellent sinn. An doru wëlle mer jo net allze vill änneren. Mä ech mengen awer esou vermessen därefer ze sinn, dass et bal net dran ass, op éiweg fréizäitig Pensionéierung an héich Pensione mateneen ze verbannen. Do muss een, wann een héich Pensione wëllt garantéieren, schonn op e bësse méi Flexibilität weise fir déi Versécherungszäiten, déi ee sech uspuert. Ech soen dat och esou kloer, fir dass keng Équivoque opkënn.

Et gëtt eng ganz Rei vun anere Propositionen, déi gutt sinn, mä wou keng, och



net zesummegestréckt, et wäert fäerdeg bréngen, fir déi dote Moosnam onnéideg ze maachen. Dat heescht, wann een also de Pensiounssystem dauerhaft wëllt ofsécheren, muss een un där doter Schrauf dréinen. All déi aner Mesurë sinn accessoire, bréngen eppes, mä bréngen net genuch, fir dass mer dauerhaft ënnerdaach sinn.

Dofir wäerte mer also an Zukunft déi zwee Facteuren uneneebannen, wa méiglech iwwer e Parameter, dee quasi automatesch wierkt. Mat, an ech fannen déi Iwwerleeunge ganz gutt, Offiederung fir déi Situatiounen, déi een net iwwer ee Leescht kann zéien.

D'Pénibilitéit vun der Aarbecht ass ee vun deene Voleten, deenen ee muss Rechnung droen. Dat gëtt jo an eiser Gesetzgebung haut zum Deel scho gemaach. A separate Gesetzgebungen. Dat muss ee matenee verstrécken. Bei der Prépension - net ze verwiessele mat der fréizäiteger Pensioun! -, bei der Prépension ass d'Pénibilitéit ëmmer ee vun den Haaptfacteure gewiescht, bei deene verschidde Zorte vu Prépension.

Ech wëll soen, dass déi Leit, déi schwéier an der Stolindustrie geschafft hunn, dass déi déi Éischt waren, déi konnte vun der Prépension profitéieren. Dass d'Schichtaarbechter, och dat ass en Élement de pénibilité, dovun konnte profitéieren. An dass dat ganz Reklassementsgesetz, dat mer gemaach hunn, dat perfectibel ass, dass dat à la base och den Degré de pénibilité, den Degré d'usure mat berücksichtegt. Also ass et ganz kloer, dass mer deem musse Rechnung droen, well net all Mënsch d'selwecht ass an net all Aarbecht d'selwecht ass. An deem musse mer Rechnung droen.

Eis Optioun ass also kloer, dass, wa mer zukünftege Generatiounen vergläichbar gutt Pensioun wëlle bidden, mer méi laang beruffstäteg bleiwen.

Et ass gefrot ginn, ob dee Modell vu Pensioun 17-40-57: mat 17 op den Aarbechtsmaart, 40 Versécherungsjoer a mat 57 a Pensioun, ob dat nach staark verbreet wär. Dat mat 57 ëmmer manner. Mä dat steigt sech lues no uewen. 18, 58 an dann 19. Dat geet lues. Dat ass eigentlech en Auslafmodell, mä dat dauert awer nach eng Zäit, bis dass déi dote Situatioun komplett fort sinn.

Ech kann och domat liewen, dass een, dee sech der Evidenz vun der Bindung vu Liewenswaardung a Liewensarbechtszäit net wëllt stellen, wann dat dann an der Diskussioun esou géif ginn, dass deen och d'Konsequenz dovun misst droen. An dat wär dee Moment eng Décote vun der Pensioun. Dat ass, wann een an der intellektueller Iwwerleeung weiderfiert, dat fënn

een och an Enquëten, Eurobarometer, wou Lëtzebuurger gefrot gi sinn: „Wat hutt Der léiwer, gitt Der gär e bësse méi laang schaffen oder sidd Der bereet, a Kaf ze huelen, dass Är Pensioun méi niddreg sinn, wann Der gradesou séier kënnt an d'Pensioun goen?“ Do sinn der méi, déi äntwerten: „Mir géifen eng Décote a Kaf huelen“ - wéi där, déi äntworten: „Mir géife gär méi laang schaffen.“ D'Ursachen hunn ech virdru gesot.

Also, ech mengen, dass een, wann... Et kann een net déi zwou Saachen hunn. Et muss een do schonn e Choix maachen. Wann ee sech net der Evidenz wëllt stellen, dann ass et menger Meenung no kloer, dass een an déi aner Richtung muss goen. Dat ass net déi, déi mir privilegéieren, mä et muss een awer, wann een A seet an där doter Diskussioun, och B soen. Ech hunn dat virdru scho gesot, dass...

► **M. le Président.**- Här Minister, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Zwou Minutten, wann Der mer déi nach gitt, dann...

► **M. le Président.**- Dir hutt der zwar schonn dräi iwwerschratt. Also probéiert elo wierklech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo. Ech gi Gas.

► **M. le Président.**- Dat sinn déi lescht zwou Minutten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Okay.

#### (Interruptions)

Ech wëll just soen, wa mer déi Diskussioun iwwert d'Bindung vu Liewensarbechtszäit a Liewenswaardung seriö féieren, dass dann d'Ekonomie, dass d'Betribler musse matspillen. Well et kann net sinn, dass mer op där enger Säit deen Tenor gebrauchen an op där anerer Säit Leit fréizäiteg aus de Betribler erauskomplimentéieren, well se ze deier ginn.

Et muss och jiddwereen agesinn, dass, wa mer dat dote wëlle maachen, de Kampf géint de Chômage eng absolut Prioritéit huet, well Chômage ass an esou enger Approche Gëft. Dofir wäert ech zesumme mat mengem Kolleg, dem Aarbechtsminister, eng Rei vu Konzepter fir d'Promotioun vum Emploi des seniors, vun eelere Leit promouvéieren an och kucken e Monitoring ze maachen, wat dann nun d'Ursaache sinn a wat fir eng Secteuren da fréizäiteg d'Leit erauskomplimentéieren oder dozou féieren, dass d'Leit musse fréizäiteg eraus.

Ech hunn lech virdru gesot gehat, wat d'Ersatzzäiten ugeet. Dorop brauch ech net méi anzegoen. Och net méi, wat d'ef-

ektiv Versécherungszeiten ugeet, déi mer wëlle privilegéieren. Dat Lescht, wat awer net onwichtig ass, dat ass, dass mer eis Pensiounsversprieche fir déi nächst 20, 30, 40 Joer op objektiv Fakten opbauen. Déi Leit, déi soen, d'Experten ire sech gewéinlech, hu Recht. Mä och wann d'Expertë sech iren, heescht dat nach net, dass een net soll an d'Zukunft kucken, mä et muss ee kënne méi objektiv an d'Zukunft kucken.

An dofir déi Schalttafel, wéi d'Madame Mutsch se genannt huet, mat enger Rei vu Parametere, déi ee muss huelen. Dat ass d'Évolution économique, dat ass den Emploi, dat ass d'Relatioun Aktiv/Pensionéiert, d'Évolutioun vun der Reserv an an an an, déi ee muss mat abezéien, fir ze kucken, wéi d'Pensiounsversprieche sech fiabel kënnen entwéckelen.

Den Här Gibéryen huet gesot: „Mir wëlle keng Senkung vun de Pensiounsleeschtingen.“ - an huet awer hannendru gesot: „Mir sinn un esou engem System interesséiert, dee sech orientéiert u Fakten.“ Wa mer 20 Joer an der Rezessioun wären, bon, da muss een deem Fakt Rechnung droen. Wann een awer 20 Joer am Floribus ass, da muss een deem och kënne Rechnung droen, an dat misste kënnen déi dote Facteure maachen.

Här President, mir hunn an eistem...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir sidd scho méi wéi iwwer zwou Minutten iwwer Ären Délai. Ech géif lech wierklech bidden, elo sécher zum Schluss ze kommen!

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Rentensystem huet haut schonn e Gaspedal. Do, wou mer derfir suerge mussen, dat ass, dass en en anstännegt Steier kritt, an och de Chauffeur...

► **Une voix.**- De Pilot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Voilà!

#### (Interruptions diverses)

An eng Brems.

A mir mussen eis och d'Instrumenter kënne ginn, fir e bësse méi wäit an d'Zukunft ze kucken. Am Moment kucke mer all siwe Joer siwe Joer no vir. Ech ka mer duerchaus virstellen, dass dat méi wäit geet. Ech ka mer flexibel Pensiouns- an Aarbechtskombinatiounen virstellen. Dat gëtt et um Pabeier, mä déi gräifen net. Ech sinn definitiv der Meenung, dass mer sollen déi Antikumulbestëmmungen op de Leescht huelen.

An ech sinn och definitiv der Meenung, dass am Moment net d'Zäit ass, fir haut

iwwer Cotisationserhéijungen - vun haut - ze diskutéieren, ouni auszuschléissen, wa mer dann am Floribus wären, dass een nach eng Kéier déi Diskussioun ka féieren.

Da sinn ech bei mengem leschte Saz, Här President. Dee leschte grouse Rendez-vous, dee mer am Rentendossier haten, war 2001. Dat war d'Optik vun der Verdeelung. Haut si mer an der Optik vun enger Ofsécherung. An ech stelle mat grouser Satisfaktioun fest, dass et e wäitgehende Konsens an deser Chamber gëtt iwwert d'Zilsetzung. Ech schwätzen net vun deem klengen Gestéppels, dat gehéiert eben dozou. Ech si ganz gär bereet, fir jiddwerzäit an déi zoustännege Kommissiounen vun der Chamber ze kommen. Ech hu Rendez-vous geholl mat der Presidentin vun der Sozialkommissioun, fir dat doten ze begleeden. An ech si ganz frou, dass an deser Debatt keng Fuerderunge komm sinn, fir de System füttzeschloen, keng Fuerderunge komm si fir massiv Bättrags-erhéijungen...

► **M. le Président.**- Här Minister, also, Dir hutt et elo...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...an och...

► **M. le Président.**- Dréckt elo wann ech gelift op de Gas an da kommt Der zum Schluss!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech si fäerdeg. Wann Der mech net ënnerbrach hätt, Här President, wär ech scho fäerdeg.

#### (Brouhaha et hilarité générale)

An ech si frou doriwwer, Här President, dass och keen déi arithmetesch Evidenz a Fro gestallt huet, dass, wann een d'Chance huet, fir méi laang ze liewen, een net manner laang ka schaffen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou! Merci, Här Minister. Domadder wäere mer um Enn vun eiser Diskussioun.

## 2. Ordre du jour

Ech géif lech just wëlle matdeelen, datt mer muer de Mëtteg um hallwer dräi ufänke mat der Resolutioun vun deene Gréngen, vum Här Huss. Duerno kënnt uschléissend déi Question avec débat vum Här Kartheiser iwwert deeselwechte Sujet. Den Ausseminister kënnt dorobber äntwerten. An da fuere mer mat eistem normalen Ordre du jour virun.

D'Chamber kënnt also muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

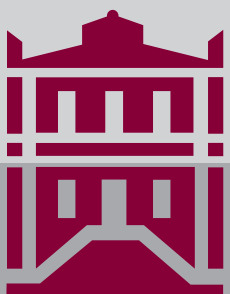
**(Fin de la séance publique à 18.15 heures)**

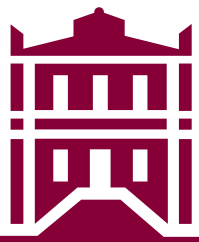
- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





## Sommaire

- Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»**
  - Exposé: M. Jean Huss
  - Discussion générale: M. Ben Fayot (dépôt d'une résolution)
  - M. Jean Huss, M. Fernand Kartheiser, Mme Anne Brasseur (interventions au sujet des deux résolutions)
  - M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*
  - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
  - Vote sur la résolution de M. Ben Fayot (adoptée) (caducité de la résolution de M. Jean Huss)
- Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza»**
  - M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères* (dépôt d'une documentation)
  - M. Fernand Kartheiser (question complémentaire) - M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*
- 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore**
  - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Paul-Henri Meyers
  - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Marc Angel, M. Jean Colombero
  - Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck**
  - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Jean-Paul Schaff
  - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Claude Haagen, M. Jean Colombero
  - Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore (suite)**
  - Dispense du second vote constitutionnel
- 6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire**
  - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot
  - Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
  - Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants**
  - Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner
  - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes
  - M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*
  - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)
  - M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides**
  - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
  - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Xavier Bettel, M. Jean Huss (dépôt d'une motion), M. Jean Colombero
  - M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1 (renvoyée en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géife mer elo ufänke mat eisem Ordre du jour.

Fir d'Éischt kéime mer zur Resolutioun vum Här Jean Huss iwwert d'Attack vun der israellescher Arméi op d'„Gaza Freedom Flotilla“.

Här Huss, Dir hutt fir d'Alleréisch d'Wuert als Auteur vun där Resolutioun.

## 1. Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»

### Exposé

► **M. Jean Huss** (*déi gréng*), *auteur.* - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer de leschten Dënschdeg hei an d'Chamber komm sinn, du ware mer konfrontéiert mueres an den Noriichte mat engem Incident am Mëttelmier, an zwar an den Eaux internationales. Dat heescht also, an enger geschützter Zon vum Mëttelmier. Do ware mer also konfrontéiert mat deem Incident, wou israellesch Zaldoten op eng brutal Aart a Weis e Schëff géentert hunn, e Schëff vun enger internationaler Flott vu sechs Schëffer, déi haapt-sächlech humanitär Hëllef wollten hifeieren an d'Gazasträif.

Dir wësst alleguerten, am Konflikt tëschent Israel a Palästina, wat fir eng Situatioun am Moment an der Gazasträif lass ass, datt do immens Misär ass. Net nëmmen, well déi Leit souwisou schonn aarm sinn, mä well och dee Blocus, deen do vun Israel imposéiert ginn ass zënter Joren, déi Aarmut nach verdéift, dee Misär nach verdéift. Wat mat Sécherheet net dozou bäidréit, d'Verhältnis vun de Palästinenser zu Israel ze verbessern.

Nun ass dat doten awer geschitt. Et ass en neien Incident an enger laanger Chaîne vun Incidenten, dee vun der israellescher Regierung - ech betounen: vun der israellescher Regierung! - initiéiert ginn ass. Et ass jo net deen éischten Incident, mä et ass e ganz bluddegen Incident gewiescht, mat enger ganzer Partie vun Doudegen a ville Blesséierten. An et ass ganz kloer, datt dat an der ganzer Weltöffentlichkeet op Empörung gestouss ass, déisen Incident, well et sech, wéi gesot, an den Eaux internationales ofgespillt huet.

Mä och wann dat net de Fall gewiescht wier, da wier et awer nach an eisen Ae bedenklech gewiescht. Wann een de Fridden an eng Friddensregelung tëschent Israel a Palästina wëllt, da kann dat doten a kengem Fall de Wee sinn. Insgesamt menge mer och, datt grad esou en Incident wéi deen heite mat däitlech mécht, wat esou eng Situatioun vu Blocus, wéi dat am Moment praktizéiert gëtt, insgesamt wäert ausrichten.

Wéi mer déi Noriichten héieren hunn den Dënschdeg de Moien an den Noriichten, war ech frou, direkt gläichzäiteg eng Stellungnahm vun eisem Ausseminister ze héieren. Eng Stellungnahm, déi ech, insgesamt wat e gesot huet, total nëmme kann ënnerstëtzen. Mir waren dofir virun der Situatioun, datt mer als Gréng geduecht hunn: Bon, eisen Ausseministère huet schonn eng kloer Stellung dozou ofginn, mä et ass awer och wichteg, datt d'Chamber mat den Oppositionsparteien, d'Chamber insgesamt awer och eppes dozou seet. Dofir hu mer déi Resolutioun hei proposéiert, déi mer lech alleguerte virgeluecht hunn.

Dir sidd alleguerten um Courant iwwert den Inhalt vun där Resolutioun. Niewent de Considéranten, déi ech hei schonn deelweis elo resuméiert hunn, geet et dorëmmer, fir ze soen, datt och des Chamber, net nëmmen den Ausseministère, mä och des Chamber op eng kloer Aart a Weis dat veruerteelt, „condamne“, also veruerteelt, wat do geschitt ass vis-à-vis vun där „Gaza Freedom Flotilla“, déi do iwwerfall ginn ass. Dat ass eng éischt Saach.

Zweetens menge mer, datt misst an deser Situatioun eng kloer Commission d'enquête internationale opgesat ginn, déi all Responsabilitéite bis un d'Spëtzt, wou Responsabilitéite sech stellen, muss kënnen ënnersichen.

Mir mengen och iwwert dese Virfall eraus, datt insgesamt déi Blocus-Politik vun der israellescher Regierung vis-à-vis vu Gaza och misst emol op de Leescht geholl ginn an ënnersicht ginn, wat dat dann iwwerhaupt bréngt, ob dat net just de Problem

vun de Palästinenser a vun Hamas nach an där Gazasträif verschäerft. An datt d'Hamas souguer nach an d'Hand gespillt kritt duerch déi Blocus-Politik, déi do stattfënnt.

Mir mengen also, datt et och dréngend wier, datt et zu enger Normaliséierung, zu enger anerer Strategie an zu enger Normaliséierung misst kommen an de Bezéiungen an Israel, tëschent Israel a Palästina, tëschent Israel an deem besonnesche Problem vu Gaza, andeem et erëm zu normale wirtschaftlechen Échangé kéint kommen. Dat sinn déi wichtegst Punkten, déi mer hei soen.

A wa mer dat hei soen, ass dat ganz kloer, datt fir eis dee Gewaltakt, deen hei gemaach ginn ass, genausou condemnabel ass, wéi all aner Gewaltakt, deen eventuell terroristescher Natur ass, dee vun enger anerer Säit gemaach gëtt! Dat heescht also, et ass net hei, datt mer just déi eng veruerteelt sollen an déi aner net. Och dat ass ganz kloer, an dat ass den Inhalt hei dervun, datt mer solle kucken, datt mer endlech erëm an e Friddensprozess do erakommen, datt de Fridden erëm eng Chance huet.

Dee Prozess ass leider, dat muss een haut soen, praktesch um doudege Punkt ukomm duerch déi doten Attack, déi Israel do gemaach huet. Ech mengen, esou kann et net virgoen. An ech hoffen, datt mer dofir bei där Resolutioun hei kënnen eng Unanimitéit am Sall kréien, fir datt d'Parlament géengt eng Resolutioun ofstëmmt.

Mir hunn dat, wéi gesot, ganz séier gemaach, direkt reagiert. Mir hunn awer elo kee Patentschutz op deene beschte Formulierung bei esou enger Resolutioun. Wa vun de Kollege vun anere Parteien aner Virschléi komme vläicht, fir den Text op där enger oder anerer Plaz ze veränneren, ouni datt wesentlech Inhalter geännert ginn, hu mer selbstverständlech domadder net dee geréngste Problem.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Huss Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

### Discussion générale

► **M. Ben Fayot** (*LSAP*). - Här President, léif Kollegeginn a Kollegeen, mir sinn alleguerte schockéiert an traureg iwwert dat, wat de Méindeg de Moien am Mëttelmier geschitt ass. Mir wëllen och net domat hei Parteipolemik maachen. Déi grouss Zich, déi den Här Huss hei a senger Resolutioun duergeluecht huet, fannen och ons Zoustëmmung. Nogeduecht kéint een awer vläicht an de Formulatiounen emol eng Partie Saachen änneren. Mir hunn dofir och eng aner Resolutioun presentéiert, wou ech elo déi wesentlech Saache wëll resuméieren.

Mir bedauere selbstverständlech déi Doudeger an déi Blesséiert, déi duerch déi israellesch Militäroperatioun géint déi Flott do entstane sinn. Mir hunn och keng Ursaach, fir un deem gudden Wëlle vun deene meeschte vun deene Leit ze zweifelen, déi op deene Schëffer waren. Mir condemnéieren dofir och déi Attack, déi militäresch Attack, déi émsou méi schlëmm ass, wéi se an den internationale Gewässer vum Mëttelmier stattfonnt huet, och zu engem Zäitpunkt, wou am Fong geholl keng Gefor fir Israel oder fir d'Mënschen an Israel bestanen huet.

Ech erënneren och dorun, an am Text vum Här Huss steet dat och, dass mer d'lescht Joer am November 2009 eestëmmeg hei eng Motioun ugeholl hunn, eestëmmeg, also 60 Deputéierten, wou mer eben och ons Gedanken duergeluecht hunn iwwert déi Zukunft vum Fridden am Noen Osten, wou mer drop higewisen hunn op d'Noutwendegkeet, d'Sécherheet an de Fridden an där Géigend ze assuréieren, souwuel fir

Israel wéi och fir Palästina, fir e Stat Palästina.

Wat hei natierlech elo de Punkt ass, dat ass, dass Israel verhënnert, dass den normalen Approvisionnement vum Gazasträifen assuréiert gëtt. Ech wëll soen, dass Saachen, Approvisionnement duerchge-looss ginn, mä keen normalen Approvisionnement. Mir insistéieren och op de Fait, dass Intimidatiounen, Gewalt vun alle Säiten, dass dat eigentlech net hëlleft, fir an där Regioun Fridden ze maachen, an dass dofir och déi international Communautéit soll hiren Asaz fir de Fridden nach verstärken.

Dofir soe mer als Chamber - mir si jo hei an enger Resolutioun -, soe mer als Chamber, dass mer eng international Ennerschungskommissioun ënnerstëtzen, dass déi soll genee festleeën, wat d'Responsabilitéit sinn, souwuel bei där Attack op déi Schëffer wéi och wat d'Situatioun deen Abléck ugeet. An dass mer dann och froen, dass Konsequenzen doraus gezu ginn.

Mir plädéieren, wéi mer dat schonn den 18. November 2009 gemaach hunn, fir d'Ouverture vun deene Points de passage zu Gaza an eng Normalisatioun vun den Échangen ënner enger internationaler Surveillance, internationalem Monitoring, fir dass dat propper viru sech geet. A mir schlëssen deen Text of notament, andeem dass mer soen, dass mer all Violence, all Gewaltwendung an där Géigend condemnéieren, well et kontraproduktiv ass fir dee Fridden, fir déi Solutioun vun deem Konflikt erbäizeféieren.

Déi Resolutioun ass ënnerschriwwen vun dem Norbert Hauptert, dem Xavier Bettel a mir selwer selbstverständlech. Wann aner Kolleegen nach wëlle mat do ënnerschreiw- en, si se wëllkomm.

Merci, Här President.

#### Résolution

*Attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»*

- *Déplorant les nombreux blessés et morts provoqués par l'opération militaire israélienne contre la flottille humanitaire «Gaza Freedom Flotilla» qui transportait du matériel humanitaire vers la bande de Gaza;*

- *condamnant cette attaque meurtrière dans les eaux internationales de la Méditerranée qui constitue une réaction disproportionnée par rapport à une initiative de solidarité et d'aide humanitaire civile;*

- *rappelant la motion sur la Promotion au sein de l'Union européenne d'une politique visant à faire avancer le processus de paix au Proche-Orient, adoptée par la Chambre des Députés en date du 18 novembre 2009;*

- *dénonçant la politique d'Israël qui, en limitant l'approvisionnement normal de la population, est à l'origine d'une situation humanitaire désastreuse à Gaza;*

- *insistant sur le fait que les intimidations et violences de tous bords ne résoudront en rien la situation dans la région et que le conflit israélo-palestinien nécessite un changement urgent de stratégie de la part de la Communauté internationale,*

*la Chambre des Députés*

- *soutient la mise en place rapide d'une commission d'enquête internationale afin de déterminer les responsabilités dans l'assaut des navires et demande que toutes les conséquences en soient tirées,*

- *plaide pour la réouverture des points de passage et la normalisation des échanges économiques sous monitoring international,*  
- *condamne fermement tout recours à la violence.*

(s.) Ben Fayot, Marc Angel, Xavier Bettel, Norbert Hauptert, Jean Huss.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Fayot. Wëllt nach een zu deser Resolutioun d'Wuert ergräifen?

Nach eng Kéier den Här Huss.

► **M. Jean Huss** (déi gréng), auteur.- Jo, Här President, zwou grondsätzlech Bemierkungen. Dat eent fir ze soen, dass ech vir-

dru gemengt hat, dass et wichteg wier, dass mer unanime hei eng Resolutioun géife vun eiser ganzer Chamber sollen ofstëmmen.

An eng zweet Bemierkung, déi ech och virdru scho gesot hunn: Mir hu kee Patent just op där beschte Formulierung vun enger Resolutioun. Et ass ganz kloer, déi ass séier formuliert ginn, a wann elo hei vum Här Fayot a vun anere Kolleegen gemengt gëtt, dass ee se eng Iddi soll méi straffen an an de Formulierungen eng Partie Saachen ëmänneren, dann ass vun eis aus ganz kloer: Soulaang et net ëm inhaltlech Emännerunge geet, kënnen mir selbstverständlech domadder d'accord sinn.

Ech hunn elo ganz gutt nogelasschert, wat den Här Fayot gesot huet. Am Prinzip sinn do keng inhaltlech wesentlech Emännerunge gemaach ginn. Et bleift derbäi, dass mer deen Akt do condemnéieren. Et bleift derbäi, dass mer eng international onofhängeg Commission d'enquête verlaangen an dass mer eng Renormaliséierung vun de Wirtschaftsbeziunge ronderëm de Gaza-Raum, dass mer déi sollen ustriewen, an dass mer all Gewalt oflehen.

An deem Sënn ass et ganz kloer, dass mir och als Gréng kënnen d'accord sinn, wann dat de Wonsch ass elo vum Här Fayot a vun de Kolleegen, déi eis ënnerstëtzt hunn, des méi gestraffte Motioun mat ze ënnerstëtzen. An ech wier dann och bereet, meng Ennerschrëft ënnert des nei Resolutioun hei ze setzen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, léif Kolleegen, ech soen lech villmools Merci. Just zwee Kommentaren. Zu där Resolutioun vum Här Fayot kënnen mer natierlech nach näischt soen, well mer se nach net gelies hunn. Ech soen him awer Merci fir deen Effort, an all deenen, déi do matgeholfel hunn, fir en Effort ze maachen, fir eppes méi Neutrales ze formuléiere wéi deen Text, dee mer vun eise gréng Kolleegen gesinn hunn.

Ech wëll soen, dass an där grénger Resolutioun eng Kontradiktioun ass, déi mir net kënnen akzeptéieren. Mir kënnen net condemnéieren, ier mer d'Resultater vun enger Enquête kennen. Dir wësst, dass den UNO-Sécherheetsrot a senger Deklaratioun gefrot huet fir eng „impartial, credible and transparent investigation“. Ech mengen, et ass jo dat Allermannst, dass een emol d'Resultater vun enger Enquête ofwaart, ier een da Konklusioenen zitt, an eng Condamnatioun ass jo u sech déi stäerkste Konklusioen, déi ee kann aus enger Enquête eventuell zéien.

Also, ech géif soen, mir sollte fir d'Éischt kucken, dass mer eng Enquête kréien, ier mer hei ufänken ze condemnéieren. An deem Sënn kënnen mir leider eise gréng Kolleegen nëmme matdeelen, dass mer hir Resolutioun op jidde Fall net matdroen. Elo wat déi vun der LSAP ugeet, da mussen mer dann nach den Text analyséieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Sou, freet elo nach een d'Wuert?

D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

► **M. Anne Brasseur** (DP).- Här President, wann ech richteg verstanen hunn, huet den Här Huss gesot, hie wier d'accord am Numm vun der grénger Fraktioun, seng Motioun zréckzezéien en faueur vun deem Text, dee vum Här Fayot elo grad explizéiert ginn ass.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Anne Brasseur** (DP).- An dat ass eng Attitüd, déi een nëmme ka begréissen. Dofir maachen ech, wann Der erlaabt, am Numm vun ons all, Appel och un d'ADR, hei net ze splécken tëschent engem Text vun deem a vun deem, mä wierklech ze bieden, dass mer hei d'Unanimitéit kréien. Well et ass esou wichteg, dass all Parlamentar, an och d'Lëtzebuerger Parlament, ons en Appui ginn an ons Consternatioun ausdrécke vis-à-vis vun deem, wat geschitt ass.

Ech kann nëmme deene Recht ginn, déi soen, mir müssen dann erëm zu enger Normalisatioun vun de Beziunge kom-

men. An ech mengen, dass wor de But vun den Auteurs vun deenen zwee Texter. Den Här Bettel huet am Numm vun der DP den Text vum Här Fayot ënnerstëtzt. Ech hoffen, dass mer deen Text à l'unanimité hei kënnen stëmmen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!!!

► **M. le Président.**- Sou, da kritt elo d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wollt lech eppes froen. Ech hat héieren, et wär nach eng Question urgente vun engem Deputéierten.

► **M. le Président.**- Een Débat. Duerno kënn nach eng Question avec débat. Déi kënnt awer duerno. Huet elo vläicht Stellung zur Resolutioun.

► **Plusieurs voix.**- Hien huet net Stellung ze huelen!

#### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Jo, hei den Här Kartheiser wëllt vläicht nach eppes zu der Resolutioun soen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Merci, Här President. Ech hunn elo déi éischte Kéier... An et deet mer och leed, dass mer deen Text net éischer gesinn hunn. Mä ech hunn elo den Text gelies, vun deem den Här Fayot a senger Interventioun geschwat huet. Meng Fro un den Här Fayot ass: Huet hien déiselwecht Flexibilität wéi eis gréng Kolleegen, dass och hien nach eventuell bereet wär, verschidden Textpassagen eng Kéier nozekucken, ier mer zum Vote heizou kommen?

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Mir ginn lech dann nach vläicht zwou Minutten, fir dass Der dat do nach kënn kucken, Här Kartheiser, well et wär awer gutt, wa mer duerno kéinten doriwwe ofstëmmen.

An de Minister wëllt och nach zu der Resolutioun eppes soen. Quitte dass d'Resolutioun jo u sech nëmme d'Chamber concernéiert, mengen ech, solle mer awer vläicht och dem Minister zu där Problematik d'Wuert ginn.

► **Une voix.**- Jo, jo.

#### (Brouhaha)

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wëll net mech an d'Chamber...

#### (Brouhaha)

Also, Här President, kann ech elo schwätzen, oder?

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wëll mech net an d'Redaktioun vun där Resolutioun selbstverständlech améschen. Ech mengen awer, dass et och wichteg wär, dass ee géif kënnen als Regierung e Wuert zu deem Punkt hei an der Chamber soen, wat ech jo scho gemaach hunn, méi spontan an direkt.

Also, ech wëll dem Här Huss virun allem Merci soen, an och dem Här Fayot, an och all deene Leit, déi dorunner geschafft hunn, well ech fannen et wichteg, dass d'Parlamentar an esou enger komplexer Fro wéi där hei och eng kloer Sprooch schwätzen.

Dat Éischt, a mengen Aen, an do si mer net eleng, weder als Regierung, als Lëtzebuerger Regierung, nach als Parlament, wa mer dat maachen, dass mer déi Operatioun hei condemnéieren. Ech ginn lech eng Lëscht vun de Reaktiounen aus der EU.

Vun der Madame Ashton ugefaangen, sinn et ganz, ganz vill Länner, déi wierklech d'Wuert „condamner“ gebraucht hunn a spontan gebraucht hunn. Ech kann nëmme recommandéieren, dass, wann d'Chamber eng Resolutioun heiriwwer mécht, dat Wuert „condamne“ drakënn.

Dat Zweet, dass ass d'international Enquête, déi gefrot gëtt, schéngt mer och evident ze sinn, iwwert den Oflaf, de geneeën Oflaf vun där Operatioun. Esou ass et geduecht.

An drëtens, dass ee kloer festhält, dass d'Wuerzel vum Iwwel net d'Blockad um Mier ass, mä d'Blockad vu Gaza. D'Blockad

vu Gaza, wou, wéi et hei scho vum Här Huss gesot ginn ass, 1,5 Milliounen Leit an engem Prisong liewen. Véier Fënneftel vun deem, wat futti geschloe gi war am Krich 2008, Januar 2009, ass net méi erëm opgebaut ginn. 60% vun de Leit sinn am Chômage. Et muss ee soen, dass ouni d'Hëllef vun der Europäescher Unioun weder Dréinkwaasser nach Heizung a Gaza kéinte garantéiert ginn.

Ech géif och mengen, Här President, dass et an der Aussepolitik Situatiounen gëtt, wou ee kloer muss Fierf bekennen. An hei ass esou eng. An deem Fall hei huet een zwou Optiounen gehat.

#### (Brouhaha)

Also, Här President, ech weess net...

► **M. le Président.**- Jo. Ech géif lech wann ech gelift bieden, dem Här Ausseminister nozelaschteren! Et ass wierklech e ganz gravé Sujet. An ech mengen, do sollt jiddweree ganz opmierksam hei nolaschteren.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères.*- Bon, an der Aussepolitik, hunn ech gesot, gëtt et Situatiounen, wou ee muss heiansdo Fierf bekennen, an och dacks ganz séier. An deem Fall hei huet een zwou Optiounen: Dat eent, dat ass, entweder déi „Gaza-Flotilla“, wéi se genannt gëtt, deklaréiert een als Provokatioun, an da seet een dat och esou, oder et condemnéiert een deesen Akt vu Militärgewalt, well eigentlech déi „Flotilla“ elo e Symbol ass vun der internationaler Solidaritéit, wou 42 Natiounen u Bord ware fir eng mënschlech Cause, déi gebrach ginn ass ebe mat militärescher Gewalt. Do wäeren et honnertprozenteg Alternativen dozou ginn.

Här President, ech war, wéi Der vläicht wësst, zu Kampala am Uganda fir d'Konferenz vun der Revisioun vun der International Criminal Court. Dir wësst, dass dat de Statut de Rome ass, wou elo 111 Länner ratifizéiert hunn. An ech hat tëschent menger Interventioun an deem Moment un, wou ech et gewuer gi sinn, eng hallef Stonn Zäit. Ech hu mech dunn entschloss och, fir Stellung ze bezéien.

Éischters emol géif ech mengen, dass et keng Justificatioun gëtt fir des condemnabel Aktioun vun israelischer Säit. Et ka kee Kollateralschued einfach sinn, wa mindestens néng Leit, vläicht sinn et der souguer nach méi, hiert Liewe verléieren. Dës Flotille, ech hunn et gesot, ass d'Symbol vun der internationaler Solidaritéit. An de Prinzip vun internationale Recht ass doudsécher gebrach, well déi Flotille hat keng Absicht, fir Israel unzegräifen.

Här President, ech hunn och do gesot, dass de Premierminister vun Israel, den Här Netanjahu, absolut a sengem legitime Recht ass, wann e seet: „Meng Haaptaufgab ass et, fir ze garantéieren, dass an Zukunft den israelische Stat kann iwwe liewen.“

Dat ass evident, dass ass effektiv seng Aufgab, an dat däerf en och esou soen an dat muss en esou soen. Allerdéngs mussen mir awer och soen an der Europäescher Unioun, an ech mengen souguer och als Member vun der UNO, dass d'Iwwerliewen vun Israel Funktioun ass vun der Kreatioun vun engem Palästinenserstat. An deem Palästinenserstat do géifen d'Palästinenser grad esou a Sécherheet liewe wéi d'Israelien, och an Dignitéit liewen, mat enger Perspektiv liewen. An dee Stat, dee wier eben d'Westjordanland, et wier Gaza an et wier Ostjerusalem.

Ech wëll och soen, Här President, dass déi spontan Reaktioun, déi ech hat, ech selbstverständlech frou sinn, dass dat hei an der Chamber matgedroe ginn ass, mä dass och d'Leit vun där Konferenz dat absolut net bemängelt hunn; bien au contraire. An de Secrétaire général vun der UNO huet mer dat och bestätegt.

Et muss ee wëssen oder hei vläicht festhalen, dass déi, déi wëllen, dass Israel als Volk, als Stat - wéi ech gesot hunn - d'Garantie wëllt hunn, fir ze iwwe liewen, dass et de falsche Wee ass um Wee vun der Verhäerdung ze bleiwen, den Extremisten domadder d'Waasser op d'Millen ze schéissen an all Friddenspläng ze brierchen.

Ech hunn elo grad, wann ech dat nach däerf an enger Minutt soen, den Ausseminister vun Iran empfangen. Mir haten



eng gemeinsam Pressekonferenz, wou ech och an där Pressekonferenz kloergemaach hunn, dass ee selbstverständlech muss d'Recht hunn, fir Aktiounen vun der israelischer Regierung ze kritiséieren an heiansdo och ze condemnéieren, esou wéi mer d'Recht hunn, Aktiounen vun amerikanesche President oder vun italiensche President ze kritiséieren an ze condemnéieren, wa mer mengen, mir sollten dat maachen.

Dat heescht awer net - a speziell dem Iraner hunn ech dat gesot -, dass een d'Existenzrecht vun Israel als Natioun, als Vollek, als Land daerf a Fro stellen, gradesou wéi et net geet, dass een dauernd erëm ufänkt, fir d'Shoah entweder ze niieren oder ze minimiséieren, wat do geschitt ass. An dee Besuch vum iranischen Ausseminister huet mer och d'Geleeënheet ginn, fir dat am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung haart an enger Pressekonferenz kënnen ze soen.

Voilà, Här President. Nach eng Kéier Merci fir déi Initiativ, Här Huss, an och der Chamber. Ech sinn och iwwerzeugt, dass all Fraktiounen déi Resolutioun, déi elo virläit, wäerte matdroen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Ausseminister. Elo misste mer eigentlech zur Ofstëmmung kommen. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert, fir och d'Positioun vun der ADR zu där neiformuléierter Resolutioun ze ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hat eigentlech probéiert, Här President, andeem ech lech Merci soen, fir mer nach eng Kéier d'Wuert ze ginn, eng Fro iwwer lech un den Här Fayot ze riichten, nämlech ob nach e Verhandlungsspillraum an där Resolutioun besteet.

**(Interruption)**

► **M. le Président.** - Jo, neen. Jo?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass nämlech eng Fro. Ech kéint proposéieren, dat mer fir d'Éischt driwwer schwätzen, ob do nach kann iwwert den Text geschwat ginn, ier mer zum Vote kommen. Ech mengen, dat géif natierlech d'Resultat vum Vote och beaflossen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Da sot, wat Der gär géift änneren.

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, ech mengen, elo hat jiddwereen d'Méiglechkeet sech souwuel par rapport zu der Resolutioun vum Här Huss wéi zu där, déi vum Här Fayot nei formuléiert ginn ass, ze artikuléieren. Mir kënnen awer elo net hei während enger ondefinierbarer Zäit ëmmer erëm diskutéieren. Duerfir géif ech wierklech elo proposéieren, dat ech déi Resolutioun vum Här Fayot géif zum Vote bréngen.

Kënne mer dozou à main levée ofstëmmen?

**(Assentiment)**

Gutt.

**Vote sur la résolution de M. Ben Fayot**

Da géif ech froen: Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär also déi Resolutioun géint dräi Enthaltungen ugeholl.

Da kéime mer elo zur Question avec débat N°11 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Attack vum der israelischer Arméi op d'„Gaza Freedom Flotilla“. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

## 2. Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza»

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn an de Prozeduren e bëssen duerjerneegeroden. Ech erlabe mer dat ze soen, obschonn ech nach ëmmer relativ nei hei sinn. Well ech mengen den Här Minister huet scho villes gesot. An et wär och flott

gewiescht, wa mer hätte kënnen eis Absention iwwert de leschte Vote. Mä bon, ech kommen elo un déi Fro.

**(Interruptions)**

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, mir sinn elo bei Ärer Question avec débat. Ech géif lech elo bieden, déi ze stellen, an da kritt Der dorobber eng Äntwert vum Här Ausseminister.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci.

Den 31. Mee huet den Här Minister Asselborn bei enger Konferenz zu Kampala gesot: «Je condamne fermement les responsables du raid contre la flottille „Gaza“ qui a fait quelque 15 morts.» Virdrun hat hie gesot, dat hien déi Erklärung géif maachen, well hien den eenzegen europäeschen Ausseminister bei dëser Konferenz wär: «comme je suis le seul ministre européen des affaires étrangères présent à cette conférence.»

An der Diplomatie sinn déi Wieder, déi den Här Asselborn gewielt huet, vun enger ganz grousser Bedeitung. Si sinn aussergewöhnlech schaarf a si sollen dowéinst och nëmmen ënner ganz aussergewöhnlechen Émstänn gebraucht ginn. A selbstverständlech muss ee sech senger Saach och ganz sécher sinn.

Haut ass awer gewosst, dat déi Gaza-Flottille net primär eng humanitär Operatioun war, mä eng politesch, fir de Blocus vum Gaza ze duerchbriechen, an et ass gewosst, dass Israel offréiert hat, fir d'Hëllefsgidder zu Ashdod ofzelueden a si dann um Landwee an enger internationaler Observatioun an d'Gazasträif ze bréngen. Dat gouf awer vun den Organisateuren refuséiert. Haut héiere mir och, dat d'Hamas selwer Problemer mécht, fir déi Gidder an d'Gazasträif eranzeloossen.

Et ass sécher esou, dat d'Opportunitéit vum Blocus vu Gaza kann diskutéiert ginn, awer nëmmen ënner der Berücksichtigung vun dem Interessi vun alle Parteien; an dozou gehéieren och Israel a mir selwer. Mir sollen net vergiessen, wien am Gaza d'Soen huet; an dat ass déi proiranesch Hamas.

Et ass och gewosst, dass Israel dës Aktioun mat allgréisster Wahrscheinlechkeet - ech soen „Wahrscheinlechkeet“ - a Konformitéit mam internationale Krichsrecht duerchgefouert huet, an zwar souwuel wat d'Duerchsetzung vum Blocus um héije Mier no deene Regelen, déi do applicabel sinn, wéi och wat d'Warnunge vun de Schëffer ugeet. Fënnf vun deene sechs Schëffer hu jo och mat Zäit gestoppt.

D'Tatsaach ass awer och, dat d'Operatioun vun israelischer Säit schlecht duerchgefouert ginn ass an dat et wahrscheinlech méiglech gewiescht wär duerch d'Wiel vun anere Moyenen an aneren Taktike Mënscheliwwen ze schounen a Verletzungen ze verhënneren. Eist Matgefill geet un all Affer, déi am Kader vun dëser Operatioun erlidde goufen, an hir Familljen.

Eng neutral transparent an onofhängeg Enquête kéint a sollt déi rechtlech Elementer oplären. Esou huet och den UNO-Sécherheitsrot et gefrot.

Et ass och gewosst, dat d'Gewalt mat grousser Wahrscheinlechkeet vu militanten Aktivisten op der Mavi Marmara ausgaangen ass an dat d'israelesch Zaldoten an Noutwier geschoss hunn - déi Indikatioun huet haut den Här Bülent Yildirim, President vun der IHH, nach eng Kéier confirméiert; dat ass op den Internetsäite vun der „Frankfurter Allgemeine“ a vum „Spiegel“ haut confirméiert ginn -, an dat déi tierkesch IHH, déi dës Aktioun organiséiert huet, vun enger Rei vu gutt informéierte Quellen am Zesammenhang mat extremistesche Mouvementer bruecht gëtt. Et kann een also viru séieren an naive Solidaritéitsklärunger nëmme warnen.

Duerfir froen ech haut den Här Ausseminister:

Firwat hien esou fréi an an esou schaarfe Wieder an ouni all néideg Informatiounen ze hunn, och wat déi genee Zuel vun den Affer ugeet, Israel eesäiteg condemnéiert huet;

firwat dat hien eist Land an d'Lager vun deene State bréngt, déi oppen israelfeind-

lech sinn an doduerch souguer enger Lëtzebuerger Impartialitéit - wann een déi dann iwwerhaapt wéilt - am No-Ost-Konflikt all Kredibilitéit ewechhëlt;

firwat, dat hien zu Kampala den Uschäin ginn huet, eng europäesch Meenung ze vertrieden, an duerfir kee Mandat hat an och fir d'Vertriedung vun esou enger radikaler Positioun, wéi senger, bestëmmt kee Mandat kritt hätt;

firwat dat den Här Ausseminister den israelischen Ambassadeur convoquéiert huet - et ass iwwerregens nëmmen e Chargé d'affaires komm -, wat bal kee Land gemaach huet an eis Relatiounen mat Israel nëmmen nach weider a vollkommen onnéideg belaauscht;

firwat dat den Här Ausseminister net och d'Hamas kritiséiert, eng extremistesch an islamistesch Organisatioun, déi Israel kontinuierlech militäresch ugräift mat Rakéiten a Mortieren, d'Existenzrecht vun Israel net unerkennt, keen Accord a wichtege Friddensfroe mat der Fatah fënnt an d'Mënscherechter vun der palästinensescher Populatioun an der Gazasträif mëssuecht.

De Fazit vun dëser Aktioun vum Här Asselborn ass, dat eist Land e groussen diplomatesche Schued erlidden huet. Et ass bedauerlech, dat den Här Ausseminister net reagiert, wann et néideg wär, wann zum Beispill an eisen Nopeschlänner eist Land menacéiert gëtt oder wann eis institutionnell Rechter vun der Europäescher Kommissioun mat Féiss getrëppelt ginn. Wa mir eisen Ausseminister brächten, ass en net do. Et schéngt ebe méi bequem ze sinn, fir Israel ze kritiséieren, och wann et zu Onrecht ass.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an elo kritt den Här Ausseminister d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Jo, Här President, ech mengen, ech kann dat elo ganz kuerz maachen. Ech hu Stellung bezu gehat. Hei si mer konfrontéiert mat engem vun deene kruzialste Problemer fir de Weltfridden. Ech mengen net, dass ee sech do soll an de Méandrè vun obskuren État-d'ämen ze vill eraloossen.

Duerfir géif ech mengen, dat, wat ech gesot hunn zu Kampala, hunn ech gesot, well ech en Ausseminister sinn, deen awer sécher ass, dass esou Operatiounen wéi déi doten eben eng falsch Pist sinn. An ech hu mech elo grad explizéiert hei op der Tribün bei lech, Här President, dass een an der Aussepolitik heiansdo muss Fueref bekennen an et muss ee soen, wat richtig ass a wat net richtig ass. Dat hei huet mer net richtig geschéngt an duerfir hunn ech et gesot. Ech hunn et och mat engem Wuert gesot; „condamnéiert“ hunn ech gesot.

An ech ginn lech, wann Der mer dat erlaabt, ech kann dat net alles opzeechnen, eng Lëscht vun de Reaktiounen vun den europäesche Länner. Dat ass vu mengen Déngschter consciencieusement opgestallt ginn. Ech géif lech déi déposéieren. Déi Deputéiert, déi da wëllen doranner Asiicht huelen, déi sollen dat maachen.

**(M. Jean Asselborn dépose une documentation.)**

Fir de Rescht hunn ech elo grad a menger Interventioun zur Resolutioun alles gesot, wat ech ze soen hat.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ausseminister. Den Här Kartheiser huet d'Recht nach eng Kéier d'Wuert ze ergräfen. Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Seng fënnf Minutte waren ofgelaf an en huet just fënnf Minutten zegutt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech huelen dann d'Recht, fir eng Zousazfro ze stellen. Den Här Ausseminister huet eis gesot, dat...

► **M. le Président.** - Stellt Är Fro ganz schnell, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech maachen dat esou séier, wéi et geet.

Den Här Ausseminister huet eis gesot, dat en als Resultat vum Friddensprozess e pa-

lästinensesche Stat gesäit inklusiv Ostjerusalem. Meng Fro un den Här Ausseminister ass, ob hien net mengt, dat déi territorial Konfiguratioun vum zukünftege Palästina misst e Resultat vum Friddensprozess sinn, an net eng Donnée au départ.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Gutt. Merci. Den Här Ausseminister, wann ech gelift.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Also, Här President, dat géif eis elo wäit féieren. Mä Dir wësst an einfache Wieder, do gëtt et UNO-Resolutiounen, dat ass den israelischen Territoire an deen definéiere mer an Zwëschenzäit souwuel an der Europäescher Unioun esou, wéi och am Quartett. D'Quartett, fir dat hei ze soen, dat ass d'UNO, et sinn d'Amerikaner, et sinn d'Russen an et ass d'Europäesch Unioun.

Dat sinn d'Grenze vun 1967. Dat ass also fir Israel kloer. Wann herno en „swap“ gemaach gëtt, wann deen Territoire vu '67 a sengem Areal e wéineg ka gewiesselt ginn, an et fënnt een do en Accord mat Territoiren an der „West Bank“, dann huet keen eppes dergéint. Do ware mer bei Annapolis ganz no bäi, fir dat fäerdeg ze bréngen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass, jiddwereen, dee sech eng Kéier mam Moyen-Orient beschäftegt huet, dee weess, wann Israel an de Grenze vu '67 ze definéieren ass, dass et tëscht Israel a Jordanien d'„West Bank“ gëtt, d'Cisjordanie gëtt. Dat ass also den Territoire, dee Palästina zougesprach gëtt.

Et gëtt Gaza, dat ass deen Territoire, deen d'Israelie verlooos hunn ënner dem Här Sharon - do kënn Dir lech vläicht erënnere - virun dräi Joer, mengen ech. An dat ass och en Territoire, deen net revendiquéiert gëtt vun Israel, bien au contraire, mä deen de Moment vun Israel blockéiert gëtt.

An da gëtt et eppes Drëttes, dat ass Jerusalem. Jerusalem muss kënnen liewen als eng Stad, déi selbstverständlech zu Israel gehéiert, mä awer och selbstverständlech am Oste vun der Stad zu dem Palästinenserstat.

Wann een dat seet, Här President, an dat ass keng Erfindung vu mir, well esou dichteg sinn ech guer net, dat ass eng Tatsaach. Wann een déi Regioun do e wéineg kennt, da weess een, dass och d'schwedesch Présidence probéiert hat, dat doten a Resolutiounen ze kréien. Si hunn et bal fäerdeg bruecht gehat.

An ech mengen, dass eis Frënn an Israel sech och sollen dorobber astellen, wa se à long terme wierklech Fridde wëllen, dass déi dote Répartitioun an och déi doten Optik eenzeg an eleng wäert machbar sinn, fir eng Kéier dat ze errechen, wat mir jo wëllen; wat heescht, mir wëllen zwee Staten: en israelischen an e palästinenseschen, déi „side by side“, déi Säit bei Säit kënnen liewen, deen ee gradesou sécher wéi deen aneren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Ausseminister.

Domadder si mer um Enn vun där Diskussioun a mir kommen elo zum Projet de loi 5956 iwwert den Émbau vun de Gebailechkeete vum Centre intégré pour personnes âgées vun der Fondation Pescatore. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Basseur an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

**Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances**

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5956 autoriséiert d'Regierung, fir sech um Neibau vun der Fondation Pescatore ze bedeelege mat engem Betrag vun 11.634.870 Euro. Dee Betrag entsprécht der Quote 666,12 vum Bauindex vum 1. Abrëll 2008.

Duerch d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007 war d'Regierung schonn eng Kéier autoriséiert ginn, fir sech un de Bau- a Renovatiounskäschte vun der Fondation Pescatore ze bedeelege mat engem Betrag vun 9.486.424 Euro. Dee Betrag huet dem Bauindex 618,55 entsprach vum 1. Oktober 2005.

Allerdéngs huet sech bei de Renovatiounsaarbechte vum Zentralfligel vun der Fondation erausgestallt, datt aus Sécherheetsgrënn d'Renovatiounsaarbechten, esou wéi se virgesi waren, net konnten duerchgezu ginn, mä datt dat Gebai huet missen ofgerappt ginn an nei opgebaut ginn. Dat huet och mat sech bruecht, datt zousätzlech zwielef weider Zëmmere konnte geplangt a gebaut ginn. D'Zuel vun den Zëmmere geet also erop vun 32 op 44.

De Projet de loi ass schonn de 17. November 2008 déposéiert ginn duerch d'Madame Jacobs, Familjeministesch. De Conseil d'État huet awer säin Avis eréisch den 23. Mäerz 2010 ginn. De Statsrot huet an enger Korrespondenz, déi e mat der Regierung geféiert huet, d'Meenung ausgedréckt, dass ee gegebenenfalls keen neie Projet de loi géif brauchen, well duerch d'Gesetz vum 29. Mee 2009 d'Regierung autoriséiert war, allgemeng all Projete bis zu enger Héicht vu 40 Milliounen Euro ze realiséieren ouni zousätzlech Gesetz, esou wéi den Artikel 99 vun der Verfassung dat virgesäit. Dat Gesetz vum 29. Mee huet nämlech och aus wirtschaftleche Grënn dee Seuil vu 7,5 Millioun, deen den Artikel 99 vun der Verfassung virgesäit, op 40 Milliounen eropgesat.

D'Kommissioun huet déi juristesche Lag och ënnersicht. Mir waren éischter der Meenung vum Statsrot, dass dat Gesetz vum 29. Mee en allgemenge Charakter huet, dass all Bestëmmungen, déi virdu bestanen hunn am Zesammenhang mat dem Seuil, deen den Artikel 99 virgesäit, ofgeschaaft sinn, dass also vun deem Dag un, wou dat Gesetz am Memorial verëffentlecht ass, d'Regierung autoriséiert ass, bis zu der neier Limite vu 40 Milliounen Engagementer ze huelen an och Projete bis zu deem Betrag ze realiséieren.

D'Regierung war awer aner Meenung. Dat kann een och verstoen. D'Regierung war der Meenung, dass déi Projeten, déi virdu agereecht si ginn, déi virdu ugefaange si ginn an déi zum Deel virdu scho fäerdeg gestallt si ginn, wéi dat bei der Fondation Pescatore de Fall war, missten autoriséiert ginn, esou wéi deen alen Text et virgesinn huet.

D'Commission de la Famille huet sech deem net widdersat, well mer der Meenung sinn, dass et hei net ëm juristesche Streidereie geet, mä dass de But vum Gesetz awer ass, fir der Fondation Pescatore ze hëllefen a fir d'Regierung ze autoriséieren, fir déi eelef Milliounen kennen ze débloquent. Duerfir huet och d'Kommissioun de Projet de loi analyséiert, an d'Kommissioun huet sech och eestëmme mat deem Projet d'accord erkläert. An ech géif och d'Chamber bidden, de Projet an der Form ze stëmmen, wéi mer en an der Kommissioun festgehalten hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Meyers Merci, an als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech wëll net an d'Debatt agoen, ob mer hei e Gesetz musse stëmmen oder net. Den Här Meyers, deen huet dat elo

grad dévéléppéiert. Ech ginn éischter der Kommissioun an hirem Gefill Recht, wéi och dem Conseil d'État. Mä vu dass d'Regierung gemengt huet, mir sollen hei e Gesetz stëmmen an dass dat dann definitiv fir Kloeheret suergt, da solle mer dat och maachen.

Ech soen dat och a menger Qualitéit als President vun der Budgetskontrollkommissioun. An hei ass d'Regierung da ganz virsiichteg, wat ech och ka verstoen. An ech wëll och dann den Accord vu menger Fraktioun - éischters - derzu ginn, dass mer hei eriwuer debattéieren, an zweetens, dass ech och den Accord zum Projet de loi selwer ginn.

Zum Contenu ass net vill ze soen. Ech wëll just bäiflécken, dass dat hei an der Suite ass vun där Debatt, déi mer gëschter hatten. Gëschter hu mer iwwer d'Rente geschwat, well fréier wor d'Solidaritéit an der Famill. Do ass een opkomm fir e Member vun der Famill, wann en am Besoin wor an et huet een en och duerno versuergt. Haut huet och Societéit evoluéiert. Si huet sech geännert. A welch Richtung, do ass et jiddwerengem iwwerlooss doriwwer ze jugéieren. Mä d'Solidaritéit muss elo net vun der Familljen iwwerholl ginn, mä vun der ganzer Gesellschaft, souwuel wat déi materiell Versuergung ubelaangt duerch d'Renten, an dann och wat déi ganz Ënnerbréngung vun eelere Leit ubelaangt, an duerfir d'Altersheimer. A mir hu jo am Laf vun de Joren eng ganz Partie Gesetzer hei gestëmmt, wou de Stat 80% bëlleet.

Ech wollt just soen, dass d'Fondation Pescatore eng vun deenen éischten Institutione war - méi wéi 100 Joer ass se al - an dass mer dem Här Jean-Pierre Pescatore elo nach ëmmer kennen dankbar si fir déi Fondation, déi e gemaach huet, sengerzäit mat 500.000 Frang. An en huet dann och der Stad Lëtzebuerg, niewent deem dote Legs, och nach eng Kollektioun vun Tableaun a vu Konschtwierker iwwermëttelt, déi een elo an der Villa Vauban ka bewonneren.

Ech soen och deene successive Fondatione Merci, wéi der Fondation Wurth-Cuvelier, déi och gehollef huet, dass déi Fondation sech konnt dévéléppieren. An am Fong hätte mer all nëmmen ee Wonsch haut, dat wier, wa mer nach esou Bienfaiteure géife fannen, dat géif d'Liewe vun ons all méi einfach maachen. Hei handelt et sech ëm d'Awunner vun der Stad Lëtzebuerg, déi elo laang konnten dovun bénéficiéieren.

Selbstverständlech stëmme mir dese Projet de loi, well haut wier, ouni d'Hëllef vum Stat, dat do net méi méiglech. Dat war an der Zäit méiglech, mä dann ass elo de Stat de Bienfaiteur fir all déi Leit, déi do era kommen.

Merci villmools.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am 20. Jorhonnert huet d'Zuel vun de Leit, déi iwwer 65 Joer al ginn, sech mat véier multiplizéiert. An déi Tendenz ass steigend. Ech mengen, gëschter am Débat iwwer d'Renten hu mer jo vill och doriwwer geschwat. Duerfir ass et wichteg, dass mer haut dese Projet stëmmen, an duerfir begrëisse mir als LSAP och déi vill Efforten, déi successiv Regierungen an deene leschte 15 Joer gemaach hunn, fir weider Altersheimer a Fleegeheimer ze bauen.

D'Fondatioun - wéi mir ganz einfach an der Stad soen - gëtt et, wéi gesot, säit 1892, a si huet am Laf vun deenen 118 Joer ganz vill Changementer matgemaach. Dese leschte Changement ass, wéi gesot, schonn 2007 fäerdeg ginn an erëffnet ginn, an den Här Meyers huet et jo gutt erkläert, et war net nëmmen eng Vergréisserung an eng Moderniséierung, mä dat Gebai ass och vill méi praktesch gemaach ginn.

Ech wollt mer nach eng perséinlech Remarque erlaben an un d'Ministesch riichten: Mir hunn elo d'Zuel vun de Pensionären duerch des Arbechte vun 301 op 375 gehéicht. Dat ass, menger Meenung no, dee gréisste CIPA hei am Land. Ech wollt just do virdu warnen, dass mer net nach eng Kéier sollen do vergréisseren,

well ech fannen 375 Leit, dat geet duer. Et muss een och op d'Convivialitéit oppassen, wann ee CIPAE baut. Duerfir fannen ech déi Approche, wéi d'Fondatioun se selwer gemaach huet, dass se dezentral um Lampertsbiërg nach eng Annex gebaut huet, fannen ech eng ganz gutt Saach. Ech wollt just dorop opmierksam maachen.

Mir haten 2007, wéi mer dese Projet gestëmmt hunn, och eng grouss Diskussioun iwwer d'Dezentraliséierung, an do huet d'Madame Ministesch eis déi Woch drop an der Familljekommissioun eng Kaart matbruecht, wou mer hei am Land CIPAE hunn, déi et ëtt, déi ëmgebaut ginn an déi geplangt ginn. Ech huelen un, dass an deenen... Et sinn elo dräi Joer hier an ech wier frou - Dir hutt dat jo alles am Ministère - wann Der eis eng Kéier déi nei Kaart kéint matbréngen.

Dat gesot, wollt ech dem Rapporteur awer och Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, an d'LSAP gëtt selbstverständlech hiren Accord fir dese Projet.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel, an als leschten agedroene Riedner hunn ech elo den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Här President. Merci un den Här Rapporteur fir dese Bericht. Mir ënnerstëtzen all Projet, all Altersheim, all CIPA, all Effort, déi d'Regierung mécht fir eis eeler Bierger. Mir ënnerstëtzen de Projet hei och, a mir wäerten dee matstëmmen.

Mir hu leider e klenge Bémol, dat ass de Präis. Wann ee kuckt, wéi vill dass dat kascht. Mir hunn ausgerechent, dass een Zëmmer 330.000 Euro kascht! An ech menge fir 330.000 Euro, dat ass d'Équivalenz vun ongeféier engem Appartement vun 90 bis 100 m<sup>2</sup>. Do stellt sech d'Fro, ob een net ka vläicht e bëssche méi bëlleg bauen, déiselwecht Qualitéit, awer vill vill méi bëlleg.

Ech verstü vläicht de Souci vun der Regierung, dass se wëllt eng Relance économique hunn. Dat ass alles an der Rei. Mä ass dat net vläicht e falscht Signal, well am private Secteur sinn déi Präisser do net ze droen? An duerfir géif ech d'Regierung bidden beim nächste Projet vläicht e bësschen do ze kucken, dass de Präis net esou héich ass. Fir de Rescht ginn ech den Accord vun eiser Partei.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colombera Merci, an elo kritt d'Wuert d'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Ech wëll virun allem dem Rapporteur, dem honorabelen Här Meyers, villmools Merci soen, deen hei deen extensive Rapport gemaach huet, a wou näischt méi doriwwer soss ze soen ass. A mir freeën eis virun allem driwwer, datt haut dat Gesetz gestëmmt gëtt an d'Leit endlech an de Genoss vun deene Sue kommen, op déi se ewell eng Zäitche waarden, a wou eben duerch dat bësselchen Hin an Hier, dat den Här Meyers och beschriwwen huet, dat e bësse méi laang gedauert huet.

Ech géif mech selbstverständlech de Wënsch vun der Madame Brasseur unschléissen, well ech maachen och alt heiansdo ronderëm Propaganda fir esou Bienfaiteuren, an ech muss soen, ech weess awer net ëmmer, ob ech mat deem néidegen Erfolleg do gekréint sinn. Mä vläicht, wann een emol géif weisen, wat alles nach kéint iwwer 100 Joer vun engem iwwreg bleiwen, wier dat eppes, wat d'Leit géif motivéieren, erëm méi och fir esou Wierker hei zu Lëtzebuerg ze ginn an ze maachen, an dat géif vläicht deen een oder deen aner awer motivéieren. Well ech denken, datt déi Sue sécher gutt ugeluecht sinn, a wéi gesot, ee méi dovunner huet, wéi vläicht aner Saachen domadder unzefänken.

Dann huet den Här Angel gefrot no der Kaart. Här Angel, wann Der an de Rapport vun dem Familljeministesch kuckt, da fant Der se do dran erëm, esou wéi Der och all aner Investissementer vum Familljeminis-

tère fant, an och gesitt, datt aner Saachen... Heiansdo ginn esou Etüden dorëmmer gemaach. Déi sinn dann ewell dräi Joer al, ier se emol erauskommen. An da sinn natierlech déi Kaarten och net méi ganz vill Wäert, déi een dann och ëmmer an den Zeitunge gesäit. Et ass also am Rapport vun deem Joer, wou Der gesitt, wéi dat sech entwéckelt huet.

Dem Här Colombera seng Iddi, fir ze soen, et kann een dat méi bëlleg maachen, ass sécher eppes, wat een ëmmer ka mat op de Wee huelen. Mir wëssen awer, datt och do jiddweree sech e gewëssene Confort erwaart, d'Zäiten eriwuer sinn, wou een nach zu zwee an déiselwecht Toilette wëllt goen an zu zwee an engem Zëmmer wëllt sinn. Et ass eppes anescht, wann een 365 Deeg an engem Zëmmer ass, wéi wann ee vläicht an e Spidol geet, wou een dräi oder véier Deeg ass. Mä wann ee wierklech méi laang do ass, wann een och wierklech Soine brauch, ass et och wichteg, datt awer och dann eng Intimitéit respektéiert ka ginn. Wéi gesot, ech si gären domat d'accord, datt Eenzelner vläicht méi gënéris gebaut goufen, wéi et onbedéngt hätt misse sinn, mä op där anerer Säit een net ka justement och do awer ze vill spueren.

Dat, wat ganz sécher ass, dat ass, datt et eis net méi bëlleg gëtt, wa mer géifen op d'Hëllef an d'Soinen doheem goen, well ee mierkt, datt jo do d'Personal, wat an enger Institution ass, méi Leit kann en charge huelen, wéi wann Der ëmmer erëm muss bei enzel Leit heem goen. Vun dohier ass dat net dat, wat am rentabelsten ass. Et ass awer sécher fir eng ganz Partie Leit méi schéin, wann ee kann doheem bleiwen, wéi wann een an där schéinsten Institution ass. Duerfir ass dat éischter e Choix vun deem Eenzelnen, wéi datt et een ass, wou ee seet, domadder kéint ee Geld spueren.

Merci.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

► **M. le Président.** - Merci der Familljeministesch. An domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procura-tion.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 5956 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6038 iwwer de Bau vun enger Maison de soins fir Leit mat psychogeriatresche Problemer. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen déi Häre Berger, Haagen a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. 6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpel-dange/Ettelbruck

**Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances**

**M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.** - Här President, Madame Minister, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mat dem Gesetzesprojet 6038 ännere mer haut dat Gesetz vum 13. Dezember 2004 of, mat deem déi staatlech Bedeelegung um Bau vum Fleegeheim zu Ierpeldeng bei Ettelbréck genehmegt ginn ass.

Dëst Fleegeheim, dat an der Tëschenzäit a Betrib ass, ass an der Region besser bekannt als „Haus vun den Alzheimer“, well dëst Haus jo vun der Lëtzebuerger Alzheimer-Associatioun, der ALA, wéi een dat kuerz seet, bedriwwen gëtt, an haut 120 Persounen mat Demenzerkrankung eng wierklech optimal Ënnerbréngung bitt.

Déi Ännerung um Finanzéierungsgesetz vun 2004 erlaabt et, dräi Strukturen un dat aktuell Fleegeheim unzegliedern. Et ass en Atelier protégé, an der Form vun enger Produktiounskiche fir Persounen mat geeschteger Behënnerung, eng Maison relais fir 45 Kanner vun null bis véier Joer an eng Structure d'accueil fir zwielef Jugendlecher, déi an de Lycéeën vun der Nordstad an d'Schoul ginn. Dës Struktur wäert vun der Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf bedriwwen ginn.

De virleienge Projet de loi ass den 30. Abrëll 2009 déposiert ginn. Den 22. September sinn ech als Rapporteur genannt ginn. Den 23. Mäerz 2010 ass de Projet vum Statsrot aviséiert ginn, an déi zoustänneg Chamberskommissioun huet an hire Sitzung vum 13. a 27. Abrëll de Projet diskutéiert respektiv och de Rapport ugeholl.

Zënter dem Gesetz vun 2004 huet d'Konzept vun der ALA sech geännert, an d'Hal tung vun der Gemeng Ierpeldeng huet changéiert. An och d'Besoinen an der Region hu sech nei artikuliert, esou dass dësse Projet e puer Etappen duerchlaf huet, ier e viru 14 Méint vun eiser Familljeministesch a senger aktueller Form konnt agerecht ginn, fir dann haut säi gléckleche Enn och ze fannen.

Et war der ALA vun Ufank un een Uleies, fir dëst Fleegeheim am Agangsberäich als oppe Struktur ze gestalten, bei där net nëmme Besucher toleréiert sinn, mä wou gesicht gëtt, Awunner aus der Noperschaft dohinner ze invitieren. Dat geschitt haut mat enger Épicerie, mat engem Coiffeurssalon an engem Restaurant, dee genannt gëtt „Restaurant beim Goldknapp“. Dës Restaurant ass op fir jiddwereen a bitt haut schonns Aarbechtsplaze fir Leit mat Behënnerung. D'Ligue HMC ass de Gestionnaire vun dëser Struktur.

Duerch de Projet vun haut kommen elo nach Aarbechtsplazen derbäi. Et entsteet eng Produktiounskiche am Sous-sol, fir d'Maison relais a fir de Foyer fir déi Jugendlecher mat ze beliwieren. Et kënnen hannenno bis zu 22 Aarbechtsplazen an dësem Atelier protégé geschaf ginn.

Mat dem Projet vun haut ginn also weider finanziell Mëttel an der Héicht vu 600.000 Euro zur Verfügung gestallt fir eng Produktiounskiche fir dësen Atelier protégé.

Den zweete Volet vum Gesetz ass d'Erweiderung vum Fleegeheim ëm eng Maison relais fir 45 Kanner, déi nach net schoulflichtig sinn. Aus der Ursprongsiddi, fir eng Betriebscrèche vum Personal aus dem Fleegeheim an eng Maison relais an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ierpeldeng ze maachen, also Crèche plus Foyer scolaire, ass näischt ginn. Dës Maison relais war ursprénglech geplangt mat 45 Crècheplazen - deen Aspekt gëtt jo bäibehalen - an 111 Plaze fir Kanner am schoulflichtigen Alter aus der Gemeng Ierpeldeng.

Dozou war de Projet de loi 5844 déposiert ginn. Well dunn awer d'Gemeng Ierpeldeng sech zrëckgezunn huet, fir hir Maison relais an Eegeregie ze plangen, ass

dësse Projet de loi am Juni 2009 erëm vum Rôle geholl ginn an e gouf duerch dësse Projet, dee mer haut diskutieren, ersat.

D'Konzeptioun vum Bau, d'Planung an déi éischte Aarbechte konnte fir dësen neie Projet iwverholl ginn. Fir de Volet Maison relais mat 45 Plaze fir Kanner vun null bis véier Joer sinn elo an dësem Projet 120.000 Euro virgesinn.

Den drëtten Volet vum Gesetz betrëfft eng Struktur fir Jugendlecher, déi an enger vun den acht postprimairé Schoule vun der Nordstad ageschoult sinn an déi Besoinen opweisen, déi eng aner Prise en charge verlaange wéi en einfacht Internat.

De Récktrëtt vun der Gemeng Ierpeldeng huet also, fir et emol positiv auszedecken, de Wee fräi gemaach, fir dës nei Iddi kënnen ze realisieren. D'Fondatioun Lëtzebuerger Kannerduerf iwverhëlt d'Responsabilitéit, fir hei zwielef Jugendlecher op hirem Liewenswee intensiv ze begleeden. Dass et heifir eng Noutwendegkeet gëtt, dat ass vun de Lycéesdirektoren confirméiert. Eng Rei vun hinnen hunn dës Iddi schonns méi laang gehat, a souguer gouf eng A.s.b.l. gegrënnt, fir dës Iddi weiderzedeiwen. Dës „Structure d'accueil pour jeunes à besoins spécifiques“, wéi se am Projet de loi genannt gëtt, kascht 3.325.000 Euro.

Dës dräi Voleten - Atelier protégé, Maison relais a Structure d'accueil fir Jugendlecher - kommen an e Gebai separat zum Fleegeheim, awer ugrenzend an am Sous-sol verbonden. D'Gebai huet dräi Niveaue mat jeweils separaten Zougäng fir jiddwer Fonctioun.

De Statsrot huet a sengem Avis eng Rei formell Textännerunge virgeschloen, déi vun der Kommissioun integral iwverholl gi sinn. Sou ass den Objet vum Gesetz méi explizit définiert, andeems déi dräi Voleten opgefouert sinn. De Bauhär a Propriétaire ALA steet am Text ernimmt, och wann aner Institutione mat der Bedriewung beoptraagt sinn. An d'Finanzbedeelegung fir déi dräi Baudeeler gi kloer opgeléicht.

Eng lescht Remarque nach zur Noutwendegkeet, fir dësse Projet iwverhaapt an der Chamber als Gesetz stëmmen ze loossen. De Paul-Henri Meyers ass awer allerdéngs beim viregte Projet schonns op den Hangergrond dovunner agaangen. Duerch d'Gesetz vum 29. Mee 2009 sinn d'Plaffonge fir e Finanzéierungsgesetz jo vu 7,5 op 40 Milliounen Euro eropgesat ginn. De Stat ass duerch d'Gesetz vun 2004 mat 18,8 Milliounen um Alzheimer-Fleegeheim bedeelegt, an och mat 4.045.000 Euro vun haut si mer wäit ewech vun deene 40 Milliounen. Well awer keng Iwwergangsbestëmmungen am Gesetz iwwert dësse Plaffong virgesi waren, an dësse Projet de loi schonns um Instanzewege war, huet d'Regierung drop gehalen, de Wee vun der Rechtssécherheet anzeschloen an dëst Gesetz duerch d'Chamber goen ze loossen.

Dat gëtt eis heibannen d'Geleeënheet, dësse Projet vun der Regierung ënnert d'Lupp ze huelen an an dësem Fall déi objektiv feststellbar gutt Integratioun vun engem Bau ze gesinn. Ugegliddert si se un e Fleegeheim, wat sech als Vocatioun eng Ouverture vu baussen no banne ginn huet an dës och schonns mat vill Succès duerchféiert. Dësse Projet erweidert dës Ouverture an dréit zu engem integrative Gesamtkonzept bäi.

D'CSV-Fraktioun begréisst dës Strategie vun der Regierung, an dofir kann ech och d'Zoustëmmung zu dësem Projet vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf. Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen an ausféierleche Bericht.

Hei handelt et sech ëm e Finanzéierungsgesetz, wou Suen investéiert ginn am Inté-

rêt vun deene méi Schwaachen. Op där enger Säit vun den eelere Leit, vu kranker Leit, vu Leit, déi Alzheimer hunn; op där anerer Säit ginn hei och Suen investéiert fir jonk Mënschen, ënner anerem an der Maison relais.

Ech mengen, och an Zäiten, wou vill vu Spuere geschwat gëtt, muss een awer als Stat senge soziale Missioun gerecht ginn. Duerfir kënnen mir och dësse Projet ouni Problem stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Claude Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dem Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf villmoos Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëllt och elo hei net méi an d'Detailer vun Entstoe vun dësem Projet de loi 6038 iwwert d'Ëmännerung vum Gesetz vum 13. Dezember 2004 iwwert d'Konstruktioun vun enger Maison de soins fir Leit, déi demenz sinn, also haauptsächlech d'Alzheimer-Krankheet hunn, agoen. De Rapporteur huet dat schonns am Detail gemaach.

Wéi gesot sinn d'Ännerungen zum Gesetz vun 2004 baulecher Natur. Also eng méi grouss Produktiounskiche fir déi ganz Infrastruktur, eng nei Maison relais an eng Structure d'accueil fir Jonker, déi spezifesch Hëllef brauchen. D'Konstruktioun vun enger Struktur, wou verschidde Generatiounen an enger zwar ënnerdeelter Struktur zesumme sinn, ass net ëmmer onproblematisch. Mä déi, wéi gesot, Oppenheet a Frëndlechkeet schonns duerch den öffentliche Zougang, wéi zum Beispill dem Restaurant, erméiglecht dat Ganzt awer.

Wann een awer d'Altersentwécklung - an dat ass schonns och hei e puermol gesot ginn; gëschter an der Pensiounsdebat hu mer doriwuer geschwat - vun de Leit am Ganze kuckt a wann een d'Evolutioun vun Demenzkrankheete bei eis am Land suivéiert, da kann ee feststellen, datt mer an Zukunft weider esou Infrastrukture wäerte brauchen.

Um Site selwer sollt, an dat huet de Rapporteur och scho gesot, eng Maison relais mat enger Crèche entstoen, wou de Finanzement zwëschen der Gemeng an dem zoustännegen Ministère sollt garantéiert ginn. Den initiale Projet vun der Crèche erlaabt et also elo, duerch eng Maison relais vun der Associatioun Alzheimer A.s.b.l. ersat ze ginn. Vu datt d'Produktiounskichen elo vergréissert gëtt, integréiert ass also och dee Restaurant, entsteet hei och een Atelier protégé fir handicapéiert Leit. An datselwecht Gebai kënnst och déi virgannante Structure d'accueil, déi vun der Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf gëreiert gëtt.

Déi finanziell Ëmännerungen, bedéngt duerch Ëmännerung vum initiale Projet, an déi domadder verbonne Changementer an der Konventioun mat der Alzheimer-Associatioun sinn de Grond vun dësem Projet de loi, niert deene verschiddeenen Argumenter, déi virdu schonns ugeschwat gi sinn.

Dësse soziale Projet, deen elo an e puer Etappe genehmegt ginn ass, ass deemno dréngend noutwendeg fir den Norden an och fir d'Land. D'LSAP-Fraktioun begréisst dofir d'Efforté vun deene verschiddeenen Associatiounen, déi bei der Ausaarbechtung a bei der Finanzéierung vun dësem Projet gehollef hunn. D'LSAP-Fraktioun ass op alle Fall der Meenung, datt dësen ëmgeännerte Projet noutwendeg ass, an ech ginn dofir och am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Haagen. Als leschten agedroene Riedner op menger Lescht steet den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Här President. Och e grouse Merci un den Här Schaaf fir de mëndlechen a schrëftleche Bericht. Dat heiten ass ee ganz interessante Projet. Hei kënnst et zu enger Cohabitatioun vun engem ganz heterogene Grupp. Hei komme Leit zesummen, déi

krank sinn; déi net krank sinn; Jonker; Aler; Leit, déi behënnert sinn; Leit, déi net behënnert sinn; Leit, déi Besoins spécifiques hunn; an anerer, déi keng hunn.

U sech ass dat ee ganz interessante Projet, an ech wëllt gär d'Madame Minister froen: Hutt Dir lech do am Ausland inspiréiert, bei iergendengem Projet am Ausland, deen do leeft? A wéi sinn do d'Resultater? Oder ass dat einfach eng Iddi vun lech? Ass dat ee Pilotprojekt, deen och an Zukunft esou weidergefuehr ka ginn?

Eng aner Fro, déi ech wëllt stellen, ass: Wéi rekrutéiert Dir déi Leit, déi behënnert Leit, déi 22? Vu wou kommen déi? Wéi ginn déi rekrutéiert? An och déi zwielef Kanner mat Besoins spécifiques, vu wou kommen déi hier? Wéi ginn déi rekrutéiert?

Ech mengen, et muss een och dann an d'Zukunft kucken. Mir wëssen alleguerten, dass d'Alzheimer-Krankheet ëmmer méi grouss gëtt. Do muss ee ganz vill un d'Preventioun denken. Mä dat läit vläicht net an Ärem Beräich. Et ass vläicht méi am Beräich vum Gesondheitsministère.

Mir wäerten herno och schwätzen iwwert d'Bioziden. Wa mer do ee Wuert iwwert d'Biozide verléieren, da wäerte mer och vum Alzheimer schwätzen.

Da muss een natierlech alles maachen, dass déi Kanner, déi Besoins spécifiques hunn, dat huet jo awer eng Ursach. Wat musst Dir alles als Regierung maachen, fir dass dat net esou wäit kënnst.

Mä ech wollt och do eng Fro stellen: Sinn déi Kanner mat Besoins spécifiques, ass dat hir Famill, déi e Besoin spécifique huet, oder sinn dat Kanner, déi Problemer mat Drogen hunn oder déi iergendwéi aggressiv sinn oder déi gewaltsam sinn?

Dat gesot, Merci fir Är Äntwert, an ech ginn hei den Accord vun eiser Partei.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Ech géif och selbstverständlech wëllen dem Jean-Paul Schaaf félicitéiere fir säi gudden Rapport, deen e gemaach huet mat den Ausféierungen och, wat et an der Vergaangenheet an deem Dossier do ewell gouf. Ech denken, datt et een anere Projet ass wéi deen, deen initialement geplangt wor, mä heiansdo ergëtt dat sech eben esou herno bei engem Bau och.

Dat, wat mer probéiert hunn a wat och op anere Plaze fonctionnéiert zum Deel, ass fir ze kucken, datt och behënnert Leit dohinner kommen. Déi behënnert Leit schaffen an der Kichen an am Restaurant, an déi komme vun der Ligue HMC. Dat sinn also déi och, déi kucken, wien dohinner kënnst a wien net dohinner kënnst.

Si kucke selbstverständlech och, wa se Jugendlecher oder Leit hunn, déi aus deem Eck do kommen, datt se déi éischter huelen, vu datt d'Ligue HMC haauptsächlech op der Kap ass, wéi datt se dann déi aus dem Éislek op d'Kap schécken an déi vun der Kap op Ierpeldeng schécken. Et ass also vun dohier och e sënnvolle Projet, fir eben och Leit mat enger Behënnerung d'Chance ze ginn, an engem Atelier thérapeutique, wann ee wëllt, do ze schaffen. Dat ass also de Rekrutement dovunner.

Déi zwielef Jugendlecher, déi an d'Internat kommen oder an d'Internat renforcé kommen, ginn haauptsächlech och iwwert d'Schoulen, zesumme mat dem Kannerduerf, deen de Gestionnaire dovunner ass, définéiert, wien dohinner kënnst a wien net dohinner kënnst. Et kënnen zum Deel Kanner sinn, déi opgrond vun hire Familljen net kënnen doheem bliwen an och de Weekend net kënnen heemgoen. Dat ass ee vun den Ënnerscheeder vis-à-vis vun aneren Internater. Och hei kënnen déi Jugendlecher iwwert de Weekend doheem esou datt et net ëmmer nëmme un deene Jugendleche selwer ass, mä datt et éischter och eng Situation familiale ass, déi schwieereg ass, a vun dohier se dohinner kommen.



Deen drëtte Volet, dee méi apaart ass an dee mer net iwwerall hunn, mä dee mer awer... Gëschter zum Beispill hu mer d'Crèche vun dem Altersheim zu Bierschbech bei Miersch ageweit, an ech muss soen, dat ass eng aussergewöhnlech flott Initiativ - ech sinn och dovun iwwerzeegt, datt déi hei, wa se bis fonctionnéiert, d'selwecht gëtt -, wou eben d'Éducatrice gesot huet: „Et ass eng Fra heihinner komm, déi eis gesot huet: «Ech kann net erakommen, well ech si krank. Mä wann ech zwou Minuten nëmmen d'Kanner gesinn, déi hei spillen, dann hunn ech erëm Force, fir dee ganzen Dag auszehalen.»“ Do gesitt Der, datt dat och wichteg Elementer sinn, an datt dat eppes ass, wat och net nëmme fir d'Kanner wichteg ass.

D'Kanner och, déi mat deenen eelere Leit dann do gëschter all zesumme sech amësiert hunn, wou ee gesinn huet, datt dat wierklech bal esou e Verhältnis ass wéi Kanner mat hire Grousselteren, dat ass, denken ech, och eppes, wat am intergeneratiounellen Zesummeliewe sécher vu grousssem Intérêt ass.

Zu Lëtzebuerg, wéi gesot, ass déi heiten déi zweet Experienz, déi mer domadder maachen. Et gëtt am Ausland aner Projeten, déi esou fonctionnéieren. An ech sinn dovun iwwerzeegt, datt et bei deenen doten, an där Form wéi et eben elo geplangt ass, sécher och net wäert bleiwen.

Dofir géif ech och wëllen der ganzer Chamber, wou jo jiddwereen d'accord ass fir dat ze stëmmen, nach eng Kéier e ganz grouse Merci soen, an och wënschen, datt dann och déi verschidden Acteuren, ob dat hei an dësem Fall d'Associatioun vun den Alzheimer ass, oder an deem anere Fall déi vun der Pescatore, esou séier wéi méiglech hir Sue kréien, op déi se awer ewell eng Zäitche waarden.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Familljeministesch.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6038 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydie Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Ech hat och vergiess beim Vote virdrun, dës Dispens ze froen.

**5. 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore (suite)**

- **Dispense du second vote constitutionnel**

Sidd Der och domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 6120 iwwert d'Émbenenne vum Lycée technique Nic. Bieber. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht, an et si bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Andrigh, den Här Berger, den Här Bodry, den Här Adam an den Här Kartheiser.

(Brouhaha)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**6. 6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Bieber et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire**

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports**

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.** - Här President, de Projet de loi 6120 huet zwee Objeten. Dat eent ass, den Numm vum Lycée technique Nic. Bieber ze änneren, an deen aneren Objet ass, fir d'Offre scolaire vun deem Lycée ze erweideren.

De Projet gouf am Mäerz 2010 déposiert a soll am Schouljoer 2010/2011 schonn ëmgesat ginn. Ech wëll hei keng laang historesch Ausféierung maachen, mä et kann een awer just soen, dass dee Projet hei, wat de Lycée vun Diddeleng ueegt, sech an eng laang Entwécklung zu Lëtzebuerg areit, déi, kéint ee scho bal soen, viru 400 Joer ugefaangen huet, dat heescht mam Collège des jésuites an der Stad. Mä ech erspueren lech déi laang Geschicht do.

De Lycée technique Nic. Bieber staamt, ass entstanen duerch d'Gesetz vun 1965 iwwert den Enseignement moyen. Deemools ass geduecht ginn, fir eng verkierzte Secondaire ze maachen, fir d'Kanner direkt op d'Beruffsliewen ze preparéieren. An deem Enseignement moyen huet dann 1968 zum Collège d'enseignement moyen vun Diddeleng gefouert.

D'Iddi war och, fir ebe méi Lycéeën ze maachen, déi no bei de Schüler hirer Wunneng waren, well Der jo wësst, dass mer bis dohinner Lycéeën hatten, déi an der Stad, zu Esch, zu Dikrech, zu lechternach waren. Lues a lues ass awer dann, souguer och an der Stad, gefrot ginn, dass een net nëmme sollt um Lampertsbiere Lycéeën maachen, dat heescht, do, wou d'Proffe gewunnt hunn, mä och an anere Quartieren, wou d'Schüler gewunnt hunn, fir op déi Manéier eben e Lycée de proximité ze maachen.

Dunn, 1979, ass jo den Enseignement moyen ersat ginn duerch den Enseignement secondaire technique, an dorobberhin ass dann och kuerz duerno, den 13. Juli 1979, de Collège d'enseignement moyen et professionnel vun Diddeleng ëmgeännert ginn an de Lycée technique Nic. Bieber, wéi e bis haut och nach heescht.

Dee Lycée technique Nic. Bieber, deen huet haut éischters de Cycle inférieur vum Enseignement secondaire technique, en huet de Régime préparatoire, en huet de Cycle moyen et supérieur moyen et supérieur vum EST, an en huet och déi dräi Klasse vun der ënneschter Divisioun vun dem Enseignement secondaire général,

plus eng Quatrième Enseignement secondaire, déi als Projet pédagogique an deem Gebai leeft. Dat ass also schonn eng Ouverture gewiescht zu der Division supérieure vum Enseignement secondaire an deem Lycée.

Et kënnt och nach derbäi, dass d'Chamber jo hei eng Motioun am Joer 2008 ugeholl huet, den 10. Juli 2008, an där se d'Regierung opgefuerdert huet, iwwerall do, wou an de Lycées techniques déi ënnescht Klasse vum Enseignement secondaire bestinn, fir och sech ze iwwerleeën déi ieweschte Klassen anzeféieren, eben och erëm eng Kéier an der Iddi, fir méi no bei de Schüler ze sinn, fir hinne laang Weeër ze erspueren. Dat ass jo och d'Iddi gewiescht vum Plan sectoriel «Lycées», no deem jo och déi Décisioun geholl ginn.

Am Lycée technique Nic. Bieber waren am Schouljoer 2005-2006 127 Kanner an dem ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire. Am Joer 2009-2010, also an deem lafende Schouljoer, sinn et der 2.011 (*veuillez lire: 211*). Dat weist also drop hin, dass déi Schoul och fir de Secondaire méi Attraktioun krit. Dovunner waren der 41 op där Quatrième Projet pédagogique vum Enseignement secondaire.

De Statsrot mécht och déi Remarque, déi net falsch ass, dass déi 41 Schüler net onbedéngt mussen elo d'nächst Joer an den neie Lycée classique oder Lycée général op Diddeleng goen. Si kënnen an iergendeng Schoul goen, well mer jo keng Carte scolaire hunn. An et gouf och an der Vergaangenheet jo souguer Schüler, déi e Lycée an hirer Gemeng hatten, déi anzwousch anescht gaange sinn.

Mä nach muss een awer soen, dass e Lycée, och e vollstännege Lycée an enger grousser Gemeng, an engem Centre de développement eng wichteg Funktioun huet. Dat gesäit een och an deenen neie Lycéeën, déi gegrennt gi sinn, déi elo scho lafen, wéi zu Réiden an an anere Lokalitéiten. Duerfir ass jo am Plan sectoriel, si jo aner Lycéeën schonn an der Preparatioun, wéi zum Beispill zu Clief, zu Déifferdeng an och zu Mondorf, déi jo elo vun der Regierung, net op d'Äis geluecht gi sinn, mä e bëssen zrëckgesat gi sinn, wat an deene jeeeweilege Gemengeréit jo zu relativ grousser Opreegung gefouert huet.

De Lycée, deen dann elo geschaf gëtt... Well mer keng Carte scolaire hunn, dat ass mengen ech eng Donnée, déi ee muss bedenken, an och keen eigentlech eng Carte scolaire wëllt - ech hunn net gehéiert vun iergendenger politescher Familljen, dass se wëllt esou en Dirigismus aféieren -, mä esou Lycéeën mussen sech jo dann an enger Lycéeslandschaft, ech wëll net soen imposeieren, mä si mussen sech duerchsetzen, och fir Schüler unzezéien. An dat huet ee jo oft gesinn, och an der Stad, wann nei Lycéeën komm sinn, da sinn d'Schüler dohinner gaangen, da sinn anerer, déi hatten der e bësse manner. Mä ech mengen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo eng grouss Schülerzuel a mir hunn ëmmer och Plazmangel, duerfir ass et scho wichteg, dass en neie Lycée entsteet.

Dat gesot, Här President, just nach eng lescht Remarque - reng, wéi soll ech soen, grammatescher Natur, vu Punktatioun - de gudd Bievesch Néckel, deen am Lycée technique Nic. Bieber geschriwwen ginn ass, Nic. - mat Punkt - Bieber, dee verléiert dann elo an deem neie Lycée Nic-Bieber säi Punkt an e kritt en Trait d'union, an dat ass dann elo eigentlech déi grammatesch Ausriichtung fir och déi zukünftige Lycéeën, déi no Nimm vu Politiker oder aner Personagé genannt ginn.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot, an als éischte Riedner ass d'Madame Sylvie Andrigh agedroen. Madame Andrigh, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **Mme Sylvie Andrigh-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem honorabele Ben Fayot Merci soe fir säin interessanten an exakte schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et bleiwe mer elo just nach e puer Kommentaren zu dem virleiende Gesetzesprojet ze maachen.

De Lycée technique Nic. Bieber, deem mer elo jo en neie Numm ginn, deen huet

schon eng laang Geschicht hanneru sech, wéi mer héieren hunn, a wann een dat mat deem néidege Réckbléck haut kuckt, da kann een dat als Erfolgsstory betitelen. Ugefaangen 1968 mat der Schafung vun der sougenannter Diddelenger Mëtelschoul iwwert d'Transformatioun am Joer 1979 an de Lycée technique Nic. Bieber, bis d'Aféieren am Joer 1980 vun der ënneschter Divisioun vum klassesche Secondaire. D'Offer gouf souguer mat Succès duerch e Projet pédagogique op d'Quatrième vum Secondaire ausgeweit, an dat vum Schouljoer 2005-2006 un. Duerno mussen d'Schüler dann an aner Lycéeën auswäichen, op Esch oder an d'Stad.

Och d'Infrastrukture vum Lycée technique si mat de Joren opgewäert ginn. Virun e puer Joer koum nach eng nei Filial an de Quartier Italien - bei dat berühmte Frankelach - bäi, an déi nom fréieren Alliance-Terrain benannt gouf. An no jorelaangen Transformatiouns- a Bauaarbechten um Haaptsite, deem fréieren Dispensaire an der Parkstrooss, konnt d'lescht Joer e flotten neie Komplex ageweit ginn, deen d'Gedold vun de Schüler an de Proffe beloune sollt. An deem léisst et sech och bestëmmt elo gutt léieren. Zousätzlech huet d'Regierung decidéiert, fir deemnächst eng nei Sportshal bei d'Annex am Quartier Italien opzerrichten, déi se och weiderhin als Prioritéit ugesäit, trotz dem presentéierte Spuerplang.

An haut solle mer d'Dieren opmaache fir eng qualitativ Weiderentwécklung vum Lycée technique Nic-Bieber, andeems mer elo de kompletten Zyklus vum klassesche Secondaire och do kënnen ubidden. Duerfir jo och d'Ännerung vum Numm a Lycée Nic-Bieber. Effektiv zielt déi Schoul eng héich Zuel Schüler, eng Zuel, déi konstant geklommen ass mat de Joren. Och d'Zuel vun de Schüler am Enseignement secondaire, am Klasseschen, ass weider an d'Luucht gaangen. Esou sinn 2005-2006 127 Schüler, 2007-2008 179 Schüler an 2009-2010 111 Schüler derbäi komm.

Et ass awer esou, dass déi zwee Lycéeën aus dem Pôle sud zu Esch, de Jonge-Lycée an de Lycée Hubert Clément, dee jo geschwé renovéiert soll ginn, op hiren ieweschte Klasse saturéiert sinn. Gradesou soll de Kolléisch an der Stad frësch gemaach ginn, wat d'Capacités, fir Schüler opzehuelen, wäert beaflossen. Mat Referenz op eng Motioun, déi hei 2008 an der Chamber gestëmmt gouf, proposéiert duerfir d'Madame Minister, konform zu de Besoinen, den ieweschten Zyklus vum klassesche Secondaire an allen technesche Lycéeën unzebidden, also och zu Diddeleng.

Dovunner ofgesinn huet Diddeleng zënter e puer Joer méi eng dynamesch Entwécklung vu senger Populatioun an ass mat ronn 19.000 Awunner déi véiertgréisst Stad am Land. Um Niveau vun der Landesplanung ass Diddeleng als ee regionalen Entwécklungs- an Attraktivitéitspol klasséiert a soll och dowéinst net nëmmen iwwerperformant Schoulen, mä doriwwe eraus iwwer aner wichteg national Infrastrukturen am noen Émkrees verfügen. D'Ubannung un den öffentlechen Transport, souwuel innerhalb wéi ausserhalb vun der Stad, ass hei ouni Zweifel vu grousssem Virdeel.

An den Ae vun der CSV stellt dëse Projet de loi duerfir e wichtege a grouse Schratt an déi richteg Richtung duer, an esou wäerte mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet och matstëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Andrigh, an als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och dem Rapporteur Merci soen, deen eis jo e klengen awer e flotten Historique hei och bruecht huet zum Lycée. Hien ass an de 60er Jore gestart. Ech wëllt vläicht e bësse méi rezent starten.

Et ass esou, datt mer 2008 hei, op Initiativ vu menger Fraktioun, eng Motioun an der Chamber gestëmmt hatten, wou mer gefrot hatten ewen, fir d'Strukture vun de Secondaireeschoulen, an d'Realitäten, un d'Besoinen vum Schoulalldag, vum Terrain



unzepassen. Besonnesch ware viséiert déi Lycéeën, déi Lycées mixtes, wou een eng ganz Filière hat am Technique, mä wou een dann nëmme konnt eng Division inférieure vu Septième bis Cinquième am Classique maachen.

Dat war och bis elo de Fall am Lycée technique „Nic-Punkt-Biever“ zu Diddeleng, wou d'Schüler säit 1980 konnten am Classique bis Cinquième - respektiv och ganz rezent bis Quatrième an engem Pilot-projet - bleiwen, an dann awer hu misse wieselen.

Dat huet eng Rei Nodeeler mat sech bruecht, an éischter Hisiicht och fir déi jonk Mënschen, déi Schüler, déi de Choix gemaach haten, fir op Diddeleng an de Classique ze goen. Si hu misse no Cinquième dann eng nei Schoul fannen. Si hu sech misse nei organiséiere mam Transport, eventuell mat engem neien Horaire, wa se an eng aner Schoul gaange sinn. A si hu sech och natierlech misse an en neit Gebai aliewen, nei Frënn fannen an esou weider.

Dat war einfach d'Ursach oder oft d'Ursach, datt dann d'Schüler de Choix gemaach hunn, fir guer net zu Diddeleng unzefänke mam Classique an direkt dann an eng aner Schoul ze goen, fir eben herno dat ze évitieren, datt se sech hu misse ëmstellen.

Et huet och aus der Siicht vun der Schoulplanung, der nationaler Schoulplanung Schwierigkeete gemaach, well jo awer dann déi Schüler, déi op Diddeleng bis Cinquième gaange sinn, dann hu misse an aner Lycéeën ënnerbruecht gi vu Quatrième un. A wann ee weess, datt mer schonn e bëssen enk mat de Schoulplaz sinn, war dat net ëmmer en einfachen Exercice, fir dann all déi Schüler op aner Plazen ze kréien. A méttlerweil ass et awer elo och esou, datt de Lycée zu Diddeleng, de Lycée technique - wéi en also nach bis elo heescht an an enger Stonn net méi wäert heeschen -, datt dat e ganz dynamesche Lycée ass mat ganz engagéiertem Personal, an datt awer ëmmer méi jonker trotzdeem ugefaangen hunn, do och hire Classique zu Diddeleng ze starten.

Mir begrëssen also, datt elo dese Projet aus dem Lycée technique e Lycée mécht, an datt domadder dann och kënnen d'Schüler bis zum Ofschloss de Classique maachen, also och hir Première kënnen zu Diddeleng ofschléissen. Dat ass also e Plus fir d'Schüler, e Plus fir d'Schoulorganisatioun hei am Land, an et ass och e Plus fir Diddeleng, déi als drëttgréisste Stad am Süden endlech dann och e ganze Lycée classique kann ubidden. An duerfir stëmme mer natierlech och dese Projet.

Här President, ech wëllt awer zum Schluss nach eng Remarque maachen, méi generell zu de Schoulen a Schüler am Süden an doriwwer eraus. Diddeleng wäert elo e bësselche Loft verschafe fir den Undrang vun de Schüler, dee mer hunn an eise Secondaireeschoulen. Mä dat wäert awer net duergoen. An och am Rapport - et ass scho ganz interessant, wann een deen no liest - steet och, datt mer zu Esch praktesch „komplett“ géifen affichieren, datt an der Stad verschidde Lycéeën am Embau wieren. Méttlerweil ass och Péiteng praktesch bis zur leschter Plaz ausgefëllt.

Dann ass also gewosst, datt mer weiderhi musse Schüler am Süden ënnerbréngen. An duerfir kann ech net novollzéien, datt d'Regierung da verschidde Projeten, wéi zum Beispill de Lycée vun Déifferdang am Süden, gestrach huet. Datselwecht gëllt fir de Lycée zu Mondorf oder fir de Lycée zu Clierf, de Lycée Tony - Bindestréich - Bourg sollt dat jo ginn. Datt déi Projete gestrach ginn, wou mer dach all Joer awer en Undrang vu mindestens 1.500 neien, zousätzleche Schüler hunn.

An duerfir hei d'Opfuerderung, datt d'Regierung nach eng Kéier hir Décisioun iwwerdenkt, well se déi Projete gestrach huet, fir se erëm op de Leescht ze huelen. Well, wann een an d'Schoul investéiert, dann investéiert een an d'Bildung an an d'Ausbildung vun deene jonke Mënschen, an domadder investéiert een an d'Zukunft vun eisem Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, dem Här Berger, an als nächste Riedner ass den Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun menger Fraktioun - e bësschen awer och mat der Kap vum Diddelenger Buergermeeschter natierlech - wëll ech...

**(Interruptions)**

Mir si frou, wa mer ee Lycée hunn! Déi aner, déi hunn der direkt eng hallef Dosen.

**(Interruptions)**

Mä et schéngt mer awer wichteg ze sinn. Et sinn anerer, déi hätte gären een. Dat ass wouer, jo, kréien och nach een.

Ech wëll der Regierung an der Ministesch Merci soen, dass se dee klenge Cadeau, dee se matbruecht hat ulässlech vun der Aweigung vun dem moderniséierten Diddelenger Lycée technique - wou se ugekënnegt huet, dass se géif deemnächst e Projet de loi areechen, fir d'Offerte scolaire am Diddelenger Lycée technique auszubauen -, dass se dat respektéiert huet an dass d'Chamber also sech och hei elo uschéckt, fir enger laanger Fuerderung eigentlech gerecht ze ginn, déi d'Communautéit vum Diddelenger Lycée scho méi laang formuléiert huet.

De Rapporteur, de Ben Fayot, ass op d'Geschicht vum Diddelenger Lycée agaan. Ech wëll dat hei net nach eng Kéier maachen. Just nach vläicht e puer zousätzlech Zuelen: Momentan sinn an deem Lycée technique Nic. Bieber 1.530 Schüler - dat ass also eng grouss Schoul - dovunner 211 dann an deene véier Klasse vum Secondaire. Dovunner, vun deene 1.530, komme ronn d'Halschent vun Diddeleng selwer an déi aner Halschent, déi komme vun den Nopeschgemengen, haaptsächlech vu Keel, vu Rémeleng an och aus dem Réiserbann. Natierlech ass bei deenen, déi am Secondaire sinn, den Undeel vun den Diddelenger vill méi héich. Do ass quasi d'Totalitéit vun deenen, déi am Secondaire sinn, Schüler, déi vun Diddeleng selwer kommen.

Ech mengen, et ass eng Unerkennung fir déi Aarbecht, déi geleescht ginn ass an deem Lycée vu sengen Ufänk un. Et war ëmmer en engagéierte Lycée. Et war e Lycée, deen ni gezéckt huet, fir nei Weeër ze goen. Ech mengen, den Diddelenger Modell ass nach munchen, déi méi laang hei an der Politik tätég sinn, bekannt. Et war de Versuch, Enn 70er ufanks 80er Joren, fir eng oppe Schoul ze maachen, fir u sech schonn deemools eng Strategie ze entwéckelen, fir géint den Échec scolaire unzegoen, fir d'Schoul opzemaachen op d'Gesellschaft hin, op d'Kultur hin, a fir also haaptsächlech op deenen dräi éischte Joer vum Postprimaire harmoniséiert Klasse praktesch ze hunn, wou de Wiessel vun där enger Filière op déi aner sollt permanent méiglech sinn.

Vill vun deem, wat deemools ugefaang ginn ass, gëtt haut iwwerholl a méi moderne Konzepter. An dat ass, mengen ech, eng spéit Unerkennung fir dat, wat geleescht ginn ass virun 30 Joer. Et ass awer och eng Unerkennung natierlech - deen heite Projet - doduerch, dass d'Stad Diddeleng, de Raum Diddeleng elo e volle Lycée kritt. Och Unerkennung fir Diddeleng selwer als Lycéesstad, déi och doduerch nach zementéiert gëtt, dass vu staatlecher Säit iwwer déi lescht Jore ganz vill Gelder investéiert gi sinn, net nëmme fir op dem Haaptsite ze moderniséieren, mä wéi och scho gesot ginn ass, fir och, virun zwee Joer, eng Antenn opzemaache vun deem Lycée am Quartier Italien, d'Annex Alliance, wou och deemnächst soll eng Sportsinfrastruktur hikommen.

Et gesäit een, dass also de Lycée Nic. Bieber vun Diddeleng an Zukunft wäert op zwee Standbeen stoen, dem Haaptsite am Kär vun Diddeleng selwer, datt schéngt mer och wichteg ze sinn - wann ee vu Proximitéit schwätzt ass et wichteg, dass een esou Lycéeën net un d'Peripherie vun den Uertschafte setzt - am Kär vun Diddeleng selwer, an dann doniewent d'Annex am Quartier Italien.

Et ass ganz kloer, dass domadder d'schoulesch Offerte also och de Bedierfnesser vun dem Raum Diddeleng ugepasst gëtt. Dat

ass wichteg. Dat dote bréngt fir d'Schoul nei Perspektiven, an et ass elo un der Schoul selwer, fir déi Opportunitéiten, déi déi Reform do gëtt, och ze netzen an deenen nächste Joren. An ech si sécher, dass se och do kann op dat néidegt Entgéintkomme vun de staatleche Stellen zielen. An deem Sënn also och vu Säite vun eiser Fraktioun den Accord zu deemem Gesetzesprojet.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry, an als nächste Riedner ass den Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt dem Här Fayot Merci soe fir säi Rapport, säi mëndleche Rapport, deen en interessanten Historique och beinhalt hat, awer och fir säi schrëftleche Rapport, deen en zu Recht ugefaangen huet andeems en d'Motioun vum 10. Juli 2008 zitëiert huet. Den Här Scheuer hat des Motioun déposéiert. Si ass vun alle Parteie gedroe ginn. An hei hate mer gefuerdert, mir sollen - wann et méiglech a sënnavoll ass - Klasse vum Enseignement secondaire supérieur an allen neie Lycéeën schafen, an awer och an de besteheende Lycées techniques.

De Lycée technique Nic. Bieber huet genuch Schüler. D'Lycéeën an der Émgéigend sinn éischter iwwerfëllt. An duerfir ënnerstëtze mir dese Projet de loi an ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ganz interessant hunn ech och d'Ausféierung vun Här Bodry fonnt, deen drop hi-gewisen huet, datt den Diddelenger Lycée an de 70er Joren eng ganz progressiv pedagogesch Linn vertrueden huet. En huet mat enger Filière unique geschafft, an en ass do am Fong geholl schonn e Pionéierwee gaang, wou mer haut erëm amgaang sinn, eis ze iwwerleeën, wéi mer dorop kommen. Leider ass an der Zäit vergiess ginn oder ënnerlooss ginn, eng Evaluatioun vun deem Projet do zu Diddeleng ze maachen. Dat hätt eis wahrscheinlech vill gehollef, da wiere mer schonn e Stéck méi wäit an eiser Planung vun der Schoul vun der Zukunft.

Ech erlabe mer awer och am Kader vun deem Gesetz un zwou aner Motiounen ze erënneren, déi och hei am Haus unanime ugeholl gi sinn. Déi eng hunn ech deeseweche 10. Juli 2008 déposéiert wéi déi vun Här Scheuer. Do ware mer eis eens, datt mer all Lycée géifen encouragéieren, all Formatioun vum Cycle inférieure unzebidden, dat heescht souwuel d'Division inférieure am Enseignement secondaire wéi de Cycle inférieure an de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique.

Zu eiser grousser Freed huet des Motioun och hir Spuren an der Regierungserklärung hannerlooss. An duerfir meng Fro: Ass eppes och an där Richtung ze erwaarden? Wéini ass deen éischte vun de reng klassische Lycéeën bereet, de Schratt zum Lycée mixte ze maachen?

Den Dikrecher Lycée classique huet de Schrack jo schonns viru laanger Zäit gemaach. Wéi steet et mat den Haiser Athénée, Michel-Rodange an ähnleche klassische Lycéeën?

Wann dee Wee, dee mer hei maachen, fir d'Filière supérieure opzemaachen, an all Lycée Sënn mécht a konsequent soll sinn, da musse mer och déi ënnescht Zyklen opmaachen an all Lycée fir all Filiären.

Ech hunn den Dikrecher Lycée erwähnt an dofir wëll ech dann och nach op eng zweet Motioun kommen, déi den 19. Juni 2007 hei votéiert gouf, eestëmmeg. Hei hate mir proposéiert, fir ze ënnersichen, ënner wéi enge Konditiounen de Mierscher Lycée kéint zu engem eegestännege Lycée mat engem Cycle supérieur ausgebaut ginn. Ech hu mat Intérêt och dem Historique vun dem Diddelenger Lycée Nic. Bieber nogelauschert, och d'Madame Andrich hat eng Rei Informatiounen do bruecht. Et gëtt eng ganz Rei Ähnlechkeete mat der Situatioun zu Miersch. Ech hunn och d'Schülerzele vum Mierscher Lycée mat deene vum Lycée Nic. Bieber verglach, an déi leie ganz no beieneen, wéinstens, wat de Secondaire ueget. Wat dee ganze Lycée ueget, ass den Diddelenger Lycée natierlech méi grouss. Diddeleng ass och als Stad vill méi grouss.

Mä wann een awer kuckt am Mierscher Raum, am ganze Kanton, gëtt et am ganze Kanton Miersch kee Lycée de proximité. Esou datt ech mengen, datt dat awer scho Sënn géif maachen. Zu Miersch hu mer am Moment just déi dräi ënnescht Klassen. Et gëtt emol keng Quatrième. Dobäi sinn d'Lycéeën ronderëm iwwerfëllt, genau wéi déi am Süde vum Land. De Mierscher Raum huet ee grouss Wuesstumspotenzial. A wat zu Mamer, Diddeleng a Réiden Sënn mécht a wat mer eis fir Clierf wënschen, dat dierft och fir Miersch net falsch sinn.

Dofir wier ech och frou, vläicht ze héieren, ob schonn Iwwerleeungen zu där Motioun do gefouert gi sinn an zu wéi enge Konklusiounen datt se gefouert hunn. Ech hu schonn, wéi gesot, den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi bruecht.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Kartheiser nach op der Lëscht. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR soen ech dem Här Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir ginn deemem Projet gär eisen Accord a mir wënschen dem zukünftige Lycée Nic-Biever, senge Professeren, sengem Personal a senge Schüler vill Erfolleg a vill Freed. Hinnen och iwwregens nach e grouss Merci fir hir gelongen Ennerstëtzung beim ökumenesche Gottesdänscht zur Geleeënheet vun der Commémoratioun vum 8. Mee 1945.

Mir freeën eis och driwwer, datt de Lycée Nic. Bieber flott a modern Infrastrukture kritt huet, wéi mir jo och nach deslescht konnten op der Plaz gesinn. Och ënnersträiche mir d'Bedeutung vum Ausbau vun deser Schoul fir d'Stad Diddeleng. Mir hoffen, datt och vill Diddelenger Schüler vun deser neier Offer am classesche Secondaire Gebrauch maachen. D'Iddi ass jo och déi, datt mir kënnen d'Zuel vun de Schoultransporter miniméieren doduerch, datt d'Schüler esou no wéi méiglech vun doheim kënnen an eng Schoul goen, déi hire Besoinen entsprécht.

Wéi och de Statsrot bedauere mir awer, datt de Projet de loi vun der Regierung net méi spezifesch Zuelematerial geliwwert huet. Et gehéiert zu enger gudder legislativer Prozedur wéi och zum Respekt vun der Chamber an dem Statsrot, datt d'Regierung, déi jo wierklech genuch Moyenen dofir huet, och hir Informatiounen mat den Deputéierten an de Statsconseillereen deelt.

Här President, méi wichteg wéi Gebaier an Nimm vu Gebaier ass a bleift awer, datt d'Schüler an eise Schoulen en Enseignement mat engem héijen Niveau kréien. Mä genee dat ass et, wat des Regierung net ronn kritt. Eise Schoulsystem gëtt zënter Jore vun CSV an LSAP ruinéiert! Wa mir haut esou vill Lëtzebuurger Aarbechtsloser hunn, dann ass dat och a virun allem dowéinst, well eis Diploméiert net méi genuch wëssen a kënnen, och net méi géigeniwwer der Konkurrenz aus dem Ausland. Eise Virsprong an de Sproochen ass amgaangen, ze verschwannen. An d'Regierung ënnergrueft all Dag méi eis Méisproochegkeet.

D'Promotiounskritäre si virun allem duerch d'Kompensatiounsméiglechkeeten op engem lächerlech déiwem Niveau ukomm. Amplaz eise Jonktem op eng kompetitiv Berufswelt virzebereeden, mécht d'Regierung just de Contraire: Duerch eng duerch an duerch falsch Pedagogik gëtt bewosst verhënnert, datt d'Schüler sech sollen ënnerenee vergläichen, mä si solle sech just nach u sougenannte Kompetenze moossen. D'Liewen ass awer net esou, net am Beruff, net am Sport, néierens ausser an der Lëtzebuurger Schoul. LSAP an CSV schwächen d'Leeschungsberetschaft vun der Jugend. Dat ass eng schwéier Hypothék fir eist Land.

Eis Schoulen erstécken och ëmmer méi a Bürokratie. An ee Schoulexperiment nom

anere geet d'Baach erf, wéi mir et och elo neess bei „Eis Schoul“ erliewen. Och dat ass e wichtege Deel vum katastrophale Bilan vun der Schoulpolitik vun dëser Regierung.

Här President, méi wéi jee brauche mir eng Schoulreform, esou wéi d'ADR se proposéiert: mat enger grousser Autonomie fir eis Schoulen, déi ennerenee sollen a Konkurrenz stoen. Mir brauchen nees e richtege Leeschtungsprinzip an de Schoulen. Eis Schüler sinn d'Zukunft vun eisem Land. Mir hu keen anert Kapital wéi si. Et ass - enner villen aneren - vläicht dat gréisste Versoe vun dëser Regierung, datt si eng Schoul opbaut, an där all Dag manner geléiert, manner gewosst, manner gewollt a manner gekonnt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech iwwert de Support, de Konsens zu dësem Projet de loi. Ech wollt dem Rapporteur, dem Ben Fayot, Merci soen. No allem, wat hei gesot ginn ass, brauch ech net nach eng Kéier den Historique vum Lycée Nic. Biever vun Diddeleng ze maachen.

Ech ka mech de Wieder vun der Madame Andrich ungeschlissen, déi seet, wa mer haut, wann haut d'Chamber unanime decidéiert, dass dee Lycée de Cycle supérieur kritt vum Classique, dann ass dat d'Resultat vu gudder Aarbecht an all deenen 30 oder 40 - deemno, wéi ee rechent - Joer, déi an där Schoul gemaach ginn ass. Et ass sécher de Mérite vun der Direktioun, vun den Enseignanten, vun der Communauté scolaire vun Diddeleng, déi et fäerdeg bruecht huet, do eng Qualitéit opzebauen an d'Schüler esou ze begleeden, dass se Loscht hunn, an der Schoul ze bleiwen. Ech wënschen där Communautéit, dass se op deem Erfolleg ka weiderfuere. Nodeem se jo elo eng schéin Infrastruktur hunn, genuch Plaz mat enger Annex, geschwënn - wahrscheinlech, hoffen ech - och Sportsinfrastrukture kréien, steet jo nächst méi dem gudden Schaffen do am Wee.

Dräi Froe si gestallt ginn. Ech wollt déi dann nach kuerz beäntweren. Ech wëll hei ennersträichen, dass d'Regierung net decidéiert huet, dräi Lycéeën ze sträichen, mä dass se decidéiert huet, d'Aarbechten do ze retardéieren: 2014 géif dat ugoen. Ech wëll drun erënneren, dass ech mech domadder strikt un de Plan sectoriel «Lycées» halen, dee jo hei approuvéiert ginn ass, wou gesot ginn ass: fir d'éischt d'Phas 1. Dat waren d'Lycéeën Réiden, Jonglënster a Belval. Réiden ass schnell virugaangen, Belval a Jonglënster méi lues. Déi sinn awer elo amgaangen, gebaut ze ginn.

Dann an der Phas duerno, da géifen dräi Lycéeën gebaut ginn: een am Norden, een am Süd-est an een am Süden. D'Regierung huet d'Standuerter vun deene Lycéeën decidéiert an och decidéiert, dass mer déi géife bauen - just net elo. Wann ech kucken, a wéi enger Rapiditéit mir Schoule plangen, dann - mengen ech - wär et och ganz realistesch, fir ze soen, am Joer 2014 si mer dann esou wäit, dass mer déi kënne bauen; et gëtt ëmmer ennerstallt, mir géifen déi net bauen. Ech denken, dass mir déi Schoule brauchen. Mä nach muss ee realistesch soen, a wéi enger Reiefolleg an a wéi enger Vitesse mer weiderkommen, fir déi Schoulen ze bauen.

Den Här Adam huet mech dann zwou Saachen iwwert d'Motioun gefrot. Also, ech stinn nach ëmmer dozou. Ech mengen, et steet jo an der Regierungserklärung, dass mer sollen d'Schoulen encouragéieren, fir um enneschte Cycle e breet Angebot ze halen, wou souwuel Préparatoire, Technique wéi Classique ass. Do si mer amgaang - selbstverständlech mat de Schoulen -, d'Schoulen dozou ze encouragéieren. Ech gesinn och e klengen Lichtschimmer. Ech wëll der Chamber soen,

dass mer jo amgaang sinn, en Dokument ze finaliséieren iwwert dat: Wéi soll de Cycle inférieure reorganiséiert ginn? Dat Dokument gëtt nach virum Summer finaliséiert, am Hierscht diskutéiert. Ech denken, dass do esou Pisten doranner sinn.

Wat de Lycée vu Miersch ugeet, verschléissen ech mech der Diskussioun net, mä nach denken ech, dass d'Annex Miersch - wéi dat esou schéin heescht - vum Lycée classique Dikrech eigentlech vill profitéiert huet doduerch, dass se zum Lycée classique Dikrech gehéiert huet. An ier een dee Lien do brécht, denken ech, dass een dat soll gebührend préiwien.

Par ailleurs - vu dass mer hei am Lokalpatriotismus sinn a jiddweree fir säi Standuert hei plädéiert - wollt ech awer trotzdem soen, dass déi Mierscher keng Stéifkanner si vun der Éducatiounspolitik, well elo am Joer 2011 zwee Lycéeën opginn zu Miersch, sou dass Miersch eigentlech gutt dotéiert ass, wat d'Schoulen ugeet.

#### (Interruptions)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Dat sinn awer keng Lycées de proximité.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Zum Schluss wollt ech dann dem Ben Fayot villmools Merci soen, well hien huet awer wierklech en Duerchbroch fäerdeg bruecht an der Dénominatioun vun eise Lycéeën. Well mir haten do eng Schoul, fir Punkten ze setzen, an eng aner Schoul am Ministère, fir Traits d'union ze maachen. An dem Ben Fayot seng Autoritéit huet dann elo mat sech bruecht, dass mer elo hanner „Nic“ kee Punkt méi maachen, mä dass mer en Trait d'union zwëschent „Nic“ an „Biever“ maachen an dass dat da Schoul mécht fir déi nächst Dénominatioun.

#### (Interruptions)

Ech denken awer, dass souwuel de Lycée wéi d'Gemeng sech eng Freed draus maachen, fir d'Schëlde frësch ze maachen, well jo souwiso den Numm geännert ginn ass vum Lycée technique Nic. Biever a Lycée Nic-Biever.

#### (Interruption)

Ech soe Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Ministesch. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 6055, eng Konventioun iwwert d'Responsabilité parentale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schon ageschriwwen: déi Damme Polfer an Err, an den Här Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

#### 7. 6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants

##### Rapport de la Commission juridique

► **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Welt ginn och d'Familljebezéiungen ëmmer méi international, an dofir brauche mir onkomplizéiert a vereinfacht Regeln a grenzüberschreitend Affären, an dat besonnesch wat d'elterlech Responsabilité parentale am Allgemenge betrëfft.

An der Praxis geet et hei ëm Froen, wellecht Geriicht vu wellechem Land ass kompetent, a wellecht Recht gëtt vum dësem kompetente Geriicht, also Compétence territoriale ugewant, fir d'Person an d'Verméige vum Mineur am internationale Beräich ze schützen? Zum Beispill bei Suergeren a Besuchsrechtskonflikter, bei binationalen Elteren an och bei Liquidatiounen vun lerschaften am Ausland.

Am internationale Kannerrecht huet Lëtzebuerg an éischer Linn dräi international Instrumenter ratifizéiert, déi ënnert anere eng Auswirkung op d'elterlech Gewalt hunn. Dat si fir d'allereischt d'Convention de La Haye sur la protection des mineurs vum 1961, dat ass d'Convention européenne de Luxembourg, en Ofkommen vum Conseil de l'Europe vum 1980 iwwert d'Unerkennung an d'Vollstreckung vu Suergerechtsurteel, an et ass och eng Haager Rechtshëllef, d'Konventioun vum 1980 iwwert déi zivilrechtlich Aspekter vun internationaler elterlecher Kannerentféierung.

A parallell zu dësem Rechtsinstrumenter huet de Règlement Bruxelles II bis vum 2003 e virrangege Sonnerregime zwëschent den EU-Staten agefouert. Dëse Règlement ass säit 2005 an der EU, mat Ausnahm vum Dänemark, applicabel a berout op dem Prinzip vun der Géigesäitegkeet an huet d'Matière vun der elterlecher Gewalt considéierbar erweidert.

Bréssel II bis limitéiert sech awer op Kanner, déi hir Résidence habituelle um Territoire vun der EU hunn a regléiert nëmmen déi international Zoustännegkeet vun de Geriichter, mä viséiert net, wellecht Gesetz applicabel ass Dat wëllt soen, d'Conflicts de loi. Dofir verweist d'Brésseler Veruerrdung ausdrécklech op eng Verbindung mat der Convention de La Haye vum '96, déi mir haut solle stëmmen, fir all déi Fäll, wou e Kand säi gewéinleche Wunnsätz an engem Drëttsstat huet.

Iwwerregens ass déi éischt Versioun vu Bruxelles II bis parallell mat dëser selwechter Konventioun de La Haye vum '96 négociéiert ginn a gesäit eng Rei vun Dispositiounen, Suergeren, dofir e koordinéiert Zesummespill.

No dësem Iwwerbléck komme mir elo zu der Convention de La Haye vum '96, och Kannerchutz-Konventioun genannt. Dës Konventioun ass eng Verbesserung vun der Haager Konventioun vum '61 a soll si och ersetzen.

Schonns säit 2002 ass dës Konventioun a villen net EU-Länner a Kraaft, an dat och an Islam-rechtliche Länner wéi de Maroc. Par contre huet de Ratifikationsprozess an den EU-Länner relativ laang gedauert. De Grond ass déi Aussekompetenz vun der EU. D'Zeechnung an d'Veratifikatioun vu Konventioun mat Drëttsstate sinn nëmme mat engem eestëmmege Beschluss méiglech. 2008 huet dofir de Conseil d'EU-Län-

ner ermächtigt, an dat am Interesse vun der Europäescher Gemeinschaft, dës Haager Konventioun ze ratifizéieren, an dat bis zum Stéchdatum vum 5. Juni künfteg.

A kuerze Wieder wëll ech den Inhalt vun dëser Konventioun elo virstellen. Dës Konventioun ass kannerzentriert a berücksichtegt d'Bestëmmunge vun der UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vum Kand.

Si besteet aus sechs Kapiteln, applizéiert sech op all Kand vun der Gebuert u bis zur Vollendung vum sengem 18. Liewensjoer an ëmfaasst Moosname wat d'Person an d'Verméige vun engem Kand ugeet. Dozou gehéieren d'Zouweisung vun der elterlecher Gewalt, d'Suergerecht, d'Tutelle, d'Verwaltung vum sengem Verméigen. Dës Konventioun applizéiert sech net op d'Filiatioun, d'Adoptioun an d'Alimenter, an och net op Asyl an Immigratioun.

D'Innovatioun läit am zweete Kapitel vun der Zoustännegkeet. Grondsätzlech sinn d'Gerichter vun gewéinlechen Openthaltsland vum Kand kompetent. Bei engem normale Wiessel ass dat deen neien Openthaltsstat. Wann awer elo een Elterendeel am Sträit säin eegent Kand an d'Ausland bréngt, sinn am Prinzip d'Autoritéit vum Zufluchtsland nëmme fir dréngend Moosname kompetent.

De Prinzip vun der Compétence subsidiaire ass virgesinn, wann e Land besser positionéiert wär fir d'Wuel vum Kand ze beueren. An dat normalerweis och nëmmen, wann déi zwee Länner doriwwe en Accord fonnt hunn.

Dem Kapitel 3 no sollen d'Gerichter hiert eegent Recht uwenden. D'Nationalitéit vum Kand spillt keng Roll méi.

D'Kapitel 4 regléiert am Detail d'Unerkennung an d'Vollstreckung vu Kannerchutzmoosnamen, déi an engem anere Vertragsstat geholl gi sinn. D'Konventioun ënnerscheet zwëschent Reconnaissance, Exequatur an Exécutioun.

D'Kapitel 5 féiert e Mechanismus vun internationaler Zesummenaarbecht zwëschent de Vertragsstaten an. Dës Kooperatioun baséiert op der Schafung an all Vertragsland vun enger Autorité centrale, deem seng Obligatiounen a Pouvoir prezis definéiert sinn; an dës Autorité centrale ass zu Lëtzebuerg, wéi gewéinlech, de Parquet général.

Dat lescht Kapitel enthält déi gängeg allgemeng Bestëmmunge vum Haager Ofkommen. Hei fanne mir awer och en neit Element, an zwar d'Ausstellung vun engem internationale Certificat, deem dem Titulaire vun der Responsabilité parentale säi Pouvoir bescheinegt.

Ech kommen zum Schluss a wëll soen, dass dës ëmfaassend lieserfrëndlech a kloer Konventioun e wichteg Ofkommen ass, an et hëlleft déi mënschlech a rechtlech äusserst komplizéiert Suergerechtskonflikter och op internationalem Plang besser ze regelen. Dass mir net méi déi Situatiounen begéine wéi an der Vergangenheet, dass eng Affär a verschiddene Länner kontradiktorech beuerteelt ginn ass, an zwar duerch Uerteeler, déi net ze vollstrecke waren.

De Conseil d'État huet och dës Projet favorabel jugéiert, nëmme ganz kleng formell Verbesserunge virgeholl. Dës Konventioun ass also am Sënn vum Kand a mir kënne se stëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Doerner. Ech gesinn, d'Madame Polfer, déi agedroen ass, ass net do. Dofir ass den Här Bettel do.

#### Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, fir d'éischt wëll ech der Madame Doerner Merci soen am Numm vum Här Braz a vu mir selwer, dee sech och de Kompliment, wéi mer gewinnt sinn, vun der Madame Doerner hirem Rapport wëllt hei ungeschlissen.

Ech wëll awer just, Här President - an ech muss et soen -, awer och soen, dass et nees eng Situatioun ass, dass mer hei am Rapport drastoen hunn, also vum Résumé, dass dës Mesures nécessaires solle vum 5. Juni 2010; et ass nees eng Kéier eng Minutt virun zwielef, wou mer hei Texter stëmmen.

Ech mengen, et kann een net dem Här Justizminister d'Schold ginn, well ech mengen, e wor och net elo déi lescht Joren zoustänneg fir dee Ressort. Mä et ass net gutt wa mer ëmmer Texter kréien, déi just e puer Deeg oder e puer Wochen nach virun deem, dass mer soss e Fanger gemaach kréien, hei gestëmmt ginn. Ech mengen, d'Ministèren an de Minister probéiert da vläicht e Retard opzehuelen, dee säi Prédécesseur kreiert hat. Mä et wier gutt, wann een évitéiere géif, ëmmer Texter ze hunn, déi just elo - hei steet och nees dran, avant le 5 juin 2010, och wann et nëmmen e Waméiglech sollt sinn.

Ech mengen, d'Regierung soll mam gudden Beispill virgoen. Mir sti ganz oft als schlechte Schüler op Niveau vun der EU um Niveau vun Transpositione vun Direktiven hei zu Lëtzebuerg oder vun Texter. An ech wier frou, wann dee Retard och géif resorbéiert ginn.

Mä wéi gesot, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, Här President, wäert dësen Text och stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Ech hu verstanen, en huet och am Numm vum Här Braz geschwat an domadder den Accord vun deenen zwou Fraktiounen bruecht. Mir kéimen dann elo nach zu der Madame Err, déi och net do ass. Den Här Lux seet vläicht och eppes? Den Här Bodry seet eppes.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, d'Madame Err hat mech eigentlech gebiede si hei ze remplacéieren. Ech mengen, bei dëser Konvention handelt et sech ëm eng nützlich Konvention. Hei ass et keng, déi ouni prakteschen Impakt op de Fonctionnement vun eise Gerichter géif bleiwe respektiv haaptsächlech awer och op d'Léisung vu Sträitfäll, déi sech kënnen am Kader vu Garde vu Kanner a Protektioun vu Kanner stellen.

Wat immens wichteg ass, mengen ech ass, dass et zu enger Léisung hei komm ass, souwuel wat d'Kompetenz vun de Gerichter ueget, wéi och wat d'Recht ugeet, wat am Einzelfall vum Geriicht muss applizéiert ginn, dass dat all Kéiers eigentlech am Sënn vum Kand ass, am Sënn vun deem ass, deen et eigentlech géllt ze schützen, andeem einfach de Kritär erausgeholl ginn ass, dass et am Prinzip eben déi normal Residenz vum Kand ass, déi de Kritär ass, fir festzeleeë wat fir ee Geriicht zoustänneg ass a virun allem och wat fir ee Gesetz dann applicabel ass.

Dat ass vun engem groussen Notzen. Dat ass eigentlech e Plus vun deem, wat mer bis elo vu Regele kann hunn. Dat ass eng Vereinfachung. Et ass méi no un der sozialer Realitéit. An duerfir kann een déi Konvention vun Den Haag eigentlech inhaltlech hei nëmme begrëssen.

Wat och vläicht wichteg ass nach ervirze-sträichen, dat ass, dass et och esou ass, dass et och ëmmer méiglech ass fir déi national Gerichter, an Urgenzfroe sech eng Kompetenz ze huele wann eppes Spezialles virkënt, wou eng provisoiresch Moosnam muss geholl ginn, wou sech also Kanner temporär hei zu Lëtzebuerg ophalen, mä wou et drëm geet schnell ze handeln; zum Beispill bei engem schwéieren Accident, wou ee muss ganz schnell eng Décisioun huele fir d'Kanner hei ze schützen.

Et bleift nach wie vor méiglech, dass an deem Fall d'Lëtzeburger Gerichter kompetent si fir déi dote Froen ze klären, bis dann déi normal zoustänneg Gerichter um Fong kënnen eng Décisioun huelen. Och dat, mengen ech, ass eng Regelung vum Bon sens, déi gutt hei an dëser Konvention dra verankert ass. An duerfir bréngen ech och ganz gären den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Text hei eran.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Da bleift nach als leschten agedroene Riedner den Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll och direkt am Numm vun der ADR der Madame Rapportrice, der Madame Doerner, villmoos Merci soen, well si huet an engem ganz komplizéierten Dossier en exzellente Rapport virbruecht. U sech ass déi Konvention och ganz gutt, well se endlech festhält, datt mer e Geriicht hunn, wat kompetent ass, an dat ass dat vun der Résidence habituelle, vum normale Wunnsätz.

An deem Sënn ass och d'Konvention insgesamt positiv ze bewäerten. Mä zwëschent der Theorie an der Praxis ginn et awer nach Schwierigkeiten. D'Schwierigkeiten leien doranner, datt mir hei zu Lëtzebuerg zum Beispill d'Méiglechkeet hunn iwwer Certificat de résidence ze beweisen, wéi d'Résidence habituelle wor. An anere Länner ginn et keng esou Certificaten an doduerjer ginn et ganz oft Konflikter, well à domicile inconnu ugesicht ginn ass an op eng Kéier zwee Gerichter sech kompetent erkläert hunn a verschidden Décisionen hunn. Dat féiert dann heiansdo zu gerichtlechen Incidenten, déi sech eben iwwer Joren erstrecken.

Dofir géif ech wierklech d'Regierung bidden, fir mat deenen anere Länner am Kader vun der Applikatioun vun dëser Konvention ze kucken a sécherstellen, datt déi Aart a Weis wéi d'Résidence habituelle an deenen eenzelne Länner festgestallt gëtt, datt een do kloer Regeln huet, déi iwwerall bekannt sinn, well soss riskéiere mer trotz enger positiver Konvention awer nach an etlech Schwierigkeiten ze kommen.

Dat gesot, wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Projet ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass eigentlech een, deen technesch ausgesäit, deen awer ganz wichteg ass fir Lëtzebuerg. Mir sinn e klengt Land, wou mer ganz vill international a grenzüberschreitend Familljeverhältnisse hunn. A just mir sinn oft déi, déi drënner leiden, dass een net weess: Wat fir ee Geriicht ass zoustänneg a wat fir ee Gesetz ass dann op deem zoustänneg Geriicht applicabel?

Dat heescht, mir sinn ee Land, wat mat am meeschten Intérêt huet, dass mer kloer Décisionen huelen. Den Här Henckes huet de Kärpunkt opgeruff: Wat ass d'Résidence habituelle? Ech mengen, doduerch dass mer elo déi Konvention hei ratifizéieren a mer dann och Autoritéite festleeën, déi zoustänneg si fir ze exekutéieren, wat bei eis de Parquet général ass, kënnen mer do ganz villes méi einfach maachen.

Wat och wichteg ass - ech weess net wéi vill Länner et och maachen, well et ass eng Fakultéit -, mir soen, dass mir d'Primauté du droit européien unerkennen. Dat heescht, wann en Uerteel ass, dass mer et exekutéieren. Mir müssen och dohinner kommen. An dat ass, mengen ech, e wesentleche Punkt. Ech ginn net an den Detail an, well, wéi schon d'Virriidner dat hei gesot hunn, d'Madame Doerner dat wéi üblech esou perfekt am Detail gemaach huet, dass et schwierig ass nach eppes derbäizefügen.

Ech wëll awer just soen, dass et wichteg ass, dass mer an Europa nach weider ginn. A mir hu mam Lissaboner Vertrag d'Méiglechkeeten, fir elo effektiv europäesch Zivilrecht europäesch méi séier weiderzedreiwe wéi iwwer d'Konventionen, wéi fréier. Hei ass eng al Konvention - ech kommen nach eng Kéier op d'Délaien zrëck, well den Här Bettel se opgeworf huet -, déi schon iwwer zéng Joer al ass, wou dann eng Kéier gesot ginn ass virun zwee Joer - praktesch genee virun zwee Joer, nämlech de 6. Juni 2008 -, jiddweree soll se elo ratifizéieren.

An Zukunft kënnen mer dat vill méi einfach iwwer europäesch Recht maachen. Ech wäert muer de Moien als Justizminister um Kierchbiereg um Conseil JAI sinn, wou mer zwou wichteg Propositionen hunn, déi mer wëlle weiderdreiwen. Dat Eent ass d'europäesch Successionsrecht, wat och fir ganz vill Leit wichteg ass, an dat anert ass Rome III, wéi dat heescht; mä dat ass erëm eng Kéier en Ausdrock fir d'Rechtswissenschaften.

Rome III, ëm wat geet et do? Et geet drëm, fir d'Scheidungen international unzeerkennen an ze regele virun allem. Dat sinn alles Punkten... Well zum Beispill bei de Scheedungen hu mer elo dat, wat een nennt den „forum shopping“, wou ee sech dann de Riichter an d'Gesetz eraussiche geet, deen een arrangéiert. An da kënnen herno onméiglech Situatiounen derbäi entstoën.

An dofir ass et wichteg, dass mer och do no vir ginn. A just fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen oder schaffen, ass et wichteg, dass mer an deem ganze Familljerecht no vir kommen. An dat ass awer och eng Konsequenz vum neie Lissabon-Vertrag. Ech wëll dat soen, well elo gëtt gesot: De Lissabon-Vertrag bréngt net vill Neies.

Just am Justizraum bréngt de Lissabon-Vertrag vill Neies, well mir kënnen mat anere Majoritéiten, mat anere Virgoensweisen, wéi zum Beispill, wat d'Scheidungen ubelaangt... Dat ass eng Coopération renforcée. Do fänke mer elo mol... Mir hunn zu zéng Länner ugefaangen. Mir si méttlerweil schon zu 13, déi dann do kucke wierklech eppes Uerdentlechtes ze maachen. Et ass wéi bei Schengen, mir si Virreider. Duerno kommen der no.

Ech mengen, dass et fir d'Leit dobauss wichteg ass, dass do villes aus dem Feld geraumt gëtt, wou ee kann tëschent d'Rieder kommen. Also, wann ee Familljeproblemer huet, huet ee scho genuch Misär mat de Familljeproblemer. Wann een dann och nach iwwerall gerichtlech Problemer huet an deene verschiddenste Länner, da kann ee gären do ënnergoen. An dofir si mir mat eent vun deene Länner déi am éischte sinn.

Ech muss och soen, dass ech och ganz frou sinn, dass eben och d'Lëtzeburger Kommissäin, d'Viviane Reding, dat als ee vu sengen Hauptpunkte gesot huet. Fir einfach ze soen: Mir hunn esou vill transfrontaliär Familljeverhältnisse. Et ass net all Familljeverhältnis, dat transfrontaliär ass, wat e Problem huet. Mir hunn esou vill transfrontaliär Familljeverhältnisse an Europa, dass mer einfach do musse kucken, dem Bierger e Rechtsraum an Europa ze ginn.

Elo wëll ech soen, dat heiten ass ee klengt Element, a mir wäerte versichen an deenen nächste Joren esou vill méiglech Elementer ronderëm ze maachen. Ech mengen, dat ass besonnesch fir eis zu Lëtzebuerg ganz wichteg. Also, wéi gesot, mir wäerten dann och d'Geleeënheet kréien, och an der zoustänneger Kommission iwwer déi nei Successionsregelung an iwwer déi nei Scheedungsregelung an Europa ze diskutéieren.

Den Här Bettel huet d'Fro vun den Délaien opgeworf. Et ass richtig, hei ass eng Konvention vun '96, déi also scho méi wéi zéng Joer al ass. De 6. Juni 2008 ass gesot ginn, ratifizéiert an deenen nächsten zwee Joer. Dat heescht virum 5. Juni, haut si mer den 3., de 5. ass de Samschden. De Projet ass awer, wëll ech, Här Bettel, soen, den 10. Juni 2009 deponéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 4. Mee 2010 gemaach an dann den 19. Mee 2010 huet Är Rapportrice de Projet virgestallt.

Dir hutt Recht, dass mer solle kucken, net méi um leschte Stéppel eppes ze maachen. Ech wëll awer dofir Är Kommissioun, an awer och d'Chamber, mä virun allem d'Kommissioun drop opmierksam maachen, dass mer eis da vun där nächster Sessiou u wahrscheinlech aner Aarbeetsmethode musse ginn. Mir sinn amgang am Justizministère, esou soen ech, an der Fauschtregel zwee Projets de loi pro Mount ze deponéieren. De Statsrot huet der nach ganz vill do leien. Mir hunn der awer elo scho méi aviséiert vum Statsrot, wéi mer et elo nach fäerdeg bréinge bis zum Enn vun dëser Sessiou duerchediskutéieren an der Commission juridique.

Ech si ganz d'accord mam Här Bettel a mir wäerte wierklech am Ministère kucken, fir besonnesch all déi europäesch Saachen esou séier wéi méiglech ze deponéieren. Mä ech mengen, da musse mer, net nëmmen de Statsrot, mat deem mer awer schon diskutéiert hunn, geschriwwen hunn, mä och mat der Chamberkommissioun vläicht wierklech kucken, fir vläicht all Woch op d'mannst eemol, wann net méi oft zesummenzekommen, well mir hunn nach méi Uleies am Tube, wat mer kéinten an der Commission juridique vu Projete finaliséieren, wéi nach aussteet. A wat aussteet, regelméissig kommen do Projeten derbäi. Also mir si wierklech dat amgang ze maachen, wat den Här Bettel gär hätt, nämlech d'Tiräng eidel ze maachen an ze deponéieren.

(Interruption)

Dofir, ech iwwerhuele gären d'Verantwortung, déi den Här Bettel mer ginn huet. Mä et ass eng gedeelte Verantwortung mam Statsrot a mat der Chamber.

(Interruption)

An ech mengen, mir kéinten do relativ vill zesumme maachen.

► **Une voix.**- Här Schiltz, haalt lech do eraus!

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, frot Dir nach d'Wuert hei zu...

(Interruption)

Maja, da stellt Dir Är Fro, Här Kartheiser.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech erlaben alles, Här President!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Ech huelen zur Kenntnis, datt den Här Biltgen wëll um europäesche Wee do virgoen, och am Zivilrecht. Dat huet sécher seng Virdeeler. Et huet och seng Geforen. Ech wollt den Här Biltgen... Den Här Biltgen ass sech dära jo bewosst. Ech mengen, mir kréien duerch d'Unerkennung vun auslänneschen Uerteeler hei Saachen, déi et an eise Rechtsrahmen net gëtt. Mir haten och schon iwwer d'Korruptioun a verschiddene Länner geschwat.

Ech wollt den Här Biltgen froen, wéi eng Schutzmoosnamen hien da gesäit, fir de Lëtzeburger Bierger ze schützen virun auslänneschen Uerteeler, déi eise Rechtsnormen hei am Land net entsprechen.

Villmoos Merci.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Den Här Kartheiser werft eng Fro op oder e gëtt e bëssen déi falsch Äntwert zu der richteger Fro. Déi richteger Fro ass effektiv, mir musse Rechtssécherheet hunn. Wa mer gären den europäesche Rechtsraum hätte, brauche mer Rechtssécherheet.

Den Här Kartheiser, hien hëlt nëmmen een Element awer hei ervir. E seet, d'Unerkennung vun auslänneschen Uerteeler. Dat ass dat eent. Dat anert ass, dass mer europäesch gemeinsam Rechtsnorme brauchen. An dat ass dat, wat mer elo amgang sinn ze maachen, dass mer nämlech zum Beispill iwwer dat, wat mir Fachjuristen do Rome III nennen, nämlech Divorcerecht, dass mer nämlech an där dote Gesetzgebung net soen, elo gëtt en Uerteel einfach unerkannt, mä einfach soen, wou ass de Rattachement. Wou kanns de effektiv, a wat fir engem Land kann een de Riichter a wat fir ee Gesetz uruffen?

Dat heescht, dat ass eng Diskussioun, déi mer a villen europäesche Staten hunn, déi wëllen net all matmaachen. Dofir si mer nëmmen zu 13. Well mer soen, et geet net eleng drëm fir op europäeschem Plang Uerteeler unzeerkennen, mä kommt, mir setze mol virdu minimal Normen, dass mer effektiv soe bei enger Successioun, bei engem Divorce, wou ass dann de Riichter kompetent.

Well elo kann ee bei den Divorcen - an ech mengen, dat ass de Fall, deen den Här Kartheiser hei uspillt -, elo kann een effektiv do „forum shopping“ maachen. Forum shopping, dat heescht, ech gi mer dee Riichter eraussichen, dee mir am beschte gefält, an dat Land, wat mer am beschte gefält.

An dat kréie mer iwwer deen neien Text eben évitéiert, dass mer do kloer dräschreiwen, wat fir e Land dann an Zukunft zoustänneg ass fir en Divorce no wat fir engem Gesetz ze maachen. An duerch déi Regelung, wou mer wierklech soen, wat fir e Gesetz applicabel ass, dass ee seet, u wie bënnst ee sech, do kritt ee vill méi Rechtssécherheet.

Woubäi dann natierlech ganz kloer ass, dass mer dann eng Diskussioun kréien an Europa: Hale mer eis prinzipiell éischter an déi Plaz, wou ee wunnt, oder un déi Plaz, wou een d'Nationalitéit huet? Et ass evident, dass mer dann an Zukunft, wat awer mengen ech richtig ass, méi no ginn un

dat, wou ee wunnt, wou een effektiv seng Centres d'intérêt huet, wéi seng Nationalitéit, wou ee vläicht iwwerhaupt näischt mat deem Uert a mat deem Land jee ze dinn huet wéi just, dass ee vun deenen zwee Partner - ech kommen drop; d'Fro, mengen ech, huet sech op d'Scheidung bezunn, zréck.

An dat ass eben dat, wat een Element vum Text ass. An ech mengen, esou wéi mer et och ëmmer üblech maachen an der Chamberkommissioun, sinn ech gäre bereet an enger vun deenen nächste Wochen, wa mer Fräiraum hunn um Ordre du jour, lech do de Bericht ze maachen iwwert den État des lieux vun deenen Texter.

De Problem haut ass, Här Kartheiser, et kann een, deemno wat fir eng Nationalitéit een huet, a wann ee vill Nationalitéiten huet, huet een nach vill méi Méiglechkeeten, et geet ee sech iergendwou e Riichter sichen, am plaz dass ee mol bei dee Riichter geet, wou een dann nach vläicht am Nootsten dru wär. An dat, mengen ech, ass wicteg an Europa, dass mer net nëmme soen, mir erkennen Uerteeler un, mä wa mer d'Uerteel unerkennen, brauche mer awer och europäescht Recht à la base wat d'Basis ass.

Am Zivilrecht komme mer do weider. Wou mer méi schwierig weider kommen, dat ass am Stroferecht. Mä och do bräichte mer u sech méi Harmoniséierung vun europäesche Recht. Dat ass e Kampf, dee mer amgang sinn ze maachen, woubäi awer de Lissabonner Vertrag eis méi Méiglechkeete gëtt.

Woufir? Éischtens: Um Drécker ass an Zukunft d'Kommissioun. D'Kommissioun - mir sinn elo an enger kommunautärer Phas -, dat heescht d'Kommissioun ka Propose maachen, konnt se virun net esou einfach maachen. Am Zivilrecht konnt se et maachen, am Stroferecht guer net. Mir kënnen als Kommissioun Propose maachen. Zweetens: Mir hu Majoritéit qualifizéiert. An drëtens: Mir hunn d'Europaparlament dran. Viru ware mer Unanimitéit, an do, wann dann e Land blockéiert huet, si mer net weider komm.

Mir hunn also mam Lissabon-Vertrag d'Méiglechkeet, méi europäescht Zivil- a Stroferecht ze harmoniséieren. An ech mengen, dass et ebe kloer ass, dass ee muss fir d'Éischt d'Inhalter vum Recht harmoniséiert hunn.

Do sinn dann zwou Saachen. Dat eent ass d'Condition de fond an dat anert d'Condition de procédure, déi een da muss hunn - fir op Är Fro zréckzekommen, wat fir eng Garantien hunn d'Bierger.

Besounesch am Stroferecht ass et ganz wicteg, nach méi wéi am Zivilrecht, dass een d'Procédure de fond huet, dass ee sech och ka verteidegen. Mir hunn zum Beispill mar och um Ordre du jour vum JAI-Conseil eng Proposition, iwwert déi mer scho geschwat hunn an Är Kommissioun, nämlech iwwert d'Traduction.

Ech weess, dass an eiser Kommissioun da gesot ginn ass, jo dat gëtt da méi Ausgabe fir eis Gerichter. Dat ass richtig. Op där anerer Säit soen ech lech, wann ee vun lech eng Kéier iergendwou an d'Ausland geréit, an e geréit do virun e Riichter, wou en d'Sprooch net versteet an en huet net d'Recht op en Affekot oder op en Interpret, deen him erkläert oder deen em d'Text iwwersetzt, da gesäit e ganz domm aus. An eist Ausland ass méi grouss wéi deene meeschten anere Länner hiert Ausland.

Dofir, mir riskéiere méi oft virun auslännesch Gerichter ze komme wéi anerer riskéiere viru Lëtzeburger Gerichter ze kommen. Dofir hu mer och all Intérêt wierelech d'Condition de fond, d'Condition de procédure an Europa esou ze harmoniséieren, dass mer e Rechtsraum hunn, wou jiddwereen uerdentlech minimal Protektioun huet a wou jiddwereen och eng gewësse Rechtssécherheet huet.

► **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Ech ginn dervun aus, dass domat dem Här Kartheiser seng Fro beäntwert ass. Domader wäre mer um Enn vun der Diskussioun

iwwert dese Projet a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Dann ass dat esou decidéiert.

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut, nämlech de Projet de loi 6122 iwwert d'Produits biocides. Do ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Berger, den Här Huss an den Här Colombero. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Très bien!

### **8. 6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides**

#### **Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci fir d'Wuert. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer elo diskutieren an dann och herno hoffentlech wäerte stëmmen, ass eng Émänerung vum Gesetz vum 24. Dezember 2002 iwwert d'Biocides. Deemoos ass mat deem Gesetz eng EU-Direktiv émgasat ginn an och haut setze mer mat deem Projet de loi eng Direktiv em, an zwar déi vum 16. September 2009.

ler ech lech erklären, wat den Inhalt vum Projet de loi ass, mengen ech, dass et fir d'Versteedemach vum der Matière awer mol wicteg wär unzefänken ze erläutere, wat iwwerhaupt e Biocide ass.

Et mierkt een, dass d'Wuert „Bio“, also Liewen, an der Expressioun Biocide virkënn. De Wuertdeel „cide“ kënn aus dem laténgeschen „cidere“, wat esou vill bedeit wéi doutmaachen.

E Biocide ass also eng aktiv Substanz, oder e Produit aus enger Mëschung vun e puer aktive Substanzen, déi eng Wirkung op e liewegen Organismus hunn. D'Wirkung besteet dann doranner, dass deen Organismus zerstéiert gëtt, oder d'Auswirkung vun deem Organismus op aner Substanzen oder Produiten, déi solle protégéiert ginn, neutraliséiert oder verhënnert gëtt.

D'Pestiziden, dat sinn dann och eng Form vu Biociden, déi haaptsächlech an der Landwirtschaft agesat ginn, an awer net vun där Direktiv betraff waren, well se deemoos schonn an enger spezieller Réglementatioun ënnerworf waren.

Biociden, där gëtt et der an der Alimentatioun, fir ze konservéieren oder och fir Schädlinge fernzehalen. Si ginn awer och gebraucht fir ze botzen oder ze desinfizéieren, dëst am private Gebrauch, mä awer och an der Industrie. Si kënnen och benotzt gi fir Material oder Produitë resistent géint Auswierkung vu sougenannte Schädlingen ze maachen.

Am Viséier vun de Biocidë sinn da Viren, Bakterien a Pilzer vun allen Zorten, awer och méi grouss Organisme wéi zum Beispill Algen, Insekten, a souguer Mais a Rate kënnen viséiert ginn. Dëst fir ze verhënnere, dass all dës Organismen oder Schädlingen iwwerhandhuelen an d'Gesondheet vu Mënsch an Déier a Geforkéinte bréngen. Biocidë si villsäiteg asetzbar, an et gëtt der op d'mannst gradesou vill, wéi et Organisme gëtt, déi en negativen Afloss ausüben.

Et gëtt natierlech Biociden, also Substanzen, déi et och an der Natur gëtt. Et gëtt awer och chemesch Biociden, déi vun der Industrie also extra hiergestallt ginn.

Dës Erklärungen, léif Kolleeginnen a Kollegen, si sécherlech ëmmer nach zimlech abstrakt, a fir dass Der lech eppes méi Konkretes ënner engem Biocide kënn virstellen, wéll ech lech elo e puer Beispiller ginn. Ech fänken u mat Botzmittel, déi jiddwereen doheem a sengem Stot huet a praktesch dann och all Dag asetzt. An och all Desinfizierungsmittel besteet op d'mannst aus enger biozider Substanz.

De bekannteste Produit an deem Beräich ass den Eau de javel. Dee gëtt et iwwerengs schonn zënter 1789 an deen ass och aus deene meeschten Haushalter haut guer net méi ewechzedenken. E mécht propper, en desinfizéiert, e bleecht an en hält de Gestank. Mä déi wéinegst vun lech wësse sécherlech, dass wat se Javel doheem benotzen, se dann eigentlech e Biocide asetzen, eng Substanz, déi dann eben duerch d'Gesetz vum 2002 e reglementaresche Kader kritt huet.

Biociden, déi sinn awer och an Holzschutzmitteln dran, déi een hält fir doheem zum Beispill Gaardemiwwelen aus Holz resistent ze maache géint d'Wieder, oder besser géint déi Organismen, déi d'Holz, wann et fiicht ass, ugräifen an zerstieren.

E Biocide, deen ass och dacks am Lack oder an der Faarf dran, déi Der huelt fir unzesträichen, an natierlech och am Insektespray oder an der Crème géint d'Moustiquen, wourobber een am Summer gären zréckgräift. Do sinn iwwerall Biociden dran.

Här President, wann een eng Substanz asetzt, déi géint liewege Organisme virgeet, kann déiselwech Substanz gläichzäiteg natierlech och en negativen Effekt op de Mënsch selwer hunn oder op d'Déieren an d'Émwelt. Dofir soll ee bei engem Asaz vu Biociden eng iwwerdriwwen héich Dosis natierlech vermeiden. Bei engem Biocide, wou déi negativ Séquenzen net méi vertrietbar sinn, oder wou eng besser, méi sécher an eng méi gesond Alternativ besteet, soll een dës benotzen an de schiedleche Produit vum Maart huelen.

Dëst ass d'Objektiv vun der Direktiv gewiescht, op där eist Gesetz fousst. An dëst Gesetz vum 2002 gesäit dofir am Artikel 19 vir, dass all aktiv Substanz vun engem biozide Produit an all Produkt, wat esou eng Substanz enthält a virum 14. Mee 2000 um Lëtzeburger Marché war, weiderhin um Marché d'äerf bliwen, bis eng Décisioun geholl gouf, ob et, jo oder neen, op d'Annex vun der Direktiv vun 1998 ageschriwwen gëtt. Dëst sollt eigentlech e Régime transitoire fir zéng Joer sinn, an déi zéng Joer, déi sinn dunn de 14. Mee dëst Joer ofgelaf, ouni dass allerdéngs dës zéng Joer duergaange si fir all déi aktiv Substanzen, déi bestinn, ze ënnersichen.

Déi nei Direktiv gesäit dofir elo nach eemol weider véier Joer vir, mä gëtt sech elo awer schonn d'Méiglechkeet, wann an zwee Joer ze gesinn ass, dass et nach net duergeet, dës Période transitoire op sechs Joer auszudehnen. An dat ass dann een Aspekt,

dee mir mam Projet de loi vun haut sollen an nationalt Recht ëmsetzen.

De Statsrot, dee säin Avis de 4. Mee dëst Joer ofginn huet, weist dann och nach eemol dorop hin, dass e sech schonn méi dacks géint e fixen Datum ausgeschwat huet, wat transitoire Dispositionen a Gesetzestext ubelaangt, wann de Risque do ass, dass d'Period via Bréssel weider verlängert gëtt. Dëst fir e Vide juridique fir eng gewësse Period eben an eise nationale Recht ze verhënnere.

De Conseil d'État, dee proposéiert dofir, dass mer keng nei Échéance festhalen. D'Iwwergangsbestimmungen bliwen en vigueur, bis kloer ass, dass a wéini d'Iwwergangsperiod eriwwe ass. An dee Moment muss dann d'Gesetz nach eemol definitiv ofgeännert ginn. Par contre soll den Datum vun der Prise d'effet vum ofgeännerte Gesetz op de 14. Mee 2010 festgeluecht ginn. Do also, wou déi al Iwwergangsperiod ofgelaf ass.

Mir müssen des Weideren e puer aner Modifikatiounen am Artikel 19 maachen, déi och mat den Dispositions transitoires zesammenhängen an dës da méi prezis maachen.

Et bleift och nach festzehalen, dass de Statsrot eng Opposition formelle ugekënnegt hat, falls mer géifen un engem nei proposéierten Alinea 4 festhalen. Dësen Abschnitt sollt eigentlech eng Zort Sécherheet duerstellen, andeems de Minister vun der Gesondheet d'Recht kritt hätt, konform zu enger Mesure communautaire natierlech, déi fixéiert Délaien an den Abschnitter 1, 2 an 3 ze abrogieren.

De Statsrot huet awer, an dat mat Recht, dorop higewisen, dass dat géint d'Verfassung wär, an natierlech huet d'Santéskommissioun dat genaousou gesinn an huet dësen Text gestrach.

Weider si sech an der Kommissioun awer och nach Gedanke gemaach ginn, awéiwäit een de Public, also och eis alleguerten, déi am Alldag mat Biociden ze dinn hunn, wéi een dee kéint adequat informéieren. Ech ginn elo net op all Detail a vun eisen Diskussiounen, well Dir kënn se alleguerten a mengem schrëftleche Rapport liesen, erëmfannen.

#### **(Interruption)**

Zweetens awer och, well ech weess, dass nach Eenzelner vu menge Kommissiounsmemberen aus der Santéskommissioun duerno och nach d'Wuert wäerten ergräifen a sécherlech nach op deen een oder deen anere Punkt méi prezis wäerten agoen.

► **Une voix.** - Très bien!

#### **(Interruption)**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Ech wéilt awer nach dorop opmierksam maachen, dass d'Lëscht vun den aktive Substanzen, déi schonn an den Annexe vun der Direktiv '98/8 ageschriwwen sinn, och um Internetsite vun der Europäescher Kommissioun erëmfannen ass, falls de Besoin besteet no méi Detailer.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, an der Réunioun vum 6. Mee dëst Joer hu mer an der Santéskommissioun, wéi gesot, eis intensiv mat dem Projet de loi an och dem Statsrot sengem Avis auserreegesat. Vu dass ech an darselwechter Réunioun och zur Rapportrice ernannt gouf, hunn ech elo probéiert, duerch mäi mëndleche Compte rendu lech eis Aarbechte méi no ze bréngen.

Ech ginn dann och direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Projet de loi an ech soen lech alleguerte Merci fir Är Gedold an Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Dall'Agnol fir hire Rapport. Als éischt Riedesch ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

#### **Discussion générale**

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Dall'Agnol huet an hirem ganz plastesche mëndlechen an och exhaustive schrëftleche Rapport exzellent erkläert, em wat et hei geet. Mir soen hir och dofir Merci.

Mir änneren d'Gesetz vum 24. Dezember 2002 iwwert d'biozid Produiten, geméiss der europäescher Direktiv vum 2009, N°107. D'Produiten an déi aktiv Substanzen, déi an de Produiten dra sinn an déi hei bei ons um Maart sinn, kréien eng Verlängerung vun hirer Gaalfrist, fir op d'Annex vun enger europäescher Lëscht opgeholl ze ginn, déi zwar sollt bis de 14. Mee dëst Joer fäerdeg sinn, mä dat awer net ass. Déi nei Deadline ass elo am Mee 2014, mat der Méiglechkeet, fir et nach eemol ëm zwee Joer ze verréckelen.

D'Madame Dall'Agnol huet erkläert, wéi mer an der Kommissioun op den Avis vun Statsrot reagéiert hunn a wéi mer probéiert hunn, déi Problemer vun deenen diversen Délaien ze léisen. Et ass normal, dass d'Kommissioun net fäerdeg ass mat hirer Aarbecht, well déi Tâche, déi se sech do ginn huet, déi ass enorm. Dat ass eng richteg Sisyphe-Aarbecht.

D'Madame Dall'Agnol huet scho gesot, vu wat mer schwätzen: chemesch a biologesch Substanzen an enger grousser Quantitéit, vun A wéi Acrolein bis W wéi Warfarin, déi mir zu engem groussen Deel am deegleche Gebrauch hunn. Desinfektionsmëttel, Konservierungsmëttel fir lesswueren, Holz, Frigoen, Waasserleitungen, Mëttel géint Schleecken, Raten, Fléi, Lais a Moustiquen.

### (Interruptions)

Aus dëser kuerzer Opzielung ass kloer ze gesinn, dass mer dës Produiten zum Deel batter néideg brauchen.

### (Interruption et hilarité)

Mir och, mir brauche se och, Här Bettel.

Gradesou kloer ass et, dass dës Produiten, am Idealfall ier se op de Maart kommen, mussen op hir Verträglechkeet kënnen ënnersicht ginn. De Konsument muss sech kënnen sécher sinn, dass hie se ka benotzen, ouni sech selwer ze schueden, mä awer och der Ëmwelt.

Dat ass guer net esou evident. Als ofschreckend Beispill wéilt ech den DDT nennen, dee mir nach zum Deel als Kanner materielle huet, wann en an de südliche Länner aus de Fligieren op d'Felder gesprézt ginn ass. DDT ass haut verbueden, mä de Marché ass säithier net méi kleng ginn. All Joer kommen nei Substanzen an enger grousser Zuel op de Maart, well d'Chemie-Industrie sech bewusst ass, dass d'Demande derno och nach net méi kleng ass.

Et schéngt och evident, dass mir als klengt Land dës Substanzen onméiglech kënnen selwer op hir Verträglechkeet testen. Gradesou wéi mer och keng eege Prozedur hunn, fir nei Medikamenter op de Maart ze bréngen, mä d'Produiten aus den Nopeschlänner iwwerhuelen. Dofir hu mer der och esou vill. Mä dat ass eng ganz aner Diskussioun.

Dat hei ass ganz sécher en Domän, deen op den europäesche Plang gehéiert. Mir mussen hei Regeln op europäeschem Niveau hunn, un déi mer ons kënnen halen an op déi mer ons kënnen verlossen. Wann de Client eppes am Supermarché keeft, da muss e wëssen, dass en domat ka seng Wäsch maachen a seng Kiche botzen, ouni iergendwellech Gesondheetsschied derwendendroen.

D'Limité souwuel vum Gesetz wéi och vun der europäescher Direktiv leien awer kloer op der Hand. Well de Problem, wat d'Toxicitéit ubelaangt, vun alle Produiten, net nëmme vun deene biozide Produiten, läit, grad wéi bei de Medikamenter och, um Plang vun der Dosis, an do soen natierlech d'Gesetz an och d'Direktiv näischt derzou.

Ech géif dat gären illustréieren. Mir musse dem Verbraucher bäibréngen, dass seng Toilette net brauch desinfizéiert ze ginn, well e jo net dervunner ësst oder doraus dréckt, an dass e Glas oder eng Taass och propper ass, wann een et mat Seef a waarmem Waasser wäscht. An dass een, wann een ufänkt mat Mécken- a Moustiquésprayer ronderëm ze spréizen, sech, seng Kanner an och d'Ëmwelt enger Belaaschtung aussetzt, déi net a Proportiou ass mat deem, wat engem passéiert, wann een eng Kéier vun esou enger Méck oder enger Moustique gepickt gëtt. Dofir musse Informatiounscampagnen, déi dat u Mann a Fra solle bréngen, onbedéngt weidergefouert ginn.

Wa mer dann un den Asaz an der Landwirtschaft an an der Industrie denken, da leie mer nach op enger ganz anerer Dosis, déi natierlech och net einfach ze kontrolléieren ass.

Mir sinn dofir als CSV-Fraktioun der Meinung, dass mer haut net hei si fir iwwer eenzeler vun de Produiten ze diskutéieren, mä villméi iwwert de Grondsaz, dass et fir e klengt Land wéi onst ni wäert méiglech sinn, eng eegen Autorisationsprozedur duerchzezéien, an dass mer eng gewësse Sécherheet nëmme kënnen dann erreechen, wa mer den europäesche Wee matginn.

Et gëtt awer, ausser d'Bedenken ëm d'Substanze selwer, och nach eng aner Rei Bedenken. Et bestinn, an de Produzentelänner zum Beispill, Ängschten, dass am Zesummenhang mat deenen Zommen, déi an Zukunft mussen opbruecht ginn, fir eng nei Substanz oder en neie Produit op de Maart ze bréngen, hir Chemie-Industrie net méi konkurrenzfähig wier. Et wäert ongeféier 165.000 Euro kaschten, fir eng nei Substanz op de Maart ze bréngen, 85.000 Euro fir eng nei Uwendung vun der Substanz an iwwer 30.000 Euro fir en neie Produit. Ouni mat anzerechnen, wat deen Dossier scho kascht, bis et zu enger Demande d'autorisation kënn.

Dat hunn ons Kolleegen an der franséischer Chamber diskutéiert. Mir hunn et do e bësse méi einfach, well mir keng eege Chemie-Industrie hunn. Mä d'CSV-Fraktioun ass awer der Meinung, dass de Präis muss dann a Kaf geholl ginn, wann et ëm eng gewësse Sécherheet fir de Konsument geet.

D'Fransouse ginn och ze bedenken, dass bei der Exklusivitéit vun de Produiten et sech haaptsächlech awer op sanitär Kritäre baséiert gëtt, an net genuch op Ëmweltkriterien. Dëst Argument sollt een och an der zukünftiger Entwécklung vun dese Lëschte kënnen am A behalen an et soll hinnen an Zukunft Rechnung gedroe ginn.

Positiv ass ze bemierken, ass ervirzehiewen, dass, wann eng Substanz an Europa verbueden ass, dat net nëmme gëllt fir d'europäesch Produiten, mä et kënnen och keng Produité méi importéiert ginn, déi mat deenen hei verbuedene Substanze behandelt sinn. Allgemeng gëtt also den Ëmgank domadder méi homogen a méi transparent.

Dofir wäert et lech net wonneren, wann ech géif ofschléissend soen, dass mir als CSV-Fraktioun dese Projet wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen.

### (Interruption)

Den Här Berger schéngt net do ze sinn.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, den Här Berger huet leider misse fortgoen. Mä den Här Berger huet mer awer d'Mandat ginn, fir der Madame Dall'Agnol ze félicitéieren fir hire Rapport. Ech mengen, et wor esou komplett, dass och den Här Huss duerno net misst elo onbedéngt nach iwwer eng Véirelstonn erausgoen.

### (Hilarité générale)

► **M. le Président.** - Här Huss, den Här Bettel huet gemengt, mä ech mengen, en huet sech géiert. Dir hutt nach munches ze soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hunn emol probéiert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Här President, ech...

► **M. le Président.** - Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Ech sinn och Ärer Meinung. Ech sinn och Ärer Meinung, dass den Här Bettel sech géiert huet. Ech wäert dofir awer an den nächsten Zäiten, wa mer hei an der Chamber setzen, net bei all Ried, déi hien ufänkt, soen, dass et am Fong iwwerflësseg wier, wat en da géif soen zu deene Projeten. Dat wäert ech also net maachen.

Ech wollt dofir awer zrëckkommen op d'Madame Mergen, déi hei zu deem Projet de loi eng ganz Rei vu ganz kritesche

Bemierkunge gemaach huet. Ech wollt hir awer soen, well se ee Beispill hei ugeschwat huet, nämlech dat vum DDT, wat verbueden ginn ass, als geféierleche Produit verbueden ginn ass, dass een DDT a Lëtzebuerger Haiser, déi ënnersicht gi sinn hei an deene leschte fénnef, sechs, siwe Joer, esou schätzungsweis 6 bis 8% an deenen Haiser nach ëmmer fënnt, haaptsächlech an den Teppecher. Just dat als kuerz Remarkue.

► **Une voix.** - Och hei am Haus?

### (Hilarité)

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Dann zu menger eegener Interventioun, wou ech am Fong, Här President, e wéineg sauer war, wéi ech en Dënschdeg héieren hunn, dass dat hei just sollt nom Modell 0 fonctionnéieren; dann hätt ee jo guer keng Riedezäit gehat. Ech sinn also frou, dass dat elo net esou ass.

### (Brouhaha)

Well et sech bei deemem Projet hei, ob-schonn et just eng Mini-Revisioun ass vum Lëtzebuerger Gesetz a vun der EU-Direktiv vun 1998, wat also als méi eng reng technesch Revisioun duergestallt gëtt, dass ass awer net esou. Dat ass net just eng reng technesch Revisioun,...

### (Interruption)

...well et bei deem Sujet Biocide-Regelung insgesamt awer trotzdem ëm eppes geet, wat jiddweree vun eis misst interesséieren, nämlech ëm de preventive Schutz vum Mënsch a vu senger Gesondheet, ëm de preventive Schutz vun Ëmwelt an Natur an och vun eiser Gewässer viru just dem Risiko duerch dës Biociden.

Wat si Biociden? D'Madame Dall'Agnol hat och versicht, dat schonn duerzestellen. Ech ginn dann och eng Kéier kuerz op e puer Saache just an. Et sinn also problematesch chemesch, haaptsächlech chemesch Substanzen, déi all Zorte vu biologesch Schädlingen oder Problemer, also zum Beispill schiedlech Insekten wéi Moustiquen oder Lais, mä och zum Beispill Schimmel, Bakterien, désagréabel Gerücher an esou viru sollen eliminéieren. Am Ënnerschied zu de Pestiziden, déi an der Landwirtschaft an am Wäibau agesat ginn, gi Biociden awer an Inneraim, virun allem a Privathaiser, mä och an den öffentleche Gebaier wéi Schoulen oder Crèche, a Gärtnereien oder ronderëm Terrassen agesat.

Déi bekannteste Biocidë si sécherlech Insektiziden, dann awer och Fungizide géint Pilzbefall am Haus an u Miwwelen, Désinfektanten a sougenannten Duftstoffe, fir nëmme déi wichtegst ze nennen. Vill esou Produité sti schonn zënter 20, 30 Joer och hei zulandst fräi verkeeflech an de Rayone vu Supermarchéen, Hobbygeschäfter a Gärtnereien.

Biocidë si méi oder manner géfteg an nëmme schwéier ofbaubar chemesch Substanzen, déi de Mënsch, mä och d'Natur an d'Déieren, virun allem d'Gewässer kënnen schiedegen oder belaaschten, an dofir sinn och déi zoustänneg Ministere fir Gesondheet, Verbraucherschutz an Ëmwelt hei gefuerdert.

Quantitativ ginn an der EU pro Joer ronn 400.000 Tonne Biocidë verkaaft, an d'Resultat dovunner fënnt ee bei Hausstäbsanalysen a ganz villen, wann net an deene meeschten Haiser. A wann een, wéi dat zum Beispill dat däitscht Umweltbundesamt virun zwee, dräi Joer gemaach an duerno och publizéiert hat, dann an den Haiser bei de Leit oder bei de Kanner och nach Blutanalyse mécht, da fënnt ee ganz vill vun dese méi oder manner geféierleche chemesche Substanzen och am Blut, scho bei ganz klengen Kanner.

A wann ee rezent an deene leschten zwee, dräi Joer nei, onofhängeg Analysen an Etüden héiert vun enger ganzer Partie vun Universitëten am Ausland, da sti grad déi Biociden am Kontext vun enger ganzer Partie vu gesondheetleche Problemer vun eise Schoulkanner, deelweis Konzentrationsproblemer, Gediechnisproblemer, Léierschwieregkeeten an och Problemer wéi beispillsweis ADHS. Eng rezent Etüd, nach an „Pediatrics“ publizéiert an den USA, seet, dass déi Kanner, déi ADHS hätten, beispillsweis tëschent zwee- an dräimol esou vill Organophosphater am Blut hu wéi normal Kanner, fir nëmme dat Beispill hei erauszehuelen.

Et gouf an et gëtt an deene verschiddenen europäesche Länner net nëmme all Joer dausende vun Accidenter direkter, akuter Natur duerch falsch an onvorsichteg Utilisatiounen vu Biociden. Tëschent 2003 an 2005 waren et der no offiziellen EU-Chiffere ronn 15.600! Mä d'Donkeltzifferen vu schwéieren Accidenter duerch falsch Uwendungen wäerten nach vill méi héich leien.

Mä wouvunner leider praktesch awer guer net geschwat gëtt, ass awer fir eis dat Wichtigst, dass ass de Risiko an och d'Realitéit vu ville chronesch Intoxicatiounen a schläichende Vergéftungsprozessen, wéi se sech aus de Resultater vun Hausstäbsanalysen oder Blutanalysen ofmiesse loosse. Mir schwätzen hei also net nëmme iwwer reng technesch Froen, ëm d'Fro vun enger Mini-Revisioun vun enger Biocide-Direktiv an engem Biocide-Gesetz vun 2002, mä, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen hei schwätzen iwwer fundamental Froen vun engem preventive Gesondheits- a Verbraucherschutz.

Et ass dofir och eis Pflicht, d'Leit do bause virun de Risiken an de Gefore vu ganz ville Biociden opzeglären. Eng gutt Biocide-Direktiv ass ganz kloer mindestens genauso wichteg, wéi déi rezent Pestizid-Direktiv vun 2009 an der Landwirtschaft, oder d'Direktiv iwwer Reach, wouriwwer mer awer ganz intensiv hei an der Chamber virun zwee, dräi Joer diskutéiert haten. Ganz einfach duerfir, well Biociden an de Privathaiser, a Schoulen, a Crèche ganz direkt op eis als Erwuessener, mä ganz oft och op Kanner awierken.

Gréisser Skandaler mat Biocidë gouf et jo bekanntlech an der Vergaangenheet och schonns genuch, zum Beispill dee berühmten Holzschutzmittel-Skandal mat Pentachlorphenol a Lindan an Däitschland an an anere Länner, an den 80er an 90er Joren, deen zéngtausende vu Leit hir Gesondheet kascht huet. Oder, zum Beispill, nach vill méi rezent, dass ass eréischt een, zwee Joer hier, a Frankräich, Holland an an e puer anere Länner de Skandal mat enger Chemikalie, déi DMF geheescht huet, an déi enthalte war an importéierte chineesche Polstermiwwelen, déi zu ganz graven Hautproblemer a Verätzungen vun de betraffene Leit gefouert huet, déi op deene Fotelle souzen.

Insgesamt méi problematesch bleiwen awer, wéi gesot, déi vill méi zuelräich chronesch, schläichend, liicht Belaaschtungen duerch Biociden an Inneraim, déi awer och ënner anerem elo ënnert dem Stéchwuert „Indoor Pollution“, an zwar ganz staark um Niveau vun der OMS a vun der Direction générale „Santé, Protection des consommateurs“, also der DG SANCO, an och um Niveau vun den Ëmwelt- a Gesondheitsministeren an Europa diskutéiert gëtt.

Woubäi een awer den Androck ëmmer méi kritt, dass, wéi schonn esou oft, déi eng Direction générale net schéngt matzékriegen, wat déi aner Direction générale mécht. Wirtschaftsinterëten a Wirtschaftslobbyismus op där enger Säit, preventive Gesondheits- a Verbraucherschutz op där anerer Säit. Mä dat war jo bekanntlech bei Reach och esou, an et war bei der Pestizid-Direktiv 2009 am Europaparlament och net aneschters.

Dir Dammen an Dir Hären, mer diskutéieren haut beim Projet de loi also eng Mini-Revisioun oder Mini-Adaptatioun vun där EU-Biocide-Direktiv vun '98, an der Gesetzgebung vun 2002. A well d'Rapportrice dozou an hirem Rapport dat Wichtigst gesot huet, a souwiso well et sech nëmme ëm klenger Adaptatiounen dovunner handelt, wéilt ech just nach eng Kéier kuerz op de Geescht an op d'Essenz vun der Direktiv vun 1998 zrëckkommen, wou eng ganz Partie och positiv Absichten doranner enthalte waren, mä wou ech aus Zäitgrënn hei just wéll op zwou Saache kuerz agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi war d'Situatioun virun 1998? Mä virun 1998 ware Biocidë geregelt an deenen eenzelen europäeschen Nationalstaten. Si waren entweder zougelooos oder si ware verbue-

den, jee no Land. An do gouf et gréisser Ënnerscheeder. D'Zuele vun zougeloossene Biociden um Marché hunn, jee no Länner, zum Beispill variéiert tëschent 200 an 300, déi zougelooss waren an engem Land, an zum Beispill iwwer 15.000 an Däitschland! A vun net wéineg vun deenen zougeloossene Biociden an den eenzelnen Nationalstaten huet sech erausgestallt, datt se zum Beispill - wéi ech scho gesot hunn, Pentachlorphenol oder Lindan, oder och Organophosphater a Pyrethroider - toxesch an héich problematesch waren.

Aus all dese Grënn sollt et dunn endlech mat der EU-Direktiv vun '98 zu enger Harmoniséierung vun der Biocide-Zouloossung vun neie Substanzen um EU-Bannekaart kommen. A gläichzäiteg sollten duerno, an engem zéngjähregen Aarbechtsprogramm vun den Agencé vun den Nationalstaten, all déi schonn existéierend Biociden op hir Risiko fir Mënsch, Déieren an Ëmwelt analyséiert ginn.

Well awer déi meeschten Nationalstaten, ausser Schweden, dat entweder guer net oder nëmmen ongenügend, oder héchstens an Usätz gemaach haten, stoung dunn d'Kommissioun virun een, zwee Joer do mat ganz klengen an total onkomplette Lëschten, Annexe genannt, an d'Kommissioun huet dunn esou reagéiert fir ze soen, mä da muss mer kucke fir bis 2014 elo iwwert dës Mini-Revisioun dann nach Zäit ze gewinnen, fir da bis 2014 an eng Situatioun ze kommen, wou da méi vun deene Substanzen evaluéiert wieren, fir se kënnen zouzeloossen oder eben net.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären - dat ass hei nach guer net gesot ginn -, während mir also haut hei iwwert dese Projet de loi schwätzen, geschitt haut, um Dag vun haut genau datselwecht am Europaparlament, an zwar an der Environnementskommissioun vum Europaparlament. Do si se amgaang haut ze diskutéieren iwwer eng nei EU-Biocide-Direktiv, déi d'Kommissioun d'lescht Joer virgeluecht huet an déi zënter sechs Méint diskutéiert gëtt an déi haut an der Environnementskommissioun diskutéiert gëtt, mat ronn 500 Amendementer, déi do virleien, fir dee virleien Entworf vun der Kommissioun entweder ze verbesseren oder en ze verwässeren.

Et ass d'Situatioun wéi et hei ass, dat heescht, mir diskutéieren hei iwwer eppes, wou schonn op deem aneren Niveau, an Europa, amgaang ass iwwer eppes anescht, iwwer eppes Neies diskutéiert ze ginn. Ech wäert zum Schluss vu menger Interventioun nach eng Kéier op déi Situatioun am Europaparlament zréckkommen an och do eng Motioun virleien, déi deen neie Prozess vun deem, wat dat am Europaparlament ugeet... An där Motioun wäert ech déi wichtegst Inhalter dovunner a Kritiken dorunner festhalen.

Mä, wa mer eis awer e wéineg seriö huelen hei an dëser Chamber, da muss ee vläicht awer hei an dësem Kontext och soen, datt mer heiansdo ganz feierlech iwwert de Subsidiaritätsprinzip schwätzen, deen also déi national Parlämenter misst an den Développement vun esou Direktiven, an d'Diskussiounen vun esou Direktive mat abannen. Hei gesinn ech, datt ech dat elo hei erzielen, datt do eppes Neies amgaang ass sech ze entwéckelen, dat soll nächste Mount, am Juni, definitiv am Europaparlament nei ofgestëmmt ginn. Mir hunn awer hei emol nach net driwwer diskutéiert.

Awer, Dir Dammen an Dir Hären, no deene groussen Theorien e puer praktesch Beispiller vläicht iwwer just e puer vun deene Biociden, déi och op der Annex 1 vun deenen no 1998 EU-wäit zougeloossene Stoffen - déi dorüber figuréieren - an déi mer a Lëtzebuerg Haiser bei Analysen, déi tëschent 2004 an 2007 gemaach gi sinn, och erëmfannen. An net nëmmen an Haiser, mä och an öffentleche Gebaier, heiansdo a Schoulen an heiansdo a Crèche. Et si virun allem chemesch Substanzen wéi Pentachlorphenol, Metoxichlor, Diclofluanid a virun allem Permethrin an Teppecher, Miwwelen an esou virun.

Permethrin, zum Beispill, a ronn 33% vun den analyséierten Haiser. An där Zäit sinn et der bestëmmt 1.500 gewiescht, déi an deenen dräi Joer do ënnersicht gi sinn. Pentachlorphenol nach ëmmer an 10 bis 11% vun deenen Haiser, an esou virun. A fir just kuerz op déi méiglech neurotoesch an immunotoesch Risiko vun esou Substanzen hinzewisen, wéilt ech aus enger gängiger toxikologescher Fachbroschür just e puer Belaaschtungen zitieren, an e puer Symptomer zitieren, déi duerch esou Substanzen kënnen kommen.

Ech zitieren dat op Däitsch aus enger däitscher Broschür: „Rasche Ermüdbarkeit, Schwächegefühle, verminderte Konzentrationsfähigkeit, Gedächtnisprobleme, Kopfschmerzen, Magen-Darm-Schmerzen, Infekthäufungen, Nebenhöhleninfektionen, Schleimhautreizungen, depressive Verstimmung, Ängste, Schlafstörungen“. An ech kéint virufueren, et sinn der nämlech nach eng ganz Rei.

Oft ass et jo esou hei am Land, net nëmmen hei am Land, mä och am Ausland, wou Hausanalyse gemaach ginn, datt dat jo geschitt op Wonsch vun Dokteren, déi dann esou Analysen ufroen, fir eben eppes iwwer méiglech Ursache vun de Symptomen vun hire Patienten, ob Erwuessener oder krank Kanner, erauszefannen.

Dir Dammen an Dir Hären, vun deenen honnerten oder dausende Biociden, déi an den europäesche Länner um Marché a Produiten oder och a Sprayen enthalen sinn, wéilt ech just elo déi zwee erausgräifen, déi am heefegsten a Lëtzebuerg Wunnengen oder öffentleche Gebaier enthalen sinn, zum Beispill also de Pentachlorphenol. Do muss ee wëssen - dat ass eng ganz cocasse Situatioun -, de Pentachlorphenol ass an der Landwirtschaft als Pestizid verbueden. An der Biocide-Richtlinn vun 1998 gëtt en, ech zitieren: „nicht erfasst“, dat heescht, en ass net verbueden, dat heescht, datt dann déi national Regulunge gëllen.

Nom Holzschutzmittel-Skandal gouf dee Stoff Pentachlorphenol an Däitschland, an ufanks vun den 90er Joren och hei zu Lëtzebuerg an an e puer anere Länner, verbueden. En ass hei verbueden. Trotzdem fanne mer dës héichgefäierlech Substanz, wéi scho gesot, a ronn 10 bis 11% vun den analyséierten Haiser erëm, well leider zum Beispill verschidde méi südeuropäesch Länner Schief oder Lieder-Canapéen domadder weider dierfen traitéieren, an dann och heihinner exportéieren, esou datt mer se dann awer erëm eng Kéier hei an eisen Haiser erëmfannen. Schief a Lieder-Canapéé beispillsweis, datt déi mat Pentachlorphenol nach ëmmer traitéiert sinn.

Nach méi e groussen Duercherneen a méi cocasse ass d'Situatioun mam Permethrin. Permethrin, deen noweisbar persistent an neurotoesch ass, an dee mer a villen Haiser, mä zum Beispill och, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Teppech hei vun der Chamber erëmfannen.

### (Hilarité)

An do ass d'Situatioun elo ganz cocasse. Wéi deen Teppech viru ronn zéng Joer - War et esou, virun zéng Joer ongefäier? - geluecht ginn ass, do war Permethrin offiziell net verbueden. Et war awer viru scho gewarnt ginn. Ier e geluecht ginn ass, war awer hei an deem Haus gewarnt gi virun deem Permethrin. Nach läit den Tapis do, mä e gëllt an der bestehender Biocide-Richtlinn vun 2008 an hiren Annexen, ech zitieren: „ab dem 22.8.2008 nicht aufgenommen“. Dat heescht, am Prinzip net méi zougelooss! Ab dem 22.8.2008 hätt also, där europäescher Biocide-Richtlinn no, keen Tapis mat Permethrin-Behandlung hei méi dierfe geluecht ginn.

Net nëmmen net zougelooss méi, mä et ass net nëmmen e Problem vun deem Teppech, well wann Der elo erausgitt an Dir gitt elo an eng Gärtnerie oder Dir gitt an de fräien Handel dohinner, an eng ganz Rëtsch vu Geschäfte, da kënn Der do nach ëmmer Pyrethroid-Produkte a Spraye kafen, an deenen awer Permethrin dran ass, obschonn en am Fong net méi - no der europäescher Richtlinn - zougelooss ass. Dat just fir ze weisen, wéi intransparent - wéi absolut intransparent - déi Situatioun do ass.

Madame Mergen, Dir hutt mat Recht gesot, datt et am Fong traureg wier, datt 1998 en Aarbechtsprogramm opgestallt ginn ass, fir déi gängegst, déi schlëmmste Pestiziden, Biociden ze ënnersichen. Leider si mer haut nach ëmmer net esou wäit. An elo brauche mer nach véier Joer an et ass net sécher, ob an deenen nächste véier Joer dann eng seriös toxesch Evaluatioun wierklech wäert geschéien. Ech hu ganz grouss Zweifelen drun, datt dat soll geschéien. '98 an där Direktiv stoung eng ganz Rei vu schéine Prinzipien dran, wann et dann awer em d'Realitéit geet an em d'Kontroll vun der Realität, da gesäit dat alles komplett anescht aus.

Ech hat viru, Dir Dammen an Dir Hären, gesot, datt ech am leschten Deel vu menger Interventioun géif zréckkommen op eng Motioun un d'Regierung, déi ech hei wäert presentéieren, just well déi Situatioun elo esou ass, datt am Europaparlament - an der Environnementskommissioun an am Juli am Europaparlament insgesamt - schonn eng nei EU-Direktiv iwwert d'Biocidë soll ofgestëmmt ginn. Ech hat gesot kritt, am Moment géif gestriden - 500 Amendementer -, fir enger-säits sech ze verbesseren am Sënn vun Ëmwelt a Gesondheet, just anerersäits hu mer awer och Verwässerungsamendementer.

Mir sinn der Meenung, nodeems mer dat gekuckt hunn, datt dat, wat op jidde Fall elo um Dësch läit vun der Kommissioun als Text, keng wesentlech Verbesserung wäert bréngen par rapport zu där aktuell bestehender Direktiv. Ganz einfach, well nach ëmmer - leider, aus eiser Vue - EU-Binnenmarchésargumenter a reng Wirtschaftsargumenter Virrang behalen, och an deem neien Entworf, par rapport zu engem preventive gesondheetleche Verbraucherschutz an och par rapport zu Ëmwelt- a Gewässerschutz. Dofir hunn ech eng Motioun gemaach - dofir hu mer als gréng eng Motioun hei presentéiert -, déi ech lech heimadder ofginn, Här President.

### Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- la propose du 12 juin 2009 de la Commission européenne pour une nouvelle directive concernant les procédures d'autorisation et d'utilisation des biocides;

- que la propose en question aspire principalement à une simplification de la procédure de mise sur le marché européen des biocides sans considération suffisante et équilibrée de la protection de la santé humaine et de l'environnement;

- les débats actuels à la Commission de l'Environnement du Parlement européen ainsi que le vote final y prévu en plénière pour juillet 2010;

- l'avis important des gouvernements nationaux en ce qui concerne la définition de nouvelles politiques en matière de biocides;

- l'importance et la responsabilité des Ministres de l'environnement et de la santé en relation avec la protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs;

- le manque de transparence et d'information des consommateurs concernant les procédures d'autorisation des biocides présents actuellement sur le marché et leur toxicité pour la santé humaine ou l'environnement;

- le nombre important de biocides encore autorisés dans différents pays européens dont la toxicité est pourtant fortement présumée ou avérée, ainsi que les scandales passés ou récents autour de certaines substances biocides;

- les milliers d'accidents survenus par an dans différents pays européens dus à l'utilisation inadéquate de certains biocides et notamment de la perméthrine;

- les risques nouveaux potentiels liés à la nouvelle génération de nano-biocides tel le nano-argent;

- les avertissements du SCENIHR (Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks) de la Commission européenne concernant les risques de développement de résistances aux antibiotiques par l'emploi massif de biocides désinfectants;

- que les risques neurotoxiques et immunotoxiques des biocides restent largement sous-estimés ainsi que les effets combinés de l'utilisation simultanée de différents biocides;

- que les risques spéciaux pour femmes enceintes, fœtus, bébés et enfants ne sont pas suffisamment pris en compte;

- que la plupart des biocides sont superflus et peuvent être remplacés par des produits biologiques voire par des mesures physiques;

- l'importance du principe de précaution et de substitution en cette matière afin de prévenir des problèmes environnementaux et des problèmes de santé;

invite le Gouvernement

- à participer activement à l'élaboration d'une procédure et de critères scientifiques clairs et transparents permettant d'autoriser ou non les substances en question;

- à œuvrer au niveau européen pour renforcer de manière globale le principe de précaution et de substitution dans le nouveau projet de directive afin de protéger la santé humaine et animale et l'environnement des effets nocifs des biocides;

- à s'engager en faveur du maintien d'interdictions déjà existantes de biocides et en faveur du retrait du marché d'autres substances hautement problématiques;

- à exiger le maintien de la publication des accidents impliquant des biocides;

- à œuvrer pour une meilleure protection des consommateurs et dans ce sens pour un meilleur contrôle des biocides présents dans les produits ainsi que pour l'introduction d'un étiquetage clair;

- à œuvrer pour une suspension temporaire de l'autorisation de mise sur le marché des nano-biocides aussi longtemps que leur innocuité n'est pas prouvée;

- à exiger plus de transparence de la part des industries productrices de biocides quant au partage de données, la recherche, la gestion des risques et l'information sur les alternatives possibles;

- à exiger au niveau européen le renforcement de la recherche en faveur de produits ou de méthodes de substitution moins problématiques;

- à agir en faveur d'une interdiction des produits biocides problématiques dans les écoles, les crèches et les structures d'accueil pour bébés et enfants.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Do gi mer an enger ganzer Rei vu Considérant an op dës Situatioun, wou beispillsweis - e klengt Beispill nëmmen - den offizielle Berodungsgremium vun der Kommissioun, vun der DG SANCO, de SCENIHR - esou heescht dee Comité - souguer warnt virun Désinfectanten, datt ze vill Désinfectant géifen agesat ginn an datt dat kéint zu Antibiotikaresistenzen am Gesondheitswiese féieren, fir nëmmen dat klengt Beispill erauszehuelen.

Mir warnen hei an de Considérant beispillsweis virun deenen neie Biociden, déi aus Nano-Sëlwer bestinn oder déi Nano-Biocidë sinn, vun deenen nach vill manner gewosst ass.

► **M. le Président.** - Här Huss, Dir misst awer elo wierklech lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Aus deene Considératiounen an anere fuerdere mer also d'Regierung op - an dat ginn ech lech dann domadder of -, sech mat dëser Fro intensiv ze beschäftegen a virun allem sech ze beschäftegen mat engem seriöse Präcautionsprinzip an enger um Substitutionsprinzip orientierter Haltung an dëser Fro.

Mir menge virun allem, datt et wichteg ass, Informatiounen ze liwweren, fir datt d'Leit net Problemer domadder kréien. Mir mengen, datt d'Regierung sech sollt um europäeschen Niveau setzen, fir datt mer eng seriös Biocide-Richtlinn kréien, déi de Schutz vu Mënsch, Natur a Gewässer ka garantéieren.

Hei ass déi Motioun, Här President.

Ech wollt awer ofschléissend soen, datt mer natierlech vun deem, wat ech hei gesot hunn... Well all déi Lacunen einfach bestinn - mir hunn näischt géint de Prinzip vun deenen Direktiven, mä well all déi Lacunë bestinn an och net behuewe gi sinn an och weider net wäerte behuewe ginn -, kënnen mir dat hei leider net matstëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!



► **M. le Président.**- Merci dem Här Huss. An elo kritt nach als leschten age-droene Riedner d'Wuert den Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir d'éischt der Madame Dall'Agnol e schéine Merci fir den expliziten Deel, déi eis gesot huet, wat Biozide sinn a wat Pestizide sinn. Ech wéilt elo gären hinzufügen, dass de Kierper net ënnerscheede kann, ob et Bioziden oder Pestizide sinn. Dem Kierper ass et total egal. En dierf a mengen Aen net a Kontakt mat esou Substanze kommen, well soss gëtt e krank.

Ech wéll elo gär weiderfueren hei a komplementär zum Här Huss elo nach aner Aussoen hei maachen. Mir wëssen allegeruerten, dass d'Leit dobaussen net wëssen, wat Biozide sinn. Si ginn an de Buttek a si kafen a si sinn der Meinung, déi Produkter si gutt. Bon, wat kann een do maachen? Ech mengen, do kann ee guer näischt maachen. Et muss een einfach informéieren, mä dat geet net duer. Ech mengen, do muss ee schonn e gewëssent Insider-Wëssen hunn, fir ze wëssen, wéi schro dass déi Medikamenter sinn.

Mir sinn an enger Gesellschaft, wou mir chemikaliséiert sinn: Mir hunn C-Waffen an der Hand - C-Waffen, chemesch Waffen - a mir wëssen et net. Si sinn zwar e bësse manner staark wéi déi originell C-Waffen. Awer trotzdeem, si stamen allegeruerten do-vunner of.

Wa mer vu Biozide schwätzen, muss mer fir d'éischt soen: Wou ginn déi Bioziden hin? Déi Desinfektionsmëttelen, wou ginn déi hin? Ma déi ginn natierlech an d'Ofwaasser. Ofwaasser, dat heescht: Mir kréien Halogenen, mir kréie Phenolen an d'Ofwaasser, d'Kläranlagen, déi schalten aus, a mir kréien dann enorm Gëftstoff an d'Gewässer, an d'Séien an an d'Baachen. Mir hu jo e Beispill, et ass dat vum PCB, Polychlorbiphenyl, dee mer hei an eise Baachen hunn. Déi wäiss Fësch si voller PCB. Do muss ee wëssen, dass dat Produkt scho virun zéng Joer, an der Stockholmer Konventioun 2001, verbuede ginn ass. An trotzdeem fanne mir nach dee PCB an eise Flëss. Den Halbzeitwäert vum Ofbau vun deem Produkt, deem ass ongeféier zéng Joer: an de Flëss, am Buedem, awer och am Kierper.

Do muss ee sech iergendwéi Gedanke maachen. Mir mussen an déi gréng Well eragoen. An ech mengen, mir hunn hei am Land d'Possibilitéit, d'Méiglechkeet fir d'Uni anzuschalten. Ech wier der Meinung an ech si sécher, dass, wa mer da kéinten d'Uni aschalten, mer kéinte Bioziden op Naturbasis schafen an allegeruerten déi chemesch Bioziden, déi mer elo hunn, einfach eliminéieren.

Ech wéilt awer och gär, wann ech vun Desinfektionsmëttelen schwätzen, op een Aspekt vum aldeegleche Liewen hiweisen, an dat sinn d'Kosmetika. Ech weess, Dir Dammen an Dir Hären, et gi vill Kosmetika gebraucht an do bezuele mer ganz, ganz vill Suen. Mä wat ass an deene Kosmetika dran?

Ech wéll lech elo keng Angscht maachen. Mä op jidde Fall, Dir Dammen an Dir Hären, do ass einfach den Offall vun der Industrie dran. Et deet mer leed. Ech kéint lech hei an Zäit vun 20 Minutte beweisen, awéifern dass Der a Gefor kommt, wann Der Kosmetika gebraucht. Also, ech iwwerdreiwen hei net. Mä gleeft mir, verschidde Kosmetika sinn extrem toxesch. Et sinn emol net déi Produkter, déi dra sinn: Mä déi Produkter kréie Kombinatiounen an der Haut an et gëtt Formaldehyd produzéiert, an der Haut! Do gëtt Formaldehyd produzéiert an deen ass extrem, extrem gëfteg.

Ech hale léiwer domadder op. Ech wéll lech keng Angscht maachen. Mä passt op,...

#### (Hilarité et interruptions)

► **Une voix.**- Dat war net schlecht.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- ...wann der eng Kéier op Kosmetika zréck wéllt gräifen, da wann ech gelift op Naturkosmetika, an näischt anescht.

Ech wéilt gär elo e bëssen déi Raciné vun deene Bioziden a vun de Pestiziden erläuteren. Mir ginn zréck an d'Joer 1936. Do hat eng Kéier de Gerhard Schrader e Plan-

zeschutzmëttel wëllen entwéckelen an en ass net dozou komm. En huet den Tabun entwéckelt, en ass bal dru gestuerwen. An d'Wehrmacht, déi ass duun hellhöreg ginn, do huet se d'IG-Farben ugestallt fir Nervegëftmëttelen ze fabrizéieren, well deemools jo Krich war. Et si véier Acteuren. Véier Chercheure sinn do benannt ginn: De Schrader mam Ufanksbuschstaf „S“, den Ambros, Ufanksbuschstaf „A“, de Rüdiger, Ufanksbuschstaf „R“, an de Linde, den zweeten an drëtten Buschstaf „IN“: Sarin. Sarin, dat war dat gréisst toxesch Gëft, wat do war. Ech erënneren lech un Tokio, un de Metro - néng Doudeger -, d'Aum-Sekt, da wësst Der jo Bescheed.

Duerno ass de Soman entwéckelt ginn, an esou virun, an déi Mëttelen do, déi sinn net gebraucht ginn, déi sinn einfach gelagert ginn an der Ostsee, an der Nordsee, an déi sinn haut nach do dran. Déi Behälter, déi si porös. Wa mer elo an nächster Zäit..., déi Behälter, wann déi porös sinn an déi Gëfter kommen eraus, dann hu mer Problemer mam Fëschbestand a mir kréie méi eng grouss Katastroph wéi elo am Golf vu Mexiko. Gleeft mer dat, et ass enorm geféierlech.

Wann ech elo wéilt vu Krankheete schwätzen, do kann ee soen, et gëtt akut Krankheeten, et gëtt subakut Krankheeten an et gëtt chronesch Krankheeten. Et ass ganz einfach, fir eng akut Krankheet ze kréien: Wann ee mat engem Pestizid befall ass, da reagiert de Kierper. Wéi reagiert en? Mä e scheet aus: mat engem Duerchfall, mat Iwwerginn, mat enger Hypersalivatioun, mat enger Hypersudatioun, mat Krämp, Beklemmung. D'Nues fänkt un ze lafen, d'Ae fänken un ze lafen. Dann ass et héich Zäit, da muss ee mam Antidote erbäikommen. Do muss een Atropin hunn, fir den Acetylcholin, deen do entstanen ass, ze bremsen.

Bon, dat sinn déi akut Fäll. Mä net jiddweree kritt dat. Déi subakut Fäll, dat ass wann Der eng Kéier sonndes schéint Wieder hutt, Dir iesst gutt, iergendwéi sinn do e puer Insekten an der Loft, e puer Mécken, an Dir fänkt un ze sprézen. An owes kritt Der dann den Duerchfall, iwwergitt Der lech. Da kënnt den Dokter an et weess kee Bescheed. Da soe se allegeruerten, jo d'lesse war net gutt.

Mir hunn awer déi chronesch Krankheeten, an dat ass dat allerschlëmmst. A vu chronesch Krankheeten, do ass natierlech eng ganz Panoplie. An do, déi chronesch Krankheeten, déi muss mer haut bezuelen, déi kréie mer net an de Grapp. Do gëtt et Parkinson, do gëtt et Alzheimer, Sclérose en plaques, Multiple sclérose a Kriibs. An dat sinn eis Engagementer fir d'Zukunft. Mir mussen onbedéngt déi Bioziden, déi Pestiziden an de Grëff kréien, soss kréie mer ëmmer méi chronesch Krankheeten, a mir sinn elo haut scho bei eent op dräi Kriibskranken.

Dat ass dat wat mer mussen verhënnern. An ech kann lech garantéieren, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer jiddwerengem hei eng Analys géife maachen, mer géife bei jiddwerengem DDT fannen, bei jiddwerengem PCB, bei jiddwerengem Permethrin, bei jiddwerengem Lindan - an ech fuere virun...

#### (Interruption)

Bei jiddwerengem, soen ech. Net bei engem eenzelnen. Also mir selwer sinn elo schonn iergendwéi intoxikiert. Bon, de Lindan ass verbuede ginn an der Landwirtschaft. Wat gesi mer? Wann d'Kanner Lais hunn, kréie se e Produkt mat Lindan. Dat ka jo net sinn. Okay, ech wéll gär ophalen.

Här President, ech gesinn hei, meng Zäit leeft of. Mir kënnen dese Projet net matstëmmen. Mir wäerten en net matstëmmen, well en ebe Gefore fir d'Gesondheet mat sech bréngt.

Ech fannen et net an der Rei wann ee Produkt vum Minister oder vun der Kommission als geféig erkläert gëtt, dass deejéigenen, deen d'Produkt op de Maart bruecht huet, nach sechs Méint duerno kann dat Produkt verkafen, bis säi Stock eidel ass.

#### (Interruption)

Dat kann net sinn. Do muss mer Nee soen.

► **Une voix.**- Richtig!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Dir Dammen, Dir Hären, huet e bësse Courage. Versicht, déi Saach eng Kéier nozedenen. Mir sinn hei an enger ganz geféierlecher Situatioun. Esou kënne mer net weider fueren. Mir kréie chronesch Krankheeten, sou vill wéi mer der wëllen.

Mat dësem leschte Wuert soen ech hei: Vun eiser Säit ass wäerte mer, wéi gesot, dee Projet hei net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. An elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo. Ech wéll de Minister och ganz frëndlech drop opmierksam maachen, datt e 15 Minuten zegutt huet. An ech wär em ganz dankbar, wann e sech och haut géif u seng Zäit halen. Ech soen am Virus Merci.

#### (Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech wäert net méi iwwerzéie wéi meng zwee Virriedner!

#### (Interruptions et hilarité)

► **M. le Président.**- Här Minister, Är Zäit leeft schonn!

#### (Hilarité et interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Soulaang wéi Der mer net sot, Här President, dass meng Zäit ofgelaf ass, ass alles an der Rei.

#### (Interruptions)

Jo, ech hunn 38 Dingschtjoren.

#### (Hilarité et interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech berouegen de President direkt, ech wäert meng Riedezäit de Mëtten net voll ausnotzen. Ech wéll dat kompenséieren, wat ech gëschter iwwerzunn hunn.

#### (Brouhaha)

Dat wär eng Prozedur mat där ech ganz gutt kéint liewen, well et gëtt heiansdo Dossieren, do ass e bësse méi derzou ze soen. Awer Dossieren, do ass scho vill derzou gesot, zu deem ech mech kann, wat de Prinzip ugeet, ralliéieren.

Ech wéll just drop hiweisen, dass dat hei, wéi esou oft, net eng eesäiteg Approche erlaabt. Dass d'Visée vun där Direktiv, déi d'Basis ass vun deem Gesetz iwwerwert dat mer hei schwätzen, eng ass, déi op där enger Säit Biociden net wéllt onméiglech maachen, mä op där anerer Säit d'Zil huet fir de Konsument vis-à-vis vun Excèsen a vis-à-vis vu schlechte Biociden ze schützen.

Et ass och net esou, dass een eesäiteg ka soen, Biocidë missten total fort vum Maart, Biocidë misst een an d'Dreckskëscht geheien, well wann een iwwer Biocidë schwätzt, da muss ee kucken, wou déi Biociden zum Asaz kommen. An do ass et sécher net esou evident, dass een an allen Hinsichte ka soen, et kënnt een ouni jeeglech Biociden aus.

Dat wier selbstverständlech wünschenswäert. Wann Ersatzproduiten do sinn, déi d'selwecht wierksam sinn an déi net d'No-deeler hu vun enger Rei vu Biociden, mä et muss ee sech ëmmer am Hannerkapp halen, dass déi Biociden och agesat gi fir eng Rei vun dem Deel méi héije Risikoen ze minimiséieren, well se agesat ginn an deene verschidde Beräicher.

Dir wësst jo och, dass se zum Asaz kommen an der Industrie, a ville Secteure vun der Industrie, dass se an der Industrie alimentaire zum Asaz kommen, dass se an der Agriculture zum Asaz kommen, dass se an eise Secteur, am Secteur vun der Santé zum Asaz kommen, a Spideeler, an Altersheimer, a Piscinen, a Lieux publics, an de Gemengen, wou heiansdo effektiv net ze ënnerschätzend Ustiechungsrisiken do sinn, wann een déi Ustiechungsrisiken net besäitegt. Am Secteur vétérinaire kommen d'Biociden zum Asaz an am Rahme vun der Bekämpfung vu Parasite respektiv am Botzberäich, am Hygiènesberäich komme se zum Asaz.

Selbstverständlech och doheem. An et ass ganz richtig, ech wéll dat ënnersträichen, dass ech 100%eg hannerun deem sti wat d'Martine Stein-Mergen, wat de Muck Huss a wat och d'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol richtig gesot hunn, dass ee soll probéieren, esou weineg wéi méiglech vun

deene Substanzen ze gebrauchen. A wann ee se gebraucht, à bon escient se anzesetzen.

Dat setzt awer viraus, dass een d'Qualitéiten an d'Gefore vun deene Biocidë kennt. An do ass selbstverständlech nach, och wann ee mengt, dass ganz schlëmmer net méi do sinn, Nachholbedarf, an et ass wichtig, dass een d'Leit doriwwer informéiert. Dofir sinn esou Débäte wéi de Mëtten, och wann ee ka soen, dass mer eigentlech nëmmen ee klengt Gesetz hei hunn, dat eng Iwwergangszäit verlängert oder eng Iwwergangszäit iwwerhaapt erëm méiglech mécht, ass esou eng Debatt wéi déi hei wichtig fir d'Sensibiliséierung no baussen ze maachen.

Dass d'Leit sech bewusst ginn, dass wa se zum Beispill sech während dem ganze Summer deene Pastillen aussetzen, wou se d'Moustiquë wéllt futti dermat maachen, dass wann eppes Moustiquë futti mécht an ee sech selwer deem iwwer länger Zäitpunkten aussetzt, ouni Aératioun, ouni näischt, dass dat net inoffensiv ass fir seng eege Gesondheet. A wann een et selwer scho probéiert huet bei deene Pastillen do, wann ee selwer deem laang ausgesat war, da kann een e Liddchen dervu päifen, dass ee sech iergendwéi e bësse méi speziell dee Moien duerno fillt. Et ass een zwar net gepickt ginn, mä et spiert een awer den Androck vun deene Substanzen, déi fräigesat gi sinn.

Duerfir soll een heiansdo oppassen, dass een net mat Kanounen op Spatze schéisst an ouni Rücksicht op Verloschter fir sech selwer a fir seng Ëmgebung déi chemesch Keul asetzt. Well dat ass et en fait.

Dat gesot mengen ech ass dat Gesetz hei noutwendeg gewiescht. An egal wéi een elo zu der Thematik steet, well d'Démarche eng richtig ass. Et soll ee sech d'Méiglechkeet gi fir déi Substanzen, déi am Moment um Maart sinn, genee ze analyséieren a kucken, dass ee se opgrond vu wëssenschaftleche Kritären zouléisst oder net zouléisst.

Wa mer déi Démarche do net hunn, wa mer einfach géife soen, mir maachen dat heiten net, da kënne mer zwar de Kapp an de Sand stiechen, mä dat hënnert awer net drun, dass déi Substanze weider um Maart sinn. A bei engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, dat net déi Servicer huet wéi aner Länner - mir gräifen do op den Know-how vun anere Länner zréck -, wär d'Gefor do, dass mer entweder duerch den Approvisionnement an anere Länner, wann een déi dote Barrière net huet, oder duerch eng Iwwerschwemmung vum Lëtzebuerger Maart sech där Gefor géif aussetzen.

Hei ass weinstens eng Démarche, déi, mengen ech, richtig ass. A wann ech mech gutt erënnere kann, hate mer virun enger Rei vu Joren - ech mengen et war 2002 - eng ähnlech Diskussioun, wou ee geméischte Gefiller hat. Ech ka mech erënnern, dass de Kolleg Huss sech deemools enthalen huet. Ech ka mech un dees selwechten Dialog vum Kolleg Jean Colombera erënnern. An och den deemo-lege Minister huet gesot, dass e Versteesdemech hätt fir déi Suergen, déi do sinn.

Ech kann lech soen, dass mer an der Zwëschenzäit zu Bréssel vun der Santé, vun der Agriculture an och vun der Protection du consommateur esou opgestallt sinn, dass mer net méi hannert dem Zuch hierlaffen. Mir hunn engagéiert Leit op der Plaz, déi d'Dossiere vun der Comitologie bis zum Virentwurf, an da vum Entworf bis zur Diskussioun am Conseil, an herno am Europaparlament verfolgegen.

Mir hunn ëmmer déiselwecht Attitud; déi, déi dem Principe de précaution entsprécht. Mir gehéieren ëmmer zu deene Länner, déi am virsichtigste sinn, wann et drëm geet esou Substanzen zouzeloossen, déi net bis an dat Lescht erprouft sinn. A mir wäerten och esou weiderfueren.

Ech mengen, dass mer dat heite Gesetz sollen haut de Mëtte stëmmen, dass mer eis an den europäesche Gremie fir dat sollen asetzen, wat am Här Huss senger Motion dragehalen ass. Ech muss lech soen, wat d'Haaptfuerderungen ugeet, déi kann





ech ënnerschreiwten. Ech géif soen, dass domat den Här Huss oppen Diere bei eis astéisst.

Ech géif d'Motioun sënnegeméissh unhuelen. Ech hunn allerdéngs Problemer mat enger Rei vu Considérannten. Ech hu Problemer mat enger Rei vun Opfuerderungen, well ech d'Tragweit vun deenen eenzelnen Opfuerderungen elo net direkt gesinn. An ech géif dofir entweder proposéieren, wann den Här Huss insistéiert, dass mer haut doriwwer ofstëmme, da misst ech soe mir kënne se net unhuelen.

Wann den Här Huss awer dermat d'accord ass, dass mer se nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren an dass mer déi Haaptelementer dann entweder nach eng Kéier hei diskutéieren oder mer eis engagéieren déi an der Prozedur zu Bréissel mat op de Wee ze huelen, géif ech em also un d'Häerz leeën, dass een net soll insistéiere fir elo ofzestëmme, well d'Stousrichtung a mengen Aen déi richtig ass, mä een nach eng Kéier muss a Rou doriwwer diskutéieren, well et vill där Considérannten a vill där Opfuerderunge sinn.

Dat gesot, géif ech lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet an dem President mellen, dass ech fënnef vu menge siwe Minutten, déi ech gëschter iwwerzunn hunn, récupérieréiert hunn.

Villmools Merci.

#### (Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech soen lech Merci, Här Di Bartolomeo. Et waren der zwar gëschter iwwer aacht, mä...

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Dat war, well Dir mech e puermol ënnerbrach hat.

► **M. le Président.**- ...Dir hutt der trotzdeem elo emol fënnef guttgemaach. Et sinn der also nach dräi opzehuele fir d'nächst Kéier.

Domadder wäere mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Den Här Huss huet nach eppes ze soen.

► **M. le Président.**- Jo, mir kommen duerno zu der Motioun. Fir d'éischt de Projet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass uegchlo mat 47 Jo-Stëmme géint 11 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), M. Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

## Sommaire des séances publiques N<sup>os</sup> 31, 32 et 33

Dépôt d'un projet de loi	page 413
Communications	page 413
Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés	page 413
Ordre du jour	pages 413-414
Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss	page 414
Ordre du jour (suite)	page 414
Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière	
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières et	
Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen	pages 414-429
Débat d'orientation sur la réforme du système de pension	pages 430-442
Ordre du jour	page 442
Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»	pages 443-445
Question avec débat N <sup>o</sup> 11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza»	page 445
5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore	pages 445-446 page 448
6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck	pages 447-448
6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire	pages 448-450
6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants	pages 450-452
6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides	pages 452-456

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Jean Colombero), Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

#### Motion 1

Mir hunn elo nach hei eng Motioun vum Här Huss. Wann ech richtig verstanen hunn, proposéiert de Minister hei, datt mer déi Motioun nach eng Kéier an déi zoustänneg Kommissioun ginn. Ech géif also do derzou d'Meenung vum Auteur vun der Motioun wëllen héieren.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Jo, Här President, selbstverständlech sinn ech d'accord, datt mer se nach eng Kéier an

d'Kommissioun huelen. Well et ass evident, ech wëll kee mat Fuederungen oder mat Considérannten hei iwwert den Dësch zéien. Dat soll jiddweree kënne seriö liesen an da solle mer dat an der Kommissioun diskutéieren a se dann eventuell nach eng Kéier hei op den Ordre du jour zrëckbréngen.

► **M. le Président.**- Okay. Merci. Domadder wär dann déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verweisen.

Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 8., 9. an 10. Juni. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.36 heures)**

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

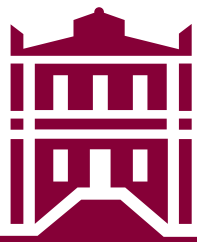
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0474	Viviane Loschetter	Apprentissage
0487	François Bausch et Henri Kox	Évaluation des aides fiscales aux entreprises
0495	François Bausch	Remboursement d'impôts pour personnes physiques
0499	Jean Colombera	Reclassements et pensions d'invalidité
0530	Marc Angel	Retard du décompte d'impôts pour les frontaliers licenciés
0533	André Bauler	Discipline dans les lycées et les écoles fondamentales
0538	André Hoffmann	Recettes supplémentaires par la fiscalité
0547	Jacques-Yves Henckes	Implantation d'entreprises étrangères
0556	Fernand Kartheiser	Étude comparative sur les salaires dans la fonction publique
0562	Gilles Roth	Imposition du forfait d'éducation
0566	Marc Spautz	Prévention en matière de santé
0579	Gilles Roth	Répartition de l'impôt commercial communal
0581	Jean Colombera	Grippe H1/N1- Évaluation
0585	Jean Colombera	Maisons médicales
0589	Roger Negri	Ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange
0590	Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf	Ligne ferroviaire du Nord
0596	Claude Haagen	Énergie renouvelable
0599	Ben Fayot	Renouvellement du permis de conduire
0601	Jean Colombera	Loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide
0602	Jean Colombera	Test VIH
0605	Henri Kox	Décision française de supprimer la procédure d'enquête publique pour les demandes d'accroissement des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires
0606	Félix Braz et Jean Huss	Répartition des pharmacies à Esch-sur-Alzette
0609	Claudia Dall'Agnol	Conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants
0611	Ben Fayot	Deuxième génération du «Système d'Information Schengen» (SIS II)
0612	Ben Fayot	Session du Conseil JAI du 23 avril 2010 à Bruxelles
0613	Carlo Wagner	Réforme de la nomenclature dentaire
0614	Viviane Loschetter et Paul Helmingher	Évolution d'un projet d'école bilingue
0615	Félix Braz	Birmanie
0618	Fernand Kartheiser	Conséquences pour le Luxembourg de l'instabilité institutionnelle en Belgique
0619	Fernand Kartheiser	Réunion informelle sur le Moyen-Orient au Château de Senningen
0623 cf. 0663	Jean Colombera	Aides pour le secteur agricole
0624	Camille Gira	Désignation d'un responsable du dossier «chasse» au sein de l'Administration de la Nature et des Forêts
0627	Jean Colombera	Vente libre de médicaments
0628	Marc Spautz	Nouveau format des permis de conduire
0630	Jean Colombera	Rapport «State of the World's Mothers»
0631	Fernand Kartheiser	Carte d'identité pour les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger
0633	Marcel Oberweis	Participation du Luxembourg à un projet de parc éolien «offshore» en Mer du Nord
0634	Marc Spautz	Passeport énergétique
0635	Jacques-Yves Henckes	Cour de récréation d'un lycée utilisée comme parking
0636	Sylvie Andrich-Duval	Passeport énergétique
0638	Jean Colombera	Chiropratique
0640	Jean Colombera	Fautes professionnelles - Responsabilité
0642	Emile Eicher, Ali Kaes, Mill Majerus et Jean-Paul Schaaf	Trafic sur la N7
0647	Marc Spautz	Assurance accident
0649	Jean Colombera	«Code de Déontologie» dans le domaine de la recherche
0650	André Bauler	Expertise sur les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la Philharmonie Luxembourg
0652	André Bauler	Télétravail
0657	Jean Colombera	Études internationales sur le Luxembourg
0663 cf. 0623	Fernand Etgen	Situation du secteur agricole

### Question 0474 (23.2.2010) de Mme Viviane Loschetter (déi gréng) concernant l'apprentissage:

Les élèves voulant poursuivre des études menant au certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) ou au certificat de capacité manuelle (CCM) sont tenus de présenter une demande d'admission auprès d'une commission spéciale spécifique à chacune des deux filières d'apprentissage.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir des précisions de la part de Madame la Ministre:

1. Quel est le nombre d'élèves qui ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM et CITP en 2009? Combien de demandes ont été avisées positivement?

2. Quel est le nombre de postes d'apprentissage déclarés disponibles auprès du service de l'orientation professionnelle de l'ADEM et correspondant à ces voies de formation?

3. Quelles perspectives sont offertes aux élèves qui ont terminé leur scolarité obligatoire et qui ne trouvent pas de postes d'apprentissage dans les voies de formation CCM ou CITP?

### Réponse (25.3.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Ad 1.

712 demandes d'admission ont été introduites pour une formation CCM. 707 demandes ont été avisées positivement.

771 demandes d'admission ont été introduites pour une formation CITP. 765 demandes ont été avisées positivement.

Total des demandes: 1.483

Total des admissions: 1.472

954 élèves ont introduit ces demandes, dont 518 (54,3%) ont introduit une demande CCM et une demande CITP.

Ad 2.

Au 31 décembre 2009, le nombre de postes d'apprentissage déclarés auprès du service de l'orientation professionnelle était de 142 pour les formations préparatoires au CCM et de 243 pour les formations préparatoires au CITP. 134 assignations ont été émises pour les formations préparatoires au CCM et 210 pour les formations préparatoires au CITP.

41 places d'apprentissage déclarées n'ont pas été satisfaites, dont huit pour une formation CCM et 33 pour une formation CITP.

Depuis la rentrée 2009/2010, 137 élèves ont obtenu un nouveau poste d'apprentissage pour une formation CCM et 248 élèves ont obtenu un nouveau poste d'apprentissage pour une formation CITP.

Ad 3.

Les élèves qui n'ont pas trouvé de patron formateur dans le cadre des formations préparatoires au CCM et au CITP, seront orientés vers les classes d'orientation et d'initiation professionnelles organisées dans huit lycées techniques (LTC, LTE, LTÉtt, LTJB, LTMA, LNB, NOSL, UELL) et les CNFPC à Esch-sur-Alzette et à Etelbruck. Actuellement 404 élèves sont inscrits dans les classes d'orientation et d'initiation pro-

fessionnelles. L'objectif de ces classes est le développement de compétences de base générales et professionnelles auprès des apprenants, afin que la transition vers le marché de l'emploi ou la formation professionnelle soit facilitée.

### Question 0487 (2.3.2010) de MM. François Bausch et Henri Kox (déi gréng) concernant l'évaluation des aides fiscales aux entreprises:

La loi de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la loi de l'impôt sur le revenu des collectivités offre une multitude de bonifications d'impôt et d'exemptions aux entreprises. Cette question parlementaire concerne notamment les aides suivantes:

1. Bonification d'impôt pour investissement (article 152bis L.I.R.)  
2. Bonification d'impôt en cas d'embauche de chômeurs (loi du 24 décembre 1996 proscrite par la loi budgétaire 2009)

3. Bonification d'impôt pour formation continue (loi modifiée du 31 juillet 2006)

4. Réduction de l'impôt sur la fortune (paragraphe 8a L.I.F.)

5. Amortissement dégressif (article 32 L.I.R.)

6. Amortissement spécial (article 32bis L.I.R.)

7. Provision pour cessation d'entreprise (article 46 point 8 L.I.R.)

8. Transfert de plus-values réalisées sur certains actifs (article 54 L.I.R.)

9. Consolidation (Intégration) fiscale (article 164bis L.I.R.)

10. Exonération partielle des revenus dégagés par certains droits de propriété intellectuelle (article 50bis L.I.R., introduit par l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> de la loi du 21 décembre 2007)

11. Certificat d'investissement en capital-risque (article VI de la loi du 22 décembre 1993, modifié par la loi du 21 décembre 2001)

12. Certificat d'investissement audiovisuel (loi du 21 décembre 1998 modifié par la loi du 21 décembre 2001 et du 8 juin 2007)

13. Dégrevement fiscal pour le développement et la diversification économique (loi du 21 février 1997 portant modification de la loi du 27 juillet 1993)

14. Exemption pour le développement économique régional (loi du 15 juillet 2008)

En relation avec les aides énumérées ci-dessus, nous aimerions avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que des évaluations régulières de différentes aides en relation avec leur application sont réalisées? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre peut nous donner des informations en relation avec ces évaluations?

- À l'exception de l'aide n°6, qui avait fait l'objet de la question parlementaire N°0281 (cf. compte rendu N°7/2009-2010), Monsieur le Ministre peut-il me donner des chiffres statistiques (nombre d'entreprises concernées par aide, exonération fiscale totale de chaque aide fiscale, nombre de chômeurs engagés pour l'aide



n°2) en relation avec les différentes aides susmentionnées pour les cinq dernières années?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les différentes mesures sont régulièrement évaluées de façon pratique lors des entretiens du Gouvernement avec les acteurs économiques. Il s'avère que ces mesures ont des effets positifs sur le développement de l'économie.

Une évaluation plus scientifique des différentes exemptions ou bonifications d'impôt s'avère être plus difficile et coûteuse. En effet, presque la totalité d'entre elles ne saurait être analysée de manière isolée vu qu'elles ne constituent qu'un élément parmi d'autres de mesures spécifiques introduites à des fins déterminées. Ainsi, et à titre d'exemple, la loi modifiée du 31 juillet 2006 dispose, entre autres, que les entreprises qui ont exposé des dépenses dans la formation professionnelle continue peuvent solliciter soit une aide directe de l'État, soit une bonification d'impôt pour formation continue. Ainsi, une évaluation de la seule bonification d'impôt pour formation continue ne semble être d'aucune valeur. En revanche, pour être significative, seule une évaluation complète de l'ensemble des mesures spécifiques encadrant un domaine donné est susceptible de produire des résultats probants.

Pour les mesures qui, a priori, ont uniquement un impact fiscal, comme par exemple la réduction de l'impôt sur la fortune ou la bonification d'impôt pour investissement, introduites pour renforcer la compétitivité des entreprises indigènes, une évaluation sérieuse s'avère pareillement difficile. Bien que les objectifs des deux mesures soient clairs, à savoir d'une part, inciter les entreprises à maintenir leurs fonds propres, voire les encourager à apporter des fonds supplémentaires en vue du développement des activités existantes ou d'activités nouvelles en réduisant l'imposition des fonds propres représentant en quelque sorte les outils de travail des entreprises et, d'autre part, favoriser l'acquisition d'installations modernes en octroyant une bonification d'impôt pour investissement, il n'en reste pas moins que sur base des seuls «déchets fiscaux» constatés, il est impossible de déterminer quels montants n'ont pas été distribués aux actionnaires grâce à l'introduction du paragraphe 8a L.I.F. ou quels investissements ont été avancés voire même ont pu être réalisés au Luxembourg en raison des dispositions de l'article 152bis L.I.R. Pour trouver une réponse à ces questions, il faudrait nécessairement faire une analyse détaillée du comportement des entreprises avant et après l'introduction de telles mesures d'incitation. En plus, pour être fiable, l'analyse devrait être effectuée au cours d'une période suffisamment longue.

L'exonération partielle des revenus dégagés par certains droits de propriété intellectuelle, ancrée dans l'article 50bis L.I.R., a été introduite à partir de l'année d'imposition 2008. À ce stade, toute évaluation de l'impact de cette mesure est ainsi prématurée.

En ce qui concerne les données statistiques annexées, il échet de souligner que celles-ci sont récoltées lors de l'établissement des impositions des contribuables. Il s'ensuit que seules les données des contribuables dont l'imposition d'une année déterminée à déjà été établie sont recensées.

Par ailleurs, les dispositions qui se déroulent dans le cadre de l'établissement du bilan commercial et qui n'entraînent pas de retraitement extracomptable ne sont pas saisissables. Ainsi, pour les mesures énoncées sous les points 5. à 8., qui ont toutes pour effet de différer le paiement de l'impôt dans le temps, l'Administration des Contributions directes ne dispose d'aucune donnée chiffrée, vu que lesdites mesures se reflètent uniquement au niveau des écritures comptables du bilan commercial et n'apparaissent pas en tant que tel sur les déclarations d'impôt des contribuables concernés. Hormis l'article 32bis L.I.R., l'application des autres dispositions ne nécessite par ailleurs pas le recours à des formalités spécifiques.

En ce qui concerne la loi du 15 juillet 2008 (aide à finalité régionale), il importe de préciser que cette loi se substitue en fait à la loi du 22 décembre 2000 (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 jusqu'au 31 décembre 2006), qui elle, remplace les dispositions de l'article 5 concernant le régime d'aide régionale de la loi modifiée du 27 juillet 1993, ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale de l'économie. Dans la mesure où la loi du 15 juillet 2008 est applicable à partir du 9 août 2008, il est clair que des données fiables ne sauraient être fournies avant quelques années.

En matière de bonification d'impôt pour embauchage de chômeurs, seuls les montants déductibles de la cote d'impôt sont encodés lors de l'établissement des impositions, mais non pas le nombre de chômeurs donnant droit à ces déductions.

D'une manière générale, les montants des bonifications d'impôt saisis renseignent les montants auxquels les contribuables concernés ont droit, pourvu que l'impôt dû pour les années d'imposition concernées atteigne au moins ces montants. À défaut d'impôt suffisant, les bonifications en souffrance peuvent être déduites des dix années d'imposition subséquentes. Partant, il n'est pas clair si ces chiffres se répercuteront tous intégralement sur les rentrées fiscales de l'État.

(*annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*)

**Question 0495** (8.3.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **remboursement d'impôts pour personnes physiques**:

Suivant l'article 153 de la loi de l'impôt sur le revenu, respectivement le paragraphe 153 de la loi «Abgabenordnung», le délai pendant lequel une personne physique peut demander le remboursement d'impôts sur base d'une déclaration d'impôts, n'est que de douze mois après la fin d'une année d'imposition. Ce délai, confirmé par jugement du Tribunal administratif, est également pratiqué par l'Administration fiscale en cas de demande de remboursement de la retenue sur traitements et salaires - remboursements qui ne sont pas réalisés d'office.

En pratique, ce délai s'avère très court, surtout pour les jeunes contribuables ou jeunes ménages qui trop souvent sont mal informés et qui n'ont pas la possibilité, ni les moyens de se faire assister par une fiduciaire pour établir leurs déclarations d'impôts.

Sachant qu'en contrepartie, le délai légal que l'État se réserve pour fixer les impôts dus par les personnes physiques est de cinq années, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le délai de douze mois pour demander un remboursement d'impôts sur le revenu des personnes physiques est suffisant? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de légiférer à ce sujet?

- Est-ce que Monsieur le Ministre approuve que les remboursements de la retenue sur les traitements et salaires en faveur des personnes physiques devraient se faire d'office? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de légiférer à ce sujet? Dans la négative, quelle est l'argumentation du Ministère de ne pas procéder dans ce contexte au remboursement d'office?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne le délai de remboursement d'impôts sur le revenu des personnes physiques, je me permets de rappeler que les délais à respecter par les contribuables pour la remise des déclarations fiscales sont régis par les dispositions inscrites au paragraphe 167 de la loi générale des impôts (AO). Pour les personnes physiques, ce délai est fixé au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition. Sur demande motivée, et suivant le paragraphe 167, alinéa 4 de la loi générale des impôts (AO), ce délai peut être prolongé jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition et ce pour les déclarations fiscales à remettre par les personnes physiques.

En pratique, et afin de remémorer aux contribuables concernés l'oubli de la remise de la déclaration fiscale, des rappels sont envoyés fin septembre de l'année qui suit l'année d'imposition, accordant un délai ultime jusqu'à fin octobre. Par ce biais, les contribuables qui n'avaient pas encore l'occasion de remettre leur déclaration fiscale sont encouragés à le faire. Ainsi, étant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu sont envoyées aux contribuables au début du mois de février, ceux-ci disposent en tout de presque onze mois pour l'introduction de leur déclaration d'impôt. Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les excédents de frais d'obtention et de dépenses spéciales, ainsi que les charges extraordinaires peuvent déjà être inscrits en déduction sur la fiche d'impôt en cours d'année.

Les contribuables qui ne sont habilités à remettre une déclaration pour l'impôt sur le revenu demandent la restitution éventuelle par une demande en décompte annuel en vertu de l'article 145 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), à introduire auprès d'un des bureaux de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires établis à Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck. Aux termes de l'article 17, alinéa 2 du règlement grand-ducal modifié du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 L.I.R., la demande est à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle du décompte. La limite temporelle concernant l'introduction d'une telle demande fixée par le règlement susvisé s'aligne donc à la régie générale relative aux demandes en restitution ancrée au paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO). Dans certaines situations la

compétence pour l'établissement du décompte annuel revient à l'employeur ou à la caisse de pension. Or, au cas où le contribuable veut déduire un excédent de frais d'obtention et de dépenses spéciales ou de charges extraordinaires, ni l'employeur ni l'Administration des Contributions directes ne disposent de ces données nécessaires à l'exécution du décompte annuel. Un remboursement d'office ne serait donc pas approprié dans ce contexte.

Il n'est pas prévu actuellement de modifier les dispositions législatives afférentes.

**Question 0499** (9.3.2010) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant les **reclassements et pensions d'invalidité**:

Concernant la loi du 25 juillet 2002 sur l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle abrogée par la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Combien de reclassements externes et internes ont été réalisés jusqu'à aujourd'hui sous les deux régimes?

2) Combien de pensions d'invalidité complète ont été accordées jusqu'à aujourd'hui sous les deux régimes?

**Réponse commune** (18.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En application des dispositions légales applicables en matière d'incapacité de travail et de réinsertion professionnelle, les reclassements suivants ont été retenus par la Commission mixte:

Année:	internes	externes
2002	7	
2003	265	510
2004	331	693
2005	380	809
2006	400	902
2007	465	1.061
2008	564	1.147
2009	491	1.039
Total:	2.903	6.161
<b>Total des décisions:</b>	<b>9.064</b>	

Comme les mesures de reclassement interviennent précisément en absence d'un droit à une pension d'invalidité, le volet 2) de la question paraît contradictoire.

**Question 0530** (23.3.2010) de **M. Marc Angel** (*LSAP*) concernant le **retard du décompte d'impôts pour les frontaliers licenciés**:

Suite aux licenciements qui ont fait ravage ces derniers temps au sein des entreprises basées sur le territoire du Luxembourg, bon nombre de travailleurs frontaliers ont perdu leur emploi. Étant donné que les travailleurs en question sont soumis au régime d'imposition du Grand-Duché, ils ont le droit de demander un décompte des impôts.

À ce qu'il paraît, les cas dans lesquels les salariés frontaliers licenciés ne touchent l'argent découlant de leur décompte d'impôts qu'avec un retard assez important se multiplient. Il n'est pas rare que les personnes en question attendent huit mois et même

plus avant de bénéficier de l'argent qui leur convient.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de ces retards? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches qu'il envisage d'entreprendre pour accélérer le traitement des dossiers en question?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En vertu du principe de l'annualité de l'impôt, l'imposition et le décompte annuel portent sur une année d'imposition et ne peuvent être établis qu'après l'écoulement de l'année d'imposition en cause.

Partant, pour tous les contribuables, résidents ou frontaliers, il s'agit de réunir toutes les données nécessaires au décompte et relatives à l'année d'imposition révolue avant de pouvoir effectuer une éventuelle régularisation de l'impôt.

Les bureaux d'imposition procèdent généralement au décompte annuel ou à l'imposition par voie d'assiette suivant la date d'entrée, en traitant cependant de façon prioritaire les demandes ayant trait à une restitution d'impôts.

L'Administration des Contributions directes m'informe que ses services réservent une priorité aux demandes de remboursement d'impôts, mais il arrive que certains délais d'attente surviennent. Ainsi, pendant l'année 2009, les bureaux d'imposition de l'Administration des Contributions directes ont évacué un total de 171.506 impositions en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont 116.402 au titre de l'année d'imposition 2008, et ont traité 33.667 demandes en décompte annuel qui sont presque toutes en relation avec l'année 2008. Parmi ces demandes en décompte annuel, 12.866 ont été formulées par des contribuables non résidents. Durant les trois premiers mois de l'année 2010, 1.925 impositions et 300 décomptes annuels relatifs à l'année d'imposition 2009 ont été effectués qui consistent exclusivement en des restitutions d'impôts.

Partageant les soucis exprimés dans la question parlementaire, j'ai invité l'Administration des Contributions directes à veiller à relativiser au maximum ces délais.

**Question 0533** (24.3.2010) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant la **discipline dans les lycées et les écoles fondamentales**:

Lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 16 mars 2010, Madame la Ministre s'est plainte dans le contexte d'un débat sur les projets-pilotes dans notre système d'éducation des problèmes de discipline dans nos lycées et nos écoles fondamentales.

Les propos de Madame la Ministre m'amènent à formuler les questions suivantes:

- Est-il vrai que les problèmes de discipline prennent «des proportions alarmantes» dans l'ensemble des écoles et lycées?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution du nombre de conseils de discipline dans nos lycées depuis 2004? Quelles sanctions ont été prises à l'égard des élèves concernés et quel en est l'effet?

- Quelles mesures ont été proposées pour encadrer les élèves qui sont auteurs d'agressions, voire de violence?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur l'encadrement éducatif et thérapeutique qu'elle se propose de mettre en place pour pallier ce problème inquiétant?

**Réponse** (1.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Je souhaite préciser d'abord que le phénomène de la violence scolaire reflète l'état de notre société. La violence des adolescents n'est pas spécifique à l'école et elle ne peut être absorbée que par une démarche concertée des acteurs des organismes publics et privés concernés par le bien-être social, physique et psychique des enfants.

Le jeune violent exprime son mal-être qui, souvent, est un mode d'expression qui vise la communication face à l'autre que cet adolescent est incapable d'exprimer d'une autre façon. Quasiement toutes les écoles se voient confrontées à ce type d'élève qu'il importe d'encadrer d'une façon adéquate, de l'amener à reconnaître et à lénifier ses problèmes. Il convient de prévenir plutôt que de viser à résoudre le problème par une approche expiatoire.

Finalement, il convient de souligner que, plutôt que d'être trublions, les adolescents sont bien plus souvent victimes d'actes de violence. Il est prioritaire de protéger les adolescents contre les abus qui, souvent, ne sont pas commis par d'autres adolescents mais par des adultes de leur entourage.

Le rôle de l'école est surtout de protéger les élèves et de prévenir les actes de violence.

Mes réponses aux questions de l'honorable Député sont les suivantes:

1. Les problèmes de discipline dans les lycées

J'ai parlé de situation alarmante dans le contexte très précis de l'école fondamentale. Mes paroles faisant partie de la réponse que j'ai fournie à la Chambre des Députés le 16 mars 2010 à une question avec débat concernant l'école de recherche «Eis Schoul»:

«Ech wollt eppes zur Gewalt an de Schoule soen. Ech hunn elo an deem leschte Joer vill Kontakter mat Grondschoulen, (...) Ech hunn den Tour gemaach duerch all d'Arrondissementen. An eppes, wat mech immens erfieert, dat sinn déi Berichter, déi ech kréie vu kleng Kanner an der Spillschoul, an enneschte Klassen an der Primärschoul, déi immens gewalttätig sinn, also, déi ganz Klassenall futtischloen, déi d'Personal, d'offer schloen, déi aner Kanner schloen.

An dat ass net méi en isoléierte Phénomène.» (cf. *compte rendu* N°9/2009-2010)

Nous ne disposons pas de statistiques concernant les problèmes de violence pour l'enseignement fondamental.

Par contre, le relevé des infractions graves au postprimaire permet de constater que le nombre de ce type d'infractions augmente.

2. L'évolution du nombre de conseils de discipline dans les lycées

Dans un lycée, les infractions graves sont portées devant le conseil de discipline du lycée qui prend soit la décision de renvoyer définitivement l'élève, soit de le renvoyer devant le conseil de classe qui siège alors en matière disciplinaire. Il convient de préciser que, si l'élève en obligation scolaire est renvoyé d'un lycée, le directeur doit veiller à ce qu'il soit inscrit à un autre établissement.

Ces infractions et procédures ne sont pas répertoriées dans un fichier central; j'ai demandé aux directeurs de m'en communiquer le relevé et les nombres qui suivent résultent des renseignements qu'ils m'ont fournis.

Voici le nombre de conseils de discipline qui ont eu lieu depuis septembre 2006 dans les lycées, et le nombre de renvois qui y ont été prononcés:

- En 2009-2010: 118 conseils de discipline, 96 renvois définitifs (situation vers la mi-avril)

- En 2008-2009: 147 conseils de discipline, 112 renvois définitifs

- En 2007-2008: 125 conseils de discipline, 94 renvois définitifs

- En 2006-2007: 102 conseils de discipline, 81 renvois définitifs

En juin 2006, la réponse de la Ministre à la question parlementaire N°1102 de Monsieur le Député Claude Adam (cf. *compte rendu* N°14/2005-2006) retint qu'il y avait eu en deux années scolaires 140 conseils de discipline qui avaient sanctionné 79 élèves par le renvoi définitif. Pour 2004-2005 et 2005-2006 il y avait donc une moyenne de 70 conseils de discipline et de 40 renvois définitifs par année scolaire.

En 2003, la réponse à la question N°2138 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes (cf. *compte rendu* N°16/2002-2003) précisa qu'il y avait eu en 2001-2002 et 2002-2003 un total de 80 conseils de discipline pour cause de violence, donc 40 par année.

3. Les mesures qui ont été prises

Dans tous les cas, les victimes comme les auteurs sont pris en charge par les services compétents, les équipes multiprofessionnelles à l'enseignement fondamental, le Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) à l'enseignement secondaire, qui les guident au besoin vers les services compétents des communes, du Ministère de la Famille ou du Ministère de la Santé. Si la gravité des voies de fait le justifie, le Ministère public régionalement compétent en est informé.

Au niveau des lycées, les SPOS interviennent avec un concept Coolness-Training et Anti-Gewalt-Training développé par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) pour les lycées le plus touchés par le phénomène de la violence. Ce concept prévoit au niveau de la prévention l'organisation d'ateliers pour élèves et la prise en charge d'élèves devenus auteurs de violence ainsi que le travail avec les victimes de tels actes.

Pour l'année scolaire 2008-2009, le CPOS est directement intervenu pour 253 élèves concernés avec des conseils psychologiques, des suivis psychologiques et des

psychothérapies. En outre, ce service a traité une vingtaine de dossiers pour gérer des situations scolaires problématiques d'élèves.

Pour un relevé plus détaillé des mesures prises dans les lycées, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire N°0817 que m'avait posée en décembre 2005 Madame la Députée Claudia Dall'Agnol (cf. *compte rendu* N°7/2005-2006).

Pour les mesures proposées concernant les élèves de l'enseignement fondamental, je me réfère aux réponses que j'avais données le 16 mars:

«Wa kleng Kanner esou agressiv sinn, dann ass dat jo net, well se..., dann ass et, well se net anescht kënnen. Déi hu Comportementsschwierigkeiten. (...) Mir sinn zesummen amgaangen, mam Ministère de la Famille a mat der Santé, dass mer net nëmmen de schoulesche Volet do mussen kucken, mä och deen therapeuteschen. Dass een deene Kanner muss eng Hëllefstellung ginn a se zäitweis eventuell aus der Schoul eraushuelen. (...) Mä ech denken, dass mer Strukturen brauchen, wou souwuel déi schoulesch wéi deen therapeutesche Volet fir déi Kanner do gerecht zesummegesat ginn.» (cf. *compte rendu* N°9/2009-2010)

4. L'encadrement éducatif et thérapeutique

Il est certain que le Grand-Duché manque à cet effet de structures adéquates pour des enfants ou adolescents à troubles du comportement ou à traits psychotiques.

Le Gouvernement vise à développer l'offre notamment pour ce qui est des centres de propédeutique professionnelle, des ateliers de l'éducation différenciée, des services de pédopsychiatrie et de psychiatrie juvénile dans les hôpitaux.

Dans les écoles fondamentales et les structures d'accueil des enfants, il importe d'améliorer l'accueil et l'encadrement des élèves concernés, ce qui, pour l'enseignement fondamental, est en train d'être réalisé grâce à la mise en place des équipes multiprofessionnelles pour chacun des 20 arrondissements scolaires.

**Question 0538** (25.3.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Léink*) concernant les **recettes supplémentaires par la fiscalité**:

Monsieur le Premier Ministre a récemment déclaré que, pour atteindre l'équilibre budgétaire de l'État, il faudrait fixer l'impôt de solidarité à 13%, et Monsieur le Ministre des Finances a précisé d'autre part qu'un relèvement de 1% du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu engendrerait une recette supplémentaire de 39 millions d'euros. Je suppose que ces calculs précis se sont basés sur les revenus actuels.

Monsieur le Ministre pourra-t-il répondre avec la même précision aux questions suivantes:

1. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 48% (aujourd'hui avec 38% inférieur à celui de nos pays voisins)?

2. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 56%, qui était jadis en vigueur?

3. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les données de l'étude

«Paying Taxes 2010» publiée par la Banque mondiale et PricewaterhouseCoopers, indiquant que le taux réel d'imposition des entreprises au Luxembourg («Total Tax Rate» - contributions sociales incluses) est de loin le plus bas de l'Union européenne et l'un des plus bas du monde?

4. Si oui, peut-on conclure qu'un relèvement du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités à 25% (+ 4%) serait encore largement compatible avec la «compétitivité» fiscale de nos entreprises?

5. Quelle serait la recette supplémentaire engendrée par un tel relèvement?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Une augmentation des impôts, telle que suggérée dans la question parlementaire, conduirait théoriquement à une recette supplémentaire. Toutefois, le Gouvernement estime que ces calculs sont très théoriques, alors qu'une augmentation si massive des impôts conduirait à une délocalisation des activités économiques, notamment du secteur financier, avec une perte considérable d'emplois et, par conséquent, de recettes fiscales.

**Question 0547** (31.3.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*) concernant l'**implantation d'entreprises étrangères**:

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur communique régulièrement à la Chambre le calendrier de ses déplacements à l'étranger.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Combien d'entreprises étrangères nouvelles se sont implantées au Luxembourg suite à ces déplacements?

2. Quelle est leur origine géographique?

3. Combien d'emplois nouveaux ont été annoncés lors de la présentation de ces entreprises?

4. Combien d'emplois effectifs en ont-ils résulté à la fin de la phase de démarrage?

5. Combien de salariés ces sociétés emploient-elles actuellement?

6. Quel est le montant des aides directes et indirectes que l'État a accordé à ces entreprises?

**Réponse** (28.5.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes, je souhaite renvoyer à mon discours en date du 1<sup>er</sup> mai 2010 que j'ai tenu à Shanghai à l'occasion de l'ouverture de notre pavillon à l'exposition universelle, discours qui a également été retransmis le même jour lors de l'ouverture de la foire de printemps à la Luxexpo.

D'emblée, je tiens à souligner que les résultats des missions que j'effectue ne peuvent être comparabilisés en chiffres. Il serait prétentieux de prétendre que toute nouvelle implantation serait exclusivement le résultat direct de mes missions de prospection.

Souvent ces missions se font dans un cadre de négociations confidentielles et ne sont pas toujours ponctuées par une conférence de

presse. Ce qui peut commencer par une simple structure financière peut rapidement évoluer vers un quartier général, des activités de gestion financière ou de recherche ou vers une plateforme logistique.

Ensuite, les contacts avec les entreprises étrangères permettent de sauvegarder des activités à Luxembourg ou d'étendre l'activité d'une entreprise déjà présente dans notre pays.

D'autres missions créent des emplois de manière indirecte. Le développement du Grand-Duché en tant que place de gestion financière stimule les activités des prestataires de services, tels que des cabinets d'audit et de conseil, des fiscalistes et avocats, sans oublier tous les secteurs de services plus éloignés, tels que l'hôtellerie, la restauration et le commerce.

Je ne m'aventurerais donc à avancer des chiffres et des statistiques ni sur le nombre des entreprises «démarchées» et l'emploi que ces implantations nouvelles génèrent ni sur les emplois sauvegardés à la suite de ces missions.

Pour répondre à la question relative à l'origine géographique des entreprises convoitées, il me faut brièvement décrire les différents types de missions.

Il y a d'abord les missions pour lesquelles je suis accompagné par une petite équipe de conseillers en vue de discussions très ciblées avec des interlocuteurs identifiés au préalable. Le succès de ces missions n'est pas immédiat et repose sur les relations de confiance que l'on établit sur base de contacts suivis.

Ne pouvant être partout, j'ai décidé de concentrer ces missions sur les États-Unis, la Russie, l'Italie du Nord, Israël et, pour les investissements financiers, les pays du Golfe arabe.

Le choix des États-Unis est justifié par l'impérieuse nécessité de privilégier les contacts avec les firmes américaines déjà implantées chez nous et la force exportatrice des investissements américains dans les secteurs de pointe comme, par exemple, les technologies de la santé. Le développement de ce secteur au Luxembourg s'est fait grâce aux contacts et avec la coopération de chercheurs et entrepreneurs américains.

En Russie, nos efforts ont permis d'asseoir une notoriété certaine de la marque «Luxembourg». Les projets naissent, créent de la valeur, contribuent à des recettes fiscales et à la création d'emplois. Les noms Sistema, Gazprombank, MMK, Severstal, Alfa et EVRAZ et d'autres ne sont certes pas encore bien connus du grand public luxembourgeois, mais ils gagnent rapidement du terrain.

Quant à l'Italie du Nord, elle est depuis longtemps une source d'investissements à destination de notre pays. Comme mes prédécesseurs, je maintiens le contact avec un grand nombre de PME, souvent des entreprises familiales, qui cherchent à s'implanter de l'autre côté des Alpes pour mieux servir les marchés français, allemand et du Benelux.

Pour l'État d'Israël plaide le niveau très performant du système d'éducation et une politique de valorisation de la recherche académique, le nombre impressionnant de projets d'entreprises et de startups. La neutralité commerciale et le passé historique rendent notre pays attrayant pour les hommes et les femmes d'affaires israéliens.

Quant au pays du Golfe arabe, impossible pour nous de rester à l'écart du dynamisme affiché par l'une des régions les plus riches du monde. Le potentiel de cette région tirée par ses ressources énergétiques génère des ressources financières auxquelles notre place financière ne saurait être indifférente.

La deuxième catégorie de missions ciblées vise surtout des marchés à haut potentiel, mais qui sont difficiles pour des raisons diverses. Le public cible sont les entreprises, grandes ou petites, qui disposent d'une expérience confirmée dans le commerce international.

Enfin, la troisième catégorie sont les missions «grand public» et les visites d'État qui permettent d'aborder des marchés cibles à haut potentiel. C'est ainsi que nous nous rendons régulièrement en Chine et en Inde pour faire participer les entreprises luxembourgeoises au développement époustouflant de ces deux moteurs économiques du monde de demain.

Ces délégations offrent un cadre organisé aux entreprises qui souhaitent faire leurs premiers pas sur un marché lointain, à un prix abordable. D'autres, plus confirmées, profitent de la visibilité qu'offre la présence d'un membre de la famille grand-ducale ou d'un membre du Gouvernement.

Ensemble avec nos partenaires de la Chambre de Commerce, nous offrons des services individualisés de recherche de partenaires commerciaux locaux, des séances d'information sur les pratiques commerciales et les tendances économiques, des réceptions visant à soigner des clients existants et finalement aussi un forum pour faire des contacts au sein de la délégation luxembourgeoise.

**Question 0556** (2.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'étude comparative sur les salaires dans la fonction publique:

Déjà avant les élections législatives de 2009, le Gouvernement avait fait établir une étude comparative sur les salaires dans la fonction publique. Cette étude devait servir de base aux négociations devant aboutir à une révision des salaires dans le secteur public. Contrairement à ce qui avait été annoncé, cette étude n'a, à ce jour, pas encore été publiée.

Il se trouve toutefois que cette étude doit être considérée comme élément important pour l'appréciation des propositions faites par le Gouvernement pour le secteur public et les négociations entre celui-ci et les syndicats de la fonction publique.

Dès lors, il serait important de faire publier, dans un souci de transparence, ladite étude.

- Par conséquent, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Fonction publique s'il voudrait publier cette étude et, si oui, s'il pourrait déjà l'annexer à sa réponse.

**Réponse** (14.6.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°0556 du 2 avril 2010, l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser pose la question de la publication de l'étude générale sur les traitements, élaborée à la

demande du Gouvernement précédent avant les élections législatives de 2009.

En réponse permettez-moi de vous confirmer d'abord que le Gouvernement actuel a effectivement élaboré ses propositions de réformes en matière salariale et statutaire en se basant sur les travaux de la Commission d'experts chargée par le Gouvernement précédent d'effectuer cette étude générale sur les traitements. J'ajoute que pour le moment ces propositions se trouvent en phase de négociation avec les partenaires sociaux, phase pendant laquelle le Gouvernement n'entend pas publier l'étude.

**Question 0562** (8.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'imposition du forfait d'éducation:

Il s'avère que les contribuables détenteurs d'une deuxième fiche d'impôt se voient appliquer un impôt de 12% sur le forfait d'éducation sans qu'il ne leur soit appliqué une déduction pour frais d'obtention. Cela étant, les contribuables concernés paient 12% de 300 euros, soit 36 euros d'impôt de trop, à moins de déposer une déclaration d'impôt.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille:

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin d'assurer une imposition correcte du forfait d'éducation dès son paiement par le Fonds national de Solidarité?

**Réponse commune** (15.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

L'honorable Député constate que le forfait annuel pour frais d'obtention n'est pas mis en compte lors de l'imposition du forfait d'éducation payé par le Fonds national de Solidarité et demande à connaître les raisons de cette omission.

L'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 9 avril 1974 relatif à la détermination de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions dispose que: «Lorsqu'une personne cumule seule ou ensemble avec le conjoint imposable collectivement avec elle soit un ou plusieurs salaires avec une ou plusieurs pensions, soit uniquement plusieurs pensions, le taux ou les taux de retenue réduits en vertu de l'article 15 (du même règlement) sont fixés d'office par l'administration.»

En cas de paiement du forfait éducation, l'Administration des Contributions directes vérifie dans le chef de chaque bénéficiaire concerné, si un taux d'imposition réduit est à inscrire sur la fiche de retenue d'impôt ou si le taux plein de 12% doit y figurer. Lors de la détermination de ce taux d'imposition, en application des dispositions de l'article 15 du règlement précité, il est tenu compte du forfait pour frais d'obtention.

Un éventuel redressement de l'impôt retenu se fait, soit par décompte annuel en application des articles 15 et 19 du règlement grand-ducal du 9 mars 1992, portant exécution de l'article 145 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, soit par une imposition par voie d'assiette en application des dispositions de l'article 153 de la même loi.

**Question 0566** (8.4.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la prévention en matière de santé:

La Commission des questions sociales, de la santé et de la famille du Conseil de l'Europe est en train d'élaborer un rapport sur les politiques de prévention en matière de santé dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Selon des statistiques de 2005 (Panorama de la santé 2007, OCDE) publiées dans un avant-projet dudit rapport, la part des dépenses publiques allouées à la prévention au Luxembourg est très faible et de loin en-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, à savoir 0,8 contre 3,1% des dépenses publiques de santé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on devrait investir davantage dans la prévention en la matière?

- Quelle est l'évolution de ces chiffres depuis 2005?

- Quel est le montant total consacré à la prévention?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Il m'importe tout d'abord de confirmer à l'honorable Parlementaire le rôle éminent, sinon prépondérant imparti au concept de promotion et de prévention dans le cadre de la politique poursuivie en matière de santé publique.

Ainsi, le programme gouvernemental de 2009 à 2014 reflète l'importance accrue qu'il accorde à ce concept.

Je voudrais citer quelques éléments clés consacrés à ce concept au niveau dudit programme.

«L'initiative 'Vers un Plan national Santé' sera résolument poursuivie. Elle compte sur la mobilisation de tous les acteurs, la création de réseaux et un partenariat sur le terrain. La santé est un thème transversal qui mérite sa place et son rôle dans toutes les politiques et dans tous les domaines d'une société moderne. (...)

Le Gouvernement poursuivra la mise en place, en collaboration avec la Caisse nationale de Santé et avec son soutien financier, d'un large éventail de mesures de prévention, de dépistage et de détection précoce de certaines maladies, de concert avec les médecins, les professionnels de la santé ainsi qu'avec les autres acteurs du terrain:

- un programme d'action, de prévention et de dépistage des facteurs de risque des maladies cardio- et cérébrovasculaires;

- un plan cancer et la mise en place d'un registre des cancers;

- un programme de mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs;

- un programme de prévention et de prise en charge optimale du diabète;

- un programme de prévention et de dépistage précoce du cancer colorectal.

Bien entendu, les programmes ayant fait leurs preuves tels que:

- le programme mammographie;

- les campagnes de vaccination contre, entre autres, le «Human Papilloma Virus»;

- l'initiative «gesond iessen, méi bewegen»;

- la promotion de l'allaitement;

- le programme de sevrage tabagique

seront poursuivis. (...)

Le Gouvernement élaborera une loi-cadre de prévention de la santé tenant compte des spécificités entre hommes et femmes.»

L'exercice consistant à vouloir chiffrer le montant global des dépenses publiques en matière de prévention s'avère être extrêmement périlleux, ceci en raison de la composition très hétérogène de la nature même de ces dépenses. En effet, en dehors des mesures de prévention proprement dites, ces dépenses englobent également les dépenses de personnel respectivement de fonctionnement des services de l'État qui sont chargés de missions de prévention pris au sens large (médecine préventive, médecine scolaire, médecine de santé au travail, service audionphonologique, service orthopédique et pléoptique, programme mammographie...). D'ailleurs, certaines communes offrent également de telles missions de prévention. Il en va de même des

services prestés dans le cadre de conventions conclues avec l'État et qui poursuivent une activité en matière de prévention (Ligue de prévention médico-sociale, Fondation luxembourgeoise contre le cancer...).

À cela s'ajoute que certaines dépenses en matière de prévention relèvent du budget d'autres départements ministériels (Éducation nationale, Famille...).

En raison du fait qu'il est dès lors extrêmement difficile de relever l'ensemble des dépenses en matière de prévention, les statistiques telles que celles publiées par l'OCDE pour l'année 2005, et auxquelles se réfère l'honorable Député, sont à nuancer en conséquence.

Il m'importe de relever qu'en chiffres absolus, le Luxembourg se situe à un niveau très élevé au niveau international en ce qui concerne la prévention.

En raison des éléments développés ci-dessus, les statistiques suivantes relatives au coût de la prévention sont communiquées à titre purement indicatif.

Le coût de la prévention depuis 2005

Type de prestation <sup>1</sup>	2006	2007	2008
Santé maternelle et infantile	1.646.503,0	1.655.455,6	2.440.597,6
Services de médecine scolaire	263.816,0	283.507,7	279.432,5
Prévention de maladies transmissibles	12.080.059,5	15.417.899,4	13.843.500,0
Prévention de maladies non transmissibles	12.572.430,3	14.635.663,7	15.816.632,8
Médecine du travail	4.671.379,0	4.753.434,7	4.902.455,3
Autres services de santé publique	775.232,2	656.666,1	895.218,9
<b>Total</b>	<b>31.945.555,3</b>	<b>37.402.627,2</b>	<b>38.177.837,0</b>

En ce qui concerne l'évolution du coût de la prévention des dépenses publiques totales, elle se présente comme suit (en %):

	2006	2007	2008
En % des dépenses publiques totales	1,8%	2,2%	2,1%

<sup>1</sup> La Santé maternelle et infantile couvre une large gamme de services de santé comme les consultations de génétique et de prévention de certaines anomalies congénitales, la surveillance médicale pré- et postnatale, les soins aux nourrissons, l'hygiène infantile (enfants scolarisés et d'âge préscolaire) et les vaccinations.

Les Services de médecine scolaire regroupent divers services d'éducation pour la santé et de dépistage, de prévention des maladies et de promotion de conditions de modes de vie sains dispensés dans les établissements scolaires.

La Prévention des maladies transmissibles couvre la surveillance et la déclaration de certaines maladies transmissibles et les enquêtes épidémiologiques sur ces maladies; identification des personnes susceptibles d'avoir été en contact avec l'agent infectieux et la recherche de l'origine de la maladie; la prévention de la tuberculose et la lutte antituberculeuse (y compris le dépistage systématique des groupes à haut risque); les programmes de vaccination/immunisation (obligatoire et volontaire); les vaccinations pratiquées dans le cadre de la protection maternelle et infantile. Sont exclues les vaccinations pratiquées dans le cadre de la médecine du travail, les vaccinations pratiquées à l'initiative du patient en vue d'un voyage et d'un séjour touristique.

La Prévention des maladies non transmissibles couvre les services d'éducation pour la santé, de prévention des maladies et de promotion de conditions et de modes de vie sains, dispensés notamment par les centres de surveillance épidémiologique et de lutte contre les maladies; sont inclus les programmes de prévention des risques et d'amélioration de la santé des populations même lorsqu'ils ne sont pas spécifiquement orientés vers les maladies transmissibles. Sont incluses les mesures de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie, notamment campagnes anti-tabac; activités des assistants de service social; services fournis par les groupes d'entraide; éducation pour la santé et information du public sur des questions de santé; campagnes d'éducation pour la santé; échanges d'informations, par exemple sur l'alcoolisme et la toxicomanie. Sont exclues la surveillance environnementale en santé publique et l'information du public sur l'état de l'environnement.

La Médecine du travail comprend une grande variété de services de santé comme la surveillance de la santé des travailleurs salariés (bilans médicaux systématiques) et les soins thérapeutiques (y compris services de soins d'urgence), dispensés dans les locaux ou à l'extérieur de l'entreprise (y compris administrations et institutions sans but lucratif au service des ménages).

Les autres services de santé publique comprennent toute une gamme de services de santé publique divers comme le fonctionnement et la gestion des banques de sang et d'organes ou les activités non classées ailleurs de préparation et de diffusion au public d'informations sur des questions de santé publique. Sont incluses: activités de surveillance de l'environnement dans une optique de santé publique et information du public sur l'état de l'environnement.



**Question 0579** (12.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **répartition de l'impôt commercial communal**:

Il s'avère qu'au niveau de la répartition de l'impôt commercial communal entre les différentes communes du Grand-Duché, l'un des critères appliqués est le nombre de salariés ayant leur domicile fiscal sur le territoire de la commune respective et occupés auprès d'une exploitation passible de l'impôt commercial.

En vue de la répartition de l'impôt commercial perçu en 2009, le Gouvernement se réfère aux statistiques des salariés sur base du recensement du 15 octobre 2002.

J'aimerais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quels sont les motifs qui amènent le Gouvernement à se référer au niveau de ce critère de répartition à des statistiques datant de plus de huit ans au lieu de s'appuyer sur des données plus récentes?

- Le Gouvernement n'entend-il pas modifier la législation afférente sur ce point en supprimant au niveau de la répartition de l'impôt commercial communal la différence entre salariés du secteur privé et agents du secteur public?

**Réponse** (15.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Il y a lieu de préciser que lors de la ventilation de l'ICC la dernière série statistique disponible de la population de salariés d'entreprises assujetties à l'ICC est appliquée.

Cette statistique est établie par l'Administration des Contributions directes. La dernière statistique disponible est celle de l'année 2003 publiée au mémorial B n°14 du 20 février 2004.

En ce qui concerne le deuxième point de la question relatif à une modification de la législation en supprimant la différence entre salariés du secteur privé et agents du secteur public, il y a lieu de préciser que chaque modification ou chaque échange d'une clé de répartition (ventilation) de l'ICC contre une autre provoque des plus ou moins values de recettes plus ou moins importantes au niveau des revenus non affectés des communes. Une telle modification ne peut pas se faire sans l'accompagner par d'autres adaptations de paramètres relatifs à l'allocation de revenus non affectés aux communes afin de permettre aux communes de résorber financièrement les modifications.

**Question 0581** (13.4.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **grippe H1N1-évaluation**:

Die H1N1-Epidemie hat nicht stattgefunden. Es wurden nichtsdestotrotz viele Ressourcen mobilisiert und die Impfkampagne hat eine beträchtliche Summe Geld gekostet.

In Frankreich wurde im Monat Februar eine Resolution im Parlament angenommen, um eine „Commission d'enquête“ zum Thema H1N1-Grippe ins Leben zu rufen. Diese Untersuchungskommission hat sich zur Aufgabe gestellt, eine ganze Reihe offener Fragen zur Organisation und zum Ablauf der Impfkampagne abzuklären.

In Luxemburg war die Situation, was die Organisation, die Überzeugungsarbeit seitens des Ministeriums und die Resultate der Kampagne angeht (Quote der Impfungen, Ablauf der Kampagne, Organisationseffizienz, Kostenfragen...), ähnlich wie in Frankreich.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist es mit der Evaluation seitens des Ministeriums in Anbetracht der H1N1-Grippe?

2) Welche Lehren wurden aus dieser Kampagne gezogen? Was lief gut, was müsste nächstes Mal besser, gar anders gestaltet werden, um die angepeilten Ziele zu erreichen? Was waren die Hauptkritikpunkte?

3) Wie viel hat die Kampagne bis jetzt gekostet, aufgeteilt auf Material, Personal und Serviceleistungen? Wer zahlt welchen Anteil?

4) Wie viele Menschen wurden hierzulande mit dem H1N1-Virus angesteckt? Wie viele sind nachweislich an ihm gestorben?

5) Werden die Kontrakte mit den Pharmakonzernen offengelegt?

6) Was ist mit den ungebrauchten Impfdosen geschehen? Wo sind sie gelagert? Wann läuft das Verbrauchsdatum ab?

7) Wäre es nicht angebracht, den Verlauf der Impfkampagne durch eine nationale parlamentarische Untersuchungskommission beleuchten zu lassen?

**Réponse commune** (18.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das A/H1N1-Virus hat sich über die ganze Welt ausgebreitet, nicht als Epidemie, wie der ehrenwerte Abgeordnete wohl bemerkt, sondern laut Weltgesundheitsorganisation als sogenannte Pandemie.

Die Lage in Luxemburg wird ständig durch das Staatslaboratorium evaluiert, neu festgestellte Fälle mit A/H1N1-Erreger werden mitgeteilt.

Die Impfkampagne war logistisch sehr gut organisiert. Die Zusammenarbeit zwischen Gemeinden und staatlichen Instanzen war exemplarisch. Es konnten viele Freiwillige aus allen Bereichen mobilisiert werden, um die Kampagne durchzuführen.

Ausgegeben wurden für Personalkosten ungefähr 564.418 €, für Material und Impfstoff etwa 1.808.732 €, für sonstige Dienstleistungen, wie etwa die der Gemeinden, zirka 425.830 €. Bis heute sind rund 33.000 Personen in Luxemburg geimpft worden. Diese Zahl liegt deutlich unter der bei saisonaler Grippe festgestellten Impfquote. Die Impfung ist jedoch noch nicht abgeschlossen. In der Tat lassen sich zurzeit noch vereinzelt Personen in Luxemburg gegen A/H1N1 impfen. Auch haben noch nicht alle Ärzte ihre Abrechnungen eingesandt, die es meinen Dienststellen erlauben, die Zahl der geimpften Personen zu erfassen.

Die im Labor nachgewiesenen Befunde für A/H1N1-Infektion belaufen sich in Luxemburg auf 2.098 Personen, daneben gibt es jedoch eine sehr viel höhere Dunkelziffer Infizierter. Nachweislich sind in Luxemburg drei Menschen an den Folgen dieser Grippe gestorben.

Nicht genutzte Dosen werden bei spezialisierten Firmen, getrennt als Erregerkonzentrat und Lösungsmittel mit Adjuvantien, gelagert. Das Ablaufdatum des Lösungsmittels ist verschieden von dem des Erregerkonzentrats. Das Lösungsmittel kann auch mit anderen Typen von Grippeviruskonzentraten verwendet werden. Das Erregerkonzentrat verfällt im August und September 2011, während das Lösungsmittel mit Adjuvantien ein viel längeres Verfallsdatum hat. Dieses wird regelmäßig nachgetestet und von der EMEA um ein Jahr verlängert.

Was den Einsatz der Rettungskräfte während der Impfkampagne anbelangt, gab es keinerlei Schwierigkeiten zu verzeichnen. Es muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass diese Impfkampagne zeitlich begrenzt und in einer überschaubaren Zahl von Impfbüros stattfand.

Gemeinsam mit allen betroffenen Verwaltungen wird in den nächsten Wochen eine detaillierte Bilanz gezogen.

Auf europäischer Ebene wird diese Bilanz im Rahmen des informellen Gesundheitsministerrates Anfang Juli gezogen. Zu bemerken ist, dass Luxemburg sich von Anfang an für eine stärkere Zusammenarbeit auf europäischer Ebene eingesetzt hat. Dies gilt vor allem für die Verhandlungen mit der Pharmaindustrie.

**Question 0585** (15.4.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **maisons médicales**:

Die Patienten sollen einen Mentalitätswandel anstreben und die Maisons médicales aufsuchen, so lautet der Wunsch des Gesundheitsministeriums. Man kann sich dennoch die Frage stellen, ob die Bevölkerung aufgrund der ihr vorliegenden Optionen von akuter Versorgung sich dennoch in allen Fällen für den Besuch einer Maison médicale entscheidet. Dies weil später im Anschluss an den Besuch der Maison médicale sowieso eine RX-Untersuchung oder eine andere diagnostische Maßnahme in einer diensthabenden Klinik ansteht oder weil das Symptom als ernster erachtet wird oder weil die diensttuende Klinik und die dort praktizierenden Ärzte die medizinischen Unterlagen des Patienten (aus früheren Hospitalisationen) aufbewahrt haben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was sind die genauen operativen Statistiken der Maisons médicales des Landes zum heutigen Zeitpunkt?

2) Wo können diese Statistiken von der interessierten Öffentlichkeit eingesehen werden?

3) Warum werden keine ICD-Kodierungen oder ICPC-Klassifizierungen bezüglich der in den Maisons médicales vorgefundenen Krankheitsbilder angefertigt?

4) Wie viele Male mussten Nutzer von Maisons médicales gleich nach dem Arztbesuch eine Klinik aufsuchen?

5) Wieso wird in Luxemburg noch kein nationales Triage-System

beispielsweise nach dem Modell des portugiesischen SAUDE 24 oder des schottischen NHS 24 betrieben, wobei Patienten dann nach einer telefonischen Beratung in die für sie am besten geeignete Struktur orientiert werden können?

6) Gibt es eine offizielle Bedarfsanalyse, auf der die vergangen und derzeitigen Überlegungen zum Aufbau von Maisons médicales und die Zusammenarbeit von Familienarztpraxen basieren?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les statistiques pour l'année 2009 en matière de fréquentation des maisons médicales se présentent comme suit:

	Patients vus	Visites	Consultations
Région Sud	9.345	3.621	5.724
Région Nord	8.797	2.749	6.048
Région Centre	11.869	4.297	7.548
<b>Total Pays</b>	<b>30.011</b>	<b>10.677 = 36%</b>	<b>19.320 = 64%</b>

Les maisons médicales, qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays et dont la mission consiste à assurer le service de remplacement en médecine générale, garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin de famille.

Le triage des patients est effectué par les médecins du service de remplacement au même titre que le font les médecins dans leur pratique courante, soit par le premier contact téléphonique avec le patient lors d'une demande de visite, soit lors de la consultation dans la maison médicale ou dans leur cabinet. Un système de triage à un échelon supérieur devrait, le cas échéant, être mis en place par l'Administration des Services de Secours et impliquerait une dépense non négligeable pour l'État, avec des résultats toutefois hypothétiques.

Afin de ne pas surcharger la tâche des médecins du service de remplacement et dans l'optique de pouvoir juger du type de pathologies rencontrées, il a été jugé opportun de recourir aux codes de diagnostic déjà utilisés dans le cadre du constat d'incapacité de travail, et non pas aux systèmes de codification auxquels fait référence Monsieur le Député.

**Question 0589** (16.4.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange**:

En marge de la journée d'action européenne des syndicats du secteur ferroviaire, la désaffectation future de la ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange a été fortement critiquée. À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la fermeture de la ligne prémentionnée pour le trafic voyageur a été décidée?

- Dans l'affirmative: quels sont les arguments qui ont motivé cette décision? Quand est-ce qu'elle sortira ses effets?

- Comment une telle mesure s'intègre-t-elle dans une stratégie nationale qui vise à renforcer l'offre des transports publics dans le but d'atteindre un modal split de 75/25?

**Réponse** (28.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire N°589 du 16 avril 2010, l'honorable Député Roger Negri s'interroge au sujet de la fermeture éventuelle de la ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange.

À l'instar d'une analyse détaillée des lignes de bus RGTR qui est actuellement en cours pour déceler les lignes à très faible occupation, le conseil d'administration des CFL a demandé à sa direction de faire une analyse similaire pour certaines lignes de train. En effet, il s'agit d'offrir un transport en commun efficient et correspondant à une véritable demande du public, tout en évitant

des gaspillages de deniers publics en offrant des lignes à très faible occupation, voire à occupation inexistante.

Ainsi, il a été constaté que la ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange souffre de la concurrence directe des autobus empruntant le même trajet mais avec une fréquence plus importante. De ce fait, les CFL ont dû noter une baisse considérable de fréquentation des trains sur cette ligne. Seulement 75 passagers sont enregistrés en moyenne par direction et par jour sur les 13 trains mis en exploitation, soit en moyenne moins de 6 passagers par train.

D'ailleurs, la suppression de cette ligne permettrait de réduire les coûts de quelque 1.300.000 euros par an à terme.

À noter cependant enfin qu'aucune décision n'a été prise à ce stade, de sorte qu'il n'existe pas encore de calendrier de mise en œuvre.

**Question 0590** (16.4.2010) de **MM. Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant la **ligne ferroviaire du Nord**:

La période législative précédente le Gouvernement avait annoncé une panoplie de mesures et de projets destinés à moderniser et ainsi augmenter l'attractivité de la ligne ferroviaire du Nord.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La construction de la voie d'évitement à Michelau sera-t-elle construite comme annoncé pendant les années 2011/2012?

- Le Gouvernement a-t-il d'autres projets à l'étude pour des voies d'évitement sur certains tronçons entre les tunnels, comme par exemple entre Clervaux et Maulsmuehle?

- Le Gouvernement belge envisage-t-il d'investir dans le matériel ferroviaire et la ligne reliant Troisvierges et Liège?

- Quand le cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges du lundi au vendredi sera-t-il réalité?

- Quelles sont les raisons qui empêchent pour l'instant l'instauration du cadencement semi-horaire sur cette ligne ferroviaire?

**Réponse** (28.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire N°0590 du 16 avril 2010, les honorables Députés Emile Eicher, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes s'enquerraient au sujet de la ligne ferroviaire du Nord.

En effet, l'on remarque tout d'abord que des études sont prévues en vue de la construction de voies d'évitement sur certains tronçons. La construction d'une voie d'évitement à la hauteur de l'arrêt Michelau fait partie de ces études et est actuellement prévue dans le programme décennal d'investissement du Fonds du rail.

En outre, il en ressort qu'INFRA-BEL est actuellement en cours de réaliser un programme d'investissement pour renouveler les infrastructures ferroviaires entre la frontière luxembourgeoise et Liège. Selon nos informations, la SNCB prévoit le remplacement du matériel roulant actuellement utilisé sur la relation Luxembourg-Liège par du matériel roulant plus récent et ceci à partir du mois de juin 2010, sans toutefois prévoir des investissements dans du matériel complètement nouveau pour cette ligne.

La ligne ferroviaire du Nord est actuellement desservie par quatre trains par heure sur le tronçon Luxembourg-Ettelbruck et par deux trains par heure sur les tronçons Ettelbruck-Kautenbach, Kautenbach-Wiltz et Diekirch-Ettelbruck. Le tronçon Kautenbach-Troisvierges est desservi par un train par heure, renforcé par des trains supplémentaires en heures de pointe du matin et soir.

L'instauration du cadencement semi-horaire, en combinaison avec le maintien du service actuel de Wiltz, poserait problème pour la fiabilité et la ponctualité du concept d'exploitation. Par ailleurs, la demande actuelle, avec ~20 montées/descentes en moyenne par train en dehors des heures de pointe au nord de Kautenbach, ne justifie guère un renforcement cadencé tout au long de la journée de cette desserte.

**Question 0596** (21.4.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant **l'énergie renouvelable**:

Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables établit un cadre pour la promotion et le développement de la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. À l'article 2, point 6, les sources d'énergie renouvelables sont définies comme suit: «les sources d'énergie non fossiles renouvelables (énergie éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice, marémotrice et hydroélectrique, biomasse, gaz de décharge, gaz des stations d'épuration d'eaux usées et biogaz)».

Or, l'article 4 qui détermine les conditions d'éligibilité, ne mentionne que les sources d'énergie renouvelables suivantes: «1. énergie éolienne; 2. énergie solaire; 3. énergie hydroélectrique; 4. biogaz; 5. gaz des stations d'épuration d'eaux usées; 6. biomasse

solide; 7. bois de rebut». Si l'on comprend que les énergies houlomotrice et marémotrice ne figurent pas sur la liste des sources énergétiques dont l'exploitation est subventionnée au Luxembourg, il en est tout autrement pour le gaz de décharge.

Il en résulte que l'électricité produite à partir des gaz de décharge du SIGRE ne bénéficie pas d'une rémunération de l'électricité injectée à même titre que la valorisation des autres sources d'énergie renouvelables énumérées à l'article 4 précité.

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer cette différenciation entre l'électricité produite à partir de gaz de décharge et celle provenant d'autres sources d'énergie renouvelables?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le règlement grand-ducal en question devrait être modifié afin d'inclure le gaz de décharge au niveau de l'article 4?

**Réponse** (1.6.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen concernant la rémunération de l'électricité produite à partir de gaz de décharge, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En mars 2007, le Gouvernement, représenté par son Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et son Ministre de l'Environnement, a présenté l'étude sur les sources d'énergie renouvelables au Luxembourg (LUXRES) qui a permis de dégager les grandes lignes d'une stratégie future de promotion des énergies renouvelables au Luxembourg.

Parallèlement, j'ai réformé la réglementation des tarifs d'injection pour l'électricité qui s'est largement basée sur les analyses et les conclusions de l'étude LUXRES. Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables (ci-après «Règlement») établit le cadre pour la promotion et le développement de la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les tarifs d'injection ont été déterminés dans l'optique d'une incitation adéquate pour les différentes catégories technologiques dans le domaine des énergies renouvelables et tiennent compte des aides à l'investissement accordées dans le cadre d'autres législations ou réglementations, tout en respectant le cas échéant les règles de cumul prévues dans le cadre européen en matière d'aides d'État.

Dans cette logique, le règlement fixe uniquement des tarifs d'injection pour des catégories technologiques pour lesquelles la fixation de tarifs d'injection est nécessaire et justifiable.

Dans le cadre de l'élaboration du règlement, les analyses économiques basées sur des installations types de chaque segment technologique ont cependant montré que les aides à l'investissement prévues par le Fonds pour la protection de l'environnement (placé sous l'autorité du Ministre du Développement durable et des Infrastructures) et accordées aux installations produisant de l'électricité à partir de gaz de décharge sont suffisantes, ensemble avec un prix d'électricité moyen de marché, pour garantir une exploitation économique de ces installations en question.

C'est ainsi que le règlement fait abstraction d'un tarif d'injection pour les installations à base de gaz de décharge. Sur base des éléments actuellement disponibles, je ne vois pas la nécessité d'introduire un tarif d'injection pour ces installations.

**Question 0599** (21.4.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant **le renouvellement du permis de conduire**:

Les conditions de renouvellement du permis de conduire sont fixées par un arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route). L'article 87 de cet arrêté précise que les permis sont renouvelés à partir de 60 ans pour une période de dix ans, ensuite tous les trois ans à partir de 70 ans, et enfin tous les ans à partir de 80 ans. Le renouvellement triennal à partir de 70 ans est assez récent et n'a été introduit qu'à partir de 2005.

Cependant, il est un fait que depuis le demi-siècle passé la condition physique en général en avançant dans l'âge s'est améliorée et que le vieillissement s'est décalé d'au moins dix années. De la sorte on peut se demander si les conditions du renouvellement du permis ne devraient pas être adaptées à cette évolution sanitaire.

De la même façon, il est peu compréhensible que le renouvellement du permis à partir de 70 ans doive se faire tous les trois ans. Dans la réponse à ma question parlementaire du 30 avril 2007 sur le même problème (cf. *compte rendu N°13/2006-2007 - question parlementaire N°1714*), le ministre compétent de l'époque avait fait état de la nécessité de contrôles médicaux réguliers, ce qui est sans doute vrai à condition qu'ils ne soient pas abusifs. Il avait également souligné que l'analyse des bilans des accidents routiers révèle que peu d'accidents sont le fait de personnes âgées, affirmant ainsi implicitement que les examens médicaux à répétition pour le renouvellement du permis de conduire en étaient la cause.

Sans vouloir discuter la pertinence de ce raisonnement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de nouveaux permis l'administration en charge doit-elle émettre chaque année? Quelle est l'évolution du nombre de permis de personnes âgées aux différentes étapes de la vie? Quelle est la charge administrative supplémentaire encourue par le renouvellement fréquent du permis à partir de 70 ans, comparée au renouvellement décennal de mise jusqu'en 2005?

- Dans l'optique de l'allègement des charges administratives en général et pour les détenteurs du permis de conduire en particulier, ne convient-il pas de revoir les périodes de renouvellement du permis en tenant compte de l'évolution sanitaire générale, par exemple en étendant le renouvellement à partir de 70 ans de trois à cinq ans, et à partir de 80 de un à trois ans, sachant qu'il est toujours possible aux autorités de rester flexibles dans l'attribution des permis?

**Réponse** (28.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la périodicité du renouvellement du permis de conduire, en particulier à partir de 70 ans.

Conformément à l'article 87 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), la durée de validité du permis de conduire est réglée comme suit: «...Sans préjudice des dispositions de l'article 83 relatives à la durée de validité du permis de conduire pendant la période de stage, les permis de conduire des catégories A, B, B+E et F et des sous-catégories A1, A2 et A3 sont valables jusqu'à l'âge de 60 ans des titulaires. Par la suite, ces permis ne sont délivrés ou renouvelés que pour une durée maximum de 10 ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 70 ans des titulaires. À partir de l'âge de 70 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que pour une durée maximum de trois ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 79 ans des titulaires. À partir de l'âge de 79 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que d'année en année...».

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1996, date d'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 11 août 1996 modifiant le Code de la Route, le délai de validité des permis de conduire a été porté à trois ans à partir de l'âge de 70 ans et à un an à partir de 80 ans. À relever à cet égard qu'à l'époque ces changements ont été effectués en étroite concertation avec l'association représentant les intérêts des personnes âgées (Amiperas).

En 2009, le nombre total de nouveaux permis de conduire émis, toutes catégories de permis et toutes tranches d'âge confondues, s'est porté à 44.324 unités. Parmi ces 44.324 permis de conduire délivrés, 24.820 permis de conduire ont été établis dans le cadre du renouvellement obligatoire des permis de conduire pour cause d'atteinte d'une des limites d'âge réglementaires prévues par le Code de la Route. Parmi les 24.820 permis de conduire renouvelés en 2009, 10.164 permis de conduire, soit 40,9% des permis de conduire renouvelés et 22,9% de tous les permis de conduire délivrés, ont concerné des personnes âgées de 70 ans ou plus. Le détail de ce chiffre est repris dans le tableau ci-dessous.

Âge du demandeur	Permis de conduire renouvelés
70	1502
71	630
72	142
73	1060
74	465
75	135
76	113
77	420
78	272
79	732
80	1111
81	930
82	708
83	575
84	404
85	300
86	216
87	137

88	115
89	81
90	50
91	30
92	15
93	8
94	4
95	7
96	1
97	0
98	0
99	0
100	0
101	0
102	1

Depuis 1989, le nombre des permis de conduire renouvelés, toutes catégories de permis de conduire et toutes tranches d'âge confondues, a évolué comme suit:

Année	Permis de conduire renouvelés
1989	6.547
1990	11.172
1991	9.093
1992	9.272
1993	9.495
1994	9.474
1995	9.451
1996	9.513
1997	13.120
1998	16.613
1999	18.020
2000	20.111
2001	20.059
2002	21.213
2003	21.670
2004	22.481
2005	21.368
2006	22.928
2007	23.092
2008	24.442
2009	24.820

Les périodes de renouvellement du permis de conduire seront revues dans le cadre de la transposition de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (refonte).

**Question 0601** (22.4.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide**:

Betreffend das Euthanasiegesetz vom 16. März 2009 möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie viele Patienten haben dieses Gesetz bisher in Anspruch genommen?
- 2) In welchen Institutionen wurde die Euthanasie angewendet?
- 3) Wie ist die Quote in den verschiedenen Krankenhäusern, CIPAs, Altenheimen und zu Hause im familiären Umkreis?
- 4) Hat das Euthanasiegesetz den Erfolg, den sich der Gesetzesgeber erwünscht hatte?

**Réponse** (1.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

La loi du 19 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide a prévu l'instauration d'une Commission nationale de contrôle et d'évaluation qui a comme rôle d'être le garant de la bonne application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Le législateur a prévu que ladite commission établira à l'attention de la Chambre des Députés, la première fois endéans les deux ans de l'entrée en vigueur de la loi précitée, un rapport contenant une évaluation de ladite loi, des statistiques et, le cas échéant, des recommandations.

Ne souhaitant pas anticiper les observations ainsi que les conclusions de ce rapport à venir et dans un souci du respect de la confidentialité imposée par le législateur en la matière, j'invite l'honorable Parlementaire à consulter le premier rapport de la commission dès que celui-ci aura été transmis à la Chambre des Députés.

**Question 0602** (22.4.2010) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant le **test VIH:**

AIDS und der diesbezügliche HIV-Test sind seit mehr als zwei Jahrzehnten auf der Tagesordnung der klinischen Versorgung. Auch wurde das luxemburgische Gesundheitssystem von Seiten der Forschungsinstitution „Health Powerhouse Foundation“ mit dem ersten Platz in Europa in Sachen HIV-Versorgung geehrt. Zudem hat das Gesundheitsministerium weitere Anstrengungen unternommen, um die AIDS-Problematik im Bewusstsein der Menschen zu verankern und einen Flyer veröffentlicht, der mittlerweile in vielen Praxen und anderen Versorgungsstrukturen verteilt wird. Das Informationsblatt des Ministeriums lädt auch zum HIV-Test ein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie ist die rechtliche Lage zum HIV-Test? Welche Rahmenbedingungen und rechtlichen Bedingungen sind hiezulande auf den HIV-Test anwendbar?
- 2) Ist der HIV-Test ein normaler Test oder wird er als besonders eingestuft und mit dementsprechend weitgehenden Datenregelungen ausgestattet?
- 3) Braucht der Arzt die Zustimmung des Patienten, wenn ein HIV-Test gemacht wird?
- 4) Wenn es der expliziten Einwilligung des Patienten bedarf für die Durchführung eines HIV-Tests, wie muss dies in der Praxis ablaufen (Unterschrift auf Formular, einfache Zusage...)?
- 5) Kann der Patient vor einer OP den HIV-Test verweigern?
- 6) Welche Maßnahmen können ergriffen werden vom Patienten oder vom Arzt, wenn rechtliche Vorschriften zum HIV-Test nicht eingehalten werden?
- 7) Wie systematisch wird der HIV-Test hiezulande gemacht?
- 8) In der Extrapolierung dieser Daten, wie viele potenzielle HIV-infizierte hätte das Land?

9) Gibt es Altersgruppen, die von den HIV-Tests ausgeschlossen sind?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Depuis la disponibilité de tests de dépistage du HIV, la politique au Luxembourg consiste à offrir gratuitement ces tests à toute personne désirant se faire dépister. Ces tests gratuits sont réalisés au Laboratoire national de Santé (LNS) et au Service national des maladies infectieuses du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL).

Conformément aux recommandations du Comité national de surveillance du SIDA, créé dès 1984, appuyées par les Ministres de la Santé et les gouvernements successifs, ces tests sont effectués sur base volontaire, anonymes si souhaité et accompagnés d'un «counseling» approprié.

En ce qui concerne la situation légale, la loi du 17 juin 1994 sur les services de santé au travail dispose en son article 17 que «ni les examens médicaux auxquels il est procédé en vertu de la présente loi, ni aucun autre examen effectué en relation avec le contrat de travail ne peuvent comporter un dépistage direct ou indirect du HIV/SIDA».

D'autre part, un test de dépistage est obligatoirement effectué sur chaque don de sang.

De ceci découle que le médecin devra demander l'accord du patient avant de lui faire subir un test de dépistage du HIV/SIDA et que le patient pourra le refuser, mais cette obligation ne repose que sur une recommandation du Comité national de surveillance du SIDA et n'a donc pas de valeur juridique contraignante.

Par contre, une personne à laquelle un test de dépistage est imposé dans le cadre de la législation de la santé au travail pourra porter plainte.

Chaque année, entre 13.000 et 14.000 tests sont réalisés dans les deux institutions officiellement agréées pour le dépistage du HIV/SIDA, à savoir le LNS et le CHL.

Entre 25.000 et 28.000 dons de sang sont testés annuellement.

Une enquête informelle effectuée en 2010 par l'AIDSberodung Croix-Rouge auprès des autres laboratoires du pays a révélé que plus de 40.000 tests sont réalisés dans ces laboratoires. Mes services ne disposent pas de données sur le nombre exact ni sur les résultats de ces tests. C'est pourquoi il n'est pas possible de tirer des conclusions sérieuses sur un nombre potentiel de personnes infectées par HIV/SIDA vivant au Luxembourg sur base de ces données.

En partant des données du Laboratoire national de Rétrovirologie et du Service national des maladies infectieuses qui sont impliqués dans la prise en charge de pratiquement tous les patients infectés par HIV/SIDA au Luxembourg, le nombre connu de personnes infectées vivant actuellement au Luxembourg est de 549.

Certains experts estiment que dans les pays d'Europe de l'Ouest, la proportion de personnes infectées non diagnostiquées se situerait à environ 30% (Dunkelziffer) des cas connus, ce qui porterait le nombre total au Luxembourg à +/- 715 patients.

Au Luxembourg, aucun groupe d'âge n'est exclu du dépistage du HIV/SIDA.

**Question 0605** (21.4.2010) de **M. Henri Kox (déi gréng)** concernant la **décision française de supprimer la procédure d'enquête publique pour les demandes d'accroissement des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires:**

D'après la fédération française «Sortir du nucléaire», un amendement du Gouvernement français dans le «projet de loi portant engagement national pour l'environnement» propose de supprimer la procédure d'enquête publique pour les demandes d'accroissement des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires.

Avec l'acceptation de cet amendement, une autorisation administrative suffirait désormais pour augmenter les rejets et les prélèvements d'eau, une procédure bien plus flexible et rapide que la procédure transparente et contraignante actuelle.

Dans le cadre du renouvellement des autorisations de rejets et de prélèvements de la centrale nucléaire de Cattenom en 2003/2004, l'enquête publique avait permis aux citoyens et associations du Luxembourg de s'informer en détail, de demander des informations supplémentaires et d'acter leur opposition.

La dispense d'enquête publique serait donc également un déni de transparence pour le Luxembourg respectivement pour toutes les populations vivant à proximité d'installations nucléaires françaises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette analyse d'une modification prévue de la législation française?

- Est-ce que vous partager l'avis que la procédure actuelle de l'enquête publique constitue un instrument essentiel d'un débat public honnête et transparent, y inclus pour le Luxembourg, en ce qui concerne les centrales nucléaires françaises de Cattenom et de Chooz?

- Pour quelles raisons le Gouvernement français souhaite-t-il faciliter les augmentations de rejets et de prélèvement d'eau?

Source:  
Projet de loi portant engagement national pour l'environnement, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 9 avril 2010.

Texte de la Commission du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire:

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/ta-commission/r2449-a0.asp>

Article 94 quater (non modifié)

Après le II de l'article 29 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, il est inséré un II bis ainsi rédigé:

«II bis. - Un projet de modification de l'installation ou de ses conditions d'exploitation soumis à l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire qui, sans constituer une modification notable de l'installation, est susceptible de provoquer un accroissement significatif de ses prélèvements d'eau ou de ses rejets dans l'environnement fait l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités définies à l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.»

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

L'honorable Député se fait l'écho d'un communiqué de presse publié le 20 avril 2010 par le réseau associatif français «sortir du nucléaire» au sujet d'un amendement du Gouvernement français au projet de loi portant engagement national pour l'environnement (dit projet de loi «Grenelle 2») qui se proposerait de supprimer la procédure d'enquête publique pour toutes les demandes d'augmentation des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires.

Or, il m'importe de souligner que l'article 94 quater du projet de loi précité prévoit justement la mise en place d'une procédure de consultation du public pour le cas où «un projet de modification de l'installation nucléaire ou de ses conditions d'exploitation, soumis à l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui, sans constituer une modification notable de l'installation, est susceptible de provoquer un accroissement significatif de ses prélèvements d'eau ou de ses rejets dans l'environnement».

D'après les informations dont je dispose, l'article 94 quater a d'ailleurs été voté dans cette teneur lors de l'adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale française en date du 11 mai 2010.

Ainsi, la disposition en question ne fait que renforcer la participation du public au processus de décision. En effet, elle ne change en aucune façon les règles applicables aux modifications notables des installations nucléaires, mais elle apporte un élément nouveau dans le cas d'une modification de plus faible ampleur qui, en l'occurrence, sera soumise à un simple accord de l'ASN.

Étant donné que le cas échéant, une telle consultation sera réalisée, du moins en partie, par Internet, elle va permettre de surcroît à la population luxembourgeoise ainsi qu'aux associations concernées d'y faire valoir leurs observations éventuelles.

**Question 0606** (22.4.2010) de **MM. Félix Braz et Jean Huss (déi gréng)** concernant la **répartition des pharmacies à Esch-sur-Alzette:**

Les pharmacies représentent un élément important de notre système de santé. Il n'existe pas de règlement fixant le nombre de pharmacies par commune, mais seulement une recommandation qui prévoit une pharmacie pour 5.000 habitants. Le nombre de pharmacies par commune est fixé par le Ministre de la Santé sur avis du collège médical. C'est également le Ministre qui, sur avis du collège médical, définit les concessions à attribuer.

Selon la recommandation officielle, la ville d'Esch-sur-Alzette ne devrait disposer que de six pharmacies, en réalité, elle en compte huit. Ces pharmacies sont cependant réparties de manière très irrégulière sur le terrain de la ville, avec une concentration de cinq pharmacies autour du quartier de la gare et de sa principale artère commerciale. De nombreux quartiers à forte densité de population se retrouvent ainsi sans pharmacie de proximité.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment se fait-il que le centre d'Esch-sur-Alzette regroupe cinq des huit pharmacies de la ville?

- Dans sa réponse du 17 février 2006 à une lettre du collège échevinal de la ville d'Esch-sur-Alzette Monsieur le Ministre avait indiqué son intention de s'attaquer au problème de la répartition inégale des pharmacies. Où en sont ces démarches et quels sont les résultats obtenus par Monsieur le Ministre jusqu'à présent?

**Réponse** (7.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Mon département poursuit depuis des années une politique continue de renforcement du réseau des pharmacies.

Cette politique est d'ailleurs inscrite dans le programme gouvernemental, qui prévoit en outre de réviser la procédure d'attribution des concessions pour pharmacies en vue d'assurer une couverture appropriée dans l'intérêt de la santé publique.

Le but à atteindre par une répartition adéquate des officines doit être d'assurer à la population un service public de proximité, tout en considérant la viabilité économique des pharmacies.

La loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie prévoit en effet qu'aucune pharmacie ne peut être établie sans autorisation du Gouvernement, qui prendra au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale. Elle n'institue toutefois pas de norme arithmétique ou quota basés sur le principe de proportionnalité entre le nombre d'officines et le nombre d'habitants dans la commune d'implantation.

À l'heure actuelle, il y a donc une répartition géographique des officines qui tend à couvrir au mieux l'ensemble du territoire afin de desservir de façon égalitaire les populations. Du point de vue de la densité des pharmacies, celle-ci suit de près la densité démographique. Ainsi la région du Sud avec 30,2% de la population totale regroupe également 30,2% du total des pharmacies. Il en est de même de la région du Centre-Sud (composée par les communes des cantons de Luxembourg et de Capellen, à l'exception de Clemency et de Bascharage, ainsi que les communes de Lorentzweiler, Roeser et Frisange) qui regroupe 37,7% de la population et 38,2% du total des pharmacies.

À l'échelle nationale, on compte 18,6 pharmacies pour 100.000 habitants, ce qui correspond à une pharmacie pour 5.375 habitants. Le nombre optimal de résidents à desservir par une pharmacie tourne effectivement autour de 5.000. Toujours est-il que ce chiffre se base sur l'ensemble de la population susceptible de s'approvisionner en médicaments dans une pharmacie. Cet ensemble peut en effet être composé par la population locale, celle du transit ou celle attirée par les services de santé, voire par des attractions commerciales locales.

À l'échelle locale, notamment au niveau de la ville d'Esch-sur-Alzette, le nombre de pharmacies installées lors du maximum démographique s'est maintenu et on a à l'heure actuelle une pharmacie pour 3.750 habitants. En comparaison, la ville de Luxembourg en possède une pour 4.475 habitants. Dans la capitale





et dans la deuxième ville du pays, la question essentielle demeure celle de l'emplacement des dispensateurs des soins, que sont les médecins généralistes et les médecins spécialistes, face à celui des commerces. Ces derniers tendent à développer leurs activités de plus en plus à l'extérieur des agglomérations. Or, souvent faute de patientèle résidente, les cabinets médicaux restent pourtant cantonnés au centre des villes, ce qui explique en corollaire le maintien des pharmacies dans leur proximité.

La répartition géographique des officines à l'intérieur d'une ville est souvent dissymétrique du fait des héritages historiques. Dans ce contexte, il est à considérer que la législation n'a pas prévu de règles quant au transfert des officines, notamment lors du développement de nouvelles zones d'habitation. C'est seulement dans le cas d'une vacance d'une concession de pharmacie ou d'une nouvelle création qu'il est envisageable d'imposer l'implantation dans un périmètre défini de celle-ci. Il s'agit bien sûr d'assurer une couverture géographique la plus pertinente pour satisfaire les besoins de la population.

**Question 0609** (23.4.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants**:

Sous le titre «L'intégration en tant que moteur du développement et de cohésion sociale» s'est déroulée les 15 et 16 avril 2010 à Saragosse la quatrième conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Le Luxembourg a-t-il participé à cette conférence ministérielle?

- Les instances consultatives, comme le Conseil national pour étrangers respectivement le comité interministériel, ont-elles été impliquées dans la préparation de cette conférence ministérielle?

- Quels sont les constats faits à Saragosse par rapport à la troisième conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants qui s'était tenue à Vichy en novembre 2008?

- Quels sont les enseignements tirés par la délégation luxembourgeoise?

- Comment les conclusions de Saragosse seront-elles répercutées vers les acteurs de terrain, le Conseil national pour étrangers, les communes ou le monde associatif?

**Réponse** (18.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

- Oui, le Luxembourg a été représenté par Madame la Directrice de l'OLAI, ainsi que par une représentante de la Direction de l'Immigration.

- Les instances consultatives n'ont pas été impliquées dans la préparation de ladite conférence alors que l'actuelle politique en matière d'intégration tient déjà compte des sujets traités lors de la conférence en question.

- L'évaluation des politiques d'intégration a été retenue comme priorité au niveau européen de sorte que le programme de Stockholm qui s'étend sur la pé-

riode de 2010 à 2014 invite à l'élaboration d'une série de grands indicateurs dans un nombre restreint de domaines d'action devant permettre l'évaluation de ces politiques et en même temps la comparabilité au niveau européen. À Saragosse, les États membres se sont dans cet ordre d'idées mis d'accord à concourir au lancement d'un projet pilote d'évaluation. Par ailleurs, a été abordé comme autre thème principal le rôle des autorités locales et des villes dans la promotion de la diversité culturelle et en même temps de la cohésion sociale, ainsi que l'importance de l'interaction entre les immigrants et les citoyens des États membres, tel que cela avait déjà été mis en évidence dans les conclusions de la conférence ministérielle de Vichy.

«Faire de l'immigration une préoccupation transversale afin de développer des politiques globales, tenir compte de la problématique dans tous les domaines d'action concernés en veillant à ce que les différents niveaux de décision et d'administration publique coopèrent et se concertent». Voilà un des points forts retenus par la déclaration approuvée par la conférence ministérielle de Saragosse.

- La délégation luxembourgeoise se voit confirmée dans son approche prise dans le cadre de la nouvelle loi du 16 décembre 2008 notamment par l'élaboration d'un plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations confiée à l'OLAI en concertation avec le comité interministériel et moyennant la consultation de la société civile et des communes. Pour ce qui est de l'évaluation des divers instruments de mise en œuvre de la politique d'intégration au Luxembourg, des réflexions à ce sujet sont actuellement en cours.

- Le nouveau site de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration entrera bientôt en ligne. Les dites conclusions y seront publiées. En même temps, une version papier sera diffusée aux membres du Conseil national pour étrangers, ainsi qu'au Syvicol.

**Question 0611** (26.4.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **deuxième génération du «Système d'Information Schengen» (SIS II)**:

Le développement du «Système d'Information Schengen» de deuxième génération (SIS II) a fait l'objet de nombreux problèmes et de retards, ce qui a notamment provoqué des coûts additionnels considérables. Le SIS II n'est toujours pas en service, ce qui semble renforcer les doutes quant à l'opportunité de continuer sa mise en œuvre. Ainsi, selon des informations parues dans la presse internationale, un certain nombre d'États, dont notamment l'Allemagne, seraient opposés à la poursuite du développement du nouveau système.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelle est la position du Luxembourg en la matière?

- Au cas où le Luxembourg serait favorable à une continuation du développement du SIS II, comment le Gouvernement entend-il œuvrer afin de garantir une mise en place du système dans des délais raisonnables et dans la limite des budgets accordés?

**Réponse** (18.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le Conseil de l'Union européenne a, lors de sa session des 6 et 7 décembre 2001, adopté les instruments juridiques du SIS II ainsi qu'un mandat de développement jusqu'au 31 décembre 2006. En juin 2009, après de nombreuses péripéties (surtout d'ordre technique) du SIS II, les Ministres ont décidé d'une solution alternative basée sur le système actuel, alternative appelée SIS1+RE à mettre en place qu'en cas de tests de fonctionnement négatifs pour le SIS II.

Par ailleurs, afin de remédier aux problèmes de gestion du projet, le Conseil a institutionnalisé le «global programme management board (GPMB)» avec comme finalité une coopération optimale entre les experts de la Commission et ceux des États membres. En outre, la Commission a imposé des modifications contractuelles aux firmes chargées du développement du SIS II. Sous l'impulsion de l'Allemagne et de l'Autriche, un test jalon 1 a été effectué en début 2010 et, consécutivement à la réussite de ce test, 24 États membres dont le Luxembourg se sont prononcés en faveur de la continuation du projet.

Il est à souligner que le Luxembourg a été considéré comme pays modèle par rapport aux résultats de test. Fort de cette expérience, le Luxembourg se rallie à la large majorité des États membres soutenant ce projet ambitieux dont la finalité première est l'intégration de la biométrie dans le SIS (Schengen Information System).

Lors du dernier Conseil JAI le 3 juin 2010 et afin de garantir une saine gestion financière du projet, la Commission a présenté un nouveau calendrier indicatif qui prévoit le lancement du système pour l'été 2013. Par ailleurs, la Commission s'est engagée à sécuriser les investissements nationaux des pays membres.

**Question 0612** (26.4.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **session du Conseil JAI du 23 avril 2010 à Bruxelles**:

Le vendredi, 23 avril 2010, une session du Conseil JAI s'est tenue à Bruxelles. Or, le protocole n°6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, annexé au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dispose que «pendant les mois d'avril, de juin et d'octobre, le Conseil tient ses sessions à Luxembourg».

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser les raisons pour lesquelles le Conseil JAI du 23 avril 2010 s'est tenu à Bruxelles, et non à Luxembourg comme le prévoit le protocole n°6 précité?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les traités ainsi que les protocoles y annexés devraient être respectés de manière absolue, de telles exceptions pouvant affaiblir la position du Luxembourg en matière de politique de siège d'institutions européennes?

**Réponse** (9.6.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

L'honorable Député se réfère au protocole n°6, annexé au Traité sur le fonctionnement de l'UE, qui stipule que «pendant les mois

d'avril, de juin et d'octobre, le Conseil tient ses sessions à Luxembourg».

La tenue de la session du Conseil JAI du 23 avril 2010 est restée en suspens durant plusieurs jours en raison des séquelles laissées par le dysfonctionnement du trafic aérien causé par l'éruption volcanique en Islande.

Face à ce véritable cas de force majeure et sans moyen de prévoir le moment auquel le nuage de cendres se dissiperait, permettant une reprise normale du trafic aérien, la Présidence espagnole a envisagé, dans un premier temps, d'annuler la session du Conseil. Elle s'est ravisée pour la confirmer plus tard, en raison du caractère d'urgence que revêtaient certaines questions à l'ordre du jour de la réunion.

Malgré une reprise progressive du trafic aérien, le Luxembourg a alors décidé de surseoir à l'organisation du Conseil JAI et de donner son accord à l'organiser à Bruxelles à la date indiquée pour deux raisons majeures:

- La première et principale tient au calendrier serré qui entoure l'adoption du projet de directive «SWIFT», inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'avril. Sans compter les éventuels effets négatifs sur le cheminement procédural de la directive en cause, un report de la discussion, dû à l'annulation du JAI pour cause de congestion de l'Aéroport de Findel, aurait été gravement et durablement préjudiciable au site luxembourgeois.

- La seconde raison repose sur le constat que les infrastructures aéroportuaires à et autour de Bruxelles offrent davantage de possibilités d'atterrissage en situation d'encombrement de l'espace aérien, comme celui que l'on a connu à la mi-avril, que celles à Luxembourg.

Il ne s'agit donc ici pas d'une «exception» que nous aurions concédée, mais bien d'un cas de force majeure ne nous laissant guère d'autre choix. L'application du protocole n°6 du Traité sur le fonctionnement de l'UE n'est cependant en rien concernée ici et demeure entière. Je resterai vigilant à ce sujet.

À titre subsidiaire, je crois savoir que, malgré l'organisation du Conseil JAI à Bruxelles, le quorum ministériel nécessaire pour valider une étape procédurale du projet de directive «SWIFT» n'a pu être atteint. Ce qui aura permis de rappeler opportunément qu'il n'existe pas d'alternative à Luxembourg pour l'organisation des Conseils des mois d'avril, de juin et d'octobre.

**Question 0613** (26.4.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **réforme de la nomenclature dentaire**:

Avant son entrée au Gouvernement en août 2004, Monsieur le Ministre ne cessait de réclamer une réforme de la nomenclature dentaire. Force est toutefois de constater que cette réforme tarde toujours d'être mise en pratique.

Ainsi, dans sa réponse du 10 avril 2008 à ma question parlementaire du 13 mars 2008 concernant la réforme de la nomenclature dentaire (*cf. compte rendu N°12/2007-2008 - question parlementaire N°2385*), Monsieur le Ministre avait signalé que le conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie allait continuer l'analyse de ladite nomenclature «en basant la dis-

cussion sur le projet élaboré par le Dr Toury».

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est le projet de la réforme de la nomenclature dentaire? Dans quels délais peut-on s'attendre à la finalisation de cette réforme?

- Monsieur le Ministre peut-il d'ores et déjà fournir des détails de cette réforme? Est-ce que des éléments du projet de réforme, présentés à l'époque par l'expert français, le Dr Toury, vont être repris?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Au courant de l'année 2009, le Dr Toury, expert chargé d'étudier une révision de la nomenclature des actes de dentisterie, a été recontacté par la Caisse nationale de Santé pour une mise au point du projet. Les dernières précisions et finalisations y ont été apportées.

Lors de la dernière réunion de la quadripartite, plusieurs groupes de travail ont été mis en place afin de procéder à une analyse de la situation de l'assurance maladie eu égard aux problèmes tant structurels inhérents au système qu'aux problèmes conjoncturels résultant de la situation économique défavorable. Un de ces groupes de travail était chargé particulièrement de travailler sur le dossier des nomenclatures, à savoir leur mode d'élaboration et leur contenu. Les conclusions issues de ce groupe de travail (basées sur une étude des systèmes français et suisse) étaient prévues servir de base à une modification des dispositions du Code de la Sécurité sociale. Les discussions afférentes seront finalisées au niveau d'un avant-projet de loi portant réforme des soins de santé, qui sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Le projet de nomenclature dentaire élaboré par le Dr Toury devra donc être réexaminé à la lumière de ces nouvelles dispositions légales.

**Question 0614** (27.4.2010) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) et de **M. Paul Helming** (DP) concernant l'**évolution d'un projet d'école bilingue**:

En janvier 2009, l'école primaire francophone de Walferdange a reçu de la part du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle l'injonction de fermer définitivement ses portes à la fin de l'année scolaire 2009-2010. Suite à cette annonce, l'équipe enseignante s'est investie dans l'élaboration d'un nouveau projet d'école. L'objectif du nouveau projet d'école est la mise en pratique d'une école luxembourgeoise bilingue, élaboré en étroite collaboration avec des experts du système de l'éducation. Le projet se base sur deux principes reconnus: l'égalité des chances afin d'éviter la reproduction des inégalités liées à l'origine sociale des enfants dans le système scolaire, de même que le principe du libre choix.



Ce projet intéresse vivement les soussignés et a recueilli le soutien de la Ville de Luxembourg qui a même envisagé une possible implantation sur son territoire. Or, suite à une entrevue avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale, les initiateurs du projet auraient essuyé un refus de la part du Ministère en ce qui concerne le développement futur du projet d'école bilingue.

Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer les conclusions de ladite entrevue?

- Si oui, quelles sont les raisons qui ont poussé Madame la Ministre à refuser le projet d'école bilingue? Si non, quelles furent les conclusions exactes de l'entrevue?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que, vu l'accroissement continu du nombre d'enfants non luxembourgeois sur le territoire national en général et sur le territoire de la capitale en particulier, un projet d'alphabétisation bilingue constitue sinon une nécessité, du moins un projet intéressant?

**Réponse** (1.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Je confirme que je n'ai pas marqué mon accord pour la mise en pratique d'une école bilingue pour les raisons suivantes:

- mon département est en train de mettre en œuvre des réformes de grande envergure. Ces réformes visent également l'amélioration des chances de réussite des élèves, en partie à travers un réajustement de l'enseignement des langues, et demandent des engagements importants tant au niveau des ressources humaines qu'au niveau des ressources financières, ce qui m'empêche, à l'heure actuelle, d'autoriser des projets supplémentaires;

- un projet d'école bilingue pré-suppose une formation adéquate (pédagogie intégrée) du personnel enseignant, condition non remplie à l'heure actuelle.

Ces informations ont été transmises aux membres du personnel enseignant de l'école primaire francophone à Walferdange lors de ladite entrevue, qui a eu lieu le 4 mars 2010. Certes, je reste intéressée par un projet d'alphabétisation bilingue, mais pour les raisons que je viens d'évoquer, je préfère renoncer à l'heure actuelle à la mise en œuvre d'un tel projet.

Finalement, en ce qui concerne l'accroissement continu du nombre d'élèves non luxembourgeois sur le territoire national, la majorité des élèves de langue étrangère sont lusophones et non pas francophones, provenant du Portugal, du Cap-Vert ou du Brésil. Mon département favorise le développement des compétences plurilingues.

Des pratiques d'éveil et d'ouverture aux langues ainsi que de valorisation de la langue maternelle sont bénéfiques à l'apprentissage linguistique de tous les élèves. Cette approche pédagogique est prévue dans le plan d'études et tient davantage compte du contexte sociolinguistique luxembourgeois.

**Question 0615** (27.4.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **Birmanie**:

L'Union européenne s'apprête à renouveler sa position commune à l'égard de la Birmanie. J'aimerais connaître la position du Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de ce renouvellement. Vous n'êtes pas sans avoir que la junte prévoit d'organiser des élections à la fin de cette année qui seront une véritable mascarade et qui n'auront pour seul but que d'institutionnaliser le régime militaire en place et de tuer toute possibilité de voir un jour naître la démocratie en Birmanie. Dans ses lois électorales, la junte a tout mis en place pour empêcher une quelconque alternative démocratique et empêcher spécifiquement la NLD et Aung San Suu Kyi de prendre part au processus. La NLD a d'ailleurs refusé de prendre part, dans ces conditions, au processus électoral qui n'a rien de démocratique.

Dès lors, mes questions sont les suivantes:

- Quelle position le Luxembourg défendra-t-il lors du renouvellement de la position commune sur la Birmanie? N'est-il pas temps de hausser le ton à l'égard du régime militaire birman?

- Intervendrez-vous pour que l'Union européenne refuse la tenue des élections en Birmanie sans que celles-ci ne soient précédées d'un dialogue avec toutes les parties ainsi que de la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi?

- Qu'en sera-t-il du renouvellement des sanctions à l'égard de la junte? Un renforcement et une extension des sanctions ciblées ne seraient-ils pas les bienvenus?

- Que pensez-vous de l'extension de sanctions économiques sur les devises (euro guarantee) et les assurances et réassurances? Lorsqu'en 2003, les USA ont interdit l'utilisation du dollar pour des transferts et transactions, le régime militaire s'est tourné vers l'euro comme devise pour son activité commerciale internationale. Que pensez-vous d'une interdiction de l'utilisation de l'euro par la junte pour ses transactions?

- Enfin, le Luxembourg rejoindra-t-il la Grande-Bretagne et la République tchèque pour demander au sein de l'UE la mise en place d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur de potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par la junte à l'égard de la population birmane?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le 26 avril 2010, le Conseil des Affaires extérieures de l'Union européenne a unanimement renouvelé la position commune concernant les mesures restrictives à l'égard de la Birmanie/du Myanmar, mesures qui avaient été renforcées suite aux événements d'août/septembre 2007. À cette même occasion, le Conseil a souligné être prêt, en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain, à réviser, à modifier ou à renforcer les mesures qu'il a déjà adoptées. Il a également été indiqué que l'UE est prête à répondre de façon positive à tout progrès réel qui interviendrait en Birmanie/au Myanmar.

L'UE plaide depuis longtemps en faveur de l'instauration d'un véritable dialogue entre toutes les

parties prenantes, y compris celles qui sont issues des groupes ethniques, ainsi qu'en faveur de la libération de Daw Aung San Suu Kyi et de tous les autres prisonniers et détenus politiques. L'UE s'exprime également régulièrement en faveur d'élections crédibles, transparentes et ouvertes à tous. Le Luxembourg soutient évidemment toujours ces positions.

Jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu de réflexion qui verrait le régime de sanctions ciblées à l'égard de la Birmanie/du Myanmar se transformer en un régime de sanctions plus général, aussi parce qu'il risquerait d'avoir un impact négatif sur la population. En effet, la communauté internationale s'efforce depuis la fin des années 1990 d'éviter justement des embargos généraux à cause des répercussions négatives indirectes sur les populations dans le passé et élabore des mesures ciblées, encore appelées «smart sanctions». Or, des mesures sur les devises ou encore les assurances et les réassurances s'inscrivent dans un contexte de régime de sanctions générales et dépassent le cadre de mesures ciblées. Il est notable d'autre part que le régime européen de mesures restrictives à l'égard de la Birmanie/du Myanmar compte parmi les plus détaillés et précis actuellement mis en place par l'UE.

Quant à l'idée de mettre en place une commission d'enquête chargée d'investiguer sur de potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité, celle-ci n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune discussion au sein de l'UE. Bien entendu la lutte contre l'impunité continue à représenter une priorité pour le Luxembourg.

**Question 0618** (29.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **conséquences pour le Luxembourg de l'instabilité institutionnelle en Belgique**:

Les relations bilatérales entre le Luxembourg et la Belgique sont particulièrement intensives et importantes pour le Luxembourg. La coopération entre les deux pays s'étend à de très nombreux domaines, de la coopération douanière à l'organisation d'opérations militaires communes.

Dès lors, l'instabilité institutionnelle qui sévit actuellement en Belgique peut avoir d'importantes conséquences sur le Grand-Duché.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a tenu compte, dans l'organisation de la représentation diplomatique du Luxembourg en Belgique, de la complexité institutionnelle de la Belgique? Comment sont organisés les contacts avec le Gouvernement fédéral, la Flandre, la Wallonie, Bruxelles-capitale et la communauté germanophone? La complexité institutionnelle croissante de la Belgique ne nécessite-t-elle pas un accroissement des effectifs de l'Ambassade bilatérale à Bruxelles et une présence plus continue à Namur?

2. Le Gouvernement envisage-t-il de mettre fin à la double accréditation de l'Ambassadeur du Luxembourg à Bruxelles auprès

du Royaume de Belgique et du Conseil de l'Atlantique Nord afin de lui permettre de se consacrer davantage à notre pays voisin?

3. Quel est l'avenir des entretiens bilatéraux entre les Gouvernements belge et luxembourgeois, étant donné que le Gouvernement fédéral belge dispose de moins de compétences propres?

4. Le Gouvernement a-t-il dressé un inventaire des relations bilatérales avec la Belgique et des intérêts luxembourgeois en Belgique en vue d'un éventuel changement dans la structure étatique de la Belgique?

**Réponse commune** (2.6.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. Les discussions politiques nourries de ces dernières années n'ont à ce jour pas donné lieu à un changement de l'agencement institutionnel en Belgique. Il en va de même de la répartition des compétences entre les différentes entités étatiques de Belgique énumérées par l'honorable Parlementaire, auxquelles il importe, pour être complet, d'ajouter la communauté française.

Lors de la nomination à l'automne 2005 de l'actuel Ambassadeur du Luxembourg auprès de Sa Majesté, le Roi des Belges, l'ambassadeur a reçu mandat de représenter le Luxembourg auprès de toutes les entités étatiques de Belgique. Outre ses contacts avec les autorités fédérales, l'ambassadeur a été reçu par les ministres présidents et leurs ministres chargés des relations internationales de toutes les communautés et régions de Belgique. Les contacts avec l'ensemble des entités étatiques de Belgique se font en fonction des intérêts concrets et selon les usages régissant les relations entre une ambassade et les autorités auprès desquelles elle est accréditée.

Les effectifs de l'ambassade répondent aux besoins de service et les facilités de communication en Belgique dispensent pour le moment de devoir revoir ces effectifs.

2. L'évolution institutionnelle de la Belgique tout comme la re-fonctionnement de la stratégie de l'OTAN, nous renseigneront sur la possibilité d'un maintien de la co-accréditation de notre chef de mission en tant que Ambassadeur auprès de Sa Majesté, le Roi des Belges, et Représentant permanent auprès de l'OTAN. Pour le moment ce dispositif reste en place.

3. Les relations bilatérales sont organisées en fonction de la répartition des compétences intrabelge. Les Accords de coopération signés avec les communautés et régions de Belgique entre 1999 et 2002 ont créé un cadre approprié pour traiter les compétences cédées par l'État fédéral aux entités fédérées. En décembre 2009 se sont tenues des commissions mixtes avec la communauté germanophone et la Flandre.

Le calendrier et l'ordre du jour de la commission mixte avec la communauté française - région wallonne sont en préparation. À noter que notre accord de coopération avec la région Bruxelles-capitale ne prévoit pas la tenue d'une commission mixte.

4. La mise à jour de l'inventaire des intérêts luxembourgeois en Belgique est un exercice continu auquel le Gouvernement se livre en fonction de l'évolution

concrète des dossiers. Tout en suivant au quotidien la situation politique en Belgique, le Gouvernement s'abstient de toute spéculation sur l'évolution institutionnelle future de la Belgique.

**Question 0619** (30.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **réunion informelle sur le Moyen-Orient au Château de Senningen**:

D'après la presse, le Ministre des Affaires étrangères aurait invité plusieurs de ses homologues et d'autres personnalités pour une réunion informelle sur le Moyen-Orient au Château de Senningen le 26 avril 2010.

D'après la presse, aucun représentant israélien ou américain n'aurait participé à cette réunion, alors que plusieurs représentants du monde arabe y auraient été conviés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la tenue d'une telle réunion et publier la liste des personnalités invitées comme la liste des personnalités y ayant effectivement participé?

2. D'après la presse, le Luxembourg participerait au financement de certains programmes de l'«International Peace Institute». Monsieur le Ministre pourrait-il publier la liste de ces contributions, leurs destinations précises et les montants exacts?

3. Monsieur le Ministre estime-t-il opportun d'organiser une conférence sur le Moyen-Orient sans participation israélienne?

4. Monsieur le Ministre ne craint-il pas qu'une telle politique partielle au détriment de l'État d'Israël puisse porter gravement préjudice à la crédibilité de la politique étrangère du Luxembourg?

5. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que de telles conférences devraient se tenir à l'avenir deux fois par an, alternativement à Luxembourg et à New York?

6. Monsieur le Ministre peut-il décrire l'état des relations bilatérales entre le Luxembourg et l'État d'Israël et dresser l'inventaire des visites bilatérales?

**Réponse** (2.6.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. Sur invitation du Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, M. Miguel Angel Moratinos, du Président de l'Institut international pour la Paix (IPI), M. Terje Rød-Larsen et de moi-même, plusieurs ministres des Affaires étrangères et autres personnalités de haut rang de l'Europe et du Moyen-Orient se sont réunis le 26 avril 2010 au Château de Senningen pour un échange de vues informel sur le Moyen-Orient.

La liste des personnalités invitées a été élaborée conjointement avec le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne et le Président de l'IPI, en se basant sur les listes des invitées retenues pour les années précédentes.

La liste des participants pour l'édition du 26 avril dernier se résomme comme suit:

- S.E.M. Michael Spindelegger, Ministre des Affaires étrangères d'Autriche;

- S. A. Cheikh Abdallah Bin Zayed Al Nayan, Ministre des Affaires étrangères des Émirats Arabes Unis;

- S.E.M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des Affaires étrangères d'Égypte

- S.E.M. Nasser Judeh, Ministre des Affaires étrangères de Jordanie

- S.E.M. Carl Bildt, Ministre des Affaires étrangères de la Suède

- S.E.M. Luis Amado, Ministre des Affaires étrangères du Portugal

- S.E.Mme Micheline Calmy-Rey, Ministre des Affaires étrangères de la Suisse

- S.E.Mme Lene Espersen, Ministre des Affaires étrangères du Danemark

- M. Yasser Abed Rabbo, Secrétaire général du comité exécutif de l'OLP

- S.E.M. Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue arabe

- M. Mortimer Zuckerman, membre de l'IPI et ancien Président de la Conférence des Présidents d'Organisations juives américaines

- M. Ghassan Salamé, membre de l'IPI, ancien Ministre de la Culture du Liban.

2. Le Luxembourg coopère depuis plusieurs années avec l'IPI et est représenté depuis l'année dernière au Conseil consultatif de cet Institut. Entre 2005 et 2009, le Luxembourg a soutenu les programmes de l'IPI avec un montant total de près de 200.000 euros. En 2005, le Ministère des Affaires étrangères a contribué 50.000 dollars US au programme «Strengthening the Security-Development nexus», tandis qu'en 2006, une contribution de 75.000 euros a été réservée au programme de recherche sur les Nations Unies et ses capacités de réaction multilatérales intitulé «Coping with crisis, conflict and change: The UN and evolving capacities for managing global crises». Si en 2007 et 2008, aucune contribution n'a été effectuée, notre financement à ce programme a repris en 2009 avec une contribution de 75.000 euros.

3. Le format de ces rencontres à huis clos s'est avéré très propice à un échange de vues informel et franc sur les questions d'actualité régionale, y incluant le conflit israélo-palestinien. Le fait que les participants viennent d'horizons différents, représentant différents points de vues, a largement contribué au succès de ces réunions.

4. Il ne peut être question d'une quelconque partialité du Luxembourg dans le conflit israélo-palestinien. Le Luxembourg a toujours tenté d'agir en tant qu'honnête courtier entre les parties au conflit. Cette impartialité ne saurait cependant être confondue avec une approche indifférente et ne saurait priver le Luxembourg de son droit de prendre clairement position en faveur du respect du droit international et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. La promotion du droit international a toujours été un des principes fondamentaux de la politique étrangère du Luxembourg.

5. Suite à l'intérêt manifesté par les différents participants pour ces échanges de vues, il a été retenu que ces réunions informelles devraient désormais avoir lieu deux fois par an, alternativement à Luxembourg et à New York.

6. Le Luxembourg a voté le 29 novembre 1947 à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur du plan de partage de la Palestine et a démontré depuis lors et malgré quelques moments difficiles qu'il est un partenaire politique fiable pour Israël. Le fait que les relations bilatérales avec l'État d'Israël n'ont cessé de se

développer ces dernières années dans différents domaines n'a pas empêché le Luxembourg de défendre les principes du droit international, même s'il s'agissait dans certains cas de critiquer certaines actions ou déclarations du Gouvernement israélien. De telles prises de position font partie intégrante d'un dialogue franc et constructif entre pays amis et visent à promouvoir une relance du processus de paix. C'est précisément dans ce contexte que se placent les efforts luxembourgeois visant à réunir différents acteurs européens avec ceux de la région pour identifier des pistes concrètes pour promouvoir la paix dans la région par le biais de la création d'un État palestinien viable, indépendant et démocratique, vivant en paix aux côtés d'Israël dans des frontières sûres et reconnues.

L'inventaire des contacts bilatéraux entre le Luxembourg et l'État d'Israël depuis 2005 se résume comme suit:

- 15 juin 2009: Entrevue bilatérale entre Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Monsieur Avigdor Liberman à Luxembourg.

- 19 janvier 2009: Visite de travail au Luxembourg du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur de l'État d'Israël, Monsieur Meir Shitrit,

- 24-25 mars 2008: Visite de travail de Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères en Israël.

- 18 juin 2007: Entrevue bilatérale entre Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et la Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Madame Tsipi Livni, à Luxembourg.

- 14 septembre 2006: Visite de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères en Israël.

- 12 juin 2006: Entrevue bilatérale entre Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et la Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Madame Tsipi Livni à Luxembourg.

- 19 au 20 janvier 2005: Visite de Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères en Israël.

- 24 au 25 février 2005: Visite de travail au Luxembourg du Ministre de l'Intérieur d'Israël, Monsieur Ofir Pires.

- 23 au 26 mai 2005: Mission de prospection économique de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur en Israël.

**Question 0623** (3.5.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **aides pour le secteur agricole**:

D'Landwirtschaftskummer a Vertrieber vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau hunn eng Rei Fuerderungen iwwer Entschiedegunge beim Ministère hannerluecht. Dës Fuerderunge betreffen folgend Punkten:

- Eng Interventioun bei de Cotisations fir d'Gesondheetskeess an d'Pensionskeess fir 2009, esou dass all Betrib déi Ënnerstëtzung kritt, wéi se fir d'Mëllebauerer virgesinn ass;

- D'Iwwerhuele vun de Cotisations fir d'Onfallversécherung;

- D'Veiderfuere vun de soziale Moossname fir 2010, an dëst fir all d'Betriber;

- Eng deelweis staatlech Hëllef bei den Zënsen op Prëten, déi fir de Betrib opgehoill gi sinn;

- Eng Interventioun bei de Produktiounskäschten am Kader vun der Hektarpauschal.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wat fir eng Position vertritt de Minister am allgemengen, wou engersäits d'Betriber aus der Landwirtschaft mat enger schwiegener ekonomescher Situatioun konfrontéiert sinn, anersäits de Statsbudget soll an d'Gläichgewicht kommen?

2. Wéi chiffrière sech d'Fuerderunge vun der Landwirtschaftskummer, a sinn dës Fuerderunge op Basis vun de betriebswirtschaftleche Resultater vum leschte Joer berechtigt?

3. Huet de Minister schonns Décisionen geholl, bezunn op dës Fuerderungen? Wa jo, wéi gesinn dës Décisionen aus?

4. Wann de Minister net op d'konkret Fuerderunge vun der Landwirtschaftskummer ageet, wéi wëllt en dann de Baueren, Wënzer a Gäertnerbetriber hëllefen?

**Question 0663** (20.5.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **situation du secteur agricole**:

À l'instar des autres secteurs économiques, le secteur agricole n'est pas épargné par la crise économique. Les prix de toutes les branches de la production agricole ont chuté de façon dramatique au cours de l'année 2009. À l'heure actuelle, aucune amélioration des revenus agricoles n'est en vue. Les pertes de revenu pour l'année 2009 se chiffrent à 35 millions d'euros, c'est-à-dire une perte de plus de 45% en comparaison des revenus sur plusieurs années. Le secteur agricole se trouve donc touché par la crise plus que tout autre secteur. Lors de la déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays le 5 mai 2010, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État n'a pas mentionné le secteur agricole.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'évolution dramatique des prix dans pratiquement toutes les branches de la production agricole?

- Monsieur le Ministre pense-t-il mettre en œuvre des mesures de soutien supplémentaires pour toutes les exploitations agricoles pour ne pas compromettre la viabilité de ces dernières et la fonction sociale et environnementale du secteur? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Sachant que bon nombre d'exploitations sont confrontées actuellement à un manque de liquidités, quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour parer à la fragilisation substantielle de la trésorerie des exploitations agricoles?

- Quelles initiatives Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour assurer la pérennité du secteur agricole au Luxembourg?

**Réponse** (7.6.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Déi honorabel Deputéiert stellen eng Rei Froen am Zesammenhang mat der schwiegener ekonomescher Situatioun an der Landwirtschaft.

Et ass richteg, datt 2009 e ganz schwieger Joer fir d'Landwirtschaft war. No Berechnunge vu menge Servicer ass den Netto-Revenu am Secteur vu 57 Milliounen Euro am Joer 2008 op 29 Milliounen Euro am Joer 2009 gefall, deemno e Réckgang vu 46,4%. Dëst war haaptsächlech op de Réckgang vun de Präisser bei der Mëllech a bei de Kären zrëckzeféieren.

D'Landwirtschaftskummer huet doropshin zesumme mat enger Rei Organisatiounen en Aarbechsdokument ausgeschafft, fir eng Äntwert op dës Kris ze fannen. Dëst Dokument ass an zwou Sätzungen zesumme mat menge Servicer analyséiert ginn. An deem Dokument gi souwuel kuerz- a mëttelfristeg wéi och laangfristeg Piste virgeschloen, fir der Landwirtschaft aus der Kris ze hëllefen.

Dat esou finaliséiert Dokument ass de 14. Mee 2010 eng éischte Kéier am Regierungsrat diskutéiert ginn an et gouf decidéiert, datt en interministerielle Grupp (Landwirtschaftsminister, Finanzminister, Sozialminister, Innenminister a Minister fir den Développement durable an d'Infrastrukturen (Ëmweltdepartement)) d'Dokument soll op Regierungsniveau analyséieren, fir en Agrarsommet ze preparéieren, deen da soll zu konkrete Resultater fir de ganze Landwirtschaftleche Secteur féieren.

Et ass deemno nach net méiglech fir zu dësem Zäitpunkt konkret Äntwerten op d'Froen vun den Hären Deputéierten ze ginn. Ech wäert awer net verfeelen déi noutwendeg Informatiounen no ze liwweren, esou bal wéi d'Diskussiounen ofgeschloss sinn an déi ufälleg Décisionen geholl si ginn.

**Question 0624** (3.5.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **désignation d'un responsable du dossier «chasse» au sein de l'Administration de la Nature et des Forêts**:

Dans une lettre circulaire datant de février 2010, le directeur de l'Administration de la Nature et des Forêts avait annoncé, dans le cadre de la création de l'Administration de la Nature et des Forêts, une réorganisation du domaine touchant la chasse. Dans cette circulaire une personne émanant du cadre supérieur de l'administration avait été désignée comme responsable du dossier chasse au sein de l'administration.

Or, selon mes informations, Monsieur le Ministre semble être revenu sur cette décision et avoir changé le directeur même du dossier «chasse».

- Monsieur le Ministre peut-il me donner les raisons de cette démarche ministérielle?

- Est-ce que cette décision ministérielle est due à des pressions venues de milieux proches des chasseurs?

**Réponse** (8.6.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

L'arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant constitution des Ministères attribue la chasse comme compétence au Ministère du Développement durable - Département de l'Environnement.

La loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts est à l'origine de la réorganisation administrative en matière de chasse.

Conformément à la loi, la direction a, entre autres, dans ses attributions la coordination des relations avec les autorités, le public, les organismes publics et privés, la gestion des ressources humaines et les relations publiques.

Le service de la nature a, entre autres, dans ses attributions l'exécution des dispositions légales et réglementaires en matière de chasse.

De ce qui précède résulte l'organisation suivante en matière de chasse:

- les orientations politiques en matière de chasse sont définies au niveau du ministère, et les décisions afférentes sont prises par le Ministre;

- le directeur de l'Administration de la Nature a été chargé par le Ministre Marco Schank de coordonner la mise en œuvre de ces orientations respectivement de ces décisions au niveau de l'administration;

- c'est dans ce contexte qu'intervient le service de la nature qui est entre autres chargé de l'exécution des dispositions légales et réglementaires en matière de chasse.

Le fonctionnaire évoqué par l'honorable Député - fonctionnaire dont les compétences professionnelles sont par ailleurs excellentes et n'ont jamais donné lieu à critique - fait partie du service en question. Il contribue par conséquent à exécuter les attributions dont font partie également celles précitées en matière de chasse.

Il en résulte que la démarche ministérielle à laquelle se réfère l'honorable Député Camille Gira répond en tous points au partage des tâches entre ministère et administration.

La démarche du Ministre est donc motivée par la législation en vigueur et n'est aucunement liée à une quelconque pression de milieux proches des chasseurs.

**Question 0627** (5.5.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **vente libre de médicaments**:

Die Verordnung und der Vertrieb von Medikamenten unterliegt strengen Auflagen. Strikte Regeln kommen diesbezüglich zur Anwendung und die Auflagen sind unumgänglich und ohne entsprechende Ausnahmeregelung.

Das Medikament Pantozol, ein IPP-Medikament gegen Magenbeschwerden, das in Luxemburg verschreibungs- und mithin apothekenpflichtig ist, wird verschiedenen Presseberichten zufolge von der EMA (Agence européenne des médicaments) für den freien Verkauf, ohne ärztliches Attest, autorisiert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Gesundheitsminister diese Information bestätigen? Liegt dem Ministerium eine ent-

sprechende Mitteilung der „Agence européenne des médicaments“ vor? Seit wann?

2) Gedenkt der Minister, dem Beispiel anderer europäischer Länder zu folgen und dieses Medikament von der Verbindlichkeit der ärztlichen Verordnung zu befreien?

3) Welche Einsparungen würde eine Lockerung des Verkaufs von Pantozol-Medikamenten für die CNS bedeuten, da sie de facto nicht mehr zurückerstattet würden?

4) Wie steht es mit den Nebenwirkungen?

5) Wie viele IPP-Medikamente werden alljährlich in Luxemburg verkauft und welchen Kostenpunkt stellt die Kostenübernahme für die CNS dar?

6) Gibt es noch andere Medikamente, die in der „Vente libre“ zum Vertrieb kommen könnten?

**Réponse** (8.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et Ministre de la Sécurité sociale*:

„Pantoprazol“ ist ein Arzneimittelwirkstoff aus der Gruppe der Protonenpumpenhemmer, der unter anderem zur Behandlung von Magen- und Zwölffingerdarmgeschwüren sowie bei Refluxösophagitis eingesetzt wird.

Mehrere auf diesem Wirkstoff basierende Arzneimittel sind zurzeit unter verschiedenen Handelsnamen in Luxemburg erhältlich. Unter ihnen auch das Medikament mit dem Handelsnamen „Pantozol“. Diese Medikamente wurden durch die luxemburgischen Behörden für Luxemburg und, zum Teil, im sogenannten zentralen Verfahren durch die Europäische Arzneimittelagentur (EMA) für den gesamteuropäischen Markt zugelassen.

Es ist zutreffend, dass die EMA vor Kurzem ein Arzneimittel mit dem Wirkstoff Pantoprazol in geringer Dosierung zur kurzzeitigen Behandlung von Reflux-Symptomen bei Erwachsenen ohne Verschreibungspflicht zugelassen hat. Dieses Produkt ist auch in Luxemburg erhältlich und ist nicht verschreibungspflichtig.

Wenngleich sich die Lockerung der Verschreibungspflicht bei geringer Dosierung und kurzzeitiger Behandlung vertreten lässt, sind zurzeit auch Präparate mit breiterem Anwendungsbereich, mit höherer Dosierung und längerer Behandlungsdauer zugelassen. Für diese Arzneimittel bleibt die Verschreibungspflicht bestehen.

Die Gesamtausgaben der Gesundheitskasse (CNS) für die Gruppe der Protonenpumpenhemmer beliefen sich auf 9,6 Mio. € im Jahre 2009:

Wirkstoff	Packungsmengen	Nettowert
Omeprazol	91.736	2.114.499
Pantoprazol	41.591	1.437.960
Lansoprazol	19.798	490.979
Rabeprazol	31.749	1.095.738
Esomeprazol	147.442	4.443.897
<b>Total</b>	<b>332.316</b>	<b>9.583.072</b>

Die Kostenerstattung durch die CNS erfolgt unabhängig von der Rezeptpflicht.

**Question 0628** (6.5.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **nouveau format des permis de conduire**:

En décembre 2006, le Parlement européen a décidé qu'à partir de 2013 tous les nouveaux permis de conduire - ainsi que ceux qui devront être remplacés - auront le format d'une carte de crédit dans toute l'UE. Ce nouveau format remplacera les 110 autres formats en vigueur dans les différents États membres.

Certains pays européens, dont notamment l'Allemagne, ont introduit ou introduiront dans les mois à venir la nouvelle carte d'identité au format d'une carte de crédit, dotée de fonctionnalités d'authentification et de toutes les possibilités de protection des données, ainsi que d'une fonction de signature électronique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quand est-ce que le Gouvernement commencera à émettre les nouveaux permis de conduire en format de carte de crédit?

- En ce qui concerne les cartes d'identité, le Gouvernement envisage-t-il l'introduction d'une carte telle que décrite ci-dessus?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

**Réponse commune** (14.6.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'introduction des nouveaux permis de conduire en format de carte de crédit.

Le remplacement des permis de conduire en papier par le modèle européen sous forme de carte plastique est prévu par la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire. Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que les services du Département des Transports sont en train de préparer les textes législatifs y relatifs.

La date de délivrance de ce permis au format de «carte de crédit» est prévue par la directive susmentionnée pour le 13 janvier 2013 au plus tard.

2. Le projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité (n°5950 dépôt: le 28 octobre 2008) permettra l'intro-

duction d'une carte d'identité électronique à format réduit. L'article 23 dudit projet prévoit notamment:

«(1) La carte d'identité est délivrée aux Luxembourgeois qui sont inscrits sur un registre communal des personnes physiques

ou un registre diplomatique ou consulaire luxembourgeois. Elle est établie sur base des données inscrites sur le registre national. Elle contient des informations à caractère personnel visibles à l'œil nu et, à l'exception de la donnée visée au point i), lisibles de manière électronique, à savoir:

a) le nom et, sur demande du titulaire, le nom du conjoint vivant ou précédé;

b) le prénom ou les deux premiers prénoms;

c) la nationalité;

d) la date de naissance;

e) le sexe;

f) le lieu de la délivrance de la carte;

g) la date de début et de fin de validité de la carte;

h) la dénomination et le numéro de carte;

i) la photographie numérisée du titulaire;

j) la signature numérisée du titulaire;

k) la signature numérisée du Ministre de l'Intérieur;

l) le titre de noblesse des membres de la famille grand-ducale.

(2) La carte d'identité contient en outre les informations uniquement lisibles de manière électronique suivantes:

a) les certificats d'authentification et de signature;

b) les clés privées relatives aux certificats visés au point a);

c) le prestataire de service de certification agréé;

d) l'information nécessaire à l'authentification de la carte et à la protection des données lisibles de manière électronique figurant sur la carte et à l'utilisation des certificats qualifiés et afférents;

e) l'image faciale non codifiée du titulaire;

f) la résidence habituelle du titulaire;

g) la signature électronique de l'entité de délivrance;

h) le numéro d'identification du registre national.

Le titulaire de la carte d'identité peut, s'il le souhaite, désactiver les éléments visés aux points a) et b). Les éléments visés aux points a) et b) sont d'office désactivés pour les cartes d'identité délivrées aux mineurs non émancipés ou aux majeurs incapables.»

Le projet de loi en question dont est saisie la Commission parlementaire de la Fonction publique et de la Simplification administrative se trouve en attente de l'avis du Conseil d'État.

**Question 0630** (6.5.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **rapport «State of the World's Mothers»**:

D'Associatioun «Save the Children» huet fir d'eelefte Kéier hire Rapport iwwert d'Situatioun vun de Mammen an der Welt («State of the World's Mothers») publizéiert.

Als eent vun de räichste Länner op der Welt kënnt Lëtzebuerg an deem Ranking nëmmen op déi 29. Plaz, lant esou am hënneschte Peloton vun den «méi entwéckelte Länner». Weider fällt op, dass Lëtzebuerg nëmmen op Plaz 20 vun de 27 EU Memberstate kënnt, hanner enger Rei

Länner, déi rezent an d'Unioun opgeholl gi sinn. Och am Vergleich mat onsen Nopeschlänner steet Lëtzebuerg schlecht do: d'Belsch an Däitschland stinn op der 9. Plaz, Frankräich op der 12.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Familljeministesch:

1. Wéi erkläert d'Ministesch dese schlechte Ranking?

2. Wat fir Ustrengeunge wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir dese Ranking - an domat d'Situatioun vun de Mammen an de Familljen zu Lëtzebuerg - ze verbessern?

3. Fäert d'Familljeministesch net, dass eng Rei Moosnamen, déi am Kader vun de Budgetsrestriktiounen geplangt sinn a ganz besonnesch d'Familljen treffen, dese Ranking nach verschlechtere wäerten?

**Réponse** (15.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Den «2010 Mother's Index Ranking» ass am Rapport «Women on the Front Lines of Health Care - State of the World's Mothers» vun der Associatioun «Save the Children» publizéiert ginn.

An deem Rapport lancéiert d'ONG den dréngenden Appel fir d'Zuel vun den Hiewammen an dem Gesondheitspersonal an den aarme Länner ze erhéijen.

«Save the Children» ass eng Associatioun, déi sech fir d'Rechter vun de Kanner setzt an haapt-sächlech an den Entwécklungs-länner aktiv ass. «Save the Children» ass net op d'Ausschaffe vu wëssenschaftlechen Etüden oder Statistike spezialiséiert. De «Ranking», dee publizéiert gouf, muss also mat Virsicht bewäert ginn.

Beim «2010 Mother's Index Ranking» gi verschidde Parametere vun 160 Länner verglach.

Fir desen «Ranking» goufen d'Länner an dräi Gruppen a Funktioun vun hirem Entwécklung opgedeelt. Lëtzebuerg ass am Grupp 1 vun den «méi entwéckelte Länner», dee sech aus 43 Staten zesummesetzt, op déi 29. Plaz komm.

De Mammen-Index 2010 setzt sech zu 70% aus engem Fraen-Index an zu 30% aus engem Kanner-Index zesummen.

Beim Kanner-Index huet Lëtzebuerg déi 9. Plaz vun 43, beim Fraen-Index déi 34. Plaz vun 43 kritt.

Déi jeeeweileg Indexe beschränke sech op folgend eelef Parametere:

«I. Women's Index: (70%)

- Health status (20%)

1. Lifetime risk of maternal death 2005 (I in number stated)

2. Percent of women using modern contraception 2008

3. Female life expectancy at birth 2009 (years)

- Educational Status (20%)

4. Expected number of years of formal schooling for females 2008

- Economic status (20%)

5. Maternity leave benefits 2009 - length

6. Maternity leave benefits 2009 - % wages paid

7. Ratio of estimated female to male earned income 2007

- Political status (10%)

8. Participation of women in national government 2010 (% seats held by women)

II. Children's index / children's status: (30%)

9. Under-5 mortality rate 2008 (per 1.000 live births)

10. Gross pre-primary enrollment ratio 2008 (% of total)

11. Gross secondary enrollment ratio 2008 (% of total)»

Et muss ee feststellen, dass den «Mammen-Index 2010» sech op nëmmen eelef Parametere bezitt an domat net signifikativ ka si fir e Bild vun der Situatioun vun de Mammen oder Familljen an de verschidde Länner ze ginn. Déi eenzel Länner sinn net gefrot ginn, fir Zuelen an Explikatiounen ze ginn. D'Associatioun huet sech net bei den eenzelne Länner informéiert an et gouf keen Dialog mat der Associatioun an deem Kontext.

D'Zuelen an d'Parametere, déi fir den «Ranking» benotzt goufen werfe munch Froen op.

Zum Beispill enthält den «Ranking» en «lifetime risk of maternal death» vun 1 zu 5.000. Fir e klenge Land ewéi Lëtzebuerg kann esou e Parameter séier e falscht Bild ginn.

Beim «ratio of estimated female to male earned income» hält den «Ranking» eng Zuel vun 0,57 fest. Ouni weider Erklärung kann een esou eng Zuel schlecht kommentéieren. Laut den Zuele vum Statec huet Lëtzebuerg en Taux vu 87,6% wat den «salaire horaire brut moyen féminin» ueegt.

Den «Ranking» enthält keng Zuele fir Lëtzebuerg fir de Parameter «percent of women using modern contraception». Mir wëssen net wéi dese Mankment sech op den «Ranking» ausgewierkt huet; oder ginn zu Lëtzebuerg keng modern Contraceptionsmëttel benotzt?

Och beim Parameter «expected number of years of formal schooling» ass et schwéier ze erklären, firwat fir Lëtzebuerg d'Zuel vun 13 Joer, fir d'Belsch oder Frankräich déi vu 16 Joer stinn.

Wéi ass et méiglech, dass beim Parameter «gross pre-primary enrollment» en Taux vu 86%, fir d'Belsch awer ee vun 121% steet?

Et ass och erstaunlech, dass wichtege Elementer (Kannergeld, congé parental, chèque-service, allocation d'éducation, Kannerboni,...) net fir den «Ranking» consideréiert gi sinn.

D'Mesuren, déi vun der Regierung geholl ginn, fir d'Situatioun vun de Mammen a Familljen ze verbessern, si virun allem déi, déi am Koalitionsaccord festgehal sinn.

Déi Moosnamen, déi am Kader vun de Budgetsrestriktiounen geplangt sinn, hunn a kengem Fall eng Influenz op Mammen oder Familljen.

**Question 0631** (6.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **carte d'identité pour les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger**:

Il semble que les citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale à l'étranger ne disposent pas d'une carte d'identité luxembourgeoise du fait qu'un tel document est établi par la commune de résidence au Grand-Duché. De ce fait, nos compatriotes à l'étranger sont pratiquement obligés de porter toujours leur passeport sur eux pour pouvoir s'identifier en cas de besoin.

En outre, les Luxembourgeois résidant à l'étranger ne sont pas

soumis à une obligation d'inscription auprès de nos missions diplomatiques ou consulaires. Ceci signifie que l'État n'a que des connaissances insuffisantes concernant ces personnes, notamment lorsqu'il s'agit de garantir à nos concitoyens à l'étranger la possibilité de participer aux élections.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres estiment possible de faire établir des cartes d'identité pour les citoyens luxembourgeois à l'étranger, en se servant par exemple d'une commune de référence au Grand-Duché ou encore d'une ambassade à l'étranger?

2. Est-ce que Messieurs les Ministres estiment opportun d'introduire une obligation d'inscription auprès d'une mission diplomatique ou consulaire à l'étranger pour les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger?

**Réponse commune** (14.6.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région estiment opportun d'offrir aux citoyens luxembourgeois la possibilité d'obtenir des cartes d'identité luxembourgeoises et sont disposés à élaborer une procédure d'établissement de ces cartes d'identité par l'intermédiaire des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. À cet effet le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Fonction publique ont introduit un projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité (n°5950 dépôt: le 28 octobre 2008) dont est saisie la Commission parlementaire de la Fonction publique et de la Simplification administrative.

Ledit projet prévoit en son article 2 (1) «Un numéro d'identification est attribué:

a) à toute personne physique inscrite sur le registre communal des personnes physiques;

b) à toute personne physique, autre que celle désignée sous a), enregistrée dans une base de données d'un service de l'État, d'une administration, d'un officier public, du Centre commun de la Sécurité sociale, de la Caisse nationale des Prestations familiales, ainsi que d'un créateur ou exécuteur d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque, tenus en vertu d'une disposition légale ou réglementaire d'employer ce numéro;

c) à toute personne physique de nationalité luxembourgeoise, autre que celle désignée sous a) et b), inscrite sur un registre tenu dans une mission diplomatique ou un poste consulaire luxembourgeois à l'étranger. Ces registres ont pour finalité de permettre aux Luxembourgeois y inscrits de demander à l'État luxembourgeois de leur délivrer une carte d'identité électronique. Les modalités d'inscription et de tenue des registres diplomatiques ou consulaires peuvent être déterminées par règlement grand-ducal.

L'article 23 (1) du projet de loi prévoit que «La carte d'identité est délivrée aux Luxembourgeois qui sont inscrits sur un registre communal des personnes phy-

siques ou un registre diplomatique ou consulaire luxembourgeois. Elle est établie sur base des données inscrites sur le registre national (...)».

Ainsi, les Luxembourgeois résidant à l'étranger pourront obtenir une carte d'identité, alors que sous l'égide de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire seuls les Luxembourgeois résidant sur le territoire du Grand-Duché y avaient droit.

2. J'estime également souhaitable que les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger s'inscrivent auprès d'une mission diplomatique ou consulaire à l'étranger. Toutefois l'introduction d'une obligation d'inscription me semble incompatible avec le principe de la liberté individuelle inscrite dans la Constitution de l'État luxembourgeois.

**Question 0633** (7.5.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **participation du Luxembourg à un projet de parc éolien «offshore» en Mer du Nord**:

Le paquet «énergie-climat», adopté par les États membres de l'Union européenne le 12 décembre 2008, prévoit que le Luxembourg doit porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale à 11% d'ici 2020. Or, à l'heure actuelle, la part des énergies renouvelables s'élève seulement à 1%. Ainsi, le Gouvernement a entamé des pourparlers avec neuf États membres de l'Union européenne afin de mettre en valeur l'énergie éolienne en Mer du Nord.

En effet, l'Europe se prête particulièrement bien au développement de l'énergie éolienne offshore puisque le Vieux Continent dispose d'un espace maritime peu profond surtout dans la Mer du Nord et la Mer Baltique. Entre-temps les premiers parcs éoliens ont été érigés au large du Danemark (Horns Rev, Mittelgrunden et Nysted) et de l'Allemagne (Alpha Ventus).

Le projet d'exploitation de l'énergie éolienne en Mer du Nord, auquel le Luxembourg souhaite participer, a non seulement comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais également d'assurer une coordination efficace entre les différents pays disposant d'un certain potentiel en production d'énergies renouvelables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement du projet susmentionné? Existe-t-il un lien entre le projet en question et le Forum Pentatlantique de l'Énergie?

- Quel est le potentiel envisageable de puissance électrique en MW dont notre pays pourrait disposer? Comment le projet d'un parc éolien en Mer du Nord sera-t-il financé?

- La centrale hydroélectrique de Vianden sera-t-elle un partenaire de stockage de l'énergie éolienne produite en cas de «vents forts»? Devra-t-on réaménager des lignes aériennes haute tension afin de faire circuler cette énergie électrique renouvelable?

- Quelles sont les échéances du projet, sachant que la construction de centrales éoliennes offshore réclame un effort majeur?

- Ne devrait-on pas songer à y associer le cluster EcoDev et des partenaires industriels, entre autres pour le développement et la construction des plates-formes?

**Réponse** (15.6.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la participation du Luxembourg à un projet de parc éolien «offshore» en Mer du Nord, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire N°0346 de l'honorable Député Claude Meisch portant sur le même objet (*cf. compte rendu N°8/2009-2010*), les Ministres de l'Énergie du Forum Pentatlantique, composé des pays du Benelux, de la France et de l'Allemagne ainsi que les Ministres britannique, suédois, danois et irlandais ont signé en marge du Conseil Énergie du 7 décembre 2009 une déclaration politique sur les actions à prendre dans le contexte du développement des infrastructures électriques permettant de développer les parcs éoliens en Mer du Nord et leur intégration dans le réseau électrique interconnecté européen. La Norvège, le seul État non membre de l'Union européenne, s'est ralliée à cette déclaration le 2 février 2010.

Il est à noter que par leur signature, les États ne se sont pas engagés dans des projets de construction ou d'exploitation de centrales d'énergie éolienne, mais à coordonner les activités au niveau des infrastructures de transmission d'électricité liées directement et indirectement aux projets éoliens offshore.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration prémentionnée, un groupe de travail, formé par les dix États signataires, est actuellement en train de lancer une étude technico-économique sur la réalisation d'un réseau commun de transport offshore et onshore qui traitera également la question des interconnexions supplémentaires éventuellement nécessaires dans les pays concernés.

Entre-temps, les premiers projets de parcs éoliens ont déjà été réalisés au large des côtes de la Mer du Nord avec une puissance totale d'environ 2 GW à la fin de 2009. Des études européennes et internationales ont estimé un potentiel supplémentaire d'environ 40 GW à l'horizon 2020 pour atteindre une capacité totale d'au moins 120 GW à l'horizon 2030.

La centrale à accumulation par pompage de Vianden, comme d'ailleurs les autres centrales européennes du même genre, joue un rôle croissant dans le lissage des fluctuations de l'électricité produite par les centrales basées sur des sources d'énergies renouvelables. Ces variations sont principalement causées par les variations climatiques, dont les centrales éoliennes sont certainement les plus affectées.

C'est dans la double perspective de lissage et de sécurité d'approvisionnement que la puissance de la centrale va être augmentée par une 11<sup>e</sup> turbine de 200 MW pour atteindre une capacité installée totale de 1.300 MW à l'horizon

2013. Un réaménagement majeur des infrastructures de transport luxembourgeoises suite à l'accroissement d'une importation d'énergie éolienne provenant de la Mer du Nord n'est pas envisagé.

En ce qui concerne la réalisation de son objectif de 11% à l'horizon 2020, le Luxembourg doit recourir aux mécanismes de coopération prévus par la récente directive relative à la promotion de l'utilisation de sources d'énergies renouvelables pour obtenir des transferts de quantités d'énergies renouvelables produites hors du territoire national. L'implication du Luxembourg dans le développement des réseaux onshore et offshore dans le cadre du développement du potentiel éolien offshore est donc importante pour avancer dans ces discussions stratégiques. Reste cependant à préciser que ce sont en principe les entreprises privées qui réaliseront les investissements dans les parcs éoliens et commercialiseront l'énergie produite suivant les mécanismes de soutien en vigueur dans les États membres de l'Union européenne. Même si une entreprise luxembourgeoise exploitait un parc éolien en Mer du Nord, la capacité de cette plate-forme ne contribuerait donc pas automatiquement à l'objectif national.

Le cluster EcoDev, lancé en début de l'année 2010 dans le cadre des actions autour du plan d'action «écotechnologies» par mon Ministère en collaboration avec l'agence Luxinnovation, est un réseau d'acteurs publics et privés dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Il aborde notamment toutes les questions en relation avec le développement des énergies renouvelables et les opportunités pour l'économie luxembourgeoise. Ainsi, il est également ouvert à toute discussion sur les technologies de l'énergie éolienne, y inclus celles concernant l'énergie éolienne offshore.

**Question 0634** (10.5.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **passport énergétique**:

Le passeport énergétique est obligatoire pour des nouveaux bâtiments d'habitation et lors de travaux de rénovation de bâtiments d'habitation existants exigeant une autorisation de bâtir depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Grâce au passeport énergétique, les personnes souhaitant acheter ou louer un bâtiment d'habitation devraient voir d'un seul coup d'œil s'il s'agit d'une maison ou d'un appartement économe ou économe. Le passeport énergétique indique de façon simple et transparente les besoins en énergie des bâtiments et des logements.

Il a été porté à ma connaissance que lors de ventes immobilières, notamment d'appartements, à des personnes ignorant souvent la signification du passeport énergétique, sont vendus des logements de la classe E ou F, sans que les acquéreurs concernés ne soient conscients des implications en la matière.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'en cas de vente immobilière,

le vendeur devrait explicitement informer l'acquéreur de la classe énergétique et des conséquences qui en résultent?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement pourrait-il envisager de sensibiliser davantage nos concitoyens afin d'éviter que des personnes n'achètent des habitations qui ne sont pas conformes aux standards actuels?

**Réponse** (9.6.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Marc Spautz concernant la communication du certificat de performance énergétique, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit que tout acheteur ou locataire intéressé par l'acquisition ou la location d'un bâtiment d'habitation a le droit de consulter le certificat de performance énergétique. Même au cas où l'acheteur ou le locataire ne demande pas la consultation du certificat de performance énergétique, le propriétaire est obligé de communiquer l'original au nouveau propriétaire respectivement une copie certifiée conforme au nouveau locataire au moment où le changement de propriétaire ou de locataire devient effectif.

Différentes campagnes de sensibilisation avant et après l'entrée en vigueur de la réglementation ont été lancées sur la radio, la télévision et dans la presse écrite pour sensibiliser les citoyens sur la thématique du certificat de performance énergétique des bâtiments. Une «hotline» gratuite et un site Internet ont été mis en place afin de répondre aux questions du public et de garantir la propagation de l'information. Entre-temps, le secteur de la promotion immobilière ainsi que les sociétés immobilières rendent également attentifs au certificat de performance dans leurs publications écrites respectivement sur leurs sites Internet.

**Question 0635** (10.5.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **cour de récréation d'un lycée utilisé comme parking**:

J'ai pu constater avec étonnement que les enseignants et les cadres administratifs du LGL (Lycée de Garçons à Luxembourg-Limpertsberg) sont autorisés à stationner leurs voitures dans la cour de récréation du lycée et que pendant les récréations les élèves sont obligés de sortir du lycée ou de circuler parmi les voitures garées dans la cour de récréation.

Par ailleurs, les amis et membres de famille desdits enseignants stationnent également dans la cour de récréation du LGL, et ce en dehors des heures de travail et pendant les vacances scolaires.

J'estime que la cour de récréation d'un lycée ou d'une école doit être réservée exclusivement aux élèves, que les enseignants se doivent de montrer l'exemple et

d'utiliser les moyens de transports publics mis à leur disposition ou les parkings publics s'ils se déplacent en voiture privée. En l'espèce la situation est encore plus scandaleuse alors que la Ville de Luxembourg met des parkings à disposition des enseignants du LGL, et ce sur un site situé à peine une centaine de mètres du lycée.

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Entendez-vous prendre les initiatives et donner les instructions nécessaires pour réserver la cour de récréation du LGL à la récréation et pour interdire tout stationnement sur ce site, à savoir pendant et en dehors des heures de cours et pendant les vacances scolaires?

2. Si non, quelles peuvent être les raisons qui pourraient justifier selon vous le stationnement de voitures dans la cour de récréation du LGL?

3. Si non, quelles sont les raisons qui selon vous rendent impossible le stationnement de véhicules d'enseignants sur le parking rue Ermesind situés à peu de distance du LGL?

**Réponse** (14.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il est vrai qu'à l'heure actuelle nombre d'enseignants et membres de l'administration garent leur voiture dans la cour de récréation du LGL.

Je déplore qu'aucune des solutions envisagées depuis la rénovation du lycée en vue de remédier au problème du parking n'ait pu aboutir. En effet, la construction d'un parking sous la place Auguste Laurent n'a, dans une première phase, pas été retenue par le Gouvernement vu son coût exorbitant.

Par la suite, la réalisation du parking souterrain s'est heurtée à un refus de la Ville de Luxembourg qui est propriétaire de cette parcelle de terrain située en face de l'entrée du LGL.

Finalement, la Ville de Luxembourg a proposé de concéder des emplacements de stationnement au personnel du lycée dans le cadre du projet du parking Tramschapp suivant des modalités à arrêter d'un commun accord entre la Ville de Luxembourg et l'État.

Les négociations en question ont échoué en raison des horaires de mise à disposition des emplacements, respectivement d'un refus de contribution financière de la part des utilisateurs.

Je reste en contact avec la direction du lycée pour trouver une solution à cette situation insatisfaisante à tous les égards.

**Question 0636** (11.5.2010) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **passport énergétique**:

Le **passport énergétique** est un label de qualité pour la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Grâce à lui, les personnes intéressées voient d'un seul coup d'œil s'il s'agit d'une maison économe ou éner-

givore. Le **passport énergétique** indique de façon simple et transparente les besoins en énergie des bâtiments et des logements. Même sans connaissances techniques, le consommateur peut évaluer la qualité énergétique du bâtiment d'habitation. Pour les nouvelles constructions et les travaux de rénovation exigeant une autorisation de bâtir, le **passport énergétique** est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Dans le cas de bâtiments d'habitation existants, le **passport** est exigé en cas de vente ou de location, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Si le propriétaire, respectivement le syndicat des copropriétaires, ne délivre pas de **passport énergétique** alors que l'établissement est obligatoire, le propriétaire respectivement le syndicat des copropriétaires peut encourir les peines prévues par la loi du 5 août 1993 sur l'utilisation rationnelle de l'énergie. Pour les nouvelles constructions, l'autorisation de bâtir est refusée par l'administration communale si le **passport énergétique** et le calcul de la performance énergétique ne sont pas présentés. En cas de vente, le notaire peut refuser de procéder à la vente si le **passport énergétique** ne lui est pas présenté.

La législation en vigueur exige donc que, pour chaque vente d'un immeuble, un **passport énergétique** soit établi. Or, on trouve sur le marché immobilier parfois des terrains avec des maisons dans un état de vétusté avancé. Les personnes qui acquièrent ces terrains le font dans la majorité des cas avec l'intention de démolir l'existant pour construire par après une nouvelle maison sur ce terrain. Dans une première étape, un **passport énergétique** pour le bâtiment destiné à être démolit est donc exigé et, dans une deuxième étape, l'acquéreur est obligé de faire dresser un **passport énergétique** pour la nouvelle maison qui sera construite.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que dans les cas décrits ci-dessus il y a un double emploi qui engendre un surcoût non négligeable?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il modifier la législation en vigueur?

**Réponse** (11.6.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Sylvie Andrich-Duval concernant l'établissement du **certificat de performance énergétique** dans le cas d'une vente d'un bâtiment d'habitation destiné à être démolit, je puis vous communiquer les informations suivantes:

En 2009, j'ai fait adopter par le Conseil de Gouvernement un projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Ce projet de règlement prévoyait notamment la dispense du **certificat de performance énergétique** dans le cas d'une vente d'un bâtiment d'habitation destiné à des fins de démolition. Le Conseil d'État s'est cependant opposé à cette simplification réglementaire en arguant que cette disposition serait contraire à la directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâti-

ments. Laquelle directive n'admettrait pas d'exception quant à l'obligation de l'établissement du **certificat de performance énergétique** dans le cas d'une vente.

La Conférence des Présidents de la Chambre des Députés a donné son assentiment au projet de règlement, sous réserve de la prise en considération des remarques formulées par le Conseil d'État. Par conséquent, la modification proposée par mon Ministère n'a pas pu être prise en compte.

**Question 0638** (11.5.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **chiropratique**:

In der Fernsehsendung „Den Nolo de Kapp“ hat der Minister darauf hingewiesen, dass die Chiropraktik gute Chancen hätte, um in die generelle Praxis der Schulmedizin aufgenommen zu werden.

Deshalb möchte ich folgende Frage an den Gesundheitsminister stellen:

- Wird die Chiropraktik in demselben Paket wie die Osteopathie behandelt, und zwar nach der Empfehlung der WHO, die noch in diesem Semester erfolgen soll, oder wird die Chiropraktik getrennt analysiert?

**Réponse** (10.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais d'abord rappeler ma réponse à la question parlementaire N°0246 de Monsieur le Député (cf. *compte rendu N°7/2009-2010*), pour l'informer ensuite de mon intention de réglementer ensemble tant la chiropraxie que l'ostéopathie, à condition toutefois que pour cette dernière spécialité l'OMS ait déterminé les critères de formation.

**Question 0640** (11.5.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **fautes professionnelles - la responsabilité**:

Immer öfter häufen sich Meldungen, dass ärztliche Kunstfehler in den Krankenhäusern bei Patienten zu chronischen Schäden führen. Da die Behandlung meistens in einem Team erfolgt, fühlt keiner sich hierfür verantwortlich und die Verwaltungsräte wollen nichts damit zu tun haben. Bleibt also die leidige Frage der Verantwortung.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister stellen:

1. Wer trägt die Verantwortung bei einem medizinischen Fehler in einer Pflegestruktur, der Spätfolgen für den Patienten nach sich zieht?

2. Ist die Pflegestruktur nicht zuständig bei Fehlern, die in ihrem Bereich vorkommen?

3. Wie kann der Patient seine Rechte geltend machen, wenn ein Kunstfehler vorliegt?

4. Was geschieht bei einem Kunstfehler, der nicht in der Patientenakte vermerkt wurde, so dass keine Expertise möglich ist?

5. Wird hierzu ein Gesetzesprojekt ausgearbeitet, um den Patienten zu ihrem Recht zu verhelfen?

6. Wie steht der Minister zu der Forderung der Vereinigung der Ärzte „AMMD“, das Prinzip der „Responsabilité sans faute“ im Luxemburger Recht einzuführen?

**Réponse** (18.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das Haftungsrecht bei medizinischen „Kunstfehlern“ ist zurzeit nicht durch spezielle gesetzliche Bestimmungen geregelt. Sowohl Gesundheitsberufler als auch Krankenhäuser oder Pflegestrukturen unterliegen somit dem allgemeinen Zivilrecht. Unter Umständen kann auch eine strafrechtliche Haftung gegeben sein, wenn zum Beispiel ein Eingriff ohne Einwilligung des Patienten erfolgt ist.

Rechtlich stützt sich das durch die Rechtsprechung im Laufe der Jahre erarbeitete System der zivilrechtlichen Haftung auf die im „Code civil“ festgehaltenen Prinzipien der vertraglichen Haftung („responsabilité contractuelle“) und, in spezifischen Situationen, der deliktischen Haftung („responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle“). Generell gilt hier, dass die Verantwortung für Behandlungsfehler durch den (oder die) verantwortlichen Leistungserbringer getragen wird.

Ein Arzt oder Gesundheitsberufler ist verpflichtet, nach bestem Wissen und nach den geltenden Regeln der medizinischen Wissenschaft zu handeln. Die Behandlung muss dem Standard eines gewissenhaften Facharztes entsprechen. Es ist jedoch in der Regel kein Behandlungserfolg („obligation de résultat“) garantiert, da in der Medizin eine gewisse Unvorhersehbarkeit („aléa thérapeutique“) besteht. Nicht jedem Diagnosefehler entspricht somit auch gleichzeitig ein haftungs begründender Behandlungsfehler, da die Symptome einer Erkrankung nicht immer eindeutig sind und auch von Mensch zu Mensch variieren können.

Gemäß der Rechtsprechung untersteht das Pflegepersonal, auch wenn es sich um das Personal des Krankenhauses oder der Pflegestruktur handelt, während der ärztlichen Tätigkeit der Leitung des verantwortlichen Arztes. Dieser trägt infolgedessen auch die juristische Verantwortung für etwaige Fehler, die unter seiner Aufsicht durch das ihm unterstellte Personal entstanden sind. Dieser Rechtsgrundsatz schließt jedoch nicht eine eventuelle Haftung für Organisationsfehler des Krankenhausträgers oder Pflegestrukturträgers aus. Bei Pflichtverletzungen durch Personal des Krankenhauses oder einer Pflegestruktur außerhalb des ärztlichen Tätigkeitsbereiches ist eine Haftung des jeweiligen Trägers die Regel.

In der Praxis, besonders wenn eine Behandlung im Team erfolgt, kann es vorkommen, dass mehrere Pflichtverletzungen zusammen zum „Kunstfehler“ führen. In einem solchen Fall ist laut Zivilrecht eine solidarische Haftung aller Verantwortlichen gegeben.

Haftung ist in jedem Fall nur für Schäden gegeben, welche in Kausalzusammenhang („lien causal“) zur Pflichtverletzung stehen. Pflichtverletzung, Schaden und Kausalzusammenhang hat gemäß allgemeinem Zivilrecht der betroffene Patient zu beweisen. Eine Pflichtverletzung ist laut geltender Rechtsprechung auch gegeben, wenn der Aufklärungspflicht nicht nachgekommen wurde. In diesem spezifischen Fall besteht gegebenenfalls Haftung für ein eingetretenes Risiko, auch wenn sonst kein Behandlungsfehler nachgewiesen wird.

Der erste Schritt bei einem vermuteten Kunstfehler sollte darin bestehen, den Dialog mit dem

behandelnden Leistungserbringer zu suchen. In vielen Fällen führt dies schon zur Klärung des Sachverhalts und, bei berechtigtem Haftungsanspruch, zur Übernahme des Schadensfalles durch seinen Versicherer.

Die Frage der Verantwortlichkeit ist jedoch unter Umständen eine komplexe Frage, welche bei Einigkeit der Parteien nur durch die zuständigen Gerichte geklärt werden kann. In der Regel wird ein Gutachter beauftragt, die komplexen Sachverhalte zu klären.

Eine gewissenhafte Dokumentation der Behandlung ist von großer Wichtigkeit, um die Behandlung nachvollziehen zu können, dies auch in einem Schadensfall.

Wenngleich mangelhafte oder fehlende Dokumentation unter Umständen eine Expertise erschwert, sollte dieser Umstand im Regelfall die Arbeit des Gutachters nicht unmöglich machen.

Die außergerichtliche Schadensregulierung ist ein wichtiger Aspekt bei einer schnellen Regulierung eines eventuellen Kunstfehlers.

Mein Ministerium arbeitet zurzeit an einem Gesetzesentwurf betreffend die Rechte und Pflichten des Patienten. Hier ist unter anderem die Schaffung von Schlichtungsstellen im Gesundheitswesen angedacht. Solche Strukturen sind besonders wertvoll, um zu einer Problemlösung zu gelangen, da sie im gemeinsamen Dialog dazu beitragen, ein gemeinsames Verständnis zwischen Patient und Arzt beziehungsweise Krankenhaus über die Sach- und Rechtslage herzustellen.

Das Thema verschuldensunabhängiger Entschädigungssysteme (sogenannte „No-Fault-Systeme“) in Luxemburg nach ausländischem Modell wurde zuletzt im Rahmen der „Quadripartite“ aufgeworfen. Verschuldensunabhängige Entschädigungssysteme bestehen seit längerem in den skandinavischen Ländern, die jedoch auch über andere juristische Systeme sowie andre Gesundheitssysteme verfügen.

Belgien hat die Einführung eines solchen Systems im Jahre 2007 beschlossen. Die Ereignisse in Belgien haben jedoch gezeigt, wie komplex die Einführung eines solchen Systems ist. Das entsprechende Gesetz von 2007 ist in der Tat bis heute dort nicht wirksam. Um erhebliche Probleme bei der Einführung zu vermeiden, soll es jetzt schon grundlegend abgeändert werden.

Ohne die Einführung eines solchen Systems auszuschließen bedarf es jedoch intensiver Vorarbeiten zur Klärung der sich stellenden Probleme. In der Regierungserklärung wurde festgehalten, dass „le Gouvernement dressera un état des lieux de l'indemnisation des patients en matière d'aléa thérapeutique, évaluera les avantages et les désavantages de l'introduction du principe dit 'no fault' et proposera des moyens aptes à remédier aux déficits éventuellement constatés“.

**Question 0642** (11.5.2010) de **MM. Emile Eicher, Ali Kaes, Mill Majerus** et **Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **trafic sur la N7**:

On constate quotidiennement une énorme afflux de trafic en provenance du Nord du Grand-Duché vers la capitale, ce qui provoque



des embouteillages importants aux heures de pointe.

- Sachant que l'intention de créer des parkings P&R à Mersch, Ettelbruck et dans d'autres villages le long de la N7 a été annoncée, nous aimerions être renseignés sur l'état d'avancement des projets en question.

Un projet prévoyant une nouvelle gare et un parking P&R à Lorentzweiler au lieu-dit «Kléck» a cependant été abandonné.

- Afin de délester la N7, Monsieur le Ministre partage-t-il l'idée qu'il serait opportun de réenvisager le projet énoncé ci-dessus?

- Dans la négative, quelles autres mesures le Gouvernement propose-t-il afin de remédier à la situation qui nuit gravement à la qualité de vie des habitants des villages qui longent la N7?

**Réponse** (15.6.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les honorables Députés Ali Kaes, Mill Majerus, Emile Eicher et Jean-Paul Schaaf constatent quotidiennement un énorme afflux de trafic en provenance du Nord du pays vers la capitale. À ce sujet, ils s'enquerraient au sujet de la création de différents «parkings P&R à Mersch, Ettelbruck et dans d'autres villages le long de la N7».

En effet, l'on précise tout d'abord que les P&R de Mersch et d'Ettelbruck existent déjà et seront agrandis. Ainsi, en collaboration avec la commune de Mersch, en plus des 154 places existantes à la gare, un parking provisoire de 208 places sera aménagé en 2010 sur la friche «Valfonds». Dans le cadre d'un concept d'urbanisation, il est prévu de mettre en place un parking en élévation à la gare. De même, en collaboration avec la commune d'Ettelbruck, et en complément des 148 places existantes à la gare, un parking de 65 places a été aménagé en 2009 au boulevard Grande-Duchesse Charlotte. Par ailleurs, le concept urbanistique «Nordstad» prévoit la réalisation d'un parking en élévation à moyen terme.

Plus au nord, la commune de Kiischpelt a marqué son accord à la réalisation d'un parking supplémentaire dans l'ancienne cour à marchandises de Kautenbach (plus de 89 places) et d'un réaménagement du parking à Wilwerwiltz qui passera de 42 à 57 places. À Kautenbach, les travaux démarreront fin 2010. Un projet qui permettra d'atteindre 232 places est en voie d'élaboration. À Troisvierges, la capacité a été portée en 2009 de 119 à 179 places par marquage au sol sur un terrain vague.

Pour le moment, il n'est pas prévu d'aménager un P&R à Lorentzweiler au motif que le halte ferroviaire au lieu-dit «Kléck» à Lorentzweiler, servant actuellement de quai de déchargement des matériaux de construction de la Route du Nord, ne sera pas reconverti au profit des passagers pour des raisons de temps de parcours des trains circulant entre Ettelbruck et Luxembourg.

Enfin, il y a lieu de mentionner le projet d'un nouveau P&R à Luxembourg-Kirchberg, près de la Luxexpo, qui devrait être accessible par des pistes réservées partant de l'autoroute. Il est en outre évident que ce parking devra être desservi ultérieurement par le tram afin de permettre aux passagers un trajet rapide vers leur lieu de travail.

**Question 0647** (12.5.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'assurance accident:

En cette période de crise, beaucoup d'entreprises hésitent à engager définitivement de nouveaux salariés et se tournent dès lors prioritairement vers l'intérim pour des raisons de flexibilité.

Or, pour qu'un intérimaire soit pris en charge en cas d'accident du travail, il lui faut comptabiliser 60 jours de cotisation en continu à la sécurité sociale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on doit protéger davantage les intérimaires en cas d'accident du travail?

- Sachant que le comité directeur de l'Association d'assurance contre les accidents ne se réunit que tous les deux mois pour traiter de ces dossiers, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ces réunions devraient avoir lieu à intervalles plus réguliers afin que les personnes concernées, dont notamment beaucoup d'intérimaires en situation financière précaire, puissent profiter plus rapidement de leur indemnité?

**Réponse** (8.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans sa question, l'honorable Député part du constat erroné qu'en période de crise les entreprises auraient davantage recours au travail intérimaire. L'évolution de la masse salariale cotisable déclarée par les entreprises de travail intérimaire démontre le contraire. De 120,7 millions d'euros en 2003, elle est passée progressivement à 216,9 en 2007 et 224,2 en 2008. En revanche, cette masse salariale est descendue à 162,7 millions d'euros en 2009, première année pleine où la crise a pu sortir ses effets. La régression s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2010.

Tout comme les accidents du travail et de trajet de l'ensemble des salariés, ceux subis par les travailleurs intérimaires sont pris en charge par l'assurance accident sans aucune condition d'affiliation préalable. Les prestations en nature et en espèces sont accordées dès le premier jour de l'accident.

Les dossiers sont traités chaque jour par les services de la Caisse nationale de Santé et par ceux de l'Association d'assurance contre les accidents. Le rythme en principe bimestriel des réunions du comité directeur de cette dernière institution n'entrave pas le traitement régulier des dossiers. En effet, cet organe n'intervient que dans les affaires contentieuses et plus particulièrement pour statuer sur les oppositions des assurés contre les décisions portant refus ou limitation de la prise en charge des accidents et des prestations. D'ailleurs, ces décisions sont souvent prises sur base d'un avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale qui s'impose à l'Association d'assurance contre les accidents.

**Question 0649** (12.5.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le «Code de Déontologie» dans le domaine de la recherche:

Um Schwierigkeiten bei der konsequenten Vermeidung von Plagiat, Verletzung von Autorenrechten und Urheberrechten zu begegnen, wird in der Forschungslandschaft versucht, gemeinsame Regeln, die internationalen Vorgaben und Standards entsprechen, einzuführen und umzusetzen. Dabei scheint man sich auf autoregulatorische Mechanismen zu verlassen (z. B. „Notes de Service“), die aber nicht immer greifen und bei Bekanntwerden von Zuwiderhandlungen gegen anerkannte internationale Standards eine Gefahr für das Bild nach außen unserer aufstrebenden Forschungsgemeinschaft darstellen können.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Forschungsminister stellen:

1. Gibt es in Luxemburg ein Gremium, das sich mit Deontologie in der Forschung hiezulande auseinandersetzt und national verbindliche, normative Standards vorgibt?

2. Sind die Standards publiziert und öffentlich einsehbar? Gibt es einen Luxemburger „Code de Déontologie“ für die Forschung?

3. Wie wird gegebenenfalls darauf geachtet, dass die deontologischen Regeln hier eingehalten werden? Gibt es diesbezüglich ein nationales Überwachungsorgan?

4. Wo können sich Personen melden, die über Verstöße berichten möchten?

5. Sind kürzlich Verstöße gegen die Deontologie in der nationalen Forschungslandschaft bekannt geworden?

6. Wie und durch wen werden hiezulande Verstöße gegen die Forschungsdeontologie geahndet und sanktioniert? Handelt es sich um präventive oder repressive Sanktionen?

**Réponse** (11.6.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Es existiert wohl keine andere Tätigkeit des Menschen, die sich so sehr mit der Annäherung an die grundlegenden Fragen der Menschheit beschäftigt, wie die Forschung, die zu diesem Zwecke die Frage nach dem Warum in das Zentrum der Bestrebungen rückt. Darum ist es auch nicht verwunderlich, dass das Streben nach Wahrheit als Kernaufgabe der Forschung angesehen wird. Es ist damit naheliegend, dass die Forscher und ihre Unternehmungen sehr hohen Ansprüchen an Aufrichtigkeit und Ehrlichkeit genügen müssen. Fälle von sogenanntem „scientific misconduct“, seien sie so spektakulär, wie der Fall in Südkorea vor einigen Jahren, oder von deutlich geringem Ausmaß, so daß sie nicht an die Öffentlichkeit gelangen, werden mit internationaler Ahndung bis hin zu Ächtung oder gar Ausschluss aus der wissenschaftlichen Gemeinschaft bestraft. Scientific misconduct führt andererseits aber auch zum Vertrauensbruch zwischen der Wissenschaft und der Gesellschaft. Deswegen ist es wichtig, vor allem präventiv an dieses Problem heran zu gehen.

Hiezulande gibt es derzeit kein formelles Gremium, das sich mit der Deontologie und dem Ethos in der Forschung auseinandersetzt. Es existieren auch keine kodifizierten normativen Standards auf nationaler Ebene. Da Forschung sich überwiegend in einem internationalen Umfeld abspielt, sind nationale Alleingänge nicht hilfreich. Diese Problemstellung kann nur in einem breiteren, supranationalen Rahmen ange-

gangen werden. Deswegen haben sowohl die OECD<sup>1</sup> als auch die EU<sup>2</sup> sich mit dem Problem beschäftigt und in diesem Rahmen sogenannte „best practices“ identifiziert und Empfehlungen und Leitlinien erarbeitet.

Das Forschungsministerium analysiert derzeit diese Dokumente und lotet die Möglichkeit einer bindenden Implementierung dieser internationalen Empfehlungen und Richtlinien in den öffentlichen Forschungszentren aus, um etwaigem scientific misconduct vorzubeugen.

Es erscheint mir in diesem Zusammenhang erwähnenswert, dass der Fonds national de la Recherche eigene Richtlinien ausgegeben hat, welche auf den von der OECD und der EU ausgegebenen internationalen Leitlinien gründen. Diese Richtlinien wenden sich auf die beim FNR beantragten und die vom FNR bewilligten Projekte an. Die Richtlinien haben eine präventive Ausrichtung und Verstöße gegen diese Richtlinien werden geahndet. Das Verhängen von Strafen liegt im Ermessen des Verwaltungsrates, welcher sich hierbei an den international gängigen Maßnahmen orientiert.

<sup>1</sup> OECD: „Best practices for ensuring scientific integrity and preventing misconduct“, Paris, 2007

<sup>2</sup> EC Expert Group on Research Integrity: „Integrity in Research - a Rationale for Community Action“, Bruxelles, 2007

**Question 0650** (12.5.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'expertise sur les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la Philharmonie Luxembourg:

Il me revient qu'une expertise sur les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg (OPL) et la Philharmonie Luxembourg vient d'être finalisée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les visées de cette expertise et qui a été chargé de son élaboration?

- Quelles en sont les conclusions? - Quand les résultats de l'expertise en question seront-ils présentés au grand public?

- Pour quelle politique le Ministère de la Culture optera-t-il afin d'optimiser les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la Philharmonie Luxembourg?

- Madame la Ministre peut-elle me dire également quel est le coût de l'expertise?

**Réponse** (10.6.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse aux questions posées par l'honorable Député au sujet de l'expertise OPL/Philharmonie, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Fin de l'année 2009, j'avais chargé, en concertation avec les conseils d'administration de la Fondation Henri Pensis (Orchestre philharmonique du Luxembourg) et de l'établissement public Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte (Philharmonie) deux experts, M. Martijn Sanders, ancien directeur du Concertgebouw d'Amsterdam, et M. Laurent Bayle, directeur général de la Cité de la Musique de Paris, d'une mission d'expertise sur des synergies possibles entre l'OPL et la Philharmonie.

Plus précisément, les experts étaient chargés de:

1. procéder à une analyse organisationnelle de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg pour décrire l'organisation interne, le flux des informations et les processus de prise de décision, et les comparer à d'autres grands orchestres internationaux. Cette analyse devrait pouvoir mener à des recommandations pour optimiser les processus organisationnels ainsi que les ressources humaines et financières, notamment au vu de l'impossibilité - pour cause de maladie - dans laquelle se trouve l'actuel président du comité de direction de continuer cette tâche;

2. procéder à une analyse organisationnelle de la Philharmonie pour décrire l'organisation interne, le flux des informations et les processus de prise de décision. Cette analyse devrait pouvoir mener à des recommandations pour optimiser les processus organisationnels ainsi que les ressources humaines et financières;

3. procéder à une analyse de l'état de la collaboration existante entre l'OPL et la Philharmonie ainsi qu'à une analyse contextuelle des autres organisateurs de concerts et autres partenaires de l'OPL; proposer une analyse des risques et des chances pour identifier de nouveaux créneaux pour l'OPL;

4. au vu des résultats de l'analyse, proposer, si nécessaire, des changements à apporter au sein de l'organisation interne ainsi que d'éventuels nouveaux domaines de collaboration et de synergies entre la Philharmonie et l'OPL.

En tant que Ministre de tutelle de ces deux établissements, je discuterai les conclusions de l'expertise avec les organes responsables en vue d'une prise de décisions permettant un développement optimal et harmonieux des deux institutions.

Le coût de l'expertise s'élève à 10.000 euros pour chacun d'eux avec en sus les frais de déplacement d'Amsterdam respectivement de Paris à Luxembourg.

**Question 0652** (17.5.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le télétravail:

Dans une interview publiée récemment dans la presse quotidienne, Madame la Ministre de l'Égalité des Chances a regretté que nombre de grandes entreprises refusent d'engager des personnes travaillant dans le cadre de la formule dite du «télétravail».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des Chances:

- Madame la Ministre peut-elle me dire quelles sont les raisons principales qui permettent d'expliquer cette réticence voire même ce refus de la part des grandes entreprises?

- Dans quels domaines et pour quels types d'entreprises le télétravail est-il le plus développé à l'heure actuelle? Existe-t-il des statistiques à ce sujet?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention de créer un cadre incitatif favorisant le développement du télétravail, notamment au profit des personnes préférant éduquer leurs enfants en grande partie au foyer familial?



- Le Ministère se propose-t-il de promouvoir des projets-pilotes destinés à sensibiliser les grandes entreprises à soutenir le télétravail?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant la coopération entre le Ministère de l'Égalité des Chances et le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le domaine du télétravail?

**Réponse** (15.6.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des Chances*:

D'après mes informations, des données sur le recours au télétravail ne sont pas recueillies de manière systématique au Grand-Duché de Luxembourg.

Des enquêtes plus ponctuelles menées aussi bien auprès des entreprises qu'auprès des salariés, il ressort cependant que la proportion de salariés ayant recours au télétravail ne dépasse guère les 4%.

Ainsi les chiffres-clé publiés par le service e-Luxembourg renseignent pour le pourcentage de la population utilisant le télétravail passant de 3% pour les années 2001 et 2002 à 4% en 2003.

L'étude «Internet au sein des entreprises luxembourgeoises en 2004», publiée également par e-Luxembourg, mentionne un autre indicateur très intéressant et révélateur des nouveaux modes de relation que les employés entretiennent avec leur entreprise. Il s'agit de la proportion de personnes utilisant Internet pour des activités en relation avec leur travail, en dehors précisément de leur lieu de travail (et en particulier depuis leur domicile).

Autrement dit, il s'agit de personnes qui terminent leur journée de travail devant l'ordinateur familial ou qui travaillent depuis chez elles de façon occasionnelle: plus d'un tiers (36% exactement) des personnes connectées à Internet naviguent sur le Net de chez elles pour des raisons professionnelles.

Cette pratique est cependant à distinguer du télétravail, qui constitue un mode de travail distant à part entière, encadré par un contrat spécifique, et qui reste marginal en tournant autour des 4%.

Elle montre cependant, du côté des salariés, une volonté établie d'utiliser les technologies de l'information et de la communication et laisse de même sous-entendre une certaine demande pour de nouvelles formes d'organisation du travail.

Pour ce qui est des entreprises, elles sont le mieux placées pour vous renseigner sur les raisons de leurs réticences apparentes à promouvoir le télétravail. Toute tentative de réponse de ma part à cette question reviendrait à de la pure spéculation.

Comme forme d'organisation du travail et partant couvert par le Droit du Travail, le télétravail tombe fonctionnellement sous la compétence du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Le cadre légal en est fixé par le règlement grand-ducal du 13 octobre 2006 portant déclaration d'obligation générale de la convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre les syndicats OGB-L et LCGB, d'une part, et l'Union des Entreprises luxembourgeoises, d'autre part.

Le rôle du Ministère de l'Égalité des Chances se limite donc à sensibiliser les entreprises et les salariés à cette forme de travail, notamment dans le cadre des discussions tournant autour de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

Une incitation financière existe déjà au stade actuel dans la mesure où la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale constitue, à côté de l'égalité de traitement et de l'égalité dans la prise de décision, un des trois piliers que doit obligatoirement traiter un plan d'action, introduit par une entreprise privée auprès au Ministère de l'Égalité des Chances dans le cadre de son programme d'actions positives, afin de pouvoir bénéficier d'un subventionnement étatique.

L'expérience montre que la plupart des plans d'action établis dans ce contexte mentionnent comme un des objectifs la promotion du télétravail. Même si cette tendance évidemment non représentative est loin de nous permettre de parler d'un revirement des mentalités, elle laisse cependant sous-entendre un intérêt pour cette forme d'organisation du travail, aussi bien du côté des salariés que du côté, au moins, de certaines entreprises.

Un échange de bonnes pratiques en la matière est garanti dans la mesure où la mise en réseau des entreprises participant au programme des actions positives fait partie des projets de mon Ministère.

**Question 0657** (19.5.2010) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant les **études internationales sur le Luxembourg**:

In regelmäßigen Abständen werden Vergleichsstudien veröffentlicht, in denen wir mit Ländern auf verschiedensten Gebieten und in allen möglichen Aktivitätsbereichen verglichen werden. Als Beispiele seien genannt: PISA, die OECD-Berichte zur wirtschaftlichen Leistung, Vergleiche bezüglich der Wettbewerbstätigkeit von Wirtschaftssystemen, der Leistungsfähigkeit von Forschung

oder die Rankings in Gesundheits- und Sozialsystemen.

In Zeiten, in denen ein Umdenken und konkrete Reformen gefordert sind, könnten solche externen Sichtweisen auf unser Land mitsamt konkreten Datenauswertungen neben der Sichtbarmachung von Positionen, die es entweder zu verteidigen oder zu verbessern gilt, einen wichtigen Beitrag zur hiesigen Bewusstseinsbildung leisten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Denkt der Minister nicht auch, dass es Sinn machen würde, diese Studien systematisch zu erfassen und auf einer Internet-Site zu veröffentlichen?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass es eine nationale Aufarbeitung dieser Studien durch wissenschaftliche Instanzen geben sollte und damit eine Anerkennung wichtiger Indikatoren und Parameter, die den Werdegang unseres Landes beschreiben?

3) Wäre es nicht angebracht, dass sich eine Institution wie das Statec dieser Aufgabe und der diesbezüglichen Öffentlichkeitsarbeit widmen sollte?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass konkrete Studienergebnisse die Förderung und Umsetzung von Innovationen hilfreich unterstützen könnten?

**Réponse** (11.6.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

1) Jedes Jahr werden zahlreiche internationale komparative Studien veröffentlicht, in denen Luxemburg mit anderen Ländern oder Städten verglichen wird. Diese Studien beinhalten oftmals Referenzwerte („Benchmarks“) und Rangordnungen, die es den Ländern ermöglichen sollen, ihre Leistungen in spezifischen Bereichen (sei es die Wettbewerbsfähigkeit, die Lebensqualität usw.) gegenüber anderen Ländern einordnen zu können, um gegebenenfalls Rückschlüsse daraus zu ziehen, wie sie verbessert werden könnten.

Das Observatoire de la Compétitivité des Ministeriums für Wirtschaft und Außenhandel analysiert diese internationalen Studien und veröffentlicht in diesem Zusammenhang unter anderem auf der Internetseite <http://www.odc.lu> die interessantesten Neuerungen sowie die wichtigsten Resultate, die Luxemburg betreffen. Um es dem Leser zu ermöglichen, vereinfachend die Resultate der Studien über mehrere Zeitperioden zu verfolgen, wurde eine spezielle Rubrik aufgestellt, in der alle relevanten Informationen bezüglich der Wettbewerbsfähigkeit, der Attraktivität des Wirtschaftsstandortes, der Kaufkraft usw. gebündelt präsentiert sind:

<http://www.odc.public.lu/indicateurs/index.html>

2) Das Observatoire de la Compétitivité veröffentlicht jedes Jahr den Bericht „Bilan Compétitivité“. In diesem Bericht werden die verschiedenen Rangordnungen und internationalen Referenzwerte analysiert und auch miteinander verglichen, damit unter anderem retrospektiv eine globale Tendenz für das Land festgelegt werden kann. Dieser Bericht wird der Presse im Herbst vorgestellt und kann anschließend auch im Internet heruntergeladen werden. Ende des Jahres werden dann die Schlussfolgerungen dieses Berichtes zusammen mit den Sozialpartnern (Arbeitnehmern und Arbeitgebern) und anderen Experten (wie beispielsweise Vertretern der Zentralbank oder der Universität) während einer Veranstaltung („Matinée débat“) gemeinsam analysiert.

3) Ein Aufgabenbereich des Observatoire de la Compétitivité besteht spezifisch darin, die Ergebnisse von internationalen Studien zu analysieren und diese Ergebnisse der breiten Öffentlichkeit vorzustellen.

«Rôles et missions de l'Observatoire

(Source: <http://www.odc.public.lu/observatoire/missions/index.html>)

Les principales missions de l'Observatoire de la Compétitivité sont:

- La collecte, l'analyse et la comparaison des informations existantes relatives à la compétitivité au niveau national et international.

- La diffusion ciblée d'informations sélectionnées et traitées, utiles à la prise de décision stratégique.

- La réalisation et la commande d'études et de recherches sur la compétitivité et ses déterminants.

- La contribution aux travaux et analyses sur la compétitivité des organisations internationales (Commission européenne, OCDE, etc.).

- La coordination des travaux et la rédaction du Programme national de réforme (PNR) du Luxembourg dans le cadre de la stratégie de Lisbonne révisée.»

Diese Öffentlichkeitsarbeit bedient sich verschiedener Medien: Internet, Informationsblätter, Berichte etc.

4) Studienergebnisse sollten generell dazu beitragen, bestehende Strukturen, Systeme und Praktiken zu optimieren und dadurch Innovationen zu fördern. Diese Studien sind einerseits wichtig als Kommunikationsstrategie, weil sie oftmals komplexe Themen in einer einzigen Zahl oder Rangordnung resümieren.

Sie fördern deshalb die politische und öffentliche Debatte und können die Notwendigkeit von Reformen verdeutlichen. Andererseits greifen oft internationale Investoren auf diese Studien zurück, da sie generell über begrenzte Informationen über ein Land verfügen. Diese Arbeiten haben somit auch einen direkten Einfluss auf die „Marke Luxemburg“ und die Attraktivität unseres Standortes und dürfen deshalb keineswegs vernachlässigt werden.

Die Ergebnisse solcher international angelegten Studien müssen jedoch als Erstes im Detail analysiert werden, ehe konkrete Maßnahmen ergriffen werden können. Man muss sich unter anderem vergewissern, ob die Studien unseren nationalen Gegebenheiten genügend Rechnung tragen. Daher gilt es, die angewendete Methodik sowie die benutzten Daten zu analysieren. Die Resultate und Schlussfolgerungen solcher Studien erweisen sich zudem in der Realität sehr oft als viel komplexer, als es auf den ersten Blick erscheint (beispielsweise durch eine Rangordnung, die in der Presse vorkommt). Die teilweise sehr generellen Schlussfolgerungen mancher Studien sind einfach zu vage, als dass sie direkt in die Praxis umgesetzt werden könnten. Diese internationalen Studien sollten deshalb vor allem zu einer tiefgreifenderen, präziseren und kritischeren Analyse auf nationaler Ebene anregen. Als Beispiel hierfür kann man die 2003 vom Comité de coordination tripartite bei Professor Fontagné angefragte Studie zur Wettbewerbsfähigkeit des Landes erwähnen. Erklärtes Ziel dieser Aufgabe war es, eine bessere Kenntnis hinsichtlich der Wettbewerbsfähigkeit des Landes zu bekommen, indem den nationalen Gegebenheiten des Landes besser Rechnung getragen werden sollte, als dies generell in internationalen Studien der Fall ist, welche oftmals in derselben Optik für alle analysierten Länder („one size fits all“) ausgeführt werden. Die Studie von Professor Fontagné beinhaltet daher beispielsweise statistische Indikatoren, die die hohe Zahl der Grenzgänger, die jeden Tag nach Luxemburg pendeln und oftmals in internationalen Studien nicht genügend berücksichtigt werden, mit in Betracht ziehen. Diese Indikatoren werden jährlich vom Observatoire de la Compétitivité aktualisiert und im Bilan Compétitivité ausführlich diskutiert. Auf Basis dieser Indikatoren erstellt das Observatoire de la Compétitivité außerdem seinen eigenen Wettbewerbsfähigkeitsindex.

■ L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)

■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

